



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

ICH LIBRARIES



6728572 0







1

BIOGRAPHIE
DE
LA MOSELLE,
OU
HISTOIRE

PAR HENRI ALPHANTIN.
DE TOUTES LES PERSONNES NÉES DANS CE DÉPARTEMENT,

QUE SE SONT VUS DÉVELOPPER
PAR LEURS ÉTUDES, LEURS VALEURS, LEURS LUTTES, LEURS TRIUMPHES,
DE LEURS ÉMIGRÉS.

PAR ÉMILE-AUGUSTE BÉGIN,
AUTEUR DE L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DU PAYS MARIEN.

TOME III

METZ,
VERRONNAIS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE ÉDITEUR,
RUE DES JARDINS.

1829.



BIOGI APHIE

DE

LA MOSELLE.



—



BIOGRAPHIE
DE
LA MOSELLE.
OU
HISTOIRE

DES HOMMES ILLUSTRES
DE TOUTES LES PERSONNES NÉES DANS CE DÉPARTEMENT,

QUI SE SONT FAIT REMARQUER
PAR LEURS ACTIONS, LEURS TALENTS, LEURS MŒURS, LEURS VERTUS,
OU LEURS CHIMÈRES.

PAR ÉMILE-AUGUSTE BÉGIN,
AUTEUR DE L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DU PAYS MÉOSIN.

TOME III

METZ,
VERRONNAIS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE ÉDITEUR,
RUE DES JARDINS.

1829.

BIOGRAPHIE

DE

LA MOSELLE.



BIOGRAPHIE
DE
LA MOSELLE,
OU
HISTOIRE

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE
DE TOUTES LES PERSONNES NÉES DANS CE DÉPARTEMENT,
QUI SE SONT FAIT REMARQUER
PAR LEURS ACTIONS, LEURS TALENS, LEURS ÉCRITS, LEURS VERTUS,
OU LEURS CRIMES ;

PAR ÉMILE-AUGUSTE BÉGIN,
AUTEUR DE L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DU PAYS MESSIN.

. . . Magnæ parens frugumque virumque Mosella ;
Te clari procerum , te bello exercita pubes ,
Æmula te latius decorat facundia linguæ.
Quia etiam mores , et lætum fronte severâ
Ingenium , natura tuis concessit alumnis.

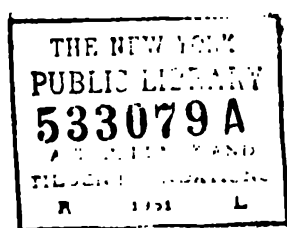
Autor Mosella.

TOME III.



METZ,
VERRONNAIS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DES JARDINS.

1831.



NOV 1951
533079
A

BIBLIOPHIE

DE

LA MOSELLE.

MAGDALENE.

MAGDALENE (Jean), Libraire à Metz, au 15.^e siècle, appartenait à une famille messine, citée plusieurs fois dans des actes du siècle précédent et du siècle suivant. Un Jean Magdalene est nommé dans l'ouvrage sur le voyage de Henri IV en 1603.

Jean Magdalene a été signalé par tous les écrivains de la province comme le premier imprimeur de Metz; c'est une erreur renouvelée dans l'Annuaire publié par M. Viville, pour l'an XII, et dans le Dictionnaire du département de la Moselle (t. I, p. 478), et qui a été récemment éclaircie dans l'Essai philologique sur les commencemens de la Typographie à Metz, p. 19 et suiv.

Jean Magdalene est le premier libraire qui soit cité à Metz; son nom ne nous est connu que par une men-

iii

Sloug 12 Dec 1921 (2. 1. 1)

tion unique qui se trouve à la fin d'un ouvrage liturgique dans la phrase suivante :

*Les presentes heures a l'usage de Metz furent acheuees
Le . VIII . iour de nouembre Lan mil cccc. iiii. xx. .
xviii. Pour maistre Jehan Magdalene demourant a
dicte ville de Metz.*

Ce livre, exécuté avec grand soin sous l'échevinat de Viriat Roucel, est orné de quelques gravures en bois plus, d'entourages variés et souvent d'une composition bizarre, à toutes les pages.

M. Teissier, qui en a donné une description exacte a recherché de quelles presses pouvaient sortir les Heures de 1498. A cette époque, Simon Vostre, imprimeur à Paris, publiait des ouvrages liturgiques du même genre pour plusieurs évêchés; savoir: pour les diocèses de Chartres et d'Amiens, en 1502; pour celui de Poitiers en 1506, et même pour celui de Metz, en 1507: le tout en caractères gothiques, et avec des gravures. Il était naturel d'attribuer les Heures à l'usage de Metz à Simon Vostre; mais, d'après des confrontations faites par deux bibliographes habiles, M. Clouet, secrétaire de la Société philomatique de Verdun, et M. Guillaume, membre de l'Académie de Besançon, les Heures imprimées *Pour maistre Jehan Magdalene*, sortent des ateliers d'Antoine Vérard, l'un des plus célèbres typographes de Paris. Antoine Verard a imprimé un très-grand nombre d'ouvrages depuis 1480 jusqu'en 1500, d'après la Serna-Santander. Des Heures publiées par lui, et avec son nom *secundum usum romanum*—1488, et à l'usage de Tournai 1500, ont une parfaite analogie avec les nôtres. Ce point de critique bibliologique est donc fixé.

ures de 1498 manquent à la Bibliothèque de Metz. L'exemplaire dont M. Teissier est ire, et qu'il nous a communiqué, a appartenu e ministre Paul Ferry.

ologique sur les Commencemens de la Typographie à Metz, par tier, pag. 19 à 24. — Lettres de MM. Clouet et Guillaume à . — Histoire des Sciences, des Lettres, des Arts et de la Civilisation du Pays Messin, par E.-A. Bégin, p. 324.

MAGUIN.

in (Nicolas), l'un des treize jurés de Metz, en fois maitre-échevin, doit être compté au des magistrats intègres et courageux qui ont tre cette province. Il fut élevé à cette dignité et dans un tems très-difficile. Le duc d'Esper- voyé par Henri IV pour réconcilier les Messins deux Soboles dont la tyrannie avait irrité tous is, trouva *plus de difficulté qu'on ne s'estoit per-* ne crut pouvoir mieux faire que de créer *maistre n Nicolas Maguin, recommandé pour ses merites,* ear que les trois Ordres luy portoient à cause de edens seruices, et la creance qu'ils eurent que prehension il entreprendroit ce qu'eux tous luy cognoistre estre du bien publique, en quoy ils ut deceus. A peine Maguin fut-il entré en fonc- u'il soutint vivement les intérêts de ses conci- sollicita l'expulsion des Soboles, et pourvut à leur état de choses. Dans les fêtes par lesquelles

(4)

On accueillit Henri IV à Metz, il voulut commander la première des trois cornettes de cavalerie équipées pour sa réception. Lorsqu'il eut présenté sa troupe, il alla se mettre à la tête de la magistrature et parla au roi dans les termes suivans :

« SIRE,

« Vos tres-humbles, tres-fidelles, et tres-affectionnez seruiteurs, les Gens des trois Estats de la Ville et Cité de Metz, rendent graces à Dieu immortel et tout puissant de ce qu'il les a exaucez, mettant au cœur de vostre Maiesté de faire le vóyage dont ils auoient supplié sa diuine bonté. Que peuuent-ils desirer outre cette fance qui portera par tout les nouuelles de sa cause. Vostre Maiesté, Sire, ayant recogneué noz plaintes, et iugé par noz desportemens passez, qu'il y auoit du mal, puis qu'avec tant d'instâces nous les donnions aux oreilles de vostre Maiesté, touchée d'une affection paternelle l'endroit d'un bon peuple. Elle a preferé la necessité de le tirer de peine à la consideration de l'iniure et malice du temps, et des chemins, voire à la presse de ses autres affaires. Ceux qui l'entendront l'attribueront vraiment à la debonnaireté de Vostre Maiesté. Mais, Sire, ils ne nous retiendront point l'honneur que pour fidélité reconnue, elle vient presentement l'exercer sur nous. O Sire, affin que le remede s'applique selon la playe, nous ramenteurons en peu de parolles d'ou elle nous proced et comment elle a esté fomentée. Les traictemens insupportables que depuis plusieurs années en ça nous auons receus des Sieurs de Sobole, venant tous les iours s'exaspérer, nous ont en fin fait passer outre la patience

, au lieu de gouverner avec douceur, selon
 de Vostre Maiesté, et à l'exemple de ceux
 deuantés en charge, ont non seulement tasché
 à ruiner et du tout aneantir les droits, franchises et
 , dont la iouissance nous auoit esté conseruee
 de nos predecesseurs de Vostre Maiesté : mais
 nous ont efforcez de nous interdire et deietter
 de l'exercice des fonctions de nos charges, voire
 de nos corps, communautéz, et particuliers de la
 possession de leurs biens. Sire, ce sont mauuaises
 choses qui ont corrompu l'air de ce pays : Mais nous
 espérons que votre Iustice Royale sera le Soleil qui les
 dissipera. C'est de quoy nous, pour tout le peuple, sup-
 plions-humblement de genouil, à mains iointes, et
 de Dieu, vostre Maiesté : Et nous ayant tirés
 de la longue seruitude en laquelle les
 : Soboles nous ont iusques à present detenus,
 à établir, maintenir, et entretenir en nos droicts
 d'autoritez, franchises, priuileges, et libertez.
 Nous ne saurions respirer, Sire, nous n'espargnerons ny vies,
 ny biens, ny mesmes ce que Vostre Maiesté nous aura
 fait pour continuer sous son obeissance, et assurance
 de sa protection, au tres-humble seruice que nous luy
 devons ; à quoy mesmes nous obligeons pour iamais
 de fidélité. Priant Dieu de tout notre cœur (pros-
 perant luy, et deuant vous Sire) que puissiez
 la Cité avec toute prosperité, ioye, et conten-
 tement et regner longuement et heureusement. »
 Il adressa ensuite des félicitations à la reine.
 Les honneurs qu'il reçut ont été faites dans les termes
 d'obligeans.

(6)

Cet échevin avait un fils qui, dans la même circonstance, commandait une compagnie de cent vingt jeunes enfans au-dessous de dix ans. Chargé de porter la parole au roi, il s'exprima ainsi :

« SIRE,

« Affin qu'il ne reste rien à nos Peres qui en présenté, ie vous offre icy selon le commandement i'en ay le plus précieux de leurs meubles : ce sont chers enfans, lesquels avec le lait ont succé ceste lution de n'aspirer ailleurs, ny n'esperer autre hor que de bien et dignement servir vostre Maiesté Monseigneur le Daulphin, et par deuoir merite bonnes graces, et les siennes : de petites gens que sommes ne peuuent estre attendues choses grandes neantmoins, Sire, vos faueurs et nos affections, prendront sur nostre foiblesse, et feront que vous mesurerez nos actions à la grandeur du desir que nous auons bien faire, lequel est infiny, comme vos Royales graces sont infinies. »

Ce jeune enfant ayant ensuite fait manœuvrer sa table devant le duc d'Épernon, lui adressa le discours suivant dont le prince fut extrêmement flatté :

« MONSEIGNEUR,

« Tout ce petit Peuple que vous voyez, et que nos Peres esleuent en l'amour, respect, obeyssance et foy, qu'ils ont enuers le Roy, n'est point empesché par la foiblesse de son aage de recognoistre que vous représentez en ce lieu la personne de sa Maiesté en pouuoir d'autorité et en grandeur d'affection enuers le Pays pourquoy il vient par moy vous supplier très-humblement

ment, Monsieur, vouloir avoir mesme soing d'eux que vous avez chers parens, et vous persuader que de ce nombre il s'en pourra former à l'advenir quelque bel esprit aux lettres, ou quelque si grand cœur aux armes, que par dignes et signalez services qu'ils rendront un iour au Roy, à Monseigneur le Dauphin, à vous mesmes, Monseigneur, et au Publicque, ils acquitteront en quelque sorte l'obligation que toute la Compagnie vous aura si vous tesmoignez avoir agreable l'offre que je vous en fay, daignant m'asseurer que vous nous ferez ceste faveur de nous presenter à sa Maiesté. »

Le souhait du jeune homme s'accomplit, car du bataillon qu'il conduisait sont sortis plusieurs personnes d'un grand mérite, au nombre desquelles brillent Paul Ferry, Abraham Fabert, maréchal de France, et son frère le maître-échevin François Fabert.

On ignore l'époque à laquelle mourut Nicolas Maguin.

Il nous reste quelques numismatiques de ses échevinats. M. Teissier possède une petite médaille frappée pour célébrer l'élection de 1615; elle porte, avec la date, la devise : CRAINS DIEU ET FAIS JUS. Cette devise avait déjà été adoptée par Nicolas Maguin. Lorsqu'en 1603, dans sa précédente administration, il reçut à Metz Henri IV, il s'était réservé, comme nous l'avons dit plus haut, le commandement de l'une des trois compagnies destinées à servir de garde d'honneur au monarque. « Le Sieur Jean Gauvain, dit l'auteur du Voyage dans son langage suranné, portoit la Cornette de damas blanc, frangée d'or, d'un costé aux armes de France et de Navarre; de l'autre costé à la devise du maître Escheuin, qui est de la vertu de piété, re-

« présentée par une figure vestue à l'antique, aromatisant d'une main un autel, et de l'autre tenant l'espée de justice, avec ceste inscription ,

« CRAIN DIEV, ET FAY IVSTICE. »

Nos jetons d'échevinat forment à Metz une collection fort curieuse, et qui a été négligée jusqu'à présent par nos historiens. Cette lacune sera remplie par M. Teissier, dans l'ouvrage qu'il doit publier sous le titre suivant : *Recherches historiques sur les Monnaies de Metz, sous les divers gouvernemens de cette ville et de sa province*. Un volume in-8.°, avec gravures.

Jacques Praillon, successeur de Nicolas Maguin, en 1604, mettait sur ses jetons : *Patientia victrix*. Le même Praillon, dans une magistrature antérieure, en 1578, avait mis sur un quarta solidi la devise : *Endurer pour durer*. Adrien de Bonne-Foy, en 1640, mit : *Elle est en bonnes mains*. De la Grillonnière, en 1669 : *Rostro tua et ungue tuebor*. Henri Poutet : *Stat, Vigilat et Lucet* — 1683 — etc.

L'un des descendans de Nicolas Maguin, François Maguin, seigneur du comté de Roussy, a marié sa fille, Anne-Marguerite, à Philippe-François-Joseph comte de Custine. C'est de ce mariage qu'est né le célèbre général Adam-Philippe Custine dont nous avons parlé dans le premier volume.

Voyage du Roy (Henri IV) à Metz, etc., par Abr. Fabert, p. 5, 10, 11, 18, 24, 25, 26, 42, 44, 45. — Dom Jean-François. Vocabulaire austraisien, p. 201, 202. — Dictionnaire de Moréri, édit. de 1759, t. IV, p. 333. — Notes communiquées par M. Teissier, sous-préfet à Thionville.

MANGEART.

*In mediis Thomas tumulis versatur, et ornat
 Ferales blandis cyparissos floribus; ipse
 Accendit gelidos cineres animisque piorum.
 Genitis amor, Belgaeque pater, qui dicit alumnos
 Periculis, ingenuas artes fovet atque tector,
 Thomam habuit socium et studiorum dulces locum,
 In fidem poetas solitus deponere curas.
 Magnificum libris Muscum Principis auxit;
 Undique scrutatus, pretiosa numismata spissis
 Eruit à tenebris, et clari luminis oras.
 Protulit hinc gemmas datur simulacra Deorum,
 Annalesque sacras, et priscae nascere ritus.*
 Templ. Hist. sacr.

« Mangeart se plaît au milieu des tombeaux ; il orne
 de fleurs les tristes cyprès ; il émet, il ravit la cendre
 des hommes pieux que la mort a moissonnés. Charles,
 qui est en même temps le père et les délices du peuple
 Flamand, qui protège les arts, et comble de bienfaits
 ceux qui cultivent les Muses, ont Mangeart pour com-
 pagnon de ses études ; il l'est pour eux ; il veut toutes
 ses peines dans son sein. De combien d'excellents ouvrages
 s'enrichit-il pas la bibliothèque du Prince ? Quel soin
 ne prit-il pas pour reconstruire des tristes parts des médailles
 précieuses et inconnues jusqu'alors ? Sa collection sert
 également à la connaissance des dieux, de la religion
 et de l'histoire ancienne. »

MANGEART (Dom Thomas), l'un des plus célèbres
 misistes de son siècle, originaire de Rosières-aux-
 lins, n'est point né dans ce bourg comme l'a dit
 évier, mais à Metz, le 17 septembre 1695. Après
 ir fait profession dans l'abbaye des religieux béné-
 tins de Saint-Evre de Toul, le 21 décembre 1713,
 rêcha avec succès dans les principales villes du pays.
 ses sermons sur *le Purgatoire* et *les Morts* ayant fait
 nd bruit, l'évêque de Toul désira qu'il les livrât au
 lic ; ils ont été imprimés sous ce titre :

*Octave des Morts, avec un Traité dogmatique et cri-
 e sur le Purgatoire.* 1739, Nancy, Antoine Leseure,
 pl. in-12.

Dom Mangeart, tout en s'occupant du ministère évangélique, consacrait ses momens de loisir à l'étude des antiquités et de l'histoire métallique, science intéressante, toujours approfondie et toujours épineuse. Il fit dans la numismatique les plus rapides progrès. Le prince Charles Alexandre de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas, l'affectionnait beaucoup, et ce fut pour organiser et enrichir son cabinet qu'il appela près de lui notre illustre compatriote. Mangeart quitta sa maison en 1747, et fut à Vienne où résidait alors le prince; mais ayant été nommé, peu après, gouverneur des Pays-Bas, D. Mangeart le suivit à Bruxelles, et continua de s'occuper du cabinet qui lui était confié. Il apporta un si grand zèle à son nouvel emploi, qui, d'ailleurs, était beaucoup plus de son goût que le premier, qu'il parvint à réunir, en moins de trois ans, plus de six cents pièces gravées, et plus de quinze cents médailles, tant en or qu'en argent et en bronze. Plusieurs de ces objets étaient très-rares, entre autres un médaillon de l'empereur Pertinax, du poids de vingt ducats, trouvé en Transylvanie. D. Mangeart publia un Mémoire au sujet de cette découverte, ainsi qu'un autre *sur les Variations d'une Agathe*. Bruxelles, 1752, in-fol. Décoré des titres d'aumônier, d'antiquaire, d'historiographe, de conseiller et de bibliothécaire de S. A. R. de Lorraine, Dom Mangeart voulut témoigner sa reconnaissance à son auguste bienfaiteur en faisant frapper une médaille qui perpétuât le souvenir de ce nouveau Mécène. Cette médaille, exécutée par J. B. Harrewin, a vingt lignes de diamètre. Elle présente, d'un côté, le buste du prince avec la légende : *Carolus Alex. Dux. Lot. et Bar. Bel. Gub.*

gen.; au revers, un soleil éclaire un salon orné d'une bibliothèque, et rempli d'instrumens de physique, de mathématiques, de peinture, de musique et de divers attributs; la légende est: *Esse dat et prodesse. L'exergue, Augusto Mæcenati obtulit D. Thomas Mangeart, à numismatibus et historia consiliarius*, 1754. Bruxelles, in-4.º

Ce religieux demeura quatorze ans près du prince de Lorraine; mais, en 1761, désireux de revoir sa patrie, il quitta Bruxelles et revint à Saint-Léopold où il mourut l'année suivante.

D. Mangeart travaillait depuis fort long-tems à un grand ouvrage qui eût étendu, de son vivant, la réputation qu'il s'était acquise, si ses loisirs et son peu de fortune lui avaient permis de l'achever et de le mettre au jour. Michelet d'Ennery, dont nous avons parlé dans le premier volume, se chargea du soin de revoir et de corriger le manuscrit de D. Mangeart, et D. Étienne Adam, prieur de Saint-Léopold, fit les frais de l'impression ¹. L'ouvrage parut, deux ans après la mort de son auteur, sous le titre suivant :

Introduction à la Science des Médailles, pour servir à la Connoissance des Dieux, de la Religion, des Sciences, des Arts, et de tout ce qui appartient à l'Histoire ancienne, avec les preuves tirées des Médailles. Ouvrage propre à servir de Supplément à l'Antiquité Expliquée, par Dom Montfaucon.

Par Dom Thomas Mangeart, Religieux Bénédictin de

¹ M. Weiss, auteur de l'article Mangeart de la Biographie universelle, indique, d'après M. Beuchot, l'abbé Jacquin comme ayant achevé et publié l'ouvrage de D. Mangeart; mais les auteurs de l'*Histoire de Metz*, in-4.º, et l'abbé Lionnois sont de l'avis que nous émettons.

la Congrégation de S. Vanne et S. Hidulphe , Antiquaire, Bibliothécaire et Conseiller de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc Charles de Lorraine, etc., etc., etc.

A Paris, chez d'Houry, Imprimeur-Libraire de Monseigneur le Duc d'Orléans. 1763, 1 vol. in-fol. , xxiv, 586 pages, et 35 planches à la fin de l'ouvrage.

Ce volume, d'une exécution soignée, est précédé d'une dédicace adressée par l'auteur à son Mécène le Prince Charles-Alexandre de Lorraine.

D. Mangeart a tiré grand parti des traités de Numismatique qui ont précédé le sien, mais il a indiqué les sources où il a puisé, les a mis en usage avec autant de circonspection que de méthode, et a donné sur un grand nombre de médailles des renseignemens nouveaux.

D. Cahnet. *Biblioth. lorr.* , p. 627, 628. — Chevrier. *Mémoires pour servir à l'Histoire des Hommes illustres de Lorraine*, t. II, p. 70, 71, 73. — *Hist. de Metz*, in-4°, t. III, p. 358. — *Temple des Messins*, p. 156 et suiv. — *Hist. des Villes vieille et neuve de Nancy*, par le S.^r J. J. Lionnois, 1811, t. III, p. 22, 23. — *Biogr. universelle*, t. XXVI, p. 484, 485.

MANGIN.

MANGIN (Jean-Henri-Claude), conseiller d'État, préfet de police, officier de la Légion-d'Honneur, etc., est né à Metz le 7 mars 1786. Il est le fils d'Anne Mathis, marchande beurrière, et de Henri Mangin, petit marchand épicier, qu'on a vu, dans le régime de la terreur, pérorer au club, parcourir les rues de Metz le bonnet rouge sur la tête, et prélever sur les *aristocrates* des campagnes les contributions arbitraires dont ils étaient frappés. Ce fut donc sous le patronage d'un fervent révolutionnaire que

M. Mangin fit sa première éducation morale ; mais comme son père, qui n'avait fait aucune étude, ne pouvait le pousser loin, il le mit chez M. Dupleit, prêtre marié, panégyriste de l'infâme Marat, et l'idole des jacobins. Ce professeur, auquel nous avons consacré un article dans le premier volume, faisait d'excellens élèves ; mais il désespéra longtems d'obtenir quelque fruit des moyens naturels de M. Mangin, trop paresseux et trop léger pour s'astreindre au travail. Le père, qu'on dit avoir été un homme violent, fustigeait son fils, et le fils incorrigible retombait sans cesse dans les mêmes fautes ; enfin, on lui fit quitter ses études et on le mit chez un savetier. La leçon était sévère ; elle produisit un bon effet, et le jeune Mangin réclama ses livres. Des voisins s'intéressèrent en sa faveur ; mais le père, inflexible, ne voulant point pardonner, un ami de la maison fit les avances pécuniaires indispensables à la continuation d'études de notre jeune étourdi.

M. Mangin se montra bientôt digne des soins tout particuliers que Dupleit prenait de lui. Il est probable qu'il comptait alors sur les principes républicains de son élève, et qu'il croyait voir en lui un soutien futur des principes de 93 ; mais ses prévisions se sont bien mal accomplies, car, dans la crainte de faillir comme l'avait fait son maître, M. Mangin se jeta dans l'extrême opposé, sans cesser toutefois de porter un tribut d'estime et d'admiration à Dupleit dont il prononça l'éloge, en 1817, sur son tombeau. Envoyé à Paris pour faire son droit, on assure qu'il y mena pendant trois ans une vie fort dissipée ; qu'il eut même beaucoup de mal à gagner le titre de licencié, et que son début à Metz fut loin d'être

brillant. M. Mangin eut le bon esprit de sentir ce qui lui manquait; il retourna à Paris, recommença en quelque sorte ses études en jurisprudence, et revint dans sa patrie avec de véritables connaissances. Condisciple de M. de Serre, ce fut, je crois, avec lui qu'il prêta son serment d'avocat au barreau de Metz, et cette circonstance, jointe à son adresse, devint la source de sa fortune.

Les personnes liées à M. Mangin ne lui cachèrent pas, en différentes circonstances, l'opinion qu'on avait de l'habileté avec laquelle il se tracerait un chemin pour arriver aux honneurs. Un jour, par exemple, Brunet donnait au théâtre de Metz la pièce du *Solliciteur*; au moment où, franchissant une barrière, le Solliciteur s'écrie : *Audacieux et fluet on parvient à tout*; M.^{me} F....., qui assistait à cette représentation avec M. Mangin, lui dit : *Mangin, vous voilà tout craché*. Il ne s'en défendit pas, sourit et offrit une prise à cette dame.

Après s'être fait remarquer pendant plusieurs années et avoir pris place parmi les premiers avocats de notre cour, M. Mangin fut nommé procureur du roi au tribunal de première instance de Metz. Il exerçait ces fonctions avec une sévérité qui lui fit beaucoup d'ennemis, surtout parmi les notaires, dont il examina scrupuleusement la conduite, lorsqu'en 1819 M. de Serre l'appela près de lui en qualité de chef de division des matières civiles qu'on avait mises momentanément sous la direction du secrétaire général au département de la justice. Cette faveur fut bientôt suivie d'une autre. M. Forest, procureur général près la cour de Poitiers, ayant été nommé à d'autres fonc-

tions, une ordonnance royale, en date du 22 février 1821, appela M. Mangin au remplacement de ce magistrat. Le 4 mars, il prêta serment entre les mains du roi, et signala son entrée en fonctions par de nombreux changemens, soit dans les choses, soit dans les personnes.

Notre concitoyen, aidé jusqu'à présent par ses talens, l'avait été bien plus encore par les circonstances. La conspiration du général Berton devint pour lui une nouvelle source de fortune et de crédit : car il n'était pas homme à négliger tout ce qui pouvait ouvrir une plus large carrière à l'ambition dont il était dominé.

Le zèle qu'il montra, bien louable quand il se base uniquement sur le sentiment intime des devoirs que la magistrature impose, fut poussé à l'extrême, et l'on accusa M. Mangin d'avoir voulu marcher au pouvoir en s'appuyant sur le cadavre de ses victimes. Cette grave imputation retentit de la tribune législative aux quatre coins de la France; et quoique nous aimions à penser que telle n'a pas été l'intention de M. Mangin, les événemens n'ont pas contribué à laver cette tache qu'on imprima dans le tems sur sa personne.

Le 24 juillet 1822, dans l'acte d'accusation qu'il porta contre le général Berton et ses complices, il le désigna comme étant l'agent d'un comité directeur, à la tête duquel figuraient Foy, Kératry, Lafayette, Voyer-d'Argenson, Lafitte, Benjamin Constant, et ces paroles dénonciatrices, dénuées de preuves, soulevèrent aussitôt contre lui la majorité de la France. Le 1.^{er} août, Benjamin Constant protesta contre la fausseté de réquisitoires qui ne pouvaient, disait-il, exciter que le rire de la pitié; M. Lafitte réclama une enquête afin

de savoir si lui et ses honorables amis étaient sous le fer des calomniateurs ou des bourreaux. « Ce n'est pas ici de l'opinion personnelle d'un membre qu'il s'agit, ce n'est pas non plus de l'opinion méprisante d'un folliculaire; c'est d'un agent judiciaire, c'est d'un procureur du roi dans un acte d'accusation. Les noms de cinq députés y sont cités. Pour ce qui me regarde, c'est un mensonge infâme. Mais il ne s'agit pas d'être cru sur parole; il faut examiner la conduite de cet officier public qui a dirigé la procédure. Si les dépositions faites portent un caractère aussi grave, cet officier public devait faire son devoir, et demander à la Chambre de nous mettre en accusation. Si, au contraire, l'accusation vient de ces vils agens de la police, pourvoyeurs des bourreaux dans les tems malheureux de la révolution, il est du devoir de la Chambre d'ordonner une enquête, et d'examiner la conduite du procureur du roi. »

« Messieurs, reprit le général Foy, le magistrat contre lequel mes honorables amis et moi avons de justes réclamations à élever, n'est pas inamovible : c'est un de ces fonctionnaires qui attendent du ministère actuel un avenir et des récompenses. (Violens murmures à droite.) Où cherchent-ils la règle de leur conduite? Ils la cherchent dans le langage du ministère, dans le langage de ses partisans, dans les journaux du ministère; ils la cherchent dans l'esprit de faction qui domine aujourd'hui la France. (Vives interruptions.) Les accusations de cette faction doivent se porter sur les défenseurs de la charte et de la liberté; elle doit les poursuivre avec acharnement; elle s'exprime contre eux d'une manière générale, par des libelles, par des actes

se qui tiennent à la nature du pouvoir. Alors nous sommes obligés d'en appeler à l'opinion nationale, pour le moment de la réélection. Mais, lorsqu'il s'agit d'actes judiciaires, un devoir plus positif et plus présent nous appelle, et c'est ici que j'accuse textuellement le procureur général de Poitiers de n'avoir pas fait son devoir.

Il a dit que le général Berton, à Thouars, avait annoncé qu'un gouvernement provisoire était organisé à Poitiers, et que moi j'étais membre de ce gouvernement. Est-ce vrai? Je n'en sais rien. Mais ce n'est pas le point principal de l'acte d'accusation. C'est la déposition d'un nommé Grandménil (contumace), sur le point duquel on mettra tous les mensonges qu'il importe à la faction de mettre en avant. (*Voix à droite : Quelle est cette faction?*) C'est la faction anti-nationale, anti-française. (*Voix à droite : Celle-là est la vôtre.*) Il a donc eu le soin de mettre dans la déposition d'un contumace, d'un homme qui ne pourra pas être interrogé publiquement, qui ne donnera pas d'explications, d'atroces mensonges qui ne sont pas sortis de sa bouche, je le parie : car c'est l'ouvrage du ministère. Il y a des murmures à droite. . . . *Voix de ce côté : À l'ordre, à l'ordre!*)

Celui qui se trouve compromis par une exécration due dans une affaire de cette nature a sans doute le droit de parler avec indignation. Je dis que ces paroles ont été mises dans la bouche de l'accusé contumace, que l'impression restât sans qu'il y eût moyen de la détruire, et que c'est une machination atroce, perverse et infâme. (Les plus violents murmures interrompent. . . . *Voix à gauche : Oui, oui, cela est vrai.*)

« Je demande à la Chambre de se départir de ses règles ordinaires, et qu'elle ordonne une enquête. Je la réclame solennellement. Je voudrais qu'elle commençât à l'instant même avec tout l'éclat et toute la latitude qu'on peut avoir. . . . (Même mouvement à gauche.)

« Jusqu'à ce que cette enquête soit faite, notre zèle pour la charte et pour la liberté ne se ralentira pas; il ne fera qu'augmenter; c'est assez que l'ennemi nous signale, pour que nous croyions avoir de plus nobles devoirs à remplir envers nos concitoyens. » (*Voix à gauche* : Bravo.)

Le garde des sceaux, juge naturel et défenseur nécessaire du magistrat accusé, parla en faveur de M. Mangin, prétendit qu'il n'était point sorti des attributions de son emploi, qu'il avait fait son devoir. « Si vous consultiez, dit-il, en s'adressant à Foy, les hommes qui ont votre confiance, et qui sont versés plus que vous ne l'êtes dans les matières judiciaires, vous apprendriez d'eux que le procureur général, rédigeant un acte d'accusation en exécution d'un arrêt souverain qui en prescrit l'objet et les bornes, est tenu de rapporter fidèlement tous les faits que la procédure annonce, et d'analyser avec exactitude tous les documens dont elle se compose. Ces documens sont innombrables dans l'affaire qui vous occupe, et ils se réunissent tous pour présenter les faits tels que les retrace le récit qui vous a blessés. Est-ce la faute de ce magistrat si ces faits vous affligent? Ce n'est pas lui qui vous accuse, ce sont des déclarations indépendantes de vous, et qu'on ne peut ni dissimuler, ni détruire, etc. »

M. de Labourdonnaye, après un discours interrompu

vingt fois par les murmures du côté gauche, demanda que l'on fit une enquête pour faire connaître à la France quels sont ses ennemis.

M. Tripier, membre du côté droit, animé par la conscience de ses devoirs, après avoir combattu la fausse doctrine de M. de Labourdonnaye qui, pour garantir le ministère, voulait l'identifier avec le roi, éleva une voix indépendante et généreuse contre M. Mangin.

« A mes yeux, dit-il, le procureur général de Poitiers n'a pas fait ce que son devoir rigoureux lui ordonnait de faire. S'il ne croyait pas qu'il y eût rien dans l'instruction qui pût motiver une instruction supplémentaire vis-à-vis des membres de la Chambre dont le nom aurait été proféré, il devait se rappeler qu'il ne pouvait pas non plus les signaler à l'opinion publique, en introduisant dans son acte d'accusation des personnes qu'il reconnaissait apparemment exemptes de reproches. Si, au contraire, l'instruction lui donnait des indices sur une participation quelconque qui aurait été prise par des membres de cette Chambre, il ne devait pas s'arrêter là ; il devait provoquer une instruction complète, en instruire le ministre de la justice, provoquer, par son organe, une délibération de la Chambre. En un mot, dans le premier cas, il a trop fait, et dans le second, il n'a pas fait assez. Il n'est pas tolérable, quand on fait le procès à un individu, qu'on puisse le faire indirectement à d'autres, et les mettre dans cette position fâcheuse et difficile, de se voir ainsi dénoncés à l'opinion publique sans pouvoir participer aux débats, n'y étant appelés, ni comme accusés, ni comme témoins. Ils seront donc obligés de souffrir que l'opinion publique puisse rester flottante à leur égard,

puisse être induite en erreur, sans leur donner les moyens de se justifier. C'est un inconvénient grave pour tout citoyen, et plus grave encore pour un membre de la Chambre des Députés, qui, par cette position même, commandait au ministère public, ou de la réserve s'il était convaincu de l'innocence, ou des poursuites s'il avait des doutes sur la culpabilité. (M. de Girardin : Voilà de la justice... *Voix générales à gauche*: Très-bien.)

« J'ai dit que le mal était fait, et qu'il fallait chercher un remède. Il le faut, parce que ceux qui le demandent ont le droit de le demander; il le faut, parce que la vérité ne pourrait jamais être reconnue, si nous n'adoptons pas ici la mesure proposée.
Dur moment où des membres de cette Chambre sont gravement inculpés, il y a nécessité de reconnaître s'ils sont coupables; car, dans ce cas, ils seraient désormais indignes de siéger dans cette enceinte, de faire partie de la Chambre des Députés, que je me suis toujours plu à ne croire composée que d'hommes amis à la fois de la charte et du roi. Cette Chambre ne peut plus recueillir dans son sein des hommes qui auraient violé leur serment, au point de venir conspirer, et contre leur pays, et contre leur prince : cela est impossible. (Vive adhésion.)

« Mais aussi, s'ils ne sont pas coupables, nous leur devons, nous nous devons à nous-mêmes une juste réparation; nous devons publier leur innocence. Nous devons prouver à la France entière et au roi que nous ne sommes ici que des hommes ayant tous les mêmes sentimens, pouvant bien être quelquefois divisés sur des opinions; mais ayant tous le sentiment profond de notre

devoir, c'est-à-dire l'amour de notre pays, comme l'amour de notre roi. Par conséquent, toute inculpation qui vient s'attacher à un des membres de la Chambre est une calomnie dont nous voulons la vengeance et la réparation.

« J'appuie donc, de toutes mes forces, l'enquête qui vous a été demandée. »

Une vive adhésion se manifesta à gauche. M. de Saint-Aulaire voulut monter à la tribune; mais la droite cria la clôture, et M. de Martignac prit la parole pour défendre M. Mangin des intentions atroces qu'on lui avait prêtées, trouva qu'il n'était pas sorti de la limite de ses devoirs en rédigeant son acte d'accusation, portait nécessairement exact et fidèle de tout ce qui résulte de la procédure, et pensa qu'on ne devait point statuer sur la proposition d'enquête. Des cris de clôture, partis de la droite, retentirent de nouveau. M. de Villèle parvint cependant à faire entendre un discours apologétique en faveur du procureur général de Poitiers; mais à peine eut-il terminé que les cris de la droite se renouvelèrent avec plus de force que jamais. Une foule d'exclamations partirent des bancs de la gauche. « *Vous étouffez nos voix, quand il y va de la vie!* » s'écria M. Casimir Périer. *C'est infâme!... C'est un assassinat politique; vous devriez nous permettre de nous défendre.... Oui, oui, c'est un assassinat,* reprirent plusieurs voix de la gauche, *et vous (les députés du côté droit) en êtes les complices.* » L'assemblée se sépara au milieu du bruit et de la plus violente agitation.

Retournons à Poitiers, et voyons M. Mangin sur le théâtre où les circonstances l'ont élevé. Après avoir repoussé l'avocat que Berton réclamait pour sa défense, en alléguant des raisons dont nous n'entreprendrons

pas d'apprécier la juste application, étranger que nous sommes aux matières judiciaires, il fit aux jurés l'exposé suivant, à la fin de la séance du 26 août :

« Messieurs les Jurés,

« Après une longue révolution qui a déraciné et livré à la tempête les anciennes positions sociales, soulevé toutes les passions, produit ou encouragé toutes les ambitions, le gouvernement le plus sage, le plus habile, a encore besoin, pour devenir fort et protecteur, que le tems remette d'une main lente les hommes et les choses à leur véritable place. Mais que pourront la sagesse et le tems, si la tempête révolutionnaire, qui a tout bouleversé, souffle et menace de tout bouleverser encore ? Qu'attendre, qu'espérer des plus loyales, des plus généreuses intentions, si le Gouvernement est contraint de se défendre sans cesse contre des conspirations qui ont pour but de l'anéantir ?

« Combien d'années, combien de jours encore pourra-t-il se défendre, si les citoyens auxquels la loi a conféré le droit de désigner les coupables, refusent, par imprévoyance et par faiblesse, de les nommer, lors même qu'ils les ont sous les yeux ?

« Cette dernière réflexion, MM. les Jurés, est bien plus commandée par de récents souvenirs que par l'affaire sur laquelle vous aurez à prononcer : car l'existence du complot que nous avons dénoncé est si évidente ; le but des conspirateurs est si bien révélé par les actes qu'ils ont commis, que loin d'avoir à réprimer des inquiétudes que repousserait d'ailleurs la loyauté bien connue de votre caractère, nous n'avons qu'à vous re-

tracer tout ce qui rendra facile la noble mission que vous avez à remplir.

« En effet, l'accusation qui vous est soumise n'a pas seulement pour objet la punition d'un complot contre la sûreté intérieure de l'État : un complot n'est que la résolution arrêtée entre deux ou plusieurs conspirateurs d'attaquer le Gouvernement; c'est surtout la pensée, les intentions qu'il faut scruter et interroger, et souvent il est fort difficile de les pénétrer dans des hommes qui ont employé tous les moyens pour les dissimuler, les soustraire à l'investigation de la justice; mais dans l'affaire actuelle, de véritables attentats ont été commis : l'attentat révèle et montre dans tout son jour le complot; il rend évident le but des conspirateurs : la feinte et le mensonge ne peuvent plus les déguiser.

« Nous vous disons que des attentats ont été commis; et, en effet, il est constant, il est avoué que l'on a proclamé, dans la ville de Thouars, un prétendu gouvernement provisoire qui aurait pris la place du gouvernement du roi; que pour soutenir ce gouvernement provisoire la gendarmerie de Thouars a été arrêtée de vive force, ainsi que trois fonctionnaires publics; qu'une bande armée, marchant sous le drapeau tricolore, s'est portée sur la ville de Saumur, dans l'intention avouée de l'envahir.

« Si de tels faits font sortir la conspiration actuelle de la classe de celle que les jurés ont eu à juger jusqu'à ce jour; s'ils lui donnent une telle gravité, que l'on puisse dire qu'aucune entreprise dirigée contre le Gouvernement n'a été ni aussi criminelle, ni aussi audacieuse, il faut reconnaître également que les jurés, chargés de

prononcer, deviennent plus faciles; que leur conscience est livrée à moins de scrupules; que la nécessité d'une sévère répression est plus évidente et se fait mieux sentir.

« Mais, quel est le véritable caractère d'une pareille conspiration? Au profit de qui a-t-elle été ourdie? Quelles forces devaient lui prêter un appui?

« Notre acte d'accusation renferme déjà toutes les lumières que l'instruction a pu nous fournir sur ces importantes questions : les débats, peut-être, en ajouteront de nouvelles. La France a été témoin des attaques dont cet acte nous a rendu l'objet! Le moment de répondre n'est point encore arrivé. Toutefois, nous vous conjurons, MM. les Jurés, de nous écouter sans défiance, et ces attaques auront manqué une partie de leur but.

« Nous nous montrerons dans cette cause tel que nous avons été dans toutes celles où nous avons porté la parole : recherchant avec soin les preuves de l'innocence, faisant valoir tous les moyens propres à la défense des accusés, appréciant les charges à leur juste valeur, rejetant celles qui ne sont point concluantes, abandonnant même les parties de l'accusation qui ne sont point prouvées.

« Pourquoi, Messieurs, abdiquerions-nous, pour cette affaire, ce caractère de loyauté et de franchise qui doit surtout distinguer les magistrats élevés aux premières dignités de l'ordre judiciaire?

« Quel intérêt si pressant a l'État que l'on confonde l'homme faible avec l'homme criminel, l'innocent avec le coupable? Pussions-nous plutôt acquérir par les dé-

la preuve qu'il n'y a eu ni conspiration ni conspirateurs; que la société n'a point été outrageusement punie par des attentats inouis jusqu'à ce jour, et qu'en quant l'existence d'une secte ennemie de tout ordre, toute légitimité, de toute morale, nous avons emporté une chimère!

Au surplus, nous avons déjà fourni aux accusés la preuve de notre franchise. Depuis plus d'un mois le d'accusation leur a été signifié; sous les noms de l'un d'eux se trouvent rappelées les charges qui lui sont personnelles.

C'est pour la première fois, peut-être, que l'on a averti un mois d'avance des accusés de conspiration tous les faits qu'on leur reproche, de toutes les déclarations que la justice a faites contre eux.

Mais si les accusés ont des droits qui doivent être respectés, la société a aussi les siens; et c'est à nous qu'il appartient de les défendre..... etc..... »

M. Mangin termina son allocution par des instructions jurées. Il serait trop long de les rapporter. Le lendemain, avant l'audition des témoins, n'apercevant pas Drault, désigné d'office pour défendre Berton, magistrat demanda qu'il lui fût ordonné de se rendre à l'audience, sous peine d'être rayé du tableau des avocats. Un huissier ayant introduit ce jeune homme, qui était alors d'une santé fort chancelante et de faible constitution, Berton demanda la parole: il déclara hier, dit-il, que M.^e Drault n'avait pas confiance et qu'il restait sans mission. Je suis convaincu que l'art. 295 du code n'a pu être abrogé par un décret. La France nous regarde, l'Europe est attentive,

la vérité sera connue; tout le monde saura que sur 70 accusés, je suis le seul à qui l'on ait constamment refusé de communiquer avec un défenseur; M. le président a dit hier que les communications entre M.^e Drault et moi avaient été libres; je nie ce fait; je le nie formellement; j'ai fait hier ma protestation contre la défense qui m'est donnée; j'y persiste de toute ma force. Je demande acte de ce que c'est malgré moi que M.^e Drault a lu hier mon déclinatoire. »

« Tous débats sont terminés à ce sujet, s'écria M. le procureur général avec une impatience manifeste; en vain voudrait-on continuer; en vain voudrait-on jeter du scandale sur une question toute simple; nous demandons qu'il soit passé outre aux débats. »

La cour ayant fait droit à ces réquisitions, on s'occupa de l'audition des témoins.

Nous ne suivrons pas M. Mangin dans les détails minutieux d'une affaire où il montra un emportement toujours condamnable chez un magistrat qui doit demeurer impassible comme la justice dont il devient l'organe; nous ne retracerons pas non plus ces nombreuses sorties contre des accusés dont le malheur doit exciter la pitié de la justice alors même qu'elle tient le glaive prêt à les frapper, nous renvoyons, pour ces détails, aux journaux du tems, et nous arrivons au réquisitoire de M. Mangin, qu'il importe de faire connaître par quelques citations.

« Messieurs les magistrats de la cour d'assises et messieurs les jurés, lorsqu'on lève les yeux sur le banc de ces nombreux accusés, on se demande avec douleur comment il se peut qu'ils aient forcé la justice à

et y asseoir. Ils vivaient sous le gouvernement le plus
excellent. A aucune époque la liberté civile ne fut mieux
garantie ; à aucune époque la liberté politique ne fut
renfermée dans des bornes moins étroites ; à aucune
époque le pouvoir ne fut tant contenu par les lois.

« Cependant, au lieu de vivre heureux et honorés au
milieu de leur famille, ils se sont faits conspirateurs ; ils
ont pris les armes contre le roi ; ils ont tenté de rallumer
le feu des discordes civiles. Égarés, les uns par leur
ignorance, les autres par d'insidieuses promesses et par
des principes révolutionnaires qui ne laissent subsister,
chez ceux qui en sont infectés, ni conscience, ni religion,
ni patriotisme, ils nous avaient ouvert un abîme, mais
ils y sont tombés.

« Si l'on réfléchissait bien, Messieurs, aux maux et
aux désordres qui auraient été la suite de la criminelle
entreprise qui a conduit devant vous les accusés, on
pourrait que la justice eût été si lente, on penserait
qu'elle ne peut être trop sévère. Cependant, Messieurs,
redoublons-nous de nous laisser trop entraîner par ce sen-
timent, il pourrait troubler le calme et l'impassibilité
et nous devons apporter dans l'examen et dans la dé-
cision de cette affaire. Nous devons être justes, c'est-à-
dire sages et modérés ; nous devons à la France et
à l'Europe l'éclatant exemple d'une justice à la fois sage
et généreuse ; c'est pour la préparer, Messieurs, que
nous prenons la parole. »

M. Mangin exposa ensuite les faits principaux de la
conspiration, et ajouta :

« Messieurs, cette conspiration que je viens de vous
peindre, est-elle simplement l'ouvrage de l'accusé

Berton et de ses principaux complices ? Est-ce dans leur intérêt qu'elle a été ourdie, ou plutôt les événemens de Thouars et de Saumur ne sont-ils que le résultat d'un plus vaste complot ? Berton et ses complices ne sont-ils pas les agens de conspirateurs plus puissans qui se cachent ! Lorsque Berton adressa, le 8 janvier dernier, au baron Rapatel, le discours que j'ai déjà rapporté, il ne lui dissimula pas qu'il s'agissait de renverser le gouvernement. Un tel discours, sorti de la bouche d'un maréchal de camp, collaborateur de la Minerve, et adressé à un colonel commandant un régiment, attesterait assez que le maréchal de camp était l'agent d'une faction, quand même d'autres faits ne viendraient pas à l'appui de cette vérité. Mais il est prouvé, par des documens judiciaires, qu'à l'époque où Berton s'expliquait ainsi à S.^t-Malo, on conspirait à Saumur, à Nantes et à Brest ; que des tentatives d'embauchage se faisaient sur le régiment des hussards du Nord et sur le 45.^e régiment d'infanterie, en garnison à La Rochelle, et sur d'autres régimens en garnison à Strasbourg ; enfin qu'une grande conspiration était ourdie contre l'État, et devait se composer de plusieurs conspirations partielles.

« Mais qui aurait si bien instruit Berton, si toutes ces conspirations particulières ne sortaient pas d'une même source, si tous ces mouvemens n'étaient pas soumis à une seule et unique impulsion ? D'ailleurs, Messieurs, Berton n'aurait jamais été assez insensé pour se disposer à marcher sur S.^t-Malo, et à s'emparer ensuite de Saumur et de Thouars, s'il n'eût été sûr que ces mouvemens seraient secondés, et qu'une force plus

insane que la sienne le mettrait à l'abri de la vengeance des lois. Quelle que soit la confiance qu'un inspirateur puisse avoir dans ses propres forces, quelle légèreté qu'on lui suppose, à moins de déclarer qu'il est tout-à-fait frappé de démence, il faut bien reconnaître que Berton, avec les moyens qu'il avait, et même avec des moyens plus grands, n'aurait pas conçu la pensée d'établir à Thouars son gouvernement de fait, et de marcher sur Saumur pour s'en emparer, s'il avait eu des motifs de croire qu'il pouvait conserver une triste et ignominieuse conquête. Aussi disait-il à M^{re} de la Ville-Baugé que le mouvement était général; que les mesures avaient été bien prises et le secret parfaitement gardé; enfin, Berton vous a déclaré lui-même qu'il était l'agent d'une faction des chevaliers de la liberté, et que cette faction était des plus puissantes.

« Qu'est-ce donc, Messieurs, que ces chevaliers de la liberté qui, dans toutes les conspirations découvertes jusqu'à présent, ont été les agens de la faction qui veut renverser le gouvernement? Les chevaliers de la liberté sont une société secrète dont le but est d'anéantir le principe aristocratique qui constitue un des ressorts de notre gouvernement; leur existence est une guerre déclarée aux anciennes familles, aux grands propriétaires, par les hommes nouveaux et par ceux qui n'ont rien. »

M. le procureur général exposa ensuite les statuts fondamentaux de cette société qui n'exista jamais que dans l'esprit de personnes timorées ou dans le langage des hommes que leur intérêt portait à répandre l'épouvante jusqu'au pied du trône, pour avoir l'occasion de

montrer leur zèle à la chose publique et leur attachement aux Bourbons.

« Et quels membres, continua l'orateur, a-t-on désignés comme formant le comité de Paris ! On a nommé MM. Lafayette, Lafitte, Benjamin Constant, Voyer-d'Argenson, Foy. Quels noms a-t-on désignés à Wolfel quand on voulait le corrompre pour qu'il embauchât le régiment des carabiniers de Monsieur ? Grandménil a nommé Lafayette, Benjamin Constant, Foy, Manuel, Laffite. Qui devait prendre le commandement des armées, d'après ce que Delon a dit à Mairat ? C'étaient les généraux Lafayette et Foy. Quels noms sont prononcés dans toutes les conspirations ? Les mêmes noms. Mais est-ce seulement à leurs discours que ces hommes doivent de voir invoquer leurs noms dans toutes les conspirations ; ou sont-ils réellement les complices volontaires de ces crimes ? Sans doute, des hommes qui, du haut d'une tribune, en appellent à l'énergie de la nation, à l'insurrection, aux fureurs populaires ; des hommes qui, à la face de la France, s'écrient qu'elle n'a reçu qu'avec répugnance la famille de ses rois ; ces hommes sont exposés, quelque innocence qu'on suppose à leurs intentions, à voir les malfaiteurs s'armer de leurs noms pour commettre les plus exécrables forfaits ; et l'on est déjà bien coupable envers son roi et sa patrie quand on s'est fait un nom qui sert d'armes à tous les chefs de rebelles, qui sert à provoquer et à répandre la sédition.

« Mais n'y a-t-il contre ces hommes que ce que je n'ai traité un instant que d'imprudence ? La ville de Saumur était calme, l'accord le plus parfait embellissait l'existence de ses habitans ; Caffé, médecin instruit, père

navigans; dans l'espace de six mois, trois conspi-
s'ourdissent, et Caffé est sur le banc des accusés.
n'a-t-on dit à Wolfel et à Baudrier? Grandménil
dit que le comité directeur de Paris constitue
ernement provisoire; qu'à l'aide de cartes de car-
il s'en était fait reconnaître; que si le projet ourdi
Saumur s'accomplissait, à l'instant, une rébellion
ée dans la capitale éclaterait, que l'on s'empa-
de la famille royale; que le trône des rois serait
é. Baudrier a été conduit par Grandménil chez
Lafayette. Baudrier et Grandménil l'ont dit à
l; Baudrier l'a déclaré à la justice. Celui qui a pré-
t celui qui a été présenté ont également déclaré
. N'est-ce pas là une preuve suffisante? que de-
r de plus? l'aveu de M. le marquis de Lafayette?
nent il ne le donnera jamais.

ais Baudrier rétracte sa déclaration; il a fait de-
cour un portrait de M. de Lafayette qui ne
ble en rien à l'original. Il fut un tems que, n'ayant
; corrompu par de méchants conseils, il déclarait
é. Pressé par les remords, convaincu le seul

Lafayette ; que là il avait été question de mouvement contre le gouvernement, et d'une correspondance entre M. de Lafayette et le coupable Delon. Le lendemain, il est interrogé par le juge d'instruction de Saumur ; il répète la même déclaration, il a dit la même chose à Wolfel, et Wolfel l'a attesté sur l'honneur et sur l'épée d'un officier français ; il a dit à Wolfel qu'il était malheureux que le marquis de Lafayette fût si vieux, et qu'il fût obligé de se servir de crosse. Devant vous, il a donné 45 à 50 ans à M. de Lafayette ; il a dit que c'était un homme dont la figure était pleine et qu'il avait de longs favoris noirs. Il a été trop maladroit, il a trop chargé le tableau, et par là il a mis le sceau à ses impostures.

« Baudrier, d'ailleurs, n'est pas le seul qui se rétracte. Vous avez entendu Delalande se rétracter aussi, et dire que c'était Wolfel qui l'avait engagé à prêter sa maison à une réunion de conspirateurs. Eh bien, ce même homme, dans son premier interrogatoire, déclarait qu'il avait eu quelques scrupules à prêter sa maison, et que c'était Baudrier qui les avait combattus. Après des faits aussi géminés, doit-on se laisser imposer par des rétractions qui sortent de la bouche, de deux hommes sur la tête desquels le glaive de la loi demeure suspendu ?

M. Mangin rappela ensuite que dans trois déclarations successives, Baudrier avait avoué qu'on l'avait présenté plusieurs fois à M. de Lafayette.

« Il y aurait donc, ajouta le magistrat, une grande mauvaise fois à ne pas répéter avec nous : il est prouvé que Grandménil a eu des relations avec Lafayette.

On se rappelle que l'accusé Alix a déclaré qu'il a été souvent chez le sieur Beauséjour et chez le Voyer-d'Argenson. On sait aussi que Berton était lié avec tous ceux qu'il a désignés comme membres du gouvernement provisoire. Nous le tenons de sa bouche. Si le trône eût été renversé, entre les mains de grand Dieu ! serait donc tombé le pouvoir. Voyez, mais, à quels ministres vous auriez été livrés.

On nous a demandé pourquoi nous n'avions pas porté aux tribunaux ceux que nous soupçonnons ? Vous avez fait trop ou trop peu, a-t-on dit.

Ces faits se rattachent au second complot ; je ne suis pas compétent pour le poursuivre ; si je l'étais mais que l'on peut dire par induction que si M. de La Fayette est complice du deuxième complot, il l'est aussi du premier ; mais ce n'est là qu'une preuve morale, et les preuves morales abondent dans la cour ; mais les preuves matérielles, les seules sur lesquelles une accusation puisse être établie, les seules sur lesquelles puisse se fonder une condamnation : ces preuves nous manquent. Et pourquoi ? n'est pas parce qu'ils sont innocents, mais parce qu'ils se cachent derrière leurs agens ; qu'ils s'enveloppent de mystères ; qu'ils correspondent verbalement et mettent l'évidence des agens ; ils les bercent d'espérances chimériques ; ils s'efforcent ensuite de les déshonorer. Pourquoi Berton a-t-il été défendu ? On l'a représenté non pas comme un homme agissant dans l'intérêt de la patrie, mais pour satisfaire des vengeances personnelles ; ce chef de conspirateurs, ils l'ont transformé en un bandit de brigands. Le misérable qu'ils ont trompé, monte à l'échafaud, il périt, et eux ils appellent, ils hâtent de

« Je demande à la Chambre de se départir de ses règles ordinaires, et qu'elle ordonne une enquête. Je la réclame solennellement. Je voudrais qu'elle commençât à l'instant même avec tout l'éclat et toute la latitude qu'on peut avoir. . . . (Même mouvement à gauche.)

« Jusqu'à ce que cette enquête soit faite, notre zèle pour la charte et pour la liberté ne se ralentira pas; il ne fera qu'augmenter; c'est assez que l'ennemi nous signale, pour que nous croyions avoir de plus nobles devoirs à remplir envers nos concitoyens. » (*Voix à gauche* : Bravo.)

Le garde des sceaux, juge naturel et défenseur nécessaire du magistrat accusé, parla en faveur de M. Mangin, prétendit qu'il n'était point sorti des attributions de son emploi, qu'il avait fait son devoir. « Si vous consultiez, dit-il, en s'adressant à Foy, les hommes qui ont votre confiance, et qui sont versés plus que vous ne l'êtes dans les matières judiciaires, vous apprendriez d'eux que le procureur général, rédigeant un acte d'accusation en exécution d'un arrêt souverain qui en prescrit l'objet et les bornes, est tenu de rapporter fidèlement tous les faits que la procédure annonce, et d'analyser avec exactitude tous les documens dont elle se compose. Ces documens sont innombrables dans l'affaire qui vous occupe, et ils se réunissent tous pour présenter les faits tels que les retrace le récit qui vous a blessés. Est-ce la faute de ce magistrat si ces faits vous affligent? Ce n'est pas lui qui vous accuse, ce sont des déclarations indépendantes de vous, et qu'on ne peut ni dissimuler, ni détruire, etc. »

M. de Labourdounaye, après un discours interrompu

et fois par les murmures du côté gauche , demanda l'on fit une enquête pour faire *connaître à la France* *ls sont ses ennemis.*

M. Tripier, membre du côté droit, animé par la science de ses devoirs, après avoir combattu la fausse trine de M. de Labourdonnaye qui, pour garantir le nistère, voulait l'identifier avec le roi, éleva une voix lépendante et généreuse contre M. Mangin.

« A mes yeux, dit-il, le procureur général de Poitiers pas fait ce que son devoir rigoureux lui ordonnait faire. S'il ne croyait pas qu'il y eût rien dans l'ins-ction qui pût motiver une instruction supplémentaire à-vis des membres de la Chambre dont le nom aurait proféré, il devait se rappeler qu'il ne pouvait pas a plus les signaler à l'opinion publique, en introdui-nt dans son acte d'accusation des personnes qu'il onnaissait apparemment exemptes de reproches. Si, au traire, l'instruction lui donnait des indices sur une rticipation quelconque qui aurait été prise par des mbres de cette Chambre, il ne devait pas s'arrêter là; il rait provoquer une instruction complète, en instruire ministre de la justice, provoquer, par son organe, une libération de la Chambre. En un mot, dans le premier s, il a trop fait, et dans le second, il n'a pas fait assez. n'est pas tolérable, quand on fait le procès à un individu, i'on puisse le faire indirectement à d'autres, et les mettre ns cette position fâcheuse et difficile, de se voir ainsi énoncés à l'opinion publique sans pouvoir participer ux débats, n'y étant appelés, ni comme accusés, ni ame témoins. Ils seront donc obligés de souffrir que l'opinion publique puisse rester flottante à leur égard,

elle que les révolutionnaires vont demander des instrumens de crimes et de désordres; mais ce n'est, en définitive, qu'une vase impure que le tems et la main de justice précipitent. »

Le procureur général fit ensuite, dans de longs détails, la part de culpabilité de chacun des accusés, insista sur l'existence d'un comité directeur dont Berton devait être regardé comme principal agent, et termina de la manière suivante :

« Messieurs, nous avons rempli le ministère que la loi nous confiait. Dans une affaire de cette nature, où un attentat inoui contre le gouvernement du Roi a été commis, la sévérité n'eût été que de la justice dans la bouche du ministère public. Cependant, apprenons à ces hommes, apprenons à ces moteurs de désordres, apprenons aux gens faibles qui se laissent entraîner, la différence qu'il y a à vivre sous le sceptre paternel et légitime de son Roi, ou à vivre sous le sceptre de fer d'un usurpateur.

« Sous le gouvernement impérial, il y a longtemps que tous ces hommes eussent été punis de mort : non seulement eux, mais encore une foule d'individus de nous-même, par humanité, nous avons demandé renvoi; car la part a déjà été faite à l'indulgence, et cette part a été large.

« Nous, Messieurs, qui portons la parole au nom d'un monarque dont le droit est évident, dont la sagesse est haute, dont les entrailles sont françaises, nous vous proposons que ce qui est nécessaire, c'est-à-dire ce que les besoins de la société, qui sont toujours ceux de la justice, exigent de vous.

« Vous nous avez vu constamment, dans ces débats, rechercher la preuve de l'innocence, ajouter même aux preuves d'innocence qu'ils fournissent. Eh bien ! ainsi que nous vous l'avons promis en ouvrant, pour la première fois, la bouche devant vous, nous ne vous proposons rien qui ne soit d'accord avec l'humanité, la justice, notre conscience, rien que nous ne fussions prêts à faire à votre place. Que l'on nous calomnie ; plus tard vous saurez si nous avons tenu nos promesses. »

Après l'audition des témoins à décharge, M. Drault fut de nouveau admonesté par le procureur général pour son refus obstiné de défendre un homme qui l'avait récusé ; il demeura courageusement dans sa résolution et Berton prit la parole. Le commencement de son plaidoyer fut destiné à relever des expressions inconvenantes et fausses du procureur général, et à démontrer combien il fallait ajouter peu de foi à ceux qui s'étaient porté ses accusateurs. Attaquant ensuite M. Mangin d'une manière plus directe et plus pressante, il dit :

« Je viens à l'acte d'accusation, et je déclare qu'il est faux en principe, dans ses conséquences et par les suppositions et inductions qu'il renferme. Le mouvement de Thouars n'avait pas eu pour objet de renverser le gouvernement du roi, il était bien moins encore dirigé contre Sa Majesté, parce qu'il était l'œuvre des chevaliers de la liberté, dont les statuts portent que l'institution a pour objet principal le maintien de la charte et la défense du roi. Personne de nous n'a dû ni pu parler du gouvernement provisoire en France.

« Il n'est pas vrai non plus que je sois chef de l'entreprise, je ne puis m'en faire honneur, pas plus

que d'avoir fait porter la cocarde aux trois couleurs que S. M. Louis XVIII a portée, et sous laquelle France s'est immortalisée par ses victoires. La résolution avait été prise sans moi; elle eut été exécutée sans moi je n'ai rien organisé; je ne connaissais personne à Thouars; on ne crée pas de semblables choses en un jour ni dans un mois; il faut que de grands mécontentemens aient été jetés dans le peuple pour qu'il consente à prendre parti. Ces proclamations, dont il est question dans l'acte d'accusation, ne m'étaient pas connues, j'ignore qui les a faites, elles ne sont pas signées par moi, et la plupart des accusés n'étaient pas sur place quand on les a lues.

« M. le procureur général prétend que mon nom a été cité dans une insurrection de la Bachelu et dans une conspiration de Nantes. Où est la preuve de cette assertion? S'il est aisé d'imaginer sans cesse de nouvelles accusations contre un homme qui est chargé de la haine d'un parti, cela est en même temps profitable pour ceux qui s'en chargent, et qui, dans leurs intérêts, emploient les subterfuges de cette police qui étend son influence jusques dans les ministères qu'ils trompent en voulant les éclairer. Je ne suis pas chevalier de la liberté; si j'étais, je ne le désavouerais pas. J'ignore ce que c'est que des carbonari, que M. le procureur général semble comprendre avec les chevaliers de la liberté. Lors de mon interrogatoire, M. le procureur général m'a dit qu'il existait un comité directeur à Paris. Il m'a invité à faire connaître les membres en me disant que je rendrais un grand service au roi et que j'aurais des droits à sa clémence.

« J'ai répondu, j'ignore s'il y a un comité directeur, mais je sais que vous pouvez rendre un service ; obtenez que ces malheureux qui gémissent dans les prisons soient mis en liberté sous la condition que je leur ferai connaître qu'ils sont libres, et qu'ils prêteront serment devant vous d'être fidèles et tranquilles, et d'engager leurs parens et leurs amis à rentrer dans le devoir, et que c'est à cette seule condition qu'ils obtiennent leur liberté ; par là vous rendrez un plus grand service qu'en faisant des victimes et en excitant des vengeances. Cet acte de clémence produira un grand effet dans le pays, il agira sur toute la France ; je ne demande rien pour moi, que je sois le seul jugé.

« J'ai vu que cette demande ne plaisait pas au procureur du roi, car il ne me répondit rien. Il n'est pas étonnant, au reste, qu'il n'ait pas consenti à cette demande. On voit, dans un exposé qu'il a fait à la Cour de cassation, qu'il regrette qu'il n'y ait pas assez de condamnations. Je crois que le jury qui doit nous juger a été bien composé, et qu'il n'y a pas de chevaliers de la liberté ; mais s'il y eût eu des chevaliers de la liberté à Nismes, les *trestaillons* n'auraient pas assassiné tant de personnes aux cris de *vive le Roi* !

« Je n'ai pas dit, Messieurs, toutes les vexations qui ont été employées contre nous. La gendarmerie nous avait ôté nos fers, M. Malartic nous les a fait remettre. On nous les fit ôter de nouveau, le même général donna l'ordre de nous attacher avec des cordes. M. Malartic nous a sans cesse accompagnés jusqu'à notre prison, de même que le faisait Santerre qui ne quitta pas un instant l'auguste victime que dévora la révolution. On a

affecté de m'attacher avec les accusés les plus mal vêtus ; mais cela ne m'a pas humilié. Cornuau, avec lequel je m'a appareillé, est un ancien soldat qui était à Trafalgar. J'ai éprouvé des vexations subalternes qui sont de toutes les plus accablantes ; j'ai tout méprisé.

« C'est sous le gouvernement du roi que M. Mangin a refusé d'ouvrir la porte de ma prison à mes fils venus de Paris avec une permission du ministre de la guerre. Je ne crois pas que Fouquier-Thinville, d'incalculable mémoire, en eût fait autant ! Mes fils ont été forcés de retourner à Paris ; là ils ont obtenu du ministre de la justice la permission de me voir. Cette fois le procureur général n'a pu refuser ; mais mes enfants n'ont pu être seuls avec moi.

« M. le procureur général a beaucoup parlé d'indulgence, et il demande beaucoup de sang. Si votre conscience vous dit qu'il faut en verser, je ferai volontiers le sacrifice du mien si je puis rendre la liberté à mes co-accusés. Je désirerais pouvoir en verser assez pour appaiser la soif de ceux qui en sont si altérés. Pendant vingt années, j'ai épargné celui des émigrés qui combattaient contre moi. Cette générosité n'était pas sans danger. Je n'ai jamais fait couler une goutte de sang français ; celui qui me reste est prêt. J'ai souvent exposé ma vie ; si je la dois perdre pour mes concitoyens, ma devise sera en mourant comme elle l'a été pendant toute ma vie : *Dulce et decorum est pro patriâ mori.* »

Après la plaidoirie, le procureur général s'attacha à répondre aux moyens de défense avancés par Berton et les avocats. Il établit qu'il y avait attentat du moment qu'on avait commis ou commencé un acte destiné à

mer les citoyens contre l'autorité royale, et qu'il y avait complot, dès qu'on avait concerté cet acte avec une ou plusieurs personnes. Il réfuta ensuite les doctrines qui tendent à dire : les complots et les attentats ne sont réputés crimes que quand ils ont pour but le renversement ou le changement du gouvernement.

Quoique l'on ait tout lieu de blâmer les formes dans lesquelles M. Mangin fit sa réfutation, et qu'il assumât sur sa tête une responsabilité coupable en attaquant de nouveau des citoyens dignes de la France qui leur confie ses intérêts les plus chers, on ne peut se dissimuler qu'il montra un vrai talent.

« A vous, Messieurs (les juges), je dirai qu'il existe des formes ou des moyens constitutionnels pour prévenir ou réparer les infractions à la charte, pour assurer sa conservation. Ces formes et ces moyens sont les propositions de lois et la mise en accusation des ministres ; ces formes et ces moyens sont non-seulement à la disposition de la chambre des députés, ils sont encore à la disposition de la nation, puisque c'est elle qui élit ces députés.

« Mais substituer à ces voies légales et conservatrices l'action individuelle des citoyens ; ces efforts d'une force toute physique ; substituer à la polémique des chambres, des fusils, des baïonnettes, des poignards, qu'est-ce autre chose que l'accomplissement de l'exécrable maxime : l'insurrection est le plus saint des devoirs ! S'armer pour soutenir la charte, s'armer pour renverser le ministère, ce n'est pas s'armer contre l'autorité royale ! quelle absurde et effroyable doctrine ! qui donc a dit à ces hommes de s'armer ? est-ce le roi ? si ce n'est pas le roi, ils se sont armés contre l'autorité du roi ; car si le

roi ne les a pas commandés, c'est qu'il trouve bien ce qui est. Le roi ne tolère jamais; il commande, il ordonne toujours. Ce qu'il laisse subsister, il commande, il en donne de le conserver, de le respecter; et quiconque veut renverser ce qui existe, est un traître, un conspirateur, un rebelle.

« Conspirer et prendre les armes pour renverser un ministère, ce n'est pas conspirer et s'armer contre l'autorité royale! qui donc choisit les ministres, les conserve, les révoque, leur donne l'impulsion? le roi: et vouloir à l'aide de sédition forcer le roi à renvoyer ses ministres; lui imposer pour ministre les chefs apparents ou cachés de la sédition, n'est-ce point attenter à l'autorité du roi et s'armer contre elle?

« Qui voudrait vivre dans un état où chaque citoyen se constituant juge des actes du gouvernement, pourrait les armes à la main, réclamer chaque jour le redressement des infractions vraies ou prétendues que, selon lui on aurait commises à la loi fondamentale; ou, comme en Espagne aujourd'hui, comme en France en 1791 et 1792, les ministres se faisaient et se défaisaient avec des séditions, des baïonnettes, des torrens de sang?

« Voilà cependant les doctrines qu'on a osé vous proposer, et c'est du haut de la tribune qu'elles sont arrivées dans le sanctuaire de la justice.

« On a vu naguères des hommes d'ailleurs habiles lancer la charte dans le vide des abstractions, la ressaisir, la tordre ensuite, afin d'y montrer, d'en faire sortir les principes d'une dangereuse démocratie. Ces hommes ont eu le pouvoir; qu'ont-ils fait? qu'ont-ils produit? C'est qu'ils ont fait! ils ont, sans s'en apercevoir, réchauffé cet

lèpre révolutionnaire qui s'est attachée à la société européenne, germe de convulsion et de mort qui se développe dès qu'il n'est point fortement comprimé.

« Ce qu'ils ont produit ! des doctrines anti-sociales qui placent le pouvoir sous le joug des sujets. Ce qu'ils ont produit ! une opposition qui, prête à envahir la majorité, a menacé le trône même, amené les troubles du mois de juin 1820 et l'élection d'un régicide.

« Cependant, la providence permit que par une nouvelle loi sur les élections, la monarchie fût sauvée; les doctrinaires effrayés relâchèrent le nœud d'une alliance redoutable pour le trône et pour eux-mêmes. Abandonnés à leurs propres moyens, les ligueurs protestèrent d'abord de leur fidélité au roi, à condition qu'il respecterait la charte; mais ils se constituèrent les juges des infractions, déclarant d'avance qu'ils étaient libérés de toutes leurs obligations envers le roi et sa dynastie lorsque la charte serait violée; ils ont feint qu'une foule d'infractions étaient commises; alors ils ont provoqué contre les actes de la majorité ce qu'ils appellent l'énergie de la nation; alors ils ont organisé la conspiration permanente, les sociétés secrètes; alors ils ont dit que le roi et sa famille n'avaient été reçus en France qu'avec répugnance; qu'ils n'entendaient les conserver que sous la condition que la charte s'interpréterait, s'exécuterait conformément à leurs doctrines; alors ils ont vanté dans leurs discours Quiroga, Riégo et Pépé. Une révolution à la manière de Naples et de l'Espagne est devenue le but de tous leurs efforts, et la conspiration actuelle est le résultat d'une de leurs trames..

.....

roi ne les a pas commandés, c'est qu'il trouve bien ce qui est. Le roi ne tolère jamais; il commande, il ordonne toujours. Ce qu'il laisse subsister, il commande, il ordonne de le conserver, de le respecter; et quiconque veut renverser ce qui existe, est un traître, un conspirateur, un rebelle.

« Conspirer et prendre les armes pour renverser un ministère, ce n'est pas conspirer et s'armer contre l'autorité royale! qui donc choisit les ministres, les conserve, les révoque, leur donne l'impulsion? le roi: et vouloir à l'aide de sédition forcer le roi à renvoyer ses ministres; lui imposer pour ministre les chefs apparents ou cachés de la sédition, n'est-ce point attenter à l'autorité du roi et s'armer contre elle?

« Qui voudrait vivre dans un état où chaque citoyen se constituant juge des actes du gouvernement, pourrait les armes à la main, réclamer chaque jour le redressement des infractions vraies ou prétendues que, selon lui on aurait commises à la loi fondamentale; ou, comme en Espagne aujourd'hui, comme en France en 1791 et 1792, les ministres se faisaient et se défaisaient avec des séditions, des baïonnettes, des torrens de sang?

« Voilà cependant les doctrines qu'on a osé vous proposer, et c'est du haut de la tribune qu'elles sont arrivées dans le sanctuaire de la justice.

« On a vu naguères des hommes d'ailleurs habiles lancer la charte dans le vide des abstractions, la ressaisir, la tordre ensuite, afin d'y montrer, d'en faire sortir les principes d'une dangereuse démocratie. Ces hommes ont eu le pouvoir; qu'ont-ils fait? qu'ont-ils produit? C qu'ils ont fait! ils ont, sans s'en apercevoir, réchauffé cette

ère révolutionnaire qui s'est attachée à la société européenne, germe de convulsion et de mort qui se développe dès qu'il n'est point fortement comprimé.

« Ce qu'ils ont produit ! des doctrines anti-sociales qui placent le pouvoir sous le joug des sujets. Ce qu'ils ont produit ! une opposition qui, prête à envahir la majorité, a menacé le trône même, amené les troubles du mois de juin 1820 et l'élection d'un régicide.

« Cependant, la providence permit que par une nouvelle loi sur les élections, la monarchie fût sauvée; les doctrinaires effrayés relâchèrent le nœud d'une alliance redoutable pour le trône et pour eux-mêmes. Abandonnés à leurs propres moyens, les ligueurs protestèrent d'abord de leur fidélité au roi, à condition qu'il respecterait la charte; mais ils se constituèrent les juges des infractions, déclarant d'avance qu'ils étaient libérés de toutes leurs obligations envers le roi et sa dynastie lorsque la charte serait violée; ils ont feint qu'une foule d'infractions étaient commises; alors ils ont provoqué contre les actes de la majorité ce qu'ils appellent l'énergie de la nation; alors ils ont organisé la conspiration permanente, les sociétés secrètes; alors ils ont dit que le roi et sa famille n'avaient été reçus

en France qu'avec répugnance; qu'ils n'entendaient les conserver que sous la condition que la charte s'interpréterait, s'exécuterait conformément à leurs doctrines; alors ils ont vanté dans leurs discours Quiroga, Riego et Pépé. Une révolution à la manière de Naples et de l'Espagne est devenue le but de tous leurs efforts, et la conspiration actuelle est le résultat d'une de leurs trames..

.....

« On parle aux chevaliers de la liberté de la charte et de son maintien; mais considérez qu'on livre à leur exécution, à leur vengeance, l'aristocratie. La charte ne consacre-t-elle donc pas l'aristocratie comme un des principaux ressorts du gouvernement? Elle établit une chambre des pairs; elle reconnaît une noblesse; elle exige le paiement d'un cens pour être électeur et député. Comment donc concilier l'anéantissement de l'aristocratie avec la conservation de la charte? Comment faire concourir la charte à une révolution comme celle opérée par *Riêgo* et *Quiroga*? Mais, voulussent-ils maintenir la charte et envahir pour eux toute l'aristocratie du gouvernement, que de sang ces misérables ne feraient-ils pas couler? Pourquoi la France entière n'a-t-elle pas ouï les paroles de ce confident, de ce principal agent du comité directeur? Nous voulons faire ce qu'ont fait *Quiroga* et *Riêgo*; nous voulons rendre la France florissante et heureuse, comme l'Espagne est florissante et heureuse?

« Ce misérable et indiscret mandataire d'une faction eût été plus discret, si, privé depuis plusieurs mois de la lecture des journaux, il eût connu la position actuelle de l'Espagne. Les horribles journées de notre révolution s'oublient à la vue des horribles catastrophes qui s'accumulent sur l'Espagne. La guerre civile embrâse toutes les provinces de ce royaume infortuné, et chaque jour on parcourt en frémissant les pages de nos journaux, tremblant d'y lire que son roi est assassiné. Voilà, Français, les douces destinées que vous préparent les chefs désormais bien connus de la faction dont *Berton* est l'agent. Les chevaliers de la liberté sont les soldats de

ga et de *Riégo* ; et vous, Messieurs, dites si des
 es qui se sont armés pour accomplir les projets
 s *Quiroga* et de nos *Riégo* ne sont pas cons-
 urs ? »

M. Mangin examina les faits particuliers à chacun
 ccusés, repoussa les moyens présentés pour leur
 se, et fit cette péroraison :

Messieurs les Jurés, me voilà arrivé au terme.
 ourni la vaste carrière qu'ouvrait l'accusation ; je
 remercie de l'infatigable attention que vous m'avez
 dée. Vous touchez au moment d'accomplir votre
 m ; que dans cet instant auguste, l'image de la
 vous soit présente, que sa voix se fasse entendre
 cœurs, car c'est la patrie que vous avez à pro-
 et à défendre.

De coupables citoyens veulent renverser le trône
 commencent par altérer notre caractère national.
 peuple loyal, brave et bon, ils prétendent faire
 ruple cruel, lâche et farouche ; ils organisent sour-
 nt des sociétés secrètes, qui ont pour mot d'ordre
 ralte, et pour armes des poignards.

Ils trament des complots, ils préparent, ils échauffent
 éditions, et les crimes qui donnent lieu à l'accu-
 a actuelle sont leur ouvrage. Voudrez-vous qu'une
 ide fois un gouvernement de fait remplace dans
 ille de France le gouvernement du roi, et qu'une
 e armée marche effrontément sous l'étendard de la
 lion pour envahir des forteresses ? Voudrez-vous
 ut donner aux véritables excitateurs de ces crimes
 age de salut en démentant les documens de la pro-
 re et en leur rendant une partie de leurs agens

qui vous disent en définitive que c'est pour eux et par eux qu'ils ont été armés contre l'autorité du roi. L'astuce de ces conspirateurs, déjà fameux, ne les a jusqu'à ce jour que trop bien garantis. Ils tremblent cependant, et nous avons ouï que des cris de terreur se mêlaient aux accens de leur rage.

« Est-ce vous, Messieurs, grands dieux ! serait-ce vous qui voudriez leur rendre leur redoutable sécurité ! non ! votre justice préparera, je l'espère, une justice plus complète, plus nationale encore. »

Berton ayant demandé et obtenu la parole immédiatement après, s'exprima en ces termes :

« Je croyais que le ministère public aurait reculé lui-même devant l'acte d'accusation, et alors je me serais écrié avec le poète : *le monstre qui l'a vomie reculé épouvé*. Mais on continue à demander beaucoup de sang. Aujourd'hui je dois vous dire toute ma pensée, tant dans mon intérêt que dans celui de mes co-accusés et dans celui de la France. En choisissant un jury tel que celui qui doit nous juger, en le composant d'anciens nobles ou d'émigrés, l'autorité locale a fait voir une grande méchanceté et une grande maladresse ; elle a aussi montré peu de patriotisme. J'aime à croire que cette autorité locale est tombée dans une grande erreur, dont elle recueillera le préjudice dans l'esprit de la France et de l'Europe.

« La méchanceté de l'autorité locale consiste en ce que, pour obtenir plus de condamnations, elle n'a choisi que des hommes de l'ancienne noblesse pour juger des accusés qui sont tous plébéiens ; sa maladresse en ce qu'elle a déclaré, par son choix, qu'elle supposait qu'il

avait en France que les classes privilégiées qui vou-
 rent soutenir le trône qu'on n'a pas attaqué. Elle a
 preuve de peu de patriotisme: car, par l'acte qu'elle
 a fait de faire, elle a jeté dans la nation des germes de
 dissensions et de vengeance. Elle le sent si bien, qu'elle
 s'est enveloppée d'une force extraordinaire, comme
 pour encourager les jurés à exécuter les projets homi-
 cides du ministère public.

Je crois encore devoir rappeler aujourd'hui avec
 toute insistance M. le procureur général a parlé de ce
 qui, selon lui, aurait été prononcé : *Il ne restera
 un seul jarret de prêtre.* Il me semble que le mi-
 nistère public n'aurait pas dû vous faire remarquer une
 telle horreur, qui n'est capable que d'exciter les pas-
 sions, et de ramener en même temps sur la scène la no-
 mie, le clergé et le tiers-état, qu'on semble vouloir
 faire aux prises.....

M. Mangin a imaginé un comité directeur, afin de
 se déclarer l'agent avec le malheureux colonel Alix. Il
 a versé du sang, il veut verser le nôtre, il en veut à
 nous qui n'avons jamais fait couler une goutte de sang
 français; au risque d'exciter les haines et les vengeances,
 il repoussé tous les moyens qui auraient pu ramener
 la tranquillité. Mais ce n'est pas là le but qu'il s'est pro-
 posé. Il reconnaît qu'il n'a pas de preuves matérielles;
 on en est rapporté à des preuves morales, qu'on par-
 vient toujours à se procurer, au moyen de ces agents,
 qui ne trouvent leur subsistance qu'au sein de la déla-
 nce et des dissensions.

Le ministère public a parlé de pourvoyeurs, de
 bureaux: veuillez, Messieurs, réfléchir sur ces expres-

sions et consulter vos consciences, vous y verrez sans peine à qui elles doivent être appliquées. »

Le 11 septembre, Berton demanda de nouveau la parole, et ajouta le discours suivant à sa défense :

« Messieurs les Jurés, vous avez dû remarquer qu'aucun avocat n'a osé résumer le point de droit de cette affaire, vous n'avez entendu que des plaidoyers isolés. Je suis sans avocat, et je n'ai pas les connaissances nécessaires pour traiter l'ensemble de cette cause et pour en faire un résumé, qui aurait dû précéder ou suivre, si cela était possible, celui de M. le président. Pas un seul avocat n'oserait entreprendre ce résumé; ils savent trop bien qu'on leur imposerait silence. Un seul d'entre eux a osé dire que les autorités n'avaient fait de résistance qu'à Saumur, et que personne n'avait été tenté de les forcer. Le ministère public a fait sa thèse générale; chacun s'est gardé de le contredire; on lui a fait, au contraire, toutes les concessions imaginables; on a accueilli, avec bienveillance, les témoins à charge; on a encouragé les dénonciateurs; on a repoussé les témoins à décharge; on les a mis à l'index; on les a menacés; on a fait renfermer ceux qui contrariaient les dénonciations ou les bavardages des servantes.

» Je ne suis pas assez instruit dans les matières judiciaires pour rendre ma pensée; mais il me semble qu'on n'a pas fait ce qu'on devait, dans l'intérêt général des accusés; d'ailleurs, les plaidoieries ont été tellement resserrées, qu'aucun avocat n'a pu développer sa pensée tout entière. Il est donc à craindre que le système du procureur général ne triomphe dans cette enceinte. Du sang et encore du sang, voilà ce qu'on vous demande.

h ! Messieurs, élevez-vous autant de tombeaux qu'on le désire ? songez qu'ils seront continuellement sous vos yeux ; vos noms seront gravés sur chacun de ces tombeaux ; vos femmes et vos enfans en seront épouvantés ; les êtres faibles croiront sans cesse voir les ombres des malheureuses victimes que vous allez peut-être immoler à la fureur du ministère public. Vous avez remarqué, Messieurs, les farouches regards de M. Mangin, qui n'a rien négligé pour faire passer dans vos âmes les cruels sentimens qui animent la sienne. L'acte d'accusation suffit pour rendre son nom horriblement célèbre, Messieurs ; M. Mangin est un cosmopolite de la politique ; de nouveaux triomphes l'appelleront bientôt leurs, il vous abandonnera à la contemplation de vos victimes. Gardez-vous de renouveler les tems où Carrier et Lebon parcouraient la France pour y multiplier les massacres.

« Messieurs, si votre conscience vous demande du sang, je vous offre le mien, mais épargnez, je vous en supplie, au nom de l'humanité, épargnez ces hommes qui ont marché avec moi ; ils furent trompés ; ils ont été entraînés. Rendez ces malheureux à leur famille. Depuis sept mois ils ont souffert toutes les horreurs d'une captivité rigoureuse. Privés des secours que leur civilité ne leur permettait pas de recevoir, ils ont déjà beaucoup souffert ; si vous les rendez à leur famille, leurs enfans vous béniront ; vos noms ne seront pas oubliés dans leurs prières ; votre sommeil ne sera pas troublé ; aucun regret n'agitera vos consciences.

« Je vous l'ai déjà dit : on a imaginé contre moi toute espèce d'épreuves morales pour me décourager ; mais

ces épreuves ne sont pas arrivées jusqu'à mon cœur. Déjà je vous en ai fait connaître plusieurs ; il en est une que je ne puis résister à vous dire, car de pareils moyens ne sont employés qu'à Poitiers. Le concierge Champion me disait dernièrement, pour la troisième fois : nous avons un guichetier qui se nomme Berton comme vous. Je fus indigné de cette basse vexation. Je répondis au concierge : le nom de Berton sera honoré en France et en Europe, quand celui de Mangin y sera en exécution. Le brave Crillon se nommait Berton comme moi ; ce n'est pas que je veuille dire que mon origine remonte jusqu'à lui ; chez moi l'effronterie ne tient pas lieu de courage ; j'en appelle à tous mes anciens compagnons de travaux et de gloire. Un sentiment intérieur me dit que l'âme du brave Crillon ne repoussera pas la mienne.

« Je vous offre donc mon sang ; frappez, mon âme est fière ; elle sera contente et remontera avec joie vers le séjour éternel, si je puis obtenir pour ces malheureux votre justice et votre indulgence. Bien des Français envieront mon sort ; je ne céderai cet honneur à personne, puisque ma mort sera utile à mes concitoyens et à mon pays. »

Le même jour, Berton et cinq de ses co-accusés furent condamnés à mort, beaucoup d'autres à une détention de cinq à dix ans, selon le degré de culpabilité.

Telle fut l'issue de cette mémorable affaire, sur laquelle repose l'avenir de M. Mangin. Nous sommes entrés dans de longs détails, parce que c'était le seul moyen de présenter avec vérité le caractère public d'un fonctionnaire appelé à jouer un grand rôle dans l'adminis-

tration supérieure de l'époque. Nous nous dispenserons de tout commentaire, non dans la crainte de stigmatiser vivement M. le préfet de police, mais pour ne pas avoir à reproduire ici les reproches amers que les journaux les plus modérés ont accumulé sur sa tête. Il n'est, d'ailleurs, qu'au début d'une carrière politique qui peut devenir fort longue; et si, dans les circonstances actuelles, nous unissions notre voix à toutes celles qui proclament contre lui l'animadversion de la France, on pourrait attribuer à *l'esprit de parti*, au *libéralisme* qu'on nous reproche, l'indignation bien profonde que nous inspirent les actes arbitraires d'un homme dévoué au pouvoir.

Pendant l'instruction du procès de Berton, la tranquillité de M. Mangin fut souvent troublée par des menaces qui retentissaient à son oreille ou qu'on insérait dans des lettres anonymes. Il reçut même, dit-on, une sentence de mort portant le n.º 123, et qu'on prétendit être émanée de la société occulte (si elle exista jamais) des Carbonari. Le 6 septembre, quelques personnes brisèrent les carreaux de l'hôtel habité par le procureur général, et, depuis l'affaire de Berton, beaucoup de connaissances et d'amis de M. Mangin ont cessé tout rapport avec lui.

Benjamin Constant ayant publié contre ce magistrat une lettre virulente dans laquelle il relevait ses torts envers la Chambre et défendait la cause sacrée de la France constitutionnelle injustement accusée, la police s'empara, le 17 septembre, de cet écrit. Tournant ses regards vers la cour de cassation, cet honorable député, ainsi que ses collègues Lafitte, Foy, Kératry, s'adressè-

rent, par pétitions séparées, à M. le garde des sceaux, à l'effet de prendre à partie et de rendre plainte en diffamation et injures contre le procureur général de Poitiers; mais cette démarche n'eut aucun résultat, car, le 24 décembre 1822, la section des requêtes de la cour de cassation rendit l'arrêt suivant :

« Attendu que l'acte d'accusation ne contient rien qui puisse autoriser une plainte en calomnie, parce qu'aux termes de l'article 241 du Code d'instruction criminelle, le procureur général doit recueillir et rassembler, dans cet acte, tout ce qui lui paraît servir à qualifier et prouver l'accusation ;

« Attendu que si l'on peut trouver que les passages incriminés du plaidoyer du 5 septembre, ne sont pas assez mesurés, ils n'ont pas néanmoins les caractères de mauvaise foi et de dessein de nuire, sans lesquels il n'existe point de délit de calomnie ;

« Attendu que le passage relatif à ceux *qui recèlent les trésors de P usurpateur, pour soudoyer des insurrections*, dans lequel le sieur Lafitte paraît se voir désigné, est générique, et ne peut recevoir d'application à sa personne, puisque, loin d'avoir recélé les fonds qui lui avaient été confiés, il les avait précédemment déclarés et mis à la disposition de la justice ;

« La cour dit qu'il n'y a lieu à suivre sur les plaintes desdits Constant, Foy, Kératry et Lafitte. »

Absous par la cour suprême, M. Mangin ne l'a point été par la nation, et les faveurs dont il jouit, au lieu de l'élever, ne font que l'abaisser dans l'opinion publique. Des personnes qui paraissent bien informées m'ont assuré que le ministère septennal lui avait fait don d'une

propriété de cent mille francs. Je ne donne pas cela comme certain, mais rien ne devrait étonner de la part d'un ministère qui a prodigué l'or de la France, et en faveur duquel beaucoup d'indignes français ont forfait à leur conscience et sacrifié leur réputation.

Décoré, par ordonnance royale de 1823, de l'étoile d'officier de la Légion-d'Honneur, quoiqu'il ne fût pas chevalier depuis quatre années, ainsi que l'exigent les réglemens, M. Mangin présida, peu après, le collège électoral de Poitiers. Appelé en 1826 à la cour de cassation, le vénérable Henrion de Pensey adressa, au nouvel élu, le discours suivant :

« Vous succédez à un homme difficile à remplacer, à M. Chasles, digne et respectable magistrat, modeste comme le sera toujours le vrai mérite; laborieux comme tous ceux qui ont assez de connaissance pour en désirer davantage, et dont la vie n'a été qu'un long et continu sacrifice aux devoirs de la magistrature. J'aime à le croire, Monsieur, vous marcherez sur les traces d'un si beau modèle; à son exemple, vous vous éleverez à toute la hauteur de vos nouvelles fonctions, et, constamment occupé du soin de les remplir, vous leur consacrerez votre existence tout entière. Voilà vos obligations; en les exposant, j'ai, Monsieur, révélé vos intentions, et il ne me reste plus qu'à vous inviter à prendre place au milieu de nous. »

M. Mangin ne siégea pas long-tems à la cour de cassation. Le ministère du 8 août lui confia la place de préfet de police, vacante par la nomination de M. de Melleville, à la présidence du tribunal de première ins-

tance de Paris, et, peu après, il reçut le titre de conseiller d'État.

Il serait oiseux d'entrer aujourd'hui dans les détails de cette administration ténébreuse, dont M. Mangin est devenu le législateur suprême; les journaux sont remplis de ses actes, des dures vérités qui lui sont adressées, et des procès qu'il intente à l'opinion publique, en attaquant les journalistes qui en sont les interprètes.

Toute la France a les yeux fixés sur la carrière politique du continuateur de M. de Belleyne; attendons, pour la juger avec calme et sans prévention, qu'il soit rentré dans la condition d'homme privé, et que l'irritabilité actuelle des esprits se soit calmée.

M. Mangin a voulu faire participer sa famille aux faveurs dont il est l'objet. Ses deux frères occupent un rang élevé dans la magistrature. Un de ses neveux, fils de M. Lamarle, avoué de cette ville, auteur d'un recueil de vers ayant pour titre : *Les Loisirs d'un Soldat*, a quitté, depuis un an, les galons de sergent-major au 38.^e de ligne, pour prendre la sous-direction de l'administration des théâtres. Il sera curieux de le voir imposant la représentation de ses pièces aux acteurs de la Porte-Saint-Martin; les sifflets feront probablement justice des tours de faveur.

Moniteur, 1817, 949; 1819, 1225; 1821, 244, 298; 1822, 1125 à 1130, 1142, 1158 à 1162, 1170, 1260, 1261, 1268, 1270, 1287 à 1292, 1295 à 1301, 1304 à 1306, 1309 à 1310, 1312 à 1313, 1314, 1317, 1318, 1320, 1321, 1322, 1325, 1326, 1329, 1330, 1335, 1336, 1337, 1357, 1445, 1749; 1823, 1014, 1117, 1495. — Journal du département de la Moselle, 1826, n.^o 88. — Voir les journaux publiés depuis le 8 août.

MANGIN.

MANGIN, docteur en médecine, premier médecin de l'hôpital militaire de Metz, membre titulaire de l'Académie royale de la même ville, a été l'un des savans que M. de Bellisle fit concourir à la fondation de cette société. Il est auteur de plusieurs mémoires demeurés manuscrits et d'un ouvrage sur l'inoculation :

Mémoire sur l'inoculation de la petite vérole, par M. Mangin, D. en M., membre titulaire de la Société royale des sciences et des arts de la ville de Metz.

Metz, Joseph Antoine. 1769. — In-12.

Cet écrit est oublié aujourd'hui, de même que 3000 dissertations du même genre publiées dans le cours du XVIII.^e siècle.

Nous ignorons l'époque de la naissance et celle de la mort de M. Mangin.

MARBOIS.

MARBOIS (le marquis François Barbé de), pair de France, ancien ministre du trésor public, ancien garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, premier président de la cour des comptes, conseiller honoraire de l'université, grand-croix de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, membre de l'Institut (académie royale des inscriptions et belles-lettres), de la société royale pour l'amélioration des prisons, etc., etc., est né à Metz le 31 janvier 1745.

Sa mère se nommait Anne Mary, et son père, Étienne Barbé, était un marchand épicier de cette ville, d'abord sans fortune, sans ambition, mais qui dut plus tard aux faveurs qu'obtenait son fils, la place de directeur de la monnaie de Metz. A une époque où la noblesse possédait tant de crédit, et où la roture disgraciée avait dans la hiérarchie sociale, certaines limites marquées qu'il ne lui était pas permis de franchir, il fallait de circonstances toutes particulières pour qu'un plébéien s'élevât au-dessus des membres de sa caste. M. Barbé, Marbois, avec un heureux naturel cultivé par de bonnes études faites au collège de Metz, serait peut-être resté comme tant d'autres, dans la classe commune, si un génie tutélaire n'était venu l'en tirer. Le jeune Barbé, doué d'un beau physique et de manières distinguées qui prévenaient en sa faveur, avait précisément atteint cet âge d'incertitude et d'ennui où l'esprit ne sait à quel carrière se fixer; il avait terminé ses études et attendait ou les ordres paternels, ou que sa vocation se décidât. Une dame, riche héritière, qui était venue à Metz suivre un procès qu'elle venait de gagner, logeait dans la maison de M. Barbé. Elle avait eu souvent occasion de voir le jeune homme, s'était attachée à lui et désirait le lancer dans la carrière des emplois. Ayant un jour interrogé le père sur ses projets à cet égard, il dit vouloir en faire un marchand comme lui. « Oh! ce serait bien dommage, répliqua-t-elle; il faut nous confier votre fils, je me charge de son avancement et de sa fortune. » La proposition fut agréée sans peine et le jeune Barbé suivit sa protectrice à Paris. A peine fut-elle arrivée qu'elle fit des démarches pour obtenir

en sa faveur une place de commis au ministère des
 finances; mais, comme on apportait du retard à cette
 nomination, la dame en question renouvela ses instan-
 ces, et on lui dit que le nom du jeune homme, trop
 usurier, mettrait un grand obstacle à son avancement.
 — N'est-ce que cela? dit-elle, je vais le baptiser, et,
 en effet, elle fit une nouvelle demande en faveur de
 M. Barbé de Marbois. J'ignore où elle a pris le nom
 de Marbois; le fait est qu'il fut heureux, car à peine
 la demande eût-elle été soumise au ministre, qu'il ac-
 corda la place au protégé de M.^{me} de F***. Ce
 premier pas étant fait, M. Barbé de Marbois ne cessa
 de se montrer digne des hautes distinctions auxquelles
 il était appelé. M. de Castries, alors ministre de la
 marine, le chargea de l'éducation de ses enfans, mais
 il ne discontinua point pour cela de se livrer à l'étude
 de la diplomatie. Les connaissances qu'il avait acquises
 en peu d'années sur notre droit public, le firent dési-
 gner, en 1769, en qualité de secrétaire de légation à la
 diète de Ratisbonne. Il avait 24 ans et joignait à la
 vivacité de la jeunesse toute la prudence de l'âge mûr.
 On fut très-content de lui; aussi deux années plus tard
 eut-il le même emploi près de la cour de Dresde.
 Il quitta momentanément cette résidence pour se rendre
 à Monaco, à l'occasion des droits de suzeraineté pré-
 tendus par le roi de Sardaigne sur Monaco et Mantoue,
 en sa qualité de prince du Piémont. Cette mission n'ayant
 eu aucun succès, M. Barbé de Marbois retourna à
 Dresde, et fut successivement chargé d'affaires de France
 auprès de l'électeur de Saxe et de celui de Bavière.
 Ses travaux de la diplomatie n'empêchaient pas notre

compatriote de se livrer à la littérature qu'il traitait d'une manière agréable; il s'était déjà fait connaître par différens ouvrages, soit imprimés, soit manuscrits, lorsque l'académie de sa ville natale l'admit dans son sein en 1774.

A la mort de Veron de Forbonnais, conseiller du roi au parlement de Metz, savant publiciste auquel on doit des ouvrages remarquables sur les finances et sur les différentes branches de l'administration, M. Barbé de Marbois fut appelé à lui succéder. Il partit, immédiatement après, pour accompagner, en qualité de chargé des affaires de France, M. de la Luzerne, ministre plénipotentiaire auprès des États-Unis de l'Amérique septentrionale. Nommé successivement capitaine au corps royal du génie des Colonies, et consul général, il géra ce dernier emploi pendant six ans, et se fit estimer par son intégrité, sa justice et ses talens. M. Barbé de Marbois résidait à Philadelphie. Ce fut là qu'une amitié réciproque l'unit à M.^{lle} Elisabeth Moore, fille mineure de William Moore, ci-devant président du conseil suprême exécutif et commandant en chef les troupes de la république de Pensylvanie. M.^{lle} Moore, à peine âgée de 20 ans, unissait à tous les charmes de la beauté, les grâces de l'esprit et une douceur angélique qui la faisaient universellement aimer. Le mariage eut lieu le 17 janvier 1784, en présence du chevalier de la Luzerne, de Thomas Mifflin, président du congrès, de M. Vau-berckel, ministre plénipotentiaire des États-Généraux, de M. C.-F.-A. le Paulmier, chevalier d'Aumours, consul de France auprès des états de Maryland et de Virginie, de Pierre-François Barbé de Marbois, frère du

lié, vice-consul de France dans l'état de Rhodé-
ad, etc., etc. Wasingthon, ami intime de notre
tre compatriote et lié à la famille Moore, devait
i assister à ce mariage, mais des affaires imprévues
ayant empêché, il s'excusa de la manière la plus
ruse pour les nouveaux époux. Après une année de
iage, M. Barbé de Marbois partit pour Saint-
ningue en qualité d'intendant, se montra toujours
ministrateur intègre, et déploya une telle sévérité qu'il
t beaucoup d'ennemis. On le dénonça à la cour de
ce, et les administrateurs, dont il surveillait scru-
sement la conduite, ayant résolu de le perdre
s'affranchir d'une tutelle incommode, parvinrent
à obtenir son rappel. Des troubles s'étaient d'ail-
levés à S.^t-Domingue, et M. et M.^{me} de Marbois,
rés de la cocarde nationale et de l'écharpe patrio-
t, ont été forcés à prendre la fuite le 27 octobre
1793. Ils relâchèrent à Cadix le 3 décembre, s'y repo-
sèrent quelques jours et partirent ensuite pour Paris.
Justes accusateurs ayant fait courir le bruit que
ndant de S.^t-Domingue n'avait pas apporté, dans
sion, toute la délicatesse désirable, M. Barbé
arbois écrivit, le 12 juillet, la lettre suivante au
sident de l'assemblée nationale :

Monsieur le président, l'Assemblée nationale a
té que les administrateurs et ordonnateurs ren-
nt compte de leur administration, et particulière-
des dépenses arriérées; en conséquence, je lui ai
nté des états de l'administration des finances de
omingue, et au lieu de dépenses arriérées, on a
a fonds considérable en réserve. Deux mois après

mon départ de la colonie, M. de la Chevalerie a élevé des doutes sur l'exactitude de ces comptes. Mais des preuves sans répliques me parviennent en ce moment. Mon successeur vient de publier les états des recettes et dépenses de 1789. Il y reconnaît « qu'il a trouvé
« dans les caisses plus d'un million en réserve; que les
« magasins du roi contenaient plus de six mille quin-
« taux de farines et d'autres approvisionnemens en tout
« genre, pour des sommes considérables; qu'il n'y
« avait aucune dépense arriérée; que tout a été payé
« comptant, et il se rend responsable de tout ce que
« j'ai annoncé que je laissais. »

« Je vous supplie, M. le président, de vouloir bien présenter à l'assemblée nationale cette preuve de l'exactitude des comptes que j'ai rendus. »

La lecture de cette lettre, fort applaudie, n'empêche pas que, dans un mémoire, les ennemis de notre compatriote ne l'accusassent d'avoir emmagasiné des farines à son profit. Il écrivit de nouveau au président de l'assemblée nationale :

« Monsieur le président, on a distribué à l'assemblée nationale un mémoire où se trouve le passage suivant :

« On observa que le sieur de Marbois avait chez son beau-père, à Philadelphie, des magasins de farine qu'il avait proposé de transporter dans la colonie. »

« En réponse à cette assertion, je produis des pièces authentiques qui viennent d'être envoyées de Philadelphie au ministre. J'ai l'honneur de vous en adresser la traduction avec les originaux, et je vous prie de vouloir bien les présenter à l'assemblée nationale à qui je demande de les recevoir dans ses archives. Elles ne lui

oint étrangères, puisqu'elles justifient un citoyen
é devant elle. »

Signé BARBÉ (ci-devant de Marbois.)

le 9 janvier 1791.

ici la traduction d'une des pièces justificatives pré-

Nous soussignés, citoyens des États-Unis, résidans
Philadelphie, ayant appris que l'honorable Barbé de
Marbois, ci-devant consul général et chargé des affaires
de la part de la Majesté Très-Chrétienne dans les États-Unis, a
été publiquement accusé dans sa patrie d'avoir fait,
au nom du compte du gouvernement, le monopole des
biens, tandis qu'il était intendant des îles sous le vent,
et avoir, à cet effet, tenu de grandes quantités de
marchandise en magasin à Philadelphie, par le
nom de son beau-père M. Moore, président de cet

Pour rendre justice, en cette occasion, au caractère
de Marbois, que nous tenons pour injustement
accusé, nous nous empressons à déclarer et certifier à
vous que la chose peut regarder, et nous sommes
à déclarer sous serment ou affirmation légale, si
vous en sommes requis, qu'en 1791, Son Excellence
M. Moore, beau-père dudit M. de Marbois, fut
élu par ses concitoyens de la place de vice-président
et de président du Conseil suprême exécutif de cette
République; qu'il remplit cet office éminent à son grand
honneur, avec distinction et à la satisfaction publique;
et qu'après être rentré dans la condition d'un simple
citoyen, il se retira sur sa terre, à cinq milles de cette
ville où il est resté depuis, courbé sous l'âge et les infir-

mités, sans s'être mêlé d'aucunes affaires publiques particulières; que dès qu'il eut été élu vice-président l'État, il renonça à tous intérêts de commerce, et qu'il à notre connaissance que jamais depuis il ne s'est n d'aucune affaire commerciale, et que spécialement il eu part soit à aucun emmagasinage, soit à aucune exp tation de farines aux Indes occidentales (les Antille ou à aucune partie du monde. »

Suivent les signatures.

Justifié sur ce point, M. Barbé de Marbois eut bien à repousser d'autres inculpations; un M. Latoucl chevalier de Saint-Louis, demeurant à Saint-Domingu écrivit à l'assemblée nationale pour se plaindre des ve tions exercées contre lui par M. de Marbois, gouvernu de l'île de France. La lettre fut envoyée au comité co nial et l'affaire n'eut point de suite. Nommé, peu apr ministre d'État à Ratisbonne, il prêta serment, le janvier, dans l'assemblée du corps municipal, et par d'abord pour Vienne où le roi l'avait chargé d'une m sion près de Léopold.

La cour de Vienne était alors divisée en deux factio désignées sous les noms de *faction Coblentzoise* de *faction d'Artois-Calonne*, et la révolution frança y jetait un trouble que la mort subite de Léopold, décé quelques jours après le traité de Pilnitz, vint accroît encore; l'empereur François, plus porté en faveur d émigrés que ne l'était Léopold, fit garder à vue M. Noailles, et emprisonner Barbé de Marbois dont on craignait l'ascendant. Ayant recouvré sa liberté quelq jours après, il quitta l'Allemagne, fut à Paris rend compte de sa mission diplomatique, et trouva le génér

uriez à la tête des affaires. Avec l'agrément du roi, na sa démission de ministre de Ratisbonne, en 1792, et vint se fixer dans sa ville natale et travailler, lité de commissaire, à l'établissement des contri- s mobilière et foncière, dans diverses municipalités partement. A cette époque de terreur, la conduite irréprochable n'était plus une sauve-garde assurée les dénonciations et les actes arbitraires ; M. Barbé rbois, prévenu d'émigration, fut arrêté, mais on le a bientôt après, et l'on fit, en 1792, le procès à ouse accusée du même crime que lui, pour avoir bien qu'elle eût été munie de passeports, passer érique à l'effet d'y partager, avec ses frères, la sion qui lui revenait de sa mère, morte depuis es armées ennemies qui couvraient la Hollande e avait eu dessein de s'embarquer, l'ayant engagée ttre son voyage à une époque plus favorable, elle à Metz qu'elle avait momentanément quitté. Cette e servit de base à l'accusation ; cinq mois après our, une apposition de scellés faite chez son l'avertit que sa personne n'était plus en sûreté ; cacha, et M. Barbé de Marbois publia sa défense un mémoire où brillent le double sentiment de la e et de l'amour conjugal et paternel. Après une ition des pièces justificatives et de la conduite de ouse, M. Barbé de Marbois termine de la manière te :

Touchés des moyens victorieux que j'ai rassemblés la défense d'Élisa Moore, je ne puis douter que décision ne lui rende la tranquillité qu'elle a per- Si cependant, après des preuves aussi complètes

tance de Paris, et, peu après, il reçut le titre de conseiller d'État.

Il serait oiseux d'entrer aujourd'hui dans les détails de cette administration ténébreuse, dont M. Mangin est devenu le législateur suprême; les journaux sont remplis de ses actes, des dures vérités qui lui sont adressées, et des procès qu'il intente à l'opinion publique, en attaquant les journalistes qui en sont les interprètes.

Toute la France a les yeux fixés sur la carrière politique du continuateur de M. de Belleyrne; attendons, pour la juger avec calme et sans prévention, qu'il soit rentré dans la condition d'homme privé, et que l'irritabilité actuelle des esprits se soit calmée.

M. Mangin a voulu faire participer sa famille aux faveurs dont il est l'objet. Ses deux frères occupent un rang élevé dans la magistrature. Un de ses neveux, fils de M. Lamarle, avoué de cette ville, auteur d'un recueil de vers ayant pour titre : *Les Loisirs d'un Soldat*, a quitté, depuis un an, les galons de sergent-major au 38.^e de ligne, pour prendre la sous-direction de l'administration des théâtres. Il sera curieux de le voir imposant la représentation de ses pièces aux acteurs de la Porte-Saint-Martin; les sifflets feront probablement justice des tours de faveur.

Moniteur, 1817, 949; 1819, 1225; 1821, 244, 298; 1822, 1125 à 1130, 1142, 1158 à 1162, 1170, 1260, 1261, 1268, 1270, 1287 à 1292, 1295 à 1301, 1304 à 1306, 1309 à 1310, 1312 à 1313, 1314, 1317, 1318, 1320, 1321, 1322, 1325, 1326, 1329, 1330, 1335, 1336, 1337, 1357, 1445, 1749; 1823, 1014, 1117, 1495. — Journal du département de la Moselle, 1826, n.º 88. — Voir les journaux publiés depuis le 8 août.

MANGIN.

MANGIN, docteur en médecine, premier médecin de l'hôpital militaire de Metz, membre titulaire de l'Académie royale de la même ville, a été l'un des savans à qui M. de Bellisle fit concourir à la fondation de cette chaire. Il est auteur de plusieurs mémoires demeurés inédits et d'un ouvrage sur l'inoculation :

Mémoire sur l'inoculation de la petite vérole, par M. Mangin, D. en M., membre titulaire de la Société royale des sciences et des arts de la ville de Metz.

Metz, Joseph Antoine. 1769. — In-12.

Cet écrit est oublié aujourd'hui, de même que 3000 dissertations du même genre publiées dans le cours du XVIII.^e siècle.

Nous ignorons l'époque de la naissance et celle de la mort de M. Mangin.

MARBOIS.

MARBOIS (le marquis François Barbé de), pair de France, ancien ministre du trésor public, ancien garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, premier président de la cour des comptes, conseiller honoraire de l'université, grand-croix de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, membre de l'Institut (académie royale des inscriptions et belles-lettres), de la société royale pour l'amélioration des prisons, etc., etc., est né à Metz le 31 janvier 1745.

cette inculpation, on reconnaitra que je ne puis la faire tomber qu'en provoquant moi-même un jugement sur moi. C'est ce que je fais, en portant la dénonciation devant le conseil des cinq-cents. J'ai, sans doute, le plus grand intérêt qu'elle soit admise ; mais il est bien plus important encore, pour les dénonciateurs, qu'elle le soit.

« Je suppose, en effet, que dans cette affaire très-importante, puisqu'il s'agit de laisser ou de ne pas laisser au sein du corps législatif un homme proclamé traître, je suppose que le conseil des cinq-cents déclarât, *ou qu'il y a lieu à l'ajournement, ou qu'il n'y a pas lieu à délibérer, ou qu'il rejette définitivement la dénonciation* ; personne ne supposerait qu'il a voulu, par là, autoriser le rédacteur du traité de Pilnitz à siéger parmi vous. La dénonciation serait donc, par une conséquence nécessaire, considérée comme téméraire et calomnieuse, et c'est ce que personne au monde ne doit présumer de la commission des cinq, excepté le véritable rédacteur du traité de Pilnitz et moi, qui ne connais cette pièce que par des notices de journaux.

« Le sceau flétrissant dont la justice et l'opinion marquent les calomniateurs, ne doit point être imprimé sans preuve sur les membres d'une commission ; elle ne doit, suivant la simple et belle expression de Tallien, dire que la vérité.

« Mais si elle a dit vrai, Collègues, convient-il que le rédacteur du traité de Pilnitz ose venir, chaque jour, s'asseoir auprès de vous ? toute votre sagesse ne pourrait empêcher l'artisan de ce forfait politique d'abuser, tôt ou tard, de l'avantage d'être sans cesse présent à vos délibérations. Si, au contraire, je n'en suis pas coupable,

il vous importe, comme à moi, de faire disparaître jusqu'à la trace de cette fausse accusation.

« Un de vos collègues ne peut être inculpé sans que vous désiriez tous qu'il soit ou justifié ou puni. C'est surtout au moment où vos fonctions commencent, qu'un grand exemple de ce genre est nécessaire, et je ne vois rien de solide, il n'y a même rien de spécieux à opposer à ma demande. Oserait-on dire que je dois être compris dans l'amnistie? mais le législateur s'est bien gardé de l'étendre au plus grand crime qui puisse être commis contre la société, celui de vouloir la dissoudre, en suscitant contre elle des puissances ennemies, en la livrant aux horreurs de la guerre. Que des coupables, que des artisans de fraude et d'imposture, que ceux que des circonstances malheureuses ont pu confondre parmi les vrais coupables, se réfugient donc, s'ils le veulent, sous cette égide transparente; pour moi, je dois la rejeter, je la rejette avec horreur : je paraîtrai devant les juges que la constitution me donne, sans autre défense qu'elle et la vérité.

« On n'a pas d'ailleurs le droit de comprendre dans une amnistie celui qui n'en veut point : l'indignation publique viendrait au secours d'un citoyen accusé d'un crime imaginaire, et à qui on refuserait ensuite justice, sous prétexte que l'amnistie lui rend tout jugement inutile. Ceux qui ont été membres de la commission des cinq, doivent même se joindre ici à moi : car, s'ils invoquaient en ma faveur l'amnistie, quand je la repousse, il n'y a personne qui ne fût disposé à croire que ce n'est point moi qui en ait besoin.

« Il y a douze jours que le rapport de Tallien est fait;

je m'attendais qu'il y donnerait incessamment suite. Mais il m'a nommé rédacteur du traité de Pilnitz; il sait que je siége parmi vous; il le sait, et il garde le silence : c'est à moi de le rompre; je ne puis différer plus longtemps, et il suffit, sans doute, que je me sois tû pendant toute la durée des élections que nous venons de faire. On pénétrera aisément la cause de cette lente réserve, et mes collègues l'approuveront.

« Membre du conseil des anciens, je ne resterai pas plus longtemps immobile sous le poids d'une accusation capitale. Je demande à être jugé. Il est de mon devoir, en même tems, d'en informer mes collègues; et malgré l'inconvénient de réclamer leur attention pour l'intérêt d'un seul, quand l'intérêt de tous l'appelle si puissamment, je déclare ici que je ne souffrirai, ni dans cette conjoncture, ni dans aucune autre, que la moindre atteinte soit portée à la confiance qu'ils me doivent. »

Paris, le 15 brumaire, an IV de la république française une et indivisible.

Après la lecture de cette lettre, Genevois monta à la tribune. « Je ne viens pas, dit-il, attester ou démentir le fait sur lequel porte l'inculpation contenue dans le rapport de la commission des cinq, j'en ai bien entendu parler; mais je n'en ai aucune connaissance positive, et je n'avancerai jamais un fait de cette importance sans en avoir la preuve entre les mains.

« Je dois seulement à la vérité de déclarer que, pendant ma mission dans le département de la Moselle, j'ai entendu un grand nombre de citoyens rendre hommage aux principes de patriotisme de Barbé-Marbois, et à la conduite qu'il a tenue pendant qu'il a été maire de Metz.

Les habitans de cette ville m'en ont souvent rendu le meilleur témoignage. »

Dumolard ayant ensuite prié le conseil de suspendre toute délibération sur cette affaire, jusqu'à ce que le représentant du peuple Tallien fût présent; cette proposition, mise aux voix, fut adoptée.

Le 21 brumaire, M. Barbé de Marbois écrivit de nouveau au conseil des cinq-cents, pour demander qu'on le fit juger; mais, sur la proposition de Villers, on passa à l'ordre du jour. Notre compatriote ayant pris part aux travaux du conseil des anciens, combattit, dans une des premières séances où il se trouva, la résolution qui accordait au directoire exécutif le droit de compléter les autorités constituées. Le 27, il obtint la parole pour une motion d'ordre, relative aux embarras de la marche administrative, et aux ressources que pouvait offrir la France, et s'attacha, dans ce discours, à faire sentir la nécessité d'obtenir du directoire, des notions exactes sur l'état des finances, ainsi que sur les principales branches de la prospérité nationale :

« Le mystère, dont les gouvernemens cherchent si souvent à couvrir leur détresse, ne sert qu'à l'accroître. L'imagination incertaine va au-delà de la réalité; et je crois entrevoir que, quand le voile sera levé, nous trouverons nos ressources proportionnées et peut-être supérieures à nos difficultés. Ou je suis bien trompé, ou la seule résolution que nous prendrons de connaître en quel état nous sommes, sera déjà un succès; elle affermera la confiance, si elle est encore douteuse: et, qui balancerait à l'accorder à ceux qui, de bonne foi, chercheront la vérité et la diront avec courage ?

» Mais ce n'est pas seulement sur l'objet important des finances que nous devons nous éclairer. La mesure que je vous propose, Collègues, doit être digne des fonctions éminentes que vous remplissez; elle doit embrasser tous les intérêts de la république. L'inventaire général de la grande société doit être fait en ce moment. Mandataires fidèles de la France entière, nous pourrons dire un jour : *C'est ainsi que nous l'avons trouvée, c'est ainsi que nous la laissons : notre salut était dans la vérité, nous l'avons connue, et nous l'avons fait connaître.....*

« Je vous propose donc, Collègues, 1.^o de nommer une commission de neuf membres, qui rédigeront les demandes des éclaircissemens nécessaires pour faire connaître au conseil la situation de la république; quant à l'agriculture, l'industrie, les manufactures, le commerce, les colonies, la navigation, la population, les armées de terre et de mer, les revenus, les dépenses, les dettes, les ressources, et généralement tout ce qui peut faire la matière de la législation.

« 2.^o Lorsque le conseil aura définitivement adopté les demandes à faire, de les transmettre au directoire exécutif, en conformité de l'art. 161 de notre constitution. »

Dupont de Nemours appuya fortement cette proposition; d'autres membres la trouvèrent trop complexe ou prématurée. Enfin, le conseil prononça l'ajournement et l'impression du discours de M. Barbé-Marbois. Le 3 frimaire, cet homme d'état combattit sans succès le projet de loi tendant à joindre aux attributions des commissaires de la trésorerie nationale, déjà très-grandes, le droit de faire les négociations en numéraire ou

en papiers, que pourraient exiger les besoins du trésor public. Le 13, il s'éleva contre la fixation du prix de l'équivalent de la portion de contribution payable en nature, et trouva que la loi proposée était injuste, inégale, difficile dans son application, et susceptible d'amener un vrai cahos. Le 7 pluviôse, il vota pour la résolution du 29 nivôse, qui levait la suspension de la loi du 3 brumaire, relative à l'organisation de la marine. « L'intention de ces lois, a-t-il dit, a été de séparer, par de sages limites, le pouvoir militaire et le commandement des armes de la partie administrative, improprement appelée civile. Ces lois ont en même temps placé ces pouvoirs rivaux sous l'autorité simple, unique du ministre, dont les commandemens et instructions en contiennent l'un et l'autre dans leurs attributions respectives. Cette autorité supérieure, impassible comme la loi, n'a aucun intérêt à favoriser l'un au préjudice de l'autre. C'est ainsi qu'un système d'ordre, c'est ainsi qu'une sage distribution se trouve substituée à ces luttes scandaleuses entre la plume et l'épée ; luttes qui ont mis si souvent l'inertie à la place de l'action, le cahos à la place de la règle, et dont les trois mois que nous avons perdus depuis la date de la loi, nous rappellent malgré nous le souvenir.....

L'orateur s'attache ensuite à démontrer les nombreux avantages attachés à une puissance militaire unique, et prouve que, de tout temps, depuis la plus haute antiquité, il a existé une sorte d'incompatibilité entre le commandement des armées et la science administrative.

« J'eusse aimé, dit-il, à voir les militaires admis avec voix consultative au conseil d'administration. Rien ne leur

interdit, il est vrai, l'accès aux registres des différens bureaux dans les magasins, dans les ateliers, dans tous les dépôts de marine ; mais je voudrais que cette admission fût une partie de leur devoir ; qu'une surveillance utile, indispensable leur fût commandée ; que l'honneur et la gloire des administrateurs fût de s'y soumettre, de déférer même aux observations justes, aux avis éclairés de la prudence et de la prévoyance : ces communications, cette publicité seraient la sauve-garde mutuelle des administrateurs et des guerriers républicains. Et si, comme il peut arriver quelquefois, il en résultait une division d'avis, l'administrateur aurait la faculté d'agir dans ces cas très-rares, d'une urgente nécessité ; et, dans tous les autres, le ministre prononcerait.

« Je terminerai en cherchant à fixer la juste mesure des alarmes que le directoire a conçues.

« Les magistrats suprêmes ont voulu faire connaître au peuple français la vérité dans toute son autorité ; elle est aujourd'hui un besoin universel ; et la nation applaudit même dans sa tristesse à sa courageuse franchise ; je rassurerai pourtant ceux de nos concitoyens qui n'ont pas été à portée de connaître toute l'étendue de nos ressources, et qui ne savent pas qu'après des pertes immenses, il nous reste encore incomparablement plus que nous n'avons perdu : nos havres, nos rades, nos ports, ces magnifiques présens de la nature existent, revêtus des immenses travaux de l'art.

« Les bassins, les formes si savamment, si dispendieusement construites, ces matrices des plus grands vaisseaux attendent les mains qui les rendront utiles ; les môles, les jetées, les phares, nos forteresses, nos bas-

ns formidables, enfans de deux siècles et de six générations, subsistent toujours intacts sur leurs bases inébranlables : la mer s'y brise encore sans les entamer ; protègent nos vaisseaux, et les flottes ennemies les servent de loin avec respect.

« Les arsenaux, les fonderies, les grandes manufactures d'attaque et de défense, les chantiers, les ateliers de construction, les magasins, casernes, hôpitaux, tout est fait, tout est construit.

« La moindre partie reste à faire, et sans nous abandonner à une sécurité funeste, nous serons rassurés cependant, si nous considérons que, sous de bonnes lois, grand complément sera confié à des mains républicaines. » « Je vote pour la résolution. »

Ce discours, l'un des plus remarquables, quant au fond des idées, de tous ceux qu'ait prononcés M. Barbé-Marbois au conseil des anciens, obtint l'assentiment d'une grande partie de l'assemblée. Nommé avec Malville, Baudin, Lacuée, Courtois, membre d'une commission chargée d'examiner des livres élémentaires jugés dignes d'être imprimés aux frais de la république, il régla la plus grande partie du rapport fait à cette occasion le 11 germinal ; nous ne pouvons résister au plaisir d'en citer les parties les plus remarquables, celle surtout où il peint les désordres que la révolution enfanta dans le domaine de l'instruction publique.

« Portons, Collègues, portons un moment nos regards en arrière. L'erreur et les préjugés gissent présentement sur nos vies : ne troublons point leurs tombeaux. Mais quand nos ennemis redoutables sont vaincus, on s'aperçoit trop, par le vice même des anciennes institutions, l'igno-

rance était tellement enlacée avec le véritable savoir et l'instruction saine et solide, que dans cette confusion eût été difficile de ne pas tout frapper, tout renverser à la fois. La destruction fut rapide; et, dès l'année 1791 Talleyrand, s'adressant à l'assemblée constituante, s'exprimait en ces termes :

« Tout proclame l'instante nécessité d'organiser l'instruction; tout nous démontre que le véritable état de choses, élevé sur les ruines de tant d'abus, nécessite une création en ce genre, et la décadence rapide et presque spontanée des établissemens actuels, qui dans toute la France, dépérissent comme des plants sur un terrain nouveau qui les rejette, annonce clairement que le moment est venu d'entreprendre ce grand ouvrage; il faut créer promptement des écoles pour l'un et l'autre sexe. »

« Vous venez de l'entendre, mes Collègues, il y a près de cinq années que le moment était arrivé, et depuis cette époque, l'enseignement et l'instruction ont toujours rétrogradé. L'Université et toutes ses filles, les collèges fondés, les collèges libres, soit que le sceptre y fût aux mains d'Aristote et de Scot, soit que Newton et Condillac y eussent pénétré, et la décrépète et ridicule Sorbonne, et ces hommes, obscurément utiles, que l'orgueil monacal avait insolemment dénommés ignorans, tout a disparu indistinctement. Cette multitude d'hommes qui avaient consacré leur vie à l'enseignement, les uns de la vérité, les autres de l'erreur, a été soudainement frappée d'épouvante et dispersée.

« L'homme de lettres a pris l'aune en main, ou s'est assis au bureau du financier. On en trouve dans toute

les parties du service public; et ceux qui, constans amis de l'étude et de la retraite, n'ont pu abandonner cette ancienne et chère habitude pour se livrer à un nouveau genre de vie, éprouvent toutes les espèces de besoin, touchent à une profonde misère.

« Les enfans qui avaient huit à neuf ans quand la révolution a commencé, et qui atteignent leur seizième année; tous ceux qui, dans le même intervalle, auraient dû accomplir ou commencer leur éducation, nous demandent de les arracher à l'ignorance qui menace le reste de leur vie; et de quelque diligence que nous usions à leur égard, nous verrons dans les écoles, ainsi qu'au tems de la renaissance des lettres, des étudiants de 18 à 25 ans.

« Ceux qui connaissent le désordre où Robespierre et ses complices avaient plongé l'enseignement dans ce qu'ils appelaient, non sans raison, leur république, savent assez que si le mouvement imprimé n'eût pas été arrêté comme par un prodige, nous serions aujourd'hui tombés, de la dignité d'hommes, dans un état voisin de l'abrutissement, dans un état pire que celui des brutes; car elles ne peuvent être corrompues au même degré que l'homme.

« Les tyrans avaient cru que tout ordre naturel devait être bouleversé. Le maître avait perdu toute autorité dans ce simulacre d'école qu'on lui conservait encore: il y paraissait tremblant; souvent ses élèves osaient le menacer de la prison ou de la sévérité des magistrats. Hors des écoles, au lieu des discours, des chants qu'inspire l'amour de la patrie, des discours et des chants licencieux se faisaient entendre et déchiraient le cœur sensible d'une mère chaste, d'un père sévère, offensaient

les oreilles d'une sœur modeste ; et tandis que la faiblesse de la voix de l'enfant, l'imperfection de l'organe même de la parole semblaient attester son innocence, on gémissait d'apprendre qu'elle était irréparablement perdue. Cette jeunesse indocile ayant une fois rompu les freins sanitaires qui la retenaient, dépassait, dans ses excès, toutes les limites, et jusqu'à celles que la nature elle-même semble avoir assignée aux désordres de l'enfance.

« Les parens se hâtaient de retirer leurs enfans de ces écoles, devenues celles de la licence, et la plus profonde ignorance paraissait mille fois préférable à une science payée par le sacrifice de tout ce qui donne du prix et du lustre à la jeunesse.

« Telles furent les premières et funestes conséquences d'une destruction opérée comme par l'explosion d'un volcan, tandis qu'il ne fallait rien épargner pour prévenir les malheurs d'une éruption subite et imprévue.....

« Des tems moins déplorables succédèrent ; mais tout ce qu'on put obtenir, fût d'arrêter les progrès du mal ; et, dans ce moment, où le conseil des chefs de famille donne son attention à l'état de l'enseignement, il se trouve environné de ruines. »

L'orateur présente ensuite le déplorable état de l'instruction dans les communes rurales et dans les communes urbaines, et indique le but que la haute législature de la république se propose d'atteindre : « Le conseil des anciens veut rendre à l'enseignement son action journalière et toujours croissante ; il veut que l'espèce humaine, au lieu d'empirer de génération en génération, s'améliore chaque jour par d'excellentes institutions. C'est ainsi que nous prouverons, si une telle vérité avait be-

soin de preuves, que si l'ignorance tue la liberté, l'instruction favorise et accélère ses progrès.....

« Ne nous élançons pas avec trop d'ardeur vers une perfection encore chimérique, vers un beau encore idéal. Comptons fermement que la vertu publique sera un jour assez puissante pour renverser tous les obstacles ; elle pourra mettre alors en pratique ces théories, que j'appellerais, dès à présent sublimes, si le premier caractère de la perfection n'était pas la vérité.

« Mais ne nous flattons pas d'arriver à cette perfection dès notre premier élan, d'épuiser d'abord toutes les connaissances, de faire partout pénétrer toutes les lumières ; des clartés trop soudaines offenseront nos faibles organes, et bientôt nous chercherions du soulagement dans les ténèbres. L'astre qui éclaire et vivifie le monde, ne franchit pas subitement l'intervalle qui sépare la nuit du jour : l'aurore précède le soleil, et dissipe les nuages qui empêchent ses rayons d'arriver jusqu'à nous. Il s'élève avec une égale et lente majesté ; et lorsqu'à son midi il verse sur nous des torrens de lumière et de chaleur, cette gradation nous a préparés à les recevoir comme le plus grand bienfait de la Providence.

« Procédons, comme la nature dans sa marche éternelle, si nous voulons obtenir des résultats aussi sûrs, aussi durables que les siens.....

Ici M. Barbé de Marbois indique les difficultés que présente la fondation des écoles primaires et supérieures, prouve l'obligation où l'on sera, en instituant les écoles centrales et primaires, de ne pas les consacrer à des auditeurs bénévoles qui ne seraient retenus que par les faibles sens de la louange, et du blâme verbal et passager.

L'orateur passe en revue les grands établissemens scientifiques de Paris, le collège de France, l'école polytechnique, l'institut, l'école de santé, celle de musique, s'attache à en faire ressortir les avantages, et, en même tems, l'insuffisance, si on les maintient sur le pied où elles existent.

« Reconnaissons ici, dit-il, en parlant de l'école polytechnique, le succès complet de la plus belle épreuve qui ait jamais été consacrée aux progrès de l'éducation. L'école polytechnique existe : les arts et les sciences ont un temple ; les connaissances humaines un asile. Voyez près des deux conseils, aux bords de la Seine, dans le site le plus heureusement choisi pour offrir, sous un aspect et des entours aimables, l'instruction à la jeunesse ; voyez le portique d'Athènes, et les jardins où Socrate donnait ses leçons sublimes à la Grèce attentive.

« Il s'est trouvé des hommes d'une habileté supérieure dans les sciences, qui exigent le plus de méditation et de recueillement ; ils n'ont pas dédaigné, disons davantage, ils ont regardé comme une occupation honorable de repasser, sur les premières avenues de la science, dans laquelle ils avaient fait tant de progrès, et d'y guider les premiers pas de la jeunesse ; ils ont suspendu leurs propres travaux, et résisté à ce désir qui dévore, pour ainsi dire, l'homme studieux, et le porte nécessairement à perfectionner, à étendre ses connaissances, et ils ont trouvé un ample et glorieux dédommagement de leurs sacrifices, dans l'avantage de disséminer plus généralement le savoir, de le transmettre à leurs concitoyens. pur et dégagé des scories de l'erreur, et de hâter d'un demi-siècle peut-être, les progrès de l'entendement humain. Luttant constamment et en se-

cret contre les efforts qui tendaient à nous plonger dans la barbarie, ils ont entretenu sans éclat le feu sacré des sciences ; et, gardiens courageux de ce précieux dépôt, ils l'ont fait apparaître à la nation, au milieu de tous les signaux consolateurs qui se sont élevés après le 9 thermidor.....

L'orateur termina son judicieux rapport par des considérations de haute philosophie, sur l'inconvénient de fixer le nombre des livres élémentaires, et de poser des bornes dans l'espace illimité des connaissances humaines ; attendu qu'on ne peut tracer un cercle autour du génie des découvertes, sans resserrer l'élan qui doit lui être imprimé. « Serait-elle bien digne du législateur, cette vue étroite et bornée d'uniformité et de monotonie, dans le développement des connaissances de nos enfans ? Et n'est-il pas mille fois préférable de varier à l'infini les modes d'enseignement. Laissons quelque chose à faire à la sagacité des maîtres, à la vivacité, à l'ardente pénétration de la jeunesse. Croira-t-on que notre Pascal eût fait des progrès rapides, et qu'à 23 ans il eût ouvert de nouvelles routes à la physique et à la géométrie, si sa pensée eût été captive dans les entraves d'un livre élémentaire ? On nous propose de conduire tous nos enfans par une même route ; mais n'y en a-t-il donc qu'une ? Et qui nous garantit que nous avons trouvé la plus courte ? Parmi des chances innombrables, et qui nous sont toutes ouvertes, pourquoi nous borner à une seule ? Vous voulez que j'aille aux Indes par l'Orient, disait avec impatience l'audacieux Colomb, à peine sorti de l'enfance ; j'y veux aller, moi, par l'Occident, et il découvrit l'Amérique. »

Le 14 germinal, M. Barbé de Marbois, membre de la commission chargée d'examiner la résolution relative au paiement des transactions entre citoyens, monta plusieurs fois à la tribune pour établir que, dans l'état de misère auquel les citoyens de la république étaient réduits, il convenait de suspendre les remboursements. L'orateur voyait, dans cette mesure, une garantie pour les rentiers et une source de chances heureuses pour les entreprises commerciales; tandis qu'en agissant, selon le sens du projet, on verrait s'élever une multitude de difficultés, l'activité du commerce tomber tout-à-coup, les transactions entre les citoyens cesser, les spoliations des créanciers intéressés, d'héritiers avides continuer, et une prépondérance de la société aux prises avec l'autre. L'orateur, examinant ensuite l'art. 11 de la résolution, portant que « Toutes les obligations antérieures au 1.^{er} janvier 1793, ou contractées depuis en numéraire, ou lingots d'or ou d'argent, seraient, tant en principal qu'intérêts, acquittées en mandats; » prouva que cet article, par son effet rétroactif, inadmissible dans un état sagement constitué, anéantirait les contrats les plus solennels, et serait à la fois injuste qu'impolitique. Cette opinion, combattue par quelques membres, ne prévalut pas, et le conseil approuva la résolution. M. Barbé-Marbois ne fut pas plus heureux le 30 germinal, en repoussant un projet du conseil des cinq-cents, qui portait que la maison Croix d'Or serait destinée à la résidence des ambassadeurs bataves. On ne tint pas compte des idées économiques qu'il présentait.

Le 8 floréal, à la suite d'un long rapport sur la résolution relative aux jugemens des prises maritimes, il ajouta :

« **Hâtons** le moment est si favorable pour la course, **hâtons-nous** de porter le désordre et le trouble dans toutes les opérations commerciales de ce gouvernement, qui voudrait voir l'Océan desséché jusques dans ses abîmes, plutôt que de les fruits et les autres habitans du globe la terre l'a les continens, ses vaisseaux l'en et l'ont vrent autant de routes et tir de centre où il est placé. **Q**u'il n'y ait tr **Barb**, des Dugué-Trouin **Tl**, tous mins qu'ils prendront; qu'il p eux toutes les chances ; et, qu'il est dévoré de la soif de l'or et , c dé-tournons tous les canaux, et n'ut l qui servaient à le désaltérer. »

Le 5 prairial, cet homme d'état fit approuver une résolution du conseil des cinq-cents qui mettait à la disposition des commissaires de la trésorerie la somme de 1,146,000 fr., et présenta, en même tems, les opérations financières de cette administration.

Le 8 messidor, à l'occasion du projet de faire rentrer la contribution foncière de l'an IV, M. Barbé de Marbois examina dans leurs rapports le paiement des contributions et celui des fermages, et fut d'avis qu'on rejetât la résolution; mais elle fut approuvée par le conseil.

Le 13 thermidor, dans la discussion relative au paiement du dernier quart des domaines nationaux, M. Barbé-Marbois, tout en reconnaissant qu'il n'était pas possible d'annuler les ventes consommées, combattit la disposition qui, en conservant pour l'avenir le mode actuel

de vente, sauf de trop légers changemens, accomplirait sans retour la ruine de la république. Il fut d'avis qu'on n'approuvât point le paiement du dernier quart des domaines, mais demeura presque seul de son opinion.

Le 1.^{er} fructidor, la séance du conseil des anciens s'étant ouverte pour l'examen de la proposition relative au paiement d'une portion des rentes de l'État, en numéraire, M. de Marbois demanda l'ajournement jusqu'à ce que la commission chargée du rapport se fût concertée avec la commission du conseil chargée de la surveillance de la trésorerie; et, le 3, il prononça sur cette importante question un long discours où il défendit les intérêts des *rentiers* et des *pensionnaires* qu'il jugeait devoir être très-lésés par la mesure proposée. Lacuée, Brostaret furent de son avis, et le conseil rejeta la résolution. Le 12 fructidor, il parla en faveur du projet de loi qui autorisait les receveurs à fournir des mandats aux soumissionnaires de biens nationaux.

Élu secrétaire le 2 vendémiaire an V, avec Ligeret, Poulain-Grandpré et Faure, M. de Marbois mérita de plus en plus la confiance de l'assemblée. Sur son avis motivé, elle rejeta, deux jours après son entrée en fonctions, une résolution du 20 fructidor relative à l'anéantissement des assignats démonétisés et bâtonnés. Le 7 vendémiaire, il fit un rapport sur la résolution du cinquième jour complémentaire, relative à la comptabilité de la trésorerie nationale, et proposa le rejet de cette résolution, attendu que loin de ramener l'ordre, elle ne produirait que de nouveaux embarras dans la comptabilité. On ordonna l'impression de ce rapport. Le 16, M. de Marbois obtint qu'on fermerait tous les crédits

verts à la trésorerie avant le 1.^{er} vendémiaire, afin de point prolonger les crédits de l'année écoulée sur le qui commençait, et d'introduire plus d'ordre dans comptabilité. Le 28 brumaire, il fit un rapport sur une olution en vertu de laquelle on mettait de nouveaux ds à la disposition du ministre des finances. Le 5 fri-
 ère, dans la discussion d'un projet de loi sur une gmentation de prix des ports de lettres et de journaux, de Marbois émit des idées qui peuvent recevoir au-
 rd'hui leur juste application :

« Les journaux, dit-il, sont devenus un besoin de mière nécessité. Les feuilles périodiques couvrent le eau de l'homme riche; l'homme peu aisé n'en a une, et il n'y a pas jusqu'à ceux qui sont dans le mal- e qui ne s'associent pour avoir un journal. Une ga- te amuse le déjeûner de l'artisan; elle délasse le la- reur à la fin de la journée; elle va chercher, dans r retraite, les familles les plus écartées et les plus lées. Cette communication libre des pensées et des nions entre toutes les parties de ce vaste empire, les xie au gouvernement. Cette communication peut ir des inconvéniens, sans doute; il n'est aucune ins- tion humaine qui en soit exempte; mais comme ces ts n'ont rien de clandestin, et qu'on peut en dé- re l'effet nuisible par de sages lois, un bon gou- nement, loin de rejeter la circulation des journaux me dangereuse, doit, au contraire, l'encourager me un moyen de puissance et de lumière propre surer l'obéissance aux lois et la soumission aux es de l'autorité.

« Les Anglais ont trouvé dans les journaux un im-

pôt; les Américains, plus sages, ont tenu la communication des pensées libre comme la pensée elle-même. On leur proposa aussi d'établir un impôt sur les journaux; de tous les points des États-Unis, de toutes les parties de la confédération, éclata une réclamation uniforme, efficace; le projet fut aussitôt retiré que produit. Aussi chez ce peuple heureux et libre, de toutes les choses nécessaires à la vie, celle qui coûte le moins, est une gazette. »

.....
Le 16 frimaire, dans une discussion sur les monnaies, M. de Marbois, s'appuyant sur la conduite de Colbert après les guerres ruineuses de Louis XIV, émit le vœu que les frais de fabrication fussent à la charge de l'État, mais que ceux d'affinage fussent à celle des particuliers, afin d'ôter à la cupidité ce moyen de s'assurer gratuitement de l'affinage des métaux. Le conseil adopta sa manière de voir. Nommé, le 26 frimaire, avec Clauzel, Duchamp, etc., pour examiner une résolution qui fixait de nouveau le prix des ports de lettres et journaux, il parla sur cet objet dans la séance du 2 nivôse, et proposa le rejet de la résolution, jusqu'à ce qu'on en eût envoyé une autre dégagée de la surtaxe des écrits périodiques. Le 24 du même mois, il lut un long rapport sur une résolution relative aux droits d'entrée et de sortie, indiqua et fit adopter les taxes proposées par la commission dont il était l'organe.

Ce fut au milieu des travaux législatifs de M. de Marbois qu'on découvrit le plan de conspiration dressé par Berthelot, Laville-Heurnoy, dont le but était le rétablissement de la royauté. Ce plan désignait notre

illustre compatriote comme devant être élevé au ministère des Indes, honneur secret que l'on rendait à ses talens et à la modération de ses opinions. Cette affaire aurait pu lui devenir très-nuisible, mais l'opinion publique était si favorablement prononcée pour lui qu'on n'eut pas même l'idée de suspecter la droiture de sa conduite, et il continua de jouir du même crédit au conseil des anciens.

Le 20 pluviôse, il proposa le rejet du projet d'établissement d'un journal tactique, disant qu'il lui importait peu qu'on fit de lui un bon ou mauvais orateur, pourvu qu'il ait le mérite, auprès de ses concitoyens, d'être un bon législateur. Le 20 ventôse, il fit un rapport relatif à la perception d'un second cinquième des contributions de l'an V.

Le 28, le 29 du même mois, et le 3 germinal, il lut un long rapport sur les états envoyés par le directeur exécutif, relatifs à la situation des finances de la république, au 1.^{er} vendémiaire de l'an V. Le conseil ordonna l'impression et l'envoi de ce rapport au directeur. Le 14, un message ayant annoncé au conseil des anciens la prise de Trieste, notre concitoyen monta à la tribune et s'empessa de faire ressortir l'importance d'une telle conquête :

« Trieste, dit-il, était le grand entrepôt de la puissance autrichienne pour le commerce du Levant, et c'est là qu'elle disputait à Venise l'empire du golfe Adriatique. Depuis trente ans le cabinet de Vienne s'appliquait à réunir dans ce port tous les moyens de fonder un commerce maritime proportionné à l'importance des domaines de la maison d'Autriche : des routes nouvelles y conduisent

de toutes parts, et les routes que les armées autrichiennes voulaient nous fermer, la valeur de l'armée d'Italie, l'intelligence et l'activité de son illustre chef, ont su les ouvrir. C'est par ces chemins nouveaux que nous avons pénétré jusqu'au cœur des possessions de cette puissance. Il ne lui reste plus de communication avec la mer ; car Fium et quelques anses non-fortifiées seront à nous au moment où nous voudrons nous y présenter. Tandis que les Anglais lui refusent les subsides qu'il est désormais hors de leur pouvoir de lui envoyer, la perte de cette place lui ôte tous les moyens de communication maritime avec les forces de ces alliés, tout débouché pour le produit de ses manufactures. Notre armée est beaucoup plus près de Vienne que de notre frontière. Jamais ces contrées, à quelque époque de notre histoire que nous voulions remonter, n'avaient vu les légions françaises : elles menacent même la Hongrie, dont nous n'avions point approché depuis dix siècles, et c'est de là qu'elles s'avanceront peut-être jusqu'au lieu même de la résidence du chef de l'Empire.

« Puisse la paix être le fruit de ces innombrables victoires et de ce nouveau succès ! »

« Je demande l'impression du message à six exemplaires. » Cette proposition fut adoptée.

Le 12 germinal, il fit hommage au conseil des anciens, d'un ouvrage du citoyen L. Lachapelle, intitulé : *Considérations philosophiques sur la révolution française, etc.* Le 5 floréal, il fit un rapport sur une résolution d'impôt relative aux sucres raffinés importés de l'étranger.

Le 11, un message du directoire annonça au conseil des anciens la cessation des hostilités ; aussitôt M. Barbé

le Marbois, entraîné par le sentiment d'allégresse qu'une semblable nouvelle devait inspirer, improvisa le discours suivant :

« L'événement heureux que nous apprenons ne nous permet aucune préparation, et le peu d'ordre qu'auront mes paroles, exprimera peut-être mieux le sentiment qui me presse, l'émotion dont mon cœur est rempli.

« Elle vient de poindre, l'aurore de cette paix si longtemps, si fréquemment appelée de cette tribune. C'est la paix même qui nous est apportée; car des préliminaires aussi avantageux ne laissent plus d'incertitude sur la conclusion d'une paix continentale définitive. Non, personne ne peut hésiter plus longtemps à manifester la joie qu'elle inspire; et c'est peut-être à moi, qui ai marqué le plus de sollicitude, à reconnaître franchement, dans cette occasion solennelle, que la constance et la sagesse du directoire servaient mieux la république que toute mon impatience. La paix était bonne à toutes les époques où nous l'avons demandée, à aucune elle n'était aussi bonne qu'à celle où nous sommes; jamais elle n'eût été aussi brillante, aussi solide, aussi glorieuse, aussi promptement négociée et conclue qu'en ce moment. Si le poids excessif des charges que la guerre nécessitait, si le prix de la vie des hommes nous faisait désirer ardemment le prompt retour de cette auguste fille du ciel, les avantages qu'elle vous apporte aujourd'hui, sont encore plus grands que tous ceux auxquels nous aspirions alors.

« Non que j'adopte sans réserve les espérances de prospérité et de félicité publiques que d'excellens citoyens se sont déjà empressés à vous offrir; en me

livrant plus particulièrement à la recherche des causes de nos calamités, de nos embarras intérieurs, je n'ai que trop reconnu qu'il faut, pour les vaincre, une persévérance, un courage presque égal à celui des braves qui ont dissipé, anéanti la coalition de vos ennemis; et comme il a fallu des années pour la renverser, comme vos défenseurs n'ont fait aucune promesse que l'événement n'ait surpassée, soyons, à leur exemple, avarés d'engagemens précoces, et prodigues de travaux et de peines pour hâter le retour de l'ordre.

« Reconnaissons en cette mémorable conjoncture, reconnaissons et la différence de tems, et tout ce que la force des gouvernemens peut mettre de poids dans la balance de la puissance et de la politique. Le régime féodal avait démembré du corps de la monarchie des portions importantes, et que la nature semblait y avoir annexées encore plus que les vicissitudes des tems. Le Brabant, arraché à la monarchie des Francs, tombé dans la mouvance de l'empire, revient à la masse que sa séparation affaiblit si longtems. L'héritage superbe de Philippe-le-Hardi nous est rendu après quatre siècles : l'imprudence qui laissa porter cet apanage, par un mariage, dans une famille si longtems notre ennemie, est enfin réparée, et les richesses que l'hymen lui donna à nos dépens, nous sont rendues par le dieu des batailles. Quatre siècles de guerre sous la monarchie, ont été la suite funeste de ces grandes erreurs politiques, quatre années de guerre remettent ces États à leur place; et cet important changement, si l'on peut appeler ainsi le retour à l'ordre naturel, ce grand changement nous garantit quatre siècles de paix.

« Collègue qui, après un an et demi de longs et utiles travaux, allez nous quitter, vous laissez à nous, à ceux qui viennent vous remplacer, un gage d'union qui consolidera celle de tous les citoyens de la république. La paix sera un nouveau lien encore plus indissoluble entre nous et le directoire, entre tous les Français.

« Belges, vous que j'appelle de ce nom pour la dernière fois, vous dont le langage, les mœurs, les coutumes, le sol, les fleuves et surtout l'affection attestaient, même pendant cette longue séparation, que vous étiez toujours Français, sortez, concitoyens chéris, de votre longue incertitude : vous nous vous appartenez; vos maîtres jurent avec eux-mêmes et pour toujours à vous commander sous un joug qui les a peut-être encore plus fatigués que vous.

« Braves armées qui n'avez cherché le repos au prix de votre sang, vous nous donnez, par votre docilité aux lois, un glorieux exemple de la véritable grandeur, du civisme le plus digne de vous.

« Et toi, l'émule des Scipions, toi qui atteins le plus haut degré de gloire et de grandeur, quand, prêt à soumettre en vainqueur cette Vienne, la résidence et l'orgueil de la famille impériale, tu t'arrêtes soudain pour présenter à l'ennemi une main pacifique; toi que je trouve plus grand, plus digne du nom de héros quand tu signes la paix du continent, que quand, un drapeau à la main, tu appellais sur toi les coups des ennemis, et guidais nos soldats à la victoire; reçois ici le juste tribut de notre admiration; c'est la paix de l'Europe que tu viens de signer.

« Au moment où je parle, un courrier arrive de

Vienne à Londres, il porte dans le conseil et parmi les ministres britanniques le trouble et l'épouvante; il fortifie ce parti puissant et sage qui appelle encore la paix, et qui doit se hâter, s'il ne veut l'appeler trop tard, comme je l'appelais trop tôt. Je m'arrête; et m'en reposant sur la sagesse du directoire, je propose au conseil l'impression à six exemplaires du message qui vient d'être lu. »

Cette proposition fut adoptée et le conseil ordonna que le discours de M. Barbé-Marbois serait également imprimé.

Le 1.^{er} prairial, ce grand citoyen, digne à tant de titres d'une considération profonde, reçut de la part de ses collègues, au conseil, une nouvelle marque de l'estime qu'ils lui portaient; sur 150 votans, il obtint 106 suffrages pour la présidence, et représenta de la manière la plus digne cette suprême législature de l'État.

Le 16, il fit un rapport sur la résolution qui fixait les dépenses du ministère des relations extérieures pour l'an V, et proposa le rejet de cette discussion. Le 2 messidor, l'ordre du jour ayant ramené, pour la quatrième fois, la discussion sur une résolution qui autorisait le directoire à affermer la fabrication du sel des départemens du Jura, de la Moselle, de la Meurthe, etc.; M. de Marbois présenta les inconvéniens d'une telle mesure et proposa d'établir une régie intéressée, en ayant soin de fixer un maximum qu'elle ne pourrait pas excéder pour chaque quintal de sel. « Il résulterait de ce mode de régie, dit-il, qu'on intéresserait au plus grand succès de la chose, ceux qui peuvent le plus y contribuer; qu'on assurerait au gouvernement l'intégralité du produit des salines en le garantissant contre l'énormité de la

dépense, puisqu'on aurait fixé d'avance le *maximum* que pourrait coûter chaque quintal de sel. » Sur la proposition de Régnier, on renvoya à la commission le discours du préopinant, pour l'examiner, et on l'y adjoignit avec Harmand de la Meuse.

Le 7 messidor, M. de Marbois lut un nouveau rapport sur la résolution relative à l'envoi de nouveaux agens du directoire à Saint-Domingue; fit sentir qu'on ne pouvait laisser cette importante colonie sans un gouvernement très-actif, ne dissimula point que son sort dépendrait entièrement du choix que ferait le directoire, et s'attacha ensuite à tracer la route qu'on aurait à suivre pour réussir dans cette mission délicate.

« Chercher plutôt l'intérêt général que celui de quelques localités, allier la douceur à la fermeté, et montrer à des hommes habitués maintenant à une indépendance funeste, que les liens de la société sont doux, et que le gouvernement est tout paternel; gagner les cœurs des Espagnols qui ne sont encore Français que de nom, rassurer nos alliés des États-Unis contre les entreprises arbitraires dont leurs propriétés sont nécessairement les victimes. Cette course, qui n'est autorisée par aucune loi, est une vraie piraterie. »

Quant à la résolution, l'orateur en trouvait les dispositions fort sages, surtout celle qui fixait à dix-huit mois le tems de cette mission. « Un pareil terme suffit pour opérer le bien; il n'est pas assez long pour qu'on abuse de la puissance. »

L'impression de ce rapport fut ordonnée, et ses observations suivies.

Le 8 messidor, il présenta le budget du ministère des

relations extérieures, et compara l'organisation ancienne de ce ministère à celle qu'il avait l'intention de réformer. Ce rapport, l'un des plus longs que M. de Marbois ait lus au conseil, est aussi l'un des plus remarquables par les vues droites qui y sont développées et autant de sagacité que d'énergie.

Le 2 thermidor, à sept heures et demie du soir le conseil s'étant assemblé tumultueusement à l'occasion de la marche des troupes sur Paris, M. de Marbois proposa de voter des remerciemens au conseil des cinq-cents pour la vigilance qu'il venait de montrer en cette circonstance. Le 17, le même orateur fit au conseil des rapports relatifs à des crédits ouverts au ministre de l'intérieur. Le 29, il s'opposa à l'impression d'un discours de Girot-Pouzol, relatif à l'organisation de la gendarmerie, parce que ce discours renfermait des expressions peu mesurées sur le conseil des cinq-cents. Le lendemain, il discuta cette nouvelle organisation, tendit qu'elle ne produirait que désordre, confusion, bouleversement, sans aucune utilité pour le service public, et en vota le rejet. Le conseil adopta ses conclusions à une grande majorité. Ce succès fut le dernier qu'obtint M. de Marbois dans une tribune où il avait tant de fois soutenu les intérêts de la France. Condamné à la déportation au 18 fructidor, avec deux directeurs, quante-trois députés, trois généraux, etc....., le triumvirat directorial usa d'une atroce sévérité envers lui et Pigru, Murinais, Willot, Aubry, Ramel, Barthélémy, Tronçon-Ducoudray, Lafond - Ladebat, et ses compagnons d'infortune. On les transporte de Paris à Rochefort, comme des bêtes féroces, dans des cages à

fer ; on leur donne pour gîtes ces cloaques , dont l'ancienne magistrature ne dédaignait faire des prisons. « Le 1.^{er} vendémiaire , à , dit l'abbé de Montgaillard , on les enfouit tre-pont du bâtiment déjà prêt à voguer vers xil (la Vaillante), sous la ligne ; là, pendant jours de traversée , ils éprouvent les déchire-la faim , les cuisantes ardeurs de la soif , les si douloureuses du jour et d'air vital. Rendus e Sinamary, dans la Guiane-Française, ils sont dans des cases qui servaient autrefois de pri- : les nègres marrons. Ces cases , à peu près s aux cabanes de Bicêtre, n'ont ni lit, ni ta- naises, aucun meuble, aucun ustensile ; chaque r n'y trouve qu'un hamac ; chacun reçoit pour e d'un jour, une ration de biscuit de dix ne livre de viande salée, avec un verre de r corriger l'eau saumâtre. C'est dans ces hi- ttes, remplies d'insectes venimeux et dégoû- sont jetés solitaires, sans consolation et sans es généraux et des fonctionnaires d'un ordre s hommes entourés, pour la plupart, de la tion que leur avaient acquises leurs qualités » Ce fut là que, pendant deux années, la cons- obuste et la force morale de M. de Marbois, habitude qu'il avait du climat de l'Amérique, contre l'insalubrité du lieu et les chagrins dont que lui eût été accablé.

t, dans la relation de Ramel, qu'il ne voulut : du nombre des exilés qui parvinrent à s'é- avec Pichegru. Il demandait alors instamment

à être jugé, et adressait à ses tyrans des mémoires dans lesquels il invoquait l'exécution des lois et la constitution.

Son épouse, demeurée à Paris pour veiller à des intérêts si chers, ayant écrit au conseil des cinq-cents, le 24 messidor, que son mari était près d'expirer, victime de l'intempérie du climat, elle obtint qu'il serait transféré à l'île d'Oléron. Le ministre de la guerre l'y envoya avec Lafond-Ladebat, et il en fut tiré, par un arrêté des consuls en date du 5 nivôse an VIII (25 décembre 1799). Ils lui donnèrent Paris pour prison, et le mirent pendant quelques mois sous la surveillance du ministre de la police générale. Bonaparte, qui avait eu occasion de connaître M. de Marbois et de l'entretenir souvent le fit entrer, par un arrêté du 6 thermidor, dans son conseil d'État, section de la marine, et, de ce jour recommença la carrière glorieuse de notre compatriote. Nommé directeur général du trésor public, dans le cours de l'an X (1801), il apporta, dans l'exercice de ces fonctions délicates, la rigide probité dont il avait déjà donné tant de preuves. Plusieurs employés prévaricateurs reçurent leur destitution, et, entr'autres un payeur de la 6.^e division militaire, à Besançon contre lequel on instruisit. M. de Marbois, créé ministre du trésor public par un arrêté du 5 vendémiaire de la même année, changea de titre sans changer de fonctions. Le 14 frimaire, il fit aux consuls un rapport contre Cabanel, prévenu de prévarication dans l'exercice de ses fonctions de préposé du payeur de la 8.^e division militaire, et demanda qu'on le mît en jugement. Le 30 pluviôse, il porta la parole dans

une circonstance bien différente. Il s'agissait de payer un tribut d'éloges à Dufresne, son prédécesseur à la direction générale du trésor public, et il le fit de manière à présenter un modèle et de grandes leçons à tous ceux qui se destinent à l'administration des finances d'un État. Le 8 germinal, il donna l'ordre de vérifier la caisse du citoyen Dangis, receveur général de la Lys, et de constater le déficit qui s'y trouvait; le 13, il fit un rapport aux consuls sur une contre-façon de bons au porteur; destitua, le 2 floréal, J.-P. Cordelle, employé au bureau de la dette viagère, pour s'être rendu coupable de concussion, et sut maintenir ainsi, par des actes de sévérité multipliés, l'ordre qu'il avait introduit dans les finances, dès le principe de sa gestion. Le 15 pluviôse an XI, ce ministre joignit, à un rapport détaillé sur les finances de l'année qui venait de s'écouler, des états qui pourraient et devraient servir de modèles à nos financiers actuels, s'ils n'avaient intérêt à dérober aux yeux de la nation obérée, les prodigalités qui rendent explicable le budget d'un milliard qu'on nous impose.

« Ces états, dit M. de Marbois, en terminant, sont si faciles à comprendre, qu'il n'y a personne qui ne puisse y trouver une connaissance complète de l'état de nos finances. Les remettre à toutes les autorités constituées, annoncer que des comptes semblables seront rendus publics tous les ans, les communiquer à la nation entière, c'est prendre envers elle un engagement honorable et patriotique; c'est promettre des améliorations toujours croissantes; c'est proclamer à perpétuité la cessation du désordre : car

la forme de ces comptes ne permettrait pas de le cacher, et cesser de les publier, serait reconnaître qu'il existe.

« Donner aux nations étrangères une connaissance aussi certaine de la situation de nos recettes et de nos dépenses, c'est leur manifester l'étendue des moyens de la France, et mettre en évidence une des principales sources de sa puissance; c'est leur offrir en même tems le tableau de tant d'avantages, comme un gage de la tranquillité générale. »

Le 20 vendémiaire an XII, M. de Marbois fit un nouveau rapport au premier consul, contre le citoyen Thomas, receveur général du département du Var, prévenu d'avoir présenté de faux états de dépense au trésor public, et demanda sa mise en jugement. Le 25 nivôse, il présenta à l'examen du premier consul, comme il l'avait fait l'année précédente, les résultats de sa gestion financière, et se montra de plus en plus digne de la haute confiance dont il était l'objet. Napoléon, devenu empereur, songea à lui donner une marque de son estime, et, par décret du 12 pluviôse an XIII, il le décora du grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Le même jour, cette éclatante faveur fut accordée au maréchal Ney, à Duroc, grand-maréchal du palais, à Gouvion-Saint-Cyr, colonel-général des cuirassiers, et à Régnier, grand-juge, ministre de la justice. M.^{me} de Montalivet devint dame du palais; de Faultrier, général de division d'artillerie; Lasalle, Merlin, Marulaz, tous trois colonels de hussards, furent nommés généraux de cavalerie; Burthe et Pouget reçurent le titre de colonel; ainsi, les enfans de la Meurthe et de la Mo-

selle, sembl aux eaux limpides de ces deux rivières qui se réunissent pour embellir la même vallée, concouraient ensemble à la gloire de l'une des plus belles provinces de France.

Trois jours après, M. de Marbois accompagna son rapport sur l'état des finances pendant l'exercice de l'année qui venait de s'écouler, d'un hommage au souverain, qui ne sent ni la servilité, ni l'adulation si communes à cette époque : Sire,

« Le trésor profite de tout ce qui se fait de grand et d'utile dans l'Empire ; et je ne terminerai pas ce rapport sans y consigner un des principaux résultats d'une institution que nous pouvons déjà mettre au rang de vos plus beaux ouvrages.

« Au milieu des calamités dont vous avez arrêté le cours, une malheureuse habitude s'était introduite, de tout évaluer au prix de l'or. On avait si complètement oublié les principes qui distinguent la richesse de l'honneur, que plusieurs se croyaient moins honorés, parce qu'ils étaient moins rétribués. Il n'y avait rien dont on ne fit le prétexte d'une demande ; on voulait des récompenses pour les devoirs remplis, pour ceux qu'on se proposait de remplir, pour les malversations qu'on avait empêchées, pour celles dont on s'était abstenu ; on supposait qu'il pouvait exister un tarif de grâces pour la sagesse ou la probité, et il n'était pas rare d'entendre solliciter un prix pécuniaire pour le désintéressement même. Une récompense, une augmentation de traitement accordée à un seul, n'excitait, au lieu d'une émulation louable, qu'une foule de demandes chagrines et de comparaisons envieuses. Presque tous aspiraient à

toutes les faveurs. On en sollicitait à titre d'avancement, à titre d'indemnité : les demandes se déguisaient sous toutes sortes de formes ; mais toutes avaient pour terme commun l'argent.

« Vous avez voulu, Sire, élever une digue puissante contre ce débordement d'une cupidité si contraire à nos anciennes mœurs, et aux habitudes honorables de notre nation ; et, parmi les avantages nombreux que lui promet une institution dont les récompenses sont essentiellement honorifiques, nous compterons celui d'avoir remis la vertu et la richesse aux places inégales assignées à l'une et à l'autre, par la sagesse de nos pères. »

Au mois de prairial an XIII, S. A. S. l'électeur de Bavière décora M. de Marbois de l'ordre de Saint-Hubert, et il eut l'honneur de recevoir cet insigne en même tems que l'Empereur, le prince Eugène, Masséna, Jourdan, Soult et Caulaincourt. Le 22 prairial, le ministre du trésor public fit un rapport à l'empereur, relatif au paiement des créances américaines, et annonça au ministre plénipotentiaire des États-Unis, qu'il venait de prendre des mesures pour que la liquidation ait lieu avec une rigoureuse exactitude, sans le moindre préjudice pour les créanciers.

Jusques-là, l'intègre probité du ministre Barbé-Marbois et l'œil vigilant de l'empereur avaient maintenu les finances dans l'état le plus prospère ; mais une circonstance imprévue fit tout-à-coup tomber ce ministre en disgrâce. M. Ouvrard s'était chargé, pour la France et l'Espagne, des approvisionnemens de blé, ainsi que de la fourniture des vivres aux armées de terre et de mer. Tant que cette vaste entreprise n'avait concerné que l'em

pire français, il était possible à M. Ouvrard et à ses co-associés, de fournir toutes les ressources aux besoins du service; mais la complication, bien qu'on fût sûr d'un l... e... 20,000,000, il fallut créer de nouveaux... C... d... trou-vaient encore en Espagne... ce... assurer le succès de so... ses coassociés imaginèrent d'i... le secrétaire général de M... des offres séduisantes qu' lui... a, acc... appui et fit signer par s... e 80,000,0... sur l'exercice de 1806.

Malheureusement, dans un pays où un mouvement continuel agite les balances du trésor, les fonds publics sont l'objet de toutes les observations, de tous les commentaires. Dès qu'une opération sort de l'ordre accoutumé, les conjectures commencent, et la méfiance les suit. L'affaire transpira, malgré tout ce qu'avait pu faire le secrétaire général pour ne rien ébruiter; mais, comme les 80,000,000 de papiers avaient été négociés pour obtenir des capitaux, chacun prit l'alarme, chacun voulut être remboursé; il fut impossible à la banque de faire face aux demandes, et le désordre devint très-grand. L'Empereur, dit M. le duc de Rovigo, dans ses mémoires, qui avait son carnet de distribution, avait d'abord attribué à quelque erreur la différence qu'il présentait. Il avait fait faire des recherches, s'était assuré que l'émission était véritable, et avait vu avec effroi la cruelle situation où il se fût trouvé, si la fortune lui eût été contraire. Battu au fond de la Moravie, privé par une imprudence inconcevable des ressources sur les-

quelles il devait compter, il eut été hors d'état de réparer ses pertes, et sa ruine était consommée dès cette époque. »

Le fait du discrédit public ne pouvait être plus réé ni plus alarmant ; l'Empereur, dont l'inquiétude s'accroissait, veut en connaître les causes ; il appelle M. de Barbé-Marbois, le questionne, le presse, le voit défendre une méprise grave, et l'appuyer plutôt par le poids de sa probité que par de bonnes raisons, le réprimand sévèrement, tout en lui faisant entendre qu'il ne suspecte pas sa droiture, mais lui reproche de s'être laissé duper, et lui ôte la direction des fonds publics, qu'il confie à M. Mollien, alors directeur de la caisse d'amortissement. Ce décret fut signé le 27 janvier 1806. Cependant, Napoléon oublia bientôt son ressentiment envers M. de Marbois, et voulut lui donner une nouvelle marque de sa haute confiance, en l'appelant, par décret du 28 septembre 1807, à la première présidence de la cour des comptes. On sait trop bien avec quelle intégrité il a rempli ces importantes fonctions, pour qu'il soit nécessaire de nous arrêter à cette époque laborieuse de sa vie. Attaché à l'empereur parce qu'il voyait la France en lui, M. de Marbois lui donna souvent des témoignages de dévouement, soit dans l'exercice de sa haute magistrature, soit lorsque des circonstances particulières l'appelaient à déposer aux pieds du trône l'expression des devoirs du corps à la tête duquel l'avait placé son souverain. Entr'autres discours du même genre voici celui qu'il prononça le 16 novembre 1809, au palais des Tuileries, à l'occasion de la paix nouvellement conclue avec l'Autriche :

« Sire,

« Des trames ourdies depuis plus de trois ans, confondues par un seul de vos regards; des armées nombreuses qui menaçaient tout à la fois l'Allemagne et l'Italie, arrêtées par votre présence dans leurs rêves de conquêtes et de triomphes; des victoires inouïes; une paix commandée par la force, dictée par la sagesse; les états de vos alliés agrandis par vous avec une munificence digne de leurs vertus et de leur constance; ici, la France entière immobile sous la seule providence de votre génie, trahissant l'espoir des puissances liguées, et du sein du calme le plus profond, se précipitant à votre voix sur l'ennemi qui avait compté la surprendre abattue, découragée et sans défense; la fortune, toujours docile à vos ordres et fidèle à vos drapeaux, ce seraient là, Sire, des prodiges sous un autre règne; ce ne sont, sous le vôtre, que des événemens ordinaires, et notre admiration épuisée depuis longtem ne nous laisse à vous offrir que de la gratitude, des vœux nouveaux et de nouvelles espérances.

« Accomplissez, Sire, vos glorieuses destinées; achevez de pacifier le monde.

« Que la haine, que la jalousie de nos ennemis se lassent enfin de travailler à leurs propres défaites et à votre gloire.

« Rendu tout entier à nos vœux, terminez parmi nous les grands desseins que vous avez conçus, qui, même au milieu des armes, s'exécutent pour la prospérité de l'Empire et l'exemple de l'Europe.

« Votre cour des comptes, fidèle à la tâche que les lois et vos décrets lui ont imposée, met aux pieds de

V. M. l'hommage de sa joie, de son zèle et de son dévouement. »

M. de Marbois fut créé, quelque tems après, comte de l'empire. Il présida, en 1812, le collège électoral du département de l'Eure, et signa, le 20 février, une adresse à Napoléon, où l'on retrouve l'expression des sentimens dont presque tout l'empire était alors pénétré. « Que les destinées de cet empire demeurent pendant une longue suite d'années dans vos puissantes mains ! Que votre auguste compagne reçoive longtems avec vous, Sire, le tribut de notre amour et de nos respects ! Que le nourrisson de la France croisse en force et en vertus sous vos regards paternels ! Que cet enfant royal suive vos glorieux exemples, et que les prospérités de votre Famille Impériale soient la récompense de tout ce que V. M. a fait pour le bonheur de ses sujets. ».....

Appelé au sénat le 5 avril 1813, en même tems que le général Legrand, le maréchal Duroc et plusieurs autres grands officiers de la couronne, il concourut, le 22 décembre de la même année, avec les comtes de Fontanes, de Saint-Marsan, de Beurnonville et le prince vice-grand-électeur, à former la commission extraordinaire chargée de recevoir la communication du gouvernement sur l'état de la France.

M. de Marbois faisait partie, en 1814, du grand conseil d'administration du sénat, lorsqu'il adhéra, le 1.^{er} avril, aux actes de ce corps. Le roi ayant institué sa chambre des pairs, le 7 juin, désigna M. de Marbois au nombre des 154 hauts fonctionnaires qui devaient y figurer. Cinq enfans de la Moselle étaient alors compris dans cette élite de citoyens. M. de Marbois, après avoir fait

partie de la commission chargée de rédiger le projet de règlement de la chambre haute, devint, peu après, secrétaire du premier bureau.

Le 28 janvier, en sa qualité de membre du conseil général des hospices, il reçut et harangua Madame duchesse d'Angoulême, lorsqu'elle vint visiter l'Hôtel-Dieu. Le 4 mars suivan, ce fut également lui qui présida à la réception du duc d'Angoulême dans cet établissement.

Maintenu par ordonnance royale du 27 février, à la présidence de la cour des comptes, il cessa de remplir ces fonctions pendant les cent jours, et les reprit, le 10 juillet, après la chute du trône impérial.

Nommé, le 26 du même mois, président du collège électoral du Bas-Rhin, M. de Marbois arriva à Strasbourg le 16, et, le 20, prononça, devant le collège assemblé, un long discours où nous avons remarqué le passage suivant :

« Combien la patrie doit-elle nous être plus chère aujourd'hui qu'elle a besoin de tous nos soins; lorsque par les vicissitudes du temps, l'ordre social, les mœurs publiques et privées se sont vues menacées, lorsque la civilisation peut être arrêtée et troublée dans ses progrès! dans de telles conjonctures, les bons citoyens ressentent une douleur profonde; mais le découragement ne peut atteindre ceux qui aiment sincèrement leur pays, et si les maux sont grands, les efforts qu'ils feront y seront proportionnés. Si des hommes doués de lumières et de vertus administrent les secours, ils seront efficaces; si, au contraire, l'ambition, l'intérêt, le ressentiment et les autres passions humaines intervenaient dans cette grande.

opération nationale, elles empireraient des maux déjà insupportables. Le salut public va donc dépendre de vos choix, Messieurs ; car c'est de vos représentans, c'est des deux chambres réunies avec le monarque, que nous devons attendre le retour de la félicité publique.

« Nous triompherons donc d'une grande calamité, puisque le caractère vraiment national et français se montre aujourd'hui dans toute sa force et sa constance. Nos concitoyens reprendront courage, et les étrangers verront eux-mêmes avec admiration un peuple qui ne se laisse point abattre par les revers de la fortune.

« La France va donner un grand exemple. Instruite par une expérience de 25 années, elle va choisir les plus capables parmi ceux qui ne se sont distingués que par leur talent, leur sagesse et leur probité. Qui d'entr'eux ne serait heureux de s'associer pour le bonheur public au prince qui nous a fait entendre ces paroles si dignes d'une bouche royale : « Le plus beau droit de la couronne est le pouvoir de faire le bien ! » Qui ne serait heureux de seconder par les plus grands efforts, un roi dont toutes les actions font voir la ferme résolution de ne gouverner que par les lois, la justice et la bonté ? j'ai dit la bonté, Messieurs, et cette qualité est si éminente dans le prince qui nous gouverne, qu'elle est devenue la matière d'un reproche de la part de ceux qui peut-être n'existent que par l'effet de cette bonté même. Il est trop bon, trop généreux, trop clément, disent-ils. Bonté céleste, donnez à nos neveux des princes à qui on ne puisse reprocher d'autres défauts ! »

Ce fut M. de Marbois qui présida la députation chargée de présenter au roi l'adresse votée par le collège du

Bas-Rhin. M. le comte d'Hunolstein était chargé de la même mission par notre collège départemental.

Le 19 septembre, lorsque Louis XVIII créa un conseil privé, voulant, dit-il, dans son ordonnance, *« nous entourer des lumières des personnes les plus recommandables, soit par les talens dont elles ont fait preuve, soit par les services qu'elles ont déjà rendus à l'État et à nous; soit par les marques d'attachement qu'elles ont données à notre personne, »* il y appela M. de Marbois, qui reçut, sept jours après, le porte-feuille de la justice et le titre de garde des sceaux de France. « Je vous les confie, lui dit Louis XVIII, en les lui remettant, parce que j'ai la certitude que vous n'apposerez les sceaux de France qu'à des actes et à des lois conformes à la charte constitutionnelle du royaume. »

Le 2 octobre, M. de Marbois écrivit aux chefs des cours pour les engager à veiller avec lui au maintien de la justice, et pour rendre, en même tems, un tribut d'éloges au baron Pasquier, son prédécesseur.

Le 16 du même mois, il présenta à la chambre des pairs un projet de loi pour une nouvelle organisation de la cour des comptes, la réduction de ses chambres et des traitemens; ce projet fut renvoyé à l'examen des bureaux.

Le même jour, il proposa à la chambre des députés un projet de loi tendant à réprimer les discours, cris et écrits séditieux, et les provocations à la révolte. Le 24, il apporta le consentement du roi aux amendemens proposés par cette chambre au projet de loi, et défendit ce projet, dans les séances du 28 et du 30. Le 16 novembre, il signa l'acte d'accusation porté contre le maréchal Ney. Le 24, dans la discussion relative à une réorganisation

de la chambre des comptes, M. de Marbois présenta attributions de cette chambre, en fit ressortir l'utilité, indiqua des mesures d'économie, mais ne put s'opposer au rejet de son projet de loi. Le lendemain, il communiqua à la chambre des députés les traités et conventions conclus entre la France et les puissances alliées.

1.^{er} décembre, il présenta les projets d'une loi qui avait pour objet de supprimer les places de substituts des procureurs généraux, faisant fonctions de ses procureurs criminel dans les chefs-lieux de département où il n'y avait point de cour royale, et d'attribuer leurs fonctions à des procureurs du roi près le tribunal de première instance. Ce projet, mis en discussion le 21, fut soutenu avec talent par le garde des sceaux qui prononça à son occasion deux discours remarquables. Le 5 janvier 1816, il présenta à la chambre des pairs, le projet de loi portant prorogation du sursis accordé aux émigrés, relativement à leurs biens non-vendus. Le 17, ce ministre proposa à la chambre des députés un autre projet de loi sur le deuil du 21 janvier et le monument à élever aux princes de la famille royale, victimes de la révolution. Le 1.^{er} février, il donna aux procureurs généraux et royaux du royaume, des instructions sages relatives aux conflits qui pouvaient s'élever entre la juridiction militaire de l'armée d'occupation et les tribunaux français. Le 28, il exposa à la chambre des députés les motifs d'un projet de loi tendant à autoriser l'établissement d'une justice de paix dans chacun des palais, châteaux, maisons et résidences royales. Le 6 avril, le gouvernement le chargea avec M. de Serres, alors conseiller d'État, de proposer à la chambre des pairs la suppression des cours

l'Angers et d'Agen, et de transporter à Tours celle d'Orléans.

Le 10 mai, M. de Marbois remit au roi les sceaux qui lui avaient été confiés, reprit les fonctions de premier président de la cour des comptes, et ne cessa, depuis lors, de marcher à la tête de cette suprême législation.

Le 2 août, l'académie royale des inscriptions et belles-lettres de l'institut ayant procédé à la nomination des dix académiciens libres qu'une ordonnance royale du 21 mars lui avait adjoints, elle appela dans son sein M. Barbé de Marbois.

A la fin de la même année, ce laborieux magistrat fut élu à la vice-présidence du premier bureau de la chambre des pairs, et ne cessa de prendre, aux travaux de cette chambre, la part la plus active. On le vit successivement, et en peu de mois, membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi tendant à autoriser les établissemens ecclésiastiques, à recevoir des donations et à faire des acquisitions; président du 3.^e bureau, membre de la commission chargée d'examiner les projets de loi sur les effets du divorce et la séparation de corps; de la députation chargée d'offrir au Roi les félicitations de la chambre, à l'occasion du nouvel an; de la commission chargée de l'examen de la proposition relative à la responsabilité des ministres; de la commission l'examen du projet de loi relatif aux journaux; de celle nommée pour examiner le projet de loi sur les finances; président du 4.^e bureau de la chambre des pairs, etc., etc. Il parla, le 23 janvier 1817, sur l'organisation des collèges; le 24 mars, sur la caisse

des invalides de la marine, et sur l'impôt des huiles, etc.

Appelé, en différentes occasions, à complimenter le Roi, M. de Marbois ne cessa de donner des preuves de son attachement sincère à la dynastie régnante; rien n'étant plus usé que la forme panégyrique, nous nous garderons bien d'offrir au lecteur des fragmens de tous les éloges que prononça ce noble pair; voici, cependant, la péroration d'un panégyrique de Louis XVIII, prononcé le 8 juillet, à l'occasion de l'inauguration d'un portrait du Souverain dans la salle des séances générales de la cour des comptes :

« Tandis que les soins paternels du Roi font succéder le règne de la justice au tumulte des armes, répriment les haines, apaisent les ressentimens, rendent à la religion sa force tutélaire et son autorité divine, d'autres biens nous sont encore assurés. La terre, après de longs refus, nous fait revoir ses richesses accoutumées. Un intervalle effrayant est franchi, et, parmi tant de soulagemens donnés aux malheureux dans ce douloureux passage, vos travaux, Messieurs, pourront vous faire aussi connaître les secours qu'ils ont reçus d'une main royale, et vous saurez combien de plaies elle a su guérir et fermer. Espérons que d'autres peines auront pareillement un terme, et que la constance magnanime de notre souverain, objet de l'admiration du monde entier, produira tous les effets chers à son cœur.

« Le Roi, au milieu de tant de soins, a voulu encore porter ses regards dans l'avenir, et préparer à nos neveux des prospérités durables. L'auguste lignée des Bourbons va produire des rejetons dignes des grands princes

et elle sort. Les héritiers des exemples de notre roi, imitateurs de sa conduite et de sa prudence royale, ont vraiment ses fils. Religieux observateurs de notre constitution fondamentale, ils en seront aussi les plus ardens défenseurs. Après de profondes secousses, le trône sera inébranlable, quand la sagesse l'occupe, et qu'il appuiera sur les vertus de ceux qui doivent s'y asseoir à jamais. Que pendant une longue suite de siècles, la nation de France reçoive son plus beau lustre des vertus et des qualités dont elle brille aujourd'hui, et si nos malheurs ne peuvent s'effacer de la mémoire des hommes, venons-nous toujours que le prince qui règne sur nous a fait consister son bonheur à les soulager. »

Une ordonnance royale donna à M. de Marbois le titre de marquis. Il présidait, à la même époque, la société des souscripteurs pour la réédification de la statue d'Henri IV. A la rentrée de la chambre des pairs, il fut successivement membre de la commission chargée de la rédaction d'un projet d'adresse en réponse au discours du roi; président du 5.^e bureau de la chambre; vice-président du même bureau; membre du comité des pétitions; de la commission du projet de loi relatif aux journaux, etc. Il parla, le 22 décembre, sur ce même projet, et, le lendemain, sur le compte rendu par la commission de la surveillance de la caisse d'amortissement, et de celle des dépôts et consignations.

Les travaux législatifs auxquels se livra ce noble pair, pendant le cours de 1818, ne furent pas moins multipliés. Il émit différentes opinions dans la discussion d'un projet de loi concernant la liberté de la presse; proposa de passer

à l'ordre du jour sur une pétition pour l'établissement d'une caisse hypothécaire, parla sur une proposition relative au concours des sections d'un collège électoral la nomination du bureau dudit collège; sur la loi de recrutement; combattit éloquemment, dans un discours improvisé dont la chambre vota l'impression, la prorogation d'un sursis originairement accordé aux émigrés par la loi du 5 décembre 1814, et soutint, au contraire, quelque tems après, la nécessité d'un sursis accordé aux colons de Saint-Domingue. Il demanda la nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi relatif au pont de Bordeaux, fit des observations sur une proposition ayant pour objet l'organisation des collèges électoraux, et sur celle de l'accueil ou du rejet des hommages faits à la chambre. Nommé membre de la commission pour l'examen du projet de loi sur les finances il parla sur ceux relatifs aux douanes, à la banque de France; sur le privilège, les actions, l'administration des fonds de la banque; opina en faveur de la suppression du droit d'aubaine; s'opposa au vote sans discussion du projet de loi concernant les moyens de libération de la France envers les puissances étrangères leurs sujets; demanda que la lecture des projets de loi fût faite sur l'original; parla sur la pétition du sieur Lavanant contre le conseil d'état pour déni de justice et discussion; fit un long rapport au nom de la commission spéciale, sur le renvoi à elle faite du rapport de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, de la caisse des consignations et dépôts, etc. . . .

Ce fut le 2 mai 1818 que ses lettres-patentes de notaire furent entérinées à la cour royale de Paris. I

silent du c é la société pour la restauration de la statue de Henri IV, il assista, le 20 août, à la pose de cette statue sur son piédestal, reçut le roi à la descente de sa voiture, le 25 août, jour de l'inauguration, et prononça, à la gloire de Henri IV et de la France, un beau discours terminé de la manière suivante :

« Henri mourut, et tout fut renversé après lui.

« Plus heureux, Sire, vous avez donné à vos peuples une charte tutélaire. Elle s'affermir sous vos yeux ; déjà se développent ses avantages. Un esprit public se forme ; les opinions s'éclairent ; les lois ont plus de poids, et d'un bout du royaume à l'autre, cette charte, reçue avec joie, s'exécute sans murmure. Soutenez, Sire, soutenez l'ouvrage de votre sagesse, et que la France reconnaissante compte du règne de Votre Majesté, la stabilité de son gouvernement et de son bonheur.

« Que cette statue soit au milieu de cette grande cité comme un génie tutélaire ; qu'à l'aspect de ce monument national et patriotique les discordes se taisent, et que nos neveux puissent toujours dire, comme nous le disons aujourd'hui, les descendants de Henri IV ont ses vertus et son cœur ; ils aiment la France comme Henri l'aima. »

A la rentrée de la chambre des pairs, M. de Marbois fut nommé président du premier bureau, opina pour l'ensemble de l'adresse en réponse au discours du roi, mais proposa la rectification d'une phrase qui eût été injurieuse pour le corps diplomatique. Après avoir émis à la tribune, dans différentes séances, quelques observations, entr'autres sur l'abolition du droit d'aubaine, il devint, le 18 février, président du 5.^e bureau,

et ne discontinua pas, pendant toute la session, de prendre une part active aux débats.

Le marquis de Barthelemy, alarmé des conséquences que pouvait avoir le système d'élection adopté depuis deux ans, ayant proposé à la chambre des pairs de supplier humblement le roi de présenter un nouveau projet qui modifiât le précédent, notre compatriote, tout en rendant un juste hommage au caractère, aux vertus et aux intentions du marquis de Barthelemy, son ami et son ancien compagnon d'exil, le combattit avec autant d'éloquence que d'énergie, et demanda l'ordre du jour.

« Du Rhin aux Pyrénées tout est tranquille, et demain tout peut cesser de l'être, si la chambre paraît accueillir les vues qu'on lui propose. Il faut qu'elle les repousse d'une manière éclatante, si elle ne veut pas jeter partout le trouble et l'inquiétude. On ne conçoit par l'ordre du jour? mais la proposition faite à la chambre est-elle plus concevable? sur quoi prétend-on la faire délibérer? avant de lui faire décider qu'elle s'occupera de la proposition, il faudrait qu'il y en eût une, et l'opinant demande en quoi elle consiste.....

Dans la discussion de la proposition tendant à faire révoquer la loi du 9 novembre 1815, sur les cris séditieux, M. de Marbois, auteur de cette loi qu'il jugeait alors indispensablement nécessaire, fut un de ceux qui, quatre années après, parlèrent en faveur de son abolition. On le nomma membre de la commission chargée de l'examiner.

Il vota, quelques jours après, le rejet d'une pétition relative aux juifs et à leur commerce, attendu qu'elle

rovoquait une loi d'exception contre une classe particulière de citoyens.

Le 30 mars, M. de Marbois fit à la chambre une proposition tendant à supplier S. M. de proposer une loi qui substitue à la peine de la déportation, dont l'application est devenue impraticable, faute d'un lieu où les condamnés puissent subir leur jugement, une peine réellement applicable. La chambre, après avoir entendu l'exposé sommaire de cette proposition, décida qu'elle s'en occuperait. Le noble pair la reprit quelques jours après, la développa avec une sagacité remarquable, établit les nombreux inconvéniens et l'injustice même attachée à la déportation, démontra combien il serait difficile de désigner un lieu duquel on pût faire usage à cet effet, et conclut que les prisons, organisées d'après un système plus digne de l'humanité et du siècle, pourraient suffire aux exigences d'une nouvelle législation. L'impression de ce discours fut ordonnée et l'on nomma une commission spéciale chargée de l'examen du projet. M. de Marbois en fit partie. Il défendit ensuite avec chaleur sa proposition contre les objections qui lui furent adressées, mais cela n'empêcha pas que l'ajournement fût décidé.

Il parla, quelque tems après, sur le projet de loi relatif à l'abolition entière du droit d'aubaine.

Nommé membre de la commission pour l'examen du projet de loi relatif au règlement des budgets des exercices arriérés, il parla plusieurs fois à cette occasion ; fut le président du 6.^e bureau, émit quelques observations sur le projet de loi concernant les voies et moyens, et parla dans un grand nombre d'autres occasions. La société

et ne discontinua pas, pendant toute la session, de prendre une part active aux débats.

Le marquis de Barthelemy, alarmé des conséquences que pouvait avoir le système d'élection adopté depuis deux ans, ayant proposé à la chambre des pairs de supplier humblement le roi de présenter un nouveau projet qui modifiât le précédent, notre compatriote, tout en rendant un juste hommage au caractère, aux vertus et aux intentions du marquis de Barthelemy, son ami et son ancien compagnon d'exil, le combattit avec autant d'éloquence que d'énergie, et demanda l'ordre du jour.

« Du Rhin aux Pyrénées tout est tranquille, et demain tout peut cesser de l'être, si la chambre paraît accueillir les vues qu'on lui propose. Il faut qu'elle les repousse d'une manière éclatante, si elle ne veut pas jeter partout le trouble et l'inquiétude. On ne conçoit par l'ordre du jour? mais la proposition faite à la chambre est-elle plus concevable? sur quoi prétend-on la faire délibérer? avant de lui faire décider qu'elle s'occupera de la proposition, il faudrait qu'il y en eût une, et l'opinant demande en quoi elle consiste.....

Dans la discussion de la proposition tendant à faire révoquer la loi du 9 novembre 1815, sur les cris séditieux, M. de Marbois, auteur de cette loi qu'il jugeait alors indispensablement nécessaire, fut un de ceux qui, quatre années après, parlèrent en faveur de son abolition. On le nomma membre de la commission chargée de l'examiner.

Il vota, quelques jours après, le rejet d'une pétition relative aux juifs et à leur commerce, attendu qu'elle

provoquait une loi d'exception contre une classe particulière de citoyens.

Le 30 mars, M. de Marbois fit à la chambre une proposition tendant à supplier S. M. de proposer une loi qui substitue à la peine de la déportation, dont l'application est devenue impraticable, faute d'un lieu où les condamnés puissent subir leur jugement, une peine réellement applicable. La chambre, après avoir entendu l'exposé sommaire de cette proposition, décida qu'elle s'en occuperait. Le noble pair la reprit quelques jours après, la développa avec une sagacité remarquable, établit les nombreux inconvéniens et l'injustice même attachée à la déportation, démontra combien il serait difficile de désigner un lieu duquel on pût faire usage à cet effet, et conclut que les prisons, organisées d'après un système plus digne de l'humanité et du siècle, pourraient suffire aux exigences d'une nouvelle législation. L'impression de ce discours fut ordonnée et l'on nomma une commission spéciale chargée de l'examen du projet. M. de Marbois en fit partie. Il défendit ensuite avec chaleur sa proposition contre les objections qui lui furent adressées, mais cela n'empêcha pas que l'ajournement fût décidé.

Il parla, quelque tems après, sur le projet de loi relatif à l'abolition entière du droit d'aubaine.

Nommé membre de la commission pour l'examen du projet de loi relatif au règlement des budgets des exercices arriérés, il parla plusieurs fois à cette occasion ; fut élu président du 6.^e bureau, émit quelques observations sur le projet de loi concernant les voies et moyens, et parla dans un grand nombre d'autres occasions. La société

bienfaisante pour l'amélioration des prisons s'étant organisée cette année, M. de Marbois en devint un des fondateurs, signa ses statuts et fut élu membre du conseil général de cette société. En 1820, il s'éleva contre M. Selves qui, alors en instance devant tous les tribunaux dont il récusait les membres lorsqu'ils ne déféraient pas à ses accusations, voulait intéresser la chambre des pairs elle-même aux poursuites qu'il renouvelait sans cesse. Membre de la commission d'examen du projet de loi sur la libération des acquéreurs de domaines nationaux, des engagistes ou échangeistes, et de la commission d'examen des projets de loi relatifs aux suppléments de crédit sur le budget de 1818 et au règlement définitif de ce budget; il éclaira, dans cette occasion, comme il le fit en beaucoup d'autres, les hautes questions d'intérêt administratif et financier qui lui furent soumises. Il parla aussi, dans la même session, contre le projet de loi tendant à suspendre la liberté individuelle. Au commencement de l'année suivante, il fut élu successivement membre de la commission d'examen du projet de recouvrement des six premiers douzièmes des contributions directes de 1821; président du premier bureau, et membre de la commission d'examen du projet de loi tendant à modifier l'article 35 du Code d'Instruction criminelle, sur la constitution actuelle du jury. M. de Marbois, rapporteur de la commission, fit un exposé judicieux de ses opinions et soutint la discussion avec tout le talent qu'on lui connaît. Nommé, peu après, président du cinquième bureau, il continua de parler en différentes occasions par exemple, sur un scrutin où les voix se sont trou-

is égales, et sur un projet de loi qui autorisait la ville de Metz à faire un emprunt de 200,000 francs, et des chances de primes. Ayant obtenu la parole pour cette loi, ce ne fut pas sa disposition principale qu'il attaqua. « L'emprunt qu'il s'agit d'autoriser, dit-il, est nécessaire à la ville de Metz; de sages précautions ont été prises pour en assurer l'emploi. Son administration est confiée à des magistrats dont le noble pair connaît personnellement le zèle pour les intérêts de la commune; mais cette loi parle de *primes*, et le ministre qui l'a présentée à la chambre, s'est exprimé en termes qui ont frappé l'opinant. Après avoir observé que de semblables primes avaient été autorisées par *plusieurs lois récentes*, le ministre a cru pouvoir ajouter que *cette combinaison était fort dans le goût du public*, et il a demandé pourquoi *on craindrait d'offrir aux porteurs un attrait, un encouragement qui n'a rien d'illuminé de blâmable*. Ainsi, les lois déjà autorisées servent de titre pour en justifier de nouvelles, et l'on trouve dans le goût du public pour les spéculations aléatoires, un motif pour lui offrir les occasions de s'y livrer! C'est une doctrine pernicieuse que vient combattre l'opinant. Il pense qu'au lieu de flatter des goûts dangereux, le législateur doit prendre à tâche de les corriger. La prime, il est vrai, se réduit, pour l'emprunt dont on s'occupe, à quelques milliers de francs, et une somme modique semble inviter à l'indulgence; mais le principe d'éventualité n'en existe pas moins dans la loi proposée, et le ministre lui-même l'a crue attaquer dans ce rapport, puisqu'il s'est empressé d'en faire l'application. Le noble pair saisit cette occasion de dire sa

pensée sur les jeux de hasard , soit qu'ils s'exercent
des millions, soit qu'ils aient pour objet de moind
sommes. Chaque jour la passion du jeu fait parmi n
de nouveaux progrès, et jamais elle ne s'est déplo
avec plus de fureur. Affranchie de la clandestinité,
n'est plus dans l'ombre, mais dans une lice ouverte
publique, qu'elle se livre à ses déplorables excès. U
invention funeste a renversé les bornes qui devai
restreindre les jeux même de la Bourse. On joue
qu'on n'a pas, ce qu'on n'aura jamais; on suppose
défaut d'un jeu réel, des valeurs que le sort fait é
nourir, en ne laissant aux joueurs que le gain ou
perte : cet esprit de spéculation, cet amour des char
hasardeuses, se reproduit sous mille formes différen
Il préside à ces associations, à ces établissemens aujo
d'hui si multipliés, dont les fondateurs, uniquement oc
pés, en apparence, du bonheur des individus et de la p
périté de l'État, ne songent en effet qu'à se procurer
d'immenses profits ou des emplois lucratifs. Dans ces
treprises, on offre aux particuliers le moyen d'accro
leurs jouissances viagères au détriment de leurs famil
on fait attendre du hasard ce qui devrait être le fruit
l'économie et du travail. Que d'artifices employés p
surprendre la confiance ! que de supercheries pour éle
le taux des actions ! Avec quelle habileté on profi
pour faire changer le cours de la place, des nouve
qu'on a surprises, ou de celles même qu'on a inv
tées ! Convient-il au gouvernement d'encourager
coupables manœuvres en flattant le goût qui les inspi
en adoptant les maximes invoquées pour le justifi
En vain, dira-t-on que les revers et les succès di

cette cause n'offrent qu'un déplacement de fortune : ce déplacement, rapide et imprévu, n'est indifférent ni à la morale, ni à la richesse publique. On reprend difficilement, après avoir joui de l'aisance, l'habitude d'une vie active et laborieuse ; et ce n'est pas toujours d'une rive à l'autre de la Seine, mais quelquefois de ses bords à ceux du Rhin, du Danube ou de la Tamise, que sont transportés les capitaux enlevés par le jeu à d'utiles destinations..... »

Suivent les développemens de ces idées d'ordre et d'économie publics.

« Un pareil langage, dit l'orateur en terminant, ne déplaira point à cette chambre, amie des mœurs et de tout ce qui peut contribuer à la paix et au bonheur des familles. Le gouvernement est aussi digne de l'entendre, et son empressement à recueillir tout ce qui peut le fortifier contre les erreurs de l'opinion, garantit au noble pair la certitude qu'il sera favorablement écouté. Dans cette conviction, il n'hésite pas à condamner, dans un projet qu'il approuve en tout le reste, la disposition relative à la distribution des primes. »

La chambre ordonna l'impression de ce discours.

Quelque tems après, la chambre vota également l'impression d'un discours qu'il prononça dans la discussion concernant les pensions ecclésiastiques, l'établissement des sièges épiscopaux, et plaida vigoureusement en faveur de l'intervention civile dans la création et la circonscription des diocèses, une *puissance ecclésiastique*, véritable *théocratie*, ne pouvant exister qu'à l'appui d'une religion qui serait tout-à-fait étrangère au système politique de l'État.

M. de Marbois parla également dans la discussion d'un projet de loi concernant le domaine extraordinaire et vota pour son adoption. Membre de la commission d'examen du projet de loi sur les finances, il fut rapporteur de cette commission, et déposa sur le bureau des observations relatives à la position dans laquelle se trouvait la chambre des pairs, par la présentation tardive des projets de lois soumis à son examen, et notamment de la loi des finances. Il émit encore, dans les séances suivantes, différentes opinions qui ont été généralement goûtées; savoir : sur l'augmentation du nombre des membres du tribunal de première instance de la Seine sur la fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1821, et fut quelque temps vice-président du premier bureau.

Nommé par le roi, membre de la commission d'examen du projet d'une colonisation sur les bords du Mana dans la Guiane-Française, personne ne pouvait mieux éclairer et n'éclaira mieux cette question. M. de Marbois que des vicissitudes politiques avaient attaché trop longtemps au sol inculte et marécageux de cette île.

Dans la session de la chambre des pairs pour 1821 notre honorable compatriote fut successivement vice-président du quatrième bureau, président du sixième bureau, vice-président du troisième. Il émit différentes opinions dont les plus remarquables ont été relatives au recouvrement provisoire des trois premiers douzièmes des contributions de 1822; au projet de loi pour la répression des délits de la presse qu'il rejeta : il parla aussi sur le projet de loi des comptes; sur deux pétitions tendant à ob-

torisation de chambre pour faire exécuter divers
 emens portant contrainte par corps contre un pair;
 un déni de justice; sur le budget de la marine pour
 2; sur une pétition relative à l'abolition de la peine
 mort; sur le projet de loi des finances pour 1823, etc.
 9 décembre 1822, il fit insérer dans le Journal des
 débats une lettre en réponse à M. de Boulogne, qui,
 dans des notes annexées à son *Panegyrique de Saint-*
excent-de-Paul, avait injustement attaqué l'adminis-
 tration de l'Hôtel-Dieu dont M. de Marbois avait la
 direction, en qualité de membre du conseil des hôpitaux.
 En 1823, ce noble pair présida d'abord le troisième
 bureau, puis le premier; il parla sur la prise en consi-
 dération d'une proposition relative à l'érection des com-
 munités religieuses de femmes; sur la question de
 savoir s'il y a lieu de s'occuper d'une proposition tendant
 à faire attribuer aux tribunaux ordinaires la connais-
 sance des accusations d'embauchage contre les individus
 militaires; sur le projet d'ouverture d'un crédit
 extraordinaire; sur les comptes de 1821; sur le projet
 de loi des finances, etc..... Il monta bien souvent à la
 tribune dans cette dernière occasion, et jeta de vives lu-
 mières sur la plus importante discussion qui se soit élevée
 dans la chambre haute dans le cours de cette année.

En 1824, il opina dans la discussion générale de
 la loi ayant pour objet quelques modifications au code
 pénal; discuta le projet de loi concernant l'admission
 à la retraite des juges infirmes, fit un rapport au nom
 de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur
 le règlement définitif du budget de 1822; entra ensuite
 dans la discussion générale de cette loi; parla sur le

projet relatif aux emprunts des villes; sur celui concernant les crédits supplémentaires pour l'exercice de 1821 sur le budget, en général; sur celui de la marine particulier, etc.

Le 21 juin, sept jours après la mort du duc de Plaisance, M. de Marbois prononça à la chambre des pairs l'éloge d'un homme vertueux qu'il avait eu longtemps pour ami et dont il avait fermé les yeux. Cet éloge, écrit avec simplicité, ne pouvait sortir que d'un cœur profondément ému.

Il y avait trois mois que Charles X était monté sur le trône de France, lorsqu'au 2 janvier 1825, M. de Martignol lui tint le langage suivant où l'on voit avec plaisir, percer à travers l'éloge, des avis sages, bien éloignés de la flatterie servile des courtisans qui entourent le trône

« Sire, heureux mille fois ce jour où nous nous retrouvons dans le palais du roi, nous y retrouvons la sagesse assise sur le trône et le sceptre entre les mains de la justice ! honneur, amour et respect au prince qui, dans ces tems de félicitations solennelles, se plaît surtout à entendre les vérités qui contribuent à mieux assurer la félicité des peuples

« Nos travaux, Sire, nous rendent familières ces vérités, qui, dans les tems de bonheur, font l'ornement des beaux règnes, et qui, dans des conjonctures moins heureuses, détournent le cours des calamités publiques

« Tenir les rênes du plus puissant empire du monde et n'être fort que par la modération et ne gouverner que par les lois, déployer les efforts les plus généreux pour étendre au-dehors les biens de cette paix dont nous jouissons au-dedans, conserver à la religion de l'Église son autorité sainte, sans que la confiance et la tranqui-

et des autres cultes en soient troublés, réprimer la licence par la liberté, et regarder la publicité comme la sauve-garde de la liberté même, Sire, telles sont les prospérités dont nous offrons le tableau fidèle aux regards de l'Europe, et de telles œuvres sont faciles à un bon prince. Mais, sa bonté même rend plus pénibles pour lui des tâches moins difficiles en apparence. Résister constamment aux poursuites de l'ambition, fermer l'oreille aux sollicitations assidues de la cupidité, ne distribuer les emplois qu'aux plus dignes, composer du fond intarissable de l'ordre et de l'économie le trésor des bienfaits, telles sont, Sire, les règles par lesquelles vous voulez assurer la durée de nos jouissances, et nous serons toujours prêts, en ce qui nous regarde, à faire exécuter ces volontés royales et paternelles. Agrérez avec bonté, sire, l'hommage de la fidélité et du respectueux dévouement de votre cour des comptes. »

Le 31 du même mois, M. de Marbois parla à la chambre des pairs, dans la discussion au sujet des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic, et proposa deux amendemens. Le 12 avril, anniversaire de l'entrée de Charles X à Paris, M. de Marbois fut appelé à déposer aux pieds du trône les hommages de la cour des comptes. Nommé président du premier bureau de la chambre des comptes, et membre du comité des pétitions, notre honorable compatriote eut plusieurs fois l'occasion de monter à la tribune. Il parla en faveur de l'abolition définitive du odieux trafic des noirs, fit un rapport sur la loi des élections, etc. Le 24 juin, dans une séance de la société des amis des prisons, présidée par le Dauphin, M. de Marbois, persuadé que la plus importante des améliorations

désirables serait celle qui consisterait à diminuer le nombre des condamnations, s'est appliqué à la recherche des causes de la dépravation qui conduit au crime. Le directeur d'éducation lui ayant paru devoir être la source principale du désordre, il conclut à ce qu'on s'attachât à étendre de plus en plus les moyens d'instruction parmi le peuple. Ce noble pair a ensuite rendu compte du résultat des visites qu'il a faites dans le département commandé dans la circonscription qui lui est assignée. Il s'est convaincu de l'utilité de ces visites; sa seule présence a produit les plus salutaires effets, à en juger par la lettre suivante qui lui fut adressée par un détenu : « Nous étions
« très-mal avant votre arrivée; nous avons été très-mal
« pendant les trois mois qui ont suivi votre départ
« mais notre sort a empiré peu après, et nous sommes
« aujourd'hui plus mal que nous n'avons jamais
« Revenez, s'il vous est possible; il vous suffira de nous
« voir une fois pour nous rendre heureux pour plusieurs
« mois encore. »

Dans un rapport sur le même objet, M. de Maréchal présenta à S. A. R. Monseigneur le Dauphin, des considérations et des moyens tendant au maintien de la sagesse des hommes condamnés à la détention, et parla de l'heureuse application qu'il venait de faire et qu'il se proposait de continuer, au nom de la société, des *fournées d'appel* inventées par Darcet.

Le 24 janvier de l'année suivante, il se plaignit de l'élévation des dépenses faites par les architectes des prisons, fit un rapport sur le fâcheux état de l'ancienne prison de Metz, obtint du Dauphin une somme de 10,000 destinée à cette prison, et insista de nouveau pour la m

age des fourneaux d'appel. Nommé président du
 ier bureau, et membre du comité des pétitions,
 la session de 1825, M. de Marbois parla, le 31
 ier, sur le projet de loi relatif à la mise en régie
 restée, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, des salines
 Est et de la mine de sel gemme découverte à Vie.
 reposa un changement de rédaction, fut d'avis que
 durée du bail ne dépassât point quarante-cinq ou
 quante ans, en raison de l'incertitude qui règne sur
 venir d'une exploitation naissante, et trouva conve-
 nable que le gouvernement se chargeât d'apprécier les
 émisses à payer aux inventeurs de la mine. Ces
 tendemens ont été rejetés. Le 7 mai, il s'éleva avec
 te contre la traite des nègres, qu'il signala comme
 plus odieux abus de la force. La chambre vota l'im-
 mation de son discours. Le 13, il fit, au nom d'une
 mission spéciale, le rapport de la loi des comptes,
 parla plusieurs fois encore comme rapporteur du
 comité des pétitions. Dans la réunion de la société
 de pour l'amélioration des prisons, qui se tint le
 juin, M. de Marbois rendit compte du résultat de
 visites dans différentes prisons des départemens, et
 osa plusieurs améliorations, fondées principalement
 sur la nécessité de donner du travail et de l'instruction
 détenus. Le 5 janvier 1826, dans une semblable
 on tenue comme la précédente, chez le Dauphin,
 plaignit de l'élévation des dépenses faites par les
 ectes des prisons. Le 19 avril, il parla à la chambre
 pairs sur le projet de loi concernant l'indemnité
 olons de Saint-Domingue. Son discours, fort re-
 table, est un véritable cours d'histoire législative

appliqué aux colonies. L'orateur approuva l'ensemble du projet et descendit de la tribune au bruit des applaudissemens unanimes de ses collègues. La chambre vota l'impression de son discours. Le 5 mai, M. de Marbois proposa de mettre au compte de l'état la prestation et l'entretien des bâtimens nécessaires aux écoles secondaires de médecine, alors projetées. Le lendemain, il fut d'avis d'établir une chambre de discipline pour les médecins dans chaque chef-lieu d'arrondissement, et proposa le maintien des patentes. Le 9, la chambre le nomma membre d'une commission chargée d'examiner trois projets de lois relatifs, 1.^o au budget de 1824; 2.^o à divers supplémens de crédit extraordinaire; 3.^o à plusieurs baux emphytéotiques et échanges de biens dépendant du domaine de la couronne. M. de Marbois fut en outre nommé, comme l'année précédente, président du premier bureau. Rapporteur de la commission précitée, il jeta sur les objets en discussion les lumières qu'il ne manque jamais d'introduire dans les questions de finance ou de haute politique. Ses rapports ont été lus à la chambre à la fin de mai. Le 30 du même mois, il parla sur le projet de loi concernant divers baux emphytéotiques, et proposa de faire de chaque échange l'objet d'un bail séparé. Le 15 juin, on le nomma membre d'une commission de sept membres chargés d'examiner la loi de finances pour l'exercice de 1827. Le lendemain, il parla au nom de la commission qui devait reviser les comptes de 1824, concernant la guerre d'Espagne, et les approuva. Le 17 juin, il s'éleva contre une allocation de quinze cent mille francs demandée par le département des affaires étrangères, et

occasion de censurer les énormes dépenses dont le ministère semble vouloir grossir à l'envi le budget. Il fut encore plusieurs autres fois sur le budget, et toujours des mesures économiques auxquelles les députés furent malheureusement sourds. A la fin de sa mission, cet honorable magistrat visita les prisons de la Moselle, de la Meurthe, de la Marne, distribua des médailles d'encouragement au nom de la société royale, et le 8 décembre, rendit compte détaillé de sa mission. La statistique lui fournit d'importans matériaux. Le 15 janvier 1825, il lut, à la chambre des pairs, un long rapport sur le projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs. Le 23 janvier, il fit un résumé de toute la discussion ouverte sur cette importante question, dont la chambre vota l'impression. Le lendemain de nouveau la parole sur le même sujet. Dans les séances suivantes, M. de Marbois entra dans différentes discussions, et, entr'autres, dans celles relatives au tarif des postes, à l'emprunt des villes et aux dépenses militaires, etc. Le 21 mai, il lut un long rapport sur le projet de loi concernant les comptes de 1825, d'une commission spéciale nommée pour cet effet. Le 1.^{er} juin, il monta de nouveau à la tribune pour tenir les conclusions de son rapport. Elles furent adoptées. Le 2 et le 13, il parla contre l'ouverture d'un crédit de 5,250,000 fr. destiné à l'acquisition d'une partie du domaine de Bourbon, et voulut qu'on exposât, avant toutes les dépenses, et les ressources propres à couvrir ce crédit et à l'acquiescement définitif des architectes. On vota l'impression de

ses discours. Le 20 et les jours suivans, il prit part à la discussion de plusieurs articles du budget; il s'éleva avec force contre la loterie, et fit remarquer que les départemens où le nombre des condamnations a été le plus faible en 1825, proportionnellement avec la population, sont ceux dans lesquels la loterie n'a pas pu s'établir. « Cette portion de revenu public, dit-il en terminant, est nécessaire, dit-on, pour subvenir aux dépenses; mais qui peut dire que la suppression de la loterie, en rendant l'aisance aux familles que ce jeu ruine, n'augmenterait pas la consommation, et par conséquent, la richesse publique; qui peut dire qu'elle ne diminuerait pas les frais de justice criminelle, et qu'ainsi elle n'établirait pas pour le fisc une sorte de compensation naturelle, indépendamment des immenses avantages onéreux qui en seraient la suite! » M. de Marbois présida, au commencement de cette session, comme dans la précédente, le premier bureau, et, à compter du mois de mai, le troisième.

En 1828, la tribune ne demeura pas plus souvent veuve de M. de Marbois que les années précédentes. Vice-président du deuxième, puis du cinquième bureau, il parla plusieurs fois sur diverses pétitions, et continua de suivre, avec une religieuse assiduité, les séances de la chambre. Le 11 juin, il combattit avec les armes d'une raison puissante, éclairée par l'expérience, le projet de loi relatif à la création de quatre millions de rentes. « C'est, dit-il, par le grand travail de la tête et des bras que s'obtiennent les richesses agricoles et industrielles qui portent l'aisance dans les provinces. Mais il s'agit ici de richesses d'un autre ordre, et que l'on se procure sans efforts. C'est dans le voisinage du palais magique

la Bourse que la chambre est appelée à délibérer. La délibération changerait peut-être de caractère si elle était entourée d'artisans et de laboureurs, qui ne sont pas prêteurs, mais qui paient les intérêts des emprunts. C'est un emprunt de quatre-vingt millions que l'on demande aujourd'hui d'autoriser; il n'y a pas encore un coup d'années qu'une semblable affaire eût été tenue pour immense. On sent combien autrefois les emprunts étaient de négociations entre le ministère et ces divers corps, devenus *intérimairement* politiques par la possession tacitement consentie. Les chambres sont aujourd'hui dotées d'une autorité plus large et plus décisive; mais il n'en est pas moins de leur devoir d'examiner de près toutes les propositions avec toute l'attention qu'elles méritent, et de ne les adopter qu'autant qu'elles sont indispensables. Quel que soit le résultat de la politique suivie par les ministres, que la paix se maintienne ou que la guerre devienne inévitable, il convient d'appeler l'attention de la chambre sur une science autrefois réservée à la guerre, et que l'on étend aujourd'hui à la paix, la science d'emprunter. C'est au moyen des emprunts qu'il s'est introduit dans nos finances une habitude de prodigalité et de luxe que ne semblait pas comporter leur destination naturelle. Ce système, devenu européen, est aujourd'hui aussi universel que le fut autrefois celui de la monnaie légale, et ses conséquences peuvent être autrement funestes. Une ordonnance du prince a eu en effet pour résultat de décrier les pièces de bas aloi lorsque les peuples en sont fatigués; les emprunts, au contraire, se nourrissent par les emprunts mêmes; ils pallient le mal qu'ils font; ils ne paraissent blesser personne.

L'abîme se creuse sans qu'on s'en aperçoive ; la catastrophe inévitable paraît éloignée. Mais plus elle s'éloigne, plus elle devient dangereuse. Ce n'est pas à l'Europe que cette manie des emprunts s'est arrêtée. Les nouvelles républiques américaines les préfèrent à l'exploitation de leurs riches mines d'or. L'Asie elle-même semble en éprouver le besoin ; mais nulle part cette ressource n'a été plus employée, d'une manière plus ample, que chez nous et chez nos voisins..... » L'orateur se reportant aux causes qui ont amené cette situation, prend pour point de départ le siècle nouveau, prouve qu'en moins de trente ans notre dette s'est trouvée sextuplée, tandis que le capital national a été diminué ; démontre, par le taux des grands emprunts, que les contribuables en ont déjà payé trois fois le capital, et finit par établir cette vérité que l'amortissement n'existe qu'au profit des prêteurs ; aussi devient-il, à chaque nouvel emprunt, l'objet de mille apologies qui semblent consolider le gouvernement, tandis qu'elles le ruinent en le poussant, par l'élévation de la rente, vers d'autres emprunts. Enfin, M. de Marbois termine ce discours, un des plus remarquables qui aient été prononcés pendant la session, par l'examen de la nécessité et de l'opportunité de l'emprunt. On a voté l'impression de sa harangue. Quelques jours après, il parla sur le projet de loi relatif aux listes électorales.

Au mois de juillet, il prit part, en qualité de membre de la commission, à la discussion sur la loi des comptes de 1826, lut un long rapport dont la chambre vota l'impression, et parla plusieurs autres fois sur le même objet.

Au commencement de la session de 1829, il fut un des sept commissaires qui rédigèrent l'adresse au roi. Nommé ensuite président du sixième bureau et membre de diverses commissions chargées d'examiner, ou la loi des comptes, ou le budget de 1827, ou de telle autre partie du service public, il s'attacha toujours, malgré son âge et l'état valétudinaire où il se trouvait, à éclairer les questions par le travail du cabinet et par les discussions de la tribune. Il parla sur les deux projets de loi relatifs à l'imprimerie et à la librairie, sur les domaines engagés, sur le trouble que peut apporter, dans des affaires domestiques bien réglées, le zèle indiscret de quelques agens du fisc, sur le budget énorme des affaires étrangères, sur les échanges domaniaux, etc. Il combattit le funeste système des emprunts, discuta la loi des comptes de 1827, condamna l'usage où l'on était de prêter les presses de l'imprimerie royale à des écrits clandestins, montra l'abus de soutenir, par des sommes énormes, certaines entreprises littéraires, critiqua le système de perception suivi en faveur de la caisse des invalides, etc., etc. Il accepta, la même année, le titre de membre du conseil provisoire pour l'établissement d'une maison de refuge et le travail pour l'extinction de la mendicité. Les connaissances approfondies de notre compatriote sur le système pénal, objet de ses études depuis soixante années, eussent été fort utiles à cette société si le gouvernement avait donné plus de suite à ce projet philanthropique, et si une maladie grave n'avait compromis, pendant tout l'hiver de 1829 et 1830, l'existence de cet homme illustre. Cependant son zèle l'emporta sur la violence de ses douleurs; plusieurs fois il se fit transporter, soit aux séances de cette société,

soit à celles des prisons, présidées par le Dauphin, et fit lire, n'ayant pas la force de les lire lui-même, des observations et des rapports judiciaires. Président du quatrième bureau, pour la session de 1830, membre de la commission de l'adresse, il prit peu de part, en raison de son état malade, aux travaux de ses collègues. Ce fut la première fois, depuis 1814, qu'il se tint éloigné des discussions législatives.

OUVRAGES DU MARQUIS DE BARBÉ-MARBOIS.

I. *La Parisienne en province, ouvrage national*, par M. Bar. de Mar. Amsterdam 1766, in-8.° — 2.° édit., 1769, in-8.° sans nom d'auteur, Amsterdam. (Paris, Duchesne).

II. *Essai sur les moyens d'inspirer aux hommes le goût de la vertu*, 1769, in-8.°

III. *Guliane, conte physique et moral*, trad. de l'anglais. Londres et Paris, Hardy, 1769, in-12, 1 liv.

IV. *Lettres de M.^{me} la marquise de Pompadour, depuis 1746 jusqu'à 1762*. Londres, 1771, 2 vol. in-8.°; 1772, 3 vol. in-12; 1772, 4 vol. in-12; 1773, in-8.° ou in-12. — Nouvelle édition, (précédée d'une notice sur M.^{me} de Pompadour). Paris, Longchamps, 1811, 2 vol. in-12.

« Ces lettres, dit M. Quérard, d'après A. - A. Barbier, attribuées d'abord à Crébillon le fils, l'ont été ensuite, avec plus de vraisemblance, au marquis Barbé-Marbois. La première édition, qui parut à Londres, en 1771, contient quatre-vingt-cinq lettres supposées, écrites de 1753 jusqu'à 1762 inclusivement. Une seconde édition fut publiée l'année suivante, et fut augmentée de soixante-dix-sept lettres, écrites de 1746 jusqu'en 1752, et de *Lettres et Réponses à madame la marquise de Pompadour*, 4 vol. in-12. Cette édition est la plus complète; elle contient deux cent douze lettres. Les

réimpressions qui ont été faites depuis sont toutes avec des retranchemens jusqu'à celle de 1811, (qui est au moins la vingtième), dans laquelle on ne trouve que 176 lettres. »

V. *Socrate en délire, ou Dialogue de Diogène à Sinope*, trad. de l'allemand de M. Viéland. Paris, Delalain, 1772, in-12. Paris, Rochette, 1797, in-18.

VI. *Essais de morale*, 1772, in-12.

VII. *Lettres sur les affaires présentes*, par L. . . . , Pierres, in-8. *

VIII. *Voyage d'un Français aux salines de Bavière et de Salzbourg*, en 1776.

Paris, Baudouin, 1800, in-18, 75 cent. Nouvelle édition, 1800, in-18, traduit en allemand, avec des notes. Munich, 1803, in-8. *

Ce petit ouvrage, rempli de détails intéressans, fut imprimé à l'occasion de la discussion sur les salines de Lorraine, qui eut lieu en l'an V, au conseil des anciens.

C'est de Munich que l'auteur commence le récit de son voyage. Il se dirige sur Vasserbourg, dont il décrit la situation pittoresque et bizarre, donne de curieux détails sur l'agriculture du pays, passe à Bamberg, et, arrivé à Trauslein, présente l'intéressant tableau des salines importantes de cette ville. Il s'arrête ensuite sur Reichenhall, pour voir les sources salées, et donne une attention particulière aux momumens et aux mines de Saltzbourg, but principal de la course qu'il a entreprise.

« Peu de voyages, a dit M. Peuchet, sont écrits avec autant d'intérêt et réunissent autant d'instruction sur ce qui en a fait l'objet, que celui d'un Français à *Saltzbourg* ; il n'est aucun endroit de l'ouvrage dont la lecture ne puisse faire plaisir et ne soit propre à rappeler à tant d'illustres Français qui ont visité ces contrées, des souvenirs intéressans. »

IX. *Mémoire sur la méthode pratiquée en Bavière, pour*

la nourriture des enfans au berceau, envoyé à l'Académie de Metz, par M. Barbé de Marbois, membre de société, et lu dans l'assemblée ordinaire du 8 février 1779.

Cet écrit est inséré dans le journal intitulé : *Affiches évêchés et Lorraine*, 1779, p. 76 et suiv.

X. *État des finances de Saint-Domingue, contenant résumé des recettes et dépenses de toutes les caisses bliques, depuis le 1.^{er} janvier 1788, jusqu'au 3 décembre de la même année, 1789, in-8.^o*

XI. *La Richesse des cultivateurs, où Dialogue entre Jamin Jachère et Richard Treffle, laboureurs, sur la culture du treffle, de la luzerne et du sainfoin, traduit de l'allemand, imprimés en conséquence d'un arrêté du directoire du département de la Moselle.*

A Metz, chez la veuve Antoine et fils, imprimeurs du département de la Moselle. In-8.^o de xiv, 176 pages, sans d'auteur et sans millésime. Nouv. éd. Paris, A.-J. Marc an XI, — 1803, in-8.^o

L'arrêté du directoire du département de la Moselle ordonne la traduction de cet ouvrage et son impression nombre de 2000 exemplaires, est du 14 août 1792. M. Marbois, dans un avis au lecteur, cite MM. Boutier et tienne, propriétaires à Solgne, près de Buchy, tous deux cultivateurs distingués, comme l'ayant aidé dans son travail ; il ajoute : « J'ai beaucoup d'autres ouvrages en diverses langues sur la même matière. Je ne considère ces livres comme un dépôt dont je suis comptable à mes concitoyens et je m'engage bien volontiers à rendre public ce qu'ils tiennent d'utile, si celui-ci produit les bons effets que j'espère. »

Distrain de ses paisibles occupations par le régime de terreur, par des chagrins domestiques et par de nombreux travaux législatifs, M. de Marbois a négligé jusqu'à pr

de mettre à jour les matériaux intéressans qu'il avait amassés dans sa jeunesse.

XII. Mémoire en faveur d'Élisa Moore, épouse de M. Barbé de Marbois,

Aux citoyens administrateurs de la Moselle. Brochure in-4.^o de 1 page, par Antoine et fils, imprimeurs. Sans mil, (1793).

XIII. Rapport sur les finances de la commune de Metz, fait au conseil général, par le citoyen Maire, dans la séance du 27 germinal an III de la république française, une et indivisible, (16 avril 1795). Brochure in-4.^o de 22 pages, signée Barbé, maire. Metz, Antoine, imprimeur de la municipalité.

XIV. Compte rendu par le conseil général de la commune de Metz, de l'administration des caisses municipales, depuis le 7 pluviôse an III, (26 janvier 1795), jusqu'au 1.^{er} vendémiaire an 4, (23 septembre 1795), brochure in-4.^o de 20 pages, signée Adam, secrétaire. Metz, Antoine, imprimeur.

M. Barbé de Marbois était encore maire de Metz. On lui doit ce rapport, remarquable par les intentions droites, la sagacité et les connaissances administratives qui l'ont dicté.

XV. Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue, ou examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir; terminées par l'exposé rapide d'un plan d'organisation propre à lui rendre son ancienne splendeur, 1796, in-8.^o

XVI. Mémoire sur les finances, 1797, in-4.^o, 4 fr.

XVII. Recueil de pièces sur les finances de Saint-Domingue,..... in-4.^o

XVIII. État de la partie espagnole de Saint-Domingue,..... 3 vol. in-8.^o

XIX. Éloge du citoyen Dufresne, conseiller d'état,

directeur général du trésor public. Paris, de l'imprimerie de la république, an X, (1802), brochure in-8.°

XX. *Complot d'Arnould et de sir Henri Clinton, contre les États-Unis d'Amérique, et contre le général Washington,* septembre 1780. Paris, Didot l'aîné, 1816, in-8.°, avec une carte et deux portraits, 5 fr.

M. de Marbois, écrivant sur les lieux, possédant tous les moyens de constater la vérité, et n'ayant que l'ambition de la mettre au jour, à su développer dans cet ouvrage un grand intérêt dramatique qu'on chercherait vainement dans le romancier Vertot et l'amplificateur Saint-Réal, qu'on cite cependant encore pour modèles dans les collèges, tant la routine a de puissance sur l'esprit du vulgaire.

XXI. *De la Guiane, de son état physique, de son agriculture, de son régime intérieur, et du projet de la peupler avec des laboureurs européens.* Paris. Trouvé, 1822, in-8.°, 3 fr.

XXI'. *Rapport sur l'état actuel des prisons dans les départemens du Calvados, de l'Eure, de la Manche et de la Seine-Inférieure, et de la maison de correction de Gaillon,* octobre 1823. Paris, imprimerie de F. Didot, 1824, in-4.°, 2 fr.

Cet écrit a été tiré en un petit nombre d'exemplaires.

XXIII. *Rapport sur l'amélioration des prisons, fait le 24 juin 1825.* In-8.° de 12 pages. On le trouve aussi dans la revue encyclopédique.

XXIV. *Rapport remis à M. le Dauphin, par un membre de la Société royale, pour l'amélioration des prisons, suivi du Rapport du Conseil de salubrité sur la construction des latrines publiques.* Imprimé par ordre du conseil général de la Société royale des prisons. In-4.°. Bachelier, libraire, 1825.

Ce rapport, très-intéressant, avait pour but principal d'attirer l'attention du gouvernement sur les funestes résultats de

l'infection de l'air dans les prisons, et sur l'usage avantageux des *Fourneaux d'appel*, dont M. de Marbois avait déjà ordonné la construction dans la maison de détention de Gaillon.

XXV. *Observations sur les votes de quarante-un conseils-généraux de départemens, concernant la déportation des forçats libérés*, présentées à M. le Dauphin, par un membre de la Société royale, pour l'amélioration des prisons (M. le marquis de Barbé-Marbois). In-4.^e de 76 pages, de l'Imprimerie royale. 2.^e édition. A. Sautelet et comp.^{te} In-8.^e Prix : 8 fr.

L'auteur de cet ouvrage s'attache à y démontrer l'impossibilité où l'on est de remplacer les bagnes par la déportation dans une colonie, et comme les auteurs des théories concernant un nouveau système pénal s'appuient sans cesse sur l'exemple de l'Angleterre, M. de Marbois va précisément prouver ses objections dans les documens officiels imprimés à Londres, par ordre de la chambre des communes, en 1822, 1823 et 1827. Il prouve que Botany-Bay ne doit pas sa prospérité aux condamnés qui y ont été envoyés, et qu'au contraire c'est le mélange de ces malfaiteurs avec d'autres colons, qui pendant trente années a donné lieu à une infinité de désordres. Il établit ensuite en principes que la déportation retient hors du pays les coupables repentans, et y laisse revenir les criminels endurcis, et termine par l'examen des moyens de diminuer le nombre des crimes.

XXVI. *Histoire de la Louisiane et de la cession que la France a faite de cette colonie aux Etats-Unis de l'Amérique septentrionale*; par M. Barbé-Marbois. Ouvrage dédié au Dauphin. In-8.^e avec carte; Paris, 1828.

Personne ne pouvait mieux que M. de Marbois faire connaître en détail cette négociation que Napoléon, alors premier consul, jugea avec raison devoir être fort-utile à la France, tant à cause des grands intérêts qui se trouveraient

directeur général du trésor public. Paris, de l'imprimerie de la république, an X, (1802), brochure in-8.^o

XX. *Complot d'Arnould et de sir Henri Clinton, contre les États-Unis d'Amérique, et contre le général Washington,* septembre 1780. Paris, Didot l'aîné, 1816, in-8.^o, avec une carte et deux portraits, 5 fr.

M. de Marbois, écrivant sur les lieux, possédant tous les moyens de constater la vérité, et n'ayant que l'ambition de la mettre au jour, à su développer dans cet ouvrage un grand intérêt dramatique qu'on chercherait vainement dans le romancier Vertot et l'amplificateur Saint-Réal, qu'on cite cependant encore pour modèles dans les collèges, tant la routine a de puissance sur l'esprit du vulgaire.

XXI. *De la Guiane, de son état physique, de son agriculture, de son régime intérieur, et du projet de la peupler avec des laboureurs européens.* Paris. Trouvé, 1822, in-8.^o, 3 fr.

XXII. *Rapport sur l'état actuel des prisons dans les départemens du Calvados, de l'Eure, de la Manche et de la Seine-Inférieure, et de la maison de correction de Gaillon,* octobre 1823. Paris, imprimerie de F. Didot, 1824, in-4.^o, 2 fr.

Cet écrit a été tiré en un petit nombre d'exemplaires.

XXIII. *Rapport sur l'amélioration des prisons, fait le 24 juin 1825.* In-8.^o de 12 pages. On le trouve aussi dans la revue encyclopédique.

XXIV. *Rapport remis à M. le Dauphin, par un membre de la Société royale, pour l'amélioration des prisons, suivi du Rapport du Conseil de salubrité sur la construction des latrines publiques.* Imprimé par ordre du conseil général de la Société royale des prisons. In-4.^o. Bachelier, libraire, 1825.

Ce rapport, très-intéressant, avait pour but principal d'attirer l'attention du gouvernement sur les funestes résultats du

Infection de l'air dans les prisons , et sur l'usage avantageux des *Fourneaux d'appel* , dont M. de Marbois avait déjà ordonné la construction dans la maison de détention de Gaillon.

XXV. *Observations sur les votes de quarante-un conseils-généraux de départemens , concernant la déportation des forçats libérés* , présentées à M. le Dauphin , par un membre de la Société royale , pour l'amélioration des prisons (M. le marquis de Barbé-Marbois). In-4.^o de 76 pages , de l'Imprimerie royale. 2.^o édition. A. Sautet et comp.^{ls} In-8.^o Prix : 8 fr.

L'auteur de cet ouvrage s'attache à y démontrer l'impossibilité où l'on est de remplacer les bagnes par la déportation dans une colonie , et comme les auteurs des théories concernant un nouveau système pénal s'appuient sans cesse sur l'exemple de l'Angleterre , M. de Marbois va précisément pour ses objections dans les documens officiels imprimés à Londres , par ordre de la chambre des communes , en 1822, 1823 et 1827. Il prouve que Botany-Bay ne doit pas sa prospérité aux condamnés qui y ont été envoyés , et qu'au contraire c'est le mélange de ces malfaiteurs avec d'autres colons , qui pendant trente années a donné lieu à une infinité de désordres. Il établit ensuite en principes que la déportation retient hors du pays les coupables repentans , et y laisse revenir les criminels endurcis , et termine par l'examen des moyens de diminuer le nombre des crimes.

XXVI. *Histoire de la Louisiane et de la cession que la France a faite de cette colonie aux Etats-Unis de l'Amérique septentrionale* ; par M. Barbé-Marbois. Ouvrage dédié au Dauphin. In-8.^o avec carte ; Paris , 1828.

Personne ne pouvait mieux que M. de Marbois faire connaître en détail cette négociation que Napoléon , alors premier consul , jugea avec raison devoir être fort-utile à la France , tant à cause des grands intérêts qui se trouveraient

rapprochés qu'en raison de la sécurité commerciale et de la force respective que l'Amérique et la France maritimes allaient acquérir par une étroite alliance. Cette histoire exigeait une plume fidèle, exercée aux matières diplomatiques et aux études littéraires, un respect sincère pour la vérité, une appréciation juste de tout ce qui est grand et utile. Or, l'ouvrage publié par M. de Marbois, ministre plénipotentiaire nommé pour diriger cette négociation, réunit cet ensemble de conditions rares à rencontrer dans l'esprit d'un seul homme. On y retrouve le style élégant et pur du *complot d'Arnold*, le caractère du magistrat vraiment digne de ce titre, et cet inflexible attachement aux principes de justice et d'ordre qu'aucune vicissitude de la fortune ne saurait ébranler.

La division de l'ouvrage est simple. L'auteur, après un discours général sur les États américains qui peint parfaitement et d'une manière large les formes politiques de ces nouvelles provinces, entre en matière, et rappelle, 1.^o la découverte et le premier état de la Louisiane; 2.^o les négociations dont le traité de cession fut le résultat; 3.^o l'exécution et les suites de ce traité qui fit dire au premier consul : *Cette accession de territoire affermit pour toujours la puissance des États-Unis. Je viens de donner à l'Angleterre une rivale maritime qui, tôt ou tard, abaissera son orgueil.*

XXVII. *Articles de littérature et de critique*, insérés dans le journal encyclopédique.

M. le marquis Barbé de Marbois est, en outre, l'éditeur d'un :

XXVIII. *Mémoire historique relatif aux négociations qui eurent lieu en 1778, pour la succession de Bavière*, par M. le comte E. de Goertz, envoyé du roi de Prusse, près des princes Bavaro-Palatins. Paris, 1812, in-8.^o

M. Barbé de Marbois a ajouté à cet écrit, une *Introduc-*

renfermant : personnages
figurent, une *Notice sur le* : la *Luzerne*,
Notes. Le savant édite : e dans le
oïre en qualité de secrétaire de l' tion française
la cour de Munich.

sciences sont en outre redevables à M. de Marbois,
ir obtenu de Louis XVIII, en 1816, lorsqu'il était
des sceaux, de rétablir dans ses anciennes formes le
mal des savans. Cette publication mensuelle reparut le
septembre de la même année.

des des Evêchés et Lorrains, 1779, p. 76 et suiv., et p. 171. —
sur universel, 1790, page 820; 1791, 145; 1792, 59, 101,
342; an IV, 199, 200, 215, 216, 238, 247, 248, 268,
322, 323, 533, 534, 778 à 780, 782, 788, 795 à 797, 859, 896,
900, 1003, 1004, 1133, 1134, 1284, 1342, 1353, 1354, 1356,
an V, 24, 27, 50, 87, 247, 248, 275, 304, 313, 351, 382, 406,
445, 583, 584, 692, 729, 738, 758, 796, 797, 829, 889, 917,
1134 à 1136, 1138, 1220, 1221, 1284, 1327, 1335, 1400; an VI,
an VII; 1205; an VIII, 383, 1238; an X, 17, 25, 304, 305, 603,
867, 868; an XI, 749 à 785; an XII, 110, 699 à 734; an XIII,
493, 613 à 672, 1079, 1087; an 1806, 114 à 116; an 1807, 1067;
109, 1272; an 1812, 353, 354; an 1813, 381, 1431, 1436; an
1814, 630, 640, 754; an 1815, 114, 243, 254, 255, 786, 856, 934,
973, 981, 984, 1070, 1105, 1108, 1141, 1142, 1176, 1190,
1195, 1199, 1291, 1320, 1336, 1427; an 1816, 19, 41, 68,
230, 421, 545, 877, 1250, 1272, 1299, 1314, 1371, 1386,
1455; an 1817, 17, 26, 34, 95, 126, 199, 279, 300, 333,
373, 374, 493, 751, 966, 1194, 1236, 1246, 1251, 1359,
1431, 1441, 1442; an 1818, 84, 134, 135, 191, 192, 200,
à 312, 397, 398, 408, 409, 460, 554, 564, 575, 581, 584,
à 591, 628, 635, 643, 659, 662, 999, 1013, 1459; an 1819,
41, 205, 219, 231, 232, 252, 258, 281, 285, 290, 305, 306,
385, 424, 445, 447, 462, 552, 573, 596, 728, 746, 784, 788,
911, 974; an 1820, 174, 218, 226, 364, 570; an 1821, 44, 66,
1351, 361, 401, 421, 446, 479, 486, 487, 539, 570, 1002,
1118, 1122, 1154 à 1156, 1501, 1540; an 1822, 4, 127, 128,
1337, 383, 429, 477, 487, 512, 513, 570, 590, 655, 710, 753,

805, 1074, 1167, 1208, 1212, 1242, 1695; an 1823, 13, 136, 219, 279, 323, 342, 357, 534, 554, 564, 574, 577, 581, 629, 630, 633, 637, 649; an 1824, 579, 613, 852, 913, 931, 1019, 1050, 1087, 1091, 1092, 1164; an 1825, 10, 141, 142, 174, 403, 642, 688, 704, 727, 751, 785, 973, 1088, 1229; an 1826, 10, 109, 505, 552, 553, 560, 561, 662, 677, 679, 713, 750, 757, 767, 768, 932, 939, 940, 948, 966, 967, 998, 999, 1013, 1022, 1025, 1026, 1282, 1349; an 1827, 10, 67, 94, 106, 244, 374, 428, 429, 604, 615, 685, 696, 711, 728, 731, 732, 738, 786, 841, 856 (supplém.), 889, 900, 947, 978, 984, 987, 988, 993, 994, 995, 996; an 1828, 3, 18, 19, 20, 40, 92, 109, 157, 334, 335, 395, 431, 439, 458, 488, 832, 838, 839, 911 (supplém.), 931, 973, 1071 (n.° 207, 3.° supplém.), 1252, 1259, 1260, 1261, 1263, 1270, 1336, 1338, 1340, 1349, 1374, 1409, 1512, 1531, 1834; an 1829, 36, 155, 200, 214, 235, 288, 353, 354, 440, 473, 533, 549, 973, 982, 995, 1006, 1024, 1041, 1042, 1069, 1103, 1104, 1118, 1209, 1254, 1264, 1265, 1269, 1304, 1305, 1334, 1377, 1378, 1778, 1798, 1800, 1804, 1814; an 1830, 94, 103, 120, 230, 234, 250, 272, 315, 316, 406. — J. S. Ersch. La France littéraire, contenant les auteurs français de 1771 à 1796, t. II, p. 325, 326; IV, 308; V, 346. — Mémoire aux citoyens Administrateurs du département de la Moselle, en faveur d'Élisa Moore, in-4° de 20 pages. — A.-A. Barbier. Dictionnaire des Ouvrages anonymes et pseudonymes, 1808, n.° 2513, 5314, 6560, 10702, et t. IV, p. 87. — Biographie des Faux-Propphètes vivans, par une société de gens de lettres, t. II, p. 106 et suiv. — Biographie des Hommes vivans, t. I, p. 190 et suiv. L'art. est signé D. et Y. — Biographie nouvelle des Contemporains, t. II, p. 892-93. — Histoire biographique de la Chambre des Pairs, depuis la restauration jusqu'à l'époque actuelle, par A. Lardier, p. 44 et 45. — J.-M. Quérard. La France littéraire, t. I, p. 173. — Montgaillard. Histoire de France depuis la fin du règne de Louis XVI jusqu'à l'année 1825. 9 vol. in-8°, Paris, 1828, t. I, p. 20; IV, 400; V, 43, 59, 332; VII, 192; VIII, 279, 341. — Mémoires de M. de Bourrienne, ministre d'État, sur Napoléon, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration, 10 vol. in-8° Paris, 1829, Ladvocat, imprimerie de Gauthier-Laguionie, t. I, p. 252; III, 265, 266; V, 106 à 108, 173, 174, 178; VI, 17; VII. 103, 104, 110, 111. — Mémoires du duc de Ro-
sange, libraire, imprimerie de Crapelet. 8 vol. in-8°; t. I, p. 406-
II, 7, 8, 244 à 248. — Revue encyclopédique, t. XVI, p. 591; XXVII, 192-
XXVIII, 36. — De Norvins. Histoire de Napoléon, t. I, p. 354.

MARCHANT.

MARCHANT (le baron Nicolas-Damas), officier de Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de Saint-ichel, officier de l'Université royale de France, ancien médecin militaire, ancien maire de Metz, conseiller de préfecture de la Moselle, membre de l'Académie yale de médecine de Paris, et de l'Académie royale s sciences, lettres et arts de Metz, etc...., est né à errepont (Moselle), le 11 décembre 1767. Il est fils : dame Marguerite Arnould, et de M. Hubert Marchant, ancien médecin en chef des armées françaises, conseiller médecin du roi, médecin en chef de l'hôpital itaire de Metz, etc., décédé dans cette ville en 1808. M. le baron Marchant ayant rempli, dans le cours de carrière, plusieurs rôles différens, pour mettre plus ordre dans cette notice, nous le considérerons successivement comme médecin, administrateur, numismate.

Élevé sous les yeux d'un père, homme de beaucoup de érite, il était naturel que M. Marchant fit de rapides progrès dans l'art de guérir, et qu'il montrât, dès l'adolescence, ces connaissances positives qu'on n'acquiert dinairement qu'avec beaucoup de temps et de travail; si fut-il reçu, à l'âge de 17 ans, docteur en médecine à l'Université de Nancy. Cinq années après, en 1788, il fut attaché comme médecin à l'hôpital militaire à cette ville, remplit les fonctions de médecin d'ambulance du camp de Frescaty, fit la campagne de 1792 en Belgique, et, à son retour, obtint la place de médecin en

second de l'hôpital précité. MM. Marchant père Gorcy en étaient alors médecins en chef; mais, comme ils ne cessèrent d'être attachés aux armées, M. Marchant a exercé, par le fait, depuis 1793 jusqu'en 1813 les fonctions de médecin en chef de l'un des hôpitaux les plus importants du royaume. Notre compatriote doué d'une sagacité rare aidée d'un coup d'œil sûr et rapide, a été constamment heureux dans sa pratique médicale, dont il aurait pu agrandir le cercle s'il n'était créé d'autres occupations non moins importantes. De l'an IV à l'an X, tems de paix pour la ville de Metz, l'hôpital militaire reçut 32,171 malades et blessés. Il n'en a perdu, morts accidentelles comprises, que 1 (1 sur 53), proportion qui n'a été que bien rarement obtenue, si elle l'a jamais été ailleurs qu'à Metz et Strasbourg. Notre hôpital actuel, dirigé par des médecins d'un mérite non contesté, a perdu, de 1816 à 1875 785 hommes sur 23,439 (1 sur 34).

Indépendamment de ces résultats, qui prouvent beaucoup en faveur des médecins qui les ont obtenus, pourrions citer avec éloge le zèle et le talent que déploie M. Marchant dans l'épidémie du canton de Sierck dans celle qui frappa, dans le cours de l'an XII, les habitans de la banlieue de Sarrelouis et ceux du village de Brettnach. Notre compatriote, unissant, en 1813 l'autorité civile dont il était revêtu, les moyens médicaux que fournit une grande expérience, fit prendre les plus sages mesures pour arrêter les ravages du choléra qui détruisit la moitié de la population de Mayence. La ville de Metz ne l'oubliera jamais.

Le système médical de notre confrère était l'éclectisme.

ionnel appuyé sur des connaissances physiologiques si positives qu'il était possible d'en avoir il y a trente ans. Il usait avec sagesse de tous les moyens indiqués par l'usage, l'expérience et le raisonnement, mais se fiait plus souvent encore à l'action médicatrice du principe vital qui nous régit. Les belles expériences de Bordeu sur le pouls avaient séduit M. Marchant, et il n'était pas homme à négliger ce précieux moyen d'exploration; mais il s'y attachait d'une manière si marquée, que ses idées l'appelèrent le *médecin sphygmique*. Depuis que les idées du docteur Broussais ont changé la face de l'art de guérir, on a vu une foule de médecins, même novices, se vanter d'avoir fait, depuis trente ou quarante années, une application heureuse et raisonnée des principes de la doctrine physiologique. M. Marchant n'a point cette prétention, et cependant il mérite un témoignage que nous ne rendrions pas à beaucoup de ses doctes confrères, c'est d'avoir pressenti, depuis longtemps, le rôle que joue l'irritation des organes de l'abdomen dans certaines affections fébriles. Ainsi, une personne digne de foi m'a assuré avoir vu sur un des anciens cahiers de visite de l'hôpital militaire de Metz, en 1794, une fièvre dite *méningo-gastrique*, désignée sous le nom, devenu tout moderne, de *gastro-entéro-pneumo-hépatite*. Notre confrère a particulièrement étudié les affections chroniques de la poitrine, et retiré de bons effets du séton, moyen puissant que négligent encore trop de praticiens. Il employait fort souvent les saignées générales, et quoiqu'il ait, dans le service militaire, recouru assez souvent aux sangsues, il préférerait presque toujours la phlébotomie à ce dernier moyen,

la nourriture des enfans au berceau , envoyé à l'Académie de Metz , par M. Barbé de Marbois , membre de ce société , et lu dans l'assemblée ordinaire du 8 février 1779.

Cet écrit est inséré dans le journal intitulé : *Affiches , événemens et Lorraine* , 1779 , p. 76 et suiv.

X. *État des finances de Saint-Domingue , contenant résumé des recettes et dépenses de toutes les caisses publiques , depuis le 1.^{er} janvier 1788 , jusqu'au 3 décembre de la même année , 1789 , in-8.^o*

XI. *La Richesse des cultivateurs , ou Dialogue entre Benjamin Jachère et Richard Treffle , laboureurs , sur la culture du treffle , de la luzerne et du sainfoin , traduits de l'allemand , imprimés en conséquence d'un arrêté du directoire du département de la Moselle.*

A Metz , chez la veuve Antoine et fils , imprimeurs du département de la Moselle. In-8.^o de xiv , 176 pages , sans nom d'auteur et sans millésime. Nouv. éd. Paris , A.-J. Marchand an XI , — 1803 , in-8.^o

L'arrêté du directoire du département de la Moselle , ordonne la traduction de cet ouvrage et son impression à nombre de 2000 exemplaires , est du 14 août 1792. M. Marbois , dans un avis au lecteur , cite MM. Boutier et Etienne , propriétaires à Solgne , près de Buchy , tous deux agriculteurs distingués , comme l'ayant aidé dans son travail. Il ajoute : « J'ai beaucoup d'autres ouvrages en diverses langues sur la même matière. Je ne considère ces livres que comme un dépôt dont je suis comptable à mes concitoyens et je m'engage bien volontiers à rendre public ce qu'ils contiennent d'utile , si celui-ci produit les bons effets que j'espère. »

Distract de ses paisibles occupations par le régime de terreur , par des chagrins domestiques et par de nombreux travaux législatifs , M. de Marbois a négligé jusqu'à près

de mettre au jour les matériaux intéressans qu'il avait amassés dans sa jeunesse.

XII. *Mémoire en faveur d'Élisa Moore, épouse de M. Barbé de Marbois,*

Aux citoyens administrateurs du département de la Moselle. Brochure in-4.^o de 20 pages. Metz, veuve Antoine et fils, imprimeurs. Sans millésime, (1793).

XIII. *Rapport sur les finances de la commune de Metz,* fait au conseil général, par le citoyen Maire, dans la séance du 27 germinal an III de la république française, une et indivisible, (16 avril 1795). Brochure in-4.^o de 22 pages, *signée Barbé, maire.* Metz, Antoine, imprimeur de la municipalité.

XIV. *Compte rendu par le conseil général de la commune de Metz, de l'administration des caisses municipales,* depuis le 7 pluviôse an III, (26 janvier 1795), jusqu'au 1.^{er} vendémiaire an 4, (23 septembre 1795), brochure in-4.^o de 20 pages, *signée Adam, secrétaire.* Metz, Antoine, imprimeur.

M. Barbé de Marbois était encore maire de Metz. On lui doit ce rapport, remarquable par les intentions droites, la sagacité et les connaissances administratives qui l'ont dicté.

XV. *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue, ou examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir ; terminées par l'exposé rapide d'un plan d'organisation propre à lui rendre son ancienne splendeur,* 1796, in-8.^o

XVI. *Mémoire sur les finances,* 1797, in-4.^o, 4 fr.

XVII. *Recueil de pièces sur les finances de Saint-Domingue,*..... in-4.^o

XVIII. *État de la partie espagnole de Saint-Domingue.*..... 3 vol. in-8.^o

XIX. *Éloge du citoyen Dufresne, conseiller d'état,*

directeur général du trésor public. Paris, de l'imprimerie de la république, an X, (1802), brochure in-8.^o

XX. *Complot d'Arnould et de sir Henri Clinton, contre les États-Unis d'Amérique, et contre le général Washington,* septembre 1780. Paris, Didot l'aîné, 1816, in-8.^o, avec une carte et deux portraits, 5 fr.

M. de Marbois, écrivant sur les lieux, possédant tous les moyens de constater la vérité, et n'ayant que l'ambition de la mettre au jour, à su développer dans cet ouvrage un grand intérêt dramatique qu'on chercherait vainement dans le romancier Vertot et l'amplificateur Saint-Réal, qu'on cite cependant encore pour modèles dans les collèges, tant la routine a de puissance sur l'esprit du vulgaire.

XXI. *De la Guiane, de son état physique, de son agriculture, de son régime intérieur, et du projet de la peupler avec des laboureurs européens.* Paris. Trouvé, 1822, in-8.^o, 3 fr.

XXII. *Rapport sur l'état actuel des prisons dans les départemens du Calvados, de l'Eure, de la Manche et de la Seine-Inférieure, et de la maison de correction de Gaillon,* octobre 1823. Paris, imprimerie de F. Didot, 1824, in-4.^o, 2 fr.

Cet écrit a été tiré en un petit nombre d'exemplaires.

XXIII. *Rapport sur l'amélioration des prisons, fait le 24 juin 1825.* In-8.^o de 12 pages. On le trouve aussi dans la revue encyclopédique.

XXIV. *Rapport remis à M. le Dauphin, par un membre de la Société royale, pour l'amélioration des prisons, suivi du Rapport du Conseil de salubrité sur la construction des latrines publiques.* Imprimé par ordre du conseil général de la Société royale des prisons. In-4.^o. Bachelier, libraire. 1825.

Ce rapport, très-intéressant, avait pour but principal d'attirer l'attention du gouvernement sur les funestes résultats de

Inspection de P¹ dans les prisons, et sur l'usage avantageux des *Fourneaux d'appel*, dont M. de Marbois avait déjà ordonné la construction dans la maison de détention de Gaillon.

XXV. *Observations sur les votes de quarante-un conseils-généraux de départemens, concernant la déportation des forçats libérés*, présentées à M. le Dauphin, par un membre de la Société royale, pour l'amélioration des prisons (M. le marquis de Barbé-Marbois). In-4.^o de 76 pages, de l'Imprimerie royale. 2.^o édition. A. Sautet et comp.^{ie} In-8.^o Prix : 8 fr.

L'auteur de cet ouvrage s'attache à y démontrer l'impossibilité où l'on est de remplacer les bagnes par la déportation dans une colonie, et comme les auteurs des théories concernant un nouveau système pénal s'appuient sans cesse sur l'exemple de l'Angleterre, M. de Marbois va précisément prouver ses objections dans les documens officiels imprimés à Londres, par ordre de la chambre des communes, en 1822, 1823 et 1827. Il prouve que Botany-Bay ne doit pas sa prospérité aux condamnés qui y ont été envoyés, et qu'au contraire c'est le mélange de ces malfaiteurs avec d'autres colons, qui pendant trente années a donné lieu à une infinité de désordres. Il établit ensuite en principes que la déportation retient hors du pays les coupables repentans, et y laisse revenir les criminels endurcis, et termine par l'examen des moyens de diminuer le nombre des crimes.

XXVI. *Histoire de la Louisiane et de la cession que la France a faite de cette colonie aux Etats-Unis de l'Amérique septentrionale*; par M. Barbé-Marbois. Ouvrage dédié au Dauphin. In-8.^o avec carte; Paris, 1828.

Personne ne pouvait mieux que M. de Marbois faire connaître en détail cette négociation que Napoléon, alors premier consul, jugea avec raison devoir être fort-utile à la France, tant à cause des grands intérêts qui se trouveraient

Marchant s'établit à Metz le chef des amis de la vraie liberté. Chaque soir, il lisait à la tribune de la société populaire le journal de Fréron et les communications fréquentes qu'il recevait des thermidoriens. Il fit chanter le Réveil du Peuple à la comédie, et briser les bustes de Marat et de Châlier, que l'autorité avait fait placer entre les deux colonnes d'avant-scène, de l'existence desquelles on peut encore se souvenir.

Le député Génevois vint à Metz avec un pouvoir supérieur, pour mettre les autorités en harmonie avec la nouvelle direction des affaires publiques. Il avait opéré le 14 frimaire à Nancy, mais, trop environné Metz, il allait quitter cette ville sans avoir fait aucun acte, et croyant n'avoir rien à faire. Dans cette grave circonstance, Périn, le Tribun, et Guelle, notaire qui avaient été dénoncés par les jacobins, et conduits jusqu'à Verdun, pour être transférés à Paris, où l'échafaud les attendait, n'osant pas dénoncer les hommes sanguinaires qui, depuis 20 mois, faisaient trembler notre ville, allèrent trouver M. Marchant, qui s'en chargea. Il obtint audience de Génevois, et se trouva chez lui en même temps que Barthelemy, le maire, qu'il prit témoin des vérités qu'il proclama. Génevois, étonné hésitait d'y ajouter foi ; M. Marchant, pour achever de le convaincre, regardant d'ailleurs la clandestinité comme peu digne d'un homme d'honneur, offrit de dénoncer dès le lendemain, à la tribune de l'assemblée populaire toutes les infamies dont il venait de présenter le tableau. Génevois y consentit, et, s'étant revêtu d'un manteau, il se rendit, ainsi déguisé, aux tribunes, pour mieux juger de l'effet qu'allait produire la harangue de

M. Marchant. Plus de douze cents citoyens placés dans les tribunes, accueillirent l'orateur par des transports d'enthousiasme, et se pressèrent sur son passage pour le garantir du mauvais parti qu'auraient pu lui faire les jacobins assemblés dans l'enceinte. Au lieu de sortir par le passage affecté aux membres de la société, il suivit les citoyens paisibles qui remplissaient les tribunes publiques. Dès-lors, tout fut terminé; les changemens proposés par M. Marchant eurent lieu. Il ne demanda rien pour lui, ni pour MM. Périn et Guelle, qui espéraient être nommés, le premier, président du tribunal criminel, et le second, président du département. L'intention de M. Marchant fut de les punir de leur timidité. Afin de savoir si ces mesures étaient agréées du peuple, notre concitoyen proposa à Gênois de le convoquer dans la salle du spectacle, et de lui lire les noms des nouveaux magistrats. Chacun d'eux fut accueilli avec acclamation. Au nom seul de M. Stourm, présenté comme président du tribunal criminel, s'élevèrent quelques murmures, parce qu'il était parent d'émigré (beau-frère du savant Villers, de Boulay, membre de l'Institut). C'était alors un empêchement légal.

Après ces communications, les Messins se portèrent en foule sur les pas de Gênois, lui marquèrent leur gratitude par des acclamations répétées, et le reconduisirent jusque chez lui.

Il suffirait, pour apprécier l'acte de dévouement patriotique de M. Marchant, dans cette occasion, de rappeler ici que le nouveau maire de Metz fut notre illustre concitoyen M. le marquis Barbé de Marbois; qu'au lieu de Delattre, Rolland, Altmayer, Aix, Richard,

Arnould, médecin, Viville (voyez l'art. de ce dernier), et de plusieurs jacobins non moins fervens, on vit apparaître Pécheur, Trotyanne, Pyrot, Lambert, Gougeon, Leclerc, Rousselot, frère du maréchal de camp, Gérardin, négociant, le baron de Guillemin, Pacquin, ancien maire, de Wendel, Hollande de Colmy, Baudesson, Geoffroy, aujourd'hui conseiller à la cour, de Brazy, Røderer jeune, Duhaut d'Ars, etc., et d'autres personnes modérées, dignes en tout d'aider à fermer les plaies qui saignaient depuis si longtems.

M. Marchant, agissant toujours d'après ses principes, a provoqué la scission de l'assemblée électorale de l'an VII, dirigée par le jacobinisme qui avait repris le dessus; mais l'élu du collège scissionnaire, M. Cherrier des Vosges, inspecteur des postes, fut repoussé par la chambre, sur le rapport du député Giral (voir le Moniteur du tems). Cependant, la vérité exige que je rappelle ici que le Gouvernement (c'était alors le Directoire exécutif) était d'accord avec l'assemblée scissionnaire, ce qui explique la présence de M. Viville parmi les électeurs scissionnaires, car personne n'ignore la propension qu'il a toujours eue à se ranger du côté du Gouvernement, quel il ait pu être.

Ce collège scissionnaire, qui eût été la véritable assemblée si M. Purnot, excellent homme du reste, mais faible, avait consenti à en faire partie, car il eût entraîné plus de 20 membres, obtint toutefois une tardive et bien singulière justice. Car M. Cherrier fut seul choisi par le premier consul pour représenter le département de la Moselle à la chambre des députés.

M. Marchant, étant lié d'une ancienne amitié avec le

délégué des consuls , M. Delpierre ; second président de la cour royale des comptes , eut encore le bonheur de donner des renseignemens utiles et surtout vrais à ce fonctionnaire , qui était chargé de préparer le personnel de l'organisation administrative nouvelle. C'est dans cette circonstance que MM. Colchen , Goussaud , Grand , Pêcheur , etc. , furent présentés comme dignes du choix de l'autorité pour les emplois supérieurs qu'ils ont occupés depuis.

Les renseignemens relatifs à ces dernières coopérations de M. Marchant , ont été puisés dans des pièces originales imprimées et manuscrites qu'un heureux hasard a mises entre nos mains.

Deux remarques se présentent ici d'elles-mêmes ; c'est que je ne sache pas que M. Marchant ait jamais rien demandé pour lui , et que le plus grand nombre des personnes à la fortune desquelles il a contribué , ignorent encore qu'il ait pu leur être utile. Mais , par contre , parmi celles qui ont cru lui devoir leur rentrée dans la vie privée , il en est qui paraissent lui avoir conservé un souvenir passablement haineux , qui n'a pas été , et n'est peut-être pas encore tout-à-fait inhostile.

M. Goussaud ayant été appelé à de nouvelles fonctions , un décret signé au quartier-général de Braunau , le 10 brumaire an XIV , accorda la place de maire à M. Marchant , qui faisait partie du conseil municipal depuis quelques années.

Premier magistrat de l'une des principales villes du royaume , M. Marchant a beaucoup fait pour ses administrés ; il a enrichi Metz de nombreux établissemens utiles et présidé à de notables améliorations. Notre

superbe promenade publique, l'hippodrome de la porte de France, le jardin des plantes, la bibliothèque, les bureaux actuels du mont-de-piété au profit de l'hospice général, la maison de charité, celle des dames de la charité-maternelle, les rues neuves Goussaud, de la Grande-Armée et de l'Esplanade, la création de la compagnie des sapeurs-pompiers datent de l'administration de M. Marchant; mais on regrette de compter au nombre de ses institutions, celle des frères de la doctrine chrétienne, dont l'éducation anti-libérale est loin de convenir aux exigences de l'époque. L'activité d'esprit de notre compatriote devait exécuter encore beaucoup d'autres améliorations, car sur le plan de Metz qu'il présenta en 1810, au ministre de l'intérieur, on remarque les projets d'ouverture de quatorze rues ou places nouvelles, et la continuation du quai Sainte-Marie par les Roches. M. de Montalivet ayant fait de cet objet le rapport le plus favorable, un décret impérial, en date du 15 août de la même année, accorda à M. Marchant des lettres de baron.

Le cadre de cette notice ne me permet pas de parler longuement des actes administratifs de ce magistrat; mais la cité reconnaissante attend de nous que nous rappelions les nombreux arrêtés, monumens de sagesse, de philanthropie et de dévouement, par lesquels M. Marchant a signalé sa marche administrative; nous n'oublierons pas non plus de rendre hommage aux soins touchans dont les prisonniers de guerre Russes et Prussiens ont été les objets, et qui ont mérité à notre compatriote les témoignages d'une haute satisfaction; nous citerons sa

* L'empereur de Russie a fait remettre à M. Marchant, une bague

une résistance lors de la question des gardes d'honneur, le mariage obligé des filles de famille ; les soupes économiques de 1811, dont six à sept mille étaient distribuées chaque jour ; sa remarquable activité pendant le blocus de 1814 ; la protection qu'il ne cessa d'accorder à ses administrés, quelles que fussent leurs opinions ; la belle épisode des fêtes données à la grande armée ; et, à cette occasion nous rapporterons le discours qu'il prononça aux portes de la ville, le 10 septembre 1805, en recevant les braves phalanges qui venaient de s'immortaliser dans les plaines d'Austerlitz de Friedland :

« Messieurs les généraux, officiers et soldats de la grande armée,

« Daignez recevoir de la ville impériale de Metz, de ses magistrats, de ses citoyens, les trois couronnes que j'ai l'honneur de vous offrir en leur nom.

« Celle des triomphateurs : jamais elle ne fut mieux méritée.

« La couronne civique : Si Rome, dans ses beaux jours, en décorait le front de celui qui avait sauvé la vie d'un seul citoyen, elle doit appartenir à chaque soldat de la grande armée. Napoléon : son génie et son armée ont quatre fois sauvé la patrie !

« Celle de l'immortalité : tant de travaux, tant de succès glorieux, tant de victoires éclatantes, ont immortalisé le nom français. Cette couronne est la conquête de l'armée, qu'elle en soit la digne et assurée dépositaire !

« Ce discours fut prononcé avec une voix forte et accompagnée d'un grand prix, et a accompagné ce présent d'une lettre fort honorable.

« Vive l'empereur ! honneur à la grande armée vivent les braves du 9.^e léger !

Le général Bruyère, qui marchait à la tête de ce corps d'avant-garde, a exprimé avec émotion sa reconnaissance et celle de la troupe qu'il commandait ; il a dit qu'elle revoyait avec transport sur les colonnes triomphales qu'on lui avait élevées, les noms des mémorables victoires qu'elle avait remportées sous l'empereur, et que la grande armée ne démentirait jamais la gloire qu'elle avait acquise.

Ces discours ont été suivis des cris mille fois répétés : vive l'empereur, vive la grande armée, vive la 9.^e légèr

« La voix des soldats, dit le journaliste auquel nous empruntons ces détails, se confondait avec la voix des habitans : ce concert unanime de sentimens, ces élans vivement partagés d'enthousiasme et heureusement exprimés par la musique municipale, avaient fait une impression profonde sur les esprits. La joie éclatait sur tous les visages ; chacun croyait retrouver dans les rangs des braves, un frère, un parent, un ami, et les militaires croyaient rentrer au sein de leur famille. »

Devoué à l'empereur comme devait l'être quiconque voyait en lui le principe de la prospérité et de la gloire nationales, M. Marchant manifesta ses sentimens à plusieurs occasions, et se concilia l'estime bienveillante du monarque, qui le regardait comme un de ses fonctionnaires les plus fidèles. Il serait peut-être fastidieux de suivre l'ancien maire de Metz dans les nombreuses démarches qu'il fit près de Napoléon, et dans l'ordonnance des fêtes magnifiques qu'il prépara en diverses circonstances, soit pour l'avantage d'une ville qui l

t toujours chère, soit pour donner des preuves d'attachement à la dynastie régnante; cependant, il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'au mois de janvier 1806, se rendit à Strasbourg avec MM. Menusier et Colmy, membres du corps municipal, et Lamy, officier de la garde d'honneur, pour présenter au vainqueur d'Ansterlitz l'hommage des sentimens de reconnaissance, d'admiration et de respect des Messins. L'empereur fit à

Marchant le plus gracieux accueil et lui parla de tout ce qui pouvait intéresser ses administrés. Parmi nombreuses et brillantes illuminations particulières eurent lieu dans différens quartiers de la ville de Strasbourg, on remarqua celle de l'hôtel garni où logeait la députation de Metz, qui offrait en transparent l'inscription latine : « *Vivat imperator invictissimus Napoleo ! Illarum amor et delicia, vivat in æternum !* » Et à côté, l'inscription française : « Un pareil jour ferait le bonheur de la ville de Metz. » Ce jour n'était pas fort signalé, car le 26 septembre suivant, Napoléon fit son entrée dans une cité qui avait été témoin de sa jeunesse. Le maire et le corps municipal s'étant portés à sa rencontre, M. Marchant s'exprima en ces termes :

« J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté impériale et royale les clefs d'une ville dont tous les citoyens honorent d'être comptés parmi les plus fidèles sujets de Votre Majesté.

« La ville de Metz, Sire, n'a jamais ouvert ses portes à l'ennemi de son prince. Elle a présenté ses clefs à Charlemagne et au bon Henri, elle a le bonheur de les offrir à Votre Majesté, mais elle a su les refuser à Charles-Quint.

« Nous supplions Votre Majesté de vouloir bien agréer l'hommage de notre profond respect et de notre constante et inviolable fidélité. »

Napoléon répondit :

« Je suis sensible aux sentimens que me témoigne la ville de Metz; et, dans des circonstances imprévues, je compterai plus sur la bravoure et le zèle de ses habitans, que sur la force de ses remparts. »

Les décorations de chevalier et d'officier de la Légion d'Honneur, accordées à M. Marchant à une époque où elles n'étaient point prodiguées comme aujourd'hui, sont deux témoignages de la satisfaction impériale et du désir qu'avait le monarque d'honorer Metz dans la personne de son premier magistrat. Notre concitoyen éprouva bien d'autres fois encore la bienveillance de l'empereur; il obtint, pour la ville, beaucoup de bâtimens qui appartenaient à l'administration militaire, et put, par ce concours officieux du chef de l'état, opérer, à très-peu de frais, de grandes améliorations. On était tellement sûr de la fidélité et du dévouement du maire de Metz, qu'en mois de mars 1814, lorsque Napoléon défendait pied à pied le territoire français, Alexandre Berthier écrivit, par ordre de l'empereur, à M. Marchant, sous la date du 23 mars, de faire soulever les campagnes pour attaquer les derrières de l'ennemi. Cette lettre, dont j'ai sous les yeux la copie imprimée, fut apportée ici par un courrier qui la cacha dans le talon d'une de ses bottes. M. Marchant l'ayant communiquée à l'autorité militaire et au préfet, déclara qu'il ne voulait point obéir aux ordres qui lui étaient prescrits, dans la crainte d'attirer sur la province des malheurs que rendait imminens

est désespéré du gouvernement impérial, et persista dans cette résolution. Nous laissons au lecteur le soin d'apprécier la conduite de M. Marchant, devenue d'autant plus obligée, qu'il manquait des moyens d'exécution, et nous croyons devoir rapporter ici le texte même de la lettre du vice-connétable major-général :

« De Plécy, près Longchamps, le 23 mars 1814.

« Monsieur le Maire de la ville de Metz, l'Empereur nous a ordonné d'aller, avec son armée, sur les derrières de l'ennemi. **MAJESTÉ** me charge de vous faire connaître que le moment est arrivé de se lever en masse, de sonner le tocsin, d'arrêter partout les commandans de place et les officiers des guerres ennemis, de tomber sur les convois, de saisir les magasins et les réserves de l'ennemi. Faites publier sur-le-champ ces ordres dans toutes les communes de la troisième division militaire. Le prince vice-connétable, major-général. Signé ALEXANDRE. » Cette pièce historique nous semble propre à porter une lumière nouvelle sur les espérances que pouvait offrir Napoléon, au 23 mars 1814.

Quelques jours après, M. de Vaublanc, qui voulait sans doute faire oublier d'un trait de plume sa servile adhésion aux volontés de Napoléon, ayant placardé une proclamation inopportune qui souleva d'indignation les Messins, la garnison et surtout les élèves de l'école d'artillerie et du génie; M. Marchant, pour ramener le calme, fit imprimer la proclamation suivante :

« Le maire de la ville de Metz, aux citoyens.

« L'empereur Napoléon, voulant éviter les malheurs d'une guerre civile, vient d'abdiquer volontairement, en attendant aux actes du sénat relatifs au changement qui

s'opère dans le gouvernement. Il a accepté pour retraite l'île d'Elbe avec un traitement qu'il a lui-même déterminé.

« Nous ne pouvons empêcher que ces événements aient eu lieu. Oublions le passé, mais souvenons-nous de la gloire française; soyons fidèles à la patrie, toujours unis et confians dans l'avenir.

« Laissons rédiger la constitution libre qui doit consoler la France. Préparons-nous à servir le nouveau souverain avec une fidélité égale à celle que nous avons conservée jusqu'au dernier moment à celui qui ne restera dans notre mémoire que parce que son nom est inséparable de la gloire nationale.

« Jeunes gens, laissez-vous guider par ceux qui vous ont précédé dans la carrière. Si la gloire trop brillante des armes a tant de charmes pour vos jeunes cœurs, croyez que les biens de la paix et le bonheur des familles sont d'un bien plus grand prix.

« Ouvrez les pages de l'histoire : parmi les vertus des princes, leur bonté et leur amour pour leurs peuples sont seules écrites en caractères d'or. C'est surtout de la bonté que la postérité tient compte aux souverains. A 30 ans, on ne lit plus l'histoire des batailles; on laisse Alexandre et Charles XII, mais on aime à s'attendrir en lisant les règnes heureux d'Antonin et de Marc-Aurèle; à rapprocher de ces grands hommes Saint-Louis, Louis XII et Henri IV; Henri IV, qui réunit à l'héroïsme militaire toutes les vertus des grands princes, sera le modèle de nos rois : *Il sut vaincre et se faire aimer.*

« Le prince français que nos vœux rappellent, est le petit-fils de Henri : quel plus heureux augure pourrait

préparer nos cœurs aux grands événemens qui vont se succéder?

« A Metz, le 12 avril 1814.

« Le Baron MARCHANT.

« P. S. LL. EE. les maréchaux : Marmont, duc de Raguse, Le Febvre, duc de Dantzick, Oudinot, duc de Reggio, Macdonald, duc de Tarente, Mortier, duc de Treviso, Kellermann, duc de Valmy, Ney, prince de la Moskowa, Victor, duc de Bellune, Serrurier, gouverneur des Invalides, Jourdan, ont adhéré aux actes du sénat et ont à Paris.

« S. Exc. le maréchal Soult a conclu un arrangement avec l'armée anglaise de Wellington.

« S. A. le prince Eugène a conclu sa paix particulière. Ainsi, l'on peut considérer aujourd'hui la France comme étant en paix avec les puissances alliées. »

Ces avis sages produisirent l'effet désiré; tout rentra dans l'ordre, et plusieurs officiers vinrent remercier M. Marchant des paroles de paix qu'il avait fait entendre. Nous observerons une chose à laquelle un lecteur préoccupé pourrait ne pas prendre garde; c'est que ce fut le 12 avril, date de la proclamation, à une distance de 80 toises, que Napoléon signa l'abdication annoncée par le maire de Metz, comme effectuée.

Un mois après, jour pour jour, M. Marchant, président d'une députation composée de MM. de Beausire, danoine, Bizot du Coudray, colonel, de Jobal de Lue, alors maréchal de camp, de Cherisey, maréchal de camp, Bouchotte, ancien commissaire ordonnateur, le baron de Cosson, général de brigade, fut admis à l'honneur d'offrir à Louis XVIII les hommages de

la ville de Metz. Il l'aborda en lui présentant l'édit de Henri IV, qui confirme les droits, privilèges, franchises et immunités de la ville et cité de Metz dans lequel ce bon prince avoue *qu'à jamais sa couronne demeurera redevable à cet Etat, et de la conservation et restauration d'icelle*, etc. L'idée de M. M. chant avait été fort heureuse; son discours ne con pas moins à la circonstance.

« Sire,

« La ville de Metz nous a confié l'honorable mission de déposer au pied du trône de Votre Majesté le tribut du profond respect, de l'amour et de la fidélité de ses habitans.

« Nous venons, Sire, joindre nos voix au concert d'acclamations qui signalent à la France consolée bientôt heureuse, le retour de l'auguste Famille de nos rois.

« Nous venons remercier Votre Majesté de ce qu'elle a conservé à ses sujets le cœur d'un père, la tendre affection de son aïeul Henri.

« Sire, Henri IV aimait la ville de Metz; ce grand prince a daigné accorder aux services de nos pères la plus noble récompense. Nous nous présentons devant Votre Majesté ce titre d'honneur à la main, dans une ferme confiance que le petit-fils de notre immortel protecteur compte aujourd'hui sur les enfans, comme Henri comptait sur leurs pères.

« Que Votre Majesté, Sire, daigne agréer nos vœux pour son entière satisfaction. »

« J'ai entendu avec satisfaction, répondit le Roi, l'expression de vos sentimens. J'en ai reçu des preuves.

touchantes, il y a trente ans, pour pouvoir les lier. »

Il fut pendant le séjour que M. Marchant fit à Paris le conseil municipal de Metz, voulant se rendre interprète de la reconnaissance générale envers le maire, et lui exprimer combien on lui savait gré de sa conduite dans les circonstances difficiles qui venaient de se présenter, lui vota le don d'un service en vermeil du prix de 1,600 francs, timbré des armes de la ville.

M. de Vaublanc qui, peut-être, aurait préféré que ce présent lui fût adressé, s'opposa au vœu du conseil municipal soumis au ministre de l'intérieur, qui désapprouva les intentions de la ville. Mais le conseil municipal pouvait-il voter quelque marque de sa reconnaissance envers le préfet du département dans cette circonstance ? Il est bien qu'atteint d'un typhus adynamique dès le jour de son arrivée à Metz du premier convoi de malades, ce magistrat n'a pu donner aucune preuve effective du désir qu'il avait d'être utile à notre bonne ville.

Cette curieuse affaire, dont j'ai les pièces manuscrites sous les yeux, fut terminée d'une manière plaisante et à l'honneur de M. Marchant. M. de Vaublanc n'ayant rien fait, dans sa maladie, d'autres conseils que ceux de son compatriote, voulut lui en témoigner sa reconnaissance. M.^{me} de Vaublanc lui écrivit à cette occasion une lettre charmante, qu'accompagnait le cadeau d'un service en argent. M. Marchant chargea l'envoyé de ses remerciemens à M.^{me} de Vaublanc, et de lui dire qu'il conservait sa lettre, mais qu'il refusait le cadeau, M. de Vaublanc ne pouvant ignorer qu'il était interdit au maire de Metz de se servir d'argenterie.

M. Marchant continua d'administrer la ville de Metz de manière à se concilier l'estime de ses concitoyens, et fit à S. A. R. le duc de Berri une réception magnifique, qui lui mérita l'entière confiance de ce prince.

Je me permettrai de rapporter la proclamation qu'il publia dans cette circonstance :

« Citoyens de Metz !

« Vous allez jouir d'un bonheur dont vous êtes dignes , puisque vous en connaissez tout le prix.

« Un descendant de saint Louis, un petit-fils de notre immortel protecteur Henri IV, le neveu de notre Roi, S. A. R. M.^{gr} le duc de Berri, est attendu dans nos murs.

« Après vingt-quatre ans de guerre et de malheurs, qu'il est doux, qu'il est consolant pour des cœurs français de se retrouver sous l'égide tutélaire de l'auguste famille de nos rois !

« Avec le bon Roi revient la paix parée de tous ses charmes : la paix, qui avait fui de la France, qui semblait l'avoir abandonnée pour toujours , y rentre avec le Roi ! elle seule forme tout son cortège, et le monde entier se réconcilie au moment où Louis-le-Désiré touche le sol de la patrie.

« Citoyens de Metz, nous n'avons pas été les derniers à bien juger des grands événemens par lesquels la providence a mis fin aux affreuses calamités qui désolaient l'Europe. L'on accuse nos têtes d'être froides : certes, nos cœurs sont bien différens. Responsables à la France entière de la conservation et de l'honneur de nos remparts, le drapeau blanc a flotté sur nos tours dès qu'il s'est agi des Bourbons, mais nos portes n'ont dû s'ouvrir qu'au Roi.

« Messins , je ne vous rappellerai pas tout ce que nous devons à l'auguste race de nos rois ; leurs bienfaits, bienveillance qu'avait pour nous Henri IV , seront toujours présents à notre mémoire : pourrions-nous jamais oublier que ce grand Prince, voulant faire cesser les alarmes de nos pères, n'a pas dédaigné de nous apporter lui-même ses royales consolations ?

« Citoyens de Metz, magistrats, guerriers, femmes, sans, réunissons-nous tous ; qu'une seule pensée nous anime, qu'un seul devoir nous occupe ! portons-nous tous au-devant du Prince dont nos vœux pressent l'arrivée ; entourons Son Altesse Royale : que la population entière l'accompagne et suive ses pas !

« Vive le Roi ! vive Son Altesse Royale !

« Metz, le 26 septembre 1814.

« Signé le baron MARCHAND, maire. »

Le prince, voulant témoigner au maire de Metz toute satisfaction, fit en sa faveur, et par le télégraphe, la demande du titre de commandant de la Légion-d'Honneur. Elle était accompagnée de celle du grade de grand-officier pour le préfet. Cette dernière demande fut seule accordée, les ennemis du maire, qui l'accablèrent en 1816, avaient commencé d'ourdir leur trame honteuse, les bons effets de l'acte de justice d'un fils de France furent anéantis.

Dès qu'on eut appris que Bonaparte, débarqué à Cannes avec une poignée de braves, marchait sur Paris, M. Marchand devint l'un des signataires d'une adresse où l'administration civile renouvelait ses sermens de fidélité, et le 19, au soir, on le vit à cheval proclamer et se faire lui-même, aux flambeaux, sur les places publiques,

la déclaration de toutes les puissances réunies au congrès de Vienne, par laquelle Bonaparte était proclamé l'ennemi commun de l'Europe. Il crut devoir en donner une dernière lecture à la salle du spectacle. Quelques jours auparavant, M. Marchant avait fait afficher une proclamation qui mérite d'être citée pour sa forme originale :

« J'ai entendu faire la question suivante : mais pourquoi le maire, qui nous fait toujours des proclamations dans les cas extraordinaires, n'en a-t-il pas fait à l'occasion du débarquement de Cannes?—Pourquoi, citoyens? voici ma réponse : je suis fondé à penser qu'il n'existe point à Metz d'âmes assez viles, d'esprits assez obtus, de cœurs assez corrompus pour faire des vœux en faveur du retour du gouvernement abhorré, si heureusement détruit par le retour de notre bon roi. Je crois qu'aucun messin n'est assez poltron pour avoir peur du général de Cannes et de son armée. . . . de onze cents hommes. Je ne dois donc pas vous dire : soyez calmes! vous êtes calmes; n'ayez aucune inquiétude! vous n'en avez point. Je vous dirai bien moins encore : restez fidèles au roi! en douter un instant, serait vous faire la plus cruelle injure. »

Un dévouement manifesté de cette manière mit notre concitoyen dans une singulière position, lorsqu'entraîné par l'élan général qui accueillit à Metz le retour de Napoléon, il dut se soumettre à l'autorité de fait. Un grand banquet militaire eut lieu à la salle Serpenoise. Des santés furent distribuées par billets séparés, et préparés par les commissaires de la fête. Celle de l'empereur fut de droit portée par le lieutenant-général; le président de la cour royale, M. de Gartempe, reçut la seconde, celle de l'impératrice et du roi de Rome; et

Ladoucetti préfet, celle de l'armée et des braves des nationaux. Sur le billet remis au maire était écrit : *x braves de Pile d'Elbe!* Cette santé fut portée à son ug, et, comme chacun des proposans avait ajouté à ce toast une phrase en rapport avec le sujet, M. Marchant s'est exprimé de cette manière : *Aux braves de Pile d'Elbe! plus heureux que nous, ils ont pu rester fidèles à leur prince qu'ils aimaient, et que l'Europe leur avait rendu. Ils étaient d'ailleurs séparés des Bourbons par la mer.*

Le génie du mal ayant, ainsi que la sottise qui souvent l'accompagne, sa manière d'interpréter, cette phrase eut le motif d'une grave accusation.

M. de Gérando, venu à Metz quelques jours après, en qualité de commissaire du gouvernement, n'alla point voir M. Marchant, et voulut faire accepter la place de maire à M. Bouchotte, qui la refusa par délicatesse. M. Marchant ayant remis sa démission entre les mains de M. Ladoucette, M. Chedeaux lui succéda, mais sa gestion fut de courte durée.

A la chute de Napoléon, M. Marchant quitte la campagne où il s'était retiré, revient à Metz, et, après avoir fait placarder l'ordonnance royale qui ordonnait à tous les fonctionnaires du 20 mars, de reprendre leur activité, et à ceux qui leur avaient été substitués, de se retirer; il se rend à la Maison commune pour obéir à l'ordonnance. Il écrit, en même tems, aux personnes qui étaient en place avant les 100 jours, de rentrer dans leur ancien poste. Une agitation extrême s'empare des esprits. M. Chedeaux dénonce l'acte de M. Marchant au préfet, qui vint chez le gouverneur Miollis, réclamer son assistance

contre M. Marchant. Le général Miollis donne l'ordre l'arrêter. M. Marchant, prévenu par un ami, va trouver Miollis, qui l'engage à la modération et à la retraite s'y soumet, pour éviter de faire naître une occasion trouble, à condition que M. Chedeaux ne restera pas en place, et que le premier adjoint, nommé par le conseil conservé dans les 100 jours, prendra les rênes de l'administration municipale, jusqu'à ce qu'on ait reçu de nouvelles de Paris *. Cette condition ne fut pas remplie de la part du gouverneur.

M. de Bondy, préfet de la Moselle, ne crut pas que M. Marchant eut besoin d'une nouvelle nomination d'une installation, et ne put qu'approuver le refus de M. Marchant de se rendre à l'Hôtel-de-Ville, pour y recevoir la charpe des mains de M. Chedeaux, qui lui en avait l'invitation.

M. Marchant continua à remplir les fonctions de maire avec un zèle soutenu. Il tâchait, par les moyens les plus conciliateurs, de ramener, sous la bannière royale, les personnes qui avaient à regretter des emplois ou des grades, etc. Souvent il en est des maladies morales comme de certaines affections physiques, que le temps seul peut guérir. Il venait, en décembre 1815, recevoir de S. Exc. le ministre de l'intérieur, alors le comte de Vaublanc, une lettre affectueuse et remplie des plus honorables témoignages de satisfaction. Mais le 16 janvier 1816, le ministre lui demanda sa démission.

On lit, dans la lettre du ministre, cette singulière

* Cet adjoint était M. Bouchotte, ancien commissaire-ordonnateur des guerres, frère du ministre.

base : « *Du moment qu'il vous est démontré que vous ne pouvez conserver cette place sans exposer votre ville à plus grands malheurs , vous ne pouvez la garder.* »

La réponse de M. Marchant ne se fit pas attendre. Mais la seconde lettre du ministre lui permit de rester, en évitant la nouvelle direction des affaires. La seconde lettre du maire de Metz fut, qu'il ne pouvait continuer ses fonctions à des conditions qu'il jugeait contraires aux intérêts de la France, comme à la satisfaction personnelle du roi ; et la démission fut envoyée. Ce fut le 7 février 1816 qu'eut lieu l'installation de M. de Turmel, son successeur. Après la lecture de l'ordonnance du roi, faite en présence du corps et du conseil municipal, M. Marchant a pris la parole en ces termes :

« Messieurs, je n'avais repris les fonctions de maire de la ville de Metz, que par obéissance aux ordres de Sa Majesté, dans l'intérêt de son service et par attachement pour les messins, quand des peines diverses et le délabrement de ma santé me commandaient le repos.

« Maintenant, Messieurs, que notre bonne ville jouit de la plus heureuse tranquillité, d'une entière sécurité, et que ses habitans suivent loyalement la ligne du devoir, j'ai cru pouvoir solliciter l'agrément du roi pour cesser mes fonctions administratives et m'occuper des intérêts de ma famille.

« Et c'est avec un plaisir égal au mien que vous avez appris, Messieurs, que M. de Turmel a été choisi par Sa Majesté pour remplir les fonctions de maire de la bonne ville de Metz. Il suffit de nommer M. de Turmel pour en faire l'éloge. Fils d'un de nos plus respectables

citoyens, il est aussi neveu de mon prédécesseur, M. de Goussaud, à l'amitié et aux conseils duquel j'ai dû d'oser accepter une charge dont il ne m'a pas dissimulé les difficultés de diverses natures : et, en effet, Messieurs, il y en a rencontré, que certes il devait moins craindre que personne.

« Le choix de M. Blin-de-Mutrel, connu par des services éminens rendus dans la carrière de l'administration supérieure militaire, de M. Henriet, son ancien collègue et le nôtre, et de M. Huyn de Vernéville, vous a aussi démontré, Messieurs, avec quel soin, avec quelle sagesse le ministre du roi, notre ancien préfet (M. de Vaublanc), a su découvrir et présenter à Sa Majesté un choix de personnes dont les lumières et la considération acquise ne nous laissent aucun regret, comme elles font naître l'espoir le plus consolant dans tous les cœurs dévoués au roi et à la patrie.

« Je remercie les messins en vos personnes, Messieurs, de dix années d'attachement et de confiance.

« Messieurs, en vous quittant, j'éprouve toutefois une bien vive satisfaction de l'entier et respectueux dévouement des messins au meilleur des rois, digne héritier de l'amour que leur portait son auguste aïeul, notre révérend protecteur Henri IV. Les hautes vertus et l'intarisable bonté de notre roi, sont les sûrs garans du retour de la félicité publique.

« Messieurs, permettez que je vous adresse la parole comme représentant tous nos concitoyens :

« Bons, braves et sages messins de toutes les classes et de toutes les conditions, sans exception aucune, recevez mes adieux ; tous mes vœux sont pour votre bonheur. »

M. de Turmel a répondu par un discours convenable, dont nous citerons l'exorde :

« Messieurs, vous serez sans doute étonnés avec le public, qu'ayant porté les armes dès ma plus grande jeunesse, j'ose aujourd'hui commencer une carrière administrative à laquelle je suis entièrement étranger, et surtout succéder à un magistrat qui déploya, dans son administration, de grands talens, et sut y joindre un caractère ferme et soutenu.

« Nous n'oublierons jamais les sages mesures qu'il prit dans les tems malheureux qui viennent de s'écouler, et avec quel courage il soutint les intérêts de la ville; la reconnaissance publique lui sera toujours une récompense bien flatteuse de ses longs travaux. »
Après ce discours, M. de Turmel a prêté, en présence du conseil, entre les mains de M. Marchant, le serment de fidélité au roi et d'obéissance aux lois du royaume, et a été installé au moment même.

Toutefois le ministre, qui ne pouvait se dissimuler l'injustice de la mesure qui frappait M. Marchant, voulut l'indemniser en demandant au roi, pour *récompense les éminens services qu'il avait rendus à la ville de Metz*, la décoration de l'ordre de Saint-Michel.

Quelques jours après, notre compatriote se vit appliquer, comme médecin militaire, l'ordonnance de retraite à 25 ans, encore bien qu'il n'eût que 24 ans de service, et qu'il fût âgé de moins de 50 ans. Aucun des chefs du service de santé aux armées, n'était encore décoré de l'ordre de Saint-Michel. Pourrait-on voir dans cette circonstance le motif de la mise à la retraite de M. Marchant, quand on conservait à la tête du service de santé

de Metz, M. Gorcy, âgé de plus de 50 ans, et comptant plus de 30 ans de service, etc. ? Notre compatriote ne fit aucune réclamation.

Le conseil municipal de Metz a voté, à diverses reprises, une indemnité annuelle de 4,000 francs en faveur de M. Marchant, ce qui ne fut jamais autorisé. Il a donc employé gratuitement dix années de sa vie aux intérêts de la ville de Metz. Mais la reconnaissance publique était la seule récompense qui fût digne de lui : il la possède.

M. Marchant a présidé, en 1815, le collège électoral de l'arrondissement de Metz, et fut alors présenté à la presque unanimité des suffrages, comme candidat à la chambre des députés. L'arrondissement de Briey lui fit le même honneur. Il eut été probablement élu, si, au lieu de s'en rapporter à la tiédeur de quelques amis, il avait fait les démarches nécessaires pour parvenir à son but, et s'il avait repoussé publiquement les accusations dont un de nos sycophantes politiques, toujours en place, parce qu'il fût toujours servile, le chargea dans une société d'électeurs présidée par M. de Wendel, société à laquelle on le pria vainement de se rendre. En 1819, il présida le conseil général de la société d'assurance mutuelle de Metz contre l'incendie, et rédigea les statuts fondamentaux de cette société. En 1820, à la demande de M. de Serres, son ami, M. Marchant fut nommé conseiller de préfecture à Metz.

M. le comte de Tocqueville était alors préfet de la Moselle, et, quoiqu'il eût éprouvé quelque déplaisir de plusieurs opinions émises au conseil général par M. Marchant ; ce magistrat lui fit l'accueil le plus conve-

ble, encore bien qu'il se fût précédemment opposé à l'élection comme député, et qu'il eût, à cette occasion, fait surgir M. F.-G. Simon pour l'écarter. Nous savons de bonne source que cette substitution a été suggérée à M. de Tocqueville, et par qui ? Nul doute que, dans ces manœuvres honteuses, notre compatriote n'eût honoré le département de la Moselle, en utilisant, dans sa carrière législative, sa rare facilité de parler et d'écrire, tandis que.....!

M. Marchant, marié deux fois, a eu plusieurs enfans. Ses deux fils servent avec distinction, l'un au 2.^e régiment des grenadiers à cheval de la garde royale, et l'autre dans les haras royaux.

Le spirituel élève de sixième au lycée impérial de Metz, qui présenta, le 9 novembre 1809, des ananas à M. le roi de Saxe, séjournant alors dans nos murs, avait un des fils de M. Marchant. Il lui dit :

« Sire, l'ananas est, dans nos jardins, le symbole de la royauté ; son port est plein de majesté ; ses fruits sont parfaits ; ils croissent protégés par une couronne, et la couronne à son tour, sans cesse reproduite par le fruit, assure la perpétuité de la plante. C'est ainsi qu'en Saxe, et dans l'empire de Napoléon, les vertus des princes, unies à l'amour des peuples, sont les sûrs moyens de la félicité publique. »

S. M., charmée des grâces de cet enfant, et flattée de l'éloge délicat qu'il venait de prononcer, l'embrassa avec tendresse, causa longtems familièrement avec lui, et donna, à lui et à son père, des preuves touchantes de sa satisfaction royale.

Il nous reste à considérer M. Marchant comme sa-

(176)

vant et comme littérateur. Nous le ferons d'après l'ordre de dates des ouvrages qu'il a publiés.

OUVRAGES DE M. LE BARON MARCHANT.

I. *Discours prononcé à la société populaire de Metz en faveur de la liberté de la presse.* 13 vendémiaire an 5 — Demi-feuille in-4.^e, chez Lamort, imprimeur.

Cet écrit, fort de principes, a paru dans une grande constance. On demandait à la Convention de mettre des limites à la liberté de la presse. Les meneurs avaient des motifs, mais ils furent repoussés par l'opposition générale qui se manifesta surtout dans les départemens. Le discours de M. Marchant obtint l'assentiment général. Une adresse à la Convention fut rédigée en conséquence. On y remarqua la phrase suivante :

« Pères de la patrie, éloignez de nous les jours d'horreur ! Que l'ombre de Robespierre cesse d'errer autour du sanctuaire de la liberté ! Gardiens des droits de l'homme, vous ne souffrirez pas qu'ils reçoivent cette atteinte mortelle ! vous consacrerez, par une déclaration solennelle, la garantie de la liberté indéfinie de la presse, cette puissante, dernière barrière contre la tyrannie : vous laisserez une âme à la liberté ! »

II. *Lettre de M.** à M. de *****, membre de la chambre pour le département de la *****,*

Sur le système électif le plus convenable à la monarchie française. 26 décembre 1815, brochure in-8.^e de 12 pages. Metz, de l'imprimerie de C. Lamort.

M. Marchant, qui écrit à l'occasion du projet de M. de Vaublanc, alors ministre de l'intérieur, d'abord en principe cette vérité fondamentale, que la propriété foncière, régulatrice suprême du système électif, ne doit être prise pour base de l'éligibilité qu'à

sorte de cautionnement , attendu que la responsabilité a bien peu de poids dans la balance des grands intérêts de l'ordre social.

Dès cette idée , l'auteur croit utile de maintenir les cantons d'arrondissement , en ne leur conférant que le droit de représentation pour la chambre , et celui de nomination pour les membres des conseils d'arrondissement ; mais il s'élève contre la proposition d'établir des collèges cantonnaux qui tendrait à introduire la masse du peuple dans les grands collèges de la représentation. Les collèges électoraux de département lui paraissent nécessaires et sagement institués , ils n'admettent pas exclusivement dans leur composition les notables qui arrivent là par le seul droit de leur propriété foncière , qui ne représentent jamais que le domaine , et dont le défaut de connaissances contraste souvent avec l'honorable mandat qu'ils sont appelés à remplir. M. Marchant démontre ensuite qu'il ne faut rien comprendre à la nécessité de comprimer les collèges. « Il ne faut point de collèges électoraux , dit-il , on ne peut compter sur la légitimité de leurs choix tant qu'ils seront comprimés. Droit d'élection consacré par la charte et compression du corps électoral établis pour l'exercice de ce droit , présentent à mon esprit deux idées que je ne puis accorder entre elles. J'avoue franchement que j'aimerais mieux la monarchie pure et les trois ordres de 1788. »

Dès ces préliminaires , l'auteur , abordant la question du droit d'élection , pose le principe que les Français sont naturellement divisés en cinq grandes classes , dont chacune doit être représentée , savoir : les propriétaires , le clergé , les artistes , les savans , le commerce ; il établit ensuite les droits respectifs de ces sections , et fait ressortir particulièrement ceux de la première classe , qui de fait n'entre plus aujourd'hui qu'en sous-ordre dans la chambre législative :

« Les droits des propriétaires fonciers me paraissent voir être établis sur l'importance de l'industrie agricoles des branches d'utilité générale qui en dépendent de tous les intérêts qui s'y rattachent. J'aime mieux céder sous ce véritable aspect la classe la plus nombreuse et la plus précieuse de la grande famille, que d'esfroidement, avec les partisans d'anciens systèmes trop souvent renouvelés, son degré d'utilité pour l'État, par la valeur du cautionnement moral que peuvent offrir ses taux fonciers. Cette classe a souvent eu à souffrir de l'application vicieuse des principes d'une secte de publicistes au grand détriment de la prospérité publique; elle est si peu si facilement vulnérable, qu'aucun orage politique ne passe sans lui porter atteinte. Ses droits à donner des membres à la chambre, me paraissent bien supérieurs à ceux de toute autre classe; et, tout en prenant les moyens de lui assurer la possibilité d'occuper les trois quarts de l'élection, je crains fortement qu'elle n'en obtienne jamais qu'une moindre part. »

M. Marchant, regardant comme sacrés les droits législatifs du clergé, en fait une section à part. Je ne suis point de cet avis, et peut-être partagerait-il le mien aujourd'hui. Instruits par l'expérience du passé et par les funestes intrusions dont nous sommes journellement les témoins, les Français n'ont plus qu'un vœu, c'est de voir restreindre les attributions des prêtres; l'intérêt commun, celui du peuple, et même de la monarchie, exigent qu'ils rentrent dans la dépendance de l'autorité civile, et qu'au lieu de former une entité sociale en dehors de la civilisation dont ils commandent la marche, ils se trouvent entraînés par cette civilisation et soumis au joug salutaire que la raison publique tôt ou tard leur impose.

M. Marchant propose de réunir les droits d'élection

res à ceux des villes (corps municipaux), privées, la révolution, de presque tous leurs privilèges, et, dans l'exercice d'un tel avantage, mille sources de prospérité nationale.

Des données courtes, claires et judicieuses sur le l'élection des membres par chacune des cinq classes, l'auteur termine en faisant ressortir l'avantage du projet qui appellerait à la chambre assez d'hommes pour que toutes les propositions fussent comprises et débattues. Mais les ministres redouteraient une telle assemblée, devant laquelle ils seraient obligés de fléchir, ne pouvant la corrompre. Nous ferons remarquer que, par une circonstance fort singulière, le système électif de la Bavière a beaucoup de rapports avec le projet de notre patriote, et, ce qui est digne d'attention, que la plus parfaite harmonie règne entre tous les pouvoirs dans ce royaume, où l'opposition n'est pas connue. Mais cet avantage n'est-il le résultat d'un meilleur système politique, ou la conséquence obligée de la sollicitude paternelle et toujours active d'un grand roi ; c'est ce qu'il ne appartient pas de décider.

Des Réunions de Communes formant une seule municipalité, opinion émise au conseil général du département de la Moselle, dans la session de 1818, par M. Marchant, maire de Metz, membre du conseil. Metz, de l'imprimerie de M.^{me} Verronnais, juillet 1818. Brochure in-8.^o 8 pages.

Cet petit écrit, digne d'être lu par ceux qui s'occupent de législation municipale, a pour but de repousser tout projet de former des réunions de communes, attendu que ces réunions, nuisibles à l'intérêt des particuliers, ne peuvent rien concourir à la force de l'État et à une police mieux dirigée.

IV. Rapport fait au Conseil général du départ de la Moselle, sur la destination ultérieure du D^{ép} mendicité de Gorze. Metz, M.^m Verronnais, impr^{im} libraire. 1818. Brochure in-8.^o de 20 pages ; plus ,

1.^o Tableau comparatif, de quinze années, de la d^{ép} de l'Hospice général de la ville de Metz, pour connaître l'énormité des charges qui pèsent sur lui, suite de l'admission des enfans-trouvés devenus inbles, au détriment des vieillards pour lequel il fondé.

2.^o Tableau de la dépense, pendant quinze année service des enfans-trouvés du département de la Mo confié à l'administration civile des hospices de Metz, faire connaître l'excédant de dépense qui résulte l'Hospice général, 1.^o de la disposition réglementair prive de tout secours les enfans-trouvés au-dessus 1 ans, quelle que soit leur situation ; 2.^o du trop bas de la fixation des mois de nourrice.

Ce mémoire est fort intéressant, et par l'objet était destiné à remplir, et par les détails qu'il contient l'origine, la fondation et l'administration des hospices Metz. On voit avec plaisir les chefs de notre républ regarder comme un de leurs premiers devoirs le soulage de l'humanité souffrante et l'exercice de cette charité tributive, où les mains qui donnent ne se font com que par l'ensemble de leurs bienfaits. « Telle était l'auteur, l'importance et la sainteté de l'hôpital Saint colas, que son administration était au rang des devoirs chefs de l'État. Des municipaux, avec la qualité de verneurs de l'hôpital, veillaient constamment à ce que ne s'y introduisit de contraire aux volontés des fondate ils g^{ér}aient les revenus que produisaient ses biens-fon les octrois du souverain. Il serait curieux autant que :

, de prouver que la ville de Metz ait donné l'exemple
apôts sur les consommations, les octrois, et surtout
es impôts, nommés depuis indirects, et qui sont
tre les seuls directs, aient été établis dans l'intérêt des
s. Nos ancêtres avaient apprécié les droits communs
mmes réunis en société : se gouvernant eux-mêmes,
ient reconnu que le pauvre honnête et laborieux,
na à l'âge qui lui enlève ses moyens naturels d'exis-
, a de véritables *droits*, je ne dirai pas aux dons de
rité, ce serait en détruire l'idée, mais au partage de
est nécessaire à la vie. L'établissement d'un impôt
consommation, dont le produit fut proportionné aux
s, était sans doute le mode le plus convenable de les
r au partage, à défaut d'autres moyens suffisans,
e les dotations, les donations, etc.

Le droit, que nos ancêtres ont religieusement protégé
conservant aux honnêtes gens, ils le refusaient aux
, à l'immoralité. Des laderies, des léproseries étaient,
sages dispositions, établies au dehors des murs de la
les infâmes y trouvaient la vie des brutes, et n'infec-
personne.

Il arrivait alors que quelque malheureux enfant fût
ment privé de ses protecteurs naturels, les gouverneurs
pice général devenaient ses tuteurs, l'élevaient, et
avoir conservé un enfant à la patrie, ils rendaient un
n à l'État. Alors encore, Messieurs, on vivait à Metz dans
eureuse ignorance de beaucoup de vices; l'inconduite
eul citoyen était regardée comme un malheur public;
a doit croire que l'exposition des enfans y était in-
ie. Si l'on refusait de croire à de pareils résultats, ne
ait-il pas de faire observer que le gouvernement et
inistration étant confiés aux mêmes mains, toutes les
es s'y réglaient comme en famille. »

L'auteur s'attache à exposer les abus qui s'introduisirent insensiblement dans l'hospice Saint-Nicolas, ce pieux monument des vertus de nos pères ; il les trouve d'abord, dans l'excédant de la population qui lui était impossible d'entretenir, et ensuite dans le sequestre des biens des hospices vendus comme propriété nationale. Les enfans trouvés, amoncelés dans un lieu dont la destination première était un soulagement des vieillards infirmes, s'élevaient, en 1790, au nombre de 1900 ; aussi, jusqu'en 1801, des maux affreux désolèrent-ils l'asile de nos pauvres. Pour obvier autant que possible à un encombrement préjudiciable aux intérêts communs de la classe infirme, M. Marchant proposa « de séparer totalement le service des enfans trouvés, *non orphelins*, de celui des pauvres de la ville, et à voter qu'il soit établi, dans les bâtimens de l'ancien dépôt de mendicité de Gorze, un hospice central d'incurables des enfans trouvés, de père et mère inconnus, pour y être convenablement soignés aux frais du gouvernement à qui ils appartiennent, comme tout objet immobilier, mobilier, mort ou vif qui n'est point réclaté. » Ces conclusions furent adoptées unanimement par le conseil général.

V. *Statuts de la Société anonyme d'Assurances mutuelles contre l'Incendie, pour la ville de Metz.* Brochure in-8.^e d'une feuille d'impression. Metz, Collignon, imprimeur de la ville, sans millésime. (1820.)

L'ensemble et toute l'économie de ces réglemens, devenus les modèles de toutes les assurances du même genre, appartiennent à M. Marchant. Cependant la justice exige que l'on conserve l'idée première de l'institution à M. Anspach, qui a trouvé place dans le premier volume de notre Biographie.

VI. *Société d'Assurance mutuelle et gratuite de Metz.* Réponse à la dernière note officielle de M. Chedeaux.—

André de pouvoirs d'une des compagnies d'assurance à prime. Brochure in-8.^o de 12 pages d'impression. Metz, Lamort, datée du 15 octobre 1819, et signée N.-D. Marchant, membre du conseil général du département de la Moselle, président du conseil de la société mutuelle et gratuite d'assurance contre l'incendie, établie à Metz.

M. Chedeaux, qui écrit souvent *pro domo sua*, devint, en cette circonstance, l'organe de ses co-associés, et voulut démontrer, sous des formes amphibologiques, l'excellence d'une assurance à prime dont il est sociétaire. M. Marchant le réfuta d'une manière victorieuse, et termina sa réponse de la manière suivante :

« La Société d'Assurance mutuelle et *gratuite* de Metz, est une affaire de famille et de pure bienveillance, qui tend à resserrer les liens naturels qui unissent les citoyens d'un même lieu, et à généraliser l'heureuse propension qui porte les âmes généreuses à voler au secours de l'humanité. Dans notre système, le danger d'un seul est à l'instant ressenti et partagé par tous : tous emploient leurs efforts pour amoindrir les effets d'un malheur commun, qui bientôt est réparé, chacun mettant la main à l'œuvre, et tous supportant la perte. L'intérêt général est ici confondu avec l'intérêt personnel par la plus heureuse combinaison sociale ; et tel qui, peut-être, se fût montré insouciant lors du péril de son voisin, est conduit vers lui par la défense de son propre intérêt. L'égoïsme lui-même est utilisé dans notre spéculation.

« L'assurance à prime, toute personnelle, toute lucrative, tend au contraire à détruire, ou du moins à amoindrir l'ensemble d'actions utiles et généreuses dont je viens d'offrir le tableau, et la généralisation de la plus froide apathie est un de ses effets les plus sûrs.

« Quel intérêt en effet pourrions-nous avoir, réveillés

par le son de la cloche d'alarme , à tout quitter pour courir au secours d'une maison menacée d'incendie , *si elle est assurée à Paris ?* Quel besoin est-il de hasarder les risques d'une blessure , d'une esquinancie , d'une pleurésie , ou de toute autre maladie , pour aller travailler à une *diminution* de perte , qui n'est en réalité que l'*augmentation* des bénéfices d'une compagnie *aventureuse* , dont nous ne connaissons pas les membres , et ne savons rien , sinon qu'elle se fait *un revenu de nos malheurs ?* Tout n'est-il pas payé d'avance ?

« Certain donc que le feu ne peut ruiner l'assuré , chacun se recouche et se rendort ; la maison brûle , mais personne n'a été dérangé ni incommodé. Le propriétaire lui-même , *doublement assuré et de sa maison et de son mobilier* , n'a , comme il arrive fréquemment en Angleterre , d'autre soin à prendre que celui de constater qu'il n'a rien emporté que son *bonnet de nuit*. L'accident lui-même ne doit-il pas être regardé comme *heureux* pour les compagnies à prime , intéressées à ce qu'il arrive de temps en temps un PETIT INCENDIE , *pour conserver leur faveur , protéger leur spéculation et justifier leurs profits ?* »

Ces différens opuscules , dictés par un esprit de philanthropie digne d'éloges , mais fondés sur des principes d'intérêts locaux , ou inspirés par des circonstances particulières déjà éloignées de nous , n'auraient point élevé leur auteur à la place qu'il occupe dans le monde savant , s'il ne s'était fait connaître , en même tems , par des dissertations numismatiques écrites avec autant d'esprit que de sagacité. Ces dissertations , publiées depuis 1818 , ont paru séparément. Nous allons en donner la note exacte :

VII. *Mélanges de numismatique et d'histoire , ou Correspondance sur les médailles et monnaies des empereurs d'Orient , des princes croisés d'Asie , des barons français*

publis dans la Grèce, des premiers califes de Damas, etc. — Première monnaie épiscopale, sous les Mérovingiens, seule monnaie d'or légitime d'un évêque français, avec figures, dont 36 de médailles et monnaies inédites du cabinet de l'auteur; par N.-D. Marchant. Paris, F.-J.ournier jeune. 1818. De l'imprimerie de Claude Lamort, à Metz. In-8.° de 122 pages. — Ce volume contient douze lettres.

VIII. *Attribution au jeune Basilisque, fils d'Hormate, de la légende LEO. NOV. CÆSAR, qui se rencontre sur une médaille de bronze de l'empereur Zénon. — Idée du système monétaire des rois goths d'Italie. — Monnaie frappée à Rome sous Odoacre. — Restitution aux rois Baducla et Théias, sous Justinien, des médailles attribuées à des princes inconnus contemporains d'Anastase. A MM. de la société des recherches utiles de la ville de Trèves. (Metz, le 2 novembre 1821.) Imprimerie d'Antoine. In-8.°, 10 pages.*

IX. *Restitution à Constantin, César, fils de Michel III et d'Eudocie Décapolitène, des médailles d'or et de bronze qui ont été faussement attribuées, par Ducange, Banduri et Beger, à un prétendu fils de l'empereur Théophile, qui aurait été frère putné de Michel III. — Médailles uniques et inédites de l'empereur Michel I.^{er}, Rhangabé, et du César Théophylacte, son fils. — Metz, le 15 juin 1824. (Lettre XIV.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 8 pages, avec une gravure.*

X. *Attribution aux impératrices Martine et Gregoria, de deux figures impériales qui se remarquent sur des médailles communes à l'empereur Héraclius et à son fils Héraclius Constantin. — Médailles inédites de l'impératrice, femme de Constant II, dont le nom n'est pas*

connu. Metz, le 25 juillet 1824. (Lettre XV.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 8 pages, et une gravure.

XI. *Attribution à Genseric, premier roi des Vandales en Afrique, de plusieurs médailles de bronze restées certaines. — Rapport de ces monnaies avec le sesterce continué comme monnaie de compte sous la dénomination de nummus, avec le phollis et le milliarésion de l'Empire. — Restitution aux rois Vandales de Carthage de l'élévation au centième, du rapport du cuivre à l'argent, disposition de haute administration que l'on attribuait à Justinien I.°* — Metz, le 15 septembre 1826. (Lettre XVI.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 8 pages, avec une gravure.

XII. *Attribution à sainte Hélène, mère de Constantin le-Grand, de toutes les médailles du siècle de cet empereur qui nous sont parvenues avec le nom d'Hélène. — Restitution à l'impératrice Flavia Maximiana Faustina la médaille que les numismates ont attribuée, sans fondement, à la première femme, inconnue, du César Constantin* — Metz, le 1.° mars 1826. (V.° suite. Lettre XV.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 24 pages, avec une gravure.

XIII. *Examen de quelques circonstances relatives aux médailles de l'empereur Justin II et de Sophie. — Proportions en faveur de la restitution à l'impératrice Sophie du portrait en pied de la mosaïque de Constantin venant, attribué à Théodora. — Médailles inédites de Carthage, destructives d'une allégation de Procope, concernant le changement du nom de cette cité en celle de Justinienne.* — Metz, le 20 août 1826. (VI.° suite. Lettre XVIII.° et XIX.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 17 pages, avec trois gravures.

XIV. *Médaille unique et inédite de l'empereur Frédéric*

Al de Souabe, chef des croisés en 1229. — Médaille inédite du royaume de Jérusalem, et probablement de Conrad de Montferrat, l'un des époux d'Isabelle. (Metz, le 11 décembre 1826.) — Médailles d'argent, inédites, du cinquième roi d'Italie, Hildevald, et du sixième, Eraric. — Monnaie de bronze du troisième roi lombard Avtharis. — Metz, le 26 décembre 1826. (VII.^e suite. Lettres XX.^e et XXI.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 16 pages, avec deux gravures.

XV. Attribution à l'exarque Héraclius, père de l'empereur, de deux médailles classées à l'empereur Héraclius II. — Constantin. — Médailles inédites d'Héraclius-Constantin et de Constant II, de Justinien II, de Léonce II, et d'un fils inconnu de ce dernier Auguste. — Médailles inédites de Tibère III, Absimare et de Léon l'Isaurien. — Metz, le 1.^{er} mai 1827. (VIII.^e suite. Lettre XXII.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 12 pages, avec une gravure.

XVI. Lettre à M. le chevalier Gosselin, membre de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, conservateur du musée des antiques, sur les médailles des empereurs de Trébizonde. — Metz, le 15 mai 1827. (IX.^e suite. Lettre XXIII.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 16 pages, avec une planche.

XVII. Lettre à M. D.-O. Bonghi, conseiller d'intendance à Foggia, royaume des Deux-Siciles, sur les médailles des empereurs du nom de Théodore. — 18 avril 1828. (Lettre XXIV.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 12 pages, avec gravure de deux médailles.

XVIII. Médaille unique et inédite des Gaulois-Eduens, frappée sous le magistère du Vergobret Cisiarix; par M. le baron Marchant. — Mai 1828. (X.^e suite : Dissertation

XXV.) Imprimerie de Sigisbert Lamort. In-8.^e de 8 pages, avec la gravure de la médaille. (Extrait des Mémoires de la société des lettres, sciences et arts et d'agriculture de Metz.)

XIX. *Médailles inédites de la famille Lollia et des Augustes Domitien, Soemias, Mammée, Philippe II, Trébonien, Volusien, Postume, Victorin et Tétricus. — Preuves numismatiques du commencement du règne de Trébonien en l'an 1004 v. c., et de sa fin dans les premiers mois de l'an 1007 v. c. — Conséquences relatives à l'histoire du tems, et, spécialement, à l'état civil de Gn. C. Supera.* — Metz, le 1.^{er} septembre 1728. (Lettre XXVI.) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e avec gravure

XX. *Explication de la légende numérale XCFI de médailles d'argent du temps de Dioclétien. — Document en faveur de l'existence du denier de compte, et sur le cours légal des divers argenteus. — De la Moneta Majorina — Médailles inédites frappées de l'ordre de Carausius.* — Metz, le 1.^{er} octobre 1828. (Lettre XXVII.) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e, avec une gravure.

XXI. *Lettre à M. Cattaneo, directeur du cabinet de médailles du musée impérial et royal de Milan, sur les médailles des empereurs français de Constantinople ; par le baron N.-D. Marchant, etc.*

Paris, chez Tilliard père et fils, 1829. Metz, imprimerie de Ch. Dosquet, Imprimeur du roi. Brochure in-8.^e de 21 pages, plus une planche.

Dans cette lettre, M. Marchant restitue aux empereurs français d'Orient la plupart des médailles du nom de ΒΑΛΛΟΙΝΟΣ, que M. Cousinery avait attribuées aux rois de Jérusalem, et décrit quelques médailles inédites fort curieuses.

Toutes ces lettres portent la signature de M. Marchant

Les gravures y sont jointes sont d'une exécution parfaite et d'une grande vérité ; elles sont de M. Michaud et de son fils, tous deux nés à Metz.

Ajoutons à cet exposé des titres scientifiques de notre concitoyen, l'extrait d'un rapport fait par M. Thiel à l'académie royale de Metz, en 1827, sur M. Marchant, présenté pour associé libre : « Ses travaux, dit-il, ne se bornent pas à l'étude vaine et stérile de quelques médailles ignorées ; ici ce sont des erreurs historiques qu'il rectifie par la découverte de dates qu'il précise ; là des événemens inconnus qu'il signale, des personnages marquans, des princes, des dynasties entières qu'il évoque de l'oubli où l'histoire les avait laissés ensevelis. Ses lettres commencent à faire autorité, et M. Mionnet, dans sa dernière édition du livre de la *Rareté et du prix des médailles*, (Paris, 1827), le cite plus de trente fois pour des rectifications importantes. Les premiers numismates de l'Europe auxquels il adresse ses lettres, se plaisent à reconnaître la saine et judicieuse critique qui préside à ses recherches.

« Presque toujours heureuses, ses explications ont quelquefois un caractère d'originalité qui semble leur prêter quelque chose de paradoxal. Quelques-unes ont été l'objet de critiques et de réfutations que je ne suivrai pas : un tel travail est au-dessus de mes connaissances et je ne pourrais vous éclairer à ce sujet ; mais je ne puis résister au plaisir de vous citer un fait assez curieux relatif à une de ces hardiesses qui n'avait pu lui concilier tous les suffrages.

« En 1817, dans sa première lettre, adressée à M. *Sylvestre de Sacy*, M. Marchant proposait de regarder comme de fabrique arabe, des monnaies attribuées à l'empereur Léon IV, se fondant sur ce qu'il prétendait y lire en arabe le nom de la ville de Damas. De toute part on réclame, on proteste, on crie à l'erreur, et M. de Sacy lui-même, le chef

(188)

XXV.°) Imprimerie de Sigisbert Lamort. In-8.° de 8 pag avec la gravure de la médaille. (Extrait des Mémoires la société des lettres, sciences et arts et d'agriculture Metz.)

XIX. *Médailles inédites de la famille Lollia et des Augustes Domitien, Soemias, Mammée, Philippe II, T bonien, Volusien, Postume, Victorin et Tétricus. Preuves numismatiques du commencement du règne Trébonien en l'an 1004 v. c., et de sa fin dans les premiers mois de l'an 1007 v. c. — Conséquences relatives à l'histoire du tems, et, spécialement, à l'état civil Gn. C. Supera.* — Metz, le 1.° septembre 1728. (Le XXVI.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° avec gravi

XX. *Explication de la légende numérale XCFI médailles d'argent du temps de Dioclétien. — Docum en faveur de l'existence du denier de compte, et sur cours légal des divers argenteus. — De la Moneta Majori — Médailles inédites frappées de l'ordre de Carausius* Metz, le 1.° octobre 1828. (Lettre XXVII.°) Imprim de Ch. Dosquet. In-8.°, avec une gravure.

XXI. *Lettre à M. Cattaneo, directeur du cabinet médailles du musée impérial et royal de Milan, sur médailles des empereurs français de Constantinople ; le baron N.-D. Marchant, etc.*

Paris, chez Tilliard père et fils, 1829. Metz, imprimé de Ch. Dosquet, Imprimeur du roi. Brochure in-8.° de pages, plus une planche.

Dans cette lettre, M. Marchant restitue aux empereurs français d'Orient la plupart des médailles du nom ΒΑΛΛΟΙΝΟΣ, que M. Cousinery avait attribuées aux de Jérusalem, et décrit quelques médailles inédites curieuses.

Toutes ces lettres portent la signature de M. Marchant.

libre : « Ses travaux, dit-il, ne se bornent pas à l'étude et stérile de quelques médailles ignorées ; ici ce sont des faits historiques qu'il rectifie par la découverte de ce qu'il précise ; là des événemens inconnus qu'il signale, des personnages marquans, des princes, des dynasties auxquelles il évoque de l'oubli où l'histoire les avait laissés. Ses lettres commencent à faire autorité, et M. Lionnet, dans sa dernière édition du livre de la *Rareté des médailles*, (Paris, 1827), le cite plus de dix fois pour des rectifications importantes. Les premiers savans de l'Europe auxquels il adresse ses lettres, se hâtent de reconnaître la saine et judicieuse critique qui se dégage de ses recherches.

Presque toujours heureuses, ses explications ont quelquefois un caractère d'originalité qui semble leur prêter quelque chose de paradoxal. Quelques-unes ont été l'objet de critiques et de réfutations que je ne suivrai pas : un tel fait est au-dessus de mes connaissances et je ne puis que tâcher d'éclaircir à ce sujet ; mais je ne puis résister à citer un fait assez curieux relatif à une médaille de la collection de M. de la Harpe.

des orientalistes, refuse son assentiment, parce que le caractère arabe employé n'a été en usage que 150 ans après l'époque à laquelle se rapportent ces monnaies.

« En 1825, le même M. de Sacy reçoit d'Égypte deux morceaux de papyrus, en très-mauvais état, trouvés dans le sable, à la surface d'un tombeau, près des pyramides de Saccara; il les déroule et parvient à les déchiffrer. Qu'y trouve-t-il? le même caractère que celui des médailles, avec une date, en toutes lettres, qui remonte à l'époque à laquelle M. Marchant les avait rapportées. Aussi, dans un mémoire lu à l'Institut, en juin 1825, s'empresse-t-il de dire que jusque là il s'était refusé à reconnaître l'interprétation de M. Marchant, mais qu'il ne voit plus de raison pour ne pas lire le nom de *Damas* sur ces monnaies.

« C'est ainsi que dans l'étude des antiquités tout se lie, se soutient et s'explique mutuellement; qu'une découverte en confirme ou en éclaire une autre, et que des recherches qui, prises isolément, paraissent minutieuses et futiles, étant rapprochées, finissent par jeter du jour sur l'histoire des individus, des familles, des peuples, des langues, des sciences, des arts et de la civilisation. »

M. Marchant ne s'en tiendra point à ces premiers travaux; il se livre chaque jour à de nouvelles recherches qui s'éclairent l'une par l'autre, et bientôt nous jouirons d'une nouvelle édition de ses *mélanges de numismatique et d'histoire*. »

Indépendamment des ouvrages précités, on doit à M. Marchant un assez grand nombre d'articles insérés dans les journaux de la Moselle. Ils sont, en général, fort remarquables par le sel et la fine plaisanterie que l'auteur y a répandus: pour ne rappeler que les principaux, nous indiquerons: deux *Lettres sur la Vaccine* (10 germinal an IX) - une *Lettre archéologique à M. de Jaubert* (31 mai 1819,

Critique contre la Fable IX du 2.^e livre de M. Arnault (juin 1819); une *Lettre sur l'Assurance à prime et l'incendie* (10 juillet 1819); des *Articles politiques et Élections* (30 septembre, 5 et 10 octobre 1819); *Observations sur l'institution des Préfets*, observations attues par M. Dumolard, et terminées par un trait nt qui a terminé leur discussion (20, 25, 30 octobre novembre 1819); une *Lettre sur l'inscription Nobili-* m, à M. Teissier, sous-préfet à Thionville (1.^{re} sep- re 1821); une *Critique du Résumé de l'Histoire de* une, de M. H. Etienne (5 et 9 juillet 1821); plu- articles sur l'agriculture, la minéralogie, etc. archant se proposait d'enrichir ce journal de beaucoup es articles politiques; mais l'autorité supérieure locale dit au rédacteur de les y insérer.

res autographes; — pièces manuscrites et imprimées; — journal des mens de la Moselle, de la Meurthe, de la Meuse, des Ardennes et agne, 1790, p. 293, 362; an VII, n.^{os} 47, 54; — L'Abeille des et journaux des départemens de la République et des pays étran- Mets, imprimerie de Verronnais, an VI et an VII, n.^{os} 295, 299, 312, 312; — Journal des départemens de la Moselle, etc., an XIII, 1804), n.^o 63; an XIV, (1804-1805), n.^{os} 5, 7, 12, 90; 1806, 1807, n.^{os} 1, 2, 15, 16, 33, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 58, 62, 65, 68; 1808, n.^{os} 4, 30, 39, 50, 51, 52, 54; 1809, 63, 65, 67; 1810, n.^{os} 45, 48, 66, 70; 1815, n.^{os} 16, 61; 1816, 1817, n.^o 20; 1819, n.^{os} 30, 33, 34, 37, 38, 54, 55, 56, 58, 59, 63; 1821, n.^{os} 62, 65, 82, 84; 1825, n.^{os} 50, 51; — *Moniteur* al, 1805, p. 383; 1815, p. 855, 954; 1819, p. 1314, 1319; p. 1614. — *Biographie des Hommes vivans*, t. IV, p. 328. — *Essai* Typographie à Metz, par M. Teissier, p. 46, 50, 222, 241 et 275.

MARISY, voyez VAGNAIR.

MARQUIS.

« MARQUIS (Joseph-Benoit), né à Herny, Delme, diocèse de Metz, nommé en 1767 curé de chicourt-le-Château, près Blamont, mérite une place dans les annales de la vertu. L'histoire, fatiguée par le récit des forfaits de tant d'hommes qui ont scandale le monde, s'arrête avec complaisance sur le petit nombre d'individus qui, dévoués au bonheur de leurs semblables, les ont édifiés par de bonnes œuvres et compensés par des bienfaits. A l'ouverture des États-Généraux en 1789, tous les cahiers des bailliages réclamaient l'amélioration du sort des curés. Cette classe d'hommes, pieux et respectables, l'était particulièrement dans la contrée qu'habitait le pasteur qui est l'objet de cet article. Son âme était déchirée de voir sa paroisse envahie par un libertinage d'autant plus difficile à détruire, qu'il était propagé et maintenu par le nombre domestique d'un grand seigneur de la cour. Le curé, inaccessible au respect humain, prêcha, tonna, et finit par dénoncer au gouvernement les fauteurs du désordre qui ravageait le troupeau confié à ses soins. Au courage éclairé, au courage que donnait une conscience pure, le Marquis unissait du talent et de la fortune qu'il consacra par l'emploi qu'il en fit; rien ne fut épargné pour embellir sa paroisse; mais, un des moyens qui lui parurent le plus efficaces pour atteindre ce but, fut de déce-

(193)

llement à la vertu une pompe triomphale, dont
te et ensuite le souvenir agiraient puissamment sur
rs. L'établissement de la Rosière, qui depuis tant
les avait fait de Salency l'asile des bonnes mœurs,
ervi de modèle à Saint-Sauveur, la Trinité, Saint-
, Surène, Romainville, etc. . . quoique plusieurs
institutions, en couronnant le mérite, n'eussent
ujours réussi à écarter l'orgueil, la plus ancienne
le du genre humain. Marquis invoque les conseils
résultats de l'expérience; il projette de donner à
ablissement un caractère approprié aux localités,
que le triomphe de la vertu soit simultanément
le l'humilité chrétienne; que le présent pécuniaire
rosière soit absorbé par des préparatifs, des frais
nfaisance, en sorte que la cupidité n'y trouve aucun
nt; que par un grand et un petit cortège des deux
qui figureront dans la cérémonie, toutes les familles
intéressées à cette institution, et surtout que la
n, sans laquelle la morale est destituée d'appui,
onne cette fête. Tous les chefs de famille doivent,
r annuellement indiqué, désigner les trois filles
is recommandables, entre lesquelles le curé, comme
leur, se réserve, ainsi qu'à ses successeurs, le droit
ommer la Rosière. Les deux autres (ses émules),
ent à ses côtés les places les plus honorables; une
ssion solennelle promène dans tout le village la
re immédiatement suivie des auteurs de ses jours,
récompense de la bonne éducation qu'ils lui ont
ée. On a l'attention de passer devant la maison
nelle, où, dès la veille, le contour de la porte a été
d'une guirlande; et c'est au milieu des actes au-

gustes de la religion que la vertu est couronnée. Tel est, en abrégé, le plan de cette fête à laquelle le curé Marquis consacra un fond pécuniaire dont la rente devait subvenir aux dépenses qu'elle exige. Elle fut autorisée, en 1778, par l'évêque de Metz, et l'année suivante, par le parlement de la même ville. Le rédacteur de cet article, qui, dans diverses contrées de la France, a été spectateur de fêtes semblables, déclare n'avoir trouvé nulle part cette cérémonie aussi touchante qu'à Réchicourt-le-Château, et nulle part elle n'a produit des résultats plus avantageux; elle y opéra un changement rapide, à tel point que les paroisses voisines éprouvèrent l'heureuse influence de l'empire qu'aura toujours le bon exemple. Tous les argumens qu'on oppose à ces fêtes sont réfutés par l'expérience du bien que celle-ci a produit, et par la conduite soutenue des personnes couronnées qui sont des modèles de bonne vie. Marquis étant mort en 1781, la fête qu'il avait établie fut maintenue avec dignité et même perfectionnée par son successeur; mais la persécution la plus féroce dont les fastes de l'église aient conservé la mémoire, ayant fermé les temples qu'elle n'avait pas démolis, et dévoré les capitaux dont la rente était destinée aux frais de ces institutions, détruisit ou suspendit les fêtes de Rosières. Cependant, le zèle religieux qui a perpétué celle de Salency et ressuscité celle de Surène, a rétabli pareillement, depuis quelques années, celle de Réchicourt-le-Château, où, malgré la disette de fonds, elle s'est soutenue par l'activité d'une vertueuse émulation. »

Marquis a publié les deux ouvrages suivans :

I. *Le prix de la rose de Salency, aux yeux de la reli-*

*Avec le véritable esprit de celle de Réchicourt-le-
zu , instituée sur le modèle de la première.*

Mittebant coronas suas ante thronum. (Apoë. IV.)

Metz, chez Joseph Antoine, imprimeur ordinaire du roi,
avec approbation. Un volume in-8.^o de VIII, 147 pages;
pice bien gravé qui représente, parmi des attributs
êtres, un jeune enfant debout, ayant en main une
ne autour de laquelle on lit : *A la plus vertueuse.*

bas de ce frontispice, dessiné par Touzé et gravé par
, graveur du roi, se trouve l'inscription suivante :

Blissement pour Réchicourt-le-Château, 1779.

ais étonné que dans son *Essai sur la typographie* à
M. Teissier ait omis de parler d'un ouvrage aussi cu-
pour la province. On y trouve, indépendamment d'une
e détaillée de l'institution de la fête de Salency, fondée
int Médard, les réglemens que M. Marquis composa
elle de Réchicourt-le-Château, et le parallèle de ces
stitutions religieuses.

*Idee de la vertu chrétienne, tirée de l'écriture, et
des conférences sur la fête de la rose exécutée à Ré-
rt en 1779 et 1780. In-8.^o, Dieuze, 1781.*

est juste d'adresser à la postérité, avec un brevet
neur, ce digne curé qui a bien mérité de la religion,
vertu, et dont le nom est à juste titre révérend dans
trée où il a exercé son ministère. »

ce qui est guillemeté dans cet article a été copié, presque textuelle-
r celui que M. Grégoire, ancien évêque de Blois, fit insérer dans le
naire universel historique de Prud'homme, in-8.^o, Paris, 1812, neu-
dition, t. XIX, supplément, p. 376 et suiv., et dont cet estimable
en la complaisance de nous envoyer copie. On peut voir dans les
fiches de Metz, 1779, p. 130 à 132; 1780, 196 à 198; 1781, p. 2,
des détails intéressans sur la fête de Réchicourt-le-Château. L'article
de la Biographie universelle (t. XXVII, p. 252), copié sur celui
onnaire de Prud'homme, est signé P. C. T. Picot.

(196)

MARSAL.

MARSAL (Didier), avocat de Metz et bachelier en théologie, vivait au commencement du 17.^e siècle. Il s'est fait connaître avantageusement par ses poésies.

Cette note, prise dans le *Temple des Messins*, p. 196, est tout ce que nous avons pu nous procurer sur la personne de Didier Marsal.

MARULAZ.

MARULAZ (le baron Jacob-François), lieutenant général de cavalerie, décoré de plusieurs ordres, est indiqué par les biographes comme ayant vu le jour dans la petite ville de Sarralbe (Moselle). C'est une erreur. **Marulas**, fils d'un chevalier de la Légion-d'Honneur, ancien capitaine au 8.^e régiment de hussards, qui prit sa retraite en 1805, et mourut à Sarralbe en 1822, a vu le jour à Zeiskamm, diocèse de Spire. Nous lui consacrerons un article dans notre supplément.

MATHIS.

MATHIS (.....), homme de lettres, membre de la société des philathènes de Metz, est né dans cette ville, mais j'ignore en quelle année.

On lui doit les ouvrages suivans :

I. *Mémoire couronné par la société royale des sciences et des arts de la ville de Metz, dans sa séance publique du 25 août 1769, sur cette question,*

Quelle est la meilleure méthode de faire et de gouverner les vins du pays messin ?

Mr M. Mathis, membre d'une société de gens de lettres
letzt.

..... Generosum et lenè requiro
Quod curas abigat, quod cum spe divitiè manet
In venas, animumque meum, quod verba ministret; etc.
Horat. lib. I. epis. 15.

Metz, de l'imprimerie de Joseph Antoine, imprimeur
du roi et de la société royale, et se vend chez
chal, libraire, rue Pierre-Hardie.

69, brochure in-8.^e de 60 pages, plus l'approbation de
Boutier, Emmercy et Le Payen fils, commissaires char-
gés par l'académie de l'examen de cet ouvrage.

Le sujet dont Mathis présente la solution, avait été
proposé pour le concours de 1767; Mathis concourut;
ni son mémoire ni aucun de ceux qui avaient été sou-
mis à l'académie, ne furent jugés dignes du prix. On en
compta néanmoins trois comme s'étant approchés plus près
du but, et celui de Mathis était du nombre.

La question, remise au concours du 25 août 1769, reçut
une solution complète.

La même académie avait proposé pour sujet du prix
elle devait décerner en 1770, la solution des questions
suivantes :

La désunion des diverses portions d'héritages possédés
par le même propriétaire, sur un même ban ou finage, étant
un obstacle réel aux progrès de l'agriculture, quels seraient
les moyens de droit et de fait capables,

- 1.^o D'opérer actuellement la réunion de ces portions?
 - 2.^o D'en empêcher la désunion à l'avenir, en ménageant, autant qu'il est possible, l'intérêt des particuliers, et le combinant surtout avec le bien général? »
- Aucun mémoire satisfaisant n'étant parvenu à l'académie,
elle remit la même question au concours de 1771, et M.

connu. Metz, le 25 juillet 1824. (Lettre XV.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 8 pages, et une gravure.

XI. *Attribution à Genseric, premier roi des Vandales en Afrique, de plusieurs médailles de bronze restées incertaines. — Rapport de ces monnaies avec le sesterce, continué comme monnaie de compte sous la dénomination de nummus, avec le phollis et le milliarésion du Bas-Empire. — Restitution aux rois Vandales de Carthage, de l'élévation au centième, du rapport du cuivre à l'argent, disposition de haute administration que l'on attribuait à Justinien I.^{er}* — Metz, le 15 septembre 1824. (Lettre XVI.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 20 pages, avec une gravure.

XII. *Attribution à sainte Hélène, mère de Constantin-le-Grand, de toutes les médailles du siècle de cet empereur qui nous sont parvenues avec le nom d'Hélène. — Restitution à l'impératrice Flavia Maximiana Fausta, de la médaille que les numismates ont attribuée, sans motif, à la première femme, inconnue, du César Constance II.* — Metz, le 1.^{er} mars 1826. (V.° suite. Lettre XVII.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 24 pages, avec une gravure.

XIII. *Examen de quelques circonstances relatives aux médailles de l'empereur Justin II et de Sophie. — Probabilités en faveur de la restitution à l'impératrice Sophie de Justin II, du portrait en pied de la mosaïque de Ravenne, attribué à Théodora. — Médailles inédites de Carthage, destructives d'une allégation de Procope, concernant le changement du nom de cette cité en celui de Justinienne.* — Metz, le 20 août 1826. (VI.° suite. Lettres XVIII.° et XIX.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° de 17 pages, avec trois gravures.

XIV. *Médaille unique et inédite de l'empereur Frédéric*

II de Souabe, chef des croisés en 1229. — Médaille inédite du royaume de Jérusalem, et probablement de Conrad de Montferrat, l'un des époux d'Isabelle. (Metz, le 11 décembre 1826.) — Médailles d'argent, inédites, du cinquième roi d'Italie, Hildevald, et du sixième, Eraric. — Monnaie de bronze du troisième roi lombard Avtharis. — Metz, le 26 décembre 1826. (VII.^e suite. Lettres XX.^e et XXI.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 16 pages, avec deux gravures.

XV. Attribution à l'exarque Héraclius, père de l'empereur, de deux médailles classées à l'empereur Héraclius II. — Constantin. — Médailles inédites d'Héraclius-Constantin et de Constant II, de Justinien II, de Léonce II, et d'un fils inconnu de ce dernier Auguste. — Médailles inédites de Tibère III, Absimare et de Léon l'Isaurien. — Metz, le 1.^{er} mai 1827. (VIII.^e suite. Lettre XXII.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 12 pages, avec une gravure.

XVI. Lettre à M. le chevalier Gosselin, membre de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, conservateur du musée des antiques, sur les médailles des empereurs de Trébizonde. — Metz, le 15 mai 1827. (IX.^e suite. Lettre XXIII.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 16 pages, avec une planche.

XVII. Lettre à M. D.-O. Bonghi, conseiller d'intendance à Foggia, royaume des Deux-Siciles, sur les médailles des empereurs du nom de Théodore. — 18 avril 1828. (Lettre XXIV.^e) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.^e de 12 pages, avec gravure de deux médailles.

XVIII. Médaille unique et inédite des Gaulois-Eduens, frappée sous le magistère du Vergobret Cisiarix ; par M. le baron Marchant. — Mai 1828. (X.^e suite : Dissertation

(188)

XXV.°) Imprimerie de Sigisbert Lamort. In-8.° de 8 pages avec la gravure de la médaille. (Extrait des Mémoires de la société des lettres, sciences et arts et d'agriculture Metz.)

XIX. *Médailles inédites de la famille Lollia et des Augustes Domitien, Soemias, Mammée, Philippe II, Tribonien, Volusien, Postume, Victorin et Tétricus. Preuves numismatiques du commencement du règne Trébonien en l'an 1004 v. c., et de sa fin dans les premiers mois de l'an 1007 v. c. — Conséquences relatives à l'histoire du temps, et, spécialement, à l'état civil Gn. C. Supera.* — Metz, le 1.° septembre 1728. (Lettre XXVI.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.° avec gravure.

XX. *Explication de la légende numérale XCPII sur les médailles d'argent du temps de Dioclétien. — Document en faveur de l'existence du denier de compte, et sur le cours légal des divers argenteus. — De la Moneta Majori.* — *Médailles inédites frappées de l'ordre de Carausius.* Metz, le 1.° octobre 1828. (Lettre XXVII.°) Imprimerie de Ch. Dosquet. In-8.°, avec une gravure.

XXI. *Lettre à M. Cattaneo, directeur du cabinet des médailles du musée impérial et royal de Milan, sur les médailles des empereurs français de Constantinople ;* par le baron N.-D. Marchant, etc.

Paris, chez Tilliard père et fils, 1829. Metz, imprimé de Ch. Dosquet, Imprimeur du roi. Brochure in-8.° de 10 pages, plus une planche.

Dans cette lettre, M. Marchant restitue aux empereurs français d'Orient la plupart des médailles du nom ΒΑΣΙΛΕΥΣ, que M. Cousinery avait attribuées aux rois de Jérusalem, et décrit quelques médailles inédites fort curieuses.

Toutes ces lettres portent la signature de M. Marchant.

ures qui y sont jointes sont d'une exécution parfaite grande vérité ; elles sont de M. Michaud et de ses deux fils nés à Metz.

Ons à cet exposé des titres scientifiques de notre concitoyen, nous extrayons d'un rapport fait par M. Thiel à l'académie de Metz, en 1827, sur M. Marchant, présenté pour asseoir : « Ses travaux, dit-il, ne se bornent pas à l'étude stérile de quelques médailles ignorées ; ici ce sont des faits historiques qu'il rectifie par la découverte de l'erreur ; là des événemens inconnus qu'il signale, des personnages marquans, des princes, des dynasties en un mot, qu'il évoque de l'oubli où l'histoire les avait laissés. Ses lettres commencent à faire autorité, et son *manuel*, dans sa dernière édition du livre de la *Rareté des médailles*, (Paris, 1827), le cite plus de dix fois pour des rectifications importantes. Les premiers savans de l'Europe auxquels il adresse ses lettres, se hâtent à reconnaître la saine et judicieuse critique qui anime ses recherches.

Malgré que toujours heureuses, ses explications ont quelquefois un caractère d'originalité qui semble leur prêter quelque chose de paradoxal. Quelques-unes ont été l'objet de répliques et de réfutations que je ne suivrai pas : un tel homme est au-dessus de mes connaissances et je ne pourrais m'occuper à ce sujet ; mais je ne puis résister au plaisir de citer un fait assez curieux relatif à une de ces harangues qui n'avait pu lui concilier tous les suffrages.

En 1817, dans sa première lettre, adressée à M. Sylvestre de Sacy, M. Marchant proposait de regarder comme une monnaie arabe, des monnaies attribuées à l'empereur Néron, se fondant sur ce qu'il prétendait y lire en arabe de la ville de Damas. De toute part on réclame, on proteste, on crie à l'erreur, et M. de Sacy lui-même, le chef

des orientalistes, refuse son assentiment, parce que le caractère arabe employé n'a été en usage que 150 ans après l'époque à laquelle se rapportent ces monnaies.

« En 1825, le même M. de Sacy reçoit d'Égypte deux morceaux de papyrus, en très-mauvais état, trouvés dans le sable, à la surface d'un tombeau, près des pyramides de Saccara; il les déroule et parvient à les déchiffrer. Qu'y trouve-t-il? le même caractère que celui des médailles, avec une date, en toutes lettres, qui remonte à l'époque à laquelle M. Marchant les avait rapportées. Aussi, dans un mémoire lu à l'Institut, en juin 1825, s'empresse-t-il de dire que jusque là il s'était refusé à reconnaître l'interprétation de M. Marchant, mais qu'il ne voit plus de raison pour ne pas lire le nom de *Damas* sur ces monnaies.

« C'est ainsi que dans l'étude des antiquités tout se lie, se soutient et s'explique mutuellement; qu'une découverte en confirme ou en éclaire une autre, et que des recherches qui, prises isolément, paraissent minutieuses et futiles, étant rapprochées, finissent par jeter du jour sur l'histoire des individus, des familles, des peuples, des langues, des sciences, des arts et de la civilisation. »

M. Marchant ne s'en tiendra point à ces premiers travaux; il se livre chaque jour à de nouvelles recherches qui s'éclairent l'une par l'autre, et bientôt nous jouirons d'une nouvelle édition de ses *mélanges de numismatique et d'histoire*. »

Indépendamment des ouvrages précités, on doit à M. Marchant un assez grand nombre d'articles insérés dans les journaux de la Moselle. Ils sont, en général, fort remarquables par le sel et la fine plaisanterie que l'auteur y a répandus; pour ne rappeler que les principaux, nous indiquerons: deux *Lettres sur la Vaccine* (10 germinal an IX); une *Lettre archéologique à M. de Jaubert* (31 mai 1819);

une *Critique contre la Fable IX* du 2.^e livre de M. Arnault (20 juin 1819); une *Lettre sur l'Assurance à prime contre l'incendie* (10 juillet 1819); des *Articles politiques sur les Élections* (30 septembre, 5 et 10 octobre 1819); des *Observations sur l'institution des Préfets*, observations combattues par M. Dumolard, et terminées par un trait piquant qui a terminé leur discussion (20, 25, 30 octobre et 15 novembre 1819); une *Lettre sur l'inscription Nobiliacum*, à M. Teissier, sous-préfet à Thionville (1.^{er} septembre 1821); une *Critique du Résumé de l'Histoire de Lorraine*, de M. H. Etienne (5 et 9 juillet 1821); plusieurs articles sur l'agriculture, la minéralogie, etc..... M. Marchant se proposait d'enrichir ce journal de beaucoup d'autres articles politiques; mais l'autorité supérieure locale défendit au rédacteur de les y insérer.

Lettres autographes; — pièces manuscrites et imprimées; — journal des départemens de la Moselle, de la Meurthe, de la Meuse, des Ardennes et des Vosges, 1790, p. 293, 362; an VII, n.^{os} 47, 54; — L'Abeille des gaucies et journaux des départemens de la République et des pays étrangers, Metz, imprimerie de Verronnais, an VI et an VII, n.^{os} 295, 299, 304, 308, 312; — Journal des départemens de la Moselle, etc., an XIII, (1803-1804), n.^o 63; an XIV, (1804-1805), n.^{os} 5, 7, 12, 90; 1806, n.^o 51; 1807, n.^{os} 1, 2, 15, 16, 33, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 51, 57, 58, 62, 65, 68; 1808, n.^{os} 4, 30, 39, 50, 51, 52, 54; 1809, n.^{os} 22, 63, 65, 67; 1810, n.^{os} 45, 48, 66, 70; 1815, n.^{os} 16, 61; 1816, n.^o 9; 1817, n.^o 20; 1819, n.^{os} 30, 33, 34, 37, 38, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 63; 1821, n.^{os} 62, 65, 82, 84; 1825, n.^{os} 50, 51; — Moniteur universel, 1805, p. 383; 1815, p. 855, 954; 1819, p. 1314, 1319; 1820, p. 1614. — Biographie des Hommes vivans, t. IV, p. 328. — Essai sur la Typographie à Metz, par M. Teissier, p. 46, 50, 222, 241 et suiv., 275.

Poutet (voyez son art.) ayant donné sa démission, 27 mars 1783, 57 voix sur 60 s'unirent en faveur Pierre Maujean, qui fut élu de nouveau maître-échevin. Nous ne décrivons pas ici la cérémonie d'installation de ce magistrat, le faisant à l'article Poutet; mais ne croyons devoir transcrire ici la lettre que le roi écrivit à cette occasion. Elle mérite d'autant plus d'être connue dans cette notice, que, contre l'usage ordinaire, elle mentionne les qualités et les talens de Pierre Maujean :

« Sa Majesté s'est fait représenter le procès-verbal de l'assemblée tenue le 27 avril dernier, par les notables de la ville de Metz, nommés en la manière accoutumée dans laquelle assemblée il a été procédé à l'élection de trois sujets, pour être, par Sa Majesté, fait choix de celui d'entr'eux qu'elle jugerait à propos de nommer à la place de maire ou maître-échevin de ladite ville, vacante par la démission du sieur Henri-Jacques-Pierre Poutet; et étant informée que le sieur Pierre Maujean, conseiller honoraire au présidial de Metz, etc., et procureur-syndic actuel de ladite ville, celui des trois sujets à elle présentés pour ladite place, qui a réuni le plus grand nombre de suffrages, joint, au plus grand zèle pour son service, toutes les qualités et tous les talens qui peuvent lui mériter l'estime et la confiance publique: Sa Majesté a choisi et nommé, choisit et nomme ledit sieur Maujean pour remplir ladite place de maire ou maître-échevin de Metz pendant le tems prescrit par les réglemens concernant ladite ville; veut que, pendant ledit tems, il exerce toutes les fonctions attachées à ladite place, et qu'il jouisse de tous les droits, honneurs, autorité et prérogatives qui en dépendent.

il veut en outre qu'il soit reconnu et obéi en ladite
 cité, de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra. Mande
 rdonne, Sa Majesté, au comte de Damas, comman-
 pour son service dans les Évêchés, qu'après avoir
 dudit sieur Maujean le serment en tel cas requis et
 utumé, il l'établisse en ladite place de maire ou
 re-échevin de ladite ville, et le fasse reconnaître en
 e qualité, de tous les habitans d'icelle. Fait à Ver-
 s, le 4 mai 1783. Signé Louis. Et plus bas,
 r. »

à manière distinguée avec laquelle Maujean a rem-
 s devoirs de ses importantes fonctions, satisfait à un
 oint les Messins, qu'en 1786, époque à laquelle
 it cesser sa magistrature, ils demandèrent au roi
 lle lui fût continuée pour trois ans. Ce prince leur
 rit en ces termes :

Chers et bien amés. Depuis que la place de maire
 aître-échevin de notre ville de Metz, a été confiée
 tre cher et bien amé le sieur Pierre Maujean, il en
 npli les fonctions avec une telle distinction, que
 croyons qu'il importe à cette ville que nous dé-
 s à la prière que vous nous avez fait faire par
 : très-cher et bien-amé cousin le maréchal duc de
 lie, de proroger de trois années la durée de sa
 strature, et nous nous y portons d'autant plus vo-
 ers, que nous donnerons par là à ce citoyen, aussi
 pour notre service que pour les intérêts de ses
 itoyens, un témoignage de l'estime particulière qu'il
 a inspirée. En conséquence, nous ordonnons qu'il
 inue à remplir les fonctions de ladite place de maire
 aître-échevin de notre ville de Metz, pendant trois

années au-delà du terme prescrit pour l'exercice de ladite place. Dérigeons à cet effet, mais pour ce regard seulement, et sans que cela puisse tirer à conséquence, à tous réglemens qui pourraient être à ce contraires, etc. Donné à Versailles, le 25 avril 1786. Signé Louis, contre-signé Ségur, maréchal de France.

L'année suivante, le monarque ayant appelé près de sa personne les notables des Trois-Évêchés et de la Lorraine, afin de s'entendre avec eux sur les moyens de rendre les peuples plus heureux, en établissant une balance nécessaire entre les droits de la couronne et les prérogatives des trois ordres; tous les papiers publics ont rendu une éclatante justice au zèle, aux lumières et au désintéressement des députés de notre province. Aussi, le 13 juin, lorsqu'ils furent de retour, chacun s'empressa-t-il de les complimenter. Maujean était du nombre, de ces défenseurs du peuple, et les syndics des communautés des marchands lui exprimèrent leur gratitude de la manière suivante :

« Monsieur,

« Appelé par Sa Majesté aux plus importantes et aux plus glorieuses fonctions dont un citoyen puisse être honoré, vous avez rempli les espérances que votre administration avait jusqu'à présent données de votre patriotisme et de vos lumières. Vous avez porté aux pieds du trône la vérité, le premier besoin des rois; et en nous rendant les sentimens du monarque pour son peuple, vous redoublez, s'il se peut, nos vœux et notre amour pour sa personne sacrée. Les plus grands intérêts ont été confiés à votre examen; vous avez pesé ceux de la France entière et ceux de cette province en particulier.

s avez présenté, avec autant de lumières que de zèle, nécessité (pour le bien de l'État et celui du peuple), la conservation de ses privilèges. Tous nos compatriotes vous doivent la plus vive reconnaissance; mais, aucune classe de citoyens, elle ne peut être plus connue et mieux sentie que dans celle du commerce, vous supplie d'en agréer les assurances les plus sincères et les mieux méritées. »

La même année, Maujean fut député par le roi à l'assemblée provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois, on le nomma procureur-général-syndic, pour le tiers-état, ainsi que membre de la commission intermédiaire de cette assemblée.

Le 27 décembre 1788, le roi ayant accordé au tiers-état un nombre de représentans égal à celui des deux autres ordres réunis, Maujean composa et signa, en première ligne, une adresse insérée dans les Petites-Villes du tems (1788, n.º 6), et dans laquelle on trouve avec plaisir le langage que les représentans de cette nation font entendre aujourd'hui.

Le 10 mars 1789, les députés du tiers-état et des corporations de la ville de Metz, s'étant réunis à l'Hôtel-ville pour rédiger le cahier de doléances qu'on allait soumettre au roi, Maujean, qui présidait l'assemblée, ouvrit la séance par un discours analogue à la circonstance, et aussi éloquent que patriotique. On discutait ensuite les articles du cahier, et l'on vit avec grande satisfaction le maître-échevin et son conseil renoncer aux prérogatives de leur place pour alléger les charges de la ville, bien différens en cela de certain administrateur qui est en instances pour faire rétribuer une place que

ses prédécesseurs ont gérée avec tout au moins de l'importance, et simplement à titre honorifique.

Maujean s'étant rendu à Paris en sa qualité de député direct de la ville, il s'éleva, le 14 juin, une discussion dans l'assemblée, sur la validité des pouvoirs de notre compatriote, et, le 11 juillet suivant, son élection déclarée nulle, sauf aux habitants à se pourvoir auprès du roi, pour obtenir de nouvelles lettres de convocation.

De retour à Metz, Maujean vécut dans la retraite, s'occupant d'actes de bienfaisance, ce qui n'empêcha qu'il fût jeté dans les cachots, comme suspect et modéré. A l'avènement de M. Colchen à la préfecture de la Moselle, il fut choisi, au mois de fructidor an VIII, pour devenir un des membres du conseil municipal. M. Mauchant n'eut pas plutôt saisi les rênes de l'administration municipale, qu'il y appela de nouveau le vénérable Maujean, à qui il obtint plus tard la croix de la Réunion, digne prix de ses longs et loyaux services.

Cet homme de bien est mort à Metz en 1816, laissant une fille qui a épousé M. François Ardent, maréchal camp au corps royal du génie, membre de plusieurs ordres; une autre s'était unie à M. François-Nicolas Olry, conseiller du roi au bailliage et siège présidial, conseiller-échevin de l'hôtel-de-ville de Metz.

Un abbé Maujean (Daniel-Henri), né en 1711, et vice-promoteur de la juridiction ecclésiastique du diocèse de Metz, et, en 1782, membre de l'assemblée des trois ordres des Trois-Évêchés. C'était un homme de mérite.

Pièces manuscrites. — *Almanach des Trois-Évêchés pour l'an de gr.* 1787, in-32, p. 21, 120, 139, 195. — *Petites-Affiches des Trois-Évêchés et Lorraine*, 1782, p. 265; — 1783, 139, 162, 163; — 1786, 146-2.

7, 168, 194, 274, 275; — 1789, 34, 98. — *Journal des départemens Moselle, de la Meurthe, des Vosges, etc.*, en VIII, n.º 70. — *Ga-*
nationale, ou *Extrait de tout ce que les papiers publics offrent de plus*
sant pour l'histoire de l'Assemblée nationale. Metz, Devilly, libraire,
 surnum., 1789 à 1791, 20 vol. in-8.º (publiés par Lallemant, de
 , t. I, p. 50, 187, 188. — *Moniteur universel*. 1789, art. Merlin de
 ville. — (Maujean est né en 1725, et non en 1740.)

MELLING.

MELLING (Joseph), célèbre peintre, fils d'un sculp-
 menuisier, est né à Saint-Avold le 27 décembre
 . Son père, qui jouissait d'une certaine aisance,
 nt inutilement envoyé aux Augustins de Sarrelouis
 y apprendre la langue latine, il n'opposa plus de
 tance aux inclinations du jeune Melling, qui alla se
 à Paris, chez un sculpteur d'ornemens, où il tra-
 a quelque tems. Reçu au nombre des élèves de Carl
 loo, il fit des progrès rapides, remporta le premier
 de dessin à l'Académie, et mérita d'être recom-
 dé à Boucher, dont les soins le mirent à même de
 porter le premier prix de peinture en 1752. Melling
 alors 28 ans; c'était l'âge du génie, et un bel
 ir s'ouvrait à ses yeux. Devenu l'un des élèves le
 distingués de Wan Loo, il demeura trois années
 sa direction, et se préparait à partir pour Rome où
 it perfectionné son talent. Mais ce jeune artiste eut
 prudence de s'engager dans une cour d'Allemagne
 l travailla longtems, sans beaucoup de fruit. Ayant
 é ce séjour avec sa famille, qui était venue l'y re-
 lre, il alla se fixer à Strasbourg, où il a fondé une
 e qui prospérait en 1778, et de laquelle sont sortis
 eaucoup d'excellens élèves. Melling continua de com-

poser un grand nombre de tableaux, s'adonnant à plusieurs genres à la fois, mais revenant toujours de préférence au genre historique, qu'il eût traité avec éclat s'il s'était trouvé sur un autre théâtre. Ses ouvrages sont plus connus en Allemagne qu'en France. J'en ai vu plusieurs à Strasbourg.

Durival est le seul écrivain que je sache avoir parlé de Melling. Voyez Description de la Lorraine et du Barrois, in-4.°, t. II, p. 275.

MENUSIER.

MENUSIER (Jean-Pierre), peintre en miniature, né à Metz le 6 juin 1783, mort à Paris en..... était fils de Remi-Pierre Menusier, écuyer, conseiller et correcteur au parlement et chambre des comptes de Metz, et de dame Anne Pantaléon.

Des dispositions naissantes ayant porté Pierre Menusier vers l'étude de la peinture, il se rendit à Paris, devint un des meilleurs élèves d'Aubry et d'Isabey, qui ont formé tant d'artistes distingués, et composa, jusqu'à l'époque de sa mort, une grande quantité de miniatures où l'on remarque une touche facile et gracieuse. Il donnait beaucoup d'esprit à ses airs de tête. Menusier a travaillé différentes fois à Metz; plusieurs maisons de cette ville possèdent quelques-uns de ses ouvrages.

MERCY.

MERCY (François, baron de), l'un des plus grands généraux de son siècle, naquit à Longwy d'une famille sans illustration. Il embrassa, jeune encore, le métier des

mes, entra au service de l'électeur de Bavière, et dut à ses talens son élévation rapide. Après avoir passé par les grades inférieurs, il arriva, en 1631, au titre de major dans le régiment du colonel Piccolomini. Ayant obtenu ce régiment deux années plus tard, il se trouva avec son corps dans Constance, lorsque les Suédois assiégèrent cette ville sous le général Horn. Fait prisonnier dans une sortie que fit la garnison de Brisach assiégée en 1633, on le conduisit à Colmar où il ne resta que fort peu de tems ; car l'année suivante il servit dans l'Alsace supérieure et commanda la place de Rheinfelden, lorsque Jean-Philippe, palatin du Rhin, en fit le siège. Nommé général-major en 1635, la Bavière l'envoya au siège de Colmar, secourir le duc de Lorraine. Il se retira, vers la fin de l'année, du côté de Luxembourg, et contribua l'année suivante à faire lever le siège de Dole. En 1637, le duc de Lorraine et lui furent battus près de Grey par le duc Bernard ; mais comme cet échec n'avait diminué ni les ressources ni l'audace de Mercy, il entra peu après dans le duché de Bourgogne pour attaquer le duc de Longueville. On le promut, en 1638, au grade de général d'artillerie, et il campa près de Stolhofen avec une partie de l'armée bavaroise. En 1640, il agit contre le duc de Longueville dans le Bas-palatinat, s'opposa aux entreprises du général Banner près de Ratisbonne, et enveloppa tellement bien quatre réimens commandés par le général-major Schlange, que ce dernier ne voyant aucun moyen de salut, fut obligé de se rendre à discrétion. Il poursuivit ensuite, dans la province de Brunswick, le général Frelt, maréchal suédois, et se trouva, en 1641, au siège de Wolffenbittel

et à la prise de Göttingen. En 1642, il marcha contre les Français dans le Brisgaw, et leur fut encore opposé l'année suivante dans le duché de Wurtemberg. Cette campagne de Mercy fut brillante et féconde en résultats inespérés. Ayant surpris l'armée française près de Duttlingen en Souabe, il la ruina presque entièrement, fit prisonnier le général Rabtzan qui la commandait et s'empara de Rotweil, Uberlingen, etc. En récompense de ses grands services, l'électeur de Bavière le nomma, en 1644, lieutenant général à la place du comte de Wahl.

Mercy, toujours à la tête des troupes bavaoises, continua de faire de grands progrès dans le Brisgaw. Il assiégea Fribourg, place qu'on regardait alors comme très importante, et s'en empara, le 27 juillet. Désireux de conserver une conquête qui pouvait assurer les succès de la campagne, il couvrit aussitôt cette ville par un camp retranché qui protégeaient deux éminences, et mit son armée dans une position inexpugnable. Les Français étaient inférieurs en nombre, et Turenne, dont la réputation n'avait pas encore l'éclat qu'elle obtint plus tard, avait à combattre un adversaire dont la bravoure et l'habileté jouissaient de la plus haute réputation. Condé, cependant, rappelé de la Catalogne où la fortune ne lui était pas favorable, sut rendre la confiance au soldat, et n'hésita point d'attaquer son ennemi sous les murs mêmes de Fribourg. Le combat fut opiniâtre et sanglant, dura quelques heures et n'eut aucun résultat ; Condé s'étant retiré en bon ordre. Le surlendemain, ce prince renouvela l'attaque, on se battit depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit, sans que Condé pût réussir à forcer les lignes ; mais ayant trouvé plus tard le moyen de

couper les vivres à Mercy, ce vaillant capitaine battit en retraite et perdit six pièces de canon, deux mortiers et quelques bagages. Poursuivi par Turenne, il opéra sa retraite du côté de Villingen avec tant d'habileté, que sa réputation ne souffrit pas de cet échec. Il s'empara même de Germersheim, de Mergentheim, et s'assura du Bergstrasse. En 1645, il profita d'une faute de Turenne, la seule que ce grand capitaine ait jamais pu se reprocher; le battit le 5 mai à Marienthal, s'empara de toute son artillerie, de ses bagages, et l'obligea à se retirer dans la Hesse, avec les débris de son armée. C'était le premier échec qu'il éprouvait; et il y fut très-sensible. « Si, après un malheur qui m'est arrivé, par compassion pour les troupes, écrivit-il à sa sœur, on se peut « consoler en quelque chose, ce serait que les ennemis « n'ont profité en rien de leur victoire. » En effet, après la déroute de Marienthal, Turenne resta sans obstacle en Franconie, et Condé ayant rejoint l'armée contre l'avis du conseil, attaqua Mercy, le 3 août, dans les plaines de Nordlingen, près d'Alerheim. L'action fut très-meurtrière; l'armée allemande éprouva une déroute complète; Mercy, couvert de blessures, mourut le lendemain, et non au commencement de la bataille, comme l'indique le dictionnaire de Moréri. Il fut enterré près du champ de bataille, et l'on grava sur sa tombe cette épitaphe : *Sta, viator heroem calcas*. J.-J. Rousseau la critique avec raison dans le XV.^e livre de l'Émile; car ces mots pompeux disent moins que n'aurait fait le simple nom d'une de ses victoires.

L'empereur Ferdinand avait élevé Mercy au rang de baron, et son épouse était de la maison de Schaum-

bourg, l'une des premières de l'Allemagne. Gaspard Mercy, son frère, né probablement aussi à Longwy, une réputation inférieure à celle du baron, mais il distingua en plusieurs occasions, passa pour un br militaire, et perdit la vie à la bataille de Fribourg. Le lecteur de Bavière l'avait élevé au grade de général-major.

Histoire générale de l'auguste maison d'Autriche, par Jean - Louis Krafft; à Bruxelles, chez la v^e G. Jacobs, 1745. 3 vol. in fol. de portraits, t. III, p. 103, 104, 105. — *Dictionnaire allemand de F* — *Dictionnaire de Moréri*, t. V, p. 255, 256. — *Siècles de Louis* et de Louis XV, par Voltaire, édition in-12, t. XVII de la collection 246. — D. Calmet, Bibliothèque lorraine, additions et corrections, p. — *Biographie universelle*, art. Condé, t. IX, p. 393; Turenne, XL 49; Guébriant, XIX, 7, et Mercy, XXVIII, 360. L'article de Turenne est de M. Michaud jeune, les autres appartiennent à M. Weiss.

MERCY.

MERCY (Claude-Florimond, comte de), petit-fils du précédent, et non moins célèbre que lui par sa valeur et ses talens militaires, est indiqué par les biographes comme étant né dans la province de Lorraine. On doit supposer, d'après toutes les probabilités, qu'il naquit, soit à Longwy, soit dans la terre de Mercy, qui dépendait de cette principauté. Après avoir terminé ses études, s'être adonné aux mathématiques ainsi qu'aux différentes branches d'éducation suivies par la noblesse, il alla, en 1682, offrir ses services à l'empereur Léopold, et se signala, comme volontaire, à la défense de Vienne assiégée par les Turcs. Ayant obtenu, peu après, une lieutenance dans un régiment de cuirassiers, il fit avec distinction six campagnes.

à Hongrie, et eut un cheval tué sous lui, fut blessé en même tems à un œil, et mérita le grade de capitaine. Envoyé en Italie avec son corps, en 1691, il y demeura jusqu'en 1696, et fit éprouver beaucoup de pertes à l'armée française, en dirigeant contre elle une guerre de partisans. Les preuves de courage qu'il avait données en différentes rencontres, et notamment à la bataille de Zentha contre les Turcs (1697), lui méritèrent le grade de major. Il quitta la Hongrie en 1701 pour retourner en Italie, où il mit en fuite, le 9 décembre, près de Borgo-Forte, avec trois cents chevaux seulement, six escadrons de cavalerie; mais le lendemain, étant tombé dans une embuscade, on le fit prisonnier. Il éprouva le même malheur à la surprise de Crémone (1702), par le prince Eugène, qui pénétra dans la ville, et emmena prisonnier le maréchal de Villeroi lui-même qui y commandait. Mercy, couvert de blessures, resta dans la place; il était alors lieutenant-colonel. Dès qu'il fût guéri, on l'échangea pour d'autres prisonniers, et on lui confia un nouveau régiment dont il fut colonel. Il partit avec ce corps pour se rendre sur le Rhin, et se signala au combat de Friedlingen, où il eut un cheval tué sous lui. Ce fut avec peine qu'il échappa. Dans la campagne de 1704, il ne négligea aucune occasion d'inquiéter l'ennemi sur les bords du Rhin. Elevé à cette occasion au grade de *feld-major-général*, il emporta, en 1705, les lignes de Pfaffenhofen, et obligea les Français à se retirer sous le canon de Strasbourg. L'année suivante, il jeta des troupes et fit entrer des provisions dans Landau, déjà cerné, et couvrit tellement bien cette place, qu'on n'osa

point en commencer le siège. Il défit, en 1707, quatre mille hommes près d'Offembourg; devint, en 1708, général feld-maréchal lieutenant de la cavalerie impériale, et couvrit les environs de Landau. En 1709, il se trouvait, à la tête de six régimens, dans le duché de Mantoue. Revenu sur le Rhin, la même année, il pénétra, avec huit mille hommes, dans la Haute-Alsace, par Bâle, au moyen d'un pont qu'il établit près de l'île de Neubourg. Dès qu'il eût ainsi violé le territoire de Bâle, il attaqua, le 26 août, le comte du Bourg, nommé depuis maréchal de France. Mais ce dernier, puissamment retranché à Rumersen, opposa une résistance efficace, quoiqu'il eût moins de troupes, et Mercy, blessé, vaincu, ramena peu de monde avec lui. Sa retraite fut si précipitée, qu'un grand nombre de ses soldats se noyèrent dans le Rhin. C'est en parlant de cette défaite que Voltaire a dit : « Je ne sais par quelle fatalité ceux qui ont porté le nom de Mercy ont toujours été aussi malheureux qu'estimés. » (Siècle de Louis XIV, chap. XXII.) La cassette de Mercy, qui renfermait tous ses papiers, tomba au pouvoir du vainqueur, et sa déroute le mit dans l'impossibilité absolue de se joindre, comme il en avait eu le dessein, au corps de troupes savoyardes qui devaient passer par la Haute-Bourgogne. Jusqu'en 1716, époque à laquelle commença la guerre avec les Turcs, notre général ne trouva aucune occasion de se signaler. A la bataille de Peter-Varadin, où il commandait en chef la cavalerie, il fit des prodiges de valeur, et contribua puissamment au succès qui signala cette journée. Il couvrit le siège de Temeswar, força les Turcs de s'éloigner, et

demeura , en qualité de général commandant , dans le bannat de Temeswar. Le 9 novembre, Panzova tomba entre ses mains , et , le 15 du même mois , il s'empara de Vipalanka. En 1717 , ayant rejoint la grande armée avec un corps de troupes , il se fit beaucoup d'honneur à la bataille de Belgrade , qui se donna le 18 août , et fut chargé de mettre le pays à l'abri de nouvelles invasions. En 1719 , il quitta son commandement dans le bannat de Temeswar , où il avait rétabli la tranquillité , pour se rendre en Sicile , dont l'empereur l'avait nommé commandant général. Dès son arrivée , son premier soin fut d'enlever l'île de Lipari , située au nord de la Sicile.

Le marquis de Leide , qui commandait en chef l'armée espagnole , et dont les troupes n'avaient pas cessé de fuir devant le vainqueur , ayant reçu un renfort , engagea Mercy à lui livrer bataille avant que les troupes qu'attendait ce dernier fussent arrivées. Mercy , n'écoulant que sa valeur , met son armée en mouvement le 27 juin , traverse quelques montagnes , et arrive en présence des Espagnols , qui étaient retranchés sous Villa-Franca , bourg fortifié du royaume de Naples , dans l'Abruzze citérieure , sur la côte du golfe de Venise , entre Ortone et Pesquaire. A peine fut-il en vue de l'ennemi , qu'il l'attaqua. On se battit pendant cinq heures avec un égal acharnement de part et d'autre ; il y eut environ six mille morts et quatre mille blessés. Mercy fut au nombre de ces derniers , ainsi que plusieurs autres généraux. On a jugé différemment les résultats de cette bataille ; chaque parti s'est attribué la victoire ; cependant les impériaux eurent cet avantage de rendre la position de leurs adversaires plus critique , en leur enlevant plu-

sieurs positions importantes, et en se maintenant une communication libre avec la mer.

Le général Zumjungen, qui avait remplacé momentanément Mercy, depuis sa blessure, alla porter le siège devant Messine, qu'il attaqua vivement par mer et par terre. La ville se rendit après une médiocre résistance, mais la citadelle ne céda qu'après une attaque meurtrière dirigée par Mercy lui-même, qui signa les clauses de la capitulation.

S'étant emparé de Palerme, l'année suivante, il fit mettre cette ville en cendres, chassa l'ennemi de toute la Sicile, et reçut, au nom de l'empereur, au milieu des ruines de la capitale, les hommages de l'armée vaincue. Cette expédition fit beaucoup d'honneur au comte de Mercy. Il se rendit ensuite à Vienne, où il obtint le gouvernement de Temeswar et de tout le bannat, dont il prit possession le 28 juillet 1711. Le 1.^{er} octobre 1723, et non en 1716 comme l'indique la Biographie universelle, l'empereur l'éleva à la dignité de feld-maréchal, et le fit, peu de tems après, son conseiller intime. Nommé, en 1733, commandant en chef des troupes impériales qui se portaient en Italie contre la France et les alliés, il arriva à Mantoue au mois de février 1734. Le premier mai, il passa le Pô, et s'avança dans le duche de Parme. Une indisposition soudaine l'ayant forcé de renoncer aux fatigues de la guerre, il quitta l'armée pour quelque tems. Dès qu'il l'eût rejoint, il forma le projet d'attaquer le prince de Croï dans le camp où il se tenait retranché : mais cet exploit devait être le dernier de sa vie et le terme de son honorable carrière. Ce fut le 29 juin que l'action commença, près du village

de Croisetta, à une petite distance de Parme. A peine Mercy avait-il commandé l'attaque de ce village, qu'un coup de fauconneau l'atteignit à la tête et lui enleva subitement la vie. Son corps fut rapporté à Reggio, et on l'enterra dans l'église des Chanoines.

Le comte de Mercy était regardé comme l'un des premiers capitaines de son siècle ; mais sa bravoure était rarement tempérée par la prudence, et le feu dont il était animé dans une action, lui devint souvent nuisible.

Ce général a écrit des mémoires sur les campagnes du duc Charles V, en Hongrie. D. Calmet, qui en parle, les eut en main. Ils sont restés manuscrits.

La terre de Mercy avait été érigée en comté, le 29 avril 1720, en faveur du baron Florimond. Comme il n'avait pas d'enfants, il avait adopté Antoine, comte d'Argenteau, son parent, qui prit son nom, ses armes, et fut son héritier. Ce dernier, après s'être distingué au service d'Autriche, en Hongrie, en Bavière, en Alsace, et, de 1746 à 1748, dans les Pays-Bas, reçut, en 1753, le titre de général-feld-zeugmeister, et mourut commandant général de l'Esclavonie, à Clek, en janvier 1767.

MERCY.

Mercy (le baron Gaspard de), aussi Lorrain de naissance, était proche parent de ceux dont nous venons de parler. Nous ne savons rien de ses premières années. En 1632, il était gouverneur de Moyenvic pour le duc Charles IV, et fut obligé de se rendre aux troupes du roi Louis XIII, qui était alors à Metz. En 1634, on l'envoya, avec quelques troupes de son régiment de

Croates et de Hongrois, pour reconnaître l'armée du roi, qui était dans les prairies de Koeurs, et venait assiéger Saint-Mihiel. En 1636, le duc de Veimar enleva le régiment de Mercy, et le baron Gaspard eut le bras cassé, à la bataille de Poligny, en 1638.

En 1643, il suivit le duc Charles IV et Jean de Vert, qui défirent les généraux Rose et Rantzau. Il fut blessé à Benamenil, près Lunéville, en attaquant l'arrière-ban de la province d'Anjou, qui consistait en huit cents gentilshommes, qu'il battit, massacra, et dont il enleva les bagages.

Après la mort du duc Charles IV, arrivée en 1675, le prince de Vaudémont envoya le colonel Mercy pour donner avis de ce décès au duc Charles V, neveu de Charles IV. Au siège de Philisbourg, en 1676, Mercy était colonel de cavalerie. En 1683, il était général de bataille dans l'armée de l'empereur, commandée par le duc Charles V. Ce fut en qualité de général-feld-maréchal-lieutenant qu'il battit les Turcs près de Pest, en 1684. L'année suivante, il se signala dans la bataille de Gran, et défit les ennemis, en 1686, près d'Arath et près d'Onoth. Ayant voulu, la même année, empêcher les Turcs d'assiéger Bude, il reçut une blessure dont il mourut.

Plusieurs autres Mercy, de la même famille que les précédens, ont servi avec distinction sous l'empereur et sous l'électeur de Bavière.

Histoire générale de l'auguste maison d'Autriche, par Jean-Laurent Kuff, t. III, p. 446, 447, 473. — *Mémoires et journaux du tems*. — *Lambert*, *Mémoires suppl.* Al. de Bâle. — *Moréri*, t. V, p. 255. — *Suppl. de Moréri*, t. III, p. 327. — *D. Calmet*, *Biblioth. lorr.*, addit. et correct. p. 153. — *Durival*, *Description de la Lorraine et du Barrois*, 4 vol. in-4.°, t. I, p. 75, 115. — *Biogr. univ.*, t. XXVIII, p. 360, art. de M. Weis, etc.

MÉRIC.

MÉRIC (Jean de), l'un des plus braves officiers qu'aient eu les armées françaises, sous le règne de Louis XV, était fils de Claude de Méric, seigneur de Mabathe, dans le comté de Foix. Il naquit en 1717, à Metz, où le régiment de Piémont, dont son père était major, se trouvait en garnison. Entré dans ce régiment, à la qualité de cadet, dès 1728, il devint lieutenant, en 1732, à l'âge de quinze ans, et justifia cet avancement précocé par sa conduite dans la guerre de 1733, où il monta le premier à la tranchée du fort de Kehl. Capitaine dans le même régiment, quand la guerre de 1741 commença, il attira les regards du comte de Saxe, et ce fut devant Prague que ce général conçut pour un jeune officier de 22 ans, des sentimens d'estime et de confiance qui lui valurent par la suite le beau titre de *bras droit du maréchal*. A la fameuse escalade de cette capitale de la Bohême, dans la nuit du 25 novembre, tandis que plusieurs détachemens, conduits par le duc de Broglie et par Chevert, attaquaient la Porte-Neuve, Méric, avec quelques grenadiers choisis, reçut ordre d'attirer l'attention de l'ennemi du côté de Laurensberg ; et les deux chefs de la véritable attaque voulurent généreusement qu'on devait la prise de la ville à la manière dont cette diversion avait été dirigée. Après la prise de Prague, Méric fut chargé de couvrir les quartiers d'hiver, et sa vigilance assura le repos de l'armée. Le comte de Saxe, voulant l'avoir avec lui dans les expéditions qu'il méditait pour le printemps,

exigea qu'il commandât les piquets du régiment destinés au siège d'Egra. Lorsqu'après la défection du roi de Prusse, l'armée se dirigea sur Prague, où elle fut investie, Méric, avec ses grenadiers, obtint, pendant tous les mois d'août et de septembre, la faveur de camper dans les fossés, pour favoriser les sorties et l'entrée de fourrages. Lorsque le siège eut été converti en blocus, et que ce blocus, resserré plus étroitement, rendit les sorties impossibles ; la brigade de Piémont brava chaque nuit le froid et la faim pour ressaisir le privilège de camper dans les fossés. Méric, qui dès l'enfance avait gravi seul et presque nu les montagnes des Pyrénées, communiquait à sa troupe une fermeté stoïque, qu'à l'époque de l'évacuation, dans la nuit du 16 au 17 décembre, elle demanda, comme une récompense de sa conduite dans le cours d'un siège de cinq mois, l'honneur de former l'arrière-garde dans la retraite ; et quoique blessé trois fois, il se chargea de la conduire dans cette fameuse retraite, où le régiment de Piémont perdit plus de quinze cents hommes. Méric fut récompensé par le brevet de major. A la bataille d'Ettingen, son régiment remis au complet, garda longtemps sa position, que les ennemis respectèrent, après de fortes canonnades qui lui tuèrent deux cents hommes et l'honneur de faire encore l'arrière-garde dans la retraite lui fut conservé par le maréchal de Noailles, qui avait pris pour Méric les sentimens du maréchal de Saxe. Dans la campagne de 1744, il servit aux sièges de Menin, d'Ypres, de La Knoque, dans le mois de juin ; et, dès le 1.^{er} juillet, il joignit au camp de Courtrai, le maréchal de Saxe. Devenu lieutenant-colonel,

commandait trois cents hommes d'élite, dont il avait réuni un corps-franc, qui ne reconnaissait plus d'autres ordres que les siens. Il s'avança à leur tête jusqu'aux portes d'Oudenarde, à travers l'armée ennemie, attaqua un grand fourrage de vingt escadrons autrichiens sous les ordres du duc d'Arenberg, et lui enleva deux cents chevaux. C'est alors qu'il fut décidé que le corps-franc serait de cinq cents cavaliers, et qu'ils auraient cinq cents fantassins en croupe dans leurs expéditions. Le maréchal de Saxe avait reconnu, depuis le commencement de la guerre, que le manque de troupes légères à l'armée française donnait à l'ennemi de grands avantages : il voulait favoriser la formation des corps-francs ; et c'était sur Méric, avec qui il s'enfermait souvent pour parler de la petite guerre, qu'il se reposait de tel soin. Placé d'abord à la tête d'une troupe de cent hommes, cet officier la partagea en deux divisions, et ne craignit pas d'attaquer le poste important de Courtrai, entre Lille et Tournay, gardé par six mille hommes. Cette entreprise audacieuse réussit parfaitement : les six mille hommes furent culbutés sur deux fronts à la fois : on en tua huit cents, et l'on fit sept cents prisonniers. Cet exploit valut à Méric la croix de Saint-Louis, le brevet de colonel, et l'honneur d'être présenté au roi, à son souper, par le maréchal, qui déclara que pour cette expédition il n'aurait pas pris Courtrai. En 1755, Méric eut la permission de porter son corps à deux cents hommes ; et il fut chargé d'éclairer la marche du maréchal, qui, donnant de l'inquiétude à plusieurs places à la fois, et laissant ignorer aux ennemis que c'était à Tournay qu'il en voulait, préparait

la journée de Fontenoy. On investit cette place, avril; le 9 et le 10 mai, Méric, posté dans les ja d'Antoin, incommoda tellement les Hollandais pa batterie servie avec la plus grande vivacité, qu'i purent seconder leurs alliés. Après la victoire, o vint à Tournay; et les volontaires de Méric y f horriblement maltraités à la prise d'un ouvrage à c qui détermina la reddition de la place. Mais le glorieux exploit de cet officier est incontestablem prise de Gand. Il passa à la nage, avec ses volont les fossés de cette ville, le 11 juillet, en plein jour racha les palissades, tailla en pièces les corps-de-g enfonça les portes, et se trouva maître de la plac qui entraîna la conquête de toute la Flandre. Au d'août suivant, le maréchal de Saxe le détacha du d'Alost, pour reconnaître l'ennemi du côté de Brux et ce fut dans cette expédition qu'il sauva la div du comte de Dunois, qui s'était imprudemment exp Un peu plus tard, il rendit le même service au d'Estrées, qui en parla au roi dans les termes les flatteurs. Cette dernière action le fit nommer brig: et il reçut le commandement d'un corps-franc de bataillons, dont tous les officiers furent à sa nomin. Ce fut à la tête de ce corps qu'il s'embarqua, l'a suivante, pour l'expédition commandée par le duc ville, et destinée pour l'Amérique septentrionale choix qu'on fit de lui n'annonçait que trop co le ministère mettait d'importance au succès de l' prise, puisque les maréchaux de Saxe et Lowen réclamèrent en vain. Il partit, mérita d'être hono ment nommé dans les relations d'une expédition c

pas heureuse, et revint en France, au bout de six
s, pour reprendre son poste dans l'armée de Flan-
: il avait déjà formé, depuis deux ans, une école de
isans dignes de le remplacer, si ses talens, que les
échaux de Saxe, de Lowendal, de Broglie et Belle-
, jugeaient propres à des commandemens plus im-
ans, lui obtenaient un nouvel avancement. Enfin,
lus brillante carrière lui était ouverte, lorsqu'il fut
de quatorze coups de fusil au pont de Halen, entre
ines et Anvers, le 10 juillet 1747.

et article, auquel nous n'aurions pu rien ajouter,
le M. Michaud jeune, qui l'a inséré dans la Biogra-
: universelle, t. XXVIII, p. 374, 375, 376.

MERLIN DE THIONVILLE.

MERLIN (Antoine-Christophe), dit Merlin de Thion-
ville, du nom de lieu qui lui a donné le jour, est né
le 13 septembre 1762. Son père, ancien huissier, et
on a vu figurer au siège de Thionville, dans les
ges des plus exaltés républicains, destinait le jeune
Merlin à l'état ecclésiastique; mais ce dernier, après
avoir fait d'excellentes études au séminaire de Paris,
se sentant aucune vocation pour le sacerdoce, quitta
la soutane, et revint dans son pays natal suivre la car-
rière du barreau. Il était, je crois, avocat au parlement
de Metz, lorsqu'éclatèrent les premiers symptômes d'une
révolution, dont M. Merlin adopta les principes avec
l'enthousiasme d'une jeunesse ardente et d'un carac-
tère fougueux. Ses concitoyens, qui avaient déjà pu

apprécier ses talens, l'élurent membre de l'assemblée législative, presque à l'unanimité; car sur sept cents électeurs, il obtint six cent vingt suffrages. Ce succès suivi d'une infinité d'autres avantages que notre député remporta à la tribune.

Merlin de Thionville n'eut pas plutôt pris séance à l'assemblée nationale législative, dont la première séance eut lieu le 1.^{er} octobre, qu'il se montra l'un des orateurs les plus fougueux et les plus zélés de cette assemblée. Dès le premier jour, il réclame l'exécution de la loi qui portait que l'assemblée entière se diviserait en bureaux, et qu'une commission ayant l'injuste effet de donner à plusieurs le droit qui appartient à tous; et, depuis ce début, on le voit presque toujours à la tribune, comme un soldat sur la brèche, défendre, souvent avec exaltation, les principes d'un ardent républicanisme. Il demande que l'assemblée ne permette pas qu'on lui présente comme loi une décision du comité de constitution; parle pour que l'assemblée procède avec le plus d'activité possible à sa constitution définitive; engage fortement les membres à se tenir dans une position plus calme, plus servée dans le cours des séances; défend la validité de certaines élections, de celle du Calvados en particulier, et rend un brillant hommage au civisme de Fauchon, premier député de ce département; demande que l'on rappelle à l'ordre Journet, pour avoir avancé une proposition politique, en disant que la constitution avait besoin du soin de l'acceptation du Roi, et provoque l'appel nominal afin que les députés se constituent en assemblée nationale législative, proposition qui est agréée, le 2 octobre, aux cris de *vive la Nation*. Il presse ensuite

en des bureaux ; demande que la prestation du
 se fasse avec une grande solennité ; que la cons-
 soit apportée par l'archiviste, que ce soit en
 a main posée sur le livre sacré que chacun pro-
 a formule du serment dans toute son intégrité ;
 ette formule, imprimée en gros caractères, de-
 placée au-dessous du bureau du président, afin
 que membre, qui parlerait désormais à la tri-
 it constamment sous les yeux la représentation
 levoirs. Dès que Camus, archiviste, précédé par
 commissaires pris dans l'assemblée et qui lui
 été envoyés sur la proposition de Merlin, fut
 ns la salle, apportant l'acte constitutionnel, tous
 mbres restèrent levés et découverts, et Merlin,
 uix qui dominait la foule, s'écria avec le trans-
 e l'enthousiasme : « Peuple français, citoyens de
 français généreux ; et vous, citoyennes vertueuses
 ntes, qui apportez dans le sanctuaire des lois la
 uce influence ; voilà le gage de la paix que la
 re vous prépare. Nous allons jurer sur ce dépôt
 volonté du peuple, de mourir libres et de dé-
 la constitution. . . . (Il s'éleva des murmures
 uffèrent la voix de M. Merlin.) » Dans les séances
 es, il propose de ne plus employer cette expres-
otre Majesté, le seul titre de Louis XVI étant
Français ; il propose en outre, de décréter que
 législatif, malgré l'évidence de la prééminence
 droits, traite d'égal à égal avec le pouvoir exé-
 t que le roi même se rendra à l'assemblée na-
 toutes les fois qu'il le jugera convenable. Quel-
 urs après, il demande que l'on arrête et que l'on

saisisse toutes les voitures qu'on trouverait transportant des armes, des vivres ou des munitions de guerre propres à renforcer les ennemis de l'État ; le 23, il la récarte, en la repoussant lui-même avec chaleur, une motion d'ordre qui tendait à restreindre le droit de pétition aux seuls cas où des intérêts individuels auraient été lésés. Les jours suivans, il dénonce le transport d'une multitude d'effets de harnachement au chiffre du roi ; s'oppose à ce qu'on renvoie au pouvoir exécutif le procès-verbal de ceux arrêtés à Longwy ; combat les articles présentés par Condorcet, sur l'émigration, et demande la question préalable : « Arrivé dans cette assemblée de l'un des boulevards de l'empire, peu de membres savent mieux que moi ce qu'il convient de penser du rassemblement de nos émigrans. L'assemblée vient de satisfaire à la loi constitutionnelle, et Louis-Joseph Xavier, prince français, est requis de rentrer dans son royaume. J'espère que cette loi sera étendue enfin à tous les princes fugitifs, et sur tous les fonctionnaires publics émigrés. Toute la difficulté consiste à empêcher que la loi soit illusoire. On propose de la mettre à l'épreuve d'un nouveau serment : mais qui ne sait que tous nos émigrés ont prêté le serment civique ; qu'il n'en a cependant aucun qui n'aspire à venir déchirer le sein de sa patrie, et qui n'ait juré la ruine du même empire qu'il avait auparavant juré de défendre. J'ai vu des officiers prêter le serment à la tête de leur troupe. « passer le lendemain à Luxembourg. Respecteront-ils plus un nouveau serment, lorsqu'ils ne cherchent qu'à l'occasion d'effacer le premier dans votre sang ? Quelle foi donner à des ambassadeurs tous contre-révolutionnaires ? »

naires, entre les mains de qui on vous propose de faire faire la déclaration ? Et vous voulez, au moyen de cette déclaration, rendre susceptibles de grades militaires ceux qui les ont abandonnés, préférant à leur grade l'honneur d'être soldats de la contre-révolution. » (Séance du 31 octobre.)

Le 6 novembre, Merlin fit écarter une proposition tendant à prier le roi de prendre de nouvelles mesures pour Saint-Domingue.

« Il me semble, dit-il, que la constitution, pour laquelle mon respect et ma soumission sont sans bornes, est établie sur des bases qui s'entre-détruisent; que toujours le pouvoir exécutif prendra tous les moyens possibles pour atténuer le pouvoir législatif; il cherchera d'effrayer d'un côté pour dégarnir la partie qui doit être défendue.

« On a déjà envoyé mille hommes et des munitions qui nous manquent en France, pour venger la querelle des blancs contre les noirs de l'Amérique; le dey d'Alger vous menace, dit-on, et la Méditerranée va voir vos flottes protéger le commerce français contre un ennemi qui, s'il l'était réellement, ne serait pas assez dangereux pour qu'il vous forçât à engloutir le peu de numéraire qui vous reste. Dans l'intérieur, les mouvemens occasionnés par les prêtres factieux nécessitent, dit-on, de rappeler les troupes des frontières; on n'a pas craint d'énoncer cette opinion destructive dans cette tribune; les arrêtés inconstitutionnels, inconséquens et impolitiques des directoires des départemens et des districts, mettent les citoyens aux mains avec les troupes de ligne; à Thionville, à six lieues du repaire des émigrans, de

telles mesures allaient ouvrir la France à nos ennemis et c'est dans ces circonstances que l'on vient vous demander d'autoriser le ministre à envoyer de nouvelles forces en Amérique. Ah ! mon âme indignée s'est refusée à votre arrêté d'hier, qui vote des remerciemens à la nation anglaise, pour les soins qu'elle a pris de s'enrichir à des hommes pour river les fers d'autres hommes ; aujourd'hui, vous voulez vous hâter de resserrer cette chaîne, et vous oubliez que c'est par de secrètes insurrections que vous avez rompu les vôtres ; soyez donc conséquens avec vous-mêmes, ou attendez-vous avec vos principes d'aujourd'hui, à applaudir bientôt Léopold et les autres tyrans du monde, quand ils auront anéanti votre liberté, et quand ils auront perdu la patrie. Or les faits sont vrais, et alors le ministre doit veiller à la sûreté de vos îles, contre ceux qui voudraient s'en emparer, mais jamais contre des hommes auxquels la constitution a dit qu'ils étaient nés libres, et qu'ils demeureraient tels ; ou la nouvelle est fausse, annoncée par le ministère, dans des motifs obscurément hostiles, et alors, s'il agit, vous aurez contre lui l'arme bien faible de la responsabilité. Je conclus donc à ce que l'assemblée passe à l'ordre du jour. »

Dans la séance du lendemain, sur un amendement proposé par Merlin, l'assemblée décréta que les sous-lieutenances vacantes dans les différens corps de l'armée, seraient réservées, pour être à l'avenir remplies par les gardes nationaux qui servaient aux frontières. Devenu membre du comité de surveillance, il fait décréter que le pouvoir exécutif enverra un courrier extraordinaire pour s'assurer de la personne de Tardy et

res, accusés de trahison; le 13, il veut qu'une somme dix millions demandée par le roi pour un armement à Saint-Domingue, soit imposée sur les colonies; il lève à cette occasion contre le système suivi pour elles, ajoute : « C'est le commerce seul qui jouit des pré-
 sents avantages qu'on retire des colonies. C'est une
 sse privilégiée dont l'esprit perdra la patrie; pour être
 re, il ne faut pas être riche. » M. Merlin présenta des
 es sur le mode de remplacement pour les emplois va-
 ns dans l'armée; fit charger le comité des dépenses de
 senter un projet de loi pour faire payer les pensions
 i officiers retirés dans leurs départemens; demanda
 question préalable sur l'article relatif au nouveau ser-
 nt de la constitution civile du clergé, et se plaignit
 s avantages qu'on donnait aux réfractaires sur les cons-
 titutionnels; dénonça une lettre signée Delâtre, adressée
 à l'onne, pour lui recommander son fils; signala, le
 , les armemens qui se faisaient à Coblenz, et proposa
 mettre en état d'accusation les princes français émi-
 s, leurs agens, fauteurs et adhérens. Dans une nou-
 le discussion relative aux colonies, son opinion fut
 : l'on maintint chacun dans les droits accordés par
 semblée coloniale; il parla en faveur d'une création
 petits assignats, et, le 26, il réclama avec force contre
 restation qu'on avait exercée sur lui la veille, au
 isage dit le Chœur-des-Feuillans, et contre l'établis-
 nt des clubs de ce nom dans l'arrondissement de
 semblée.

En 1792, il demande l'ajournement de la discussion
 la sanction des décrets concernant la haute-cour
 tionale; fait passer à l'ordre du jour sur les discours

relatifs aux désordres arrivés dans Paris; soutient l'illégalité du séquestre des biens des émigrés pour l'indemnité des frais de la guerre; s'élève contre l'intention de former en bataillons d'infanterie légèr des compagnies de chasseurs de Paris; s'oppose à ce que pendant les temps de guerre on ne puisse donner qu'à des soldats de ligne le commandement des places fortes; le projet de faire délivrer aux soldats leur viandure, dans la crainte que les ministres ne les fasse servir à d'autres usages, pour exaspérer le soldat; dénonce un décret d'office de notaire par le ministre de la justice; à la suppression des séances du soir; sollicite un rapport sur le mode de séquestre des biens des émigrés pour qu'en attendant cette loi, les corps administratifs soient autorisés à prendre des mesures conservatrices des biens abandonnés; accuse le ministre de ne pas avoir fait arrêter le colonel Savignac; se met à la discussion sur le séquestre des biens des émigrés; s'oppose à l'exception réclamée en faveur des académiciens et des savans, comme entraînant des abus, chacun devant prendre l'une ou l'autre de ces qualités; fait voter qu'il n'y a pas lieu à suivre l'accusation portée contre Vidal et François, arrêtés comme espions des Français; demande qu'un rapport tendant à rejeter des déclamations contre l'ex-ministre Narbonne, soit ajourné; pose à l'évacuation des tribunes qui avaient servi pendant cette discussion; parle en faveur du projet de loi sur la prohibition du costume ecclésiastique; veut que la responsabilité des crimes d'embauchage soit attribuée à l'Assemblée nationale; cour; sollicite en faveur de M. de Noailles, ambassadeur de France à Vienne, la faculté de venir se

la barre; combat vivement le projet d'établir des commandans temporaires dans les places fortes, pendant la durée de la guerre; demande que la guerre soit déclarée aux rois et la paix aux nations; invoque le rapport du décret qui consacre à la patrie le tiers du traitement des députés, en y substituant une contribution volontaire; accuse le ministre de l'intérieur de favoriser les prêtres réfractaires, et vote pour leur exil en Amérique; s'oppose avec chaleur à une motion du ministre de la guerre, qui voulait qu'on accordât à chaque général une somme de 50,000 livres pour entrer en campagne. « Vous avez, dit-il, accordé six millions pour les dépenses secrètes des affaires étrangères, et cette somme, qui ne vous a pas effrayés, a effrayé tous ceux qui veulent épargner des secours du peuple. » De violens murmures accueillent ces paroles, et, de toutes parts, des cris à l'ordre se font entendre; Merlin met lui-même un terme à la discussion en disant qu'il se rappelle à l'ordre, ne pouvant jamais l'être pour une meilleure cause. Quelques jours après, il vote pour que Marat et Royou soient mandés à la barre; il obtient le renvoi, au comité militaire, de sa dénonciation d'un brevet intitulé : *De par le Roi et monseigneur le comte d'Artois*. Lors de la discussion du projet d'établissement des tribunaux correctionnels, il déclare que rien, à son avis, n'est plus contraire à l'honneur des guerriers français, que les armées ne s'y soumettront pas, et il s'exprime avec une telle violence qu'on le rappelle à l'ordre avec censure; mais entraîné par son imagination brûlante, il ne descend de la tribune que quand une décision de l'assemblée lui a ôté la parole. Dans les séances suivantes, Merlin fait décréter l'envoi

aux armées d'un discours du ministre de la guerre, tenant un trait de dévouement généreux du mar Luckner, il annonce la rentrée de trois escadrons Bercheny, purgés de leurs officiers qui les avaient passés à l'ennemi; fait décréter que tout militaire d'espionnage ne pourra obtenir ni emploi, ni retraite. Au milieu de ces travaux législatifs, Larivière, juge de paix de la section Henri IV, poursuivant un jour qui avait parlé de l'existence d'un *comité autrichien*, cita comme témoins notre compatriote ainsi que L. et Chabot, et décerna ensuite un mandat d'arrêt contre chacun d'eux. Merlin fut conduit chez lui par la gendarmerie; mais il dénonça aussitôt à l'assemblée ce mandat de pouvoir, comme une violation de la représentation nationale. Le juge de paix Larivière, arrêté à son tour, fut décrété d'accusation. Les trois députés renouvelèrent bientôt les mêmes inculpations relatives au prétendu comité autrichien, et citèrent à l'appui de cette accusation la reprise de la cocarde blanche par des soldats suisses à Neuilly, et la destruction de plusieurs ballots de papiers brûlés à Sèvres, par Laporte, intendant de la liste civique. La municipalité de Saint-Cloud affirmait que ces ballots contenaient des papiers appartenant à la cour. M. Lamourin mandé à la barre, assura que l'on n'avait brûlé qu'une édition entière d'un libelle intitulé : *Mémoires de la comtesse de Lamoignon*, que cette dernière avait fait imprimer à Londres. L'information n'en fut pas continuée, et ne produisit aucun résultat; mais M. Merlin se porta de nouveau, et à diverses reprises, auteur des ministres. » Il vota pour le décret d'accusation porté contre le duc de Brissac, commandant de la

roi ; appuya le projet de la fédération civique proposée par le ministre Servan ; reprocha à Duport-Du-
 re, ex-ministre, ses propos contre les jacobins ; appuya
 la demande que faisaient les cent-suisse d'être employés
 secourus ; fit lever la suspension de Manuel, procureur
 de la commune de Paris. Ce fut sur le rapport de
 Merlin que l'assemblée décréta d'accusation le député
 Macgilly de Sedan. Le 15 août, il annonce que les
 Prussiens et les Autrichiens sont maîtres de Rodemack ;
 à ce moment, peut-être, on ouvre la tranchée devant
 Monville, mais que tous ses concitoyens laisseraient
 la vie sur les remparts, plutôt que de livrer la ville.
 Le comité de surveillance, dit-il, a plus de 400 lettres
 qui prouvent que le plan et l'époque de cette attaque
 étaient connus à Paris ; que c'est à Paris qu'est le foyer
 de la conspiration de Coblenz. Je demande que les
 femmes et les enfans des émigrés, ainsi que Louis XVI,
 soient pour nous des otages (on applaudit). » Dans la
 même séance, il fut d'avis que, vu l'état de siège au-
 quel Longwy se trouvait réduit, on placât à Metz le siège
 de l'assemblée électorale. Sa qualité de membre du comité
 de surveillance le porta à demander un décret d'accusa-
 tion contre tout le conseil général de la commune de
 Sedan, accusé, comme nous l'avons déjà marqué à l'ar-
 chive de M. Marchant, de n'avoir pas mis obstacle à la
 marche de Lafayette sur Paris, dont M. Merlin proposa
 de raser la maison, pour éterniser, dit-il, le souvenir
 de son crime. On le vit successivement présenter à
 l'assemblée deux quittances du trésorier de la liste
 civile, sur ordonnance de Louis XVI, constatant le paie-
 ment, pour 1792, de la dépense des maisons des princes

émigrés ; insister pour que les femmes et les enfans des émigrés fussent retenus en ôtages pendant l'occupation du territoire par l'ennemi ; faire autoriser le pouvoir exécutif à nommer aux places militaires ; demander que les municipalités pussent disposer des armes des ex-nobles ; déclarer qu'à l'expiration de ses fonctions, il se rangera dans le corps des tyrannicides , dont la formation était sollicitée par Jean Debry ; proposer le rappel de tous les commandans de place , et ne pas cesser dans des discours où respire une fièvre républicaine, de diriger, presque à son gré, la marche d'une assemblée qu'il domina souvent par l'exaltation de son génie.

Quelques jours après avoir fait entendre ces dernières propositions, il présenta une relation de l'attaque et de la défense de Thionville, mais généralement inexacte, et faite dans un esprit qui ne peut servir de modèle à l'histoire ; le lendemain, il rendit un compte détaillé de sa mission dans les départemens de l'Aisne et de la Somme où il a levé 7,000 hommes, qu'il a conduits lui-même à l'armée, en Champagne.

Nommé à l'unanimité des électeurs du département de la Moselle, député à la convention, Merlin ne tarda pas à y montrer toute la véhémence et l'exaltation de ses opinions républicaines. Il s'opposa à ce que cette assemblée s'engageât par aucun serment : s'éleva contre les défiances jetées dans la convention par l'idée d'un prétendu parti dictatorial : « Que ceux, s'écria-t-il un jour, qui connaissent dans cette assemblée des hommes assez pervers pour demander le triumvirat ou la dictature, me les indiquent, pour que je les poignarde. » Dans les séances suivantes, presque toutes signalées par quelque

de virulente de sa part, il rend un nouveau compte l'énergie des habitans de Thionville contre les assiégés ; est accusé par Narbonne d'avoir reçu différentes sommes de sa main, par l'entremise de Lacroix ; demande Louis XVI, qu'il appelle *infâme*, soit jugé par la convention nationale, qui doit être pour lui un jury d'accusation et de jugement ; accuse les feuillans de vouloir seuls une garde départementale ; regarde l'insurrection des ouvriers du camp, sous Paris, comme l'ouvrage de ceux qui veulent entourer la convention d'une armée ; demande qu'il soit ordonné à l'accusateur public de dénoncer au jury *la ci-devant reine* ; manifeste le désir, à l'occasion des débats entre Robespierre et Louvet, qu'on ne s'occupe plus désormais de querelles articulées ; fait suspendre l'exécution du décret qui ordonnait la démolition des maisons de Longwy, dont les habitans étaient accusés de s'être mal défendus, et demande que les habitations des traitres soient données aux malheureux habitans de Lille ; le 10 octobre, il accuse Roland, ministre de l'intérieur, d'avoir porté atteinte à l'inviolabilité des correspondances, en retardant le départ de plusieurs courriers ; est interrompu trois fois par des murmures, seuls moyens qu'eussent conservé les royalistes pour défendre leur cause, alors désespérée, et termine par ces paroles, que démentait probablement son cœur quand ses lèvres les exprimaient : « Le trouble de l'assemblée ne me permet pas de me faire entendre ; eh bien ! s'il faut, pour sauver la république, donner à Louis XVI et à l'infâme Marie-Antoinette le doux plaisir de faire égorger ceux qui les ont mis dans la tour du Temple, j'abandonne la parole. » (Le tumulte et l'agi-

tation sont à leur comble, et Merlin descend la tribune, en recevant les félicitations de Legendre, de laud-Varennès, etc. Les jours suivans, Merlin demande que les papiers trouvés chez l'ex-constituant Bonnot soient pas ouverts; que la réponse de Robespierre à Louvet soit imprimée à quinze cents exemplaires. qu'en a usé le ministre de l'intérieur pour la dénonciation de celui-ci; fait arrêter, par la société des Jacobins l'envoi de cette réponse aux sociétés affiliées, etc. Il était rare, dans ce moment de trouble révolutionnaire, où chacun, entraîné loin des bornes de la raison, semblait s'excuser soi-même en applaudissant aux exagérations de quelques orateurs fougueux, que les discours de Merlin ne fussent accueillis par les applaudissemens de ses collègues et les trépignemens de joie sur les tribunes. Un jour, cependant, il excita de violentes murmures, et fut obligé de quitter la tribune au milieu des témoignages les plus expressifs du mécontentement général; il avait proposé d'ajouter au décret de peine de mort, invoqué par Buzot contre tout provocateur à l'établissement de la royauté ou du despotisme d'un des ces mots : *à moins que ce ne soit dans les assemblées primaires*. Il ne faudrait que ce seul fait pour donner une idée de l'extrême exaltation du moment. Merlin, se hâtant de donner une explication plausible et satisfaisante de son opinion, exprima le regret de n'avoir pas, au 10 août, épargné à la convention les longs développemens du procès de Louis, et Guadet s'opposa à sa proposition, s'appuyant sur ce que les idées de Merlin pourraient, par leur développement, jeter quelques lumières sur certains projets de remplacer un despotisme par un autre.

in fait ensuite décréter d'arrestation Duquesnoi, de Nancy (voyez son article); s'oppose à l'ouverture et à la lecture d'une lettre attribuée à Narbonne, Guet, etc., et relative à la défense de l'infortuné Louis XVI; demande que, séance tenante, on adopte le décret d'exécution du décret qui ordonne la réunion des assemblées primaires, afin de prononcer le rappel des députés qui ont trahi la patrie; il annonce que le Comte d'Artois, enclavé dans le département de la Moselle, vient de déclarer son adhésion à tous les actes de la convention nationale, et, le 16 décembre, il prend part à la discussion où l'on agite l'expulsion de la famille royale.

En 1788, dit-il, j'ai entendu parler d'une faction d'Orléans; en 1789, 90 et 91, encore une faction d'Orléans; à présent, le nom d'Orléans est un ferment de division au milieu de nous : Orléans, partez, dès aujourd'hui ! (On applaudit.) Mais, au moment où il tira, que les divisions, les dissensions qui nous tourmentent, disparaissent enfin. (nouveaux applaudissemens), et que, vrais républicains, nous nous efforçons de fonder un gouvernement qui puisse écraser le premier intrigant qui voudrait anéantir la liberté. (Les applaudissemens recommencent et se prolongent.) Le pouvoir exécutif devient aussi pour nous une pierre d'achoppement. Un ministre est favorisé par l'autre. Faisons connaître au peuple de sa souveraineté : que le comité de constitution apporte, dans le plus prochain délai, un plan de d'organisation du pouvoir exécutif. Je conclus donc : que l'assemblée accorde trois jours, pour sortir de la séance, à tous ceux qui sont, ou se prétendent, de la

famille de Bourbon, et que le rapport du comité de constitution soit fait incessamment. (On applaudit.) »

Ce fut la dernière fois de l'année que M. Merlin porta la parole devant la convention ; son ardeur républicaine eut à se déployer sur un autre théâtre où il parut avec gloire. La convention inquiète, ayant à lutter en même temps contre les ennemis du dehors et contre ceux qui déchiraient son sein, nomma deux commissaires aux armées commandées par Biron, Custine, Beurnonville, avec pouvoir de faire rendre compte à tous les comptables. M. Merlin se jette d'abord dans Mayence, que menaçaient à la fois les forces combinées des Prussiens et des Autrichiens, écrit que c'est au nom de Louis XVI que les ennemis combattent les Français, vote sa mort comme *nationicide*, et fournit ensuite des détails sur la situation de la garnison. Tant que dura ce mémorable siège, Merlin, aidé de son collègue Rewbel, donna des preuves multipliées d'un courage brillant qui allait même jusqu'à la témérité. Aussi les Allemands étonnés lui donnèrent-ils le sobriquet, plus honorable encore que singulier, *Feuer-Teufel* (diable de feu.) « C'était au milieu des ennemis qu'il faisait l'essai de ses armes. » On lui apporta un jour un sabre de prix ; il se mit aussitôt à la tête d'une sortie, et le rapporta teint du sang des hussards prussiens, en disant à ses soldats : *Il coupe bien*. Il fit construire la redoute *Merlin*, qui existe encore, et qui porte toujours son nom. Tous les jours il présidait aux travaux, encourageait les ouvriers et bravait le feu meurtrier de l'ennemi. Cette redoute ayant été, vers la fin du siège, emportée par les Prussiens, qui y mirent un de leurs

rs bataillons pour la défendre, M. Merlin de-
 quelques hommes de bonne volonté; trente
 ers se présentent; il fond à leur tête sur le
 n ennemi et le chasse. Souvent il pointait lui-
 es canons des batteries, et il en fit construire
 -delà du Rhin; il se plaisait, au sortir de table,
 luire vers cette batterie les convives qui venaient
 ager avec le représentant du peuple un morceau
 al ou d'autre animal bien plus immonde. Les
 ns ne manquaient jamais de saluer les visiteurs
 mitraille, à un endroit où le chemin couvert
 interrompu. Mais il avertissait à tems ses compa-
 lu danger, et leur laissait la liberté de ne point
 ger avec lui. » Un tel dévouement méritait toute
 tude de la convention; aussi Merlin reçut-il les
 nages de sa vive satisfaction; pendant que, d'un
 ôté, le département du Finistère réclamait son
 on du sein de cette assemblée. « Après la plus
 e résistance, Mayence fut cependant forcé de se
 les moyens de défense étaient épuisés, la ville
 vait battue en ruine de tous côtés, la redoute
 avembourg, élevée par les Prussiens, foudroyait
 ilins qui ne pouvaient plus moudre le peu de
 existait encore; les munitions de guerre de-
 t aussi rares que les subsistances; enfin, la capi-
 fut délibérée dans un conseil de guerre où
 nt les généraux Doiret, Aubert-Dubayet, Beaupuis
 er. On obtint la capitulation la plus honorable,
 en fallait une preuve, on la trouverait dans la
 le que fit le célèbre maréchal Kalkreuth vingt-
 as après, lorsqu'il rendit la ville de Dantzick: il

sollicita alors, pour lui et sa garnison, la même capitulation qu'il avait accordée aux Français à Mayence quand il en commandait le siège. » Merlin fit à la convention un rapport sur la reddition de cette place sur les motifs qui l'avaient engagé à capituler; mais une époque où les dénonciations calomnieuses se succédaient, les commissaires à l'armée du Rhin ne pouvaient en être exempts, non plus que les braves qui les avaient si courageusement secondés. Le général Aubert-Dubayet fut arrêté; M. Merlin brisa bien ses fers, repoussa victorieusement les absurdes calomnies qu'on avait répandues, et fit rendre par la convention un décret portant *que l'armée de Mayence avait bien mérité de la patrie*. Merlin s'étant absenté quelques jours après, Montant renouvela vainement les accusations qu'il avait fait entendre auparavant. Thurot et Chassagnon s'élancèrent à la tribune, défendirent avec énergie leur collègue et rappelèrent à l'assemblée que, « le 10 août, armé de deux pistolets, il avait porté l'effroi dans le cœur du tyran. » A son retour, Merlin somma son accusateur de venir soutenir de nouveau ses allégations calomnieuses à la tribune; mais Montant ne répondit point à l'appel. Barrère rappela dans cette même séance le courage militaire de Merlin, et ce dernier mit fin aux discussions dont il avait été l'objet par ces paroles remarquables: « Je n'ai plus qu'un mot à dire: qu'une commission militaire nous juge tous, et si l'on prouve qu'il exista dans Mayence une place large comme mon chapeau où un homme pût être en sûreté pendant une heure, je consens à porter ma tête sur l'échafaud. » Peu de jours après, Merlin, en qui la convention

l'avoir la plus haute confiance, fut chargé d'une non moins importante que la première. On le vit dans la Vendée à la tête de l'armée de Mayence, un républicain ne montra plus de valeur, ni de plus d'équité. Cette mission peut être considérée comme un des plus beaux épisodes de la vie de Bonaparte, si remplie d'ailleurs d'événemens extraordinaires. Jour, dit la Biographie des Contemporains que nous déjà citée parce qu'elle renferme des détails intéressants et qu'on ne trouve point ailleurs, un homme porté par son ardeur au milieu des Vendéens, se trouva bien près de tomber vivant entre les mains de ses implacables ennemis; un soldat avait déjà saisi la bride de son cheval: sans s'étonner du danger, et la tête de son agresseur, et enfonçant les doigts dans les flancs du cheval, il franchit un ravin qui le séparait des siens, au grand étonnement de ses partisans, qui le croyaient prisonnier. Mais si son courage personnel ne fléchit point dans cette funeste circonstance, sa fougue et son effervescence politique diminuèrent sensiblement. Il s'éleva avec énergie contre tous les excès; dénonça les opérations des généraux envoyés précédemment dans la Vendée, fit un grand bruit sur la défaite des brigands à Saint-Symphorien, et contre la destitution des généraux Canclaux et Dubayet, qui venaient d'en être frappés au moment même où ils avaient remporté des avantages; il annonça le passage de l'armée à Ancenis et à Nantes, après une marche victorieuse à travers toute la Vendée, et donna, en plusieurs occasions, des preuves de modération et d'humanité envers les vaincus. De retour

à la convention, on l'entendit faire des réclames équitables, et des motions fondées en sagesse et en raison. Epouvanté des horreurs qui se commencent à se faire autour de lui; voyant tant de députés, dont plusieurs étaient ses amis, tomber victimes de la haine des sans-pierre; se croyant peut-être menacé lui-même par la liaison d'affection et d'intérêt avec le parti qui renversait le tyran, et qui mit fin au règne de la terreur, il convient de reprendre la série des discours et des motions de Merlin. Elu secrétaire, il présente une motion pour détruire la séparation des héritages dans la loi; fait une demande qu'Osselin soit entendu avant d'être mis en état d'accusation; veut que l'on remonte à la source des dénonciations contre les députés; fait une motion en faveur d'Aubry, fils d'Olympe de Gouges; demande que les étrangers ne soient pas admis dans les armées; fait décréter d'accusation les accusateurs du député Lacroix; appuie la motion d'échanger le prince de Linang contre les représentans arrêtés par Dumourier; donne des éloges au patriotisme des parens des réquisitionnaires du onzième bataillon, qui provoquent eux-mêmes la punition de leurs enfans rebelles; fait adopter des mesures d'épuration; veut que le comité de salut public s'appelle comité de gouvernement; demande que les agens des ci-devant grands-seigneurs ne puissent remplir aucune fonction publique; fait l'éloge de Danton, pour avoir sauvé la Convention le 10 août; demande qu'il soit permis à tous les députés de voir Chabot et Bazire au Luxembourg; fait décréter l'arrestation du vénérable Maujean, notre ancien échevin, qui avait été dénoncé pour de pi

actions commises dans le département de la Moselle;
 it traduire au tribunal révolutionnaire Boissard, admi-
 strateur du département du Doubs; s'oppose à l'in-
 ertion au bulletin des lois, des détails du jugement
 e cinq Lillois, et obtient le renvoi au comité de salut
 ublic, d'une dénonciation portée contre Lavalette et
 ufraine son aide-de-camp; demande une loi contre
 es femmes qui suivent les armées; réclame l'exécution
 ittérale de celle sur le gouvernement révolutionnaire;
 istifie Thirion; fait mettre les fondeurs de caractère
 n réquisition; obtient, en faveur de Bercy-Marigny
 e Chinon, qu'il conservera le cheval que montait son
 ls lorsqu'il fut enlevé d'un coup de canon au siège
 l'Angers; communique une dépêche du général Beau-
 uuy, annonçant la déroute de l'armée catholique, et se
 laint du refus que le ministre fait à cet officier du
 revet de général de division; parle en faveur de Bazire
 t de Chabot; écrit un article virulent contre Fitz-
 érald, agent d'Angleterre en Suisse; réclame le brevet
 d'adjudant-général pour un militaire qui s'est distingué
 Mayence et dans la Vendée, etc. En 1794, cet infat-
 gable orateur, dont nous ne pouvons qu'indiquer les
 discours en suivant presque textuellement les tables du
 ioniteur, fait ordonner la reddition des comptes des
 ercepteurs de taxes révolutionnaires et autres impo-
 itions semblables; combat les assertions de Philippeaux
 ur la Vendée, et demande qu'on entende Westermann
 ont il prend la défense; fait maintenir au rang des
 migrés ceux qui ont fui pendant le siège de Thionville;
 emande qu'on imite les Prussiens qui ont tout détruit
 ans leur invasion en France, et que les républicains

en pays ennemis fassent tout refluer sur les bords de la république, ajoutant que si les peuples se joignent, leur vengeance doit tomber sur leurs souverains qui veulent la guerre. Ce fut d'après une de ses motions que la convention jura, par acclamation, la république une et indivisible, et se rendit en masse à la fête du 1^{er} janvier. Dans les séances suivantes, il proposa de porter l'artillerie volante à neuf régimens; repoussa, comme exécration, la proposition de Ruhl contre l'électeur de Mayence, fit adopter son projet sur l'artillerie, le rappel de Javoques et la suspension du tribunal de Lyon; combattit aux jacobins, l'envoi de missionnaires aux Pyrénées-Orientales, et demanda que l'armée nationale du département de la Moselle, et tous les citoyens publics, fussent pris exclusivement parmi les membres de la société; fit décréter la condition de savoir lire et écrire pour être admis aux grades militaires; approuva une dénonciation contre le liquidateur de la liste civique; proposa d'exclure les nobles du service militaire; d'appliquer la loi contre les émigrés à ceux de la liste des débiteurs qui leur envoyaient de l'argent; demanda la suppression de la mendicité et un prompt rapport sur cet effet; inculpa Bouchotte, notre concitoyen, ancien ministre de la guerre (voyez son article); demanda l'infâme Jourdan, d'Avignon, surnommé *coupe-tête*, fût traduit à la barre, pour sa conduite envers Pélissier; prit la défense des Nantais calomniés, etc. Merlin, à cette époque, avait montré tant d'aversion pour les menées de Robespierre et de son parti, que dans la journée du 9 thermidor, Henriot, commandant de la force-armée de Paris, le satellite le plus dévoué

maîtres qui ensanglantaient la France depuis dix-huit ans, fond sur Merlin suivi de quarante forcenés disposés à le mettre en pièce, et le heurtant du canon du pistolet qu'il lui met sur la poitrine, il le traîne au corps-de-garde du Palais-Royal; Merlin le suit sansistance, mais, reprenant tout à coup son énergie, il s'adresse à son tour les citoyens réunis, les ramène à sa propre opinion, et fait arrêter Henriot lui-même, remplissant ainsi l'un des vœux les plus vifs de la convention. Il fit aussi mander à la barre la municipalité et le département de Paris, ligués avec les *jacobins*, pour opposer un mouvement contre cette assemblée. M. Merlin prit part à la discussion sur le remplacement des membres du comité de salut public; demanda que leur nomination fut faite au scrutin; fit rapporter le décret sur *visa des congés* accordés aux députés. Élu membre du comité de sûreté générale, il donna des éloges à la manière dont la gendarmerie s'était conduite dans les derniers troubles qui avaient eu lieu, mais lui rappela qu'aucun agent de la force-armée ne devait arrêter un représentant du peuple, à moins d'être muni d'un décret de la convention nationale; il obtint la suspension du décret rendu la veille contre les nobles et les prêtres; demanda que tous les vrais républicains détenus fussent mis en liberté, tandis qu'on tiendrait les aristocrates sous une verge de fer; il demanda que Fouquier-Tinville donnât des explications sur la conspiration l'étranger et sur celle de Luxembourg; parla en faveur des citoyens mis en liberté, etc. Nommé, le 2 fructidor, président de la convention, M. Merlin représentait ce grand corps de l'État; et, le 8, on le vit

avec satisfaction, exhorter la société des jacobins venue en députation se présenter à la barre, et l'inviter à donner désormais l'exemple d'une entière soumission aux lois.

« La république n'oubliera jamais ce qu'elle doit à la société, si honorablement calomniée par les royalistes ; les jacobins ont puissamment contribué à la chute du tyran, et dans ce moment, beaucoup de ces généreux amis de la liberté, cimentent de leur sang les droits du peuple, et ont défendus par leur éloquente et courageuse conduite. Ceux-là surtout ne sont pas les amis de quelque parti ; ils n'aiment, ne voient que la patrie. Ceux qui n'ont pas prêté serment à la commune criminelle, pendant la révolution, seule, abandonnée à elle-même, forte de ses principes et de l'amour ardent, et du peuple, et de la liberté, la convention nationale attaque, accuse et renverse un seul instant le tyran (Robespierre) que des députés défendaient encore à votre tribune. Vous avez démasqué ces monstres, vous les avez proscrits ; ils tombent bientôt sous le glaive des lois. Faites davantage ; prouvez d'hui ; prouvez que vous voulez le gouvernement révolutionnaire, qui peut seul conduire à la paix et à la liberté, en donnant l'exemple de votre soumission ; et en dirigeant l'opposition contre les ennemis du peuple et de la représentation nationale. (Vifs applaudissements.)

Depuis lors, un notable changement se fit dans le parti ; le marche politique de M. Merlin ; il porta des coups sensibles aux partisans de la montagne et même aux jacobins exagérés, et fut un de ceux qui contribua le plus à la ruine de leur parti. Ainsi, on ne peut plus successivement justifier Dubayet, accusé de la p

ayence, et mettre la responsabilité de cet échec sur la tête de Custine; dénoncer, avec toute l'énergie d'une âme vivement émue, et les continuateurs de Robespierre, et les jacobins, et le comité révolutionnaire de Nantes; demander le maintien du gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix, et la peine de mort contre les agens ultra-révolutionnaires; accuser les jacobins de correspondre avec les égorgeurs de Marseille, etc. A cette dernière occasion, voici la manière dont il s'exprima :

« Représentans d'un peuple que vous devez amener au bonheur le plus promptement possible; ce ne sont pas des invitations à nos collègues qu'il faut aujourd'hui; ce sont des mesures assez fortes et assez décisives, pour que l'on sache que vous avez recouvré votre énergie. (On applaudit.) Prouvez que vous ne voulez pas laisser revenir le régime tyrannique; c'est dans le principe qu'il faut frapper les factions naissantes; et si vous n'aviez pas accordé d'abord des décrets presque indifférens à vos comités anciens, ils n'en auraient pas exigé de dangereux ensuite, et vous n'auriez pas été opprimés. Décrétez, et le peuple est là pour faire exécuter vos lois. (On applaudit.) Vous venez de couper la trame de la conspiration du midi contre la représentation nationale et l'unité de la république; vous aurez le courage de voir quelles étaient les ramifications de ce projet, si souvent conçu, et toujours avorté.

« Si vous doutez qu'il s'attache ici....., là..... (on applaudit), je vous dirai de lire encore ces trop criminelles séances de cette société, du 9 au 10 thermidor; vous verriez, dans sa correspondance avec Marseille, que les intrigans, les égorgeurs, après avoir

blâmé vos lois bienfaisantes, après avoir menacé publiquement de l'assassinat, et préparé des mesures dans secret, ont demandé du secours à Marseille, pour soutenir leur autorité défaillante et exécrée ; que la société de Marseille leur répond : « A la voix des jacobins, « bataillon est venu se joindre aux Parisiens, le 10 août « pour renverser le trône. Jacobins, parlez, et nous « arrivons encore. » Et contre qui, si ce n'est contre la convention nationale et les bons citoyens ? Quelle autre preuve voudrait-on de l'existence d'une confédération de tous les fripons, de tous ceux qui pleurent le bespierre, et regrettent son règne ? Convention nationale, jusqu'à quand souffriras-tu à côté de toi une puissance que le peuple n'a point voulue ; qui demande et qui reçoit des promesses de renfort ; qui a, à sa disposition des bataillons ; qui corrompt l'opinion ; qui dit que les aristocrates seuls crient : *Vive la Convention !* qui refuse son affiliation à une société qui ose prendre le nom d'*Ami de la Convention* ; pour qui l'attachement inviolable aux principes éternels est une raison d'exclusion pour qui, enfin, l'amour de la justice, le désir du bonheur public et de la paix, sont des preuves de corruption avec Pitt, Cobourg et le roi de Prusse. N'oser vous pas vous prononcer avec le peuple qui connaît ses ennemis et les siens, avec le peuple qui ne veut point d'autre autorité que celle dont il a investi la représentation nationale ? Les assassins de mon pays, les conjurateurs de la nuit du 9 au 10 thermidor, existent encore à côté de vous, et vous ne les avez pas frappés ! Le couple des brigands qui ont juré de s'unir contre la vertu et la justice, existe encore comme dans la nuit du 9

thermidor, et vous ne l'avez pas fait nettoyer! Attendez-vous donc que ces agens du tyran renversé, ces dépôts du traître, ces flagorneurs à gages, ces impudens et cruels fripons, redoublant d'audace, viennent encore une fois vous braver, vous insulter, et qu'ils réussissent enfin à vous renverser? Non, Citoyens, vous le ferez fermement, et leur règne est détruit. »

Isoré. « Merlin montre le bout de l'oreille, il veut détruire les sociétés populaires. »

« Je montre l'oreille tout entière, répond M. Merlin, n'ai pas attendu ce moment, je crois, pour annoncer quelle est mon opinion; je veux la fin des crimes, que les scélérats appellent encore politiques pour sauver leurs complices. Je périrai, ou le système des égorgés prévaudra pas, et le peuple jouira, enfin, du fruit de ses travaux, de son sang, et de six années d'orages. (On applaudit.)

« Non, je ne veux pas détruire les sociétés populaires, qui, fidèles à leurs institutions, respectent les lois, les expliquent au peuple, surveillent les autorités, démasquent les fripons; mais je veux que l'on punisse les criminels, les assassins de la liberté, les conspirateurs, quel que soit leur refuge, et que, puisqu'il est démontré que tout ce qu'il y a d'hommes qui perdent à la chute de Robespierre, trouvent asile et protection dans la société que j'accuse; que cette société est encore celle du 9 au 10 thermidor; que dans ses tribunes on leurre le tyran; que là se trouvent les mêmes bacchantes, les mêmes agens de la conspiration qui ont assailli Collot-d'Herbois lorsqu'il accusait, le 8, le tyran à la tribune; que, puisqu'il est certain qu'elle correspond

avec Marseille dans le même sens qui vient d'exciter votre indignation, et de nécessiter des mesures ; je demande que la convention nationale fasse apposer les scellés sur le comité de correspondance des jacobins et que la société soit épurée comme on vient de le décider pour Marseille. »

Dans la séance de la société des jacobins du 3.^e jour des sanculotides, on accusa Merlin d'avoir fait échapper le frère de l'abbé Royou, cousin de Fréron, qui avait insulté gravement ces jacobins. Merlin faisait alors parti du comité de sûreté générale.

Le 2 vendémiaire, à propos de plusieurs dénonciations portées contre des membres de la convention, M Merlin demanda qu'on mit fin à de tels débats ; que la convention formât dans son sein une commission, à l'appel nominal ; qu'on renvoyât les accusateurs aux trois comités, de salut public, de sûreté générale et de législation, et que les honnêtes gens pussent enfin faire entendre leur voix, si long-temps comprimée.

Le surlendemain, Merlin de Thionville monta de nouveau à la tribune, pour parler au sujet des fêtes nationales : « Quelle plus heureuse époque, dit-il, pour l'histoire de la révolution, que celle où les armées de la république ont chassé de son territoire les tyrans et leurs esclaves ! quelle époque plus glorieuse que celle où le peuple français comprime à la fois ses ennemis intérieurs et extérieurs ! Gloire soit à jamais rendue aux armées ! elles n'ont jamais dû courber le front sous aucune tyrannie. (On applaudit.) Gloire soit rendue au peuple français, qui a montré l'énergie qu'on devait attendre de lui ! Je demande que le comité d'instruction publique

est chargé de présenter un plan de fête pour célébrer la grandeur de ce peuple que nous avons le bonheur de présenter. Mais que dans cette fête, le peuple n'ait l'air d'être au parterre, pour voir figurer ses maîtres; qu'il n'attende pas trois heures un froid concert; qu'on évite plus de ces décorations de théâtre, de ces statues en plâtre qui faisaient croire que la république, comme les autres, ne devait durer que deux jours. Imitons les Romains, auxquels je ne veux pourtant pas nous assimiler. Ils gravaient sur des colonnes qui existent encore : Tel jour, les armées romaines ont battu les tyrans ! Je me propose de présenter mes idées sur cette fête. »

Comme on ne pourra lire sans intérêt ces détails, nous allons en offrir quelques-uns tels qu'ils ont été donnés par Merlin, dans une des séances suivantes :

« Il me semble que l'on a confondu jusqu'ici les fêtes nationales avec le spectacle national ; au spectacle, le peuple écoute, ou regarde ; dans une fête nationale, il doit être occupé : on l'amuse par un spectacle ; à une fête nationale, il doit se divertir : un spectacle peut et doit faire partie d'une fête nationale, mais il ne doit pas la constituer ; il ne suffit pas, pour jouir de quelque plaisir à une fête, d'y être spectateur, il faut y être acteur.

« J'ai remarqué que l'inaction du peuple avait nui jusqu'à présent à nos fêtes publiques ; l'inaction, pendant un très-long tems, avant et pendant la fête, le fatigue et l'épuise ; l'âme est mal quand le physique souffre ; aussi, le spectacle fini, la musique entendue, Robespierre et son conseil admirés, on est revenu au pas de charge, pressés de le quitter, au moment où le cœur aurait dû s'ouvrir au plaisir de la réunion ; chacun est retourné péniblement chez

soi, y réparer ses forces, s'y délasser, et s'y ennuyer le reste de la journée.

« Rappelez-vous la fédération du 14 juillet 1790, les travaux qui l'ont précédée dans le Champ-de-Mars, leur activité interrompue pendant plusieurs jours, la diversité de leurs vêtements, celle des machines qui y étaient employées, les flammes tricolores, les feuillages, le mélange de tous les âges de tous les sexes, de toutes les professions travaillant avec zèle égal, racontant, riant, chantant; des gens arrêtés et ceux qui couraient, d'autres qui buvaient, mangeaient, reposaient et dormaient entre ceux qui travaillaient.....

« Je ne crains pas qu'on me démente : *la fête fut dans ces jours de travail sans contrainte, de mouvement sans fatigue et de confusion sans désordre; le 14 juillet ne fut qu'un spectacle, et quel spectacle? on ne vit guère que trois choses : une tête mitrée sur un autel, un corps couronné sur un autre autel, un cheval blanc portant encore un autre autel* ajoutez, si vous voulez, devant ces autels, des adorateurs les pieds dans la boue et la tête dans les brouillards.

« La fête de l'Être-Suprême, ou, pour dire vrai, la fête de Robespierre, fut encore un spectacle où cette idée à laquelle on sacrifiait tous les jours des victimes humaines, voulut bien se contenter cette fois de l'encens que lui prodiguaient ses prêtres criminels et leurs nombreux complices.

« Je dis que c'est une fatigante, une pénible séance pour cent mille personnes, d'être plusieurs heures de suite à attendre pour écouter et considérer debout, pendant plusieurs heures, sous la verge d'une police au moins gênante. « Dans nos fêtes, qui se réduisent à un spectacle, la contrainte de la symétrie est nécessaire : il faut, par conséquent, faire apparaître quelque magistrature, de la cavalerie, des sabres, des fusils, des piques; trop heureux encore si, par ces moyens transmis à la république par le royalisme, »

it contenir la foule , quand on a vu la seule puissance de
dre et de la fraternité , et , un épi de blé vert dans la
n de chaque préposé , faire prendre et garder les alli-
mens dans la fête de Château-Vieux , en 1792.

Je conclus donc que , dans une fête nationale , le spec-
e ne doit être qu'un accessoire , et non l'objet principal ,
la fête tout entière ; que le spectacle doit être court , et
point se faire attendre , afin qu'il y ait de l'ordre , et que
ordre ne soit point pénible à ceux qui l'observent ; et
a , que la partie de la fête où le peuple est acteur , est
rtie essentielle et doit être l'objet principal. »

Merlin entra ensuite dans de longs détails sur
re à observer dans les fêtes nationales , et soumit à
emblée un plan fort curieux , mais que son étendue
ous permet pas de rapporter.

ans les séances suivantes , Merlin inculpe Carrier et
néral Turreau , pour leurs excès dans la Vendée ;
munique , au nom du comité de salut public , des
ils sur les troubles qui se sont élevés dans l'assem-
générale de la section de Guillaume-Tell , à Paris ;
once l'arrestation de Giot , commissaire du pouvoir
rtif aux Pyrénées ; provoque des mesures contre
qui s'assemblaient clandestinement , et présentaient
te leur vœu comme étant celui des sections ; lit
ettre du commissaire des guerres Bouquet , qui dé-
e l'adjudant-général Lefèvre , comme ayant fait
r à Paimbœuf des femmes et des enfans des rebelles

Vendée ; s'oppose à ce qu'il soit mis hors la loi ,
mande sa traduction au tribunal militaire ; appuie
ojet de loi sur la police des sociétés populaires ;
ose à la liberté des représentans arrêtés avant le 9

thermidor; annonce que la protestation de ces de
est au comité de sûreté générale, et accuse ceux
parlent pour eux, d'avoir calomnié le 31 mai; et
à justifier Dubois-Crancé relativement au siège de
en disant que Couthon et Robespierre ont été ses
sateurs; annonce l'arrestation de Babeuf et celui
président et des sociétaires du club électoral; pa
faveur du général Danican, qu'on accusait d'avoir
le lit le jour du siège d'Angers; annonce la capitul
du fort du Rhin; fait une sortie contre les continu
de Robespierre; rend compte de l'assassinat du ci
Olivier, dans une rixe où il prenait le parti de la co
tion; fait rendre aux indigens leurs effets engag
mont-de-piété, en commémoration du 21 janvier
l'éloge de Philippeaux et de Camille-Desmoulins.
puie la proposition d'une fête au 9 thermidor; de
des secours pour la veuve Philippeaux; dénonce
toyen Adam, de Metz, comme un complice de R
pierre; provoque le rapport de la commission des
un, sur les anciens membres du gouvernemen
proche à Richer-Sérizy d'avoir dénoncé Sieyes; de
l'échange des députés détenus en Autriche; solli
maintien du décret qui rappelle les députés hors l
avant d'avoir prononcé sur leur protestation, et
ses collègues à la concorde et à l'union; discut
plusieurs séances, les attributions à donner au
de salut public; annonce un avantage remporté s
murs de Luxembourg; fait rejeter la proposition
Romme, qui voulait qu'on ne prescrivit point de
à la quantité de pain que devait recevoir un ouvr
« Cette discussion, dit-il, a duré trop long-tem

« ennemis de la république en ont déjà profité. Citoyens, le comité de salut public a pris des mesures pour assurer les subsistances de Paris et de toute la république. On a amendé son projet de décret; j'ai moi-même appuyé l'amendement, et la convention a donné, en l'adoptant, une preuve nouvelle de son amour pour la justice et pour l'humanité. Si le comité eût bien fait, il aurait pris de lui-même les mesures qu'il a proposées, et n'aurait pas donné involontairement une nouvelle arme, un prétexte nouveau de sédition à nos ennemis; mais quelles que soient les manœuvres de ces derniers, quelle que soit leur habileté à saisir toutes les formes, profiter de toutes les circonstances, la France, l'Europe doivent savoir que nous ne le céderons pas ici en courage et en dévouement aux douze cent mille braves qui exposent leur vie aux frontières pour la défense de la liberté.

« Représentans du peuple, je le déclare à vos ennemis, j'ai les yeux ouverts sur eux, je tiens le fil d'une vaste conjuration, je la dévoilerai lorsqu'il sera tems, je dois-je périr au milieu des généreux citoyens qui, au premier signal, sont prêts à vous faire un rempart de leurs corps.... (Oui, oui, s'écrient un grand nombre de citoyens qui se trouvent dans les bancs des pétitionnaires et dans la majorité des tribunes, en agitant leurs chapeaux, tandis que la tribune de gauche restait muette.) Oui, dois-je périr, je combattrai vos assassins; qu'ils ne croient pas que nous soyons au bout de nos ressources, elles sont immenses.

« Je ne cherche point les applaudissemens, mais je dois au peuple la vérité, je la dirai sans craindre les

huées et les cris séditeux. Oui, je le répète, la patrie est assez forte pour écraser les vils reptiles qui se traînent aujourd'hui dans la fange, après s'être traînés dans le sang ! (Vifs applaudissemens.) Après cinq années de travaux révolutionnaires, après une traversée orageuse, vous n'arriverez pas au port pour y essayer un honteux naufrage ; votre union et votre courage sauront conjurer les tempêtes que l'on vous prépare. Malheur à ceux qui méditent de faire faire à la révolution un pas rétrograde, le jour où, dans leur âme perverse, ils ont juré de porter leurs mains sacrilèges sur la représentation nationale, ce jour sera le dernier de leur existence.

« Je demande l'ordre du jour sur la seconde proposition de Romme : je suspecte, je ne m'en cache pas les intentions dans lesquelles elle a été faite ; je vois évidemment le dessein de ceux qui, voyant approcher le moment de crise qui leur est fatal, veulent, à quelque prix que ce soit, sauver leurs chefs, sauver ces hommes qui, après avoir égorgé le peuple, ne voient plus d'autre moyen de salut que de rallier autour d'eux les instruments dont s'étayait, dont se servait autrefois leur odieuse tyrannie. Je demande l'ordre du jour. »

Dans la même séance, cet orateur engagea ses collègues à frapper la tyrannie partout où elle se trouve, à ne plus avoir égard aux bruits propagés par les ennemis de la constitution, et à rester également sévères pour les buveurs de sang et pour les royalistes.

Ce fut Merlin de Thionville qui, envoyé à Meudon pour examiner les pertes qu'on y avait éprouvées, rassura la convention sur l'ensemble de ces pertes.

me année, il se plaignit des personnalités lancées.
 tre Lecointre de Versailles; annonça que le comité
 itaire avait pris des mesures pour réprimer les dé-
 lres qui troublaient la tranquillité publique; repro-
 vivement aux anciens membres du gouvernement
 oir fait inspecter sa conduite, en attachant des es-
 s sur ses pas et sur ceux de ses collègues; fit sentir
 écessité de mettre la constitution en activité, et vou-
 que les assemblées primaires fussent révoquées pour
 o floréal an IV; dans la discussion relative aux
 ibres de l'ancien comité de salut public, il réclama
 ise en jugement de ceux qui avaient couvert la France
 adavres, et appuya la proposition faite d'imprimer la
 des détenus, d'y joindre l'énoncé des motifs de leur
 station, et de l'envoyer à chaque section de Paris;
 ; la journée du 12 germinal, il invita au calme et à
 traite hors de la salle, les citoyens qui s'y étaient
 ultuairement attroupés pour demander la constitu-
 de 1793 et du pain, et vota l'impression des adresses
 élicitation, afin de prouver qu'en cette même jour-
 les bons citoyens n'étaient pas soulevés contre la
 ention. Paris ayant été mis en état de siège,
 'adjoignit à Pichegru dans le commandement de
 ville. Si l'on en croit le rapport de Delecloy, Mer-
 le Thionville était, dans le même moment, l'un des
 ventioneux désignés par Duhem aux poignards du
 Payen; mais aucune menace ne pouvait l'ébranler,
 on bouillant courage lui faisait mépriser l'impuis-
 e furie des derniers restes du parti de Robespierre;
 manda l'arrestation d'Amar, et sa translation, ainsi
 celle de Duhem, au château de Ham, et continua

de suivre la voie d'améliorations qu'il s'était tracée. Le même jour, il annonça que Pichegru se disposait à marcher contre les insurgés rassemblés à la cathédrale de Paris, et que la section de Gravilliers amenait avec elle même Léonard Bourdon au comité de sûreté générale. Il appuya ensuite la demande d'un rapport sur le 9 thermidor et sur la journée du 12 germinal, qui en est le complément ; proposa l'affiche et l'envoi aux députés de l'adresse de Lyonnais à la convention ; voulut qu'on prit des mesures à l'égard de Joseph Lebon et des imitateurs de ce tigre ; accusa Hentz (voyez son article) d'avoir entassé des mourans sur des morts, et d'avoir fait incendier la petite ville de Coussel, sous prétexte qu'il y avait circulé de faux assignats. Ayant déposé les pouvoirs militaires dont la convention l'avait revêtu à l'époque du 12 germinal, il fut envoyé, en qualité de représentant du peuple, près l'armée de Rhin-et-Moselle, et rendit un compte favorable du moral de cette armée ; il annonça la prise de la tête du pont de Manheim par le général en chef Michau, celle de Lunenburg et la plantation de l'arbre de la liberté sur la place d'armes de cette forteresse. On lui dut de longs détails relatifs à la célébration du 10 août, à Strasbourg ; et le 25 fructidor, à propos de l'acceptation de la constitution par l'armée du Rhin-et-Moselle, il écrivit :

« Tu triomphes, ô ma patrie ! ô France, heureux France ! aujourd'hui seulement, tu as terrassé toutes les tyrannies. . . . Pendant que les citoyens du département de la Moselle, du Haut et Bas-Rhin acceptaient la constitution, la formidable armée du Rhin-et-Moselle, et autant d'assemblées primaires que de bataillons et d'

adrons, donnait avec enthousiasme son assentiment à ce pacte sacré, et jurait sur ses armes de le défendre contre tous les ennemis de la république, de la liberté et de l'égalité.

« Représentans, ce serment est le gage de la durée, de la solidité de ce contrat social : car, le soldat surtout, cet homme de parole ; il ne verra désormais dans l'inglant et le royaliste qu'un autrichien , un émigré, un anglais à combattre ou à vaincre ; ce sera son ouvrage, la constitution qu'il protégera ; ce sera la sauve-garde de ses droits ; ce sera son bien le plus cher qu'il conservera avec jalousie, et pour lequel il se battra avec courage.

« Je vous fais passer les procès-verbaux qui constatent l'acceptation de la constitution ; ils sont au nombre de cent cinquante-trois des différens corps réunis ou séparés. Vous verrez qu'elle a reçu l'assentiment unanime de l'armée et des administrations qui y sont attachées, moins soixante-trois charretiers des équipages et convois militaires.....

« Je n'ai pu concourir aux glorieux travaux qui donnent à mon pays un gouvernement protecteur de l'honnête homme, et qui atteindra tous les ennemis de la gloire et de la puissance de ma patrie. Je n'ai pu apporter mon faible tribut de lumières au faisceau de celles qui ont donné une constitution à la France. Je déclare donc, avec mes braves frères d'armes, que j'accepte la constitution, et je jure de la défendre comme eux contre tous les ennemis de la liberté et de l'égalité.

Signé MERLIN (de Thionville).

Le baron de Hardenberg, ministre de Prusse, offert à Merlin et à Rivaud, les bons offices de son pays pour accélérer la paix avec l'Empire et la France, Merlin lui écrivit : « Nous regrettons de ne pouvoir répondre à vos vœux ; mais, soumis plus que personne au droit que nous fait notre patrie, nous combattrons jusqu'au moment où elle nous dira : *Arrêtez, nous avons donné la paix à l'Empire.* »

Le 13 vendémiaire an IV, Merlin annonça au conseil de salut public que l'armée de Mayence était prête à marcher *contre les brigands et les chouans de Paris.* « Mes amis de la patrie, dit-il en terminant sa lettre, se retrourneront comme au 14 juillet, au 10 août, au 9 thermidor, au 10 prairial : ils se rappelleront combien leur ont coûté le 31 mai et l'infâme tyrannie de Robespierre. Il nous laisseront pas la gloire de vaincre les satellites de la tyrannie, rois au dedans et au dehors, et la horde immonde de la trahison trépanera dans le néant.

« S'il en était autrement, parlez, Représentants, les ennemis de la patrie ne respireront qu'autant de liberté qu'il en faudra à la colonne de Rhin-et-Moselle pour arriver à eux. »

Merlin se montra dans sa mission à l'armée du Rhin ce qu'il n'avait pas cessé d'être depuis deux ans, ennemi des anarchistes et protecteur du faible et de l'opprimé. Parmi différents traits de modération et d'humanité, nous citerons le suivant : Il ordonna au général Marceau de laisser passer, sans aucun examen, le premier corps de l'ennemi qui se présenterait, et dans lequel le général ennemi ferait partir, et dans lequel se trouveraient tous les émigrés que des lois cruelles condamnaient à mort.

Merlin se trouva nommé dans la correspondance de Lemaitre; ce qui n'empêcha pas qu'il ne fût réélu, par plusieurs départemens, membre du conseil des cinq-cents. Dans la session de l'an IV, il présenta des modifications au projet relatif à la désertion; demanda que Turreau fût jugé par un conseil de guerre; déclara n'être pas membre de la société du Panthéon; repoussa vivement une inculturation dirigée contre lui par le journal des *Hommes libres*; fit passer à l'ordre du jour sur une lettre de Drouet, député fugitif qui demandait sa rentrée en France; il appuya le projet de réintégration civile des administrateurs de Longwy, décrétés d'accusation sans indication d'aucun crime, et traduits au tribunal révolutionnaire; il fit renvoyer à une commission la proposition de Couchery, sur le maintien de la loi du 3 brumaire, etc.

Dans le cours de l'an V, Merlin vota pour l'admission d'un article additionnel au Code pénal militaire présenté par Savary, et relatif à la diminution des peines; il traita Hentz de proconsul incendiaire, et fit nommer une commission chargée d'examiner les motifs d'une destitution qu'il avait provoquée; demanda instamment que la parole fût accordée à Tarbé, rapporteur de la commission des colonies, et s'éleva contre ceux qui cherchaient à renverser la constitution. Il démontra combien il était nécessaire d'exiger une déclaration des ministres du culte; appuya l'entrée des troupes dans le rayon constitutionnel, au 18 fructidor, jugeant que ce moyen était le seul qui pût empêcher une faction de mettre à profit la victoire que venait de remporter le parti royaliste. Il provoqua, dans le même moment, la déportation de Félix Lepelletier, d'Amar et d'Antonelle, qu'il

désigna comme chefs de l'anarchie. L'année suivante Molsa, ingénieur du département de la Moselle, l'accusa faussement, selon toute apparence, d'avoir acquis par dilapidations, ses propriétés, tandis qu'il n'en possédait aucune avant la révolution.

Ainsi finit, en 1798, la carrière législative de Merlin de Thionville. Depuis lors, il a rempli, pendant quelque tems, les fonctions de commissaire-ordonnateur à l'armée d'Italie, puis celles d'administrateur général des postes. S'étant prononcé contre le consulat à vie il donna sa démission, ne voulant pas courber sa tête républicaine sous le despotisme impérial, et se retira des affaires et du monde. Il vendit sa propriété du Mont Valérien pour acheter une terre peu considérable en Picardie, où il passe tout le tems qu'il ne réside point à Paris. On assure que sa fortune, qu'on annonça jadis comme devant être immense, se borne à cette propriété.

A la vue des désastres de 1814, l'amour patriotique de Merlin se réveilla, et, persuadé qu'en ce moment critique il servait la France en servant l'empereur, il demanda l'autorisation de former une légion à Amiens, pour combattre de nouveau l'étranger. L'empereur lui envoya cette permission, avec le grade de colonel ; mais les moyens d'exécution qui lui avaient été promis, furent faibles et tardifs.

Merlin de Thionville donna, le 7 avril 1814, au prince de Bénévent, son adhésion au gouvernement provisoire, et sa lettre fut insérée dans tous les journaux. Pendant les 100 jours, on lui proposa de se mettre de nouveau à la tête d'un corps-franc, mais il refusa, ce qui n'empêcha pas les Prussiens de dévaster sa patrie.

riété. Depuis lors, il n'a plus figuré dans les affaires publiques.

En 1797, Merlin avait été, avec le comte Emmery, Lonneron, Amon et Mahuet, un des adjudicataires de poste aux lettres.

Merlin avait épousé, par motif de reconnaissance, une femme aveugle pour laquelle il eut toujours les attentions les plus soutenues et les plus grandes. Sa tendresse pour cette dame contrastait en apparence avec son caractère fougueux ; mais des personnes qui connaissent intimement Merlin, m'ont assuré que son exaltation politique n'a jamais détruit chez lui les sentimens d'un bon cœur.

Moniteur universel, an 1791, n.^o 290, 297, 302, 306, 311, 315, 18, 319, 320, 324, 326, 330, 343, 348, 362; an 1792, 10, 26, 1, 44, 51, 53, 54, 55, 66, 67, 70, 73, 94, 98, 106, 107, 113, 15, 121, 126, 130, 131, 133, 136, 139, 142, 150, 152, 154, 157, 19, 200, 207, 230, 233, 234, 238, 241, 244, 259, 260, 266, 270, 3, 276, 281, 293, 302, 305, 306, 307, 311, 319, 341, 344, 346, 53, 354, 8, 12, 112, 114, 218, 222, 231, 242; an 1793, 18, 1, 22, 36, 48, 50, 51, 53, 56, 58, 61, 65, 69, 72, 75, 76, 77, 0, 81, 84, 87, 88, 90, 96, 99, 100; an II, 1794, 107, 109, 10, 123, 131, 141, 142, 146, 147, 149, 157, 167, 168, 180, 210, 17, 312, 314, 315, 317, 323, 328, 333, 340, 346, 356; an III, 4, 5, 6, 9, 11, 14, 21, 23, 24, 28, 33, 34, 36, 38, 101, 117, 12, 123, 125, 126, 132, 159, 162, 165, 172, 175, 176, 180, 182, 35, 187, 192, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 207, 254, 270, 80, 338, 363, 365; an IV, 23, 31, 53, 57, 87, 107, 137, 337, 144, 359; an V, 2, 16, 171, 261, 302, 352, 354; an VII, 307; an VIII, p. 792. — *Journal des départemens de la Moselle, de la Meurthe*, etc., 1797, n.^o 123; an VIII, 7, 40. — *L'Abeille des Gazettes et Journaux des départemens de la république*, an VI, n.^o 195. — *Biographie des Hommes vivans*, t. IV, p. 413 à 416. — *Biographie nouvelle des Contemporains*, t. XIII, p. 240 à 246. — *Montgaillard, Histoire de France*, t. III, p. 4, 27, 138, 387; IV, 249; V. 27; IX, 423. — *Maire de Thionville*, p. 324, 325.

MERLIN.

MERLIN (Paul-Christophe-Élisabeth), fils du conventionnel, est né à Thionville le 18 décembre 1765. Élève de l'école polytechnique en 1807 ou 1808, nommé capitaine d'artillerie le 14 février 1813. Il n'est plus encore employé. On lui doit un ouvrage pittoresque sur l'Alsace; 1 vol. in-8°.

MERLIN.

MERLIN (le général Antoine-François), frère du précédent, né à Thionville le 26 janvier 1762, a commencé sa carrière militaire en 1791, comme sergent-major dans le 4.^e bataillon des volontaires de la Moselle. Il dut son avancement à son frère plutôt qu'à son mérite personnel. Ce fut, je crois, cet officier que la convention imposa pour aide-de-camp au général Houchard. Promu, en 1793, adjudant-général à l'armée du Nord, il devint colonel, et peu après, général de brigade. Le Directoire le fit arrêter à Coblenz, en 1798, comme complice de la conspiration tendant à approvisionner la forteresse d'Ehrenbreitstein, afin d'en retarder la reddition. Cette affaire, grâce aux démarches du conventionnel Merlin, se termina par l'acquittement de tous les accusés vivans; l'officier qui s'était jeté dans un puits fut reconnu coupable. A compter de ce moment, le général Merlin cessa d'être employé dans son grade. Cet officier supérieur passait pour une nullité absolue.

MERLIN.

MERLIN (le baron Jean-Baptiste-Gabriel), frère du national, maréchal de camp de cavalerie, commandant de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, né à Thionville le 17 avril 1768, et non pas à Metz, comme le dit la Biographie des Hommes vivans, au service, le 13 août 1787, comme simple cavalier au régiment de Royal-Cravattes, lorsque ce corps était en garnison à Thionville; officier au 7.^e régiment de dragons; chef d'escadron dans la légion de police, devenue le 21.^e régiment de dragons; puis dans la garde du roi; il devint colonel du 8.^e de cuirassiers à la fin de 1799, servit, pendant la campagne de Prusse, sous les ordres du général comte Bourcier, se signala souvent par ses actes de bravoure, et fut élevé au titre de général de brigade le 5 juin 1809, après la bataille de Wagram. Le roi le conserva dans ses fonctions, et lui donna, après la seconde restauration, la lieutenance de la première classe de la ville de Strasbourg. Une loi du 19 septembre 1821 le mit à la retraite. Il avait quarante-trois ans huit mois douze jours de service militaires.

MERLIN.

MERLIN (le baron Christophe-Antoine), frère des précédens, lieutenant-général et inspecteur de cavalerie, commandant de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-

Louis, est né à Thionville le 27 mai 1771. D'abord simple cavalier, puis successivement chef d'es-major et colonel au 4.^e régiment de hussards, il fut en même tems que son frère Gabriel, sous les ordres du comte Bourcier qui loua plusieurs fois sa conduite, signala particulièrement à la bataille d'Eylau, à la suite de laquelle il obtint le grade de major (20 février 1807). Appelé, la même année, en Espagne avec son régiment, il s'y distingua en plusieurs circonstances, notamment le 15 août 1808. Nommé général de brigade le 15 août 1809, il fit rentrer dans le devoir les habitans de la Belgique qui s'étaient soulevés, et continua de soutenir dignement la réputation de bravoure qu'il s'était acquise. Revenu en France, il reçut, le 5 janvier 1814, le grade de général de division, défendit le territoire de la patrie jusqu'au 13 mars, une perte de plusieurs centaines de prisonniers au corps russe commandé par le général de Saint-Priest. Le roi le nomma chevalier de Saint-Louis le 9 juillet de la même année. Il était commandeur de la Légion-d'Honneur. Depuis la seconde restauration, il a été inspecteur-général de cavalerie pendant plusieurs années. Une ordonnance du 16 février 1815 le mit à la retraite, avec le maximum de la pension, cinquante-deux ans deux mois trois jours de serv

Voir, pour les quatre articles qui précèdent, la correspondance et autographe du général comte Bourcier, dont je suis possesseur, communiquées par M. Houchard, fils du général. — *Journal de l'Armée de la Moselle, de la Meurthe, etc.*, 1797 - 5 fructidor an 4. — *L'Abeille*, au VI, 317. — *Journal du département de la Moselle*, 1809, n.^o 55. — *Biographie des Hommes vivans*, t. IV, p. 411. — *Histoire de Thionville*, par M. Teissier, p. 324, 325.

MERVILLE.

MERVILLE (Stanislas-Michel-François VALLET de), avocat près la cour royale de Nancy, est né à Metz le 2.^o novembre 1767. Cet homme de bien, regardé comme l'une des personnes les plus distinguées de la province, a donné, en plusieurs circonstances difficiles, des preuves d'un noble dévouement patriotique. Employé successivement, dans le département de la Meurthe, en qualité de secrétaire de la commission administrative des hospices civils, de chef de bureau d'administration générale à la préfecture de la Meurthe, sous M. Marquis, alors préfet, il devint, en 1811, secrétaire-général de la préfecture en remplacement de M. Malriat, et remplit plusieurs fois les fonctions de préfet par intérim. Au retour de l'île d'Elbe, il donna des preuves d'attachement à Napoléon, montra un grand zèle pour les intérêts de sa province et de la patrie, et mérita d'être décoré de l'étoile de la Légion-d'Honneur; mais, à la seconde restauration, les titres de M. de Merville lui furent ôtés, et il rentra dans la vie privée, où l'ont suivi la reconnaissance et l'attachement de ses nombreux administrés, qui l'avaient élu, au mois d'avril 1815. membre de la chambre des députés.

M. de Merville occupe, depuis plusieurs années, avec beaucoup de dignité, la place de vénérable de la loge à l'orient de Nancy, où l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de ses discours paternels ou de ses exemples.

MICHEL.

MICHEL (Pierre), abbé de Saint-Arnould, né à M vivait à la fin du 15.^e et au commencement du siècle. Il passait pour un des plus grands théologien canonistes de son tems, et, chose rare alors, il possédait des connaissances littéraires étendues ; aussi l'empereur Charles V, Ferdinand, roi de Bohême et Hongrie, Jean, archevêque de Trèves, l'honorèrent par leur estime.

Pierre Michel fut élu abbé de Saint-Arnould en 15 Il obtint de Paul III, deux années plus tard, une bulle donnée à Plaisance le jour des calendes de mai, qui exemptait l'abbaye de Saint-Arnould de toute juridiction épiscopale, conformément à une autre bulle du pape Nicolas V.

Histoire de Metz, t. III, p. 17. — *Histoire littéraire du Pays de Metz* par É.-A. Bégin, p. 374.

MICHEL, surnommé DU TENNETAR.

MICHEL, conseiller et médecin ordinaire du roi, professeur royal de la faculté de médecine à l'université de Nancy, agrégé d'honneur au collège des médecins de la même ville, médecin militaire, directeur du traitement des épidémies, et inspecteur des objets de salubrité publique dans les Trois-Évêchés et le Clermontois, professeur de chimie à l'école centrale du département de la Moselle, membre de la société royale de médecine.

ne de Paris, des académies de Metz, Nancy, Liège, d'un grand nombre d'autres sociétés savantes, est né à Metz vers 1740. Il était fils de M. Michel, marchand d'anneaux, et prit le surnom de du Tennetar par une raison assez singulière, mais que nous ne croyons pas devoir rappeler.

Après avoir commencé ses études médicales, en 1753, à l'hôpital militaire de Metz, Michel du Tennetar alla les continuer à Paris; fut chargé, peu après, par le ministre de la guerre, de la correspondance des hôpitaux militaires, et vint ensuite se fixer dans sa patrie. L'ayant quittée pour aller à Nancy, il exerça l'art de guérir avec non moins de succès dans cette ville. Reçu membre de l'académie nancéienne, professeur à l'université, il commença, le 17 avril 1776, rue du Mont-Mouja, n.º 211, un cours gratuit de chimie, que suivirent de nombreux auditeurs. Nicolas, chimiste distingué, qui s'est acquis un nom par ses ouvrages, était préparateur de notre compatriote. Ce dernier professait, en même tems, la pathologie interne à l'école de médecine de Nancy, et composait des mémoires et d'autres ouvrages qui lui ont mérité une grande réputation en Lorraine.

Revenu dans sa patrie, en 1778, il établit un cours de chimie semblable à celui qu'il professait à Nancy, et fut pour préparateur M. Bécœur, maître en pharmacie à cette ville. (Voyez son art.) Il continua d'enseigner gratuitement pendant plusieurs années, d'une manière brillante, qu'on lui décerna le titre de Fourcroy de la province.

Ce professeur avait une méthode aussi simple que

lumineuse, une élocution facile, un langage fleuri, mais, autant il avait d'habileté à s'énoncer, autant il était maladroit dans ses manipulations. Le cours de Michel de Tennetar, suivi par un grand nombre d'auditeurs, avait ordinairement lieu le mardi et le samedi de chaque semaine.

Du Tennetar avait été nommé *médecin des pauvres* en 1780. Cet emploi, qu'il exerça gratuitement, lui fournit l'occasion de réunir un grand nombre de notes pour servir à la topographie médicale de Metz. Il prouva, par ses principes en médecine pratique, que l'acquisition des connaissances accessoires à l'art de guérir n'avait servi qu'à développer et agrandir celles qui constituent le vrai disciple d'Hippocrate.

Employé comme médecin à l'hôpital militaire de Metz, en 1781, M. du Tennetar déploya un grand zèle pour l'instruction des élèves et le soulagement de l'humanité souffrante. Son titre de directeur du traitement des épidémies, et d'inspecteur des objets de salubrité publique dans les Trois-Évêchés et le Clermontois, ne fut pas non plus un vain nom. Il paya souvent de sa personne, et fit voir que les intérêts de ses concitoyens ne pouvaient être en de meilleures mains.

Dans le cours de l'an VI, il fut nommé, avec Saget, ingénieur en chef (voyez son art.), et Bernier, professeur de mathématiques, membre d'une commission de cinq membres chargée de déterminer les rapports des anciennes mesures de capacité et de longueur du département avec les nouvelles. Ce travail, fruit de connaissances aussi profondes que variées, reçut l'approbation unanime de l'administration centrale, et François de Neuf-

château, alors ministre de l'intérieur, écrivit aux membres de cette administration que « le travail de leurs commissaires (Saget, Bernier, du Tennetar) ne laissait rien à désirer sous aucun rapport, et qu'il était même un des plus satisfaisans qui lui eussent été transmis. »

Deux années après, il fut nommé membre du conseil général du département, et mourut en l'an IX, universellement regretté de ses nombreux élèves et de toutes les personnes qui l'avaient connu.

Sa dépouille mortelle fut portée à l'école centrale, où l'un des professeurs prononça son éloge funèbre.

OUVRAGES DE MICHEL DU TENNETAR.

I. *Dictionnaire des Pronostics, ou l'Art de prévoir les bons ou mauvais événemens dans les maladies.* Bouillon, société typographique, 1771 à 1777, plusieurs vol. in-8.°, 2.° édit., 1779.

II. *Dictionnaire des Symptômes, ou les Moyens de distinguer exactement chaque maladie de toute autre.* Je ne connais ni le format, ni l'année d'impression, ni le nom de l'imprimeur.

III. *Lettre à M. P***, doct. méd., sur les flux dysentériques, épidémiques en Lorraine et dans le Pays Messin.*

Par M. Michel du Tennetar, conseiller et médecin du roi, professeur royal de la faculté de médecine en l'Université de Nancy. Seconde édition. Nancy, Pierre Barbier, imprimeur-libraire. 1777, in-12, 43 pages. Cet ouvrage a été imprimé aux frais du Gouvernement.

Le premier travail de l'auteur avait été beaucoup plus long, mais M. Jadelot, célèbre médecin de Nancy, lui

ayant procuré un Discours de Charles le Pois ¹, qui traitait la même matière avec cette supériorité de talent qui le distinguait, du Tennetar s'est borné à un résumé clair, précis, écrit d'une manière aussi sage que judicieuse.

IV. *Mémoire sur l'état de l'atmosphère à Metz, et ses effets sur les habitans de cette ville, ou Réflexions sur les dangers d'une atmosphère habituellement froide et humide, et les moyens de les prévenir;*

Par M. Michel du Tennetar, etc., seconde édition. Nancy, Lamort, 1778, in-12, II, 69 pages.

Cet ouvrage contient d'utiles observations dont M. Braux aurait pu profiter pour sa Topographie médicale de Metz. La première édition a été dédiée à M. Depont, intendant de la province. Nous croyons plaire en rapportant l'avertissement de l'auteur :

« Il est si rare que le peuple soit reconnaissant du bien qu'on cherche à lui faire ; il est si ordinaire qu'entraîné par de vieilles habitudes, il rejette tout ce qui peut les changer, même lorsqu'elles lui sont nuisibles, qu'il faut la plus grande circonspection pour proposer quelque réforme. Ce n'est qu'après avoir communiqué à M. l'intendant de la province, les réflexions que présente ce mémoire, que j'ose le publier. Le désir général que M. Depont témoigne pour procurer le mieux être des objets dont l'administration lui est confiée, m'avait enhardi à lui offrir ce travail sur les vices de l'atmosphère messin, et les moyens de les corriger. Il m'a permis de le faire paraître sous ses auspices. Cet empressement à favoriser les travaux utiles, est du plus heureux augure pour mes compatriotes.

¹ Discours de la nature, causes et remèdes, tant curatifs que pré-servatifs, des maladies populaires, accompagnées de dysenterie et autres flux de ventre, familières aux saisons chaudes et sèches, des années de semblable température. Au Pont-à-Mousson. 1623.

existe à Metz des médecins assez instruits pour avoir dangers attachés à l'état habituel de l'air qu'ils respirent et assez bons citoyens pour désirer de les voir reconnaître. Je ne doute pas qu'ils n'aient eu le projet de soumettre sous les yeux du public quelques réflexions utiles sur cet état. Ils me loueront de les avoir prévenus ; et, loin de leur enlever cet avantage, ils se joindront à moi pour opérer, par leurs observations, à celles qui sont échappées. Ils ont trop de connaissances et de zèle pour porter envie à personne. »

Quelles peuvent être les causes des maladies dépendantes de l'état habituel de l'atmosphère messine ? Par quels moyens viendra-t-on à l'encontre ? Telles sont les deux questions que l'auteur s'est proposé de résoudre. Afin d'y parvenir, il présente dans les idées du tems et selon des théories inadéquates aujourd'hui, l'influence de l'air pur et de l'air impur sur l'économie ; il passe ensuite à la description exacte de la situation topographique de Metz ; il signale tout ce qui semble réclamer une salutaire réforme, tels que l'existence des cimetières dans l'intérieur de la ville, l'infection du quartier des Juifs, celle qui résultait de la pollution fréquente d'eaux marécageuses et des matières dans plusieurs fossés de la ville, etc.

Après s'être attaché à prouver que Metz est constamment sous l'influence d'une température froide et humide, M. du Rocher en signale les dangers ; passe en revue les diverses maladies morbides qu'un tel état de choses peut engendrer, indique les moyens de les prévenir ou de les maîtriser ; termine par une série de détails instructifs sur les principes

M. Réad, en particulier, a fait assez voir, par plusieurs bons exemples relatifs à la province, combien il était bon médecin et bon

hygiéniques auxquels il faut recourir, et termine par des vœux d'un vrai citoyen.

V. *Éléments de Chimie, rédigés d'après les découvertes modernes; ou Précis des Leçons publiques de la société royale des sciences et des arts de Metz*; par M. Michel Tennetar, etc.

Non disputandum, sed experiendum. (Bogliv.)

A Metz, chez Gerlache, libraire, rue Fournirue, près la place d'Armes. 1779, in-12, xii, 281 pages, prix . L'ouvrage parut en trois parties séparées.

Cet ouvrage, dédié au duc de Broglie, gouverneur des Pays Messins, est un abrégé succinct des leçons de l'auteur. Il est divisé en trois parties, pour les trois règnes, *minéral, végétal et animal*. C'est, à proprement parler, un tableau où les faits ont souvent l'apparence d'assertions isolées sans appui, parce que M. du Tennetar se réservait le soin de donner des explications orales propres à éclaircir le texte de son livre. On ne peut pas lui appliquer l'*indocti discant* mais seulement le second membre du même vers : *Amememinisse periti*. Tout en écrivant d'après les principes de Macquer, Baumé, Sage, de l'Isle, Meyer, etc., notre chimiste a quelquefois émis des idées qui lui étaient propres, par exemple, sur la formation des acides. Les progrès de la chimie ont fait voir que ses hypothèses étaient souvent erronées.

VI. *Réflexions sur la nature et le traitement des maladies les plus communes à Metz*. Mémoire lu dans la séance publique de l'académie de Metz, le 25 août 1780. Il est suivi des observations que le même auteur avait consignées dans un petit ouvrage intitulé :

VII. *Avis aux Messins sur leur santé*. Nancy, Lamoignon, 1778, in-12. Metz, Gerlache.

VIII. *Réflexions sur les moyens de favoriser l'action des remèdes, ou même d'y suppléer par l'usage bien réglé*

animens. Mémoire lu, le 13 novembre 1780, dans une séance publique de l'académie de Metz.

IX. Réflexions sur la manière dont les affections catarrhales, si communes à Metz, donnent naissance aux fièvres lentes hectiques, et spécialement à la pulmonie, qui moissonne tant de victimes dans cette ville et dans les environs. Une grande partie de ce mémoire, lu, le 15 novembre 1781, à la séance de rentrée de la société académique de Metz, était extraite de l'*Avis aux Messins*, cité plus haut. Dans la même séance, ce médecin chimiste fit des expériences dont l'objet était d'expliquer les causes des accidens qu'avait essuyé du vin logé dans des foudres de maçonnerie.

X. Éloge historique d'Anuce Foës, médecin des pauvres à Metz, dans le XVI.^e siècle, avec cette épigraphe : Honos alit artes, lu dans la séance publique de l'académie de la même ville, le 15 août 1782.

XI. Dissertation sur l'état des arts qui tiennent aux manufactures à feu, sur leur imperfection, et sur les moyens de les perfectionner. Mémoire lu le 18 novembre 1782 à la séance de rentrée de l'académie de Metz.

XII. Histoire de l'Épidémie de Servigny, lue dans la séance publique du mois d'août 1783. Cette épidémie, qui frappa 153 personnes, dans deux villages formant ensemble 90 feux, avait eu lieu au mois de juin de la même année. Le mémoire de notre compatriote a été inséré en partie dans le journal dit Affiches des Évêchés et Lorraine, 1783, p. 299, 306, 307, 323, 329, 330.

XIII. Notes et Réflexions sur quelques sources d'arts et de commerce qu'il est possible d'ouvrir dans la province des Trois-Évêchés, à l'aide des connaissances minéralogiques. Manuscrit lu à la séance publique de l'académie de

Metz, du mois d'août 1785. Ce mémoire est inséré en partie dans le journal précité, 1787, p. 58, 59, 67, 68.

XIV. *Notice historique et philologique sur Charles Pois, doyen de la faculté de médecine en l'université Pont-à-Mousson, et premier professeur.* Séance publique de l'académie de Metz, du 25 août 1786.

XV. *Analyse des Eaux de Bains.* Séance publique de l'académie de Metz, du 26 mars 1787.

Notes manuscrites. — Affiches des Evêchés et Lorraine, 1776, p. — 1777, 198; — 1778, 179 et suiv.; — 1779, 124, 125, 203, 228, 1780, 156, 165, 175, 199 et suiv., 380; — 1781, 21, 294, 405, 410; — 1782, 59, 186, 362, 363, 364, 388; — 1783, 75, 298, 306, 307, 323, 329, 330; — 1784, 66, 382; — 1785, 147, 182; — 1786, 19, 276; — 1787, 67, 68, 106; — 1789, 67. — Le recueil des gazettes et journaux de la république, an VI, n.^o 290, : — Journal des départemens de la Moselle, de la Meurthe, an V n.^o 54; — an IX, n.^o 69. — Ersch. France littéraire, t. III, p. 3

MILET.

MILET, né à Metz à la fin du siècle dernier, monté de bonne heure de grandes dispositions pour la musique. Après avoir été long-tems chef de musique de la cathédrale de cette ville, il partit pour la Russie, où il acquit beaucoup de célébrité. Je n'ai pu me procurer aucun détail sur sa vie. Je sais seulement qu'il était lié d'amitié avec notre illustre compositeur Persuis (voyez art.), et avec Harmand, autre musicien distingué, deux originaires de Metz, et élèves du conservatoire de la cathédrale.

MITRY (LES).

Cette famille est une des plus anciennes du Pays Messin. En 1343, un nommé Thiébault, qui en était issu, fut maître-échevin de Metz. Une dame Gabrielle-Rose de Mitry, née à Nancy, a été disciple de Malbranche, et s'est fait remarquer par son esprit et ses poésies; plusieurs Mitry ont servi dans les armées de l'empereur d'Allemagne.

MOLITOR (LE MARÉCHAL).

Deux guerriers de la Moselle ont mérité, dans ces derniers tems, le sceptre des héros; Ney, au souvenir duquel la France désolée se voile encore d'un crêpe funèbre, et Molitor qui sut se soustraire aux tempêtes dont furent menacées nos sommités guerrières. Tous deux apprirent l'art de la guerre dans les camps et au milieu des soldats; tous deux, appelés aux premiers grades, y apportèrent cette longue habitude d'un courage intrépide, cette sévère discipline qui les rendirent dignes de commander à d'autres hommes.

MOLITOR (le comte Gabriel-Jean-Joseph), maréchal et pair de France, grand-croix de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, commandeur de l'ordre de Bade, etc., est né au village de Hayange, le 7 mars 1770. Sa mère se nommait Marie Poupert; son père, Charles Molitor, était garde royal *de nos seigneurs les maréchaux de France*. Le comte Molitor se destinait à l'état

ecclésiastique, avait reçu la tonsure, portait la soutane et terminait à peine ses études lorsque la révolution éclata. De nouvelles inclinations se révélèrent en lui à ce moment, et il s'empessa de suivre la carrière militaire la laquelle la jeunesse française se précipitait avec enthousiasme. Nommé, en 1791, capitaine au 4.^e bataillon de la Moselle, il devint, deux années plus tard, adjudant-général, et fit, en cette qualité, toutes les campagnes armées de la Moselle et du Rhin, se signalant partout revenant couvert de blessures et de lauriers. En l'an 4, Molitor, nommé général de brigade, quitte l'armée Jourdan à laquelle il appartient, passe sous les ordres de Masséna, fait la campagne d'Helvétie, et se signale en plusieurs occasions. Chargé par le général Bonaparte d'occuper le canton de Glaris, et de fortifier ainsi la tête de la position du général Soult, Molitor forme une sorte de garde avancée, mais, en raison de l'étendue du terrain ne peut guère disposer que de douze à quinze cents hommes des 2.^e et 84.^e demi-brigades. A la tête de cette colonne il attaque brusquement les troupes ennemies qui occupent les sommets du mont Bragel, emporte à la baïonnette cette formidable position, et pousse les Autrichiens jusqu'au débouché du Klon-Thal. Ces derniers s'étant retranchés avec de l'artillerie dans le village de Netstall, Molitor ferme le débouché à l'entrée de la vallée de Glaris, mais laisse un bataillon au débouché de Klon-Thal, afin de couvrir sa droite, et marche sur Glaris, avec quatre compagnies qu'il place à la tête de la ville, sur la grande route de Linththal. En revenant à Netstall, pour diriger l'attaque, le général français trouve le chemin intercepté, et tombe, lui dixième, au milieu d'un corps

quinze cents Suisses, organisés et soldés par l'Angle-
 terre. Il paie d'audace, ne consulte pas le danger qui
 l'environne, se fait jour l'épée à la main, et regagne
 Klon-Thal, où le bataillon de la 84.^e demi-brigade se
 trouvait engagé. Les Suisses, qui avaient suivi Molitor,
 traversent le torrent de Lontsch, prennent les Français
 en queue, et jettent le désordre dans leurs rangs; mais
 notre compatriote, secondé par son aide-de-camp Fri-
 dolsheim, s'élance à la tête des grenadiers, charge à la
 baïonnette et culbute dans le torrent tout ce qui n'est pas
 tué ou fait prisonnier. « Sur ces entrefaites, les quatre
 compagnies placées en avant de Glaris avaient été éga-
 lement enveloppées par une partie des Suisses et le
 bataillon autrichien de Kaiser, arrivé de Lintthal. Après
 un combat sanglant, ces quatre compagnies se firent
 jour à la baïonnette, et vinrent rejoindre leur général
 au débouché du Klon-Thal. Molitor fut obligé de se
 défendre toute la nuit, avec sa colonne de douze cents
 hommes, contre cinq bataillons autrichiens et mille à
 douze cents Suisses. Un combat aussi prolongé avait
 épuisé presque toutes les munitions de la colonne fran-
 çaise. Molitor occupait une hauteur dont le front for-
 mait un amphithéâtre très-resserré; il fit rassembler sur
 ce front une grande quantité d'énormes pierres, pour
 s'en servir contre l'ennemi lorsque les cartouches vien-
 draient à lui manquer tout-à-fait. Le lendemain, dès que
 le jour parut, les Autrichiens tentèrent d'enlever d'assaut
 la position des Français; mais, forts de leur supériorité
 numérique, ils négligèrent de prendre les précautions
 qui pouvaient assurer le succès de leur attaque : toute-
 fois, malgré la plus vigoureuse résistance de la part des

assaillis, les assaillans commençaient à faire quelques progrès, lorsque Molitor ordonna à ses soldats de faire rouler les quartiers de rocs qu'ils avaient amoncelés sur la voie. Cette défensive meurtrière, à laquelle l'ennemi n'était loin de s'attendre, épouvanta tellement les Autrichiens et les Suisses, qu'ils rétrogradèrent aussitôt dans le plus grand désordre. Molitor saisit cet instant pour faire battre la charge : les soldats, à la tête desquels se place lui-même, se précipitent alors des rochers tombent à la baïonnette sur leurs adversaires, les combattent, et restent maîtres de la position retranchée de Netstall. Cet éclatant fait d'armes valut aux Français la possession de la vallée de Glaris. Molitor put faire alors sa jonction avec les troupes de la division Soult au sud de Nafels; et il porta le lendemain ses avant-postes de droite à Engi, Matt et Elm, et ceux de gauche près de Kerensen, sur la route de Wallenstadt. Les Autrichiens s'étaient retirés, les uns par Engi, Matt et Panix, les autres sur Wallenstadt, par Mollis et Kerenzen. »

L'occupation du canton de Glaris exerça la plus grande influence sur les déterminations ultérieures de Sowarow en ce que le succès de Molitor rendait la jonction du général russe avec le général Hotze de plus en plus difficile.

Sowarow s'étant déterminé à pénétrer dans le Muothenthal, pour s'avancer ensuite vers le canton de Zurich, envoya aux généraux Lincken et Jellachich l'ordre d'attaquer les troupes françaises qui défendaient la vallée de Glaris. Molitor, qui les commandait, opposa aux efforts des deux généraux autrichiens, bientôt appuyés par les Russes, une défensive brillante, et qui eut pour

fluence marquée sur les événemens qui suivirent. Dans l'impossibilité où nous sommes de mieux présenter les choses que ne l'ont fait les auteurs des *Victoires, conquêtes, etc. des Français*, nous allons copier textuellement leur récit :

« Le général Molitor avait reçu de Masséna l'ordre de menacer Wesen, afin de faciliter au général Soult le passage de la Linth. Au moment où il se disposait à faire ce mouvement, il fut informé que le général Jellachich, avec trois régimens d'infanterie, formant un total d'environ sept mille hommes, s'avancait par Kerenzen, Bollis, et par les défilés d'où l'on débouche des montagnes de Glaris et Netstall, pour venir l'attaquer lui-même dans la vallée. En effet, le 26 septembre, à onze heures du matin, Jellachich descendit par les versans des montagnes sur la rive droite de la Linth, et commença l'attaque des ponts que les Français avaient sur cette rivière. Le général français n'avait alors avec lui que les trois bataillons de la 84.^e demi-brigade, avec lesquels il sut cependant se maintenir et repousser les attaques de son adversaire. Les troupes, placées dans les ouvrages qu'il avait fait construire en arrière des ponts, résistèrent avec succès aux charges réitérées des Autrichiens, et la nuit vint suspendre le combat. Les Autrichiens bivouaquèrent à portée de fusil des retranchemens français.

Molitor apprit, sur ces entrefaites, le passage de la Linth par la division Soult, la retraite du corps autrichien de Hotze sur Wesen, et la prochaine arrivée d'un autre corps de neuf mille hommes, commandé par le général Lincken, qui, parti du pays des Grisons, s'avan-

çait, par les vallées d'Engi et de la Linth, sur Glaris, à l'effet de faire sa jonction avec les troupes de Jellachich. Ces différens rapports, parvenus presque au même moment au général Molitor, le mirent dans une position embarrassante. Inquiété du côté de Wesen par les débris de Hotze, menacé par Jellachich du côté de Kerenzen, et par Lincken, du côté d'Engi sur ses derrières, il semblait impossible qu'il pût éviter d'être écrasé par les forces réunies contre lui. Bien des officiers généraux, dans une circonstance pareille, n'auraient même osé se défendre; mais Molitor était du nombre de ces guerriers dont l'intrépidité réfléchie calcule les moyens de résistance, et que l'imminence du danger n'aveugle point sur les ressources qui peuvent leur rester encore. Placé par Masséna dans un poste difficile, il voulut et sut répondre à la confiance de son illustre chef. Au lieu donc de songer à se retirer, il ne pensa qu'à tirer le meilleur parti de sa position, pour empêcher la réunion des troupes de Jellachich et de Lincken.

Le 26 septembre, il plaça un de ses bataillons à Lodi, en avant de Glaris, pour attendre et arrêter le général Lincken, qu'il savait avoir encore une pleine journée de marche à faire pour arriver jusqu'à Glaris, et s'avança ensuite avec le reste de son monde contre Jellachich, pour attaquer de front ce général. Il prouvait avec raison que les troupes de la division Soult, ayant emporté Wesen, où elles avaient poursuivi les Autrichiens du corps de Hotze, menaceraient le général Jellachich sur sa droite. En effet, ces deux mouvemens eurent un succès complet. Les troupes de Soult, après avoir chassé les débris du corps de Hotze de Wesen,

endirent vers la droite de Jellachich, firent craindre celui-ci d'être enveloppé, et l'obligèrent de céder le terrain au général Molitor, qui le pressait de front. Les Autrichiens repassèrent les montagnes de Kerenzen, en laissant prendre plus de six cents hommes.

« Jamais succès ne fut plus opportun ; car à peine le général Jellachich avait-il commencé son mouvement rétrograde, que Molitor fut informé que le bataillon posté à Mitlodi était vivement attaqué par l'avant-garde du général Lincken : toutefois, l'arrivée de ce corps autrichien sur la frontière du canton de Glaris, était bien loin le résultat d'une marche hardie, que l'effet d'un de ces hasards dont la guerre offre de nombreux exemples. Masséna, avant d'avoir connaissance de la marche de Szwedow, avait ordonné, comme on l'a vu, au général Lecourbe de se porter, par Disentis, dans la haute vallée des Grisons, à l'effet de seconder l'attaque générale faite sur Zurich. Le général Lincken, en exécutant l'ordre que lui avait transmis de son côté le maréchal Lecourbe, avait profité de ce mouvement oblique du général Lecourbe, pour opérer le sien sans obstacle ; et il se flattait d'autant mieux de trouver la même facilité dans sa marche sur Glaris, qu'il connaissait la faiblesse des moyens à la disposition du général Molitor pour défendre la vallée ; mais son espoir ne tarda pas à être trompé, comme on va le voir.

« Prévenu de l'arrivée du général Lincken devant Mitlodi, Molitor laisse un bataillon pour suivre la retraite des troupes de Jellachich, et avec celui qui lui reste, il court en toute hâte au secours du troisième, qui défendait Mitlodi. Tous les efforts de la colonne autrichienne

pour forcer le passage et s'avancer sur Glaris sont dus inutiles par la vigoureuse résistance des deux bataillons de la quatre-vingt-quatrième, et la nuit arriva sans que Lincken ait fait aucun progrès. Molitor, enragé par ce succès, espérait attaquer lui-même les Autrichiens le lendemain, et obtenir sur cette colonne même succès qu'il avait eu la veille sur Jellachich, lorsqu'une dépêche du général Lecourbe l'instruisit du danger beaucoup plus imminent que ceux qu'ils avaient courus jusqu'alors. Lecourbe écrivait que Sowarow après avoir tenté de percer vers Zurich par la vallée de la Reuss, venait de se jeter tout-à-coup dans le Muot-Thal, et se dirigeait sur Glaris par le Klon-Thal, avec un corps de plus de vingt mille hommes, dont le régiment autrichien de Kerpen, déjà placé sur le lac de Klon-Thal, formait l'avant-garde.

« Cette nouvelle était accablante : il ne s'agissait plus de se défendre contre une ou deux colonnes d'une force médiocre; c'était aux vainqueurs de l'Italie, au maréchal Sowarow, qui conduisait lui-même ces derniers; qu'il fallait tenir tête dans un moment où le général Lincken n'était pas encore repoussé. Molitor savait combien importait au succès de la grande entreprise du général Masséna de retenir Sowarow le plus long-temps possible : il ne désespéra point de la situation où il se trouvait; et d'abord, pour donner le temps d'arriver au renfort que lui promettait Lecourbe par la même route dont nous venons de parler, il se borna à contenir le général Lincken dans la journée du 28 septembre.

« Le 29, à la pointe du jour, et au signal d'un coup de canon, les petites colonnes que Molitor avait dirigées

pendant la nuit pour attaquer la ligne des Autrichiens, commencèrent leur mouvement. Le renfort mis par Lecourbe venait d'arriver, et Molitor n'avait pas dissimulé à ses troupes l'approche du maréchal Scharow. Chaque soldat semblait pénétré de la grandeur du rôle qui lui était confié; et pour se trouver en mesure de résister aux Russes, tous ces dignes Français crurent de vaincre les Autrichiens. La première ligne d'infanterie fut enfoncée; vainement la seconde ligne s'avança pour repousser la vigoureuse charge des colonnes françaises, les ailes du général Lincken, débordées par la suite des mouvemens ordonnés par le général Molitor, aux deux bataillons que lui avait envoyés le général Lecourbe, plient et se retirent avec précipitation; les Russes qui combattent de front culbutent le centre des Autrichiens, et poursuivent ceux-ci, la baïonnette aux fusils, jusque dans la vallée d'Engi.

Désormais la jonction des Autrichiens avec les Russes dans la vallée de Glaris devenait de la plus grande difficulté. Afin de s'opposer à tout retour du corps de Lincken, Molitor poursuivit ce général jusqu'à Panix, dans l'Oberland, et ne revint sur ses pas que quand il fut assuré que les Autrichiens, repassant les montagnes, se retiraient dans le pays des Grisons. Deux bataillons furent laissés à Panix pour observer cette partie, et Molitor vola de suite au secours du deuxième bataillon de la quatre-vingt-quatrième demi-brigade, qui s'était dirigé la veille vers le petit lac de Klon-Thal, et qui fut alors attaqué par le régiment de Kerpen, formant, comme nous venons de le dire plus haut, l'avant-garde du corps russe de Scharow.

« Ce maréchal s'avancait en effet dans le Klon-Thal et suivait de très-près son avant-garde. Persuadé qu'une exécution des dispositions qu'il avait précédemment données, les généraux Jellachich et Lincken étaient réunis à Glaris, Sowarow supposait en conséquence que la petite troupe de Molitor était environnée de toutes parts, et il envoya un officier pour lui enjoindre de se rendre à discrétion. Molitor fit dire au maréchal que le rendez vous donné par S. Exc. aux deux généraux autrichiens était manqué, parce que ceux-ci venaient d'être battus et rejetés dans les Grisons, et que l'armée française, après avoir forcé Zurich, était en marche contre lui, Sowarow. Voulant sans doute en imposer encore plus sur sa position critique, par un acte d'audace bien remarquable, que par ses représentations, qu'il supposait ne devoir pas arrêter un guerrier aussi entreprenant que le maréchal. Molitor fit plus, il osa sommer Sowarow de mettre lui-même bas les armes.

« On croira facilement que, malgré l'étonnement qu'il dut le jeter une pareille sommation, le maréchal ne lui lança point à faire attaquer les Français. Dans cette nuit à jamais mémorable, et que nous nous estimons heureux de pouvoir consigner dans notre ouvrage, trois bataillons présentant une force totale de douze à treize cent hommes, continrent jusqu'à la nuit une masse de quinze mille Russes qu'électrisait encore le souvenir de leurs exploits récents en Italie, qu'encourageaient la présence et l'exemple d'un chef d'une si haute renommée. Mais convaincu qu'une résistance plus long-temps prolongée devenait au-dessus des efforts déjà surnaturels des braves qu'il commandait, Molitor évacua le Klon-Thal pendant

la nuit, en silence et dans le meilleur ordre, pour se tenir sur la Linth, à l'effet de défendre les ponts de Naffels et de Mollis. Ce digne général, qui devait ajouter à la gloire dont il venait de se couvrir avec sa troupe, par la belle défense qu'il allait encore faire dans sa nouvelle position, eut ainsi l'honneur de faire manquer le second plan du vainqueur de Novi. Celui-ci reçut dans le Klon-Thal la confirmation de ce que Molitor lui avait fait dire : que la jonction du corps russe d'Italie avec les troupes autrichiennes de Jellachich et de Lincken, ne pouvait plus s'effectuer à Glaris. Cette nouvelle exalta le caractère naturellement irascible du vieux guerrier, et influa beaucoup sur ses dernières opérations en Suisse.

Molitor ayant fait mettre le feu au pont de Natstall, pour assurer sa position derrière la Linth, disposa ses troupes et son artillerie par échelons, et attendit les Russes de pied ferme, résolu de défendre jusqu'à la dernière extrémité les points importants de Naffels et de Mollis. Attaqué par Sowarow le 1.^{er} et le 2 octobre, il soutint avec la plus grande vaillance le choc impétueux des colonnes russes ; le point de Naffels fut pris et repris jusqu'à six fois ; enfin, le général Gazan ayant amené de Wesen un bataillon de grenadiers, une nouvelle attaque poussa les soldats de Sowarow hors du défilé et lui ferma définitivement l'entrée du canton de Zurich. Ce combat termina d'une manière glorieuse la série de succès que Molitor venait de remporter dans l'espace de sept jours, en battant successivement deux corps autrichiens retranchés sur des hauteurs presque inaccessibles, et en arrêtant la marche d'une armée russe de 15 mille hommes

accoutumés à vaincre et conduits par le fanatisme de Sowarow s'était établi le pontife. Ce général convaincu dès lors, de l'impossibilité de pénétrer plus avant dans la vallée de la Linth, rivière dont les rives étaient occupées par nos troupes, et de gagner, comme il en avait conçu le projet, la tête du lac de Zurich où il pensait recueillir les débris des corps de Hotze et de Korsakow prit le parti sage de se rejeter dans la vallée des Grisons. Aussi, lorsque Molitor se présenta, le 4 octobre, matin, devant Glaris, les Russes avaient déjà évacué cette ville pendant la nuit. Molitor, qui marchait à la tête de ses troupes, continua de presser l'arrière-garde de Sowarow composée de grenadiers, et, l'ayant prévenue au poste de Schwauden, il engagea avec elle un combat opiniâtre. Il la battit complètement, la poursuivit l'épée dans les reins, jusqu'à Elmes, et lui eût fait éprouver de nouvelles pertes si la nuit n'avait arrêté sa marche victorieuse.

Des services aussi éminens valurent à notre compatriote beaucoup d'éloges dans les différens rapports que Masséna adressa au directoire; et ce général en chef plein de confiance dans les talens et la valeur de son lieutenant, lui laissa le soin d'achever la défaite des Russes, et lui écrivit, après la bataille de Zurich et de Glaris, dans les termes suivans :

« Je me suis empressé, général, de faire connaître la part active que vous avez eue dans ces mémorables événemens; on n'oubliera pas qu'avec votre seule brigade vous avez résisté plusieurs jours aux Austro-Russes, et que vous les avez battus, que vous avez défendu avec acharnement et sang-froid des dispositions intéressantes pour l'armée, et que vous avez, de cette manière, préparé la défaite de Sowarow. Recevez donc, aujourd'hui

le témoignage de la vive satisfaction du gouvernement pour vos travaux, qu'il ne pouvait ignorer, et qu'il a justement appréciés. »

Au mois d'avril 1800, l'aile droite de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Lecourbe, était cantonnée en Suisse. Molitor fut employé à ce corps d'armée pendant toute la campagne; d'abord, en qualité de commandant d'une brigade détachée qui faisait partie de la division Vandamme, et ensuite comme commandant de division, flanquant la droite de l'armée. Le corps de Molitor reçut l'ordre de forcer, le 1.^{er} mai, le passage du Rhin sur le point de Rechlingen, près Stein, et ce général, chargé de commander les premières troupes de débarquement, passa dans une barque avec trente carabiniers de la première demi-brigade légère qui se trouvaient là depuis la veille. « Les postes autrichiens, qui étaient nombreux sur l'autre rive, dirigèrent aussitôt leurs feux sur l'embarcation, qui en fut tout à fait plus incommodée que la force des courans la fit d'abord rétrograder, et que, par un mal-entendu, notre artillerie ne tirait pas encore sur l'ennemi. Ces obstacles ne firent que redoubler l'ardeur des pontonniers, qui parvinrent bientôt, à force de rames, à débarquer les carabiniers sur la rive opposée: ceux-ci furent de suite lancés sur les postes autrichiens qu'ils dispersèrent dans la plaine de Ramsen, où ils les conduisirent jusqu'à l'arrivée des deux bataillons de la 1.^{re} légère, qui ne tardèrent pas à débarquer. Le général Molitor envoya aussitôt son aide-de-camp Fridolsheim avec la moitié du premier bataillon sur Stein, pour s'en emparer, et faire rétablir l'ancien pont dont les restes subsistaient encore; il dirigea l'autre moitié sur

Paradies, pour faciliter le passage du général et marcha à l'ennemi dans la plaine avec le bataillon. Les Autrichiens y avaient une ressemblaient faire des dispositions d'attaque; le Molitor se hâta de les prévenir. Ils firent d'abord contenance, et s'ébranlèrent même pour marcher avant : on était près de s'aborder, lorsque leur infanterie se débanda, malgré l'appui de leur artillerie. La cavalerie s'avancant avec circonspection, donna l'ordre au général Molitor de former en carré sa petite brigade qui fut ensuite entourée, et essuya deux charges de cavalerie qu'elle repoussa vigoureusement en faisant de nombreux cavaliers à l'ennemi. Pendant que cette lutte se soutenait dans la plaine de Ramsen, l'aide-major Fridolsheim s'emparait de Stein, et y faisait reconstruire l'ancien pont. Le pont de bateaux de Rechlin se débattait avec une grande célérité. La 94.^e demi-brigade qui avait passé dans des barques, suivait en colonne dans le plus bel ordre le général Molitor, qui ne prit pas de repos à l'ennemi, et le poussa jusqu'à la fin après lui avoir fait cinquante prisonniers. Le lendemain on distribua les commandemens pour les opérations ultérieures. Le 8.^e régiment de hussards, sous le commandement de Marulaz, une demi-batterie d'artillerie à cheval, le deuxième bataillon de la 1.^{re} légère, les trois bataillons de la 36.^e, les trois bataillons de la 94.^e, formèrent la brigade du général Molitor. Ces troupes, disciplinées et aguerries, comptaient des chefs d'un mérite éprouvé. Le 3 mai, Molitor ayant reçu l'ordre de se porter sur sa brigade sur Stokach, par Steusslingen et Vödingen, il se mit en marche à trois heures du matin.

a, à une petite lieue de Singen, l'ennemi dont la
 reuse cavalerie couvrait toute la plaine. Elle pa-
 it vouloir profiter de ses avantages, mais l'ordre
 it que conservaient les colonnes du général français
 uida l'ennemi. Il se replia jusqu'à Steusslingen, sans
 fournir une seule charge sérieuse. Le défilé qui
 uit à Wehlwies, occupé par l'infanterie autri-
 me, fut emporté, et l'ennemi mené battant jusqu'à
 dernier endroit.

La position en arrière de Wehlwies est avantageuse :
 emi y avait une réserve d'infanterie avec de l'ar-
 ie ; son infanterie légère défendait le village. Le
 bat s'engagea et fut d'abord assez vif, jusqu'à ce
 le général Molitor eût fait tourner le village par le
 illon de la 1.^{re} légère, et y eût pénétré avec le
 bataillon de la 36.^e demi-brigade. Alors l'ennemi
 la précipitamment sa position, et se retira sur celle
 occupait son armée en avant de Stokach, où elle
 entait une ligne d'infanterie d'une immense éten-
 . Le général Molitor, qui arrivait sur son extrême
 che, fit aussitôt ses dispositions pour l'attaquer.
 x bataillons de la 36.^e, sous les ordres du chef de
 illon Delaare, furent détachés pour tourner la gauche
 l'ennemi et marcher droit pour lui couper la retraite
 la ville ; trois autres bataillons, appuyés par l'artil-
 ie à cheval, abordèrent au pas de charge son extrême
 che qui en parut ébranlée ; alors le 8.^e régiment de
 uards qui jusque là avait été ménagé intact et en
 erve pour le moment décisif, et qui était impatient
 ir, exécuta la charge la plus brillante ; et, passant
 ière la ligne ennemie, la culbuta complètement,

lui faisant près de quatre mille prisonniers. Ce régiment poussa jusqu'au-delà de Stokach, où il allait être attaqué par la cavalerie ennemie, lorsque la réserve de cavalerie de l'aile droite arriva et consolida la victoire, à laquelle avaient aussi pris part les troupes de la division Moench, qui avaient agi sur la droite de l'ennemi. Le colonel Marulaz a été décoré d'un sabre d'honneur pour sa conduite distinguée dans cette affaire.

« Molitor quitta Stokach à minuit, et, marchant isolément avec sa brigade, comme les jours précédents, il se porta sur Moëskirch, en passant par l'abbaye Klosterwald. Il ne trouva l'ennemi qu'à la sortie du village de cette abbaye. Un régiment d'infanterie hongrois attendait en position et lui disputa le passage par un combat des plus vifs. Le 36.^e marchait en tête de la colonne, deux de ses bataillons se déploient et ripostent à l'ennemi; le 3.^e bataillon le charge à la baïonnette, et bute ce régiment jusque dans Moëskirch, après lui avoir fait deux cents prisonniers. La bataille était fortement engagée, et notre aile droite paraissait se trouver à un moment critique; l'artillerie ennemie faisait beaucoup de ravages. Le général Molitor qui, de même qu'à Stokach, dut agir de son propre mouvement, jugea d'abord que la force principale de la position de l'ennemi se trouvait dans l'occupation de Moëskirch et du plateau qui le domine, et qui, sur ce point, présentait un saillant d'un angle, dont le grand côté, qui regardait débouché de Krumbach, était occupé par le gros de l'armée impériale, et dont l'autre côté, regardant la direction de Klosterwald, laissait voir une ligne d'infanterie très-étendue, adossée à un bois, et ayant

front la rivière d'Ablach. Cette ligne, évaluée à douze ou neuf mille hommes, était soutenue par vingt batteries d'artillerie. Les deux fronts de l'armée ennemie se réunissaient et s'appuyaient sur le point de Moësch, qui paraissait donc le point le plus important de la difficulté.

Le général Molitor fit aussitôt ses dispositions pour l'attaque. Un bataillon de flanqueurs fut d'abord dirigé vers la gauche de l'infanterie ennemie, pour la harceler et menacer sa retraite sur le pont de Sigmarshagen : le surplus des troupes fut formé en trois colonnes. Le général se réserva le commandement du centre; deux bataillons étaient déployés en arrière pour la réserve; l'artillerie de la brigade avait été entièrement ralliée dès son apparition sur le champ de bataille. Le mouvement des flanqueurs qui s'effectuait avec célérité étant bien prononcé, les trois colonnes qui s'étaient formées sur un point élevé et très-près de la ville, se précipitèrent à la fois au pas de charge et dans le plus grand ordre, et abordèrent l'ennemi, l'arme au bras, sous une grêle de balles et de mitraille. L'infanterie honnête, au nombre de trois mille hommes, qui défendait Moëschkirch, tint ferme et attendit le choc qui fut très-violent. Les trois colonnes de la brigade, animées par une semblable résistance, pénétrèrent à la fois dans la ville, dont une partie était en feu, tuèrent beaucoup de monde à l'ennemi, et firent six cents prisonniers. La colonne du centre, qui s'était maintenue plus ensemble, réunie à la réserve, fut portée avec rapidité sur le saillant du plateau, dont elle s'empara; cette longue ligne d'infanterie, qui y appuyait sa

droite et dont la gauche était inquiétée par les flancs, disparut en un clin d'œil dans le bois auquel elle était adossée. En même temps une partie de la 2.^e division qui se trouvait à la gauche de la brigade Molitor, avançait sur le plateau, et la victoire de ce côté ne paraissait plus incertaine. Cependant la réserve de l'ennemi ne tarda pas à se présenter, et, avec l'infanterie qui avait ralliée, fit les plus grands efforts pour reprendre sa position, qui était le principal appui de l'armée impériale. Il s'engagea alors un combat des plus acharnés que soutinrent avec constance, mais avec beaucoup de perte, les troupes épuisées du général Molitor. Le feu ne cessa qu'à la nuit, dont l'ennemi profita pour effectuer sa retraite. La brigade a eu environ quatre cents hommes hors de combat, mais pas un homme n'est tombé au pouvoir de l'ennemi, dont la perte a été très considérable. Les troupes ont fait des prodiges de valeur, sans croire en avoir trop fait. La même brigade continua de marcher avec l'aile droite jusqu'au 22 mai suivant, où le général Molitor reçut à Kirchdorf l'ordre d'aller prendre le commandement du corps de flanqueurs de droite, dont le quartier général était à Kempten. »

Ce corps était composé de la 83.^e demi-brigade, du 7.^e de hussards, des 1.^{er} et 2.^e bataillons de la 1.^{re} légère, campés aux environs d'Isère, ce qui formait tout un effectif de cinq mille hommes chargés de contenir l'aile gauche de l'armée impériale, qui, à cette époque, était composée de cinq divisions. Molitor arriva le 23 à Kempten, attaqua dès le lendemain vigoureusement le Rheinthal et Bregenz, positions importantes.

nt l'ennemi venait de s'emparer, y pénétre de vive
ce, et dispose ensuite ses troupes de manière à se
rver en masse sur les deux points où aboutissent les
nds débouchés du Tyrol, Bregenz et Kempten, et à
vrir la route qui unit ces deux villes, sur une étendue
quatorze lieues.

« Ces positions prises, dit Molitor lui-même après
oir exposé les avantages de son plan d'occupation, il
ait tâcher de donner continuellement le change à
nnemi, sur le nombre et la destination des troupes à
a disposition; il fallait, sur une étendue de trente
ues, soutenir avec sept bataillons une défensive offen-
ve contre un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes,
r lequel il était impossible de rien entreprendre, re-
anché comme il l'était dans les gorges du Tyrol;
fallait, en un mot, imposer tellement à l'ennemi,
n'il n'osât former aucune entreprise sur moi : ce qui
t sans doute forcé l'aile droite à envoyer une de ses
ivisions à mon secours. Quelque difficile qu'ait été
ette tâche, elle a été néanmoins remplie par le petit
rps de flanqueurs de droite. Ce corps était continuel-
ment en mouvement; il ne cessait d'attaquer l'ennemi
r différens points, et toujours avec audace et succès;
faisait presque tous les jours des prisonniers par le
oyen desquels j'étais parfaitement instruit des mou-
emens du prince de Reuss. L'attention scrupuleuse que
ai apportée à ne pas me laisser prendre un seul homme
privé le général ennemi du même avantage. Le prince
e Reuss m'a toujours cru dix mille hommes sur le
ul point de Kempten; il l'a cru jusqu'à la fin de la
mpagne. Néanmoins, pressé par sa cour, par les ordres

du général Kray, et plus encore par le vœu des Tyroliens ce général a été plusieurs fois à la veille de m'attaquer alors je le prévenais en marchant à lui, et ces attaques ont toujours été heureuses. Ces mouvemens décisifs confirmaient le prince de Reuss dans son opinion sur la quantité de troupes qu'il me supposait, et renonçant à toute entreprise, il se tenait sur la plus grande défensive à l'entrée du Tyrol.

« Les armées françaises en Allemagne et en Italie malgré leurs glorieux progrès, ne pouvaient communiquer entre elles que difficilement et par de longs détours; elles étaient privées de l'avantage de pouvoir s'appuyer réciproquement, et, pour l'obtenir, il s'agissait non-seulement de forcer les passages des passes des Grisons, mais encore d'emporter la position de Felkirch, où la nature et l'art avaient accumulé les moyens de défense, et devant laquelle avaient échoué, la campagne précédente, les efforts de l'armée d'Helvétie. Cette expédition fut confiée le 8 juillet (19 messidor) au général Molitor. A cette époque, son corps de six régimens, renforcé de quelques bataillons, avait reçu la dénomination de 1.^{re} division de l'aile droite.

« Le point de Felkirch doit être considéré par sa position comme une des clés importantes du Tyrol placé près de l'embouchure de l'Inn, il couvre toute la vallée que parcourt la route d'Innsbruck par Arlberg et Landeck; il reçoit la grande route d'Italie qui passe par le Cardinel, Tisis, Goire et Luzisteig, et celle de l'Allemagne qui passe par Bregenz; il intercepte par conséquent la grande communication de l'Allemagne avec l'Italie. La nature en a rendu les accès très-difficiles.

travaux que l'on y avait ajoutés depuis trois années
 avaient fait une des plus fortes positions de l'Alle-
 e. La difficulté des approches de Feldkirch par la
 de Bregenz commence dès la sortie de cette ville.
 route, laissant constamment le Rhin à une demi-
 sur sa droite, longe le pied des hauteurs boisées
 regenz-wald, qui n'offrent, sur toute l'étendue de
 vers, que très-peu de points accessibles. Ce revers
 occupé par un corps de trois mille chasseurs du
 destinés à empêcher de pénétrer dans leurs mon-
 et à harceler tout ce qui se présenterait sur la
 de Bregenz à Feldkirch. A trois lieues de Bregenz,
 village de Hohen-Embs, se trouvaient les premiers
 schemens : le passage, rétréci par un coude que
 le Rhin en cet endroit, était fortement défendu, à
 droite, par les feux d'une ligne continue qui enve-
 loppait le village, appuyée à des escarpemens du Bre-
 wald, et à sa gauche, par un bon ouvrage fermé,
 entre le village et le fleuve, dont les approches,
 tous les sens, étaient rendues difficiles par le na-
 du terrain qui est marécageux, couvert de brou-
 ssaux, et entièrement impraticable pour la cavalerie.
 Une lieue au-delà, immédiatement en arrière du vil-
 le Gotzis, se trouve, entre la route et le Rhin,
 une montagne isolée, escarpée, couverte de bois, et en
 plusieurs endroits d'abattis, qui rétrécit considéra-
 blement le passage et le convertit en un défilé dont l'en-
 trée était défendue par une ligne située en avant de
 la route, dans une tourbière, et se développant sur les
 flancs de la route. La droite de cette ligne s'ap-
 puyait à la hauteur principale, et sa gauche était soutenue

par une redoute placée sur une éminence et enveloppé d'un avant-chemin couvert à feux très-rasans. La nature du terrain coupé de marais et de haies, rendait cet ouvrage très-difficilement accessible. D'autres retranchemens, disposés dans le village et aux environs, formaient une seconde ligne aussi respectable que la première et l'ensemble de ces moyens défensifs, tant naturels qu'artificiels, rendait la position de Gotzis très-importante, et la faisait considérer comme la clé de Feldkirch. A une lieue de la sortie du défilé, qui n'a que quelques centaines de toises de longueur, se trouvaient les ouvrages les plus avancés de ceux qui formaient l'enceinte de Feldkirch. Cette enceinte présentait un développement d'environ 1200 toises : sa droite s'appuyait, près du village de Sulz, aux montagnes d'où sort la Frutz (torrent très-rapide et impossible à franchir depuis Sulz jusqu'à sa source, à cause de son excessif encaissement) sa gauche était soutenue par Lartezemberg et par le Rautz qui borde la Frutz, depuis le village de Nowels jusqu'à son embouchure. Le but de ce corps d'ouvrages était de couvrir deux débouchés principaux, de la conservation desquels dépendait celle de Feldkirch et la sûreté de la retraite de ses défenseurs : le premier est la vallée traversée par le ruisseau de Nafla qui débouche dans la vallée de l'Alb, près du village de Satteins ; l'entrée de cette vallée, déjà couverte par les retranchemens du village de Rankwyl, était encore fermée par une ligne appuyée à deux escarpemens. Le second débouché est la gorge fermée par Lartezemberg et la hauteur principale qui, dans cette partie, porte le nom de Philipsberg ; à l'extrémité de cette gorge se trouve Feldkirch, et à son origine le village

astadt, dont l'accès était défendu par une double
 d'ouvrages détachés, dont les gorges étaient ou
 s par des palissades, ou appuyées à des hauteurs
 s d'abattis. Les obstacles qui défendaient les ap-
 s de Feldkirch du côté des Grisons, n'étaient pas
 considérables. La route de Coire, qui longe le
 les hauteurs formant la droite du bassin du Rhin,
 arrée, à une demi-lieue de la ville, par une ligne
 ne. La droite de cette ligne se développait di-
 rent sur la chapelle de Difis, contournant cette
 le, tout le revers du Blanzenberg qui regarde le
 enberg et venant s'appuyer à l'Ill; sa gauche re-
 it en crémaillère une partie du revers du Pras-
 rg, et s'appuyait à un obstacle impraticable. Les
 entes parties de cette ligne étaient protégées par
 doutes que leur situation et la nature du terrain
 rmettaient pas de tourner. Tout le revers du
 nsberg, depuis le moulin de Schaanswald jusqu'à
 ère, était hérissé d'abattis et de retranchemens
 le but était: 1.º de croiser des feux sur la route;
 empêcher de franchir la hauteur et de pénétrer
 a vallée de l'Ill. C'est devant ce front redoutable que
 se d'Helvétie dut se retirer la campagne précé-
 , après y avoir perdu un grand nombre de ses
 diers. Telle était la position qui se présentait aux
 s de la première division de l'aile droite, forte de
 mille six cent quatre-vingt-cinq combattans, en même
 s qu'elle devait opérer deux passages du Rhin, pour
 rer dans les pays Grisons. Elle agissait sur trente
 ; d'étendue (depuis Bregenz jusqu'à Reichenau)
 e des positions réputées jusqu'alors imprenables, et

défendues par douze mille hommes. Toutes les colonnes d'opérations disposées sur les points qui ont été indiqués ci-dessus, se mirent en mouvement le 24 messidor (13 juillet) à la pointe du jour. La colonne qui se porta sur Reichenau trouva le pont rompu : il fallut le rétablir sous le feu d'un bataillon ennemi, retranché et soutenu par de l'artillerie. On y parvint, mais après les plus grands efforts.... Le passage s'est effectué dans des barques, et n'a éprouvé d'autre obstacle que la crue et la rapidité des eaux....

« A onze heures du matin, nous étions maîtres des pays Grisons; l'ennemi, auquel on fit une centaine de prisonniers, abandonna son artillerie, et se retira par les vallées de Tüsis et de la Lanquart. Dès cinq heures du matin, la communication était interceptée entre les corps autrichiens du Voralberg et des Grisons, et Feldkirch attaqué immédiatement par les deux côtés opposés. Après avoir laissé sur le point de Bregenz trois cents hommes d'infanterie avec de l'artillerie, pour assurer ce poste important qui formait sa base d'opération, le général Molitor se mit en marche de cette ville avec le surplus de ses trois bataillons, trois cents hussards et une pièce d'artillerie légère, pour se porter par la grande route sur Feldkirch. A peine avait-il débouché de Bregenz, qu'il se trouva harcelé par les tirailleurs du Bregenz-wald; il se hâta de les rejeter sur le revers de leurs montagnes et passa outre. Mais pour les contenir et assurer sa ligne d'opération, il fut obligé d'y laisser le deuxième bataillon de la 83.^e; ce qui réduisit sa colonne à neuf cents hommes d'infanterie, trois cents hussards et une pièce de 8. Il fallait une grande confiance dans

valeur de ces troupes , et aussi dans l'ensemble des positions , pour aborder une position telle que Feldsch avec des forces aussi inférieures. On ne tarda pas à rencontrer les éclaireurs de Hohen-Embs ; notre avant-garde les chargea et leur fit quelques prisonniers. Le général Molitor s'était assuré , pendant la nuit , par un fidèle du pays , qu'un sentier de la montagne , qui tournait les retranchemens du village , n'était pas gardé. Le capitaine Haydet de la 83.^e y fut dirigé avec sa compagnie sans être aperçu. Pendant ce temps là , la ligne de tirailleurs s'avança pour occuper l'ennemi derrière les retranchemens du village , de même que dans la redoute de la plaine , et le feu s'engagea assez vivement. En même temps deux compagnies de grenadiers furent disposées prêtes à marcher entre ces deux masses attaques. Bientôt on aperçut les tirailleurs du capitaine Haydet qui descendaient la montagne sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Alors le général Molitor s'avança avec les deux compagnies de grenadiers contre la redoute de la plaine et les retranchemens du village pour les tourner : ces différens mouvemens , exécutés avec ensemble , produisirent l'effet qu'on en espérait ; l'ennemi se voyant attaqué et investi à la fois , abandonne ses retranchemens en désordre : nos hussards pénétrèrent avec nos tirailleurs dans les rues de Hohen-Embs , sabrent tout ce qui s'y trouve d'Autrichiens et font deux cents prisonniers , dont trois officiers. La cavalerie ennemie s'avance pour sauver le reste de son infanterie ; elle est culbutée et vivement poursuivie. La retraite de l'ennemi est si complète qu'elle apporte le désordre jusqu'à Gotzis , et fait concevoir la possibilité

d'y entrer pêle-mêle avec les fuyards. En effet, à no
 approche l'artillerie autrichienne évacue la grande
 doute; son infanterie ne montre que de l'hésitatio
 la poursuite est très-vive de notre côté, et les sold
 animés franchissent de toutes parts ces retranchem
 tant vantés de Gotzis que l'ennemi évacue en désord
 Il était important de ne pas laisser respirer l'ennen
 et de ne pas lui donner le tems de reconnaître le p
 nombre de ses adversaires. Il est donc chargé et harc
 sans relâche, et souvent entamé avec perte de pris
 niers : un régiment de cavaliers arrive à son secours :
 pièce d'artillerie légère, commandée par le chef de b
 taillon Sappel, s'avance au grand galop jusqu'à la port
 de mitraille de ce régiment, qui fait aussitôt son dem
 tour et se retire.

« Le général Molitor arriva de la sorte devant l'e
 ceinte de Feldkirch; ses troupes, qui avaient presq
 toujours couru, avaient besoin d'être ralliées : il y do
 nait tous ses soins lorsque l'ennemi profita de ce m
 ment pour venir l'attaquer. Un bataillon du régiment
 Kayser s'avancait marchant en bataille, et n'était pl
 qu'à une petite distance, lorsque le brave aide-de-ca
 Fridolsheim, à la tête de deux compagnies de grenadi
 de la 83.^e, s'élance à la baïonnette sur ce bataillon.
 culbute et le rejette dans ses retranchemens. Dès ce m
 ment, toutes les batteries de l'ennemi commencèren
 agir. Le village de Pradis et les vergers boisés qui l'e
 tourent, offraient un abri favorable pour masquer n
 mouvemens et cacher à l'ennemi l'infériorité de n
 forces. Le général Molitor en profita pour rallier enti
 rement ses troupes et faire ses dispositions. Il avait

n'eut pas assez de monde pour fournir une ligne de tirailleurs sur tout le front de l'ennemi, il en détacha le moins possible, et disposa le gros de sa colonne consistant en six compagnies, en réserve derrière le village de Pradis. Tout le feu de l'ennemi se dirigeait sur ce point où il nous croyait des forces considérables. Pendant ce temps, le premier bataillon de la 1.^{re} légère qui avait passé le Rhin à Azmoos, s'était approché de Feldkirch, du côté des Grisons, et une vive canonnade s'y faisait entendre. La diversité de ces attaques dont l'ennemi ne connaissait pas les forces, l'inquiétait beaucoup et lui avait fait dissimuler ses troupes. Le général Molitor venait de reconnaître que les deux flancs de la position étaient presque inattaquables, il tourna son attention sur le centre; avec la réserve de six compagnies, il n'espérait pas emporter l'enceinte de Feldkirch, défendue comme elle l'était, mais il pensait qu'en se maintenant jusqu'à la nuit au village de Pradis, l'ennemi ayant perdu Gotzis, la clé de la position, se voyant attaqué de tous côtés et n'ayant pu un défilé pour retraite, prendrait le parti de se retirer s'il ne parvenait pas à nous débusquer et à reprendre Gotzis. Il fit beaucoup d'efforts pour y parvenir, et tandis qu'il dirigeait tout le feu de son artillerie sur Pradis, il faisait tourner la droite de notre ligne de tirailleurs par un bataillon suisse, dont la marche, à la faveur d'un brouillard, ne fût d'abord pas aperçue. Cette troupe paraissant tout à coup derrière notre flanc droit, jeta du désordre parmi nos tirailleurs. Le général Molitor, avec trois compagnies de sa réserve et un escadron de hussards, marcha droit sur ses derrières pour couper la retraite à ce bataillon suisse, il l'obligea à se retirer en désordre, et le

fait charger vigoureusement par nos hussards : cent cinquante hommes restèrent sabrés sur le champ de bataille. L'ordre rétabli sur ce point, le général Molitor se hâta de ramener au centre les trois compagnies de la réserve et d'autant que l'ennemi avait en même temps attaqué notre gauche, il y faisait des progrès, et peu s'en fallut qu'il ne fût maître de la route; nos tirailleurs étaient épuisés de fatigue; le général accourut pour les soutenir avec deux compagnies de la réserve qui abordèrent franchement l'ennemi, et le rejetèrent dans ses retranchemens de Rankwyl. Presque toute la réserve avait donné elle fut ralliée immédiatement au centre (village de Pradis) où l'ennemi supposait toujours des forces considérables qu'il ne cessait de canonner. Le général Lecour qui venait d'arriver fut témoin de ces derniers mouvemens : il jugea que nos forces étaient par trop inférieures à l'entreprise, et en parlant quelque temps après, tout en laissant pleine latitude au général Molitor, il lui conseilla d'effectuer sa retraite. Celui-ci, considérant la position de toutes les colonnes de sa division engagées sur tant de points différens, trouva de grands inconvéniens et beaucoup de difficultés à un mouvement rétrograde surtout pendant le jour : il persista donc à espérer un heureux résultat de sa persévérance et de l'ensemble de ses dispositions. L'ennemi ne tarda pas à renouveler son attaque sur notre droite; une compagnie de grenadiers y est envoyée pour soutenir nos tirailleurs, et se dispute malgré les ordres contraires, sur un terrain découvert elle est chargée tout à coup par un régiment de dragons qui en sabre et en prend la moitié (ces blessés et prisonniers ont été repris à notre entrée dans Feldkirch).

Le bataillon autrichien s'avancait en même temps pour soutenir sa cavalerie ; la nuit approchait ; les troupes qui se battaient et se battaient depuis trois heures du matin étaient harassées de fatigue et de faim. Il fallut en ce moment tout le dévouement des officiers, tout l'attachement que le soldat portait à ses chefs, pour soutenir encore ce nouvel effort de la part de l'ennemi. Celui-ci fut encore une fois, mais non sans peine, repoussé dans ses rangs. Cependant il fait bientôt après, à la faveur de l'obscurité, une nouvelle tentative : il s'approche de notre centre avec plusieurs bataillons déployés, dont les feux jettent la surprise et le désordre dans nos rangs. La cavalerie ennemie vient y mettre le trouble. Nos hussards chargent et se trouvent pêle-mêle avec l'ennemi ; les plus braves des 82.^e et 83.^e se rallient avec le chef de bataillon Coste, à la voix de leur général, se précipitent au pas de charge sur l'ennemi, et le forcent pour la dernière fois à nous quitter le champ de bataille. Il était dix heures du soir. Le général autrichien avait assemblé son conseil et décidé la retraite. A minuit il envoya le major Guerberg parlementaire aux avant-postes où se trouvait le général Molitor, qui consentit à ne pas inquiéter de quelques heures le mouvement rétrograde de l'ennemi, mais qui, la nuit même, à trois heures du matin, dans Feldbach. L'ennemi avait commencé à l'évacuer à dix heures du soir, et se retirait dans le Tyrol par Bludenz et Talas. Le même jour, les états du Vorarlberg et du Bregenzwald donnèrent à toutes les milices de déposer leurs armes, et vinrent se recommander à la générosité française. Rien n'échappa à la surprise des habitans du pays, lorsqu'ils virent

défiler le petit nombre des attaquans. Le général Molitor s'est porté le lendemain sur Fraenstenz, et le jour suivant sur Bludenz, où la nouvelle de l'armistice vint arrêter sa marche. A la reprise des hostilités, le général Molitor continua à commander la première division de l'aile droite, et à être chargé, jusqu'à la fin de la campagne, de contenir l'aile gauche de l'armée impériale qui menaçait d'agir par les débouchés du Tyrol, et d'occuper ce pays à mesure que nous y avions pénétré. Cette tâche a été heureusement remplie jusqu'à la fin. Elle donna lieu à une foule d'engagemens et de petits combats où l'avantage nous est toujours resté. »

A la paix, le général Molitor rentra en France; il avait reçu dans le courant de la campagne (6 octobre 1806) le grade de général de division. Nommé gouverneur de la 7.^e division militaire, il y demeura jusqu'en 1807 époque à laquelle il fut employé à l'armée d'Italie, contre les Russes et les Monténégrins. Il se signala dans beaucoup d'affaires, s'empara des bouches du Cattaro, et fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 25 juillet 1806. Cette campagne, dont le maréchal Molitor fait imprimer la relation dans le XLVII.^e numéro du Spectateur militaire, n'a pas été moins féconde en faits glorieux que celle dont nous avons présenté le tableau. En 1808, l'empereur l'autorisa à porter la décoration de commandeur de l'ordre de Bade. Il fit la campagne de 1809 contre l'Autriche, et passa l'un des premiers, le 26 mai, dans l'île de Lobau. Le lendemain, il se distingua de nouveau au combat de Gross-Aspern. Le général commandait en Hollande les troupes françaises lorsqu'en 1813 les alliés s'approchèrent de cette contrée.

Le 12 janvier 1814, il rendit compte au ministre de la guerre de l'enthousiasme et du généreux dévouement qui étaient emparés des troupes sous ses ordres, à la publication du 29.^e bulletin. Cependant tous ses efforts empêchèrent pas la Hollande d'être envahie. La défection des troupes alliées, l'insurrection qui éclata à La Haye et dans plusieurs autres villes l'ayant forcé à la retraite, il évacua ce pays, ne laissant que de faibles garnisons sur ses derrières. Au retour des Bourbons, Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, inspecteur général d'infanterie le 1.^{er} juin, et grand-croix de la Légion-d'Honneur le 21 janvier 1815. Dès que l'empereur eut mis le pied sur le sol français, Molitor courut se ranger sous l'étendard sacré, et fut chargé, à la fin d'avril, d'organiser et de commander les gardes nationales de l'Alsace. Rapp était alors gouverneur de la 5.^e division militaire, dont le chef-lieu est Strasbourg. Ces deux guerriers mirent une prodigieuse activité à remplir leur mandat, et Molitor était sans cesse en mouvement pour compléter l'organisation de la défense de la frontière. En peu de jours on le vit mettre en mouvement quarante bataillons de grenadiers et de chasseurs, deux régimens de lanciers, et plusieurs compagnies de canonniers, tous composés de gardes nationaux levés dans le Haut et le Bas-Rhin.

L'empereur, par son décret du 2 juin, appela Molitor à la chambre des pairs, mais il ne put s'y rendre, étant chargé de la défense du Haut-Rhin et des Vosges.

Au retour des Bourbons, ce général perdit non-seulement son titre à la pairie, son commandement militaire, mais encore la place de gouverneur du palais royal de

Strasbourg qu'il occupait depuis le 20 mars de la même année. En 1818, Molitor fut rappelé de l'inactivité pour inspecter les troupes stationnées dans la 16.^e division militaire; et l'année suivante, une ordonnance du roi le remit sur le cadre de l'armée active. Nommé, en 1821 inspecteur général d'infanterie, il fut désigné, le 2 janvier 1823, pour être employé à l'armée d'Espagne. Il partit immédiatement après à la tête du second corps de cette armée, composé d'environ vingt mille hommes, et, le 5 avril, il commanda les grandes manœuvres des troupes échelonnées de Bayonne à la frontière. Ayant passé le surlendemain la Bidassoa, marcha sur Tolosa, et prit, le 14, la route de Saragosse par la Navarre, afin de gagner l'Ebre et d'assurer la ligne d'opération entre le 1.^{er} et le 4.^e corps, sous les ordres des ducs de Reggio et de Conégliono. L'arrivée de l'avant-garde du 2.^e corps à Tudela décida le commandant de la citadelle de Jaca à faire sa soumission, et la marche prompte de Molitor empêcha Ballesteros de se joindre à Mina comme il en avait eu le dessein, afin d'écraser le corps de Moncey au moment où il entrerait en Catalogne. Mais Ballesteros, rejeté de Calatayud sur Daroca, se trouva séparé de la Catalogne par l'Ebre et par les troupes françaises, et le général français entra dans Saragosse le 26 avril, aux acclamations d'un peuple fanatisé par les prêtres. Il s'empressa de ravitailler la place de Méquinenza, laissa une garnison à Saragosse, passa sur la rive gauche de l'Ebre, à l'effet de seconder, s'il était nécessaire, les opérations de l'armée de Catalogne, et donna l'ordre à la division Pamphile-Lacroix de pénétrer dans cette province. Molitor ayant laissé suffisamment

supes pour observer les garnisons de Monzon et de Léla, fit remonter la rivière à la division précitée, et lui

donna de se porter sur Cervera. A la nouvelle des dangers que courait l'importante place de Murviédro, menacée par Ballestéros, Molitor prit la résolution de commencer sur Valence cette marche brillante qui, de succès en succès, le conduisit jusqu'en Andalousie. Il laisse en arrière la division Pamphile-Lacroix, repasse l'Ebre à Aspé, rejoint avec la division Loverdo la division Domontrée par son ordre sur la rive droite du fleuve, fixe, le 30 mai, son quartier général à Alcaniz, envoie sur sa droite, Daroca, la brigade Ordonneau pour balayer le pays, gagne trois jours de marche en se dirigeant sur Teruel par Lecera, Ségura, Pancredo et Alfambra. Son corps d'armée, la division Pamphile-Lacroix comprise, était déjà réuni, le 8, aux environs de Tέρuel. Habile à se ménager des intelligences dans Tortose, afin d'enlever aux constitutionnels la communication facile qu'offre cette place entre les deux rives de l'Ebre, Molitor se hâta d'annoncer au commandant de Murviédro son arrivée à Teruel, l'engageant à tenir encore quarante-huit heures. Il dit ensuite à ses soldats qu'ils devaient se préparer à combattre, et doubler les marches afin d'atteindre plus sûrement l'ennemi. Les troupes impatientes firent éclater leur joie, et Molitor n'hésita point à prendre les devants et d'attaquer les constitutionnels, au nombre de quinze mille, avec la seule division Loverdo. Mais Ballestéros n'attendit pas les Français. Il leva brusquement le siège de Murviédro et se retira sur Valence, en abandonnant toutes ses munitions et son artillerie. Molitor, entré dans le fort de l'ancienne Sa-

gonte, félicita la garnison et le gouverneur sur leur conduite, et prit le chemin de Valence où il entra le 10 juin, au milieu des acclamations de tous les habitants. Le lendemain, l'avant-garde de Molitor, sous les ordres du général Bonnemains, culbuta dix mille constitutionnels qui défendaient Alcira, et le maréchal de Chambo se fit ouvrir les portes de Tortose où Molitor s'était ménagé des intelligences. Ainsi, en huit jours, le cours de l'Ebre devint libre, Ballestéros rejeté des montagnes de Murcie, se trouva séparé de Murcie de toute l'étendue du royaume de Valence, et les royaumes d'Aragon et de Valence furent à l'abri de toute agression. Restait à balayer la province de Cuença, par où le corps devait établir ses communications directes avec Madrid. Les chefs royalistes Sempéré et Capapé chargés de ce soin. Le 1.^{er} juillet, Molitor voyant la tranquillité publique rassermie, ses communications rétablies avec Madrid et les troupes munies d'argent, se mit en marche pour se porter sur Murcie où stationnait Ballestéros qui était bien décidé à combattre si deux régiments ne l'avaient abandonné. Cette défection ayant mis le général espagnol dans l'obligation de se retirer sur la route de Huescar, entre Grenade et Murcie, Molitor fit son entrée dans cette dernière ville le 7 juillet. Au bout de quelques jours, après avoir laissé des troupes pour garder Carthagène et Alicante, le général en chef continua sa marche sur Grenade où il avait l'ordre d'arriver à la fin du mois avec son corps d'armée; ses trois divisions commencèrent le mouvement dans l'ordre antérieur. Loverdo était à l'avant-garde, venait ensuite la division Pelleport (précédemment Pamphile-Lacroix).

et enfin le général Domon, à la tête d'une brigade de sa division de dragons formant la réserve. Comme la forteresse de Lorca dominait la route que devait suivre le 2.^e corps, et qu'il était impossible d'en faire régulièrement le siège, le général Bonnemains enleva par des manœuvres hardies un fort qui aurait dû tenir fort long-temps, et fit renoncer ainsi Ballestéros au dessein qu'il avait de défendre les montagnes d'Huescar. Arrivé le 24 juillet à Guadix avec l'avant-garde de la division Loverdo, Molitor apprit que Ballestéros et Balanzat, à la tête du gros de l'élite des forces constitutionnelles, l'attendait à Guadalhuertuna. « Espérant avoir dérobé leurs mouvements au général français, ils comptaient que celui-ci marcherait sur Grenade sans les apercevoir, et qu'alors le 2.^e corps se trouverait enveloppé. Afin de mieux assurer le succès de cette manœuvre, le général Zayas, usant d'une ruse que la guerre seule semble permettre, feignit de vouloir abandonner Grenade, et fit proposer au général Molitor, afin de lui inspirer plus de confiance et de l'engager davantage à s'avancer sur cette ville, d'y laisser, pour maintenir la tranquillité publique, un bataillon qui ne la quitterait qu'au moment de l'entrée des troupes françaises. Lorsque son parlementaire se présenta, le général Molitor venait de découvrir le mouvement de Ballestéros. Il comprit aussitôt quel était le but de la proposition du général Zayas, et tout en acceptant la capitulation offerte pour Grenade, il continua les dispositions qu'il avait prises pour marcher le lendemain à l'ennemi et l'attaquer. Il se porta immédiatement de sa personne, avec toute la division Loverdo, de Guadix sur Aloréda. Le général Pelleport eut ordre de s'avancer de

Gor sur Guelago; le général Domon qui arrivait à Bani marcha sur Almiar. L'ennemi comptait beaucoup sur sa cavalerie, mais le général Bonnemains l'enfonça. Le lendemain 26 et le 27, Molitor fit faire différents mouvemens qui avaient pour but de concentrer ses forces, de donner le change à l'ennemi, et de l'obliger à combattre. Le 27, il apprit que Ballestéros prenait avec son armée la forte position de Campillo-de-Arenas. Il résolut aussitôt de l'attaquer le lendemain, et donna l'ordre suivant :

A Monteijar, le 27 juillet 1823.

« Demain 28, le 2.^e corps d'armée attaquera l'ennemi sur Campillo-de-Arenas. Le général Loverdo, avec sa division, partira de Monteijar demain vers les six heures du matin, et aussitôt qu'il verra déboucher la division Pelleport, pour se porter par le chemin direct sur Campillo-de-Arenas, après avoir laissé son matériel à la suite de cette division. Arrivé à environ trois quarts de lieue de Campillo-de-Arenas, et à la hauteur del Cortijo del Zaque, le général Loverdo s'y arrêtera pour voir arriver la division Pelleport et communiquer au besoin avec elle. Le général Pelleport avec sa division, partira de Guadalhuertuna demain vers trois heures du matin, de manière à arriver à Monteijar avant six heures, et de là se portera par le chemin carrossable sur Campillo-de-Arenas, en passant par Novalejo : arrivé à environ une lieue de Campillo-de-Arenas, et à la hauteur del Cortijo del Zaque, le général Pelleport s'y arrêtera pour reconnaître la division Loverdo. Cette reconnaissance faite, les deux divisions se dirigeront vers le point d'attaque. La division Loverdo s'emparera des hauteurs qui domi-

Campillo-de-Arenas, d'où ce général donnera à son
 que la direction qu'il jugera convenable , mais en
 ant toujours de lier ses mouvemens avec ceux de la
 ion Pelleport. Le général Pelleport , attaquant en
 le temps , se trouvera sur le flanc de l'ennemi ; il sai-
 tous les avantages de sa position pour lui couper la
 nite. Le général Domon , avec sa division de dragons ,
 iendra les mouvemens de la division Pelleport , et
 sommera la victoire que l'on doit attendre de la valeur
 troupes , du talent et du dévouement de MM. les
 éraux. Le général en chef sera avec le général Pelle-
 »

Une difficulté inopinée se présenta : ce fut le manque
 ain pour la troupe. Le général en chef se vit obligé
 détacher le général Ordonneau avec cinq bataillons
 n régiment de cavalerie sur Grenade , pour occuper
 e ville , y faire des vivres , et observer le corps de
 as ; mais il n'en persista pas moins dans la résolution
 livrer la bataille , quoique ses forces présentes ne se
 uvassent plus être que de six à sept mille hommes.
 rmée de Ballestéros , considérablement affaiblie par
 pertes successives que la chance des combats et sur-
 t la désertion lui avaient fait éprouver , comptait ce-
 dant encore douze mille baïonnettes et sabres. La
 jeure partie de ses soldats étaient aguerris et dévoués
 Cortès. La position choisie pour cette armée était
 midable. Le 28 juillet , les colonnes du 2.^e corps se
 rent en marche aux heures et dans les directions
 iquées , et exécutèrent leurs mouvemens avec un
 bre et un ensemble parfaits. »

Il serait trop long d'entrer dans les détails de cette

affaire, l'une des plus importantes de la campagne. Nous suffira de dire, avec M. Abel Hugo (*Campagne d'Espagne*) auquel nous empruntons beaucoup, « que le succès de la bataille de Campillo, où plus de huit mille hommes furent engagés, et où les généraux en chef dirigèrent eux-mêmes toutes les manœuvres. » « On peut s'en convaincre en comparant l'ordre de bataille donné la veille avec les mouvements de la journée, à la stricte exécution des dispositions prises par le général Molitor. Cette observation, qui a rarement l'occasion de faire à la guerre, est à la fois l'éloge des talens du général en chef, et de l'habile intelligence de ses lieutenans. La valeur des troupes assure la victoire qu'avaient préparée ces sages combinaisons.

Pendant que nos soldats se couvraient de gloire à Campillo, le détachement du général Ordonneau s'empara de Grenade, et, chassant la division Zayas sur Malaga, rendait impossible la réunion de ce général avec Ballestéros, qui, après sa défaite, s'était retiré à Cambil dans le royaume de Jaen. Les pertes du champ de bataille et la désertion qui alla toujours croissant pendant la retraite, avaient réduite à 8,000 hommes l'armée constitutionnelle. Ballestéros jugea qu'il lui était impossible d'arriver à un résultat favorable en tentant de nouveau la chance des combats; il résolut de capituler, et envoya, le 29 juillet, lendemain de la bataille, un officier porteur de propositions au général Molitor.

La convention, arrêtée le 4 août entre le général Molitor et le colonel Querrero de Torrès, chef d'état-major de Ballestéros, fut approuvée par ce dernier. Elle reçut la sanction du duc d'Angoulême. Elle était

qu'après en avoir entendu la lecture, Guerrero s'écria : *Voilà qui fera ouvrir plus de places les sièges et les combats possibles.* Le corps placé sous les ordres de Molitor, avait eu à e nombreuses garnisons pour assurer la tran- publique et prévenir les réactions populaires; outenu, il est vrai, par les troupes de Latour- mais les tentatives de Torrijos, gouverneur de e, et la présence de Riégo et de la division Malaga, donnaient beaucoup d'inquiétude au rançais. Afin de prévenir les mouvemens que gnols pourraient tenter, il chargea le général ins de fermer à Riégo la route de Carthagène oral de la Méditerranée, et le général Loverdo sur Antequera, d'où il couvrait les cantonne- Ballesteros et la route du pays de Ronda. Ces éraux devaient ensuite marcher simultanément ga, pour y détruire le corps de Riégo, fort de hommes. Molitor, retenu à Grenade par la de diriger d'un centre commun tous les mou- le son armée, fit rassembler dans cette ville le roupes qui lui restaient disponibles, afin de s prisonniers nombreux qui étaient entre ses t de se mettre à même de marcher sur le point ait se trouver menacé. Les lieutenans de Mo- mirent aussitôt à la poursuite de Riégo qui, ir abandonné Malaga, voulut se joindre aux ommandées par Ballestéros qui avait indigné- ni les intérêts de la liberté. Pendant cette ex- dont notre compatriote dirigea les mouvemens, va dans une pénible position qui lui présenta

quelquefois de grandes difficultés à vaincre. Obliger une administration régulière et protectrice des provinces en insurrection, Molitor y réussit à de ménagemens, d'habileté et de prudence. « faire exécuter les sages dispositions de l'ordonnance d'Andujar, et prévenir les réactions dont l'effet eût de reculer l'époque de la tranquillité générale. Sa fermeté et sa justice satisfirent des habitans difficiles à appaiser; l'exacte discipline qu'il fit observer dans les troupes, et en même temps les égards qu'il témoigna à ceux qu'il avait vaincus, contribuèrent beaucoup à cet heureux résultat. Chargé d'observer des troupes capitulées, dont la contenance amicale était parfois si rassurante que ne l'eussent été des dispositions hostiles, obligé de contenir la masse des constitutionnels et de leur voisinage des troupes non capitulées enhardies par le soulèvement, et de garder un grand nombre de prisonniers de tous rangs et de tous grades, qui témoignaient par leurs discours et leur conduite toute l'envie qu'ils avaient de briser leurs fers, il sortit victorieux de tous les embarras et de tous les obstacles. L'estime et la confiance des ennemis et la confiance des royalistes furent le résultat de sa conduite.

« La destruction du corps de Riégo, due aux habiles et prévoyantes dispositions du général en chef, à la fermeté de ses lieutenans et à la bravoure des troupes du 2.^e corps, enleva aux constitutionnels de l'Andalousie et aux Cortès de Cadix, tout espoir d'une diversion qui aurait pu troubler les opérations du siège, et préparer la soumission des garnisons qui étaient encore attachées à la cause de la liberté. Le général Molitor reçut

justice royale, comme une noble récompense de ses succès, la haute dignité de pair du royaume, et le bâton de maréchal de France dont il s'était montré digne de ses long-temps sur tous les champs de bataille où la gloire avait conduit les soldats de notre patrie. »

Le maréchal Molitor a plusieurs enfans. Une de ses filles a épousé M. Monnier, de Nancy, naturaliste distingué, neveu du maréchal Ney.

Moniteur, an VII, n.º 350; an VIII, pages 166, 173, 1065, 1259; 1805, 731, 962; 1808, 462; 1809, 490, 583, 598; 1813, 382; 1814, p. 710; 1815, 470, 519, 553, 638, 734, 1160; 1818, 895; 1819, 8; 1822, 870; 1823, 112, 269, 477, 547, 555, 559, 571, 576, 583, 8, 635, 703, 711, 731, 759, 767, 771, 783, 867, 893, 909, 934, 5, 949, 961, 969, 973, 976, 1135, 1147, 1195, 1288, 1344, 1379; 24, 61, 74, 331, 336, 377, 397, 665. — Victoires, Conquêtes, etc., des Français, t. X, XI, XII, XIII, XV, XVI, XVII, XIX, XXII, XXIII, XXIV, XXVI, p. 100. — Dictionnaire historique des batailles, 1818, I, p. 89, 364, 482; II, 65, 74, 119, 148, 337, 498; III, 168, 365. — Biographie nouvelle des Contemporains, t. XIII, p. 401 à 404. — Mémoires de Gaillard. Histoire de France, t. V, p. 198, 237 et suiv., 403; VII, 3, 284, 333; IX, 130, 134, 138, 151. — Biographie des Hommes illustres, t. IV, p. 450, 451. — Histoire de la Campagne d'Espagne en 1823, par Abel Hugo, II, vol. 1824. Cette histoire, écrite avec partialité et souvent inexacte, renferme néanmoins, sur les marches et les opérations de Molitor, des données précises. Nous croyons qu'elles ont été fournies par son état-major.

MONTALIVET.

« Honnête homme, qui m'est demeuré, je crois toujours
« tendrement attaché. »

(Paroles de Napoléon, à Sainte-Hélène.)

MONTALIVET (Jean-Pierre BACHASSON DE), comte de l'Empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et l'ordre de la Réunion, de l'ordre de l'Éléphant de Danemarck, ministre de l'intérieur, sénateur et pair de

France, est le fils d'un maréchal de camp. Né à Neukire et non à Sarreguemines, le 5 juillet 1766, ses parens destinèrent à la carrière des armes; mais ayant préféré la robe à l'épée, il acquit, à l'âge de 19 ans, une charge de conseiller au parlement de Grenoble. Exilé en 1791 par le ministre Brienne, Montalivet fit voir, dès cette époque, une grande propension vers les nouvelles idées qui fermentaient dans presque toutes les têtes. Privé de sa charge en 1791, par suite des décrets de l'assemblée constituante, on le vit aux armées, en 1794, soldat sous-officier, officier, défendre le sol natal avec un généreux courage. A son retour des frontières, il fut nommé maire de Valence, département de la Drôme, et concilia l'estime de tous les bons citoyens qu'il protégea contre les terroristes, et se lia intimement avec le jeune Bonaparte, alors simple officier d'artillerie. Cette liaison devint la source de la haute fortune de Montalivet. Nommé préfet de la Manche, le 9 avril 1801, en remplacement du comte Magnitot; de Seine-et-Oise, le 1^{er} mars 1804; conseiller d'état et directeur général des ponts et chaussées, le 3 mars 1805, notre compatriote ne cessa de seconder avec beaucoup de zèle et d'intelligence les grandes idées de Napoléon. En 1807, il prononça un discours fort remarquable sur trois projets de loi : le premier relatif aux transactions et aliénations, et le second aux dessèchemens et travaux publics; le troisième aux impositions sur divers départemens, pour la confection des routes, canaux, etc. Élevé au titre de comte de l'empire en 1809, il posa la première pierre du bassin d'Anvers, avec toute la solennité et les formes accoutumées; visita le grand canal du Nord, dans

département de la Meuse-Inférieure, les grands travaux du fort du Hâvre, etc., et contribua beaucoup à l'exécution prompte et soignée de ces importantes entreprises.

Nommé ministre de l'intérieur le 1.^{er} octobre 1809, en remplacement du comte Crétet, il exposa au corps législatif, le 12 décembre de la même année, la situation de l'empire au 1.^{er} décembre, et il le fit de manière à élever au plus haut point la dignité nationale; ce discours, trop long pour être rapporté, trop bien écrit pour être morcelé, excita de nombreux applaudissemens. Le 5 juillet 1810, en sa qualité de président de la société d'agriculture du département de la Seine, il ouvrit la séance publique de cette société par un discours dans lequel il présenta les progrès toujours croissans de l'agriculture en France. « Lorsqu'on retrace tant de bienfaits, dit-il en terminant, il semble que l'encouragement de l'agriculture ait été la seule pensée du souverain; et notre reconnaissance peut oublier quelques instans que toutes les autres branches de l'administration, que la gloire de ses armes, la dignité, la grandeur, la prospérité de son peuple, occupent également le cœur et le génie du plus puissant des monarques. » Au mois de janvier 1811, il fit un rapport à l'empereur sur les essais auxquels on se livrait pour la fabrication du sucre de betteraves. Le 25 février suivant, un ministre plénipotentiaire de Danemarck ayant présenté à l'empereur, de la part de son souverain, trois décorations de l'ordre de l'Éléphant, Sa Majesté disposa de l'une de ces décorations en faveur du comte de Montalivet. Le 29 juin il présenta au corps législatif la situation de l'empire. Son brillant et judicieux exposé commence ainsi :

Strasbourg qu'il occupait depuis le 20 mars de la même année. En 1818, Molitor fut rappelé de l'inactivité pour inspecter les troupes stationnées dans la 16.^e division militaire; et l'année suivante, une ordonnance du roi le remit sur le cadre de l'armée active. Nommé, en 1818, inspecteur général d'infanterie, il fut désigné, le 1.^{er} janvier 1823, pour être employé à l'armée d'Espagne. Il partit immédiatement après à la tête du second corps de cette armée, composé d'environ vingt mille hommes, et, le 5 avril, il commanda les grandes manœuvres des troupes échelonnées de Bayonne à la frontière. Ayant passé le surlendemain la Bidassoa, marcha sur Tolosa, et prit, le 14, la route de Saragosse par la Navarre, afin de gagner l'Ebre et d'assurer la liaison d'opération entre le 1.^{er} et le 4.^e corps, sous les ordres des ducs de Reggio et de Conégliono. L'arrivée de l'avant-garde du 2.^e corps à Tudela décida le commandant de la citadelle de Jaca à faire sa soumission, et la marche prompte de Molitor empêcha Ballesteros de se joindre à Mina comme il en avait eu le dessein, afin d'écraser le corps de Moncey au moment où il entrerait en Catalogne. Mais Ballesteros, rejeté de Calatayud sur Daroca, se trouva séparé de la Catalogne par l'Ebre et par les troupes françaises, et le général français entra dans Saragosse le 26 avril, aux acclamations d'un peuple fanatisé par les prêtres. Il s'empressa de ravitailler la place de Méquénza, laissa une garnison à Saragosse, passa sur la rive gauche de l'Ebre, à l'effet de seconder, s'il était nécessaire, les opérations de l'armée de Catalogne, et donna l'ordre à la division Pamphile-Lacroix de pénétrer dans cette province. Molitor ayant laissé suffisamment

upes pour observer les garnisons de Monzon et de Lé-
 a , fit remonter la rivière à la division précitée, et lui
 donna de se porter sur Cervera. A la nouvelle des dan-
 s que courait l'importante place de Murviédro , me-
 cée par Ballestéros, Molitor prit la résolution de com-
 mencer sur Valence cette marche brillante qui, de succès
 succès, le conduisit jusqu'en Andalousie. Il laisse en
 rière la division Pamphile-Lacroix, repasse l'Ebre à
 ispé, rejoint avec la division Loverdo la division Domon
 rêtée par son ordre sur la rive droite du fleuve, fixe, le 30
 ii, son quartier général à Alcaniz, envoie sur sa droite,
 Daroca, la brigade Ordonneau pour balayer le pays,
 gagne trois jours de marche en se dirigeant sur Ter-
 uel par Lecera, Ségura, Pancredo et Alfambra. Son
 rps d'armée, la division Pamphile-Lacroix comprise,
 ait déjà réuni, le 8, aux environs de Téruel. Habile
 se ménager des intelligences dans Tortose, afin d'enle-
 r aux constitutionnels la communication facile qu'offre
 ette place entre les deux rives de l'Ebre, Molitor se
 àta d'annoncer au commandant de Murviédro son ar-
 vée à Teruel, l'engageant à tenir encore quarante-
 uit heures. Il dit ensuite à ses soldats qu'ils devaient
 préparer à combattre, et doubler les marches afin
 atteindre plus sûrement l'ennemi. Les troupes impa-
 entes firent éclater leur joie, et Molitor n'hésita point
 e prendre les devants et d'attaquer les constitution-
 els, au nombre de quinze mille, avec la seule division
 overdo. Mais Ballestéros n'attendit pas les Français.
 leva brusquement le siège de Murviédro et se retira
 ur Valence, en abandonnant toutes ses munitions et son
 rtillerie. Molitor, entré dans le fort de l'ancienne Sa-

du prince et de la patrie, l'exemple d'une conduite sage et dévouée. Près de ces élèves, recevront un asile, les hommes qui, dans la pratique de si nobles devoirs, auront mérité la reconnaissance publique; leur vieillesse, heureuse et honorée, encouragera les jeunes instituteurs que guideront et formeront leurs conseils. Ce rapprochement deviendra un double aiguillon pour les uns, pour les autres une double récompense. La haute magistrature, chargée de répartir l'inappréciable bienfait de l'éducation, placée comme entre le commencement et la fin de cette carrière, veillera d'ici à ce que, pendant de longs siècles, les pas des enfans de nos enfans soient conduits dans la voie sûre qu'un héros vient d'ouvrir. Par les soins de cette magistrature, l'erreur sera écartée des premières études; on partira toujours du point où se seront élevés les progrès de l'esprit humain dont aucune école systématique n'entravera la marche. Par ses soins, les jeunes Français sentiront la gloire et le bonheur de ce titre; destinés à être sujets, époux, pères, ils comprendront de bonne heure que toute vraie félicité est dans l'accomplissement des devoirs de l'état et de la famille. A côté de ces grandes institutions, les arts qui embellissent la vie, trouveront aussi les moyens d'études et d'encouragement, les récompenses les plus propres à assurer leurs progrès. Dans des amphithéâtres habilement disposés, les élèves recevront plus utilement les leçons et les conseils de leurs professeurs. De vastes salles d'exposition offriront à la noble émulation des artistes des occasions fréquentes de soumettre au goût du public les créations de leur palette de leur ciseau. Des ateliers seront réservés pour l

grands maîtres; le sentiment de la dignité nationale les placera pour les montrer avec confiance aux étrangers qu'appelleront nos solennités, et le désir d'admirer tout ce qui fait l'ornement de la capitale d'un grand peuple. Cette réunion touchante, cet ensemble magnifique, est une de ces grandes pensées qui révèlent leur auteur; et cependant je n'ai esquissé que la moindre partie du tableau. Le palais du Roi de Rome, dominant sur les rives de la Seine, séparé par le fleuve de l'École militaire, communiquant avec elle par un pont élégant, et par ce Champs-de-Mars où des armées pourraient manœuvrer, où tout un peuple pourrait se réunir; le dépôt des Archives sur un des côtés, les bâtimens de l'Université et des Beaux-Arts à la suite, embellissant ce quai spacieux et prolongé que terminent l'asile des invalides et le palais du Corps-Législatif. L'imagination s'étonne de tant de grandeur, mais lorsque la réflexion saisit ce que chacun de ces monumens a d'utile, et ce que leur rapprochement a de sublime, le génie qui l'a conçu paraît encore plus élevé, et les expressions manquent pour rendre ce que le cœur et l'esprit éprouvent. »

La pose de la première pierre du palais de l'Université et des Beaux-Arts étant terminée, Montalivet, suivi d'un cortège nombreux, se transporta vers l'emplacement du palais des Archives, et y prononça un nouveau discours terminé de la manière suivante :

« De nombreux états de l'Allemagne, l'Espagne, le Romain, le Toscan, le Génois, le Piémontais, le Belge, le Flamand, le Hollandais, trouveront ici les annales de leur existence et de leur gloire confondues avec celle des Français. L'érection de ce monument devient elle-

même un des grands événemens de l'histoire. Le des Archives, créé pour conserver, doit présenter les caractères, donner toutes les garanties de la pierre et le fer en seront les seuls matériaux. Sa sera simple, mais imposante : aucun édifice n'eut une telle destination ; sa construction ne doit ressembler à nulle autre. Si l'on se demande un jour par quel palais fut créé, la postérité répétera le nom à l'attaché aux plus grands souvenirs ; et dans le même confié à ce monument, elle trouvera l'éclaircissement des faits du seul Napoléon, de ces faits qu'on à peine osé attribuer à plusieurs monarques illustres. Le défaut de preuves certaines eût permis un doute. Vive Napoléon ! »

Le 25 février 1813, Montalivet présenta au législatif la situation de l'empire ; mais il ne le fit d'une manière exacte ; cachant par des lauriers et vernis de la gloire les plaies multipliées et profondes qui minaient sourdement le colosse impérial. Le 25 de la même année, il présida la séance publique de la société d'agriculture, et proclama, dans cette séance, la réception de M. Collaine, l'un de nos contemporains alors professeur à l'École vétérinaire de Milan. (son article.)

En 1814, après les sanglans désastres de nos armées, la fidélité du comte de Montalivet ne se démentit point et il fut l'un des ministres qui suivirent à Blois l'impératrice Marie-Louise. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon reconnut cette preuve d'attachement à sa dynastie. Le 21 mars 1815, il nomma Montalivet intendant général de la couronne, et le 2 juin pair de France. Il

deux titres au retour des Bourbons; mais le roi le vint présenter à sa chambre des pairs par ordonnance du 5 mai 1819, et il y prêta serment le 6 mai. Nommé vice-président du deuxième bureau, il prit, le 13 du même mois, une part active à la discussion de la loi relative à l'expression des crimes et délits commis par la voie de presse, et montra des idées philosophiques et élevées. Il prétendit qu'on allait contre le vœu de la charte, en accordant à la religion chrétienne une protection que refuserait aux autres cultes, et manifesta la crainte de voir les juges et les jurés oublier, dans la décision des questions religieuses qui pourraient leur être soumises, l'impartialité qui est leur premier devoir. Le 24 mai, dans la discussion de l'article 20 de la même loi, relatif aux faits diffamatoires, il fut d'avis que l'article interdisait, à l'égard des fonctionnaires, la preuve de faits qui seraient de nature à entraîner des poursuites criminelles. « Quel besoin en effet, dit-il, d'accuser un nouveau moyen de constater des faits qui ont pu être constatés par la voie ordinaire d'une plainte portée devant les tribunaux? Craint-on de ne pas fournir des armes assez puissantes aux citoyens contre les agens de corruption publique? Et voudrait-on augmenter encore la faveur qui ne s'attache que trop depuis quelque temps aux dépositaires du pouvoir? L'opinant s'affligeait de ces attaques sans nombre auxquelles se trouvent en butte les fonctionnaires de tous les ordres. « Des abus ont eu lieu sans doute, et toujours il en existera; mais doit-on pour cela méconnaître les grands services qu'ont rendus depuis vingt ans l'administration et la magistrature? C'est à elle que la France a dû quelque soulage-

des abus du pouvoir, et des secousses, et des tions, cette légitimité sainte hors laquelle il n'y a pas de salut pour les peuples que troubles et que malheurs? Il est donc, au moment où leur influence peut devenir décisive, pourquoi décourager les fonctionnaires en exposant leur considération à la merci de leurs ennemis que l'accomplissement même de leurs vœux aura pu leur susciter? » L'opinant voudrait les préserver d'un pareil danger, et dans cette vue il propose tout d'abord un amendement à l'article 20; mais la pressante de la loi proposée lui fait un devoir de reporter à un autre moment une amélioration qui ne saurait s'introduire par amendement dans le projet actuellement en discussion, le peu de temps que doit encore durer la session des chambres. A ce sujet, et loin de respecter la rapidité des épreuves auxquelles se trouve soumise l'œuvre d'un amendement, l'opinant exprime le vœu de voir les chambres revenir aux formes plus lentes encore que la charte elle-même avait établies par son article 20, dont il lui semble que l'oubli n'est pas sans danger. D'ici à ce que les exemples ont confirmé la sainte

se réserve également de provoquer alors la révision de l'article 20, dont il vote, quant à présent, le maintien dans le projet de loi. Le 25 mai, dans la discussion du projet relatif à l'entière abolition du droit d'importation et de détraction, Montalivet combattit ce projet dans son principe même, dans le but politique qu'ils tendaient toutes ses dispositions. « Elles ont pour effet d'appeler chez nous les hommes et les capitaux de l'Angleterre. L'orateur cherche en vain ce que pourrait gagner la France au succès de cet appel. Il demande ce qu'ils ont gagné à de semblables relations, à de pareils revers, le Portugal, la Hollande, le Danemark, la Russie même. Essentiellement dominatrice, l'Angleterre commande partout où elle est reçue. Admettons les Anglais dans nos villes, et bientôt ils deviendront les armées de tout notre commerce. Nos vins, nos soies, nos laines n'auront plus d'autre prix que celui qu'ils ont fixé. Ils vivifieront, dit-on, notre agriculture; mais le besoin a-t-elle de leur concours? Ils enrichiront notre industrie; craignons plutôt qu'ils ne transportent chez eux les procédés de nos belles manufactures de Rouen, d'Elbæuf, de Louviers. Ici l'orateur se livre à quelques développemens sur le caractère, les forces, la rapidité d'une puissance qui fut souvent notre ennemie. Il montre quel effet une rupture pourrait produire sur la population des provinces où, à la faveur de la loi nouvelle, les établissemens anglais se seraient multipliés. Il réduit enfin au dilemme suivant les argumens pour la loi : ou elle atteindra son but en multipliant chez nous les établissemens dont il s'agit, et dans ce cas l'opinant regarde ses effets comme plus dangereux

que favorables; ou elle n'amènera que des résultats peu d'importance, et alors quel intérêt peut avoir la législature à s'occuper d'un objet secondaire, quand l'attention est réclamée par tant d'objets du premier ordre? Est-il donc si urgent de modifier, dans une de ses principales dispositions, ce code civil généralement reconnu pour un monument de sagesse? Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, le noble pair vote le rejet de la loi proposée. » On demande l'impression de son discours.

Au mois de juillet, Montalivet fit partie d'une commission de sept membres, chargés de l'examen du budget des recettes. Au commencement de la session suivante le mauvais état de la santé de notre compatriote ne lui ayant pas permis de suivre les travaux de la chambre, il n'y prit pas séance; et, depuis lors, sa participation aux affaires ne fut que bien faible. Vice-secrétaire du deuxième bureau en 1822, il parla dans la discussion du projet de loi concernant les délits de la presse appuya sur cette idée reconnue vraie, que tous les employés de l'administration doivent tendre, par ses actes, à calmer à rassurer les esprits, et que l'espérance du pouvoir est vaine s'il pense prévenir le danger des inquiétudes les empêchant de se manifester au dehors.

Ce fut la dernière fois que le comte Montalivet prit la parole. Il mourut le 22 janvier 1823, dans sa terre de la Grange, département du Cher. Son éloge fut prononcé le 20 mars à la chambre des pairs par le comte D'Angoulême son condisciple dans l'enfance, son collègue dans le conseil, et son ami durant toute sa vie. Cette notice contenant une grande partie des détails biographi-

sentés par le panégyriste de notre illustre compatriote, nous nous bornerons à citer la fin d'un éloge qui honore autant celui qui l'a fait que celui qui en était l'objet :

Il n'est probablement aucun ministre, dans les temps modernes, qui ait eu le bonheur de laisser après lui autant de monumens que M. de Montalivet. Si on compare avec les sommes dont il a dirigé l'emploi, pendant les trois ou quatre ans qu'il s'est trouvé à la tête des travaux publics, les ouvrages qui ont été exécutés dans la ville de Paris pendant son ministère, on arrive à une dépense de cent dix millions qui n'est que le tiers de ce qu'a coûté l'achèvement de ces grands ouvrages.

De tels résultats font assez connaître l'importance de l'administration et le zèle de l'administrateur.

Lorsque, placé dans une situation encore plus élevée, M. de Montalivet vit le cercle de ses attributions s'élargir, il prouva à la fois l'étendue de son esprit et la variété de ses connaissances.

Quelle plus belle carrière peut être ouverte aux vœux de l'homme d'état, que ce ministère de paix et de bienfaisance, dans lequel le dépositaire de la puissance publique voit entre ses mains les intérêts de l'agriculture et du commerce, ceux de la population tout entière, à cause du recrutement des troupes et de l'organisation de la garde nationale : ce ministère enfin, qui compte parmi ses devoirs les secours à fournir à l'indigence, l'instruction de la jeunesse et l'encouragement des sciences et des arts ?

C'est principalement par ce ministère dont les attributions sont si nombreuses et si diverses, que l'autorité

souveraine communique avec les peuples, parce qu'il lui qui choisit et dirige tous les fonctionnaires et qu'il a de veiller aux intérêts locaux. Pour cette administration il ne suffit pas de maintenir l'ordre dans les affaires locales. Placée au centre d'un grand empire, c'est elle qui imprime au loin le mouvement et la vie, et qui élève l'esprit public, comme il veut être formé pour le bien du pays, par des institutions et par la propagation des lumières. Telle fut la tâche dont M. de Montali s'acquitta pendant cinq ans.

« Il en est une encore plus difficile, c'est de vivre loin des grandes affaires après les avoir menées.

Notre collègue sortit honorablement de cette dernière épreuve.

« Ce fut au sein d'une retraite où il sut conserver toute la noblesse de son caractère, que les bons rois allèrent le chercher, pour l'appeler à s'asseoir avec eux. Il acquitta sa reconnaissance en remplissant avec zèle ses nouveaux devoirs. Vous l'avez vu, Messieurs, prendre part à vos principales délibérations : même qu'une maladie douloureuse le tenait éloigné de vous, au nom de travaux publics, de canaux, ses idées se sont ranimées, et ne pouvant ici donner sa voix, du moins envoyé ses observations sur les projets en discussion.

« Cette maladie qui nous privait quelquefois de sa présence, et qu'il supportait avec courage, nous ne le levé avant qu'il eût atteint la vieillesse. Homme respectable à tant de titres, il eut le rare avantage d'être de manière à faire quelque bien à son pays ; il trouva dans sa famille un bonheur domestique, constant

et de l'accord de ses propres vertus avec celles dont il fut environné; il obtint la considération publique; il eut de l'amitié de plusieurs hommes illustres; il a élevé quelques monumens qui protégeront sa mémoire : il faut pleurer, mais on ne doit pas le plaindre.

« Il laisse un fils à qui son âge permettra bientôt de venir s'asseoir parmi nous, et que déjà ses brillans succès ont fait remarquer parmi cette jeunesse si ardente à s'instruire, qui jouit du noble privilège de réparer les pertes de tous les corps savans. »

Moniteur, au VIII, page 807; IX, 492, 896; X, 135, 812, 1094, 1095; XI, 1257; XIII, 930; 1806, 638; 1807, 987; 1809, 741, 861, 870, 1142, 1378, 1379, 1380; 1810, 227, 305, 807; 1811, 32, 369, 1812, 436, 804, 927; 1813, 227 et suiv., 462; 1815, 341, 389, 742; 1819, 267, 385, 567, 582 à 637, 665, 701, 702, 729, 730, 961, 1633, 1789; 1820, 912, 958, 1418; 1821, 1155; 1822, 337, 377, 463; 1823, 108, 332, 367. — A. Lardier. *Histoire graphique de la Chambre des Pairs*, p. 54, 55. — *Biographie nouvelle*. Contemporains, t. XIV, p. 17 et 18. — *Biographie des Hommes vivans*, IV, p. 467. L'article est signé D. — *Journal du Département de la Meuse*, 1809, 70.

MORLANNE.

MORLANNE (Pierre-Étienne), chirurgien-accoucheur, membre du comité de vaccine, professeur d'accouchemens à l'ancienne école pratique de Metz, associé correspondant de la société de médecine-pratique de Montpellier, de la société philomatique de Verdun, administrateur et trésorier honoraire de la Charité maternelle de Metz, etc., est né dans cette ville le 22 mai 1772. Il est fils de Pierre Morlanne, chirurgien-major au régiment de Royal-Pologne, cavalerie, et de Anne-Antoinette Jannet.

M. Morlanne montra de bonne heure du goût pour guérir, et fit ses études médicales à l'Hôpital militaire de Metz. Devenu chirurgien de 3.^e classe, puis de 2.^e de cet établissement, il y professa, pendant quelques années, des cours d'anatomie et d'accouchemens suivis par un grand nombre d'auditeurs. Après l'orage de la révolution, M. Morlanne, rendu à la vie privée, s'attacha à beaucoup d'œuvres charitables et philanthropiques, depuis l'an X jusqu'à aujourd'hui, le cours d'accouchement établi dans cette ville. Les Messins n'oublient pas qu'il a été, en 1805, le fondateur de l'institut des Sœurs de la Charité maternelle, établissement utile, mais qui le serait encore davantage s'il était tenu par le gouvernement plus qu'il ne l'a été jusqu'à aujourd'hui. M. Morlanne est aussi regardé comme des plus zélés propagateurs de la vaccine dans le département de la Moselle. Le comité central de vaccine a décerné plusieurs médailles, et a souvent mentionné honorablement ses travaux dans les rapports annuels des vaccinations pratiquées en France. En 1807, par exemple, il reçut, avec M. Louis, de la Moselle, des seize médailles d'or décernées aux vaccineurs de l'empire. Il en reçut également une en 1817. Indépendamment de plusieurs articles insérés, soit dans le journal de la Moselle, soit dans différens recueils scientifiques, on doit à M. Morlanne les ouvrages suivans :

I. *Essai sur les Accouchemens contre nature, ou méthode assurée de délivrer les femmes quand le fœtus est dans une mauvaise position, ou que des accidens ne permettent point de confier le travail à la nature.*

Imprim. de Pierret, à Metz. Juillet 1802. In-8.^o 119 pages.

II. Journal d'Accouchemens, ou Recueil périodique d'Observations sur les Accouchemens ; Maladies des femmes qui ont rapport ; Autopsies cadavériques ; Vaccine.

Les numéros de ce journal ont été réunis en deux volumes -8.° Le premier de 406 pages , plus 6 tableaux ; an XII. , deuxième de 368 pages , plus 3 tableaux ; an XIII.

Ces deux volumes , sans nom d'imprimeur , sortent des presses de M. Pierret.

III. Mémoire adressé à la Société de médecine de Mont-Nier, sur la propriété qu'a la Vaccine de préserver de petite vérole. Par Pierre-Étienne Morlanne , etc.

Imprimé par ordre de M. le Préfet , d'après le vœu de la Société d'agriculture , arts et commerce du département.

Metz , C.-M.-B. Antoine , imprimeur de la Société d'agriculture. (Sans date , mais publié en 1806.) In-8.° 52 pages.

IV. Le Deux Novembre, Jour consacré aux Morts. Les Cimetières.

Metz , de l'imprimerie de Verronnais , 1826. Brochure — 12 d'une demi-feuille , signée M.

Mouiteur, an XIII , pag. 1225 ; 1807, 202 ; 1813 , 1198. — Essai sur Typographie a Metz , par M. Teissier , p. 191, 192 , 193. — Journal des partemens de la Moselle , de la Meurthe , etc. , an XI, 1803 , n.° 65 et — Journal de la Moselle , an XII , n.° 56 ; 1807, n.° 2 , 29 ; 1808 , 6 ; 1809 , n.° 22 , 56 , 66 ; 1810 , n.° 4.

MORLOT.

MORLOT (le baron Antoine), général de division, commandant de la Légion-d'Honneur, est un des nombreux exemples de la facilité avec laquelle certains hommes épourvus d'instruction ont parcouru rapidement la carrière des grades. Fils de Pierre Morlot, marchand, et d'Anne Bluet, le général Morlot est né le 5 mai

1766 à Bousse, arrondissement de Thionville. Élevé au milieu des champs, destiné à l'état de charron, ce militaire, ennuyé de la vie paisible, s'engagea dans un régiment d'artillerie en garnison à Metz, y obtint le grade de sergent, et fut cassé pour avoir commis un abus de confiance en fait de comptabilité. Rentré dans ses foyers domestiques, il ne songeait plus à reprendre du service, lorsque l'étendard de la liberté réveilla ses idées guerrières. Ayant appris qu'on allait procéder à la formation d'un certain nombre de bataillons de volontaires, il se rendit à Metz à la tête du contingent de sa commune, et demanda à M. d'Hunolstein de commander la compagnie dont il avait été provisoirement élu le chef. Ses concitoyens consultés, répondirent unanimement qu'ils y consentaient, et le grade de capitaine lui fut déferé. Brave et actif, doué d'une taille élevée et d'un port assez noble, Morlot n'avait guère que sa faveur que ces qualités physiques; son langage et sa manière d'écrire, portaient l'empreinte de son manque d'éducation; mais on n'y regardait pas de si près à une époque où l'on avait besoin de soldats intrépides et dévoués. Des circonstances favorables l'avaient fait connaître de plusieurs représentans du peuple en mission à l'armée du Nord et à celle de Sambre-et-Meuse, il leur dut ses grades les plus élevés. Le 18 août 1794, Morlot se trouvait au combat et à la prise d'Arlon. Il a fait, avec distinction, toute la campagne de 1795 en Belgique, a combattu à Fleurus, à Ostende, à Mont-Palissel, à Mons, à Nivelles, etc.

On lui attribue même une grande part à la victoire de Fleurus (8 messidor an II. — 26 juin 1794). Voici

noignage qu'en donne l'astronome Lalande dans une notice sur l'origine des aérostats et sur l'utilité que l'on en peut tirer : « Dans la campagne de 1793, il y a eu vingt-huit ascensions dans la Belgique; et le 8 messidor, à la bataille de Fleurus, le général Morlot fut pendant deux heures dans un aérostat. Il envoya au général Jourdan deux lettres de la hauteur de deux cents toises; elles firent gagner la bataille dont le succès entraîna la conquête de toute la Belgique. » Morlot racontait avec plaisir ces circonstances, et il a voulu en perpétuer le souvenir dans la maison qu'il possédait au village de Richemont entre Metz et Thionville. La girouette de tôle représente un ballon pourvu de sa nacelle; on y voit un homme armé d'une lunette. Ce singulier monument existe encore.

En 1795, les comités de la Convention appelèrent Morlot à Paris, afin d'obtenir quelques éclaircissemens sur une accusation dirigée contre lui pour concussion, en 1793, à Deux-Ponts. S'étant parfaitement justifié, reprit le commandement de sa division.

Ayant passé à l'armée d'Allemagne, Morlot prit part à la bataille d'Aldenhoven et à la prise de Juliers. Il fit ensuite les campagnes de Suisse et d'Italie, se trouva à la retraite de Moreau, combattit long-temps dans le Tyrol, et commanda, sous le directoire (1797 et 1798), la 1^{re} division militaire. Parti pour Bréda le 27 fructidor an II, il eut pour successeur à Metz, Chateaufort-Randon, d'odieuse mémoire, à qui a succédé le comte Férino. On s'en faut de beaucoup que le département de la Moselle n'ait eu à se louer de l'administration militaire de Morlot et que sa nullité et sa brusquerie mettaient bien au-dessous

du poste éminent où il était élevé. Cela n'empêcha qu'au mois de novembre 1807, l'arrondissement Thionville l'élut, avec M. Rolly, sous-préfet, et Durbin, député législateur (V. son article), candidat au corps législatif. Nous croyons qu'il commandait alors à Toulouse.

Appelé en Espagne au commencement de la guerre, Morlot se signala par quelques traits de bravoure et d'humanité qui font son éloge. Il prit part au siège de Saragosse, et sa belle conduite envers les Espagnols prisonniers, a mérité de leur part la déclaration suivante insérée dans le journal de Bayonne :

« Pénétrés de reconnaissance pour l'accueil et
« bons traitemens dont ils sont redevables à S. E. M.
« général Morlot, les Espagnols faits prisonniers à
« Saragosse s'empressent d'en rendre un témoignage
« public par la voie du journal de cette ville. Tous
« soulagemens, les commodités même que les circons-
« tances ont permis, leur ont été accordés; des moyens
« de transports ont été fournis pour les malades; et
« que la fatigue avait mis hors d'état de suivre le cor-
« ont été déposés dans les hôpitaux; dans les endroits
« où il se trouvait des approvisionnemens, des rations
« leur ont été distribuées; dans d'autres, les officiers
« espagnols ont trouvé préparé d'avance ce qui leur
« est nécessaire pour leur subsistance.

« *Les chefs de brigade D. Domingo Larripa, D. Antonio Lechugo, et le lieutenant-colonel Marruga*

Tombé malade quelque temps après, Morlot fut transporté à Bayonne où il mourut des suites d'une fièvre pernicieuse, le 21 mars 1809, à quatre heures après midi et non le 23, comme le dit le Dictionnaire de M. Vivès.

Il commandait alors la 3.^e division du 3.^e corps d'armée de l'armée d'Espagne chargé d'opérer sur Jaca.

A l'organisation de la Légion-d'Honneur (1804), Morlot en avait été fait commandant. A sa mort, il avait le même grade.

Ce général avait épousé une demoiselle de Longwy avec laquelle il fut loin de vivre en parfaite harmonie. Cette dame, d'une pureté de mœurs fort équivoque, avait épousé depuis un artiste du Théâtre-Français, qui l'a abandonnée. Elle est morte, il y a déjà plusieurs années, à Paris, dans une profonde misère, et laissant une demoiselle dont j'ignore la destinée.

Morlot a eu long-temps pour premier aide-de-camp un militaire fort distingué à tous égards et à qui l'on attribuait tout ce que le général faisait de remarquable. Cet officier, Conroux de Pépinville (Nicolas), fils d'un officier d'artillerie, est devenu lui-même général de division, et n'a survécu à Morlot que de peu d'années : par un singulier hasard, la mort les a réunis à Bayonne. Le général Conroux de Pépinville, blessé à mort en novembre 1813 en combattant l'armée de Wellington à la tête de sa division, est mort au faubourg du Saint-sprit, et a été inhumé à Bayonne où l'on voit son monument funèbre.

Victoires, Conquêtes, etc., des Français, t. II, III, XIII. XVIII, XVI. — Montgaillard, Hist. de France, t. IV, p. 217. — Biographie des Contemporains, t. XIV, p. 183. — Journal des Départemens de la Moselle, de la Meurthe, etc., 1797, n.^o 99; an VII, 77. — L'Abeille des Lettres et Journaux des Départemens de la République, an VI, 328. — Journal de la Moselle, 1807, 64; 1809, 17, 19.

MORY.

MORY (Didier) est né à Metz, de parens honnêtes et peu fortunés. Son père, après avoir été employé dans les fermes générales, et receveur dans les douanes, mourut en 1804, étant aide-garde-magasin des vivres à l'armée de la Moselle. Cet honnête citoyen, chargé d'une nombreuse famille, n'avait pu donner à son fils l'éducation dont ses dispositions naturelles le rendaient susceptible, et l'avait placé, dès l'âge de 14 ans, dans les bureaux des fermes, où il resta jusqu'à celui de 20, qu'il entra, en qualité de chef de correspondance, au bureau des subsistances militaires.

M. Mory jouissait de l'avantage d'avoir une très-belle main et d'écrire correctement; il n'en fallait pas plus pour que son directeur, homme égoïste, l'empêchât d'obtenir plusieurs places qui lui étaient offertes, en lui en promettant une supérieure dans son administration.

Une circonstance imprévue le tira enfin des serres du vautour sous lequel il gémissait : le comte de Caraman, commandant en chef à Metz, venait d'être nommé à cette qualité dans la Provence; M. Mory lui adressa, au nom de la cité, une épître en vers, insérée dans le journal de la Moselle du 21 juin 1787, et qui avait pour objet de déplorer la perte que la ville allait faire en la personne d'un chef militaire, doué des plus belles qualités et des plus rares vertus. Les éloges captivent tous les cœurs; le comte de Caraman n'y fut pas insensible, et les vers du jeune Mory lui valurent la protection de cet homme d'état. Il écrivit à son panégyriste d'une

nière fort gracieuse, l'engagea à le venir voir, et lui na dès lors des marques ostensibles de bienveillance. On commençait à s'occuper de la réforme des abus, on cherchait les moyens de répartir les impôts d'une manière égale et proportionnée aux fortunes. Le comte Caraman, qui sentait l'urgence de remédier aux privations, s'était occupé d'un mémoire relatif à l'impôt territorial, qui fut publié dans le temps, et pour la rédaction duquel M. Mory avait fourni quelques notes dont de Caraman avait été fort satisfait. Aussi, ce prince partit peu de jours après pour Paris, il y attira son neveu protégé auquel il destinait une place à la Bibliothèque de Versailles ; mais déjà les événemens se succédaient avec rapidité, et les hommes et les choses n'étaient plus rien de certain ; aussi, M. de Caraman le jugeait bien, dit à M. Mory que, prudemment, il fallait plus compter sur la place qu'il lui avait destinée, mais qu'en attendant un moment plus favorable, il lui donnerait un emploi dans son canal de Langue-
 , à moins qu'il ne préférât retourner à Metz jusqu'à ce que l'orage qui grondait alors fût dissipé : M. Mory prit ce dernier parti.

Peu après son arrivée, le premier président lui fit proposer d'être son secrétaire, et il accepta provisoirement dans l'espoir d'un sort meilleur. Il occupa dès lors un logement à l'hôtel du premier président qui l'admit à table et lui assura un traitement raisonnable. Dès la même année, il l'engagea à faire son droit par bécarré d'âge, et le 7 décembre 1789, il fut reçu avocat au parlement de Metz.

1. Mory touchait au moment de jouir d'un sort

heureux et de contracter un mariage honorable et avantageux, lorsqu'en 1791, les parlemens furent supprimés, abattu par cette mesure qui détruisait tout son avenir, il ne put se résoudre à quitter de nouveau sa ville natale pour accompagner le premier président qui voulait le placer dans les bureaux du ministère, et il attendit que les événemens disposassent de sa personne.

On venait de diviser la France en départemens; M. le comte d'Hunolstein, officier général, avait quitté le service pour soigner ses intérêts dans le département de la Moselle; ses vertus, qui l'avaient devancé, l'en firent nommer à l'unanimité président par l'assemblée électoral.

A la recommandation du procureur général de Lançon, il choisit M. Mory pour secrétaire intime, le combla de bontés, et fit pour lui ce que le premier président était à la veille de faire, en sollicitant et obtenant en sa faveur, la main de M.^{lle} Camus, fille d'un magistrat intègre et distingué, lieutenant général de police, juge, garde de la monnaie, et échevin de la ville de Metz (Voyez son article.)

L'année suivante 1792, le comte d'Hunolstein, chargé par le conseil général du département, d'une mission pour Paris (voyez son article), y tomba très-sérieusement malade : on l'envoya aux eaux de Rapolz en Suisse, où il se rendit, muni de passeports et de certificats authentiques; mais, à son retour, il fut arrêté et incarcéré à Besançon, par les ordres de Merlin de Thionville, qui l'accusait d'émigration.

M. d'Hunolstein eut recours au dévouement de son secrétaire qui, sans avoir égard au danger qu'il allait courir,

partit sur-le-champ pour Paris, afin de se concerter avec M.^{me} d'Hunolstein la mère, et n'épargna ni soins ni démarches pour sauver son protecteur. Enfin, après six mois d'attente, M. Mory parvint à le faire juger et condamner à la déportation pour être rentré en France dans six ou quatre jours après le délai fixé. C'était le seul moyen de lui sauver la vie, mais il perdit la jouissance de ses biens qui furent mis sous le séquestre.

Au nombre des personnes qui ont coopéré à la sortie de prison et à la mise en sûreté de M. d'Hunolstein, se trouvait M. Colchen, alors chef de bureau au ministère, et qui fut élevé depuis à la dignité de pair de France.

M. Mory ayant refusé une place de commissaire des guerres, afin de surveiller les intérêts du comte d'Hunolstein dont il est parvenu à conserver presque toute la fortune, au risque de sa vie, revint à Metz le 21 janvier 1793, comptant se retirer à la campagne et vivre tranquille au sein de l'orage dont la France était troublée. Mais un de ses amis l'engagea à entrer dans les emplois publics pour se soustraire aux suspicions dont il pourrait être l'objet, et il eut à choisir dans l'administration des affaires militaires, entre une place d'inspecteur à l'armée et une de directeur de correspondance de l'armée de la Moselle; il accepta cette dernière afin de ne point quitter sa province.

Il y avait à peine six mois qu'il en remplissait les pénibles fonctions, lorsqu'un soir deux officiers de gendarmerie vinrent arrêter le directeur général qui était dans son bureau; il l'accompagna jusqu'à la prison, et le lendemain, il en rendit compte à l'administration générale, à Paris, qui, pour réponse, le nomma à cette place, en

lui envoyant un bon de la trésorerie de 600,000 francs pour commencer le service : M. Mory la remercia, et lui pria de nommer le protégé que les représentants du peuple avaient proposé ; ce ne fut qu'après des réitérations de la part de M. Mory et au bout de trois mois d'intérim, que l'administration consentit à confier cet emploi à un autre qu'à lui.

Le zèle de M. Mory, dans des circonstances difficiles ne l'empêcha pas d'être porté, pendant une année, sur la liste des suspects, pour avoir été secrétaire du premier président.

Dès que Robespierre eut cessé d'ensanglanter la France, M. Mory réclama les douceurs de la vie privée, et, quittant l'administration des vivres, il n'accepta depuis lors que des places sans rétribution.

Administrateur des hospices et du bureau de bienfaisance en 1800, il fut nommé, à la restauration des tribunaux, juge suppléant au tribunal civil de Metz, emploi qu'il exerce encore aujourd'hui.

Depuis ses plus jeunes années, M. Mory a consacré ses heures de loisirs à la culture des lettres. Voici la liste des ouvrages qu'il a composés :

I. Une *Épître en vers à la reine*, à l'effet d'obtenir la grâce d'un déserteur à qui Sa Majesté l'a fait accorder.

II. *La bonne Mère*, comédie en un acte, jouée sur un théâtre de société en 1786.

III. *Le Sourd*, ou *L'Auberge pleine*, comédie en un acte, dont le sujet est pris dans un conte inséré dans le *Mercur* de 1789.

Cette pièce, faite en 1787, ayant été confiée à une personne de Paris, fut vendue sans l'autorisation de l'auteur. Elle parut cinq à six ans après sur le théâtre Montansier, d'abord

aux actes, puis en trois, sous le nom de Desforbes, qui fait de légers changemens. et qui a prétendu en être le premier auteur; encore bien qu'on lui ait mis sous les yeux des certificats du directeur et d'un acteur de Metz, qui attestaient avoir eu le manuscrit entre leurs mains plusieurs fois avant sa publication. En 1791, M. Mory ayant eu occasion de dîner avec l'auteur du *Tableau de Paris*, lui parla de cette comédie. Mercier se chargea de la réclamer à Desforbes, qui répondit ne pas se rappeler où il avait pris le sujet du *Sourd*, mais qu'il était à lui, et qu'il poursuivrait quiconque lui en contesterait la propriété. En vain on montra le premier manuscrit et les certificats à l'appui, tout fut bon; et M. Mory, pour sa tranquillité, lui laissa l'auteur et le profit d'un ouvrage qui valut 15,000 francs à Desforbes, bien que Mercier lui eût conseillé de le faire passer en plagiat.

I. *La Milice champêtre*, comédie en trois actes.

II. *Le Siège de Thionville*, comédie en trois actes, mise en scène et jouée à Paris.

III. *Bécri Mustapha*, comédie en deux actes.

IV. *L'honnête Femme*, idem en un acte.

V. *Les Tapageurs*, idem.

VI. *La Fille sentinelle*, idem.

VII. *Les Amans jaloux*, idem.

VIII. *Les Cosaques en logement*, idem en deux actes.

IX. *Olimpe*, idem en un acte.

X. *La Fête des lis*, comédie en un acte, dédiée au duc de Berri, jouée en sa présence à Metz, en 1814.

XI. *La Fête de Saint-Louis*, comédie en un acte.

XII. *Le Bouquet du Roi*, comédie en un acte, jouée à Metz, en 1816.

XIII. *Le Prince en voyage*, comédie en un acte, dédiée au duc d'Angoulême, à son arrivée à Metz, en 1820.

XVII. *Le Bouquet de Louis XVIII, le Désiré*, comédie en un acte.

XVIII. *La Fête du Roi*, comédie en un acte, jouée à Paris, en 1822.

XIX. *L'heureux Jour*, comédie en un acte, dédiée au Dauphin, à son second voyage à Metz, en 1826.

XX. *Le bon Roi*, ou *Charles X à Metz*, comédie en un acte, mêlée de chants, dédiée au Roi, à l'occasion de son voyage à Metz, en septembre 1828.

XXI. Plusieurs *Mémoires sur le bien public* :

1.° Sur les moyens de détruire la mendicité, mis bientôt après en usage à Bordeaux, etc.

2.° Sur les moyens de diminuer le nombre des enfants trouvés, et de rendre meilleure leur éducation physique et morale.

3.° Sur l'impolitique loi des droits réunis ; la nécessité de la supprimer sur les vins, et les moyens faciles de remplir le déficit sur des objets de luxe.

4.° Sur le nouveau projet de loi proposé par le directeur général de cette administration.

5.° Sur le mode d'élection des députés, des conseillers départementaux et des officiers municipaux.

6.° Sur les greniers d'abondance, pour parer aux effets de la disette.

OUVRAGES EN PATOIS MESSIN.

XXII. *Trois almanachs pour les années 1817, 1818, 1819*, contenant des couplets, des contes et des fables vendus au profit des indigens.

XXIII. *Les Revenans*, comédie en deux actes, mêlée de chants, vendue de même.

XXIV. *La Bataille au pressoir*, poème.

XXV. *Le Tuechien*, ou *les Ruses des Vignerons*, poème.

XXVI. *Une Épître au Roi sur l'abus des saluts, chapreaux et révérences*.

XXVII. *Les trois derniers chants du poëme de Chansurlin*, commencé en 1786, par Brondex, directeur du *Journal des Trois-Évêchés*. Voyez son article.

XXVIII. *L'Écreigne*, ou *les Veillées villageoises*, ouvrage dialogué, contenant ce qui s'est passé à Metz et dans les environs, pendant les deux blocus de la ville, en 1814 et 1815.

XXIX. Nombre de *chansons*, tant en patois qu'en français, la plupart inédites, ainsi que beaucoup d'autres opuscules sur divers sujets.

XXX. *Les Bucoliques messines*. Metz, 1830, in-8.^e, 16 pages ; chez Verronnais, imprimeur-éditeur.

MOUHY.

MOUHY (Charles de FIEUX, chevalier de), neveu du comte de Longepierre, était officier de cavalerie, pensionnaire du roi, et membre de l'académie royale de Dijon, etc. Toutes les Biographies que nous avons consultées le disent né à Metz le 9 mai 1701 ; cependant, nous en faisons l'objet d'un doute, attendu qu'il se trouve, dans certains ouvrages, le titre de gentilhomme des Etats de Bourgogne, et que sa famille était originaire de cette province. Mouhy, venu de bonne heure à Paris, et n'ayant d'autre ressource que sa plume, y suppléa comme il put. Après avoir été aux gages de Voltaire, qui le payait pour suivre ses procès et diriger le parterre de la représentation de ses pièces, il devint plus tard le complaisant du maréchal de Belle-Isle, ministre de la Guerre, et lui rendit des services honteux qui lui furent bien payés : c'était tout ce à quoi prétendait Mouhy, homme d'argent et peu délicat sur les moyens d'en obtenir.

La mort du maréchal le laissa presque sans action dans le monde, et les efforts qu'il fit pour quérir par ses ouvrages ne tournèrent point à son avantage. Il allait dans les cafés, dans les foyers, recueillait tout ce qu'on y disait, et, rentré le soir chez lui, composait un roman dans lequel il faisait entrer tout ordre et sans suite, les anecdotes qu'il avait eues à raconter. « Un ouvrage nouveau avait-il du succès ? M. Beuchot, il en composait aussitôt le pendant. » Il tirait, d'ailleurs, très-bon parti de ses écrits : ils étaient affichés partout ; il en avait ses poches pleines ; il les colportait lui-même, et l'on était forcé d'acheter pour se débarrasser de ses instances. Les cinquante volumes de romans que Mouhy a publiés sont devenus rares, sans être plus recherchés. Ils ont couru dans les colonies et dans les pays étrangers. Nous avons trouvé plusieurs en Hollande, chez des libraires qui n'avaient pas d'autres livres français. » Tous ces ouvrages étaient, au jugement de Palissot, les plus mauvais modèles du style plat et du genre niais, la langue était pas mieux traitée que le sens commun. La langue en parlant des romans de Dorat, les met au-dessus de ceux de Mouhy ; ainsi voilà Mouhy le terme de comparaison du mauvais, et c'est à juste titre. « La prose propre de Mouhy était aussi ridicule que la plus mauvaise de ses ouvrages. En tête de sa mauvaise compilation intitulée : *Histoire du Théâtre français*, il a placé le portrait de son portrait, où il est représenté, sans savoir pourquoi, armé et cuirassé comme un héros de France. Dans les *Mémoires de Mademoiselle Moras* l'auteur introduit à la comédie son héros

fait nommer les spectateurs dont l'extérieur la frappe.

en est surtout un qui excite sa curiosité. Quel est, dit-elle, en montrant du doigt le personnage, quel est cet homme qui vient de s'asseoir, qui n'est pas beau, mais qui a l'air noble? C'est le chevalier de Mouhy, répond l'auteur du livre, qui a pris plaisir à se peindre ainsi lui-même dans un portrait assez fidèle, ajoute Palissot, à l'air noble près dont sa figure était le plus parfait contraste. »

Mouhy est le premier qui ait eu l'idée utile de donner, par ordre alphabétique, une liste assez exacte de toutes les pièces de théâtre représentées en France, avec les noms de leurs auteurs et ceux des acteurs. Son ouvrage, paru d'abord sous le titre de *Tablettes dramatiques*, parut ensuite sous celui de *Dictionnaire*. On n'y trouva pas trop, dit Palissot, que les remarques de Mouhy. D'autres écrivains ont continué ou même refondu complètement ce dictionnaire, mais la primauté appartient à Mouhy. Les *Anecdotes dramatiques* de l'abbé de La Porte valent beaucoup mieux et ont fait oublier les ouvrages du même genre qui les avaient précédées. Ainsi, voilà Mouhy rangé au nombre malheureusement trop grand des auteurs qu'on ne lit plus. Cet écrivain a trouvé place dans la *Dunciade*, chant III, vers 43 :

Mouhy l'excite (Fréron) à venger son injure ;

Avec Légier il cabale, il murmure.

Palissot a mis en note : Mouhy, le plus fécond, mais le plus ennuyeux des romanciers.

On a le portrait de Mouhy gravé par Fessard, format in-12, d'après le tableau de Latinvillle. Cet inépuisable romancier est mort le 29 février 1784, à l'âge de 83 ans.

I. *Le Répertoire*, ouvrage périodique, 1735, 1 vol. in-12. Paris, Grégoire Dupuis.

II. *La Paysanne parvenue*. Paris, chez Prault, 1735, 4 parties en 4 vol. in-12. Le titre seul rappelle le *Parvenu* de Marivaux.

III. *Le Démêlé survenu entre le Paysan parvenu Paysanne parvenue, à la sortie de l'Opéra*. Paris, 1735, in-12, chez Ribac.

IV. *Les Mémoires posthumes du comte D.***, avant son retour à Dieu*. 1735, 4 parties en 2 vol. in-12. Paris. P.

V. *Lamekis, ou les Aventures extraordinaires d'un Égyptien dans la terre intérieure, avec la découverte d'une Île des Silphides*. Paris, Poilly, 1735-37, 4 parties en 4 vol. in-12. A eu plusieurs éditions.

VI. *Les Mémoires de M. le Marquis de Fieux*. Paris, Prault, 1735-1736, 2 vol. in-12.

Trompés par le titre, les auteurs de la *Bibliothèque historique de France* ont placé ce livre au nombre de mémoires authentiques.

VII. *Paris, ou le Mentor à la mode*. 1735, 3 parties en 3 vol. in-8.°; chez Poilly, libraire. A eu 2 éditions.

VIII. *Le Mérite vengé, ou Conversation sur divers sujets modernes*, ouvrage critique sur les observations de M. Desfontaines. Paris, Prault fils. 1736, in-12. A eu 2 éditions.

IX. *Le Papillon, ou Lettres parisiennes*, 4 vol. in-12. Paris, et Vandoele à la Haie. A eu plusieurs éditions.

X. *La Mouche, ou les Aventures de Bigand*. Paris, Poilly. Il y a eu plusieurs éditions de cet ouvrage. Il a été traduit et publié en Allemand sous le titre de *l'Espion*. On y trouve, dit la Biographie universelle, de la gaité, de l'imagination, de l'originalité.

enfin, il passe pour le moins mauvais des ouvrages de l'auteur.

XI. *Nouveaux Motifs de conversion, à l'usage des gens du monde.* 1738, 2 vol. in-12. A eu 2 éditions.

XII. *La Vie de Chimène de Spinelli*, en 8 parties, 1738, 1 vol. in-12. Paris, Ribou. A eu 2 éditions.

XIII. *Mémoires d'Anne-Marie de Moras, comtesse de Bourbon.* 1739, 2 vol. in-12.

XIV. *L'Art de la Toilette*, in-32, sans date.

XV. *Lettre d'un Génois à son correspondant à Amsterdam.* 1747, in-12, 2 éditions.

XVI. *Les Mémoires d'une Fille de qualité qui ne s'est pas retirée du monde*, en 12 parties. 1747, 4 vol. in-12. Par la compagnie des libraires à Amsterdam. Ce roman, dédié à la reine de Prusse, a eu plusieurs éditions.

Le titre de cet ouvrage est la parodie du titre d'un roman de l'abbé Prévost.

XVII. *Le Masque de Fer, ou les Aventures du Père et du Fils*, 5.^e édition, 1752, la Haye, 6 parties en 2 vol. in-12.

XVIII. *Mémoires de la Marquise de Villenemours*, 1747, in-12.

XIX. *Les Mille et une Faveurs*, 1748, 8 vol. in-12. La Haye, à la Haye. L'ouvrage a eu plusieurs éditions.

XX. *Opuscules d'un célèbre auteur Égyptien.* 1752, in-12.

XXI. *Tablettes dramatiques, contenant l'abrégé de l'abrégé de l'histoire du théâtre français; l'établissement des théâtres à Paris; un dictionnaire des pièces, et l'abrégé de l'histoire des auteurs et des acteurs, dédiées à S. A. S. F. le Duc d'Orléans, par M. le chevalier de Mouhy.* Paris, Estienne Jorry, 1752, 1 vol. petit in-8.^o de xxii, 244 et 88 pages. Prix: 6 liv., broché.

L'auteur avait l'intention de faire réimprimer, chaque année, un certain nombre de feuillets qui devaient contenir, par ordre alphabétique, les pièces omises dans son premier travail, ou représentées depuis. Il exécuta ce projet jusqu'en 1758, d'après ce qu'il dit lui-même dans l'avertissement de son ouvrage publié en 1780.

XXII. *Le Répertoire de toutes les pièces restées au théâtre français.* 1753, in-16. C'est un extrait des *Tableaux*. Mouhy a publié un supplément pour les années 1755-1758.

XXIII. *Les Délices du Sentiment.* 1753, 6 vol. in-12.

XXIV. *Lettres du Commandeur de*** à M.^{lle}***, avec des réponses.* 1753, 3 vol. in-12.

XXV. *Mémoires du marquis de Benavidaz.* 1753, 7 parties.

XXVI. *L'Amante anonyme.* 1755, en 12 parties, 4 vol. in-12. Ouvrage non terminé.

XXVII. *Le Financier.* 1755, 5 parties in-12.

XXVIII. *Les Dangers des Spectacles, ou Mémoires de M. de Champigny.* 1780, 4 vol. in-12 en 8 parties.

XXIX. *Abrégé de l'Histoire du Théâtre français, depuis son origine jusqu'au premier juin de l'année 1780.* 3 vol. in-8.^o

Le premier volume est un dictionnaire des pièces; le second renferme un dictionnaire des auteurs, suivi d'un dictionnaire des acteurs et actrices; l'*Histoire du Théâtre français* fait l'objet du troisième. Cette histoire, simple nomenclature chronologique où les omissions et les inexactitudes abondent, est écrite d'un style plat et incorrect. D'Origny, conseiller à la cour des monnaies, composa, du vivant de Mouhy, une suite à son ouvrage, sous le titre d'*Abrégé de l'Histoire du Théâtre français, depuis le mois de septembre 1780, jusqu'au 1.^{er} janvier de l'année 1783.* T. I. 1783, in-8.^o

2. *Les Mémoires de Mademoiselle de ****, en 4 Amsterdam. L'auteur n'a pas voulu réimprimer cet

hy a pris soin de nous apprendre lui-même que, en mai 1749 au 1.^{er} juin 1751, il a travaillé à la rédaction de la *Gazette de France*. Voltaire, dans une lettre d'Argental, en date du 28 novembre 1750, accuse Mouhy d'avoir écrit des sottises contre lui, dans les *Œuvres* (journal qui s'imprimait à la Haye). Cela est incontestable. On lit dans quelques éditions des Œuvres de Voltaire que le *Préservatif*, opuscule de ce grand écrivain, fut publié sous le nom de Mouhy. Il est vrai qu'en 1738 le chevalier de Mouhy mit ses soins à l'impression de l'ouvrage, mais il n'y accola point son nom. C'est à tort que plusieurs Biographes lui ont attribué, et même à Estève, la *Justification de la Musique française*, 1754, in-8.^o Cet ouvrage est de Morand. Il censure Voltaire, Grimm et J.-J. Rousseau, et prouve que ce dernier est pris dans le *Droit des Beaux-Arts*, par Estève, une partie de ce qu'il a dit sur la musique française. On voit que les titres littéraires de Mouhy ne sont pas de nature à ce qu'une ville brigue l'honneur de lui donner le jour; aussi sommes-nous bien disposés à pardonner aux Biographes de la Bourgogne s'ils viennent d'éclamer. Le seul mérite qu'on puisse accorder à ce auteur médiocre, c'est d'avoir assez bien choisi les titres de ses ouvrages pour exciter la curiosité du public. On en a vu en cela un imitateur bien fécond dans la personne du naturaliste Buchoz. Cependant, *la Paysanne parvenue*, *Mémoires d'une Fille de qualité*, *les Mémoires de la Comtesse du Comte de ****, *les Délices du Sentiment*

heureux et de contracter un mariage honorable et avantageux, lorsqu'en 1791, les parlemens furent supprimés; abattu par cette mesure qui détruisait tout son avenir, il ne put se résoudre à quitter de nouveau sa ville natale pour accompagner le premier président qui voulait le placer dans les bureaux du ministère, et il attendit que les événemens disposassent de sa personne.

On venait de diviser la France en départemens; M. le comte d'Hunolstein, officier général, avait quitté le service pour soigner ses intérêts dans le département de la Moselle; ses vertus, qui l'avaient devancé, l'en firent nommer à l'unanimité président par l'assemblée électo-
rale.

A la recommandation du procureur général de Lancy, il choisit M. Mory pour secrétaire intime, le combla de bontés, et fit pour lui ce que le premier président était à la veille de faire, en sollicitant et obtenant en sa faveur, la main de M.^{lle} Camus, fille d'un magistrat intègre et distingué, lieutenant général de police, juge-garde de la monnaie, et échevin de la ville de Metz (Voyez son article.)

L'année suivante 1792, le comte d'Hunolstein, chargé par le conseil général du département, d'une mission pour Paris (voyez son article), y tomba très-sérieusement malade : on l'envoya aux eaux de Rapolzo en Suisse, où il se rendit, muni de passeports et de certificats authentiques; mais, à son retour, il fut arrêté et incarcéré à Besançon, par les ordres de Merlin de Thionville, qui l'accusait d'émigration.

M. d'Hunolstein eut recours au dévouement de son secrétaire qui, sans avoir égard au danger qu'il allait courir,

partit sur-le-champ pour Paris, afin de se concerter avec M.^{me} d'Hunolstein la mère, et n'épargna ni soins ni démarches pour sauver son protecteur. Enfin, après trois mois d'attente, M. Mory parvint à le faire juger et condamner à la déportation pour être rentré en France trois ou quatre jours après le délai fixé. C'était le seul moyen de lui sauver la vie, mais il perdit la jouissance de ses biens qui furent mis sous le séquestre.

Au nombre des personnes qui ont coopéré à la sortie de prison et à la mise en sûreté de M. d'Hunolstein, se trouvait M. Colchen, alors chef de bureau au ministère, élevé depuis à la dignité de pair de France.

M. Mory ayant refusé une place de commissaire des terres, afin de surveiller les intérêts du comte d'Hunolstein dont il est parvenu à conserver presque toute fortune, au risque de sa vie, revint à Metz le 21 janvier 1793, comptant se retirer à la campagne et vivre tranquille au sein de l'orage dont la France était troublée. Mais un de ses amis l'engagea à entrer dans les emplois publics pour se soustraire aux suspicions dont il pourrait être l'objet, et il eut à choisir dans l'administration des subsistances militaires, entre une place d'inspecteur à l'armée et une de directeur de correspondance de l'armée à la Moselle; il accepta cette dernière afin de ne point quitter sa province.

Il y avait à peine six mois qu'il en remplissait les pénibles fonctions, lorsqu'un soir deux officiers de gendarmerie vinrent arrêter le directeur général qui était dans son bureau; il l'accompagna jusqu'à la prison, et le lendemain, il en rendit compte à l'administration générale, Paris, qui, pour réponse, le nomma à cette place, en

s'y montra avec honneur, particulièrement au combat de Suze. En général, partout où l'ont placé les circonstances de la guerre, ses services et son attachement à la gloire nationale ont été réels et dignes de l'estime publique. Le rôle qu'il a joué dans la guerre de la révolution, n'a pour ainsi dire été que secondaire, mais il suffit pour lui mériter une place parmi les généraux qui ont soutenu la cause de la liberté, et se sont dévoués pour elle. »

Muller était commandant à Sarrelouis en l'an XIII. Depuis lors, il a peu fait parler de lui. Il est mort à Paris en 1817.

Victoires, Conquêtes, etc., des Français, t. II, III, XI, XXVI. — Galerie militaire de MM. Babié et Beaumont, t. VI, p. 133, 134, 135.

MUNIER.

MUNIER (François), né à Metz le 20 avril 1783, membre de l'académie royale de Metz, a fait ses études à l'école centrale de cette ville, a été pendant quelques années typographe, et s'est ensuite livré à l'enseignement. Il a publié :

I. *Cacographie méthodique*, par F. Munier, instituteur membre de l'académie royale de Metz. 4.^e édition, 1 vol. 204 pages, imprimé en 1829 par Lamort. Prix : 1 fr. 25. La première édition a paru en 1820. Toutes les éditions ont été tirées à trois mille exemplaires.

II. *Cacologie méthodique*. 1 vol. in-12 de 174 pages, imprimé par Lamort. Prix : 1 fr. 50 c. La seconde édition de cet ouvrage vient de paraître. C'est un complément nécessaire de la *Cacographie méthodique*.

III. *Dictionnaire de Locutions vicieuses*, avec les c

lections et des notes grammaticales ; ou *la Langue française enseignée par l'usage*. 3.^e édition, augmentée d'un grand nombre d'articles et de dissertations neuves sur divers points de grammaire. 1 vol. in-12 de 192 pages, imprimé par Verronnais. Prix : 1 fr. 50 c.

IV. *Manuel des Élèves d'Écriture*, avec deux planches. Prix : 40 centimes.

Ce petit ouvrage explique très-clairement les principes des différentes écritures, réduits à une grande simplicité.

Tous ces ouvrages se trouvent chez Verronnais, imprimeur-braire.

MUSSEY.

MUSSEY (Jean), fils de Ferry Mussey et de Catherine Mathieu, naquit à Longwy le 17 février 1644. Ayant reçu, en 1662, les quatre premiers ordres pour la prêtrise, il passa l'année suivante maître-ès-arts dans l'université de Trèves, et professa le latin pendant dix ans. En 1675, il exerçait son ministère dans la ville de Haslemar, province de Nassau, et y érigea en l'honneur de la Vierge une chapelle où le peuple se rendait en foule. Ce fut dans la même ville qu'un luthérien qui vivait avec une femme débauchée, irrité de ce que Jean Mussey avait fait chasser de la ville l'objet de sa passion, lui tira un coup de fusil chargé de deux balles qui le blessèrent au genou droit et à la jambe gauche. Il prit avec succès les eaux minérales d'Aix-la-Chapelle, et le 13 octobre 1679, trois années environ après la blessure, fut canoniquement pourvu de la cure de Longwy, sur la présentation du P. Lazare Sautereau, recteur

du collège des Jésuites de Verdun. Mussey entra en fonctions le 6 novembre suivant.

Le 27 novembre 1700, le R. P. Gonzalez, général de l'ordre, lui donna des lettres d'affiliation. Les soins que Mussey donnait à son église, ne l'empêchaient pas d'exercer sa charité et de pourvoir généreusement au bien-être de sa famille. Il fit étudier les uns, dota les autres, et employa toute sa fortune en libéralités. Longwy n'avait pas encore d'hôpitaux, Mussey forma le projet d'en élever un ; quelques généreux habitans l'aidèrent dans cette entreprise philanthropique, et la première pierre en fut posée en 1705, par Jean-Pierre Verhost, son évêque. Ce fut en 1712, époque de sa mort arrivée après 33 années d'exercice, qu'il publia son Histoire des ducs de Lorraine, sous le titre suivant :

La Lorraine ancienne et moderne, ou l'ancien duché de Mosellane, véritable origine de la maison royale et du duché moderne de Lorraine, avec un abrégé de l'histoire de chacun de ses souverains.

Par M.^{re} Jean Mussey, prêtre, curé de Longwy, M. DCCXII, sans nom d'imprimeur, in-8.°, p. 379, sans compter une épître de 7 pages au duc Léopold, une notice de 9 pages, concernant la personne de Gérard d'Alsace, et le lieu de son origine, un Tableau de la généalogie masculine de la maison royale de Lorraine, et 19 pages de table des matières. Dom Calmet indique ce livre comme ayant été imprimé à Nancy. Cailleau, Brunet et Debure, etc., n'en parlent pas. Il est devenu très-rare.

L'ouvrage de Mussey, bien écrit pour le tems, est loin d'être dépourvu d'un certain mérite ; mais l'auteur, sans doute pour faire sa cour à Léopold, professa une erreur

impardonnable à un historien. Il prétendit que Gérard, premier duc héréditaire, descendait des anciens ducs de Mosellane, et des premiers rois des Gaules. Son opinion, dépourvue de preuves propres à l'appuyer, eut peu d'approbateurs, et dut être nuisible au succès de l'ouvrage.

M. Jean Mussey a également composé une Histoire de Longwy, imprimée à Luxembourg en 1706, par André Chevalier, imprimeur et marchand-libraire. Ce livre, devenu fort rare, et dont nous n'avons qu'une copie faite par le capitaine Nicolas-Alexandre Courtois, qui a eu l'obligeance de nous la communiquer, se termine par une histoire généalogique de la famille Mussey.

Le curé de Longwy avait deux frères qui, sans avoir écrit, ont joui d'une certaine réputation. L'un, nommé François, né en 1650, après avoir fait ses études à Luxembourg et à Pont-à-Mousson, prit, en 1669, l'habit religieux de la réforme des Récollets, ordre de saint François, fut lecteur de philosophie et de théologie, puis prédicateur stationnel à Longwy. L'autre, Charles Mussey, né le 27 février 1553, étudia à Luxembourg, en 1671, prit le même habit que son frère François, et fut successivement gardien des couvens de Conflans, Gonrecourt, Longwy, directeur spirituel des dames abbesses de Mirecourt, etc. Il prêchait avec onction.

D. Calmet (*Bibliothèque lorraine*, p. 681), ne dit presque rien de Jean Mussey; l'Histoire de Metz et les différentes Biographies qui existent n'en parlent pas.

Il résulte de la généalogie de la famille Mussey, qu'elle eut être considérée comme une des plus anciennes de cette province. Un poignon Mussey était Maiour de

Longwy en 1200, et jusqu'en 1600, cette magistrature a presque toujours été remplie par des membres de la même famille. Un Jean de Mussey était Maiour de Bar en 1522. A la fin du 16.^e siècle, d'autres Mussey avaient, à Thiaucourt, Saint-Mihiel, etc., d'honorables emplois.

NAUCRET.

NAUCRET, peintre de portraits, élève de Sébastien le Clerc, et membre de l'académie royale de peinture de Paris, est né à Metz dans les dernières années du 16.^e siècle. Après avoir travaillé quelque temps dans sa ville natale, il se rendit à Paris où Le Clerc le prit sous son patronage. Il partit ensuite pour l'Italie, y composa beaucoup d'ouvrages, et revint en France avec la réputation d'un beau talent. Je n'ai pu me procurer de longs détails sur sa vie, quoiqu'il ait composé une infinité d'ouvrages. Les Biographies spéciales d'artistes n'en parlent même pas. Il a peint aux Tuileries la reine Marie-Thérèse sous la figure de Minerve. Dans le dernier siècle on gravait encore beaucoup d'après Naucret. Il est mort en 1672, recteur de l'académie de peinture et de sculpture, fonctions importantes généralement accordées à des hommes d'un mérite bien reconnu.

Le palais de Saint-Cloud, celui des Tuileries et plusieurs maisons royales étaient ornés des portraits de Naucret, et de différens tableaux du même peintre. Tous présentaient un coloris frais et agréable.

Voici les vers que D. Bernardin Pierron a consacrés cet artiste dans son *Templum metensibus sacrum* :

Tanti clara viri documenta secutus , et ipse
Naucretius landemque sibi nomenque paravit. .
Ut blandos vivosque adhibet , miscet que colores!
Ut cunctos animi sensus , atque æmula vivis
Exprimit ora ! ferè egregiis natura tabellis
Invidet ; et celebri quantùm olim Cypris Apelle ;
Tantùm Naucretio Pallas nunc picta superbit.

Templ. met. sacr. , p. 142 , 143. — Bibliothèque loirr. , p. 684 , 685. —
L'Histoire de Metz a omis cet artiste.

NAUDÉ.

..... *Naudéus et ipse Bernardus
Syderum penetrare domos atque ordines omni,
Orbem metiri , tramare , extendit et æquet.*

« Naudé fit sentir aux Prussiens l'utilité des
mathématiques , tant pour connaître et mesurer le
globe , que pour s'avancer dans la science de la
navigation et de l'astronomie. »

Temp. met. sacr.

NAUDÉ (Philippe), théologien et professeur de ma-
thématiques fort célèbre, membre de la société royale
de Berlin, est né à Metz le 28 décembre 1654. Il avait
à peine douze ans lorsqu'il fut appelé à la cour d'Eise-
nach pour y remplir les fonctions de page, et y tenir
compagnie aux jeunes princes. La douceur de son ca-
ractère le fit généralement aimer, et comme il joignait
un jugement droit à beaucoup d'esprit, on augura dès
lors très-bien de son avenir, et l'on fit mille instances
pour le conserver en Allemagne; mais au bout de quatre
ans, son père, qui avait seulement voulu le mettre à
même d'apprendre la langue du pays et de commencer
son éducation, alla le chercher et le ramena dans sa
ville natale. N'ayant qu'une fortune médiocre, les pa-

rens de Naudé n'avaient pas l'intention d'en faire un savant, encore moins un homme de lettres; le zèle et la ténacité de ce jeune homme surmontèrent toute espèce d'obstacle, et, sans maître et sans guide, il fit, en peu d'années, des progrès surprenans dans l'étude de la langue latine, de la théologie et des mathématiques. Les difficultés qu'il eut à vaincre ont dû être fort grandes, car, à cette époque reculée, il n'y avait pas, comme aujourd'hui, des livres et des méthodes élémentaires à l'aide desquels un esprit droit peut acquérir des connaissances positives.

Naudé, fixé à Metz, s'y était marié, et possédait quelques biens qui lui permettaient de vivre d'une manière indépendante, lorsque la révocation funeste de l'édit de Nantes le força de quitter la province avec ses coreligionnaires. Il s'enfuit, emmenant avec lui son épouse et un fils qui n'avait que neuf mois. Arrivé à Sarrebruck, après bien des fatigues et des périls, il se rendit à Hannau où prêchait David Ancillon, y résida deux ans, et partit ensuite pour Berlin, lieu de refuge des calvinistes exilés. Sans fortune et sans secours, incertain du parti qu'il prendrait pour ne pas tomber dans la misère. Naudé se trouvait dans la situation la plus pénible, lorsqu'un heureux hasard lui fit faire la connaissance de M. Langerfeld, mathématicien de la cour, et professeur des pages. Cet homme estimable reconnut bientôt toute la capacité de notre compatriote, le prit en amitié et l'engagea avec instance à se livrer à l'enseignement des sciences exactes. Ce ne fut pas sans beaucoup de répugnance que Naudé y consentit, car n'ayant jamais enseigné les mathématiques, il craignait de demeurer

au-dessous de ses obligations. Cependant M. Langerfeld lui procura des élèves; et la réputation du nouveau professeur s'accrut à tel point que son digne Mécène étant mort en 1696, Naudé lui succéda comme mathématicien de la cour, informateur des pages et professeur de mathématiques à l'académie des sciences de Berlin. Déjà en 1687, il occupait au collège autrefois si célèbre de Joachim une chaire de mathématiques élémentaires, et trois ans plus tard, il avait obtenu une place de secrétaire-interprète du roi. Agrégé, en 1701, au cours de la société des sciences, il fut nommé, en 1704, professeur de mathématiques à l'académie des princes dont le roi de Prusse venait d'être le fondateur. Naudé mourut à Berlin au mois de mars 1729, à l'âge de 74 ans. Il a laissé une famille assez nombreuse. « C'était, dit le P. Nicéron, un homme d'un caractère très-estimable et d'une probité reconnue. Quoique les mathématiques fussent sa profession, la théologie était son étude favorite. Aussi a-t-il beaucoup plus écrit en théologie qu'en mathématiques. »

OUVRAGES DE NAUDÉ.

I. *Géométrie à l'usage de l'Académie des Princes (en Allemand)*. Berlin. In-4.°

II. *Méditations saintes*. Berlin, 1690, in-8.°

III. *Morale évangélique*. Berlin, 1699, 2 vol. in-8.°

IV. *La souveraine perfection de Dieu dans ses divins attributs, et la parfaite intégrité de l'Écriture, prise au sens des anciens réformés, défendue par la droite raison contre toutes les objections du manichéisme, répandues dans les livres de M. Bayle*. Par P. N. D. L. S. R. D. B. E. P. E. M. D. L. A. I. (Philippe Naudé, de la société

rens de Naudé n'avaient pas l'intention d'en faire un savant, encore moins un homme de lettres; le zèle et la ténacité de ce jeune homme surmontèrent toute espèce d'obstacle, et, sans maître et sans guide, il fit, en peu d'années, des progrès surprenans dans l'étude de la langue latine, de la théologie et des mathématiques. Les difficultés qu'il eut à vaincre ont dû être fort grandes, car, à cette époque reculée, il n'y avait pas, comme aujourd'hui, des livres et des méthodes élémentaires à l'aide desquels un esprit droit peut acquérir des connaissances positives.

Naudé, fixé à Metz, s'y était marié, et possédait quelques biens qui lui permettaient de vivre d'une manière indépendante, lorsque la révocation funeste de l'édit de Nantes le força de quitter la province avec ses coreligionnaires. Il s'enfuit, emmenant avec lui son épouse et un fils qui n'avait que neuf mois. Arrivé à Sarrebruck, après bien des fatigues et des périls, il se rendit à Harnau où prêchait David Ancillon, y résida deux ans, et partit ensuite pour Berlin, lieu de refuge des calvinistes exilés. Sans fortune et sans secours, incertain du parti qu'il prendrait pour ne pas tomber dans la misère, Naudé se trouvait dans la situation la plus pénible, lorsqu'un heureux hasard lui fit faire la connaissance de M. Langerfeld, mathématicien de la cour, et professeur des pages. Cet homme estimable reconnut bientôt toute la capacité de notre compatriote, le prit en amitié et l'engagea avec instance à se livrer à l'enseignement des sciences exactes. Ce ne fut pas sans beaucoup de répugnance que Naudé y consentit, car n'ayant jamais enseigné les mathématiques, il craignait de demeurer

IX. *Entretiens solitaires.* Berlin, 1717, in-8.^o C'est un ouvrage de piété traduit en partie du Hollandais de *Guillaume Teclinck*.

X. *Réfutation du Commentaire philosophique ; ou Solution générale et renversement de tous les Sophismes que l'Auteur y emploie, à dessein d'établir en tous lieux une tolérance sans bornes, pour l'exercice public de toutes les erreurs et les hérésies, dont l'esprit humain peut être capable.* Berlin, 1718, deux vol. in-8.^o

XI. *Traité de la Justification.* Leyde, 1736, in-12. C'est un ouvrage posthume, mais auquel Naudé avait mis la dernière main.

V. l'Éloge de Naudé dans la Bibliothèque germanique, t. XXXVI, p. 177. — Le P. Nicéron. Mémoires pour servir à l'Histoire des Hommes illustres, t. XLI, p. 145 à 151. — Moréri, édit. de 1759, t. VII, p. 945. — Calmet. Bibliothèque lorraine, p. 685, 686. — Histoire de Metz, t. III, p. 286. — Le Temple des Messins, p. 146. — La Biographie universelle de Naudé n'a pas consacré d'article à cet homme illustre.

NEUHOF.

NEUHOF (Théodore-Étienne, baron de), aventurier qui régna quelque temps sur la Corse, était né à Metz vers 1690. Son père, Antoine baron de Neuhof, dans le comté de la Marck en Westphalie, avait été capitaine des gardes de l'évêque de Munster : pauvre de patrimoine, il épousa la fille d'un négociant de Visé au pays de Liège ; et s'étant brouillé sans retour, par cette mésalliance, avec sa famille et toute la noblesse westphalienne, il vint s'établir en France, où, grâce à la protection de la duchesse d'Orléans, il obtint un petit gouvernement dans le Pays Messin. A sa mort, il laissa

royale de Berlin, et professeur dans l'académie illustre). Amsterdam, 1708, 2 vol. in-8.°

Cet ouvrage, où Naudé prend un air de supériorité, a provoqué la publication d'une brochure dans laquelle il n'est pas traité avec ménagement. Elle a pour titre : *Lettre à M... sur le Traité de la souveraine perfection de Dieu, par un auteur d'un nom à seize lettres*. In-12 de 43 pages. Naudé répliqua, et répondit en même temps à plusieurs attaques qui avaient été dirigées contre lui. Son ouvrage est intitulé :

V. *Recueil des objections qui ont été faites jusqu'à présent contre le Traité de la souveraine perfection de Dieu, avec les réponses*. Amsterdam, 1709, in-12, 195 pages.

VI. *Examen de deux Traités nouvellement mis au jour par M. de la Placette, dont le premier a pour titre : Réponse à une objection qu'on applique à divers sujets, etc., avec une addition, où l'on examine le dogme de la Promotion physique ; et le second : Éclaircissemens sur quelques difficultés qui naissent de la considération de la liberté nécessaire pour agir moralement. Avec une addition, où l'on prouve contre Spinoza, que nous sommes libres*. Amsterdam, 1713, deux vol. in-12.

VII. *Examen impartial de la Théologie mystique* (en allemand). Zerbst. 1713, in-8.° Cet ouvrage a paru sans que l'imprimeur y ait mis son nom et désigné le véritable lieu d'impression.

VIII. Naudé ayant mis à la fin de l'ouvrage indiqué sous le N.° VI des *Remarques sur le Traité des sources de la Corruption*, et sur le *Catéchisme de M. Osterwald*, on publia, quelque temps après, une *Lettre Apologétique en faveur de M. Osterwald contre les Remarques de Naudé*. Ce dernier publia la lettre et y répondit. Berlin, 1716, brochure in-12.

IX. *Entretiens solitaires.* Berlin, 1717, in-8.^o C'est un ouvrage de piété traduit en partie du Hollandais de *Guillaume Teclinck*.

X. *Réfutation du Commentaire philosophique ; ou Solution générale et renversement de tous les Sophismes que l'Auteur y emploie, à dessein d'établir en tous lieux une tolérance sans bornes, pour l'exercice public de toutes les erreurs et les hérésies, dont l'esprit humain peut être capable.* Berlin, 1718, deux vol. in-8.^o

XI. *Traité de la Justification.* Leyde, 1736, in-12. C'est un ouvrage posthume, mais auquel Naudé avait mis la dernière main.

V. l'Éloge de Naudé dans la Bibliothèque germanique, t. XXXVI, p. 177. — Le P. Nicéron. Mémoires pour servir à l'Histoire des Hommes illustres, t. XII, p. 145 à 151. — Moréri, édit. de 1759, t. VII, p. 945. — Calmet. Bibliothèque lorraine, p. 685, 686. — Histoire de Metz, t. III, p. 286. — Le Temple des Messias, p. 146. — La Biographie universelle de *Diderot* n'a pas consacré d'article à cet homme illustre.

NEUHOF.

NEUHOF (Théodore-Étienne, baron de), aventurier qui régna quelque temps sur la Corse, était né à Metz vers 1690. Son père, Antoine baron de Neuhof, dans le comté de la Marck en Westphalie, avait été capitaine des gardes de l'évêque de Munster : pauvre de patrimoine, il épousa la fille d'un négociant de Visé au pays de Liège ; et s'étant brouillé sans retour, par cette mésalliance, avec sa famille et toute la noblesse westphalienne, il vint s'établir en France, où, grâce à la protection de la duchesse d'Orléans, il obtint un petit gouvernement dans le Pays Messin. A sa mort, il laissa

en bas-âge , et presque sans ressources , son fils Théodore et une fille nommée Élisabeth ; la duchesse en prit soin , et les attacha à sa maison. Théodore fit partie des pages de cette princesse , et entra ensuite , en qualité de lieutenant , au régiment de la Marck. Ses goûts dissipés et son caractère inquiet , l'empêchèrent de se soutenir dans ce corps , et il prit du service dans les troupes suédoises. Le baron de Goertz , ministre de Charles XII , et non moins entreprenant que son maître , reconnut dans le jeune officier , qui se disait un peu son parent , plus d'aptitude pour l'intrigue que pour le métier des armes. Il avait formé le projet de rétablir sur le trône d'Angleterre l'héritier des Stuarts ; et il avait besoin , pour concerter ses plans avec Alberoni , tout puissant en Espagne , d'un agent secret , qu'il pût , dans l'occasion , désavouer sans conséquence. Théodore fut chargé de cette mission , et la remplit à la satisfaction des deux hommes d'état ; il rejoignit ensuite son protecteur à la Haye , d'où il fit plusieurs voyages à Londres comme intermédiaire entre Goertz et le comte de Gyllemborg , ambassadeur de Suède en Angleterre. La trame ayant été découverte , il réussit à se mettre à l'abri , et reparut en Suède. La fin tragique du baron de Goertz le força de se retirer en Espagne. Il fut accueilli par Alberoni qui n'avait point oublié sa négociation clandestine ; il trouva plus de faveur encore auprès du duc de Ripperda , successeur de l'éminence italienne ; ce ministre lui donna le brevet de colonel , et lui fit épouser lady Sarsfield , fille de lord Kilmarnock , d'origine irlandaise , et attachée à la maison de la reine d'Espagne. Le baron de Neuhoof avait fondé sur cette

alliance de grandes espérances de fortune : trompé dans ses calculs, il abandonna sa femme pour passer en France où il connut Law, et spécula malheureusement, comme tant d'autres, sur les actions du Mississipi. Après avoir erré plusieurs années dans diverses contrées de l'Europe, fuyant ses anciens créanciers, et s'en faisant surtout de nouveaux, il se rendit à Florence, avec le caractère de résident pour l'empereur Charles VI. Les Corses luttaient alors avec acharnement contre la tyrannie génoise ; et Gênes n'espérait les réduire qu'avec le secours des troupes allemandes commandées par le prince de Wurtemberg. Théodore se prévalut auprès d'eux du mérite d'avoir intéressé ce prince en leur faveur. Quatre chefs de ces insulaires étaient gardés prisonniers par les Génois, contre le droit des gens : il fit l'engagement de leur procurer la liberté ; et l'époque de leur élargissement ayant coïncidé avec le temps fixé par ses promesses, il parvint à faire croire qu'il avait beaucoup d'influence sur cet événement. Profitant de la confiance que ses prétendus services inspiraient aux Corses, il leur mit sous les yeux, comme unique moyen de salut, la nécessité de se donner un gouvernement, soit qu'ils préférassent une aristocratie, soit qu'ils inclinassent à choisir un roi qui pût assurer leur indépendance, avec l'appui de quelque une des puissances de l'Europe ; et il leur insinua que, dans ce dernier cas, il était, par son dévouement pour leur cause et par son crédit personnel, l'homme qui leur convenait le mieux. Les chefs corses, réduits à l'extrémité, ne balancèrent pas à lui promettre une autorité nécessairement précaire, en récompense des services

très-réels qu'ils attendaient de lui. Théodore parcourut l'Europe, pressant avec importunité les dispositions de toutes les cours où il était connu. Rebuté partout, il fut, si l'on en croit son fils, plus favorablement écouté en Turquie. Ayant été secondé par Ragotzki et par le comte de Bonneval, deux hommes accoutumés à tout attendre de la fortune, il obtint provisoirement quelques gratifications du grand-seigneur; mais trouvant que la Porte procédait avec trop de lenteur, il s'embarqua pour Tunis, et flatta le dey de la possession de la Corse si l'on voulait seulement fréter un vaisseau chargé de canons, quatre mille fusils, trois cents pistolets, et de divers objets d'approvisionnement. La régence de Tunis accorda tout, et y ajouta une somme de mille sequins. Les Corses, ne comptant plus sur Théodore, venaient de mettre leur île sous la protection de la Sainte Vierge, et de prendre la résolution d'être libres par leurs propres efforts. Des lettres de Théodore leur annoncèrent enfin qu'il allait chasser les Génois, avec le secours des principales puissances de l'Europe. Il ne leur demandait, pour prix de tous ses sacrifices, que le titre de roi. Sa proposition fut acceptée avec enthousiasme. Le baron, embarqué sur un bâtiment portant un faux pavillon anglais, aborda, le 15 mars 1736, au port d'Aleria, vêtu à la turque et coiffé d'un turban. « Il débuta, dit Voltaire, « par déclarer qu'il arrivait avec des trésors immenses; « et, pour preuve, il répandit parmi le peuple une « cinquantaine de sequins, en monnaie de billon. Ses « fusils, sa poudre, qu'il distribua, furent les preuves « de sa puissance. Il donna des souliers de bon cuir, « magnificence ignorée en Corse. Il apostola des courtisanes

qui venaient de Livourne sur des barques et qui lui apportaient de prétendus paquets des puissances d'Europe et d'Afrique. » Pour ajouter à l'illusion, et pour paraître plus digne de la prérogative royale, il accumula, sous le nom de Théodore I.^{er}, dans une assemblée générale tenue à Alezani. Son inauguration eut lieu avec toute la pompe que comportait un pays aussi agreste. On lui ceignit le front d'une couronne de lauriers; on montra au peuple, en rase campagne, élevé sur les épaules des citoyens les plus considérables. Après qu'il eut rédigé des statuts très-succincts pour la police de l'île, sa première sollicitude fut de s'entourer d'un appareil monarchique. Quatre cents soldats composèrent un régiment des gardes. Il fit frapper quelques pièces de monnaie d'argent, et une bien plus grande quantité de cuivre; distribua de nombreux brevets de noblesse, institua un ordre de chevalerie sous la dénomination d'*Ordre de la Délivrance*, eut une cour et des secrétaires d'état, et, pour signaler sa fermeté, fit pendre trois individus alliés à des familles distinguées du pays.

Il n'oublia pas cependant qu'il devait tourner surtout son activité vers l'affranchissement du territoire. Dans ses premiers momens de l'ivresse qu'avait excité sa préférence, il avait facilement rassemblé une armée considérable. Porto-Vecchio tomba en son pouvoir; et il

ordonna des attaques simultanées contre San-Fiorenzo, Algaïola, San-Pelegrino et Ajaccio, tandis qu'il marchait lui-même sur Bastia. Repoussé par les Génois qui lui enlevèrent Furiani, il repassa les monts et s'établit à Sartène où le baron de Drosth, son parent, vint le rejoindre avec de l'argent et des munitions. Il n'y avait que huit mois qu'il était investi du pouvoir, et déjà les murmures de toute la population s'élevaient contre lui. Les manifestes des Génois avaient accrédité des bruits injurieux à sa personne; le clergé prenait ombrage de ses discours libres sur la religion; la sévérité qu'il avait déployée était transformée en cruauté: on refusait de lui obéir; on lui faisait entendre des paroles insolentes; on lui demandait compte de toutes les promesses dont il avait leurré la nation. Il vit que son autorité n'était pas seulement méconnue, mais que sa vie était en danger; et il se hâta de convoquer à Sartène les députés de toutes les *pièves* (ou paroisses) que n'occupaient pas les Génois. Il leur déclara qu'il allait se séparer d'eux pour solliciter lui-même les secours dont on l'avait frustré, désigna vingt-huit citoyens pour former un conseil de régence jusqu'à son retour, et conféra le commandement des cantons en deçà des monts à Giafferi et Hyacinthe Paoli, réservant à Luc d'Ornano celui des pièves ultramontaines. Ces mesures prises, Théodore partit pour Livourne sur un bâtiment provençal, séduisit quelques prêteurs crédules à Rome et à Turin, se montra dans Paris, et, pour se soustraire à la police qui le menaçait du Fort-l'Évêque, il se rendit précipitamment à Amsterdam. Un de ses créanciers le découvrit et le fit mettre en prison; tous les étrangers aux-

iels il avait emprunté, l'écroutèrent à leur tour : mais
 le juif et ses associés, dans l'expectative de faire seuls
 le commerce de la Corse et de tenir pour sûreté de
 leurs fonds les ports d'Ajaccio ou de Porto-Vecchio,
 laissèrent dans sa détresse cet indigent souverain, payèrent
 ses dettes, et lui avancèrent cinq millions pour équiper
 ses vaisseaux marchands et une frégate. On soupçonna
 les États-Généraux d'être de moitié avec ces spécula-
 teurs. En 1738, Théodore mouilla au port de Sorra-
 co (deux lieues de Porto-Vecchio) : à cette nouvelle,
 les esprits s'ébranlèrent ; mais la contenance des troupes
 françaises qui occupaient l'île sous les ordres du comte
 de Boissieu, imposa aux habitants et prévint les insur-
 rections. Théodore, intimidé par l'inaction de ses sujets,
 ne s'avancer dans l'intérieur, et se contenta de se
 présenter avec sa flottille devant Ajaccio, tandis que
 Ornano se préparait à le seconder sur terre. Les vents
 contraires poussèrent le baron-roi dans le port de
 Ajaccio ; il descendit chez le consul hollandais, y fut
 retenu, et envoyé à la forteresse de Gaète. On lui rendit
 bientôt la liberté : il n'en profita que pour recommencer
 sa vie errante. Les Corses, dans une proclamation da-
 tée de Tavagna (1739), protestèrent qu'ils maintien-
 naient son élection. Maillebois, successeur de Boissieu,
 le contraignit, après une campagne rapide, de mettre
 bas les armes. Il eut soin de répandre le bruit de la
 mort de Théodore, et détruisit les restes de son parti
 qui ranimait le baron de Drosth. En 1742, Théodore,
 mené par un vaisseau anglais, se présenta sur la côte
 près de l'*Isola-Rossa* ; mais aucune piéve ne répondit
 son appel, quoiqu'il fût évident que le gouvernement

britannique était d'intelligence avec lui. Les Génois s'exagérant mal à propos le danger, mirent sa tête à prix. Un dernier revers attendait à Londres ce jouet de fortune. Lorsqu'il se flattait de provoquer encore armement en sa faveur, ses créanciers lui firent sub même sort qu'en Hollande. Il sortit enfin de sa prison où il avait languï pendant sept ans dans la misère et dans le mépris, et déclara préalablement qu'il abandonnait son royaume pour hypothèque à ses créanciers. Horace Walpole ouvrit en sa faveur une souscription qui lui assura les moyens de subsister jusqu'à sa mort arrivée le 11 décembre 1755. Théodore fut enterré avec distinction dans le cimetière commun de Sainte-Agathe de Westminster; et Walpole chargea sa tombe d'une épitaphe qui finissait par ces mots : *La fortune lui donna un royaume, et lui refusa du pain.* On a débité beaucoup de contes sur ce fantôme de roi, qui, avec l'esprit et de l'activité, ne sut jamais, dans sa jeunesse, mettre à profit les avances de la fortune, et dont les yeux ne se dessilèrent point sur l'extravagant projet de dominer sans moyens une population indocile et divisée avec laquelle il n'eut pas l'habileté de s'identifier. On a déposé la morgue et les forfanteries qui décelaient le baron allemand. »

N'ayant pu nous procurer, pour la rédaction de cette notice, l'*Histoire de Corse* de Pommereul, nous avons dû copier l'article de la *Biographie universelle* qui en est un extrait. Cet article est de M. Foisset aîné.

NEY.

La figure historique du maréchal Ney apparaît déjà dans l'histoire comme celle de ces anciens héros que l'épique d'Homère et de Virgile ont offerts à l'admiration des siècles; et la pompeuse majesté de l'homme nous en fait un modèle et sans rival qui gouverna la France, n'ôte rien au prestige éclatant qui accompagne l'un des plus illustres guerriers de la Moselle. Créateur de son propre avenir, Ney se montre entouré d'une gloire impérissable à laquelle les bayonnettes étrangères ont vainement imprimé une tache, par un arrêt dont le malheur retombe sur elles-mêmes. Tant que le soleil éclairera les champs d'Elchingen et de la Moskowa, nous verrons le génie de la victoire s'incliner pour saluer dans l'avenir la grande ombre du maréchal Ney.

Ney (Michel), surnommé *le brave des braves*, duc d'Elchingen, prince de la Moskowa, maréchal et pair de France, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, et chef de la 7.^e cohorte de cette légion, chevalier de l'ordre du Christ de Portugal, membre de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, est né le 10 janvier 1769, à Sarrelouis, et non le 17, comme le marque la biographie Michaud. Son père, maître tonnelier, doué d'une certaine aisance, ne négligea rien pour donner à son fils une éducation soignée, le principe de l'éclatante fortune à laquelle il est parvenu, et le fit entrer dans la forge de Falck, canton de Bouconville, en qualité de commis de M. Besson, alors

propriétaire de cette usine. Ce fut en 1787, à l'âge de 18 ans, que le jeune Ney, qui avait déjà une taille colossale et une force physique remarquable, ne trouvant pas dans ses modestes fonctions un aliment propre à l'activité prodigieuse de son esprit, forma la résolution d'abandonner la vie monotone d'un bureau pour se ranger sous les bannières républicaines. Le premier cri de liberté venait de retentir en France; ce cri réveilla l'âme ardente de Michel Ney et lui révéla peut-être son glorieux avenir. Entré comme simple soldat dans le régiment de colonel-général de hussards, il parcourut, en deux ans, toute l'échelle des grades inférieurs et reçut l'épaulette de sous-lieutenant en 1789. Après avoir fait les deux premières campagnes de la révolution comme aide-de-camp du général Lamarck, et non du général de la Marche, comme le dit la biographie Michaud, il rentra dans son premier corps en qualité de capitaine, fut nommé chef d'escadron la même année, et choisi par Kléber, qui l'avait distingué, pour commander un corps de partisans avec lequel il rendit des services signalés. Devenu adjudant-général, Ney, en l'an III, se trouvait à la tête de la cavalerie de la division du général Colaud, et, à cette époque déjà, l'activité et le courage bouillant de notre compatriote l'avaient fait distinguer au point qu'on l'appelait *Pinsatigable*. Il cueillit de nombreux lauriers sur les rives de la Lahn, mérita journellement des éloges de Kléber, Jourdan, etc., et de plusieurs autres illustrations militaires, et reçut le brevet de général de brigade qu'il refusa, ne se trouvant pas encore digne d'un commandement en chef; modestie rare qui forme un des traits de res-

blance de Ney avec le maréchal de Fabert. En

IV, Ney, toujours à la tête de l'avant-garde a division Colaud, passe la Sieg, repousse vigouement la cavalerie ennemie, bien supérieure en bre, se distingue à la bataille d'Altenkirchen, et pare des magasins de Dierdorff et de Bendorff. approvisionnement considérables, formés dans un où les transports sont très-difficiles, ont été fort s à l'armée.

e général Colaud ayant dirigé ses troupes sur nerode, Ney fut chargé d'éclairer leur marche, de uer la droite et de se porter sur Montabour. Il

avec la rapidité de l'éclair, repousse partout les it-postes, arrive à Montabour, s'empare d'un ma- a considérable et met en fuite tout ce qui s'oppose a marche victorieuse. L'ennemi consterné recule; i la garnison d'Ehrenbreitstein ayant fait une sortie lant la nuit, marche sur Montabour et y arrive

deux heures avec l'intention d'incendier ce qu'elle pu dérober à l'armée française. Ney ne laisse pas troupes autrichiennes le temps d'exécuter leur projet; ine a-t-il appris leur marche qu'il vole à leur ontre, les attaque et les repousse après avoir fait ques prisonniers. L'ennemi n'avait encore apporté

de faibles obstacles aux progrès de la division ud; mais après le passage de la Lahn, Ney ren- ra en avant de Nidernal l'avant-garde du général r qui avait concentré ses troupes entre Obermel, heim et le Welter. Le combat s'engage, et ce qui it d'abord qu'une escarmouche d'avant-garde devient tôt une affaire générale. Ney, sans s'arrêter à la

supériorité de l'ennemi, marche en avant, suivi 20.^e demi-brigade d'infanterie légère, et gagne le met de la première hauteur. Plusieurs charges de valerie ont lieu; le 11.^e régiment de dragons et de chasseurs se couvrent de gloire, et le premier de ces deux corps s'étant replié à propos, attire la cavalerie autrichienne dans une embuscade dressée par l'infanterie de la division Colaud qui avait opéré un moment pour soutenir l'avant-garde. Une décharge de mousqueterie et celle de plusieurs canons chargés de mitraille met le désordre dans les rangs de la cavalerie ennemie; mais elle se rallie, cerne et attaque avec violence le village d'Obermel dont nos troupes s'étaient emparées. Ney charge cette cavalerie avec la plus grande impétuosité; la résistance est aussi vive que l'attaque, n'est qu'à neuf heures du soir, après avoir été repoussée quatre fois, que notre compatriote reste maître du village et du champ de bataille. Ces détails se trouvent consignés dans un rapport de Jourdan où il fait le grand éloge de Ney.

Le 5 thermidor, l'armée autrichienne, forcée de quitter Wurtzbourg, avait laissé dans la place mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux. Profitant de l'avantage qu'il a remporté d'Obermel, arrive le 6 sous les murailles de Wurtzbourg suivi d'un simple détachement de cent hommes qui chasse une partie de la légion de Bussy qui veut opposer à sa marche audacieuse, et manœuvre avec une habileté qu'il paraît se multiplier. Il s'avance enfin fièrement aux portes de la ville, et somme le gouverneur intimidé de se rendre à l'instant même. Une cap

est aussitôt signée; Wurtzbourg tombe au pouvoir Français.

En le mouvement que fit l'armée pour prendre position entre Kœnigsberg et Berg-Eberach, le général Colaud partit de Hamelbach pour se diriger par Hasfort, où il devait appuyer sa droite. Son avant-garde trouva environ huit cents chevaux ennemis près d'Ebelsbach; et quoique Ney qui la commandait n'eût que quatre cents hommes du 6.^e de chasseurs et 14.^e de dragons, il n'hésita pas à ordonner l'attaque, et par sa manœuvre brillante et la valeur des chasseurs, il parvint à culbuter l'ennemi, et lui fit des prisonniers. L'ennemi s'enfuit en pleine déroute jusqu'au village d'Ebelsbach, où, protégé par l'infanterie, cherchait à se rallier; mais l'infanterie de l'adjutant-général Ney arrive, et, sans lui donner le temps de reconnaître, attaque et infanterie et cavalerie, et oblige à repasser le Mein. Ney combattait alors sous les yeux de Kléber qui commandait par intérim la division de Sambre-et-Meuse. La division ayant quitté sa position sous Bamberg pour marcher sur Forckeim, l'ennemi en force dans la plaine et sur les hauteurs. Le général Wartensleben y commandait en personne : l'avant-garde, aux ordres du général Ney, accueillie par une décharge de quatorze pièces d'artillerie; quoiqu'il n'en eût que deux à leur opposer, il ne perdit pas contenance, et, réunissant la cavalerie à l'audace, il débusqua l'ennemi de sa première position. Le général Colaud, arrivé sur ces entrefaites, obligea les Autrichiens à rentrer précipitamment dans la place. Ney fut chargé de sommer le commandant

d'ouvrir les portes aux Français, dès qu'ils seraient arrivés à portée du canon. Cet officier, pressé par le parlementaire, capitula : on trouva dans la place soixante dix bouches à feu en bronze; et une grande quantité d'armes et de munitions.

Ces exploits avaient fixé sur l'adjudant-général les regards de toute l'armée habituée à le voir par où des lauriers se présentaient à cueillir; les dangers qu'il avait courus étaient proportionnés à l'importance de ses services; le 20 thermidor, il avait eu deux chevaux tués sous lui, et plusieurs blessures le vieillissaient; mais encore dans les annales de la gloire. Kléber, depuis long-temps de récompenser ce digne officier, décerna le titre de général de brigade et écrivit au rectoire.

« L'adjudant-général Ney a donné, pendant la présente campagne et les précédentes, des preuves multiples de talent, de zèle et d'intrépidité; mais il s'est surpassé dans la journée d'hier, où il eut encore deux chevaux tués sous lui.

« J'ai donc cru devoir élever, sur le champ de bataille, cet officier au grade de général de brigade dont le brevet lui avait déjà été envoyé il y a dix-huit mois, mais que sa modestie ne lui permit pas d'accepter alors. En confirmant cette nomination, vous donnerez, citoyens directeurs, un acte éclatant à votre justice. »

Au quartier-général, à Adelsdorf, le 21 thermidor, an IV.

Le 23, Ney se présente devant le fort de Rottembourg et envoie Bayermann, son adjoint, avec six ordonnances

Il somma le gouverneur de se rendre, et y entre sans
 se fâcher. Il y avait alors à Rottemberg 72 hommes de
 pes bavaroises, 40 pièces de canon, 4 obusiers, 5
 tiers et environ 40 quintaux de poudre.

Dans les affaires qui suivirent, Ney se montra toujours
 à l'égal de lui-même, intrépide dans le combat, pru-
 dent et généreux après la victoire. Chargé du comman-
 dement de l'avant-garde, il se trouva souvent dans des
 circonstances difficiles dont il sut se tirer avec bonheur.
 À Hersbruck et Sulzbach, par exemple, ce général
 fit un grand bois et six lieues de défilés à traverser.
 Le général Hohenlohe défendait le bois et enhardissait,
 par sa présence, des troupes disciplinées et confiantes
 en leur chef. Ney fait néanmoins des dispositions d'at-
 taque, harangue ses soldats avec une énergie guerrière,
 et veut que le bois soit emporté à la baïonnette, et
 qu'il envoie ses flanqueurs de droite sur le coteau, afin de
 empêcher le change à l'ennemi sur la direction de l'attaque
 principale. Les Autrichiens commencent sur leur front
 sur leurs flancs un feu terrible, mais ce feu ne fait
 diminuer les Français, et, en peu d'instans, le bois est
 emporté. Ney eut son cheval tué sous lui, et le prince
 Hohenlohe dut son salut à la rapidité du sien.

Dans la campagne suivante, Ney se signale par di-
 verses actions éclatantes qu'il serait trop long de rap-
 porter. Les combats de Dierdorff et Giessen ajoutent
 de nouveaux lauriers à sa couronne de gloire. A Dierdorff,
 pendant plus de quatre heures, avec 500 hussards, il
 déjoue les efforts de six mille Autrichiens qui n'avaient
 encore donné. A Giessen, il attaque, avec son avant-
 garde, cette ville fortifiée et défendue par l'infanterie

autrichienne; l'ennemi, frappé de tant d'audace, tire épouvanté et se jette dans les bois jusqu'à la position de Steinberg où il essaie de se rallier. Il n'a pas eu la possibilité si, en sautant un fossé, le général Ney ne s'était point abattu. L'ennemi revient à la charge, s'empare de cet illustre prisonnier et fait reculer à son tour la cavalerie française ébranlée par la perte qu'elle venait d'essuyer. Le général en chef déclama sur-le-champ le général Ney, et le directoire écrivit de la manière suivante :

« Le directoire exécutif a été vivement affecté
« par la perte du général, de l'accident qui vous a fait tomber
« le pouvoir de l'ennemi. L'impétuosité de votre courage
« devant Giessen, et les manœuvres brillantes que vous condui-
« diez, lui rendent encore cet événement plus sensible.
« Il espère que l'armée reverra bientôt l'un de ses
« audacieux officiers-généraux et dont le général en chef
« regrette particulièrement l'absence. »

L'armée ne tarda pas, en effet, à posséder le général Ney. Le 23 thermidor, il prit part, avec l'armée du Sambre-et-Meuse, au quartier général, à Wetzlar, à la célébration de l'anniversaire du 10 août, et porta l'ordre suivant :

« Le général Ney, commandant les hussards, pour le
« maintien de la république! grands politiques de la France!
« daignez ne pas nous forcer à faire sonner la charge!

Une nouvelle campagne allait s'ouvrir. Le général Ney, pour mettre à la tête des troupes des chefs expérimentés, qui elles eussent confiance, fit élever notre compatriote au grade de général de division. Il refusa un titre :

ne croyait pas avoir encore assez de droits; mais le dictateur lui répondit que ses exploits de l'an IV et de l'an V légitimeraient, aux yeux de la postérité, la rapidité de son avancement.

Chargé, au mois de prairial, de commander la cavalerie de l'armée d'Helvétie, il contribua puissamment au succès de la journée du 7, où Masséna battit les Autrichiens sur la Thur; mais, le lendemain, le prince Charles ayant amené un renfort de douze mille hommes, l'ennemi reprit l'offensive, arrêta sa marche rétrograde, et trente mille hommes attaquèrent les Français qui étaient bien inférieurs en nombre. Le combat dura depuis le point du jour jusques bien avant dans la nuit; l'armement de part et d'autre fut extrême; Ney fit des prodiges de valeur à la tête de l'avant-garde, reçut deux blessures et eut deux chevaux tués sous lui.

Il donna de nouvelles preuves de bravoure à l'attaque de Manheim, dans les jours complémentaires de l'an V, et se surpassa dans cette occasion, d'après le rapport qu'en fit Baraguay-d'Hilliers, chef de l'état-major général. Cependant la force de l'ennemi, et surtout la présence du prince Charles, obligèrent les Français à abandonner momentanément la ville qu'ils venaient de conquérir. La retraite eut lieu dans le plus grand ordre. « A cette époque, le général Lecourbe ayant été nommé général en chef de l'armée du Rhin, ce fut le général Ney qui, en attendant son arrivée, en eut le commandement. Il transféra son quartier général à Strasbourg afin de veiller sur les mouvemens du prince Charles qui venait de quitter le Haut-Rhin. Les opérations militaires n'étaient pas alors très-actives; elles se bornèrent

à quelques marches, à quelques combats où la victoire du moins fut fidèle à nos armes. Les différentes attaques qu'il fit faire, dans les premiers jours de vendémiaire, depuis Seltz jusqu'à Mayence, réussirent complètement; le général de brigade Nansouty surprit, à Sandhofen, une compagnie de Hulans; le général Lorcet entra dans Francfort; Hochstett fut enlevé de vive force; le pont de la Nidda ayant été coupé, l'infanterie passa cette rivière malgré un feu terrible de mousqueterie. L'ennemi avait un pont sur le Mein, défendu par plus de quatre mille paysans, il fut emporté et brûlé. Un grand nombre de ces paysans périt dans l'action. (Lettre de Ney au général Colaud, en date du 15 vendémiaire.)

Après la nouvelle organisation de l'armée, le général Ney prit le commandement d'une division de l'aile gauche. Le premier mouvement qu'il fit avait pour but de s'emparer de Manheim et de rétablir le pont sur le Rhin, afin de faciliter aux autres divisions de l'armée les moyens de se réunir. Cette expédition eut tout le succès qu'on devait attendre de ses talens et de son activité. Il frappa la ville d'une contribution de 500,000 francs qu'il réduisit quelques jours après à 340,000, marcha ensuite à la tête de son corps composé de vingt mille hommes (infanterie et cavalerie) vers Aschaffembourg, et reçut du général Lecourbe l'ordre de s'avancer en Souabe, sur le petit corps d'armée du prince de Schwarzenberg qui se replia devant lui.

« Attaquée le 12 brumaire près de Lauffen par des forces supérieures, et se trouvant tellement avancée qu'elle ne pouvait plus recevoir de secours d'aucun corps de l'armée, l'avant-garde de sa division eut

soutenir un combat meurtrier contre un gros corps de
 coupes que le prince Charles conduisait au siège de
 Philipsbourg; elle fut même un moment enveloppée;
 mais la 27.^e demi-brigade et le 1.^{er} régiment de chas-
 seurs la dégagèrent et lui permirent de se replier sur
 sa division. Le général Ney se signala de nouveau dans
 cette circonstance : une blessure grave qu'il reçut en entrant
 à Stuttgart le mit hors de combat. Son quartier général
 trouvait le 15 à Neckesheim, à deux lieues environ
 au-dessous d'Heilbron. Il était à peine rétabli que les
 coupes le revirent à leur tête. Il commandait l'aile
 droite de l'armée du Rhin, et le général Legrand l'aile
 gauche, lorsque Lecourbe ayant reçu l'ordre de se
 rendre en Helvétie, le commandement en chef des trois
 corps d'armée fut confié à notre compatriote, en atten-
 dant l'arrivée de Moreau. A la journée de Moëskirch,
 le 15 prairial, il attaqua l'ennemi dans sa retraite avec
 une audace ordinaire, le mit en désordre et lui en-
 leva environ dix-huit cents prisonniers. Le succès de
 la bataille de l'Iller fut également dû, en grande partie,
 à sa division. Le général Ney, après avoir débouché
 sur le pont de Kilmentz, s'était réuni au général Sahuc,
 qui avait poussé l'ennemi jusqu'à Dietsenheim. Il était à
 peine dans ce village qu'une forte colonne déboucha,
 avec huit pièces de canon, sur Kirberg où deux batail-
 lons de la 76.^e, faisant partie de la brigade de gauche
 du général Ney, ne purent se soutenir. Il était instant
 ément repousser l'ennemi qui se trouvait en face du pont
 de Kilmentz. Le lieutenant général Grenier ordonna à
 Ney de faire une contre-marche et d'attaquer Kirberg.
 Le général y marcha avec la brigade Bonnet, et y

déploie cette vigueur qui le caractérisait. Un bataillon de la 48.^e, qui formait la tête de la colonne, ne leva le plateau l'arme au bras, et sans répondre par un seul coup de fusil au feu le plus vif de l'artillerie et de la mousqueterie. Cette attaque impétueuse, soutenue par le 8.^e régiment de chasseurs et la 54.^e, débute l'ennemi qui, resserré dans une route à moitié frayée au milieu des bois, laissa sur ce point en douze cents prisonniers, son artillerie et ses caissons.

Cette description, donnée par MM. Babié et Beauvais dans leur Galerie militaire est pleine de vérité. Il est difficile de produire en d'autres termes, c'eût été peut-être l'affaiblir.

Chargé du blocus d'Ingolstadt, Ney était absent de la ville dans la nuit du 27 au 28 messidor. La garnison de cette ville fit une vigoureuse sortie sur la rive gauche du Danube, et força nos avant-postes de se replier jusqu'à Estesheim. Ney, étant arrivé à sept heures, revint avec promptitude deux escadrons du 13.^e de dragons, un escadron du 8.^e de chasseurs, et le 2.^e de hussards, et emporta le village de Gaimersheim que l'ennemi occupait en force. Chassés de ce point, les Autrichiens gagnèrent les hauteurs de Wedsteltten et d'Oberhausen. Ney se disposait à une seconde attaque; mais un fort de quatre bataillons et de six bouches à feu opposé à l'ennemi, contraignit ce général à demeurer quelque temps sur la défensive. Ayant pris de nouvelles dispositions, il ordonna une charge qui couronna le succès. L'infanterie ennemie s'enfuit en désordre : poursuivie jusque sous les batteries d'Ingolstadt, elle laissa entre nos mains trois pièces de canon, leurs caissons, et six cents prisonniers, parmi les

un lieutenant-colonel et quinze officiers. L'audace et le talent que déploya le général Ney dans cette affaire, méritent au-dessus de tout éloge.

Ney ne se borna pas à ces exploits. Le 23 prairial an IX, il rencontra l'ennemi au-dessus de Ganershauffen, le battit et le mit en déroute jusqu'à Weisseinhorn. Il prit ensuite une part fort active au succès de la mémorable journée de Hohenlinden; et l'impétuosité avec laquelle il se porta dans le défilé de Matempport, où il prit tout ce qui s'était engouffré dans le bois, ajouta à la gloire d'un des plus beaux triomphes de la révolution. Il avait été soutenu, dans son mouvement, par Grouchy et par notre illustre compatriote Richemont. (Voy. son article.) Dans la journée du 10 frimaire, Ney, aussi prudent qu'audacieux, ne demeura pas au-dessous de sa réputation. Il reprit l'offensive sur l'ennemi, avec un avantage marqué, força huit bataillons à battre en retraite, les poursuivit à plus d'une demi-lieue, et leur enleva deux caissons, une pièce de canon et des prisonniers.

La courte et fugitive paix de Lunéville ayant été rompue, le général Ney retourna en France, et Bonaparte, du fond des déserts de l'Afrique, n'avait cessé de suivre le sort des guerriers dignes de soutenir les intérêts de sa gloire et de sa puissance, fit le plus obligeant accueil à Ney, et lui donna un beau sabre égyptien, en témoignage de l'estime qu'il lui portait. Plusieurs fonctions honorables lui furent successivement confiées. Nommé d'abord à celles d'inspecteur général de cavalerie, le premier consul l'envoya ensuite comme ministre plénipotentiaire auprès de la

République helvétique, théâtre de toutes les ourdies contre la France. Jamais la confiance du gouvernement ne fut mieux placée. Ney se rendit en Suisse, et prépara par son zèle, sa fermeté et ses talens, le traité de médiation du 19 février 1803 ainsi un terme aux troubles qui désolaient l'Helvétie et contribua puissamment à former les liens qui l'unissent depuis à la France. Voici le discours qu'il prononça le 4 juillet 1803 (15 messidor an XI), en présence de la diète assemblée :

« Messieurs les Députés,

« La sollicitude du premier consul envers la Suisse n'est plus aujourd'hui un problème systématique. Des hommes bien pensans, honorés de la confiance du premier consul, commettans et réunis dans cette enceinte, sont vivement pénétrés de l'importance des travaux dont ils ont à traiter pendant la durée de la diète; ils se persuadent aisément que les intentions du premier consul sont constamment dirigées vers le bonheur, la liberté et l'indépendance de l'Helvétie : tout son désir est de fortifier ces liens d'affection et de bon voisinage qui ont existé depuis tant de siècles entre les deux nations.

« Dès que le grand homme qui gouverne la France a connu la véritable position de la Suisse si longtemps en butte aux factions révolutionnaires et aux agitations intestines, il a pris la ferme résolution d'enchaîner jamais la discorde et tous les fléaux dévastateurs qui se traînent à sa suite; de ramener ses habitans à l'ordre et de les convaincre qu'une nation qui s'est toujours signalée par la franchise et la loyauté de son caractère, ne peut être que digne de sa protection spéciale.

« La journée du dix-huit brumaire an VIII, d'où la France date de sa renaissance à la prospérité, est aussi l'époque où les Suisses ont dû commencer à espérer un ordre de choses plus stable et plus conforme à leurs vœux. Leur attente se trouve justifiée; et si elle ne l'a pas été plus tôt, c'est que les plaies profondes de la révolution française ne pouvaient se cicatriser tout-à-coup; que les grands changemens devenaient indispensables dans l'État et absorbaient les momens précieux que Bonaparte consacrait au bonheur des peuples, dont il avait si glorieusement défendu les intérêts : ce sont ses succès qui ont amené la tranquillité dont vous jouissez maintenant, et qu'il dépend de vous de perpétuer.

« L'acte de médiation du 30 pluviôse an II (19 février 1803), chef-d'œuvre de législation et l'admiration des plus célèbres publicistes, a été présenté avec cette unanimité qui caractérise ce génie extraordinaire : l'empressement que vous avez montré à l'accueillir et les témoignages de reconnaissance que vous avez manifestés pour ce bienfait inappréciable, sont des garans incontestables du bonheur que vous avez lieu d'en attendre.

« Vous êtes tous convaincus, messieurs les Députés, que la prospérité dont jouissait la Suisse avant l'époque malheureuse des fluctuations révolutionnaires, provenait essentiellement des bienfaits sans nombre de la monarchie française, soit par les traités d'alliance défensive, le commerce et de capitulations militaires, soit par les forces imposantes qu'elle pouvait à chaque instant déployer contre toute puissance qui aurait voulu porter atteinte à votre territoire, ou à votre constitution fédérale. Eh bien ! messieurs les Députés, ces mêmes bien-

supériorité de l'ennemi, marche en avant, suivi de la 20.^e demi-brigade d'infanterie légère, et gagne le sommet de la première hauteur. Plusieurs charges de cavalerie ont lieu; le 11.^e régiment de dragons et de chasseurs se couvrent de gloire, et le premier de ces deux corps s'étant replié à propos, attire la cavalerie autrichienne dans une embuscade dressée par l'infanterie de la division Colaud qui avait opéré un moment pour soutenir l'avant-garde. Une décharge de mousqueterie et celle de plusieurs canons chargés de mitraille met le désordre dans les rangs de la cavalerie ennemie; mais elle se rallie, cerne et attaque avec violence le village d'Obermel dont nos troupes s'étaient emparées. Ney charge cette cavalerie avec la plus grande impétuosité; la résistance est aussi vive que l'attaque, mais n'est qu'à neuf heures du soir, après avoir été repoussée quatre fois, que notre compatriote reste maître du village et du champ de bataille. Ces détails se trouvent consignés dans un rapport de Jourdan où il fait le grand éloge de Ney.

Le 5 thermidor, l'armée autrichienne, forcée de quitter Wurtzbourg, avait laissé dans la place mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux. Profitant de l'avantage qu'il a remporté d'Obermel, arrive le 6 sous les murailles de Wurtzbourg suivi d'un simple détachement de cent hommes qui chasse une partie de la légion de Bussy qui veut opposer à sa marche audacieuse, et manœuvre avec une habileté qu'il paraît se multiplier. Il s'avance enfin fièrement aux portes de la ville, et somme le gouverneur intimidé de se rendre à l'instant même. Une cap

est aussitôt signée; Wurtzbourg tombe au pouvoir Français.

Dans le mouvement que fit l'armée pour prendre position entre Kœnigsberg et Berg-Eberach, le général Colaud partit de Hamelbach pour se diriger par Hasfort, Zeill, où il devait appuyer sa droite. Son avant-garde trouva environ huit cents chevaux ennemis près Zeill; et quoique Ney qui la commandait n'eût que quatre cents hommes du 6.^e de chasseurs du 14.^e de dragons, il n'hésita pas à ordonner la charge, et par sa manœuvre brillante et la valeur des troupes, il parvint à culbuter l'ennemi, et lui fit des prisonniers. L'ennemi s'enfuit en pleine déroute jusqu'au village d'Ebelsbach, où, protégé par l'infanterie, cherchait à se rallier; mais l'infanterie de l'adjutant-général Ney arrive, et, sans lui donner le temps de reconnaître, attaque l'infanterie et cavalerie, et l'oblige à repasser le Mein. Ney combattait alors sous les yeux de Kléber qui commandait par intérim l'armée de Sambre-et-Meuse. La division ayant quitté sa position sous Bamberg pour marcher sur Forckheim, trouva l'ennemi en force dans la plaine et sur les hauteurs. Le général Wartensleben y commandait en personne : l'avant-garde, aux ordres du général Ney, accueillie par une décharge de quatorze pièces d'artillerie; quoiqu'il n'en eût que deux à leur opposer, il ne perdit pas contenance, et, réunissant la cavalerie à l'audace, il débusqua l'ennemi de sa première position. Le général Colaud, arrivé sur ces entrefaites, força les Autrichiens à rentrer précipitamment dans la place. Ney fut chargé de sommer le commandant

réunis chez lui dans un banquet magnifique donné au milieu de l'avenue du château de Reck. Près de trois cents convives assistaient à cette fête impériale.

Quelque temps après, le prince régent de Portugal envoya au maréchal Ney la décoration de l'ordre du Christ.

Pendant que Napoléon recueillait à lui seul l'héritage de la révolution, l'Autriche, aussi constante dans sa haine que la France pouvait l'être dans ses succès, recommençait une nouvelle lutte qui devait compromettre son existence. Ney quitte aussitôt le camp de Boulogne à la tête du corps qu'il y commande, et qui doit former le 6.^e corps de la grande-armée, passe le Rhin, s'empare des débouchés du Danube, occupe toute la Carinthie dès la fin de décembre, s'empare de Trente, des lagunes de Venise, et s'établit ensuite sur le haut Adige.

L'année suivante, la Prusse voulant s'opposer à la confédération du Rhin qui venait de naître sous l'influence du traité de Presbourg, appela Napoléon à de nouvelles hostilités. Une armée formidable, composée de sept corps, est organisée sur-le-champ, et Ney, à la tête de l'un d'eux, va cueillir de nouveaux lauriers dans les plaines d'Iéna. Il poursuit ensuite vivement l'ennemi, bloque l'importante place de Magdebourg, se prépare avec activité à en faire le siège, et reçoit sa capitulation le 8 octobre. Seize mille hommes, vingt généraux, près de huit cents pièces de canon, des magasins de toute espèce tombent en son pouvoir. Cette prise termina, en quelque sorte, cette campagne de trente jours, si féconde en heureux résultats.

Le 16 novembre, Ney fait son entrée à Berlin à la

ête de son avant-garde, après s'être emparé d'Insruck et de Hall ; il se dirige ensuite vers la Pologne, passe la Vistule, repousse l'ennemi de Thorn et s'en empara le 6 décembre. Chargé de manœuvrer pour détacher le lieutenant général prussien Lestocq de l'Wrka, leborder et menacer ses communications, et pour le couper des Russes, Ney dirigea ces mouvemens avec son habileté et son intrépidité ordinaires. Le 26, après plusieurs engagemens, il culbuta sept mille Prussiens qui espéraient, à l'abri des marais et des obstacles dont la ville de Soldau est environnée, demeurer à l'abri de toute attaque. Six pièces de canon, plusieurs drapeaux et beaucoup de prisonniers sont demeurés entre les mains du vainqueur.

Après plusieurs mois passés en négociations pour la paix, la Russie ayant attaqué de nouveau nos avant-postes, Ney eut à soutenir le 5 juin, sur les hauteurs d'Altkirken, de Guttstadt et de Volsdorff où était campée son armée, les efforts du général en chef russe, du grand-duc Constantin, de la garde impériale, et de trois divisions. L'ennemi fut partout repoussé ; mais le maréchal français s'étant aperçu que les forces qui lui étaient opposées s'élevaient à plus de quarante mille hommes, il battit en retraite et porta son camp à Ackendorff. Attaqué le lendemain à Deppen, il déploya un talent et une intrépidité qui lui méritèrent la victoire, et se porta le 8 à Guttstadt, avec l'empereur et le maréchal Lannes. Toutes les positions en avant de cette ville furent occupées par nos troupes, et, à huit heures du soir, nous entrâmes à Guttstadt.

La conduite brillante de Ney à Friedland, où il

commandait l'aile droite, lui valurent de Napoléon le témoignage flatteur que cette partie de l'armée avait décidé la victoire; et le soldat, enthousiasmé de son courage intrépide, le décora du titre glorieux de *Brave des braves*. Arrivé le 17 à Insterbourg, il y fit environ mille prisonniers, et s'empara de nombreux magasins. Peu de jours après, l'empereur le créa duc d'Elchingen.

Napoléon venait d'envahir la Péninsule ibérique, et déjà une insurrection générale faisait pressentir à quel point cette agression pouvait devenir fatale au conquérant dont tout jusqu'alors semblait secourir les vastes projets. Destiné à prendre part à cette nouvelle guerre, Ney, à la tête du 7.^e corps, fit partie de l'armée qui s'empara de Madrid, et soumit plus tard la Galice et les Asturies. Le 25 octobre 1808, il avait son quartier général à Guardia; le 22 novembre, il se porta à Soria, l'ancienne Numance, désarma la ville, établit un comité pour administrer la province, fait marcher ensuite son avant-garde sur Agreda pendant que sa cavalerie légère, stationnée à Médina-Celi, battait la route de Saragosse à Madrid. Le 26, il se porta, par Tarraçone, sur Borja, s'empara de trente-sept pièces de canon, d'une grande quantité d'armes, et d'un bon nombre de prisonniers, et arrive à Guadalaxara, dans les premiers jours de décembre. Le 28, après quelques succès sur l'armée espagnole, Ney établit son quartier général à Villafra. Le 19 mai, il entre à Oviedo, poursuit les ennemis jusqu'au port de Gijon, dans l'espoir d'y atteindre la Romana et Santa-Cruz, et parvient, après une infinité de marches pénibles et de combats partiels, à pacifier entièrement le nord de l'Espagne. Le 23, il

se trouvait en communication avec le corps du duc de Dalmatie qui venait de passer le Minho à Orense. Voici, en reste, deux lettres écrites par Ney lui-même au ministre de la guerre, et qui feront parfaitement connaître ses opérations de ce grand capitaine.

Oviédo, 21 mai 1809.

« J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que l'expédition des Asturies avait été concertée avec le général Kellermann aussitôt après son arrivée à Lugo. Cette opération importante a été promptement terminée.

« Je partis le 13 de Lugo avec le 25.^e d'infanterie légère, les 27.^e et 59.^e de ligne seulement, le 3.^e de mousards, le 25.^e de dragons, huit pièces d'artillerie de montagne, portées à dos de mulet, 200,000 cartouches de réserve et sept jours de biscuit. Cette division, commandée par le général Maurice Mathieu, était divisée en quatre brigades aux ordres des généraux Lorcet, Labassée, Marcognet et Bardet. Les troupes prirent position le même jour dans le val de Pedroso.

« Le 14, on campa à Navia de Suarna; on échangea quelques coups de fusil en y entrant, et nous y fîmes vingt-cinq prisonniers. J'appris que l'armée dite de Galice, forte de trois mille hommes de troupes de ligne et d'une multitude de paysans armés, était campée à Fuensagrada et Péguin; j'aurais pu, dès le 15, l'attaquer à revers, et le succès n'était pas douteux; mais je préfèrai profiter de l'ignorance où l'ennemi était de mes desseins, pour gagner quelques marches, tomber tout à coup au centre de ses forces, et en rendre ainsi la réunion impossible. Il supposait, sans doute, qu'arrivé à Navia de Suarna, je changerais de direction à droite, pour regagner la

réunis chez lui dans un banquet magnifique donné au milieu de l'avenue du château de Reck. Près de trois cents convives assistaient à cette fête impériale.

Quelque temps après, le prince régent de Portugal envoya au maréchal Ney la décoration de l'ordre du Christ.

Pendant que Napoléon recueillait à lui seul l'héritage de la révolution, l'Autriche, aussi constante dans sa haine que la France pouvait l'être dans ses succès, recommençait une nouvelle lutte qui devait compromettre son existence. Ney quitte aussitôt le camp de Boulogne à la tête du corps qu'il y commande, et qui doit former le 6.^e corps de la grande-armée, passe le Rhin, s'empare des débouchés du Danube, occupe toute la Carinthie dès la fin de décembre, s'empare de Trente, des lagunes de Venise, et s'établit ensuite sur le haut Adige.

L'année suivante, la Prusse voulant s'opposer à la confédération du Rhin qui venait de naître sous l'influence du traité de Presbourg, appela Napoléon à de nouvelles hostilités. Une armée formidable, composée de sept corps, est organisée sur-le-champ, et Ney, à la tête de l'un d'eux, va cueillir de nouveaux lauriers dans les plaines d'Iéna. Il poursuit ensuite vivement l'ennemi, bloque l'importante place de Magdebourg, se prépare avec activité à en faire le siège, et reçoit sa capitulation le 8 octobre. Seize mille hommes, vingt généraux, près de huit cents pièces de canon, des magasins de toute espèce tombent en son pouvoir. Cette prise termina, en quelque sorte, cette campagne de trente jours, si féconde en heureux résultats.

Le 16 novembre, Ney fait son entrée à Berlin à la

pièces de canon au pont de Pennasflor, et porta le reste de ses troupes à Gallegos, pour défendre également le pont sur la Nora; ces deux détachemens étaient munis d'outils et de poudre pour faire au besoin sauter les ponts. Tranquille après ces dispositions, la Romana resta à Oviédo et envoya aux généraux Mahy et Mantizabal l'ordre de rétrograder par Salime et Lapola de Allande, pour nous couper la retraite.

« Le 18, à six heures du matin, l'avant-garde avait évacuée la Narcéa et se dirigeait sur Grado; à huit heures, toute la cavalerie et un bataillon du 25.^e légère marchèrent pour la soutenir : l'ennemi qu'elle avait trouvé à Grado fut culbuté avec une extrême rapidité jusque près de Pennasflor; toutes les hauteurs étaient couvertes de paysans, et le feu devint extrêmement vif de tous côtés.

« J'ordonnai au général Lorcet d'enlever le pont à la sautoir; cet ordre fut exécuté avec la plus grande audace, les deux pièces de canon furent prises, et on passa au fil de l'épée tout ce qu'on put atteindre d'ennemis. La cavalerie était en bataille dans une petite plaine et maintenait nos communications; mais il fallut renoncer, parce que je voulais profiter de la terreur de l'ennemi pour enlever le pont de Gallegos. En conséquence, je laissai le bataillon du 25.^e pour garder le pont et les hauteurs de Pennasflor, tandis que le bataillon de voltigeurs d'avant-garde et cinquante hussards marchèrent sur Gallegos; ce dernier pont fut assez bien défendu par le régiment de la princesse, mais néanmoins fut enlevé, ainsi qu'une pièce de douze. On poursuivit l'ennemi à une petite distance, et on revint se barricader sur le pont pour y attendre la réunion des brigades.

Cependant, le passage de la Narcéa avait continué pendant tout le jour et toute la nuit; le 19, à six heures du matin, la division était en marche sans avoir perdu un seul homme dans ce passage si dangereux. Les fuyards ennemis, auxquels s'étaient réunis plusieurs milliers de paysans, faisaient le coup de fusil sur toute la profondeur de ma colonne, depuis Gallegos jusqu'à Consellana: il fallait une compagnie pour porter les ordres d'une brigade à l'autre, quoiqu'elles fussent flanquées.

« La Romana, apprenant la défaite de ses troupes, s'enfuit d'Oviédo; les magasins et les plus riches maisons de la ville furent pillés par les paysans et la populace. Ce pillage eut des suites funestes. Ces malheureux, ivres d'eau-de-vie, entreprirent de défendre la ville et firent feu dans toutes les rues, mais avec un tel désordre que nos soldats, fatigués de tuer, se contentèrent, à la fin, de les désarmer et de les chasser de la ville.

« Le 19, à neuf heures du soir, la 3.^e et la 4.^e brigades étaient dans Oviédo; l'avant-garde et la 1.^{re} brigade prenaient position à l'enbranchement de la route de Gijon et d'Avilès, ainsi qu'à Coyes et Lagnès, sur la Nora.

« La Romana s'est embarqué à Gijon, le 19, à cinq heures du matin, avec les membres de la junte, sur une corvette espagnole, retenue en vue par les vents contraires: il a pu apercevoir l'entrée des Français.

« Le 20, les troupes entrèrent à Gijon; on a trouvé dans cette ville et à Oviédo plus de deux cent cinquante milliers de poudre, autant de plomb, beaucoup d'artillerie, de fusils et d'équipemens militaires, tout cela fourni par les Anglais. Deux brigantins de la même nation, chargés de divers effets, ont été incendiés par

ennemi au moment de son départ; nos soldats sont venus à en sauver un.

« Aujourd'hui, une petite colonne d'infanterie que j'ai envoyée sur la Polade-Lona, a fait sa jonction avec la tête des troupes du général Kellermann qui arrive ce soir ici; cette colonne a trouvé l'ennemi et l'a détruit.

Demain, je pars d'ici, pour marcher contre l'armée insurgée, dite de Galice; je sais que les chefs sont extrêmement embarrassés; j'espère disperser leurs troupes et retourner dans mon ancienne position.

Autant qu'on peut juger dans ce premier moment à disposition des esprits, le peuple paraît las de la guerre; la Romana et les autres chefs sont détestés!.....

Il est très-difficile d'apprécier la perte de l'ennemi; elle doit avoir été énorme, car toute la route, depuis la Corogne jusqu'à Oviédo, est jonchée de cadavres.

Notre perte ne mérite pas la peine d'être citée.

Nous avons retrouvé beaucoup de soldats du 6.^e léger et plusieurs régimens du 2.^e corps.

Signé le maréchal duc d'Elchingen, NEY. »

3 juin 1809.

« Monseigneur,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, le 21 du mois dernier, un rapport sur l'expédition des Asturies; il me reste maintenant à vous rendre compte du retour de mes troupes en Galice, des obstacles qu'elles ont eu à vaincre pendant leur marche, et des événemens qui ont eu lieu dans cette vaste province pendant mon absence.

Le 21, le général Kellermann arrivait à Oviédo, et ses troupes relevaient successivement les garnisons à

Gijon, Avilès et dans les positions importantes de Pennaflor et Gallegos. Après avoir arrêté avec ce général les dispositions nécessaires pour le maintien de la tranquillité dans le pays, je me suis remis en marche.

« Le 22, je suis arrivé à Avilès où le général Marcognet avait eu, deux jours auparavant, une belle affaire contre les insurgés qui y ont perdu deux cents hommes, et dans laquelle le 25.^e de dragons et le 39.^e de ligne se sont distingués.

« La marche de mes troupes s'exécutait la gauche en tête; elle était ouverte par le colonel Ornano, avec un escadron de dragons suivi du 59.^e de ligne, sous les ordres du général Bardet.

« Le colonel Ornano prit position sur la Nalon avec quelques compagnies de voltigeurs, vis-à-vis Muros; il avait ordre de réunir sur ce point le plus grand nombre possible de bateaux; une autre colonne remontait la rivière pour le même objet jusqu'à Pravia, d'où elle ramena des barques chargées de douze mille rations de vivres destinées à des troupes qui devaient venir nous disputer le passage.

« J'avais fait partir d'Avilès, sous les ordres du chef de bataillon Regnard, mon aide-de-camp, une petite flotille armée de quelques pièces d'artillerie et de cent vingt hommes d'infanterie pour longer la côte, ramasser des barques et entrer successivement dans la rivière que nous avions à traverser.

« Le 23, les insurgés bordaient les hauteurs à la gauche de la Nalon; quelques embarcations suffirent pour disperser ce rassemblement qui perdit quarante-cinquante hommes. Le passage, commencé à trois heures,

du matin, fut terminé à dix heures du soir; les chevaux de la cavalerie traversèrent la rivière à la nage. L'arrière-garde venant de Gijon n'effectua son passage que dans la matinée du lendemain.

« Le 24, toutes les troupes étaient en marche dès le point du jour pour se diriger sur Luarda; un gué fut reconnu sur le Caneiro, et l'infanterie put passer sur un pont de charriots sans être inquiétée par l'ennemi. L'arrière-garde rejoignit la première brigade et se trouva dès lors réunie au reste de mes troupes; la flottille continuait de longer la côte, augmentant toujours le nombre de ses barques; elle avait ordre d'entrer dans la Navia; mais, arrivée à la hauteur du Cap de San-Pédro, elle fut attaquée par un corsaire et un gros chasse-marée qu'elle força à prendre le large après un combat opiniâtre de trois heures.

« Le 25, à la pointe du jour, la colonne traversa Luarda; la tête était déjà sur la Navia; des milices et une multitude de paysans en défendaient le passage avec deux pièces de 24, une de 8 et une de 6, servies par des canonniers de la côte. Cette troupe fit à notre arrivée un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie. Le colonel Ornano, détaché pour reconnaître la rivière, trouva un gué vis-à-vis Coanna; aussitôt les voltigeurs montèrent en croupe derrière les dragons, et l'ennemi, attaqué en flanc, précipita sa retraite; mais s'étant aperçu trop tard de notre mouvement, il éprouva une grande perte et les dragons en sabrèrent un très-grand nombre. Tandis qu'on passait au gué, plusieurs nageurs, à la tête desquels se trouvait le capitaine du génie Tressard, traversaient la rivière sous le feu des batteries, poussant

Cependant, le passage de la Narcéa avait continué pendant tout le jour et toute la nuit; le 19, à six heures du matin, la division était en marche sans avoir perdu un seul homme dans ce passage si dangereux. Les fuyards ennemis, auxquels s'étaient réunis plusieurs milliers de paysans, faisaient le coup de fusil sur toute la profondeur de ma colonne, depuis Gallegos jusqu'à Consellana: il fallait une compagnie pour porter les ordres d'une brigade à l'autre, quoiqu'elles fussent flanquées.

« La Romana, apprenant la défaite de ses troupes, s'enfuit d'Oviédo; les magasins et les plus riches maisons de la ville furent pillés par les paysans et la populace. Ce pillage eut des suites funestes. Ces malheureux, ivres d'eau-de-vie, entreprirent de défendre la ville et firent feu dans toutes les rues, mais avec un tel désordre que nos soldats, fatigués de tuer, se contentèrent, à la fin, de les désarmer et de les chasser de la ville.

« Le 19, à neuf heures du soir, la 3.^e et la 4.^e brigades étaient dans Oviédo; l'avant-garde et la 1.^{re} brigade prenaient position à l'embranchement de la route de Gijon et d'Avilès, ainsi qu'à Coyes et Lagnès, sur la Nora.

« La Romana s'est embarqué à Gijon, le 19, à cinq heures du matin, avec les membres de la junte, sur une corvette espagnole, retenue en vue par les vents contraires; il a pu apercevoir l'entrée des Français.

« Le 20, les troupes entrèrent à Gijon; on a trouvé dans cette ville et à Oviédo plus de deux cent cinquante milliers de poudre, autant de plomb, beaucoup d'artillerie, de fusils et d'équipemens militaires, tout cela fourni par les Anglais. Deux brigantins de la même nation, chargés de divers effets, ont été incendiés par

rent successivement de Betanzos, afin d'être en mesure d'agir vigoureusement contre le corps de la Carera qui occupait San-Yago.

Hier, 2 juin, mon avant-garde est rentrée dans cette ville; l'ennemi s'est retiré sur Elpadron et Pontevedra.

Pendant la marche pénible des troupes sur Oviédo sur leur retour en Galice, depuis le 13 mai jusqu'au 26, nous ont été constamment en mouvement depuis quatre heures du matin jusqu'à neuf à dix heures du soir; elles ont eu à gravir des montagnes escarpées et à traverser les sentiers les plus impraticables que j'aie vus de ma vie; l'ennemi, dans quelque position qu'il ait été, n'a pu résister: enfin, il est impossible de montrer plus de dévouement au service de sa majesté que n'en ont manifesté dans cette circonstance tous les généraux, les officiers et les soldats.

La perte que nous avons faite dans l'expédition des troupes est peu importante. Nous avons délivré une grande partie du bataillon du 6.^e légère pris à Villanueva, et plusieurs centaines de soldats des 2.^e et 6.^e régiments.

« Le maréchal duc d'Elchingen, signé NEY. »

Peu de tems après, Ney, arrivé à Placencia, se porta sur Salamanque, Madrid et Valladolid. Au mois de juillet, il assiégea Ciudad-Rodrigo, place forte de la province de Léon, défendue par une garnison de sept mille hommes, et y entra après vingt-cinq jours de tranchée ouverte. Le mois suivant, il pénétra en Portugal où il continua de bien mériter de la patrie. Lors-après six mois d'occupation, l'armée, sans munitions, contrainte à la retraite, le 7.^e corps, réduit à six

Gijon, Avilès et dans les positions importantes Pennaflor et Gallegos. Après avoir arrêté avec ce genre les dispositions nécessaires pour le maintien de la tranquillité dans le pays, je me suis remis en marche.

« Le 22, je suis arrivé à Avilès où le général M. cognet avait eu, deux jours auparavant, une belle affaire contre les insurgés qui y ont perdu deux cents hommes et dans laquelle le 25.^e de dragons et le 39.^e de ligne sont distingués.

« La marche de mes troupes s'exécutait la gauche tête; elle était ouverte par le colonel Ornano, avec escadron de dragons suivi du 59.^e de ligne, sous ordres du général Bardet.

« Le colonel Ornano prit position sur la Nalon avec quelques compagnies de voltigeurs, vis-à-vis Murzon; il avait ordre de réunir sur ce point le plus grand nombre possible de bateaux; une autre colonne remontait la rivière pour le même objet jusqu'à Pravia, d'où elle ramena des barques chargées de douze mille rations de vivres destinées à des troupes qui devaient venir nous disputer le passage.

« J'avais fait partir d'Avilès, sous les ordres du colonel de bataillon Regnard, mon aide-de-camp, une petite flotille armée de quelques pièces d'artillerie et de cent vingt hommes d'infanterie pour longer la côte, ramasser des barques et entrer successivement dans la rivière que nous avions à traverser.

« Le 23, les insurgés bordaient les hauteurs à gauche de la Nalon; quelques embarcations suffirent pour disperser ce rassemblement qui perdit quarante-cinq hommes. Le passage, commencé à trois he

lui : c'étaient les sept mille hommes de son corps livrés à eux-mêmes, n'ayant de ressource que dans le courage, vomissaient la mort dans les rangs ennemis, contenaient avec fierté plus de vingt mille hommes tués par Kutusow, et obtenaient une capitulation honorable qui leur permettait d'inscrire sur la bannière d'exil : *Tout est perdu, fors l'honneur*. Nous tenons des détails de plusieurs officiers de ce corps d'armée, nous pouvons en garantir l'exactitude.

Ney, après avoir franchi mille obstacles avec la poignée de braves qu'il avait pris pour escorte, rejoignit l'armée française qui, depuis plusieurs jours, les croyait perdus ou ensevelis sous la neige. Ils furent accueillis par les exclamations de leurs compagnons d'armes, et Napoléon pressa le maréchal dans ses bras, en se félicitant lui-même de la conservation inespérée d'un aussi précieux soutien. « Jamais peut-être, a dit un écrivain, un général d'armée, au milieu du plus éclatant triomphe, excité plus d'ivresse, n'a été accueilli avec plus de respect. »

Peu de temps après, le passage de la Bérésina s'effectua, et Ney, qui avait pris le commandement en chef du 2.^e, 3.^e et 5.^e corps, eut la gloire de sauver les débris d'une armée presque anéantie.

Depuis cette action d'éclat, Ney redevint lui-même; il fut le dernier à se retirer, protégeant toujours, au prix de sa vie, la retraite du dernier soldat, ranimant l'énergie éteinte, et valant à lui seul d'épais bataillons. On le vit à Wilna, à Kowno, au passage du Niémen, ménager avec un zèle digne d'éloges les derniers débris de la plus belle et de la plus vaillante armée

que la France ait jamais lancée hors de son territoire.

En 1813, Ney livra le combat de Weissenfels, en Saxe, et n'en obtint aucun résultat. Il contribua, le surlendemain, avec le prince Eugène, avec les maréchaux Mortier, Macdonald, Marmont, les généraux Drouot, Latour-Maubourg, etc., à réparer les vices des dispositions générales prises au commencement de la bataille de Lutzen. Les jours suivans, il prit une part active à différens combats, et commanda un des quatorze corps dont se composait la grande armée. Le 15 août, son chef d'état-major Jomini, passé à l'ennemi, révéla le secret de ses combinaisons stratégiques. Aussi, ayant marché sur Berlin à la tête des corps du maréchal Oudinot et du général Regnier, il fut défait complètement à Dennewitz par Bernadotte et Bulow qui lui firent perdre les deux tiers de son artillerie, ses munitions, ses bagages et plus de douze mille hommes. Les débris de ses troupes s'échappèrent vers Torgau. Cet événement fit sur notre compatriote une vive impression. Bonaparte qui, quelques mois auparavant, l'appelait dans un de ses bulletins *le brave des braves*, et disait de lui qu'il avait *l'âme trempée d'acier*, lui témoignait toute la mauvaise humeur qu'il ressentait de cet insuccès. Ney, violemment irrité, eut peine à se contenir, reprocha vertement à l'empereur ses nombreux sacrifices d'hommes, son insatiable ambition, et tomba dans une sorte de disgrâce.

A Leipsick, Ney commandait le troisième corps. Forcé de se replier sur la France avec le reste de la grande armée, il occupait à la fin du mois de décembre 1813, avec deux mille hommes, la direction des Vosges. Au mois de

janvier, il fut rejeté, avec les maréchaux Victor et Marmont sur la rive gauche de la Marne moyenne, et obligé à battre en retraite, plus encore par l'état déplorable des troupes que par leur grande infériorité numérique. Il arrive à Châlons et à Vitry, se distingue dans les combats de Brienne, à la bataille de la Rothière, aux combats de Montmirail, de Nangis, à la bataille de Craonne livrée par trente mille Français contre cent mille ennemis, aux combats sous Laon, et paie de sa personne en une infinité d'autres affaires auxquelles la position désespérée de notre patrie donnait une importance décisive.

Ainsi, digne émule de l'empereur, défendant pied à pied le sol sacré de la patrie, on a vu le maréchal Ney victorieux dans presque tous les engagements qu'il eût avec l'ennemi, acquérir de nouveaux titres à la reconnaissance nationale, et donner des preuves multipliées d'un dévouement sublime. Mais les plus hautes conceptions du génie militaire, les exploits inouis de cinquante mille héros devaient échouer devant les efforts réunis de la raison, des haines et des intrigues de la vieille aristocratie, et de trois cent mille baïonnettes étrangères.

Napoléon, effrayé des concessions qu'il serait obligé de faire désormais à ses libérateurs; désireux, par ce seul motif, de ne devoir son salut qu'à lui-même, et ne voulant pas asseoir une monarchie constitutionnelle sur un trône où son absolutisme rivait depuis quinze ans les fers à la nation française, refusa les offres de Ney qui, voyant la cause impériale perdue sous les murs de Paris, voulait se jeter en partisan dans les Vosges, et appuyer, diriger les populations belliqueuses de la Lorraine, de l'Alsace et de la Franche-Comté.

mille hommes, formant l'arrière-garde, arrêta les progrès de l'armée anglo-portugaise forte de quarante mille combattans. Une mésintelligence éclata entre les deux maréchaux, et Ney, rentré en France en 1810, fut chargé peu après du commandement du 3.^e corps de la grande armée dans la guerre de Russie.

Notre compatriote prit la plus grande part aux sanglantes affaires de Liady, de Smolensk et de la Moskowa où il se surpassa lui-même, et dont le nom, qui lui fut décerné sur le champ de bataille même, devint à la fois le témoignage et la récompense de ses services antérieurs et de ceux qu'il rendit pendant cette campagne. Mais on a trop embelli le rôle de Ney, et fait une trop large part à son intrépide fermeté, pour que l'historien impartial ne montre pas une réserve consciencieuse. M. de Ségur, différens biographes, plusieurs auteurs de mémoires, et presque tous ceux qui ont eu occasion de parler de la retraite de Moscow, en ont fait un véritable roman où le maréchal Ney ne cesse de développer des moyens extraordinaires et une énergie véritablement antique. En effet, on ne peut disconvenir qu'à Wiazma, Smolensk, à la Bérésina, etc., il n'ait rendu des services signalés dont la patrie dut se montrer reconnaissante; mais après les combats de Krasnoï, n'ayant plus sous ses ordres, d'un corps brillant et nombreux, que sept mille hommes exténués de fatigues et de privations, Ney s'oublia au point d'abandonner son armée pour assurer sa fuite. L'ayant laissée au fond d'un immense ravin, il gagna les rives du Dniéper, avec cinq à six cents hommes, le côtoya et le franchit. A peine avait-il traversé ce fleuve qu'il entendit une vive fusillade der-

était à sa terre des Coudreaux lorsque Bonaparte, échappé de l'île d'Elbe, aborda sur les côtes de France. A la soudaine apparition de Napoléon, il parut avoir oublié les sentimens qui l'avaient attaché à la fortune et à la personne du gouvernement déchu, pour ne penser qu'aux désastres dont il prévoyait que sa présence serait l'origine. Ayant reçu du ministre de la guerre l'ordre de se rendre dans son gouvernement à Besançon, il partit immédiatement après pour Paris, se présenta devant le roi, et fit les plus grandes protestations de dévouement à sa personne. « Il faut, dit-il, couper le mal dans sa racine, et se porter à marches forcées au devant de Napoléon pour l'empêcher de gagner du terrain. » Puis, baisant la main du prince, trop confiant en ses promesses, il ajouta qu'il lui amènerait le perturbateur de l'Europe *dans une cage de fer*. (Ce furent ses expressions.) Mais cette promesse même prouve que Ney avait cessé de connaître l'esprit de l'armée et la puissante séduction qu'exerçait sur le peuple le nom seul de Napoléon. Il put se convaincre de l'un et de l'autre, en arrivant le 10 mars à Besançon où il rassembla quelques troupes pour marcher sur Lyon. Déjà toutes les troupes envoyées contre l'ex-empereur s'étaient rangées sous ses aigles, et avaient arboré les couleurs qu'elles étaient accoutumées à regarder comme l'emblème de la liberté et de l'honneur de la patrie. Des proclamations répandues dans les départemens, précédant l'armée de l'île d'Elbe, et promettant une paix honorable, l'alliance de l'Autriche et l'affranchissement du joug d'une aristocratie qui n'avait pas eu l'adresse de dissimuler ses absurdes prétentions, hâtaient le mouvement insurrectionnel et paralysaient

que la France ait jamais lancée hors de son territoire.

En 1813, Ney livra le combat de Weissenfels, en Saxe, et n'en obtint aucun résultat. Il contribua, le surlendemain, avec le prince Eugène, avec les maréchaux Mortier, Macdonald, Marmont, les généraux Drouot, Latour-Maubourg, etc., à réparer les vices des dispositions générales prises au commencement de la bataille de Lutzen. Les jours suivans, il prit une part active à différens combats, et commanda un des quatorze corps dont se composait la grande armée. Le 15 août, son chef d'état-major Jomini, passé à l'ennemi, révéla le secret de ses combinaisons stratégiques. Aussi, ayant marché sur Berlin à la tête des corps du maréchal Oudinot et du général Regnier, il fut défait complètement à Dennewitz par Bernadotte et Bulow qui lui firent perdre les deux tiers de son artillerie, ses munitions, ses bagages et plus de douze mille hommes. Les débris de ses troupes s'échappèrent vers Torgau. Cet événement fit sur notre compatriote une vive impression. Bonaparte qui, quelques mois auparavant, l'appelait dans un de ses bulletins *le brave des braves*, et disait de lui qu'il avait *l'âme trempée d'acier*, lui témoigna toute la mauvaise humeur qu'il ressentait de cet insuccès. Ney, violemment irrité, eut peine à se contenir, reprocha vertement à l'empereur ses nombreux sacrifices d'hommes, son insatiable ambition, et tomba dans une sorte de disgrâce.

A Leipsick, Ney commandait le troisième corps. Forcé de se replier sur la France avec le reste de la grande armée, il occupait à la fin du mois de décembre 1813, avec douze mille hommes, la direction des Vosges. Au mois de

était à sa terre des Coudreaux lorsque Bonaparte, échappé de l'île d'Elbe, aborda sur les côtes de France. À la soudaine apparition de Napoléon, il parut avoir oublié les sentimens qui l'avaient attaché à la fortune et à la personne du gouvernement déchu, pour ne penser qu'aux désastres dont il prévoyait que sa présence était l'origine. Ayant reçu du ministre de la guerre l'ordre de se rendre dans son gouvernement à Besançon, il partit immédiatement après pour Paris, se présenta devant le roi, et fit les plus grandes protestations de dévouement à sa personne. « Il faut, dit-il, couper le mal dans sa racine, et se porter à marches forcées au devant de Napoléon pour l'empêcher de gagner du terrain. » Puis, baisant la main du prince, trop constant en ses promesses, il ajouta qu'il lui amènerait le perturbateur de l'Europe *dans une cage de fer*. (Ce furent ses expressions.) Mais cette promesse même prouve que Ney avait cessé de connaître l'esprit de l'armée et la puissante éducation qu'exerçait sur le peuple le nom seul de Napoléon. Il put se convaincre de l'un et de l'autre, en arrivant le 10 mars à Besançon où il rassembla quelques troupes pour marcher sur Lyon. Déjà toutes les troupes envoyées contre l'ex-empereur s'étaient rangées sous ses drapeaux, et avaient arboré les couleurs qu'elles étaient accoutumées à regarder comme l'emblème de la liberté et de l'honneur de la patrie. Des proclamations répandues dans les départemens, précédant l'armée de l'île d'Elbe, et promettant une paix honorable, l'alliance de l'Autriche et l'affranchissement du joug d'une aristocratie qui n'avait pas eu l'adresse de dissimuler ses absurdes prétentions, hâtaient le mouvement insurrectionnel et paralysaient

Depuis ce moment, le maréchal Ney n'eut plus qu'un but, celui de prévenir les calamités d'une guerre civile, et de soustraire sa patrie aux horreurs de l'anarchie. Appuyé par Lefebvre, Macdonald, Oudinot, il pressa l'empereur de renoncer au trône en faveur de son fils sous la régence de Marie-Louise, et fut chargé, avec Macdonald et Caulaincourt, de faire agréer aux souverains alliés l'acte d'abdication. Pendant qu'ils traitaient de la paix, le sénat déclarait Napoléon déchu du trône, et ajoutait ainsi un acte de faiblesse coupable aux actes de servilisme dont il s'est entaché. Alexandre ayant rejeté toute autre condition que l'abdication pure et simple, Ney pressa Napoléon de se soumettre à cet humiliant abandon qu'il regardait sans doute comme le seul moyen d'obtenir encore des conditions favorables à la France. Ney fut ainsi un des premiers généraux qui se soumirent aux Bourbons. Étant allé au-devant de *Monsieur*, le 12 avril, il dit à ce prince : « Votre Altesse royale verra
« avec quelle fidélité nous saurons servir notre roi lé-
« gitime. » Il se rendit aussi à la rencontre de Louis XVIII à Compiègne, et il en fut parfaitement accueilli. Ce monarque lui conserva ses titres et ses pensions, le nomma pair de France, commandant en chef du corps royal de cavalerie, le mit à la tête de la 6.^e division militaire, et reçut son serment de chevalier de Saint-Louis, ordre dont il devint plus tard commandeur.

« Bientôt, dit M. Lardier, les fautes commises par la nouvelle administration et le mécontentement général qui en fut la suite nécessaire, devinrent le premier principe d'un des événemens les plus extraordinaires dont l'histoire puisse garder le souvenir. Le maréchal Ney

Si nous déplorons, comme tant d'autres, la facilité avec laquelle Ney s'abandonna à une impulsion dont la fermeté de son caractère semblait devoir le garantir, si nous regrettons qu'à l'instant de l'entière et subite défection de ses troupes il ne les ait pas abandonnées pour venir à Paris attendre un résultat qui paraissait certain, mais que son rang, sa position et son caractère lui défendaient de considérer comme tel; qu'on ne cherche point, dans cette manière de voir, une accusation, mais bien plutôt l'expression de la douleur inspirée par la catastrophe dont la conduite du maréchal Ney fut le principe.

Napoléon ayant réorganisé l'armée française sur un pied respectable, et porté vers les frontières les troupes qui méritaient sa confiance, Ney, après avoir parcouru, en qualité de commissaire extraordinaire, toute la frontière du nord, reçut le commandement de l'aile gauche. Après la bataille de Ligny, il marcha sur les Quatre-Bras, attaqua l'armée anglaise et obtint un brillant succès. Obligé de se maintenir à la position de Frasnes, Ney lutta avec avantage contre un ennemi bien supérieur en nombre, et abandonna cette position le 17 pour se rendre à Waterloo, où il combattit le lendemain. Une foule de militaires expérimentés attribuent en grande partie aux opérations de ce maréchal aux Quatre-Bras le désastre de l'armée française. Nous ne chercherons point à approfondir une question de stratégie que nous ne sommes pas appelé à résoudre, il nous suffira de rappeler que l'intrepide Ney, après des prodiges de valeur, voyant la bataille décidément perdue, se mit à la tête de huit bataillons de la jeune garde,

décidé à chercher la mort dans les plaines où quelques heures auparavant l'aigle impériale semblait devoir se relever avec majesté. Il vit périr à ses côtés la courageuse légion au milieu de laquelle il eut voulu trouver son tombeau, et la mort, qui frappa cinq de ses chevaux, le ménagea pour l'offrir plus tard en sacrifice à la haine des puissances coalisées. Entraîné par le mouvement des troupes, Ney se rendit à Avesnes, puis à Paris, où Napoléon était arrivé la veille. Il fut, à la chambre des pairs, un de ceux qui se prononcèrent avec le plus de force sur la nécessité d'une seconde abdication et sur celle d'envoyer immédiatement des commissaires au devant des troupes alliées pour obtenir d'elles une paix que Ney croyait impossible de fixer désormais par la puissance des armes. L'infortuné Labédoyère s'éleva en vain contre les semences de terreur que Ney répandait au sein de la chambre; son éloquente et courageuse improvisation demeura sans succès; l'âme de nos mandataires pusillanimes s'était fermée à tout autre sentiment qu'à celui de la crainte, et le maréchal, rappelant à l'ordre Labédoyère, n'eut pas de peine à se faire écouter d'un corps sans énergie, sans dignité, disposé à accepter les chaînes du vainqueur pourvu qu'il lui laissât ses honneurs et ses richesses. La conduite de Ney, dans cette circonstance, dit M. Lardier, celle d'une foale de militaires distingués, et de la chambre haute, donnent lieu à une observation pénible, mais que tendent à confirmer toutes les périodes de nos troubles politiques : on ne peut s'empêcher d'observer combien le courage civil, qui commande aux événemens et fait le destin des empires, est plus rare que cette intrépidité qui brave les dangers du moment, et surtout

Combien peu de militaires parurent, aux jours d'épreuves, posséder cette qualité moins brillante et plus précieuse que la bravoure dont ils avaient donné tant de preuves.

Après la déchéance, Ney se rendit à Saint-Alban, en Auvergne, d'où le duc d'Albuféra, qui commandait à Lyon, voulut le faire conduire en Suisse, sous escorte; mais un article de la convention militaire signée le 3 juillet, portait amnistie en faveur de tout individu compromis dans les affaires politiques, et Ney crut à la foi punique des Bourbons et de leurs infâmes alliés. Il se retira à Bessonis, auprès d'un de ses parens, et y fut arrêté le 5 août 1815. Depuis lors, jusqu'à son arrivée à Paris, quelques amis prévoyant le sort funeste qui l'y attendait, lui proposèrent plusieurs tentatives d'évasion auxquelles il se refusa. Enfermé à la Conciergerie, tenu au secret avec la plus grande rigueur, Ney subit plusieurs interrogatoires, et fut traduit devant un conseil de guerre composé des maréchaux Masséna, Mortier, Augereau, et des lieutenans généraux Gazan, Claparède et Villatte; mais ce conseil s'étant déclaré incompetent, une ordonnance du 12 novembre traduisit le prince de la Moscowa devant la chambre des pairs. Les témoins furent entendus le 4 décembre, et le lendemain les débats s'ouvrirent. MM. Dupin et Berryer, chargés de sa défense, invoquèrent en vain l'article suivant de la convention précitée: « Les personnes et les propriétés individuelles seront également respectées; les habitans, et en général tous les individus qui seront dans la capitale, continueront à jouir de leurs droits et de leur liberté, sans pouvoir être recherchés, soit

décidé à chercher la mort dans les plaines où quelques heures auparavant l'aigle impériale semblait devoir se relever avec majesté. Il vit périr à ses côtés la courageuse légion au milieu de laquelle il eut voulu trouver son tombeau, et la mort, qui frappa cinq de ses chevaux, le ménagea pour l'offrir plus tard en sacrifice à la haine des puissances coalisées. Entraîné par le mouvement des troupes, Ney se rendit à Avesnes, puis à Paris, où Napoléon était arrivé la veille. Il fut, à la chambre des pairs, un de ceux qui se prononcèrent avec le plus de force sur la nécessité d'une seconde abdication et sur celle d'envoyer immédiatement des commissaires au devant des troupes alliées pour obtenir d'elles une paix que Ney croyait impossible de fixer désormais par la puissance des armes. L'infortuné Labédoyère s'éleva en vain contre les semences de terreur que Ney répandait au sein de la chambre; son éloquente et courageuse improvisation demeura sans succès; l'âme de nos mandataires pusillanimes s'était fermée à tout autre sentiment qu'à celui de la crainte, et le maréchal, rappelant à l'ordre Labédoyère, n'eut pas de peine à se faire écouter d'un corps sans énergie, sans dignité, disposé à accepter les chaînes du vainqueur pourvu qu'il lui laissât ses honneurs et ses richesses. La conduite de Ney, dans cette circonstance, dit M. Lardier, celle d'une foale de militaires distingués, et de la chambre haute, donnent lieu à une observation pénible, mais que tendent à confirmer toutes les périodes de nos troubles politiques: on ne peut s'empêcher d'observer combien le courage civil, qui commande aux événements et fait le destin des empires, est plus rare que cette intrépidité qui brave les dangers du moment, et surtout

Combien peu de militaires parurent, aux jours d'épreuves, posséder cette qualité moins brillante et plus précieuse que la bravoure dont ils avaient donné tant de preuves.

Après la déchéance, Ney se rendit à Saint-Alban, en Auvergne, d'où le duc d'Albuféra, qui commandait à Lyon, voulut le faire conduire en Suisse, sous escorte; mais un article de la convention militaire signée le 3 juillet, portait amnistie en faveur de tout individu compromis dans les affaires politiques, et Ney crut à la foi punique les Bourbons et de leurs infâmes alliés. Il se retira à Bessonis, auprès d'un de ses parens, et y fut arrêté le 5 août 1815. Depuis lors, jusqu'à son arrivée à Paris, quelques amis prévoyant le sort funeste qui l'y attendait, lui proposèrent plusieurs tentatives d'évasion auxquelles il se refusa. Enfermé à la Conciergerie, tenu au secret avec la plus grande rigueur, Ney subit plusieurs interrogatoires, et fut traduit devant un conseil de guerre composé des maréchaux Masséna, Mortier, Augereau, et des lieutenans généraux Gazan, Claparède et Villatte; mais ce conseil s'étant déclaré incompetent, une ordonnance du 12 novembre traduisit le prince de la Moscowa devant la chambre des pairs. Les témoins furent entendus le 4 décembre, et le lendemain les débats s'ouvrirent. MM. Dupin et Berryer, chargés de sa défense, invoquèrent en vain l'article suivant de la convention précitée: « Les personnes et les propriétés individuelles seront également respectées; les habitans, et en général tous les individus qui seront dans la capitale, continueront à jouir de leurs droits et de leur liberté, sans pouvoir être recherchés, soit

« en raison des emplois qu'ils occupent ou ont occupés, ou de leur conduite et opinion politiques. » En vain les commissaires qui l'avaient signée déclarèrent « que les articles 11 et 12 étaient impératifs, et que « le moindre changement rompait les négociations: » la perte de l'infortuné maréchal était décidée, et son sang devait couler sur les marches du trône où Louis le Fourbe venait de se rasseoir contre le vœu national. Condamné, après quinze audiences, à l'immense majorité de 169 voix contre 17, Ney ne trouva qu'un courageux défenseur parmi les enfans de la Moselle, et ce fut le comte Colchen!... Après le prononcé du jugement, Ney rentra dans sa prison, dina seul et s'endormit d'un sommeil tranquille. Le lendemain 6 décembre, réveillé par la lecture de son arrêt, et s'entendant désigner par tous ses titres, il s'écria: « Que ne dites-vous simplement Michel Ney, aujourd'hui soldat français, et « bientôt un peu de poussière. »

Ney ayant demandé à voir sa famille, son épouse, ses enfans, sa belle-sœur, accoururent, le désespoir dans l'âme, pour recevoir sa bénédiction et ses derniers adieux. La douleur de sa femme l'ébranla un instant; mais faisant tout-à-coup violence aux larmes qui pesaient sur son cœur: « Mon amie, lui dit-il, en la pressant « dans ses bras, tu as tant souffert de mes maux, « le ciel te donnera la force de supporter un moment « qui doit en être le terme: ta conduite a été si belle, « si généreuse! tu en recevras un jour la récompense: « tu vivras pour élever nos enfans dans les principes « de l'honneur et de la vertu.... Je viens d'écrire à « mon beau-frère (feu M. Monnier, receveur général à

Nancy), pour lui recommander mon vieux père et ma sœur.... (Mort en 1825, il a toujours ignoré la fin tragique de son fils.) J'ai dormi quelques heures, et bientôt la méchanceté des hommes ne troublera plus mon sommeil; ma vie n'a été qu'un long dévouement à ma patrie, première idole de mon cœur....; du moins si je pouvais espérer que ma mort lui fût utile!.... Peut-être laisserai-je un assez beau nom à mes fils: qu'ils apprennent de leur mère à le soutenir! »

Après avoir béni ses enfans, et leur avoir recommandé l'aimer et de respecter leur mère, le maréchal s'arracha les bras d'une épouse chérie, abimée par le désespoir. Il ne put la déterminer à le quitter qu'en lui disant, avec un sourire, *si tu veux faire quelques démarches, n'y a pas de temps à perdre*. Mais cette malheureuse femme, repoussée partout, était encore agenouillée aux portes des Tuileries qu'une volonté royale tenait fermées, quand le prince de la Moskowa succombait sous un plomb homicide.

La grande âme du maréchal, livrée aux sentimens fiers d'un citoyen ami de sa patrie, d'un époux et d'un père, ne se laissa point abattre et se montra aussi supérieure dans son infortune que sur les champs de gloire. Le 7 décembre, après avoir reçu du curé de saint-Sulpice les secours de la religion, il monta, avec le calme d'une raison réfléchie, dans le fiacre funèbre qui devait le conduire au Champ-de-Mars, désigné pour être le lieu du supplice. La crainte que le peuple ne vint le livrer, fit changer cette disposition; la voiture s'arrêta en dehors de la grille du Luxembourg qui fait face à l'observatoire; le maréchal en descendit, se plaça à

quelques pas du piquet qui l'attendait, et dit : « Je déclare
« en face de Dieu et des hommes que je n'ai jamais été
« traître à ma patrie ! puisse ma mort la rendre heureuse !...
« Vive la France ! » A ces mots il découvre sa poitrine
commande le feu, et tombe percé de dix balles.

Ainsi mourut, à la fleur de l'âge, un des plus illustres
guerriers des temps modernes. Le hasard des batailles
l'avait épargné, la France le comptait parmi les enfants
chérissés de la victoire, et l'armée le regardait comme un
de ces précieux débris arrachés au grand naufrage où s'était
abîmé le trône impérial. Le corps de Ney, rendu à sa
famille, fut déposé au cimetière du père Lachaise, sous
une pierre sans inscription, mais près de laquelle plus
d'un soldat de la grande armée est venu répandre des
fleurs et pleurer sur les tristes destinées de la France.

« Cet événement, dit Montgaillard à qui nous croyons
devoir emprunter les paroles suivantes, arrêtera l'atten-
tion des historiens ; et quel que soit le point de vue sous
lequel ils l'envisageront, ils remarqueront, en premier
lieu, que le maréchal Ney est traduit en jugement par
suite de la première ordonnance du 24 juillet, alors
que le conseil du gouvernement se composait de sept
ministres, dont six ont, bientôt après, perdu la con-
fiance du roi. Le duc de Richelieu, le seul ministre
resté au conseil, est donc le seul des sept ministres qui
ait été imbu de l'esprit, pénétré de la pensée tout en-
tière de l'ordonnance, au moment de son émission. Les
six autres ministres concoururent à l'exécution d'un acte,
à l'idée et à la rédaction duquel ils furent étrangers.

« La défection du maréchal étant avérée, elle le rend
justiciable du gouvernement auquel elle a préjudicié.

gouvernement désigne un conseil de guerre, l'accusé excuse. Le gouvernement désigne un second tribunal, l'accusé l'admet; il expose devant lui les circonstances qui le entraînent à violer ses engagements. Ayant reconnu la compétence de ses juges, il doit se soumettre à leur jugement. Il est prouvé que sa défection fut la première de grandes défections qui attirèrent sur la France un torrent de calamités. Sa condamnation se justifie donc par le droit positif de toutes les législations; car, celui qui doit périr qui a compromis le salut de la société à laquelle il appartient. Les devoirs de la morale dérivent de l'intérêt général.

« Mais ses juges, qui voulurent venger le passé, méconnaître le présent, et qui se flattèrent sans doute d'influencer sur les destinées de l'état, pesèrent-ils attentivement les irréparables suites de l'arrêt porté contre le vaillant guerrier, le plus intrépide défenseur de la patrie commune? Les accusateurs ne se ressouvenaient-ils plus que de célèbres rebelles, oubliés par les lois, couverts par une auguste clémence, illustrèrent et vivifièrent la France?

« En ne remontant qu'à la minorité de Louis XIV, on trouve deux grands capitaines révoltés contre l'autorité royale. L'un, *Turenne*, né dans la communion protestante, si barbalement opprimée depuis la mort d'Henri IV, se constitue défenseur de sa croyance. L'autre, d'ailleurs, d'une prérogative réclamée par les seigneurs féodaux, de dicter, les armes à la main, des lois au chef de la monarchie. Heureusement sa rébellion est pardonnée, et la France conserve un héros désigné à la préserver du joug étranger.

« Le *grand Condé*, émule de Turenne sur le terrain de la gloire, est aussi son rival dans l'art des trahisons. Placé par sa naissance sur un de ces premiers trônes, qui, presque toujours sont des échecs, son esprit aussi peu vaste que son ambition est incorrigible, il oublie que ses richesses sont la dépouille du *Montmorenci*, frère de sa mère, jeté dans la prison par le premier prince du sang. Cependant la seconde Louis de Condé, devenu général des Espagnols, qu'il a conduits au cœur du royaume. Il dicte lui-même son accommodement, et recueille de riches et beaux apanages. La déloyauté obtient le prix d'une fidélité sans tache. Eh bien, le souvenir de ses erreurs ne ternira son génie militaire. L'amnistie de deux coupables donnera quarante ans de gloire à la France. Ceux de qui dépend la destinée de Ney devraient se souvenir de ces mots de Bossuet, en faveur de Louis XIV : « Tout est surmonté par la gloire de son grand nom » et de ses actions immortelles. »

« Aucune de ces considérations n'est rappelée quand on défend la cause du maréchal Ney. On le défend dans les plus obscurs détours judiciaires. On le défend de se défendre pied à pied, dans le chaos des révolutions. L'intrépide guerrier ne comprend rien de la manière de se battre. Le héros de la Moskowa, le héros de Rocroy, n'est grand qu'un jour de bataille. Laisse à sa seule impulsion, sans doute, il eût dit aux juges les mêmes paroles que le duc de Montpensier fit entendre : *J'ai failli, eh bien ! je dédaigne de me défendre ma vie.* Alors le brave des braves n'eût pu que d'être lui-même.

On lui a suggéré de se laisser défendre comme le faire des criminels. Un praticien, vieilli dans les for-les paralogistiques du droit, prononce, devant la r des pairs, un plaidoyer dont les subterfuges sont atteintes aussi réelles à l'honneur qu'à la cause du réchal.

Laissant le fait trop évident de sa défection, ne vait-on représenter que, depuis vingt-cinq ans, tous principes d'ordre social ont été méconnus ou contes-que tous les devoirs, jusqu'à ceux de l'enfance, ont violés dans les temps de discorde; que très-peu de yens sont restés fidèles aux dogmes de la morale? nment, après vingt sermens qui s'entre-détruisaient, eligion du serment se serait-elle conservée? Les di-; gouvernemens avaient trop bien réussi à fausser les its. En 1815, les apostats de toutes les croyances tiques sont innombrables.

La postérité croira-t-elle ce récit qui lui montrera *chê* dit de *Nantes*, siégeant au conseil de l'autorité ale, et désignant ceux qui abjurèrent leurs sermens royauté, et qui doivent être portés sur la liste du juillet? Quoi! demandera-t-elle, est-ce le même *chê* qui, aux Tuileries même, vota la mort de *is XVI*; ce jacobin effréné, l'un des plus atroces igués de la convention, spoliateur de familles, cou-at Lyon de ruines et de sang, y mitraillant des mes, des enfans, et se mettant en *défiance des larmes repentir*? *Fouché*, inventeur des coups d'état du ectoire, artisan de conspirations sous le gouverne-nt consulaire, fervent adorateur de l'idole impériale, ourbe de tous les temps; le fourbe des fourbes; c'est

lui qui lève le glaive de la justice nationale sur un rier dont mille faits héroïques consacrent la célébrité qui, peut-être, ne faillit que par impétuosité?

« Ney est soldat, n'est que soldat. Pour ce soldat les formes de l'autorité du dedans, ne sont que de l'accidens du terrain. Ayant, de son bivouac, vu dix gouvernemens, il se persuade trop aisément, en voyant que les tableaux de cette mouvante optique changent encore. Il s'est toujours battu pour le sol qui le connaît. Ses pénates, voilà ses dieux; il n'en connaît point d'autres, et tout étranger qui s'avance en armée est son ennemi. Ainsi le canonnier meurt sur sa pièce, ainsi le lierre reste adhérent à sa tige favorite.

« Ney a promis de tenir arboré le drapeau blanc, mais on lui dit que le drapeau blanc ne flotte plus que au delà des frontières; mais il est entouré de dix mille braves qui triomphèrent sous le drapeau tricolore. Les plus glorieux exploits attachent à ce drapeau. Ne figure-t-on pas le vertige qu'amène la plus brillante des illusions? Et, dans cet instant décisif, nul conseil ne défend le trop vaillant maréchal des souvenirs qui assiègent, et détruisent, pièce à pièce, l'œuvre de sa primitive résolution, tandis que les suggestions les plus délicées viennent l'enlacer. Jeté sur le Rubicon, il croit encore loin lorsqu'il touche à la rive fatale.

« Les destins ont prononcé à Waterloo. Mais celui qui ne connut l'étranger qu'en apprenant à le vaincre n'ira pas, exilé volontaire, lui demander l'eau et le pain. S'il fuyait sa patrie, il se méprisera lui-même sans mériter ses remords. Il resta au centre de la France, absorbé dans sa douleur, et se livrant à la destinée qui le

tant de fois. Il est pris, jugé, exécuté. Puisse la ce n'avoir pas à déplorer la mort de *Ney*, comme 5.^e siècle elle déplora la disgrâce du *connétable de bon!* »

l'époque de la paix de Lunéville, le premier consul, eux de s'attacher d'une manière plus intime un des les plus distingués de l'armée, avait témoigné le de voir *Ney* uni par les liens du mariage à madelle Auguicé, amie intime de sa belle-fille Hortense de harnais. Ce projet de mariage s'effectua au mois de idor an X. *Ney* laissa quatre fils. L'ainé, héritier de irie, a épousé la fille du banquier Lafitte. Il est au- l'hui colonel de la garde nationale à cheval de Paris. 1829, un grand nombre d'habitans notables de lous ayant souscrit pour qu'une pierre monumen- indiquât le lieu de naissance du maréchal *Ney*, la régence prussienne, séant à Coblentz, y consentit, n incrusta dans la façade de la maison où ce guer- vu le jour, un marbre portant l'inscription suivante: *est né le Maréchal Ney*. Voici la lettre de remerciement le prince de la Moskowa écrivit au bourgmestre sarrelouis.

« Monsieur,
La ville de Sarrelouis vient de donner une preuve ante d'estime publique à la mémoire de mon père; a montré qu'elle n'était pas étrangère à la gloire des plus illustres de ses enfans : immortalisée par gloire, elle a bien mérité de la postérité ne lui pas ingrate.

Les témoignages spontanés de la reconnaissance de compatriotes sont la plus belle récompense pour un

citoyen : heureux celui qui s'en rend digne. Honneur à la ville qui vient de les exprimer d'une manière aussi simple que touchante.

« Héritiers du nom de Ney, nous avons vu avec attendrissement cet hommage civique rendu à la mémoire du Héros que nous pleurons encore. Nous voulons, monsieur le Bourgmestre, que vous sachiez à quel point mes frères et moi nous y avons été sensibles.

« Recevez donc, je vous prie, Monsieur, nos remerciemens et ceux de notre mère pour vous en particulier, monsieur le Bourgmestre, et faites-les agréer à messieurs les Souscripteurs qui ont pris part, ainsi que vous, à la cérémonie patriotique dont Sarrelouis vient d'offrir le noble spectacle.

« Veuillez, Monsieur, croire aux sentimens de haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé : « NEY, prince de la Moskova.

« Paris, le 10 novembre 1829. »

Depuis les événemens de juillet, madame Ney a obtenu de la munificence royale une pension de 12,000 francs.

Moniteur, an IV, 302, 327, 329, 333, 340, 347; an V, 226, 228, 229, 256; an VIII, 14, 38, 54, 87, 110, 126, 138, 150, 235, 268, 1070; an IX, 450; an X, 1162; an XI, 1361; an XII, 1094; an XIII, 493; 1806, 21, 1330, 1391, 1394, 1395, 1416, 1521, 1807, 10, 51, 52, 686, 712; 1808, 1263, 1327, 1340, 1343, 1391, 1809, 28, 621, 684, 492, 696, 990, 1145; 1810, 19; 1812, 747, 975, 980, 1067, 1211, 1213, 1391; 1813, 103, 431, 485, 497, 521, 526, 537, 585, 586, 599, 981, 1037, 1038, 1120, 1211, 1212; 1814, 381, 506, 611, 630; 1815, 291, 293, 296, 298, 301, 302, 311, 326, 333, 367, 373, 411, 491, 637, 695, 704, 710, 725, 726, 729, 843, 844, 876, 898, 1245, 1246, 1218, 1222, 1232, 1239, 1245, 1246, 1251, 1305, 1265, 1281, 1284, 1323, 1285, 1291, 1293, 1324, 1335, 1343, 1359, 1364, 1368; 1816, 171, 194, 198; 1817, 557, 594. — F. Bab

Berumont. Galerie militaire, etc., t. VI, p. 153 à 163. — Biographie universelle, t. XXXI, p. 196 à 198. L'article est de M. Michaud jeune. — Le chronologique de l'Histoire de France, depuis la première convocation des notables jusqu'au départ des troupes étrangères, 1787-1818. Paris, t. 1, 1820. 1 vol. in-8°, sans nom d'auteur. (Par J. R. de Montgaillard.) 237 à 239, 245, 272, 301, 305, 352, 365, 366, 369, 370, 371, 385, 389, 397, 398, 459, 476, 479 à 481, 491, 492, 493, 499, 512, 515, 518, 522, 525, 540, 550 à 552, 554, 558, 560, 563, 575, 590, 590, 592, 593, 601, 664, 678, 681, 711 à 714. — Histoire de Napoléon, t. II, 111, 112, 182, 183, 265, 325, 380, 383 à 398, 403, 404, 424, 456, 461, 468, 477, 488, 489, 13, 14, 26, 290, 317, 350, 351, 410, 411, 413, 414, 419, 421, 450, 451, 452, 462, 463, 464, 465, 473 à 476, 486, 487. — Mémoires de M. de Bourrienne, ministre d'état, sur Napoléon, le directeur, l'empereur, l'empire et la restauration. X vol. in-8°. Paris, 1829. T. VI, 195; VII, 30; IX, 136, 202; X, 86 à 91, 100, 103, 106, 115, 58, 159. — Mémoires du duc de Rovigo, pour servir à l'Histoire de l'empereur Napoléon. Paris, 1828, Bossange et Crapet. VIII vol. in-8°. 449; II, 2, 144, 146, 165, 272 à 274, 279, 280, 296, 320; 9, 40, 77, 78, 89; IV, 25, 227, 228, 231; V, 264; VI, 93, 94, 100, 151, 152, 156, 166 et suiv., 176; VII, 117 et suiv., 120, 356, 357; VIII, 77, 86, 87, 100, 103, 276. — Lardier. Histoire politique de la Chambre des Pairs, 1829, p. 69 à 78. — Biographie des Contemporains, par MM. Arnault, Jay, etc., t. XV, p. 47 à 63. — Notice sur une Vie du maréchal Ney, en deux volumes in-18. Elle est peu et peu riche de faits. C'est encore un ouvrage à écrire. Le temps est de le faire avec toute l'impartialité que l'histoire exige.

NEWINGER.

EWINGER (Joseph-Victor), général de division, commandant de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, né à Boulay en 1733, mort à Phalsbourg le 808, s'est acquis, par sa bravoure, une brillante réputation militaire dans la campagne de 1792, en Allemagne. Il a coopéré à la prise de Spire, le 30 septembre de la même année; à la prise de Worms, le

(424)

4 octobre; à celle de Francfort-sur-le-Mein, le 23. Prisonnier de guerre au combat de Bingen, en 1793, Newinger a disparu depuis de la scène politique. Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer d'autres détails sur sa vie.

ORDENER.

ORDENER (le comte Michel), et non Ordonner comme l'indique le Moniteur, général de division de cavalerie, commandant en chef les grenadiers de la garde impériale, gouverneur du château de Compiègne, membre du sénat conservateur, commandant de la Légion-d'Honneur, etc., est né le 2 septembre 1755, au village de l'Hôpital, arrondissement de Sarreguemines. Nous n'avons que fort peu de détails sur sa vie militaire. Entré comme simple soldat dans le 10.^e régiment de chasseurs à cheval, une application scrupuleuse à ses devoirs et une intrépidité peu commune le conduisirent successivement jusqu'aux premiers grades. Il commandait ce corps, lorsqu'en 1800 il sabra 300 husards du régiment de Wischer, et leur enleva 80 prisonniers devant Landshut (Allemagne). Ordener a fait avec succès toutes les campagnes de la révolution. En 1803 on le désigna pour commander une brigade de cavalerie à l'armée de Portugal, sous les ordres d'Angereau. Rappelé à Paris, en 1804, il ne s'était fait connaître jusqu'alors que par de beaux faits d'armes qui, perdus dans l'immensité, n'auraient sans doute pu faire surgir son nom de l'obscurité, s'il ne l'avait associé à l'accomplissement d'un des actes qui ont flétri la mémoire de Napoléon.

Un rapport de gendarmerie ayant appris au premier consul que le duc d'Enghien, résidant à Ettenheim, dans le grand duché de Bade, y avait réuni beaucoup d'émigrés; il prit à l'instant la résolution d'étonner l'Europe par une mesure dont l'odieux retombe sur la tête du chef de l'État, et principalement sur celle de ses premiers officiers. Il convoque le Conseil des ministres et donne l'ordre suivant à celui de la guerre :

Paris, 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner ordre au général Ordener que je mets à cet effet à votre disposition, de se rendre dans la nuit en poste à Strasbourg : il voyagera sous un autre nom que le sien; il verra le général de division. Le but de sa mission est de se porter sur Ettenheim, de cerner la ville, d'y enlever le duc d'Enghien, Dumourier, un colonel anglais, et tout autre individu qui serait à leur suite. Le général de la division, le maréchal-des-logis de gendarmerie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que le commissaire de police, lui donneront tous les renseignemens nécessaires. Vous ordonnerez au général Ordener de faire partir de Schelestadt trois cents hommes du 26.^e de dragons, qui se rendront à Rheinau où ils arriveront à huit heures du soir. Le commandant de la division enverra quinze pontonniers à Rheinau, qui arriveront également à huit heures du soir, et qui, à cet effet, partiront en poste ou sur les chevaux de l'artillerie légère. Indépendamment du bac, il sera déjà assuré qu'il y a quatre ou cinq grands bateaux, de manière à faire passer d'un seul voyage trois cents chevaux. Les troupes prendront du pain pour quatre

jours et se muniront de cartouches. Le général de division y joindra un capitaine ou officier, et un lieutenant de gendarmerie et trois ou quatre (trentaine) brigades de gendarmerie. Dès que le général Ordener aura passé le Rhin, il se dirigera droit à Ettenheim, marchera droit à la maison du Duc et à celle de Demourier. Après cette expédition terminée, il fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lunéville, le général Ordener donnera ordre que l'officier de carabiniers qui a commandé le dépôt à Ettenheim se rende à Strasbourg en poste, pour y attendre ses ordres. Le général Ordener, arrivé à Strasbourg, fera partir secrètement deux agens, soit civils, soit militaires, et s'entendra avec eux pour qu'ils viennent à sa rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que le même jour, à la même heure, deux cents hommes du 26.^e de dragons, sous les ordres du général Caulaincourt, auquel vous donnerez des ordres en conséquence, se rendent à Offembourg pour y cerner la ville et arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été prise à Strasbourg, et autres agens du gouvernement anglais, dont le préfet et le citoyen Méhée, actuellement à Strasbourg, lui donneront des renseignemens. D'Offembourg, le général Caulaincourt dirigera des patrouilles sur Ettenheim jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener a réussi. Ils se prêteront des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division fera passer trois cents hommes de cavalerie à Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et enverra un poste de cavalerie légère à Wilstadt, point intermédiaire entre les deux routes.

Les deux généraux auront soin que la plus grande discipline règne, que les troupes n'exigent rien des habitants. Vous leur ferez donner, à cet effet, 12,000 fr. arrivait qu'ils ne pussent remplir leur mission et ils eussent l'espoir, en séjournant trois ou quatre jours, et en faisant des patrouilles, de réussir, ils seraient autorisés à le faire. Ils feront connaître aux baillis les villes que, s'ils continuent à donner asyle aux ennemis de la France, ils s'attireront de grands maux.

Vous ordonnerez que le commandant de Neuf-Brich fasse passer cent hommes sur la rive droite avec deux pièces de canon. Les postes de Kehl, et ceux de la rive droite, seront évacués dès avant que les deux détachemens auront fait leur travail.

Le général Caulaincourt aura avec lui une trentaine de gendarmes. Du reste, le général Caulaincourt, le général Ordener et le général de la division, tiendront un Conseil et feront les changemens qu'ils jugeront convenables aux présentes dispositions. S'il venait à paraître qu'il n'y eût plus à Ettenheim ni Dumourier, ni le duc d'Enghien, on rendrait compte, par un courrier extraordinaire, de l'état des choses. Vous ordonnez de faire arrêter le maître de poste de Kehl et les individus qui pourraient donner des renseignements sur cela.

« Bonaparte. »

L'ordre du premier consul au ministre de la guerre du 10 mars, à onze heures du soir. Le ministre a transmis, avec ses instructions particulières, aux

généraux Ordener et Caulaincourt, vers deux ou trois heures du matin le 11. Il est probable que le général Ordener n'aura pu partir que le soir de ce même jour.

Comme la mission de ces deux officiers devait s'accomplir en pays étranger et ami, M. de Talleyrand, alors ministre des relations extérieures, l'accrédita en écrivant au ministre de l'électeur de Bade une lettre que Caulaincourt fut chargé de lui faire parvenir après l'entrevue.

Ordener, après l'accomplissement de ce triste message, reçut en récompense le commandement en chef des grenadiers à cheval de la garde impériale nouvellement organisée. Il prêta serment, le 19 mai, entre les mains de Napoléon, et fit, à la tête de ce corps, des prodiges de valeur dans la guerre contre l'Autriche. En 1805, après la bataille d'Austerlitz où il s'était de nouveau distingué comme il l'avait fait, au reste, durant toute cette campagne si glorieuse pour la France, il obtint le grade de général de division, par décret impérial signé au palais de Schœnbrunn, le 4 nivôse an XIV.

Nommé, le 19 mai 1806, membre du sénat conservateur, et peu de temps après gouverneur du château de Compiègne, il mourut dans cette dernière résidence le 30 août 1811. Sa dépouille mortelle a été portée au Panthéon, le 4 septembre, dans la sépulture réservée aux membres du sénat. A la fin des cérémonies funèbres, et, au moment où le corps du général descendait dans la tombe, le maréchal duc de Dantzick, chargé de lui adresser les regrets de ses collègues, a prononcé un discours dont nous rapporterons les passages suivants :

« Ce n'est point, a dit le maréchal, par de simple

rets et par un deuil honorable que nous devons reconnaître les services d'un guerrier qui avait consacré sa vie entière à sa patrie et à son prince. Rendons un hommage public à ses vertus, à son mérite, à toutes les qualités qui l'ont fait estimer de l'empereur, et l'ont rendu cher à ses amis et à sa famille. Louons-le aujourd'hui du moins, puisque sa modestie ne peut plus nous empêcher, et ne craignons pas d'offenser une vertu si tant aimée pendant sa vie.

Ordener, né dans la classe plébéienne, a pris de bonne heure le parti des armes. Il entra comme simple soldat dans le 10.^e régiment de chasseurs à cheval. Son zèle pour l'état qu'il avait embrassé, son zèle à remplir les devoirs, le firent bientôt remarquer, et, après plusieurs actions d'éclat qui lui méritèrent autant de succès, il parvint à être nommé colonel du régiment même qui l'avait vu simple soldat, et son élévation, ses succès, n'excita point l'envie parmi ses concurrens.

On pouvait penser qu'un militaire de cette trempe, dont la bravoure était encore la moindre vertu, n'espérerait pas aux regards de l'empereur ; il le distingua par son effet ; il l'appela pour commander les grenadiers à cheval de sa garde : ce fut en cette qualité qu'il fit les plus importantes campagnes d'Italie et d'Allemagne ; c'est au milieu de ces temps de gloire qu'il sut se faire remarquer, et qu'attachant son nom à nos brillantes victoires, il mérita successivement les grades de général de brigade et de général de division. Et qu'on ne l'accuse d'ambition, Messieurs : la seule qu'on lui connût, et qui fut, en effet, capable de le toucher, ce fut de mériter l'estime et la bienveillance de l'empereur.

Cette ambition a été satisfaite; Sa Majesté, pour l donner une preuve authentique et récompenser fois ses glorieux services, daigna le nommer membre du premier corps constitué de l'état, et vous l'avez parmi vous, Messieurs, vous l'avez accueilli avec pressement, vous l'avez apprécié, estimé, et vous n point été étonnés des faveurs dont le monarque s plu à le combler. Il devait cependant recevoir et un dernier témoignage de la confiance de Sa Maj et vous l'avez vu nommé gouverneur du palais de (piègne. Il en remplissait les fonctions la veille de sa mort; et on peut dire que jusqu'à son dernier il a pu servir son prince, il a pu le voir; que n'a-t entendre aussi les regrets que Sa Majesté a exprimé moment où elle apprit la perte qu'elle venait de d'un de ses plus fidèles serviteurs? Si ces regrets s norables et si flatteurs ne peuvent arriver jusqu'à l ami, qu'ils soient du moins pour sa vertueuse et une consolation; que ses fils y lisent leurs devoir soient jaloux de mériter à leur tour tant d'honneur d'inspirer un aussi touchant intérêt. »

« Innocent ou coupable (le duc d'Enghien) Caulaincourt et Ordener ont dû obéir, a dit Bonaparte à l'île d'Elbe. » Nous ne partageons pas l'opinion du Grand Homme qui aurait voulu, à la fin de sa carrière, effacer le blâme qu'une coupable continuation laisse planer sur la tête de quelques-uns de ses premiers officiers. Caulaincourt et Ordener devaient se refuser à souiller leur épée, en devenant les auteurs des hautes-œuvres de Talleyrand.

Les Victoires et Conquêtes font figurer le gé



Ordener à la tête d'un corps de cavalerie qui remporta des avantages dans la campagne de France. C'est une erreur; Ordener étant mort depuis plusieurs années.

Moniteur, an XII, p. 1085; 1806, 38, 696; 1811, 953, 954. — Mémoires, conquêtes, etc., t. XXIV, p. 124. — Norvins. Histoire de Napoléon, 2^e éd., 1829; t. II, p. 290 et suiv., et 303. — Mémoires de Napoléon, t. II, p. 340, 341. — Mémoires du duc de Rovigo, pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon. Paris, 1828. T. II, 366, 415, 5, 417, 419, 420, 421, 422. — Mémoires de M. de Bourrienne, ministre d'État, etc., sur Napoléon, t. V, p. 327. — Biographie nouvelle des Contemporains, par Jouy, Norvins, etc., t. XV, p. 204.

OSMONT.

Osmont, né à Metz, composa, en 1248, le roman de *l'Image du Monde*, manuscrit in-folio et in-12 qui faisait partie de la bibliothèque du chevalier Séguier, achetée par M. de Coislin à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

Le Temple des Messins, page 195.

PACQUIN DE RUPIGNY.

PACQUIN DE RUPIGNY (Jean-Baptiste-Nicolas), avocat distingué, ancien maire de Metz, est né dans cette ville vers le cours de l'année 1719. Reçu avocat en 1740, nommé bâtonnier en 1767, M. Pacquin a été, pendant de nombreuses années, un des ornemens du barreau messin. Il a porté la parole dans une infinité de causes importantes, entr'autres, dans le célèbre procès entre le marquis de Monnier d'une part et sa fille, et M. le Bœuf de

Valdahon, accusé de séduction et de rapt. M. Pacquin parlait pour mademoiselle Le Monnier, et M. Rœderer père pour le marquis. (Voy. l'article Bertrand de l'archevêque, t. I, et l'article Rœderer père, t. IV.)

M. Pacquin remplissait depuis quelque temps les fonctions d'officier municipal, et avait été un des électeurs des dix sections du canton de Metz, lorsque la promotion du vénérable Poutet, à la place de procureur-général syndic du département, ayant laissé vacante celle de maire de Metz, les suffrages populaires se réunirent sur M. Pacquin. Un nom célèbre au barreau depuis plusieurs années, l'expérience dans les places d'administration qu'il avait remplies avec honneur, la réunion des vertus civiques et des qualités sociales; cette aménité, en si essentielle dans les temps de troubles, et qui procède comme l'observait Voltaire en parlant du cardinal Fleury, *que les esprits doux et conciliants sont faits pour gouverner les autres*; tels sont les titres qui ont élevé M. Pacquin à la dignité où l'appelait le vœu général. Plusieurs sections l'avaient déjà nommé par acclamation lorsqu'on a appelé la règle du scrutin. Sur 872 votes ce citoyen a réuni 755 suffrages. Réélu le 13 novembre 1791, il donna sa démission en 1792, et ne prit aucune part aux troubles de la révolution.

Lorsque la loi du 28 pluviôse an VIII, relative à la réorganisation de l'administration municipale en France eût été promulguée, le préfet de la Moselle appela le nouveau M. Pacquin au conseil de la commune.

Cet homme estimable est mort à Metz, le 3 juin 1848, à l'âge de 85 ans. Des regrets universels l'ont accompagné au tombeau. M. Mathieu-Rondeville, son digne confrère

n ancien ami, s'était proposé de prononcer, à ses
pues, son éloge funèbre; mais la perte d'un ami
cher ne lui a point permis de s'acquitter de ce
r. L'ordre des avocats a désigné M. de Colmy, alors
avocat, pour célébrer les talens et les vertus de
spectable doyen.

1 trouve un Pacquin, ancien colonel du génie,
i les notables de la ville de Metz, élus en 1790,
rmément au décret de l'assemblée nationale.

1 autre Pacquin, fils d'un ancien avocat de Briey,
à Madrid des suites d'un duel, était grand écuyer
seph Napoléon.

ous n'avons rien de particulier sur ces deux com-
otes.

des des Trois-Évêchés, 1781, p. 136; 1790, 194, 243, 371. — Journ. des
la Moselle, de la Meurthe, etc., an VIII, n.° 70. — Journ. de la Moselle,
n.° 32, 33.

PAIXHANS.

PAIXHANS (Henri-Joseph), colonel d'artillerie, officier
1 Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis,
bre de l'Académie de Metz, est né dans cette ville
1 janvier 1783, de parens honorables. Son père,
é du commerce, s'y est acquis l'estime générale.
e distingué à l'École polytechnique, M. Paixhans
nsuite sorti de l'École spéciale d'artillerie et du
le second d'une promotion très-nombreuse. Depuis
ris part successivement aux guerres d'Autriche, de
se, de Pologne. Dès l'âge de vingt-quatre ans, et
a demande du maréchal Ney, il fut décoré de la
d'honneur. Attaché en 1812 à l'état-major général

de l'artillerie, il fit la campagne de Russie, et assista aux désastres de Moscou. Lors de l'invasion de 1814, il commanda devant Paris les vingt-quatre pièces de canon qui défendirent les hauteurs de Saint-Chaumont et de Belleville. Au 20 mars 1815, il suivit le roi jusqu'aux frontières, et revint à Paris, ne jugeant pas qu'il y eût pour un Français de devoir à remplir dans les camps étrangers. Il a été successivement attaché au ministère de la guerre, au comité d'artillerie, et à diverses commissions chargées de discuter la défense du royaume. Il a fait des expériences considérables sur l'artillerie de la marine et y a introduit les canons à bombes désignés de son nom dans cette arme et dans les artilleries étrangères. La publicité et la réussite de ces épreuves, détaillées dans l'ouvrage publié en 1825, donna lieu à de vives réclamations; M. le lieutenant-général d'artillerie comte Andréossy prétendit avoir le premier proposé le nouvel emploi des projectiles creux; et M. Vallier, chef de bataillon d'artillerie, s'attribua l'invention de la nouvelle bouche à feu : mais, dans un ouvrage publié en 1822, avant que ces réclamations eussent lieu, l'auteur avait eu soin d'indiquer scrupuleusement les travaux de ses prédécesseurs, et les matériaux qu'il leur avait empruntés. Il présenta sur le même sujet, à l'Académie des Sciences, plusieurs Mémoires qui ont mérité l'approbation de ce corps savant. Une place de député de la Moselle étant devenue vacante en 1829, M. Paixhans se mit sur les rangs. Sans considérer les intérêts de son avancement, il combattit le candidat ministériel dans un écrit aussi ferme que modéré, et où il déclare professer l'opinion libérale dite du *centre gauche*. Cependant des suffrages

z nombreux ne lui ayant pas été assurés, il se désista
 porta au candidat constitutionnel sa voix et celles qui
 étaient promises. Plus heureux en 1830, il fut du
 bre des six députés dont l'élection fut regardée
 me un triomphe par le parti national. Il l'emporta
 quelques voix au collège de Sarreguemines, sur M. de
 it-Albin, gendre de M. d'Haussez, ancien ministre
 la marine, et fut un de ceux qui, aux mitrallades
 juillet, protestèrent des premiers contre le gouver-
 nement déchu. Charles X l'avait destitué. Louis-Philippe
 nomma colonel, et cette faveur ayant, d'après la
 rte nouvelle, nécessité une réélection, M. Paixhans
 présenta de nouveau au collège de Sarreguemines
 l'accepta pour député, malgré l'opposition des vé-
 rables amis de la liberté, alarmés du ministérialisme
 avait montré le candidat, soit à la chambre, soit
 is quelques-uns de ses actes. Il est vrai de dire, ce-
 dant, que si M. Paixhans ne s'est pas toujours montré
 hauteur de son mandat, il a souvent émis et soutenu
 i tribune des principes en harmonie avec l'ordre de
 ses créé par la révolution de juillet.

es ouvrages publiés par M. Paixhans sont :

. *Considérations sur l'État actuel de l'Artillerie des
 ces, et sur les Améliorations dont elle paraît suscep-
 e.* In-4.°, 1815, tiré à un très-petit nombre d'exem-
 res et très-rares.

I. *Observations sur la Loi de Recrutement et d'Avan-
 ient de l'Armée française.* Paris, Bachelier, décembre
 17, in-8.° de 56 pages.

III. *Nouvelle Force maritime, et Applications de cette
 rce à quelques parties du Service de l'Armée de
 re, etc.* Paris, in-4.°, avec 7 planches, 1822, 18 fr.

De nombreuses recherches sur l'emploi des puits creux, la nature et l'authenticité des sources où l'on a puisé, rendent cet ouvrage extrêmement précieux, plus remarquable et le plus complet qu'on ait encore sur cette importante matière.

Les premiers livres avaient paru la même année en format in-8.^o

IV. *Expériences faites par la Marine française sur une Arme nouvelle ; changemens qui paraissent devoir résulter dans le système naval, etc.* Paris, in-8.^o, 1830.

V. *Force et Faiblesse militaires de la France sur la question générale de la défense des États en guerre défensive, en prenant pour exemple les forces actuelles et l'armée de la France.* Paris, Bachelier, 1830, in-8.^o de viii, 466 pages.

PATTÉE.

PATTÉE (Jean), homme de lettres, né à Metz le 29 août 1729, fils de J.-B. Pattée, contrôleur des finances de la même ville, et de Marie-Roch Blondel, secrétaire de l'intendance de Metz, avant la révolution et depuis chef de bureau de la préfecture de la Moselle. Il a repris, en 1783, la rédaction de l'almanach de Evêchés. Cet almanach, commencé en 1758, interrompu en 1771, repris en 1776, suspendu depuis, porta le titre de Journal de Metz, et paraissait sous le format in-12. M. Pattée adopta le format in-32, et fit quelques améliorations à ce recueil annuel. *Les Affaires d'Evêchés et Lorraine* (n.^o du 27 janvier 1785) contient une critique judicieuse de l'ouvrage de M. Pattée.

ondit dans le numéro suivant, et comme cette lettre
nt assez bien le caractère de l'auteur et l'esprit dans
uel il travaillait, nous croyons devoir la rapporter ici :

Metz, le 30 janvier 1785.

Monsieur, j'ai lu dans vos *Affiches* du 27 de ce
is, l'avis qu'il a plu à un de vos abonnés de me
ner pour m'engager à rectifier les méprises qu'il a
contrées dans la partie historique de l'*Almanach des*
Trois-Évêchés, et en varier l'intérêt; en présentant
que année des objets nouveaux, tirés des lois, mœurs,
ges, anecdotes et monumens, tant anciens que mo-
nes de la province; pour me porter enfin à tenter d'imi-
M. Grosley, dans les *Ephémérides troyennes*, ouvrage
surplus unique en ce genre dans toute la France.
arait que la personne qui me donne ces bons et
es avis est un littérateur instruit, à qui par conséquent
ut supposer tout le loisir nécessaire pour acquérir
connaissances, pour lire les différens auteurs qui ont
t sur l'histoire du pays, les comparer et en résumer
qu'ils contiennent de plus vrai et de plus instructif.
ir peu que j'aie l'honneur d'être connu de M. votre
nné, il ne peut ignorer que je suis, moi, un homme
bureau, si occupé en tout temps, que j'ai à peine
i de lire quelques lignes du peu de livres qui m'ap-
iennent; et il doit en conclure qu'il s'en faut de
aucoup que je puisse et que je veuille me charger
écuter le beau plan qu'il me trace. La complaisance
e m'a fait entreprendre, à défaut de toute autre
sonne de bonne volonté, de continuer l'*Almanach*
Trois-Évêchés, commencé sous un autre titre par
n prédécesseur dans mon emploi. (Je crois M. Stemer.)

Loin d'attacher le moindre degré d'importance aux essais historiques que j'ai donnés, je suis le premier à reconnaître qu'il est plus que possible de les rendre beaucoup plus exacts et plus intéressans. Mais je déclare que cette tâche est au-dessus de mes moyens; que regardant même comme une corvée le travail surrétrogatoire que m'occasionnent les changemens qui surviennent chaque année dans l'état des personnes en place, je ne désire rien tant que d'en être affranchi; et puisque M. votre abonné sait si bien ce qu'il faut faire, et où il faut prier pour rendre l'*Almanach* plus parfait, je ne me contente pas de l'inviter, je le prie avec instance de vouloir bien se charger de sa rédaction; je lui aurai la double obligation d'avoir pris la peine de m'instruire, ainsi que mes compatriotes, et de m'avoir soulagé d'un travail important à tous égards, qui vient périodiquement aggraver, contre mon gré, le poids de mes autres occupations. Si mon docte critique accepte le parti que je lui propose, il pourra s'en ouvrir au sieur *Collignon*, imprimeur, et prendre avec lui des arrangemens pour l'édition de 1786. Quant à moi, je lui abandonne de grand cœur, et sans prétendre même lui faire le moindre sacrifice, l'honneur et les profits résultans de l'entreprise, si tant est qu'il y en ait. »

PATTÉE.

Cet écrivain a laissé un poëme manuscrit intitulé : *La Lanterne magique*, ouvrage satyrique contenant la relation de divers événemens arrivés à Metz dans la société. Gouverneur, évêque, etc., n'y étaient pas ménagés. Je doute que Pattée ait terminé ce poëme qui, du reste, n'est pas à regretter. Il ne montrait pas son manuscrit; mais, par fois, il en récitait des tirades par

eur. C'était une sorte de revue, de scènes à tiroir, sans aison, sans transitions. Le titre indiquait que sous le rapport du plan, l'auteur s'était mis à son aise.

Battée s'est marié deux fois. Il est mort à Metz le 27 janvier 1818.

Affiches des Evêchés et Lorraine, 1783, p. 35; 1785, 26, 27, 35, 36.

PAYEN (CONRAD. LE).

PAYEN (Conrad LE), célèbre carme, né à Ars-sur-Moselle, vers l'an 1440, est issu de l'une des plus anciennes familles plébéiennes de Metz. Il fit profession de la vie religieuse dans le couvent des carmes anciens de cette ville, et se distingua tellement par ses connaissances étendues et sa piété, qu'il reçut le titre d'évêque de *milic, in partibus infidelium*. Il remplit, sous le cardinal Jean de Lorraine, 80.^e évêque de Metz, les fonctions de suffragant, et mourut dans son couvent le dimanche 23 Rameaux de l'année 1529. On l'y enterra. Son tombeau existait encore avant la révolution, et c'est de son épitaphe que sont extraits les documens qu'on vient de lire. Conrad Le Payen avait composé plusieurs ouvrages, mais on ignore ce qu'ils sont devenus.

Un autre LE PAYEN (Nicolas), né au village d'Ars-sur-Moselle, en 1568, eut la chapellerie et le bénéfice de Saint-Quentin-lès-Metz. Il vécut en ermite, et mena une vie tellement exemplaire qu'à sa mort, arrivée en 1653, on le regarda comme un saint. Pendant longtemps on a été en pèlerinage à son tombeau.

Histoire de Metz, t. III, p. 13. — Temple des Messins, p. 66. — Notes sur la famille.

PAYEN (C.-B. LE).

PAYEN (Charles-Bruno LE), savant agronome, membre de l'Académie royale de Metz, est né dans cette ville en 1715. Nommé, en 1744, maître particulier de maitrise ; en 1746, procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Metz et d'Alsace. élu, en 1761, membre titulaire de l'Académie précitée, en devint directeur en 1777, et composa plusieurs ouvrages d'économie rurale et de littérature qui lui ont fait une réputation méritée dans la province. Voici ce que nous connaissons de lui :

I. *Mémoire dans lequel se trouvent exposés les principes qui ont dû être employés à la construction d'un Canal, décrit dans les papiers publics, et appelé Tableau-Canal*. Manuscrit lu en séance publique de l'Académie royale de Metz, le 14 novembre 1761.

II. *Mémoire sur les Moyens de préserver les Vers à Soie de la mortalité que leur cause dans ce pays le froid des matinées*, lu à l'Académie royale de Metz le 17 novembre 1762.

III. *Mémoire sur l'Emploi d'un Moulin propre au gansinage de la Soie*, lu en séance publique de l'Académie royale de Metz, le 16 novembre 1763.

IV. *Mémoire sur les Avantages de l'Engrais des animaux par l'emploi des ongles, onglets et rapures de cornes d'animaux, ainsi que des rognures des étoffes de laine*. Manuscrit lu à l'Académie royale le 13 novembre 1763.

V. *Observations sur la Manière de récolter l'Ail*, lues en séance publique de l'Académie le 16 novembre 1763.

VI. *Observations sur l'Eau-de-Vie des marcs de raisin*.

Mémoire lu à la séance publique de l'Académie royale de Metz, du 25 août 1780.

VII. *Observations nouvelles sur les Vignes en treille, sur les Moyens de perfectionner cette nouvelle Méthode de culture*, lues en séance publique de l'Académie royale de Metz le 15 novembre 1781. Les Affiches de Metz ont imprimé ce Mémoire presque en entier : 1781, p. 414, 415 ; 1782, p. 4, 5, 6, 12, 13, 14, 20, 21, 29, 30.

VIII. *Mémoire sur les Maladies des Vers à Soie et spécialement sur la Muscardine, ainsi que sur le Produit de la Culture de la Soie dans la province*. Ouvrage lu à la séance publique de l'Académie de Metz du mois d'août 1782. Quelques-unes des Observations de M. Le Payen ont été imprimées sous le titre suivant :

IX. *Essai sur les Moulins à Soie, et Description d'un Moulin propre à servir seul à l'Organsinage et à toutes les Opérations du tord de la Soie*. Par Le Payen. Metz, chez Antoine. 1767.

X. *Description de la Construction qui s'est faite à Metz de Faisceaux en maçonnerie propres à loger et à conserver la Fin*. Par M. Le Payen, procureur du roi au bureau des finances, et ancien directeur de l'Académie de Metz. 1780. 1.^{re} édition, in-4.^o ; 2.^e édit., brochure in-12 de 37 pages. Metz, chez Antoine, imprimeur du roi. Prix : 12'. La première édition a été imprimée aux frais de l'Académie.

L'utilité de cet ouvrage l'ayant fait généralement rechercher, la première édition fut enlevée presque aussitôt qu'imprimée.

M. Bruno Le Payen, après une vie remplie de travaux philanthropiques, est mort à Metz le 11 novembre 1782, laissant de vifs regrets dans le cœur de tous ceux qui l'avaient connu. M. Gourdain, alors directeur de l'Académie, s'est chargé d'être, en cette circonstance solennelle, l'interprète du corps savant qui avait à

déplorer la perte d'un de ses membres les plus laborieux, et a prononcé, dans la séance publique du 18 novembre, un éloge funèbre dont nous extrairons le passage suivant :

« La nature, en formant M. Le Payen, lui donna une âme forte, sensible et généreuse, et un courage mâle, capable des grandes entreprises et d'en soutenir les fatigues. L'amour de s'instruire fut son premier soin. Le désir de se rendre utile fut le second : il étudia les langues savantes, la physique et les mathématiques. Aidé des connaissances que ces sciences lui procurèrent, il s'adonna à l'agriculture; il s'occupa, entre autres choses, des moyens de multiplier les plantations de mûriers, et d'élever des vers à soie ; il inventa et perfectionna des machines propres à faciliter le tirage de la soie et à lui donner les différens apprêts, elles furent accueillies par l'Académie des sciences de la capitale. Il a recueilli le fruit de ses soins ; il a eu la douce satisfaction d'avoir, par son exemple, encouragé nombre de ses compatriotes à l'imiter. Il a cherché en outre les moyens qui, relativement au sol de la province, pouvaient en améliorer les vins, et contribuer à les conserver. C'est à lui M. Le Payen que la province doit, sinon l'invention, du moins l'usage des foudres construits en maçonnerie; il a eu le courage de surmonter les obstacles du préjugé et de la dépense, et de démontrer, par le fait, l'avantage de ces foudres dont il a donné le premier l'exemple qui a été bientôt suivi tant dans le pays messin que dans la Lorraine et ailleurs.

« Touchés, messieurs, de notre perte commune, vous me reprocherez sans doute de ne vous présenter qu'une trop légère ébauche des talens et du mérite d'un homme.

ni citoyen, qui a toujours travaillé généreusement pour
 tre utilité. Mais votre cœur les apprécie beaucoup
 ieux que je ne puis les décrire. Feu M. Le Payen avait
 aux états à suivre; il était magistrat et académicien;
 agistrat, il connaissait toute l'étendue de ses devoirs,
 les a remplis avec zèle, justice et intégrité. Académicien,
 s'est fait connaître par des travaux dont il vous a mis
 s résultats entre les mains toutes les fois qu'il a cru que
 us pourriez en retirer quelque avantage. Semblable
 x magistrats de la république romaine, il partageait
 mme eux son tems entre les affaires et l'agriculture :
 tentif à suivre les fonctions pénibles et souvent désa-
 réables de sa charge de procureur du roi du bureau des
 nances, il se délassait de cette fatigue par la culture de
 s propres champs; il la dirigeait lui-même, était à la
 te de ses ouvriers, et menant la vie dure de la cam-
 agne, il leur montrait le premier l'exemple du travail.
 Mais, malgré ses différentes occupations auxquelles il
 ait tout entier, feu M. Le Payen n'oubliait point ce
 n'il devait à la société royale; il se rendait assidûment
 ses séances, il n'y manqua jamais, et il l'enrichissait
 fruit de ses veilles et de ses découvertes.

« Tel était feu M. Charles-Bruno Le Payen, con-
 iller du roi et son procureur au bureau des finances de
 généralité de Metz et Alsace, ancien directeur de cette
 ciété royale, laquelle ne cessera de joindre ses regrets
 ceux du public, dont la reconnaissance ne pourra
 mais oublier que dans tout ce qu'il a fait, il n'a eu pour
 it que de tâcher de contribuer au bonheur de ses com-
 patriotes qui étaient aussi ses amis. »

Journal de Metz, pour l'an de grâce 1763; in-12, Joseph Collignon,

imprimeur ; p. 144 ; 1764, p. 138 ; 1765, p. 140. — Affiches des
et Lorraine, 1771, p. 106, 107 ; 1777, 149 ; 1778, 186, 201 ; 1780,
227, 299, 398 ; 1781, 141, 159, 160, 376, 405, 414, 415 ; 1782,
5, 6, 12, 13, 14, 20, 21, 29, 30, 186, 388, 389. — Temple des M
p. 47, 48. — M. Teissier. Essai sur la Typographie à Metz, p. 134, 1

PAYEN (JEAN LE).

PAYEN (Jean LE), fils du précédent, agronome co
lui, membre de l'Académie royale de Metz, est né
cette ville vers le milieu du dernier siècle.

Il était depuis long-tems premier secrétaire de l'u
dance de Metz, trésorier de France depuis 1783, et
de la marque des fers, lorsqu'en 1790 il fut élu très
du département de la Moselle ; c'est tout ce que
savons de sa carrière administrative. Sa vie littérai
été peu brillante en raison des nombreuses occupa
attachées à son emploi. Nommé, en 1769, titulaire
l'Académie où siégeait son père, il devint, en 1782,
crétaire perpétuel de la même société, en remplaçant
de Dupré de Geneste, fonctions qu'il a remplies jus
la dissolution de ce corps savant.

Nous connaissons de Le Payen les ouvrages suiv

I. *Discours historique sur les progrès qu'ont fait les
sciences et les arts pendant le règne de Louis XV*, lu à la
séance publique de l'Académie royale de Metz, le 25 août 1786.

II. *Observations sur les avantages de la culture de la
de Lisette*, lues à la séance publique de l'Académie royale
Metz, le 3 avril 1786.

III. *Eloge de M. Gardeur-Lebrun père*, prononcé
même séance, voyez son art. t. II. Cet éloge, bien écrit
bien pensé, a été inséré par extrait dans les affiches de
province, 1786, p. 114, 115, 116.

Indépendamment de ces ouvrages, peu importants, on doit à Le Payen le compte annuel des travaux de l'Académie de Metz, tant qu'a duré son secrétariat.

Nous ignorons l'époque de sa mort.

Affiches des Evêchés et Lorraine, 1775, p. 6; 1778, 186; 1779, 364; 1782, 178, 179; 1783, 275; 1784, 283, 382; 1785, 274, 275; 1786, 26, 114, 115, 116, 274 et suiv.; 1787, 106, 275, 378; 1790, 227. — *Manuscrit des Trois-Evêchés*.

PÊCHEUR.

PÊCHEUR (Jean-Pierre), membre du conseil des anciens, premier président de la cour impériale de Metz, Chevalier de la Légion-d'Honneur, est né à Luppy près Metz, en 1751. Procureur au bailliage de Metz en 1773, il fut ensuite reçu avocat. A partir de 1789, il fut revêtu de divers emplois qui le mirent à même de rendre d'importants services à ses compatriotes. Plusieurs lui firent la conservation de leurs jours et de leur fortune. Il a été président du district de Metz.

Après le 9 thermidor, nommé procureur général syndic du département de la Moselle, ses rares qualités furent de plus en plus appréciées par ses concitoyens, et l'unanimité des votes des électeurs le portèrent au conseil des anciens. Collègue des Portalis, des Barbé-Marbois, des Reignier et des Lebrun, son mérite, ses opinions lui obtinrent toute leur confiance et leur amitié. Il ne dut qu'à une circonstance fortuite de ne pas être déporté au 18 fructidor.

A la réaction du 18 brumaire, le gouvernement s'empressa d'appeler aux fonctions publiques les hommes

cour royale de Metz, chevalier de la Légion-d'Honneur et de l'ordre du Mérite-Civil de Bavière, etc., né le 22 novembre 1750, y est mort le 17 décembre à sept heures du soir. Il était fils de Louis Périn, procureur au parlement, et de demoiselle Marguerite Ber

Reçu avocat en 1773, Périn se fit remarquer au barreau de Metz à une époque où les Roederer, les Mirondeville, les Lacretelle, et tant d'autres, jetaient un grand éclat. Un discours sur *l'union de la philosophie à la prudence*, prononcé par lui, en 1779, dans une assemblée publique, fit surtout sensation, et l'on s'étonna de la nouveauté, des idées hardies, des principes d'indépendance du jeune avocat. Il y avait quatorze ans que Périn exerçait sa profession, et il était en outre procureur fiscal de la prévôté de Vienne-le-Château, lorsqu'il fut élu, en 1787, député pour le tiers-état à l'assemblée provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois. Procureur de la commune de Metz en 1790, il prononça des discours remarquables, dont plusieurs ont été recueillis par les journaux de la province. En l'an VII, lorsqu'il s'agit de séparer entre les électeurs de la Moselle la scission dont nous avons parlé à l'article Marchant, l'assemblée primaire nomma, au corps législatif, Reubelle, membre du directoire exécutif; Husson, membre du conseil des anciens, et Cherrier, des Vosges, ex-constituant, ex-conventionnel et commissaire du directoire pour l'administration des postes. Périn fut appelé, par la même assemblée, à la présidence du tribunal criminel. L'année suivante, à l'organisation des tribunaux d'appel, il fut adjoint à celui de Metz en qualité de commissaire du gouvernement, puis de procureur général, lo

(449)

Napoléon eut reconstitué les tribunaux sur de nouvelles bases. Périn fut mis à la retraite, avec le titre de président honoraire, en 1820.

Périn avait été nommé tribun par le sénat conservateur, en mars 1802. Élu secrétaire le 21 février 1804, il s'est déclaré, au mois de mai suivant, en faveur de l'érection du trône impérial. Napoléon l'avait nommé, peu après, procureur général près la cour d'appel de la Martinique. Sur son refus, il l'envoya en la même qualité à celle de Metz.

Affiches des Evêchés et Lorraine, 1779, p. 19; 1787, 275; 1799, 82, 194. — Journal des départemens de la Moselle, de la Meurthe, etc., an VII, n.° 49; an VIII, n.° 55; 1802, n.° 28. — Journal de la Moselle, 1803, n.° 62.

PERRAT.

*Templorum hic positor, Fastas ad sidera motas
Erectas, Superùm sacraria, sicubi cernis,
Inclyta Structoris tot sunt monumenta periti.*

« On pourrait appeler Perrat le Bâtimeur d'Eglise.
Ces vastes édifices, ces sanctuaires augustes que vous
voyez dans plusieurs villes, sont autant de preuves de
la capacité de cet architecte. »

Templ. met. mor.

PERRAT (Pierre), et non Pierrat ou Pierrard ainsi que l'indique la Bibliothèque lorraine, désigné comme simple maçon dans les monumens de son siècle, est un des plus habiles architectes que la France ait produits. On le croit né à Metz au commencement du 14.^e siècle. Le vaisseau de la cathédrale de cette ville, tel qu'il existe aujourd'hui, achevé en 1381, les cathédrales de Toul et de Verdun, l'église des Carmes de Metz, ont été bâtis sur ses dessins et sous sa direction. Il est mort à Metz le 25 juillet 1400, et il y a été inhumé dans la cathédrale même, sous un autel au-dessous de la sacristie, dans le collatéral du côté de la place de Chambre.

(450)

D'un côté de cet autel était une petite statue en qui le représentait à genoux; de l'autre, on voyait l'épithaphe conçue en ces termes :

Desous : cest : Alteit . gist : Mai
stre : Piere : Perrat . le Masson : mai
stre : de lovraige : de la : Citeit .
de Mes . et : de Lesglye : de Nostre : Da
me : Docarme : et . de la grant : Es
glye . de Toul : et : de Verduñ : qui : mo
rut : le XXVe : jour : dou : moy : de : Ju
let : lan : de . grace . Nostre Signour
M : et : CCCC : priés : a Deu : pour : luy .

Calmet. Biblioth. lorr., p. 746, 747. — Hist. de Metz, t. II, p.
Le Temple des Messins, p. 141 et 145.

PERRIN DES ALMONS.

PERRIN DES ALMONS (Joseph), lieutenant général inspecteur général du corps royal d'artillerie, chevalier de Saint-Louis, membre de l'Académie royale de Metz, est né dans cette ville le 25 septembre 1717, de Jacques Louis Perrin des Almons, écuyer, seigneur de Saint-Marcel, colonel de la milice bourgeoise, et syndic de la ville de Metz, et de dame Marguerite Hollande.

Il avait à peine quatorze ans lorsqu'il s'engagea volontaire à l'Ecole d'artillerie de Metz. Le 1.^{er} mai 1733, on le fit officier-pointeur *ad honores* pour se rendre à l'armée du Rhin et au siège de Kehl. L'année suivante il prit part au siège de Philisbourg, fut placé, pendant l'hiver, à la première ligne des troupes, poste de confiance dont ce jeune officier s'était déjà montré digne, et, en 1735, après avoir continué de servir à la même

passa la Moselle avec le corps d'armée qui à Clausen et à Phaltz, près de Trèves. Rentré à sa ville natale, au moment de la paix, il la quitta pour remplir, en 1740, à l'âge de vingt-trois ans, d'importantes fonctions de commissaire extraordinaire. L'année suivante, on le chargea du détail d'artillerie de l'armée de Bohême; il servit à la défense de Prague, à la défense de Piseck, et eut, en direction du parc au siège d'Egra, et ensuite, pendant la défense de cette place et la retraite de l'armée française jusque sur les bords du Rhin. En 1745, il combattit sur les rives de ce fleuve, prit une part glorieuse à la bataille de Dettingen, et servit, en 1746, d'abord à l'armée de Flandres, aux sièges de Maastricht, d'Ypres, puis en Alsace, à l'affaire de Richevau, au siège de Fort Louis-du-Rhin, et au siège de Fribourg. En 1747, à l'armée de Flandres, il combattit aux champs de Fontenoy, aux sièges des villes et des places de Tournai, d'Oudenarde, du château de Ostende, où il reçut un éclat de bombe à la tête. Dès que Perrin des Almons fut guéri de sa blessure, il reprit de l'activité, continua de servir à l'armée de Flandres jusqu'à la fin de 1748, et participa aux sièges de Nieuport, d'Ath, de la citadelle d'Anvers, de Namur et de ses châteaux, à la bataille de Laufeld et au siège de Maëstricht. Le roi le nomma chevalier de Saint-Louis le 6 novembre 1751. En 1752, il fut nommé directeur de l'artillerie de l'armée, et alla passer en Allemagne, s'arrêta quelque temps à Vienne pour l'effet d'organiser l'équipage d'artillerie, et revint en France, dans le poste important qui lui était confié,

(450)

D'un côté de cet autel était une petite statue en p
qui le représentait à genoux; de l'autre, on voyai
épitaphe conçue en ces termes :

Desous : cest : Alteit . gist : Mai
stre : Piere : Perrat . le Masson : mai
stre : de lovraige : de la : Citeit .
de Mes . et de Lesglye : de Nostre : Da
me : Docarme : et . de la grant : Es
glye . de Toult : et de Verdun : qui : mo
rut : le XXVe : jour : dou : moy : de : Ju
let : lan : de . grace . Nostre Signour
M : et : CCCC : priés : a Deu : pour : luy .

Calmet. Biblioth. lorr., p. 746, 747. — Hist. de Metz, t. II, p. 11
Le Temple des Messins, p. 144 et 145.

PERRIN DES ALMONS.

PERRIN DES ALMONS (Joseph), lieutenant géne
inspecteur général du corps royal d'artillerie, chev
de Saint-Louis, membre de l'Académie royale de M
est né dans cette ville le 25 septembre 1717, de Jacq
Louis Perrin des Almons, écuyer, seigneur de Sa
Marcel, colonel de la milice bourgeoise, et syndic d
ville de Metz, et de dame Marguerite Hollande.

Il avait à peine quatorze ans lorsqu'il s'engagea cor
volontaire à l'Ecole d'artillerie de Metz. Le 1.^{er}
1733, on le fit officier-pointeur *ad honores* pour se
à l'armée du Rhin et au siège de Kehl. L'année suiv
il prit part au siège de Philisbourg, fut placé, pen
l'hiver, à la première ligne des troupes, poste de
fiance dont ce jeune officier s'était déjà montré dig
et, en 1735, après avoir continué de servir à la m

e, il passa la Moselle avec le corps d'armée qui combattit à Clausen et à Phaltz, près de Trèves. Rentré dans sa ville natale, au moment de la paix, il la quitta bientôt pour remplir, en 1740, à l'âge de vingt-trois ans, d'importantes fonctions de commissaire extraordinaire d'artillerie. L'année suivante, on le chargea du détail du parc d'artillerie de l'armée de Bohême; il servit à la prise de Prague, à la défense de Piseck, et eut, en 1742, la direction du parc au siège d'Egra, et ensuite à la défense de cette place et la retraite de l'armée française jusque sur les bords du Rhin. En 1743, il combattit sur les rives de ce fleuve, prit une part glorieuse à la bataille de Dettingen, et servit, en 1744, d'abord à l'armée de Flandres, aux sièges de Maastricht et d'Ypres, puis en Alsace, à l'affaire de Richevau, à la prise du fort Louis-du-Rhin, et au siège de Fribourg. En 1745, à l'armée de Flandres, il combattit dans les champs de Fontenoy, aux sièges des villes et des châteaux de Tournai, d'Oudenarde, du château de Namur, d'Ostende, où il reçut un éclat de bombe à la tête. Dès que Perrin des Almons fut guéri de sa blessure, il reprit de l'activité, continua de servir à l'armée de Flandres jusqu'à la fin de 1748, et paya de sa personne aux sièges de Nieuport, d'Ath, de la citadelle d'Anvers, de Namur et de ses châteaux, à la prise de Lauffeld et au siège de Maëstricht. Le roi le fit chevalier de Saint-Louis le 6 novembre 1751. En 1756, il fut nommé directeur de l'artillerie de l'armée destinée à passer en Allemagne, s'arrêta quelque temps à Strasbourg à l'effet d'organiser l'équipage d'artillerie, et vit, dans le poste important qui lui était confié,

autant de zèle et de talent qu'il avait montré jusqu'alors de courage sur les champs de bataille. Envoyé, l'année suivante, à l'armée de Westphalie, en qualité de capitaine au corps royal, bataillon de Lamotte, il prit part à la bataille d'Hastembeck. En 1758, il fit une campagne à l'armée du Bas-Rhin, servit à la bataille de Crevelt, sous les ordres de M. de Chevert, et canonna d'une manière terrible, à Franvillers, l'avant-garde de l'armée ennemie. Attaché à l'armée de Westphalie en 1759, il servit à la bataille et pendant la retraite de Minden. Il fut nommé, en 1760, directeur du parc d'artillerie de l'armée du Haut-Rhin, fit la campagne d'Alace cette année et la suivante, combattit dans les champs de Filinghausen les 15 et 16 juillet 1761, et mérita le grade de lieutenant-colonel. Il continua, en 1762, de remplir les fonctions de ce nouveau grade, à l'armée du Haut-Rhin, se trouva à l'affaire d'Amenembourg, et obtint du roi, en récompense de sa belle conduite dans cette occasion, une pension de 400 livres sur le trésor royal. Nommé, le 1.^{er} janvier 1763, à la compagnie de sapeurs de la brigade d'Invilliers, il passa, en 1764, à la sous-direction d'artillerie de Strasbourg, et fut un des officiers choisis pour les épreuves qui ont déterminé la nouvelle constitution de l'artillerie. Lieutenant-colonel du régiment de Metz, le 15 octobre 1765; colonel le 17 février 1766; directeur de l'artillerie du duché et du comté de Bourgogne, le 20 avril 1768; directeur d'artillerie de la province des Trois-Évêchés, le 9 juillet 1769; brigadier le 3 janvier suivant, Perrin des Almons obtint, le 1.^{er} janvier 1777, le commandement en chef de l'École d'Artillerie de sa ville natale. Fait maréchal de camp le 1.^{er}

En 1780, il reçut, quelques années plus tard, le titre de lieutenant général, et ne cessa de se faire remarquer par son jugement droit, un grand zèle pour le service, une perspicacité rare et des connaissances fort étendues. Son imperturbable sang-froid ne l'abandonna jamais sur le champ de bataille, et lui fit toujours mépriser les revers. Il avait un tact exquis pour connaître les hommes, et l'art de se les attacher.

Le baron des Almons comptait à sa mort, arrivée à Paris, département de la Haute-Marne, le 11 mars 1793, plus de soixante ans de service effectif. Il avait dirigé dix-sept campagnes, assisté à huit batailles rangées, à neuf sièges et à beaucoup de combats et d'affaires particulières. Il était à la veille d'obtenir le cordon rouge, en étant à la tête des candidats auxquels le roi réservait cette faveur signalée.

Le général avait épousé, le 8 avril 1748, Marie-Érène Dantessanti, petite-fille de M. Dantessanti, conseiller de Saint-Louis de la fondation. Il eut de ce mariage quatre enfans, savoir : Marie-Catherine-Victoire, mariée à M. de La Chapelle, officier-général d'artillerie ; Marie-Louise-Constance, qui épousa M. Doms d'Hauteville, lieutenant-colonel de la même arme ; Marguerite-Louise, mariée à M. le Masson, maître particulier des eaux et forêts ; et enfin, le baron des Almons, mort lieutenant-colonel de cavalerie, après une vie fort orageuse et fort agitée. Ce militaire, au reste, était brave comme son père, et commandait, en 1779, un des corps des volontaires de Nassau-Siegen, presque entièrement composé de braves gens du pays, et digne, sous tous les rapports, de maintenir la réputation guerrière de nos compatriotes.

PERRIN DE SAINT-MARCEL.

PERRIN DE SAINT-MARCEL (Pierre-Augustin-Victoir maréchal de camp d'artillerie, chevalier de Saint-Louis) frère du précédent, est né à Metz le 23 mars 1729.

Entré, le 11 février 1737, comme surnuméraire l'école de Metz, Perrin de Saint-Marcel fut fait officier pointeur le 1.^{er} janvier 1742, et employé, la même année, à l'armée de Bavière. Il s'est trouvé à la campagne qui eut lieu près de Statanof, faubourg de Raabonne, et ensuite à la prise du château d'Elbogen en Bohême. L'année suivante, il combattit à Dettingen, sous les ordres du maréchal de Noailles; en 1744, il prit part aux sièges de Menin et d'Ypres, fit partie du détachement qui, de Flandres passa en Alsace, se trouva à l'affaire de Richevaw, et ensuite au siège de Fribourg. Il reçut une balle au bras droit en établissant une batterie destinée à battre en brèche. En 1745, au siège de Tournay, une bombe des ennemis ayant mis le feu aux poudres de la batterie de brèche où servait Perrin de Saint-Marcel, cet officier fut enlevé, enterré et si maltraité qu'il lui a été de toute impossibilité de continuer la campagne et de faire la suivante. Nommé commissaire extraordinaire d'artillerie, le 22 février 1746, il fit la campagne de Flandres de 1747 et de 1748, combattit à Laufeld, au siège de Maëstricht, et fut chargé, en second, tant que dura cette seconde campagne, des détails du parc d'artillerie. Fait commissaire ordinaire, le 11 septembre 1754, il a été incorporé capitaine en second, le premier janvier 1757, dans le bataillon de

ie, et a servi, la même année, à l'armée du Bas-
 1. Il s'est trouvé, en 1758, à la bataille de Crevelt,
 sé, le 1.^{er} janvier 1759, dans la brigade de Beausire,
 été reçu chevalier de Saint-Louis le 21 septembre
 même année. Capitaine en premier, le 28 février
 , il fut détaché à la résidence du Fort-Louis du
 et envoyé à Strasbourg le 27 février de l'année
 mte. Nommé, le 15 octobre 1765, chef de brigade
 rang de major au régiment d'artillerie de Metz, il
 , le 28 mai 1768, au commandement en troisième
 équipage d'artillerie destiné pour la Corse et sous les
 es de M. de Beauvoir. S'étant embarqué à Toulon
 a tartanne *PHeureux Joseph*, il prit terre à Ajaccio
 juin. Fait lieutenant-colonel le 24 mars suivant, il
 anda, pendant la campagne de la même année,
 llerie de la division du comte de Narbonne, et se
 ra aux expéditions d'Affa, de la Mazzana, d'Appietto
 ella Serra del Cavonne. Le 12 août 1769, Perrin
 aint-Marcel eut l'ordre de remplir, à dater du 1.^{er}
 ore, les fonctions de sous-directeur d'artillerie dans
 de Corse, en conservant néanmoins son rang de chef
 rigade au régiment de Metz. La même année, on lui
 rda une gratification annuelle de 600 livres. Le 27
 mbre 1773, il cessa d'être sous-directeur d'artillerie
 Corse et reçut l'ordre de se rendre à Dunkerque;
 un congé l'ayant dispensé de suivre cette destina-
 , il obtint, le 19 octobre 1774, la sous-direction
 illerie du département de Metz. Nommé colonel le
 ai 1778, et, le lendemain, directeur d'artillerie au
 rtement des Trois-Évêchés, il habita Metz jusqu'en
 qu'il fût fait brigadier par une ordonnance datée

du 5 décembre. Le 18 juillet 1784, il lui fut accordé une pension de 500 livres, sur l'ordre de Saint-Louis, pension augmentée de 100 francs en 1787, et, le 19 juin 1785, il fut nommé au commandement de l'école d'artillerie de Strasbourg. Fait maréchal de camp le 9 mars 1788, une lettre du ministre de la guerre, en date du 26 mai 1791, lui annonça que ses services cesseraient à compter du 1.^{er} juin. Il quitta, dès lors, Strasbourg dont il n'avait pas discontinué de commander l'école, et revint à Metz où il termina sa carrière le 15 avril 1811. Il jouissait d'une pension de 4,000 francs.

Perrin de Saint-Marcel a épousé, le 31 décembre 1762, mademoiselle Marie-Anne-Catherine-Madeleine Ballard d'Invilliers, fille de messire Louis-Henri Ballard d'Invilliers, alors chevalier de Saint-Louis, maréchal des camps et armées du roi, chef d'une brigade d'artillerie et commandant en chef l'artillerie aux armées d'Allemagne. M. Ballard est mort lieutenant général et commandeur de l'ordre de Saint-Louis.

PERSUIS.

PERSUIS (Louis-Luc LOISEAU DE), célèbre musicien, chevalier de Saint-Michel, directeur de l'académie royale de musique et du théâtre royal Italien, surintendant honoraire de la musique du roi, né à Metz le 4 juillet 1769, et non à Avignon, comme l'ont dit plusieurs biographes, était fils de Jean-Nicolas Loiseau de Persuis, maître de musique de la cathédrale, chargé d'instruire les enfans de chœur, et de Marie-Anne Liouville. La nature fut le premier maître de Persuis,

son père eut la satisfaction si douce de l'initier dans les premiers élémens d'un art où il devait occuper un rang si distingué. Étant parti de fort bonne heure pour la capitale où l'appelaient un génie précoce et l'amour de la gloire, il s'y fit connaître, dès 1780, par l'exécution de plusieurs *motets* au concert spirituel et l'Oratoire, et par un *oratorio* intitulé *le Passage de l'Ar Rouge*, qui eut le plus grand succès. A vingt ans, plusieurs ouvrages joués sur le théâtre de l'Opéra-Comique, avaient déjà placé son nom parmi ceux des compositeurs modernes qui donnaient les plus belles espérances. Nommé, en 1795, par la voie du concours, professeur de première classe au Conservatoire de musique, et, peu d'années après, maître de chant au Grand Opéra, il fut successivement et cumulativement directeur général de la musique, et premier chef d'orchestre de l'Opéra, premier chef d'orchestre de la Chapelle de l'empereur, et enfin directeur de l'Académie royale de musique et du théâtre royal Italien. Puis développa, dans ces fonctions difficiles, les qualités si rares d'un excellent administrateur, et ceux qui mécontentaient quelquefois l'inflexibilité de son caractère, rendaient hommage à l'esprit de justice qui le guidait en toutes choses. L'opéra, sous sa direction, prit un éclat dont il n'avait peut-être jamais joui, et le théâtre italien, élevé, organisé par ses soins, fut regardé comme un des meilleurs de l'Europe.

Il ne fallait rien moins qu'une facilité extraordinaire pour trouver encore, au milieu de cette série d'occupations, le temps de former des élèves, de songer à la retraite, et de léguer à la postérité des ouvrages remar-

quables par la pureté du goût et le style classique avec lesquels ils sont composés. Indépendamment d'une quantité de symphonies, d'airs variés, Persuis a donné au théâtre de l'Opéra-Comique : *La Nuit espagnole*; *Estelle et Némorin*; *Phanor et Angela*; *Fanny-Morna* ou *l'Écossaise*, paroles de Favard, trois actes, 1799; *Marcel*, un acte, 1801; *Le Fruit défendu*, un acte, 1800; au grand Opéra, *Léonidas ou les Spartiates*; *Le Triomphe de Trajan*, opéra en trois actes, fait en société avec Lesueur, paroles d'Esménard, 1807; *Godéfrui de Bouillon* ou *la Jérusalem délivrée*, opéra dont M. Baour-Lormian a composé les paroles, 1813.

Voici le résumé des opinions de plusieurs critiques sur les principaux ouvrages dramatiques de Persuis :

Fanny-Morna ou *l'Écossaise*, drame mêlé de musique. Dans cette composition, l'auteur de la musique n'a pu eu l'occasion de placer un seul morceau d'ensemble. On voit qu'il possède le mécanisme de la composition, qu'il sait produire des effets harmonieux, et imaginer des accompagnemens heureux et expressifs. Il a donné à différens morceaux de ce genre la couleur locale qui lui est propre, notamment à quelques refrains montagnards; mais il n'a peut-être pas encore le principal mérite du compositeur, le don inappréciable d'un chant pur et mélodieux. Les airs de *Fanny-Morna* ont paru contournés avec peu de manières; les chœurs, avec du ton et de la couleur, présentent trop d'uniformité et sont trop également brylés. Des applaudissemens universels ont accueilli le duo du second acte; l'intention des deux motifs de chant que l'auteur suit à la fois, appartient au génie musical. Il y a enfin une grande noblesse et une belle expression dans

chant de Fanny, au moment où elle voit Edmont. Le rôle du ministre est d'une belle facture, mais il est exactement déplacé. Malgré ces défauts et le peu de mérite du poème, cet opéra, long-temps retardé par la disposition de mademoiselle Dugazon, suspendu par le même motif après la troisième représentation, a joui d'un succès non contesté.

« *Jérusalem délivrée*. Nous lisons dans le Cours de littérature dramatique de Geoffroy :

« La vigueur, l'énergie, l'expression théâtrale, les grands effets d'harmonie, voilà le caractère général de sa musique, où il y a cependant quelques morceaux remarquables, entre autres une romance pleine de suavité chantée par Tancrède. M. Persuis est un disciple et un imitateur de Gluck; il a dû préférer la force à la grâce dans son opéra en cinq actes, où respire l'enthousiasme guerrier et militaire : il y a quelques beaux airs, des morceaux d'une grande facture. Le musicien a été moins heureux dans les trios, mais il brille surtout dans les chœurs : la plupart ont produit une vive sensation. Cette composition musicale doit ajouter à la réputation de M. Persuis, déjà si avantageusement connue par son opéra de *Trajan* : elle lui assure un rang très-distingué parmi les émules de Gluck, le dieu de l'opéra, s'il n'est pas le dieu de la musique. »

« Le musicien a dirigé lui-même l'exécution de son opéra; il a tenu le bâton de mesure d'une main ferme; ses yeux attentifs ne se sont égarés ni sur la partition ni sur le théâtre. Quelle force d'âme! Quelle vigueur d'esprit dans un auteur qui devait être tremblant sur le succès de son ouvrage! » (17 septembre 1812.)

On lit ailleurs : « Par cet ouvrage, Persuis a fait un pas remarquable dans sa carrière; on y a reconnu un compositeur familiarisé avec l'étude des modèles, juste calculateur des effets de la scène, qui connaît bien le terrain sur lequel il a marché, le public appelé à l'entendre, et la nature des talens employés à le servir. »

On doit en outre à notre compatriote la charmante musique des ballets d'*Ulysse*, de *Nina* ou *la Folle par Amour*, de *l'Épreuve villageoise*, une partie de celle du *Carnaval de Venise*, etc. Il faut aussi lui faire honneur de la remise en scène du bel opéra des *Danaïdes*, qui avait disparu du théâtre depuis trente ans, et au grand succès duquel il a puissamment contribué par les engagements heureux que l'illustre Saliéri, auteur de l'ouvrage, l'autorisa à y faire, s'en rapportant au goût éprouvé de ce compositeur messin.

Ce fut Persuis qui, en 1814, composa le chant *Vive le Roi, vive la France!* Aussi Louis XVIII lui accorda-t-il ses faveurs. Elles ne pouvaient, au reste, être mieux placées.

Des travaux si constans et si variés avaient épuisé depuis quelques années la constitution délicate de cet artiste. Il aspirait après le moment où, décoré d'un nom justement célèbre dans le temple des arts, il viendrait s'asseoir à l'Institut, à côté des Berton et des Lesueur, ses dignes émules, et pourrait jouir, dans une retraite paisible, des heures de repos, si incertaines et si fugitives que l'homme se ménage toute la vie pour passer du trac des affaires au calme éternel de la tombe. Mais la nature fut plus prompte dans ses arrêts que Persuis ne s'y était attendu.

Le 22 février 1817, l'Académie royale des Beaux-Arts (section de composition musicale) le présenta comme candidat au fauteuil de Monsigny. Persuis avait pour concurrents Boieldieu, Nicolo, Catel, Kreutzer, Champein, Méhul, Rose et Séjan. Il était un de ceux qui eussent eu le plus de chances, de réussite, s'il se fût trouvé admis; mais il parcourait alors l'Allemagne, et Catel l'emporta. Le mois suivant, l'Académie royale de musique subit divers changemens dans son administration; elle lui donna deux administrateurs en chef, l'un chargé tout ce qui tient à l'art, l'autre de l'économie de l'établissement : Persuis, qui était à peine revenu de Vienne, obtint la première de ces deux places, et y développa toute l'activité, toute l'intelligence dont il avait déjà donné tant de preuves.

Peu de temps après, les arts ayant éprouvé une irréparable perte dans la personne de Méhul, l'Institut de nouveau les yeux sur Persuis, et le mit au second rang; parmi les candidats suivans : Boieldieu, Persuis, Kreutzer, Champein, Paër, Nicolo-Isouard, Spontini. Aucun de ces noms, tous justement célèbres, était accompagné de la liste des ouvrages qui leur avaient donné l'éclat; ce qui n'empêcha pas les ennemis de Persuis d'essayer de tromper le public sur ses titres académiques. Persuis crut devoir répondre à un tel acte de perfidie, et publia dans les journaux la lettre suivante :

Le Journal du Commerce, en énumérant les ouvrages des différens candidats pour la classe de l'Académie royale des Beaux-Arts à l'Institut, a réduit mes compositions à trois ouvrages, dont un en société. Cette confiance, faite avec empressement au public,

a été accompagnée d'inductions gratuitement injurieuses. Je ne répondrai pas à ces dernières ; mais comme j'ai eu l'honneur d'envoyer à Messieurs les Membres de l'Académie des Beaux-Arts la nomenclature de mes ouvrages, je crois de mon devoir d'assurer qu'elle contient l'exacte vérité. »

Cette réclamation produisit quelque effet : beaucoup de suffrages se réunirent en faveur de Persuis, mais Boyeldieu lui fut préféré.

L'état maladif de notre compatriote empirait de jour en jour ; une irritation chronique de poitrine bien caractérisée, donnait à ses amis les plus sérieuses inquiétudes, et, au mois d'octobre 1819, il avait été contraint d'abandonner la direction de l'Opéra au célèbre Vioti qui l'a remplacé. Le cordon de Saint-Michel et une pension honorable que lui accorda Louis XVIII eussent été bien propres à le dédommager de la retraite à laquelle le condamnait sa santé, si, chez les hommes livrés au culte des arts ou des muses, quelque chose pouvait tenir lieu de la gloire qu'ils espèrent obtenir de leurs travaux. Il mourut le 20 décembre, généralement regretté des artistes de l'Opéra, de ses confrères, de ses émules, et de toutes les personnes attachées à l'administration qu'il avait régie. Sa place était marquée à l'Institut ; une nouvelle vacance, et il obtenait l'un des sceptres musicaux que les muses décernent à leurs élus. Mais il n'en vivra pas moins dans la mémoire des artistes et de tous ceux qui sont à même d'apprécier les compositions savantes et agréables. Persuis avait reçu le cordon de Saint-Michel douze jours avant son décès.

Moniteur, an VIII, 15 ; 1807, 265, 266 ; 1812, 1026, 1029, 1030 ;

; 1817, 229, 341, 365, 1307; 1819, 1391, 1585, 1605. — *Histor. des Musiciens, Artistes et Amateurs, morts ou vivans*, par F. Fayolle. Paris, 1817, 2 vol. in-8.°, t. II, p. 135. — *Biog. vivans*, t. V, p. 45. — *Biog. nouv. des Contemporains*, t. XVI, p. — *Cours de Littérature dramatique, ou Recueil par ordre des Feuilletons de Geoffroy, etc.*, vi vol. in-8.° Paris, 1825, V, p. 222 à 232.

PICHON.

« (Dom Jérôme), né à Metz en 1642, fit son noviciat en l'abbaye de Saint-Vannes de Verdun. Il s'y s'être appliqué quelque temps à la prédication, à la philosophie et la théologie, avec la plus grande distinction. Devenu supérieur général de la congrégation, il la gouverna avec beaucoup de sagesse pendant des tems extrêmement difficiles. Il a aidé M. Habert, dans la composition du bréviaire de Verdun. » Cet illustre est mort à Metz, en l'abbaye de Saint-Vannes le 19 mai 1722. Dom Bernardin Pierron en fait un pompeux éloge dans son poème :

honium ad primas virtus celeberrima sedes
 lit , ingenio molles præverterat annos :
 ia Socraticis libris quæ scripta feruntur,
 uidquid verum Venantibus Attica quondam
 idit , aut tandem quo se naturæ videndam
 i dedit , novit vestrum quod raperit ævum.
 i etiam legis divinæ oracula doctus ,
 inis æterni laudes quæis templa resultent ,
 uibus in terris patrio præludat olympo
 homo , digessit. Eos vesana libido
 s agitat , scelerumque premit damnabile pondus ,

Virtuti asseruit. Quæ sit sententia patrum
 Edocuit , quid sacra ferant decreta , fidesque
 Humanæ menti quas figat cælica metas.
 Virgineus pudor, infando non fracta dolore
 Vis animi , studium veri , sensusque modesti ,
 Et priscæ pietatis amor, rebusque gerendis
 Mens habilis, decorâre Patrem. Ceu nauta procellas
 Perpressus varias , infidi fraude sereni
 Nusquam deceptus , docto moderamine ventos
 Et tumidos superans fluctus, navem arte magistrâ
 Appulit ad tutum saxa inter inhospita portum. »

Templ. met. sacr. , p. 92 à 96.

PILATRE DE ROZIER.

PILATRE DE ROZIER (Jean-François), pensionnaire
 du roi, intendant des cabinets de physique, de chimie
 et d'histoire naturelle de *Monsieur*, secrétaire du cabinet
 de *Madame*, professeur de physique, premier professeur
 et membre de la société d'émulation de Reims, de celle
 de physique, d'histoire naturelle et des arts d'Orléans,
 des Académies royales de Lyon, Metz, Mayence, de
 la société patriotique bretonne, inspecteur des pharmaci-
 es de la principauté de Limbourg, etc., doit en grande
 partie sa célébrité à la catastrophe qui termina ses jours.
 Ce savant naquit à Metz le 30 mars 1756. Rien d'es-
 sentiellement remarquable ne signala les premières années
 de sa vie. Il fut ce que sont presque tous les enfants,
 étourdi, léger, dissipé, et ne montra d'abord ni goût
 ni propension décidés pour l'étude. Son père, homme
 honnête, mais sans fortune, après lui avoir donné quel-

autres, le fit entrer au collège. Des progrès assez déterminèrent à prendre un état. Il avait alors sa quinzième année et achevait le cours d'humanités. Admis élève en chirurgie à l'hôpital militaire de Metz, il se concilia bientôt, par de l'intelligence et de l'amour des chefs de cet établissement.

Sa excessive sensibilité ne permit pas néanmoins au Pilatre de se livrer long-temps aux dissections anatomiques. Sa répugnance pour ces sortes d'opérations vint à tel point qu'il se vit forcé de quitter la chirurgie. On le présenta à M. Thirion, célèbre pharmacien, chez lequel il apprit les élémens de la chimie, de la botanique et de minéralogie. Au bout de trois ans entra dans sa famille, d'où il ne tarda guère à partir pour aller vivre à Paris.

Employé comme manipulateur dans l'officine de M. Thirion, dont les profondes connaissances le mettaient en jour à même d'agrandir le cercle des siennes, il eut l'occasion de gagner la confiance d'un médecin qui l'accueillit et lui facilita les moyens de suivre ses cours publics. Le désir de s'avancer et de jeter de l'éclat dans le monde s'empara de son âme. Il s'appliqua à la fois avec succès aux mathématiques, à l'histoire naturelle, à la physique, et devint rapidement l'honneur de ses écoles. Au milieu de ce début brillant, encouragé par son protecteur, il ouvrit un cours au Marais, où il fit les expériences d'électricité que les découvertes de Franklin avaient mises à la mode. Son auditoire, au commencement, n'était composé que de femmes et de gens prêtant à ses explications de phénomènes merveilleux, une oreille docile. La gaité et la politesse

qu'il savait d'ailleurs y répandre en faisaient un orateur gracieux. Voici comme, à l'un de ses exercices, il définissait l'attraction devant une charmante réunion de dames.

« Je ne vous redirai point ici, mesdames, ce que vous
 « pouvez lire dans de très-bons livres, et que néanmoins
 « vous comprendrez avec peine. Tout cela ne pouvant
 « vous convenir, je vais vous faire une comparaison qui
 « vous rendra l'attraction sensible : Supposez, mesdames,
 « que je fusse entre deux de vous, aussi aimables que
 « vous l'êtes, il faudrait nécessairement que mon cœur
 « choisit. Eh bien ! il est possible que l'attraction me
 « porte plutôt vers la dame qui occupe ma droite, que
 « vers celle que j'ai l'honneur d'avoir à ma gauche ; je
 « suis mon penchant, je cède, j'obéis à mon inclination, je
 « m'abandonne à l'amour qu'elle m'inspire ; voilà ce que
 « c'est que l'attraction. »

Pendant il travaillait sans relâche à acquérir des connaissances plus positives : il osa adresser à l'Académie des sciences diverses observations qu'elle reçut avec indulgence. M. Sage, dont il avait fréquenté les leçons et qui était son Mécène, lui procura la chaire de chimie à Reims. Il n'y professa que cinq à six mois et retourna à Paris où ses amis le firent nommer intendant des cabinets de physique et d'histoire naturelle de *Monsieur* (depuis Louis XVIII.) Pilatre conçut alors l'idée du *Musée* qu'il ouvrit en 1781, rue Sainte-Avoye, vis-à-vis celle du Plâtre, sous la protection spéciale de ce prince ; idée grande, puisqu'exécutée, elle réunissait le double avantage d'offrir aux hommes éclairés un vaste laboratoire fourni de toutes les machines propres à répéter leurs essais, et de simplifier aux élèves l'étude de la chimie.

de la physique, en les rendant témoins d'une foule d'expériences.

Mais ce qui sera pour notre illustre concitoyen un titre impérissable à la reconnaissance des siècles, c'est son ardeur si soutenue à imaginer un appareil contre les dangereux effets du méphitisme dans les fosses d'aisance, et à en faire lui-même l'épreuve nombre de fois publiquement. Cette utile invention, aujourd'hui remplacée par l'appareil de Bertholet, mieux perfectionné, lui mérita les encouragemens du lieutenant général de police Lenoir.

Différens mémoires sur *la machine hydraulique de f. Vera, sur la cuve de Pastel, sur la formation d'une couleur connue sous le nom de Prune de Monsieur, sur les bougies phosphoriques, inflammables au seul contact le Pair, sur un procédé pour réduire le verre en poudre par une décharge électrique, etc.*, imprimés ou lus à plusieurs sociétés littéraires, avaient déjà fixé sur Pilatre l'attention et les regards du monde savant, lorsqu'au mois de juin 1783, la découverte des aérostats, par les frères Montgolfier, frappa l'Europe d'étonnement, et le conduisit vers un nouveau genre de gloire. Il sollicita vivement qu'on répétât la superbe expérience d'Annonay à Paris. La première ascension eut lieu au Champ-de-Mars, le 25 août suivant; et, peu de jours après, Pilatre annonça, par une lettre insérée dans les feuilles publiques, qu'il s'élèverait dans les airs. L'idée parut impraticable et fut repoussée; mais il n'en continua ses préparatifs qu'avec plus de chaleur; et, le 21 octobre, il s'élança dans une montgolfière, au château de la Muette, en présence d'une assemblée nombreuse et

choisie, accompagné du marquis d'Arlandes, major d'infanterie française. En moins de vingt minutes le ballon traversa la Seine, dépassa Paris, et vint doucement s'asseoir sur la Butte-aux-Cailles. Le trajet n'avait été que de 4 à 5,000 toises; c'était assez pour justifier la possibilité d'excursions au-dessus des nues. Pilatre se rendit à Lyon, au mois de janvier 1784, pour partager les périls de Montgolfier qui voulait aussi tenter un voyage aérien. Le 23 juin, même année, il fit, à Versailles, sous les yeux du comte de Haga (le roi de Suède), et de toute la cour, une nouvelle expérience qui fut couronnée d'un plein succès.

Descendu à Chantilly, après avoir parcouru trois lieues en trois quarts d'heure, et s'être élevé à 11,733 pieds du sol, il reçut, de la part du prince de Condé, l'accueil le plus obligeant; presque aussitôt des courriers expédiés par la reine, inquiète sur son sort, s'enquirent de toutes les circonstances du voyage, dont il leur remit le procès-verbal signé de S. A., et la générosité du roi joignit à des témoignages de satisfaction et d'intérêt une pension de 2,000 livres.

Les Anglais, que le bonheur de nos aéronautes enhardissait, cherchaient alors à pénétrer comme eux dans les célestes régions; ils aspiraient à la gloire de franchir avant nous le détroit qui les sépare du continent. Pilatre attache une haute importance à les prévenir. Il demande une somme de 40,000 francs pour construire un aérostat. Le gouvernement l'accorde et lui désigne Boulogne-sur-Mer comme lieu du départ. Pilatre a l'imprudence de combiner le procédé de Montgolfier avec celui de M. Charles. Tandis qu'il met à disposition le globe en taffetas une incroyable acti^{on} !, un autre

éronaute, Blanchard, parti de Douvres dans un ballon, traverse la Manche et arrive sur les côtes de France, à une petite distance de Calais. Piqué d'avoir été prévenu, Pilatre s'empresse de publier qu'il s'élancera à son tour de Boulogne, et débarquera sur les bords d'Angleterre. Il court, il vole en cette ville le 4 janvier 1785. Contrarié par les vents, il fait de nombreuses et d'inutiles tentatives d'ascension. L'impatience gagne, il ne peut plus attendre, et, le 15 juin, à sept heures dix ou douze minutes du matin, il monte dans un aérostat et s'associe M. Romain, physicien, qui l'avait aidé à en diriger la construction. Il donne le signal, la machine s'exhausse d'une manière imposante; mais, parvenue à environ trois cents toises, elle s'enflamme tout à coup, et au bout d'une demi-heure les deux infortunés voyageurs sont précipités sur des rochers presque à la base de la tour de Croy, à cinq quarts de lieue de Boulogne, et non loin du terrain d'où ils étaient partis. Pilatre fut trouvé mort, le visage contre le parquet de la galerie, le corps fracassé, les os brisés, un pied presque séparé de la jambe, et baigné dans son sang; son compagnon expira sept à huit minutes après.

M. de Maisonfort, capitaine du génie, qui avait offert sa maison pour être du voyage, et qui les suivait à cheval, fut arrivé le second à l'endroit de leur chute. Un villageois tenait Romain dans ses bras. Le ballon était percé en deux par et d'autre au pôle supérieur.

On accusa le courageux Pilatre de témérité; sa patrie en déplora pas moins la perte d'un homme distingué, d'un homme à vingt-huit ans et demi, de sa passion pour les progrès de la science. Ses vertus sociales et sa rare simplicité ont excité les regrets de ses amis et de ceux

qui ne le connaissaient que de réputation. S'il eût des ennemis, son cœur ne lui en indiqua jamais aucun. Bon fils, frère tendre, il a laissé parmi les siens de précieux souvenirs des nobles sentimens qui l'ont animé jusqu'au tombeau. Il mêlait une douce et franche modestie à la plus admirable candeur : elle était celle du talent qui s'ignore, du mérite qui s'oublie.

Pilatre a encore à Metz une sœur fort âgée, épouse de M. de Léautaud, ancien officier, et une nièce, madame Lambert, femme instruite, spirituelle et bien digne de son oncle.

La ville de Boulogne, non contente des magnifiques obsèques qu'elle ordonna pour Pilatre et Romain, et auxquelles assistèrent tous les corps, érigea dans le cimetière de *Vimille*, où ils sont enterrés, une colonne surmontée de deux urnes funéraires. Ce cimetière, situé sur la route de Calais à Paris, rappellera sans cesse le triste événement qui les sacrifia à la plus belle et la plus singulière découverte humaine.

Les Muses se plurent à couvrir de fleurs le sépulcre de Pilatre. Nous citerons 1.^o ce quatrain :

Sa gloire , hélas ! ne fut qu'un rêve ,
Dont la fin prouve avec éclat ,
Que le moment qui nous élève
Touche à celui qui nous abat.

2.^o Les vers de M. D. R., officier de cavalerie, qui suivent :

Il n'est donc plus , ce brave de Rozier !
Cet élève chéri de la docte *Uranie* ,
Dont les talens , l'audace et le génie ,
En honorant et servant sa patrie ,
Faisaient voler partout le nom de *Montgolfier*.

Pour franchir la plaine liquide ,
Sans un frêle ballon , sans boussole et sans guide ,
Bravant la foudre et les éclairs ,
L'Europe a vu ce mortel intrépide ,
La merci d'un élément perfide ,
Plauer dans le vague des airs.

Lais dans ce vaste champ son courage l'égare ;
Au gré de ses désirs dans son globe emporté ,
Andis que son nom vole à l'immortalité ,
Un destin jaloux et barbare ,
Dans le silence se prépare
A le punir de sa témérité.

Ainsi que l'aigle qu'il égale ,
Son œil veut contempler le foyer du soleil.
Non moins audacieux que le fils de Dédale ,
Pilatre éprouve un sort pareil.

Il n'est plus ; au haut de la sphère
Une Euménide incendiaire
A rompu le fil de ses jours.
Il tombe , et la faulx meurtrière ,
Dans le milieu de sa carrière ,
Vient à nos yeux d'en terminer le cours.

Gémissant sur sa destinée ,
La foule des arts consternée
Verse des pleurs sur son tombeau ;
Tandis qu'*Uranie* elle-même ,
Livrée à sa douleur extrême ,
A nos regards dérobe son flambeau.

Ma propre douleur moi-même je succombe :
Affre qu'à leurs regrets je mêle aussi mes pleurs.
Pour soulager mon cœur, permets que sur ta tombe
Une tremblante main je jette quelques fleurs.

(472)

Ton nom , illustre Aéronaute ,
En faisant oublier celui de l'Argonaute ,
Vivra toujours dans la postérité ;
Et dans les fastes de l'histoire ,
Ton nom , ton malheur et ta gloire
Passeront d'âge en âge à l'immortalité.

M. Ræderer (Voir son article au 4.^e volume.) a pu l'*Éloge de Pilatre de Rozier* ; Lenoir, professeur d'anglais, son *Éloge funèbre*, 1775, in-8.^o ; et Tour de la Chapelle a fait imprimer *la Vie et les Mémoires* de ce physicien ; Paris, Knapen, 1786, in-12, avec son portrait. On a également de lui quelques mémoires judicieux dans le Journal de Physique.

Article communiqué par M.^r F. N. Bégin , magistrat.

PINCEMAILLE.

PINCEMAILLE, vénérable de la loge de la Candeur à Metz, originaire du Pays Messin, est auteur des *Considérations allégoriques sur la Franche-Maçonnerie*, publiées en 1763. La G.^o. L.^o. de France lui fit remettre 300 livres en 1764, à la charge de jeter au feu ce qui lui restait d'exemplaires, mais il garda l'argent, et continua la vente de son ouvrage.

L'ouvrage de Pincemaille a eu deux éditions première en 1 vol. in-8.^o ; la seconde, de la même année, en trois petits cahiers in-16, encadrés, comprenant chacune trois grades.

Reg. des délib. de la G.^o. L.^o. de France, fol 27 recto. — Actes ou Chronologie de la Franche-Maçonnerie, in-8.^o Paris, 1815, p. 364.

PIOCHE.

PIOCHE (Charles-Augustin), artiste distingué, né le 2 septembre 1762, est un de ces génies heureux qui n'attendent qu'une occasion favorable pour faire leur essor, mais auxquels la fortune, avare de dons, oppose une infinité d'obstacles que l'homme le plus favorisé de la nature n'est pas toujours à même surmonter. Fils de Marie-Thérèse Mangin, et de Jean-Baptiste-Pierre Pioche, peintre-décorateur, de l'Académie, il a sucé avec le lait l'amour des arts qui est héréditaire dans sa famille, et a montré, de fort jeune heure, tout ce qu'on était en droit d'attendre de ses dispositions. Son père, voulant en faire un homme de loi, le mit entre les mains des bénédictins; mais comme il avait très-peu de goût pour les langues, il quitta du collège quelques années plus tard, revint chez son père, et se jeta dès-lors avec ardeur dans les études qui exigeaient sa vocation. Après avoir dessiné pendant quelques ans, il partit pour Paris en 1785. Masson, protégé de M. de Broglie, ancien gouverneur de Metz, sculpteur d'ailleurs assez médiocre, quoiqu'il ait fait une *Flore* qui rivalise avec celle de Canova, habitait alors Paris. Son père d'Augustin Pioche, qui l'avait connu à Metz quand il composait les bas-reliefs du palais de Justice, recommanda son fils, et ce fut sous ses auspices qu'il fit ses premiers essais en sculpture; mais notre jeune patriote, qu'une étude approfondie de l'anatomie, faite à l'hôpital militaire de cette ville, rendait sous ce rapport déjà supérieur à Masson, doué d'ailleurs de la force d'imagination qui dépasse facilement les

bornes qu'un maître médiocre impose à ses élèves, reconnut bientôt ce qu'il manquait à celui auquel il s'était adressé. L'ayant quitté pour se rendre dans les ateliers de Bridant, membre de l'Académie royale des Beaux-Arts, il ne tarda point à devenir son premier élève, tant il apporta de zèle et d'assiduité dans ses travaux. Réduit à ses propres ressources, obligé de vivre avec la plus stricte économie, et de se priver souvent même du nécessaire, afin de payer ses modèles et ses maîtres, M. Pioche faisait marcher de front les études qu'exigeait son instruction, et le travail indispensable à ses besoins. M. Poutet, alors maire de Metz, avait voulu le rendre pensionnaire de la ville tant que durerait ses études à Paris; mais son père, qui ne lui donnait peut-être pas vingt-cinq louis dans l'espace de trois années, répondit à l'offre généreuse de ce magistrat que sa bourse suffisait aux besoins de son fils.

Bridant, qui avait un fils de l'âge de M. Pioche, également élève en sculpture et travaillant dans son atelier, voyait avec peine les progrès de l'artiste messin, et le détournait, tantôt par un prétexte, tantôt par un autre, de se présenter aux concours de l'Académie; enfin, un jour, M. d'Angevillers, intendant général des bâtimens du roi, vint visiter l'atelier de Bridant lorsque M. Pioche travaillait à un bas-relief qui représentait *le Triomphe de Joseph*. Frappé de la touche mâle et de l'entente de dessin parfaite du jeune artiste, il lui demanda comment il se faisait qu'il n'eût pas encore mis aux prix, ne cacha point à Bridant combien sa conduite en cette circonstance avait peu de noblesse, et voulut qu'à l'heure même M. Pioche se plaçât parmi les élèves.

au concours. Ses premiers pas à l'académie furent
 s par des succès. En 1789, il obtint trois médailles
 et une médaille d'or aux expositions trimes-
 , et, à la fin de l'année, remporta l'unanimité
 frages dans le concours pour le grand prix de
 ire dont le résultat était de devenir à Rome
 nnaire du gouvernement. Le sujet du prix était
ement de Salomon. M. Pioche gagna la couronne;
 le jeune Lemot, devenu depuis si célèbre, qui
 t après lui dans l'ordre du concours, et qui, s'étant
 té deux fois, se voyait, par son âge, le chemin
 me fermé sans retour, intéressa en sa faveur l'a-
 e académique. M. Julien, son maître, ami intime
 dant, conjura ce dernier de déterminer M. Pioche
 son prix à la condition formelle qu'il en serait dé-
 agé l'année suivante. M. Pioche, persuadé, comme
 lui avait assuré, qu'il y aurait deux grands prix
 année, et qu'il obtiendrait l'un des deux, n'hé-
 int à faire, en faveur de Lemot, le sacrifice de
 ronne, et se remit à travailler avec plus d'ar-
 que jamais pour le concours de 1791. Le sujet à
 était *Abraham recevant du roi Abimélech Sara sa*
épouse, M. Pioche fit un bas-relief d'une exécution
 plus parfaite et plus large, d'une dimension plus
 e que celui du *Jugement de Salomon*. Le mérite
 t ouvrage, le généreux sacrifice qu'il avait fait
 e précédente, tout devait réunir en sa faveur
 on de ses juges, et le récompenser enfin de
 e années de travail; mais, contre les règles de
 justice, la palme fut décernée à MM. Bridant et
 fils des académiciens professeurs du même nom.

M. Pioche, à cette nouvelle, indigné d'avoir été le jouet d'une basse intrigue, à laquelle, au reste, les deux créateurs favorisés ont été sans doute étrangers, brisa le bas-relief dont les élèves recueillaient précieusement les débris, et ne remit plus les pieds à l'académie ni à l'atelier de son maître.

Pendant son séjour à Paris, M. Pioche occupait une chambre située vis-à-vis de l'ancienne Bastille, et cette circonstance donna lieu à un fait qu'il n'est pas sans intérêt de publier. Le 14 juillet, lorsque le peuple armé s'empara de ce dernier retranchement de la tyrannie, plusieurs prisonniers mis en liberté sortirent des cachots dans un état de nudité presque complète. M. Pioche en recueillit plusieurs chez lui, et leur donna des vêtemens. De ce nombre était M. de Latude, connu par plusieurs ouvrages, par des pamphlets contre la reine Marie-Antoinette, et qui gémissait depuis longtemps dans des cachots infects.

En 1792, M. Pioche quitta la capitale, et se rendit d'après l'invitation de Servan, alors ministre de la guerre, à sa campagne de Cordeloue, située près de Bourgoin, à deux lieues du Rhône. Il y resta onze mois occupé à composer des bas-reliefs pour les appartemens de Servan, ainsi que des bustes au nombre desquels était celui de ce ministre. Obligé d'obéir à la réquisition qui frappait alors toutes les têtes, M. Pioche partit pour l'armée des Pyrénées en qualité de commissaire des vivres, et géra avec une telle probité et une telle prévoyance, qu'en quittant l'armée il possédait en réserve des bons de vivres pour une valeur de 500,000 francs dont il fit remise à ses administrateurs.

Le retour à Metz en 1794, époque à laquelle les arts ont été frappés de mort, M. Pioche attendit, pour reprendre ses travaux, que le calme eût succédé à l'orage, et, en 1797, une salle de dessin que suivirent de nombreux élèves. M. Lebrun, architecte de la ville, fut alors nommé le père de M. Pioche, professeur de dessin à l'école centrale de la Moselle, et ce dernier refusa cette place, on ouvrit un concours où M. Augustin Pioche par la bonté de son dessin.

Il avait pour concurrent M. Chevreux, peintre, et Chevreux l'emporta, quoiqu'il eût beaucoup moins mérité.

Après lors M. Pioche, dégoûté des concours, s'est contenté de donner des leçons et à composer des bustes d'après nature d'une grande ressemblance, et des médaillons en terre, et servant d'études à ses élèves.

OUVRAGES DE M. PIOCHE.

ORIGINAUX.

Une Bacchante jouant des cymbales, faite pour l'ameur d'Espagne. Pizani, célèbre sculpteur italien, l'a exécutée en marbre dans une proportion de onze pieds.

Le Baptême de Clorinde par Tancrède, plâtre exécuté en marbre par Pizani.

Didon sur le bûcher, plâtre exécuté en marbre par Pizani.

Une Uranie, plâtre exécuté en marbre par Pizani, dans une proportion d'environ trois pieds.

Un Saint-Sébastien, également en plâtre, donné à Pizani.

Une Ascension. Cet ouvrage, fait en terre, avait été refusé en raison d'un défi porté à M. Pioche par Bridant,



auteur d'une *Assomption* destinée à une église de Chartre.
La composition de Pioche fut reconnue supérieure à celle de Bridant, par les professeurs de l'académie eux-mêmes.
La jalousie fit qu'on brisa son ouvrage.

Ces six ouvrages étaient des ronds de bosse.

VII. *Le Triomphe de Joseph*, bas relief en plâtre de six pieds de hauteur sur quatre de largeur.

VIII. *Le Jugement de Salomon*, bas relief en plâtre d'une dimension à peu près semblable à celle du précédent.
Ouvrage de concours que M. Pioche possède encore dans son atelier.

IX. *Abraham recevant du roi Abimélech Sara pour épouse*, bas relief également en plâtre. Ouvrage de concours.

Ces neuf premières compositions ont été exécutées à Paris.

X. *Milon de Crotone, ayant les mains prises dans un arbre*, rond de bosse en terre bronzée, d'un pied de hauteur.

XI. Le même, *déchirant la gueule du Lion*. Ce second rond de bosse sert de pendant au premier. Ils avaient été donnés tous deux à M. Lemor, ex-notaire. Aliénés à la vente, on ne sait ce qu'ils sont devenus. Ce sont deux beaux ouvrages qui ont de la valeur.

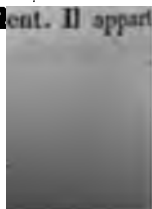
XII. *Jupiter endormant Junon sur ses genoux*, rond de bosse.

XIII. *Deux Gladiateurs*, rond de bosse. 1817.

Ces trois ouvrages, exécutés en terre cuite bronzée, se trouvent entre les mains de leur auteur. Ils méritent d'être vus.

XIV. *Persée et Andromède*, petit groupe également en terre, appartenant à M.^{me} Rambert. C'est un rond de bosse.

XV. *Hercule terrassant l'Hydre de l'Herne*, rond de bosse de la même dimension que le précédent. Il appartient aussi à M.^{me} Rambert.



XVI. *La Porte neuve de Luxembourg*, fronton de vingt-six pieds, avec les bas reliefs dans la frise.

XVII. Un grand nombre de *Bustes* en terre cuite, faits après nature et d'une grande ressemblance.

COPIES.

XVIII. *Le Gladiateur mourant*, de Julien.

XIX. *Le Groupe de Saint Barthélemi*, de Bridant, morceau de réception.

XX. *Le morceau de réception*, de Cafféri.

XXI. M. Pioche a fait en outre plus de quinze cents bustes pendant ses treize années de séjour à Paris.

M. Pioche a cessé, depuis plusieurs années, de donner des leçons de dessin, mais il compose encore des bustes d'une heureuse exécution. Nous devons regretter que cet artiste n'ait pas trouvé dans nos murs des occasions propres à alimenter son génie, et que ses talents créatrices se soient usées pendant plus de trente années dans une inactivité qui ne fait pas honneur à la ville où il a reçu le jour.

M. Pioche a trois fils et une demoiselle. Cette dernière aint déjà fort bien le paysage à l'huile et les fleurs à l'aquarelle. Sa touche a quelque vigueur et de l'expression.

POIRET.

POIRET (Pierre), théologien mystique, naquit à Metz le 15 avril 1646. Son père, qui était fourbisseur, étant mort en 1652, on mit le jeune Poiret chez un sculpteur pour apprendre le dessin. Quoique son goût ne portât point vers les beaux-arts, il y fit néanmoins sensibles progrès, et composa plusieurs portraits au nombre desquels celui de mademoiselle Bourignon qu'il

peignit de mémoire plusieurs années après sa mort. Ayant quitté le ciseau pour l'étude des lettres, à l'âge de treize ans, il apprit le latin d'abord à Metz, puis, en 1661, à Bouxvillers, près de Strasbourg, où M. de Kirchheim, gouverneur du comté de Hanau, le fit venir pour enseigner le français à ses enfans.

Parti pour Bâle en 1664, il y apprit le grec, l'hébreu, la philosophie, et en dernier lieu la théologie; mais son état constamment maladif l'empêcha de faire tous les progrès que son génie précoce rendait faciles. Les principes de Descartes sont ceux auxquels il s'attacha de préférence. Après trois années de séjour à Bâle, il quitta cette ville au mois d'août 1667, peu de jours avant que la peste s'y manifestât, et il se rendit à Hanau où il demeura six mois, étudiant autant que ses infirmités pouvaient le lui permettre. Au mois d'avril suivant, il partit pour Heidelberg, où il exerça le ministère évangélique avec distinction; il s'y maria, et fut fait, en 1672, ministre de l'église d'Anweil, ville du duché de Deux-Ponts. La lecture de Tauler, de Kempis et d'autres mystiques, devint dès-lors sa unique occupation. Il eut surtout une prédilection marquée pour les ouvrages de mademoiselle Bourignon, et conçut pour cette personne superstitieuse une estime inaltérable. Les troubles de la guerre l'ayant obligé, en 1676, à sortir d'Anweil où il était fort aimé, il passa en Hollande, et se rendit à Hambourg où il eut la satisfaction de voir mademoiselle Bourignon dont il désirait faire la connaissance depuis fort long-temps. Poiré demeura huit années dans cette ville, uniquement occupé d'exercices religieux. A cette époque, Bayle disa

i : « C'est un homme d'une probité reconnue, et , de grand cartésien , est devenu si dévot que, si songer mieux aux choses du ciel, il a presque pu tout commerce avec la terre. »

1688, Poiret se retira à Reinsbourg, petite ville

Hollande près de Leyde, et y demeura près de 20 ans, jusqu'à sa mort arrivée le 21 mai 1719. Ce pendant ce dernier séjour, véritable solitude, que Poiret consacra la plupart des ouvrages qui l'ont mis au rang des premiers écrivains mystiques de son siècle.

Un portrait existe gravé, dans le format in-8.^o

OUVRAGES DONT POIRET EST AUTEUR OU ÉDITEUR.

Cogitationes rationales de Deo, animâ et malo. Amstelod. 1677, in-4.^o It., ibid., 1685, in-4.^o Auctiores. 1715, in-4.^o

Poiret développe dans cet ouvrage une partie de ses opinions mystiques.

Mémoire touchant la vie et les sentimens de Mademoiselle Antoinette Bourignon, inséré dans les Nouvelles de la République des Lettres. 1685, p. 412.

Les OEuvres d'Antoinette de Bourignon. Amsterdam, 1679 et suiv. xix vol. in-8.^o, précédées d'une Notice sur mademoiselle Bourignon, par Poiret.

Monitum necessarium ad Acta Eruditorum Lipsien-Annii 1686. Mensis Januarii spectans in quo compilatoruli 3 actorum de Antonia Burignonia ejusque operibus cens, plus quodragesies falsi convincitur. Amstelodami, 1686, in-4.^o, p. 16. Cet avertissement est dirigé contre un trait que M. de Seckendorf avait fait dans le journal de l'Erudition, de la vie et des ouvrages de mademoiselle Bourignon, extrait peu favorable à la réputation de cette fanatique.

Poiret entra aussitôt en lice avec M. de Seckendorf, qui lui répondit avec une virulence que le titre seul de l'ouvrage indique : *Defensio relationis de Antonia Burignonia Actis Eruditorum Lipsiensibus Mensis Januarii anni 1686. Insertæ, adversus Anonimi famosas chartas Amstelodami sub titulo Moniti necessarii publicatas; quarum proterve calumniæ refutantur, simulque Fæminæ, quæ se legatam Dei mentita est, ipsiusque Apologetæ et Monitoris impietatis et monstrosa dogmata quædam ex Libris utriusque Gallicis latinè excerpta, Censuræ Christianorum in præcipuis Fidei articulis adversus Fanaticos consentiensium offertur.* Lipsiæ, 1686, in-4.º

Poiret laissa cette réfutation sans réponse.

V. *L'OEconomie divine ou Système universel et démonté des oeuvres et des desseins de Dieu envers les hommes, où l'on explique et prouve d'origine et avec une évidence et certitude métaphysique, les principes et les vérités de la Nature, de la Grace, de la Philosophie, de la Théologie, de la Raison, de la Foi, de la Morale naturelle, et de la Religion Chrétienne.* Amsterdam, 1687. VII vol. in-8.º Traduit en latin, et revu par l'auteur en 1705. Ce traité, extrait des lectures de Poiret, a pour objet de faire voir la corrélation et l'accord général de la nature et de la grâce, de la philosophie et de la théologie, de la raison et de la foi, de la morale naturelle et de la religion chrétienne, opérés par l'union de l'homme avec Dieu, au moyen des actes et des points de croyance qu'il regarde comme le fondement essentiel du christianisme, quelles que soient d'ailleurs les différences d'opinions et de rites. On y retrouve la plupart des principes émis par mademoiselle Bourignon.

VI. *La paix des bonnes Ames dans tous les partis du Christianisme, sur les matières de Religion, et particulièrement sur l'Eucharistie, où l'on répond aussi à un o-*

*le l'onzième des Lettres Pastorales, opposé aux avis
ables publiez depuis peu, et que l'on a joint ici avec
les autres Pièces qui concernent ce sujet. Amsterdam,
In-12.*

oique dans cet ouvrage Poiret semble partager une
des principes de M.^{lle} Bourignon et de M.^{me} Guyon,
frère de la première, a dit un critique, en ce qu'au lieu
trouver, comme elle, l'esprit de *propriété* des ministres
glise, et de se donner comme réformateur, il se borne,
exclure aucun parti, ni vouloir faire des prosélytes, à
venir ou à conseiller la paix en Dieu entre les gens de
pourvu qu'ils s'accordent sur les bases principales de
igion; mais il n'entend point par cette paix, comme
Guyon, un quiétisme purement passif; il admet une
ration de l'âme avec Dieu, dont la grâce néanmoins
ur l'homme par sa seule vertu, sans qu'elle soit pour
ompatible avec l'état de péché. » Mais, malgré toute la
lection de Poiret pour cette partie morale de la théo-
mystique, qui fait selon lui la force et la substance de
igion, il s'attachait au spiritualisme élevé que lui offrait
osophe Jacob Bohème, dont il a analysé les doctrines.

*1. L'Ecole du pur amour de Dieu ouverte aux Sça-
et aux Ignorans dans la vie merveilleuse d'une pauvre
diote, paysanne de naissance et servante de condition,
elle Nicolas, vulgairement dite la bonne Armelle,
née en Bretagne. Par une Fille Religieuse de sa com-
mune. Nouvelle Edition augmentée d'un Avant-Propos.
ne, 1704, in-12.*

ouvrage, composé par Dom Olivier Eschallard, re-
x bénédictin, prieur-curé de Mouchamp, docteur en
ogie, avait été déjà imprimé deux fois en France avec
bation; en 1676, sous le titre de *Triomphe de l'Amour*
, etc.; et à Nantes, in-18, en 1683, avec le titre

suivant : *Les Sentimens et les pratiques de la Bonne-Armelle, pauvre villageoise, etc.* Le mysticisme qui règne dans le livre de sœur Jeanne de la Nativité plut probablement à Poiret ; il y ajouta une longue préface dans laquelle il discute le mérite de l'ouvrage , et analyse les opinions qui divisent les chrétiens , et le publia sous le titre précité.

VIII. *Les principes solides de la Religion et de la vie Chrétienne, appliqués à l'éducation des enfans et applicables à toutes sortes de personnes ; opposez aux idées seches et Pelagiennes que l'on fait courir sur de semblables sujets.* Par P. P. Amsterdam , 1705 , in-12 , 128 pages.

L'ouvrage de Poiret eut un grand succès. On le traduisit allemand , en flamand , en anglais et en latin ; mais comme il n'existait nulle part séparément , l'auteur crut devoir l'insérer des dissertations auxquelles il était joint. Après l'avoir revu et corrigé , il en fit un volume à part. L'édition latine est intitulée : *De Christiana liberorum à veris Principiis educatione Libellus, in quo prima Religionis vitæ quæ Christianæ fundamenta ac elementa ad omnium hominum captum et usum proponuntur. Accedit R. R. Ministrorum Hamburgensium adversus hunc Libellum Judicium publicè editum, cui suas, in illud observationes, item ejusdem argumenti Epistolæ subjecit auctor.* Amstelod. 1694 , in-8.°, 523 pages.

Ce livre a fait beaucoup de bruit à Hambourg. Le docteur Mayer, ministre de la même ville , prétendant y trouver des hérésies , a intenté un procès à M. Horbius , l'un de ses collègues , pour en avoir recommandé la lecture. Toute la ville fut en rumeur , et le calme ne se rétablit que par l'expulsion de M. Horbius dont le parti succomba. La censure des théologiens de Hambourg est développée en trente-sept articles. Ils traitent Poiret de fanatique , de visionnaire , de pélagien et de socinien , épithètes qu'il méritait , au reste,

plus d'un titre ; mais un système religieux exagéré devait-il entraîner de si grands débats ? Ce fut pour se défendre contre ces accusations que Poiret ajouta quelques observations à sa traduction latine.

IX. *La Théologie réelle, vulgairement dite, la Théologie Germanique avec quelques autres Traitez de même nature, une lettre et un Catalogue sur les Ecrivains mystiques. Une Préface Apologétique sur une Théologie mystique avec la nullité du Jugement d'un Protestant sur la même Théologie Mystique.* Amsterdam, 1700, in-12.

Ce recueil, véritable compilation publiée pour les ames sensibles (ce sont les propres expressions de Poiret), est précédé d'une préface de deux cents pages, dans laquelle il attache à défendre les principes de sa théologie mystique ; cherche aussi à justifier la mémoire et les écrits de J.^h Bourignon des attaques dirigées contre elle par Leclerc, M^{re} de M^{re} et Bayle. Après la préface se trouve la *Théologie réelle Germanique*, imprimée déjà séparément en 1676, traduite par Poiret d'un ouvrage allemand que Luther avait mis au jour comme étant l'excellente production d'un de ses amis, chevalier de l'ordre teutonique à Francfort, et que Sébastien Castellion avait donnée en latin et en français. La seconde partie est un *Traité de rétablissement de l'homme* ; la troisième, une *Lettre sur la Régénération* : ces deux ouvrages ont été traduits du flamand. La quatrième contient des *Règles Maximes Spirituelles*, abrégées de celles de Jean de S^{te} S^{te} Sonson, carme déchaussé et grand mystique, mort à Anvers en 1636. La dernière partie, et en même temps la plus importante du recueil, est une *Lettre*, de 140 pages, sur les principes et les caractères des principaux auteurs mystiques et spirituels des derniers siècles, au nombre de cent trente, suivie d'un catalogue de ces mêmes écrivains, au nombre d'environ trois cent soixante-dix. Elle a été traduite

depuis en latin , ainsi que la seconde partie du recueil , avec des augmentations de l'auteur lui-même. Amsterdam , 1702 , in-12. « Cette lettre est d'autant plus curieuse qu'elle indique les circonstances historiques de la vie des personnages , le génie particulier et respectif des écrivains , les éditions , et le contenu ou la substance de leurs ouvrages les plus remarquables. Mais suivant , en général , l'ordre des temps dans la série des auteurs mystiques , Poiret semble ranger sur la même ligne les écrivains comme les ouvrages des différentes communions , la *Théologie germanique et l'Imitation de Jésus-Christ* ; *Sainte Thérèse et M.^{lle} Bourignon* ; *Jeanne Leade et M.^{me} Guyon* , etc.

X. *De Eruditione triplici , solida , superficiali , et falsa Libri tres , in quibus veritatum solidarum origo ac vis ostenditur , tum cognitionum scientiarumque humanarum et in specie Cartesianismi fundamenta , valor , defectus et errores deteguntur. Præmittitur vera methodus inveniendi verum. Subnectuntur nonnulla Apologetica. Amstelodami 1692 , in-12. It. Insigniter auctiores. Amstelod. 1707 , in 4.^o*

Beaucoup d'opinions renfermées dans cet ouvrage ont été combattues par les théologiens de l'époque.

XI. *De Eruditione solida specialiora tribus Tractatibus. 1.^o De Educatione liberorum Christiana. 2.^o De Irenico universali. 3.^o Theologiæ mysticæ ejusque Auctorum idea generalis , cum suis contra varios defensionibus partim denuo partim recens excusa. Amstelodami 1707 , in-4.^o*

La plupart des traités contenus dans ce volume avaient déjà paru séparément. En les réunissant , Poiret a eu l'intention de les présenter comme une suite à son ouvrage *De Eruditione* , etc. « Celui-là , dit-il , contient des préceptes généraux qui conviennent à toutes sortes de personnes ; celui-ci comprend des préceptes particuliers qui

« concernent trois des principaux actes de la vie. Le premier
 « est l'état de l'enfance, le second est l'âge de perfection,
 « considéré par rapport au culte extérieur et aux divers
 « partis de la religion dans lesquels on peut être engagé;
 « le troisième est l'état de la vie intérieure. »

La partie intitulée : *Irenicum universale*, contient plusieurs pièces qui avaient déjà paru dans le recueil ayant pour titre : *la Paix des bonnes Ames*.

Aux réponses qui sont jointes à l'ouvrage ci-dessus mentionné, on voit que Poiret, tout mystique qu'il était, ne ménageait point ses adversaires et n'épargnait envers eux ni le sarcasme ni l'injure.

XII. *Fides et Ratio collatæ ac suo utraque loco reddita adversus Principia Joannis Lockii, insertis non paucis, quibus revelationis divinæ ac Religionis Christianæ Capita digniora profundius confirmantur, cum accessione triplici.*
 1.^o *De Fide implicita sive nuda.* 2.^o *De Sacrarum Scripturarum certitudine ac sensu.* 3.^o *De Perfectione et Felicitate in hac vita.* Edidit et præfatus est P. Poiret. Amstelod. 1708, in-12.

Cet ouvrage, composé par un personnage distingué de l'Allemagne, est d'une métaphysique fort abstraite. Poiret l'a enrichi d'une préface de 60 pages, où il cherche à prouver que la foi suffit pour obtenir la vie éternelle.

XIII. *Idea Theologiæ Christianæ juxta Principia Jacobi Bohemi, Philosophi Teutonici, brevis et methodica. Accedunt sexti Pythagorei Sententiæ ob argumenti præstantiam verè divinæ.* Amstelod. 1687, in-8.^o, 66 pages.

Il fallait être aussi mystique que Poiret pour chercher à débrouiller ce chaos de Robert Bohème; aussi convient-il lui-même qu'il n'est guère possible de concevoir les ouvrages du théosophe allemand; il conseille de lire seulement ce qu'il y a d'intelligible, par exemple, la *Voie pour aller à*

Christ, et la dernière partie du *Mysterium magnum*, qui est une explication allégorique de la Genèse.

XIV. *Vera et cognita omnium prima, sive de natura Idearum ex Origine sua repetita, asserta et adversus Cl. A. Pungelerum defensa, Disquisitio Theologico-Philosophica, in qua Spinosismus et Socinianismus tuto prævertuntur, decessarium et sufficiens solius Dei esse, cæterorum nihil primum radicitus patefiunt, ac non paucis in Theologia et Philosophia momentosis difficultatibus profundius dilucidandis via aperitur. Amstelodami 1715, in-12.*

Cet ouvrage, que le P. Nicéron regarde comme étant de la plus sublime métaphysique, a été composé pour répondre à Abraham Pungeler, professeur en théologie à Herborn. qui avait attaqué les opinions de Poiret sur les idées, dans un écrit ayant pour titre : *Dissertatio de rerum possibilium Ideis in Deo Cl. Poireto opposita. Herbornæ 1712.*

XV. *La Théologie du Cœur, ou Recueil de quelques Traitez qui contiennent les lumières les plus divines des Ames simples et pures. Cologne. 1690, in-12. It., seconde édition, avec une Lettre sur l'éducation chrétienne des enfans. Cologne, 1697, in-12, 2 vol.*

XVI. *Le Chrétien réel, contenant 1.° La vie du Marquis de Renty, par J. B. de Saint-Jure, Jésuite (né à Metz. V. son article.) ; 2.° La vie de la Mère Elizabeth de l'Enfant Jesus, pour servir de modèle à la vie, vraiment Chrétienne, et d'Apologie effective aux maximes et voyes spirituelles de la vraie Theologie mystique vainement combattue par les esprits du siècle. Nouvelle Edition. Cologne, 1701 et 1702. 2 vol.*

Ces deux ouvrages sont précédés d'une préface par Poiret.

XVII. *Le Saint Refuge, ou la Vie et la Mort édifiante de Wernerus. mort l'an 1699. Cologne 1701, in-12.*

XVIII. *La Theologie de l'Amour, ou la Vie et la*

OEuvres de Sainte Catherine de Genes. Nouvelle traduction. Cologne 1691, in-12.

XIX. *Traduction de l'Imitation. 1683.*

XX. *Posthuma. Amstelod. 1721, in-4.°* Ce sont différens ouvrages peu importans ou seulement ébauchés. Ce recueil est précédé de l'éloge historique de Poiret.

XXI. *La Theologie de la Croix de J. C. ou la Vie et les OEuvres de la B. Angele de Foligny; avec les exercices sur la Passion. Par Blosius. Cologne 1696, in-12.*

XXII. *Le Catéchisme Chrétien pour la vie intérieure. Par M. Olier, nouvelle édition. Cologne. 1703, in-12.*

XXIII. *Opuscules spirituels de Madame J. M. B. de la Mothe-Guion. Nouvelle édition augmentée de son rare Traité des Torrens, et d'une Préface touchant sa personne et sa doctrine. Cologne. 1704, in-12.*

XXIV. *Poësies et Cantiques spirituels sur divers sujets qui regardent la vie intérieure; par Madame Guion. Cologne. 1722, in-8.°, iv vol.*

XXV. *La Vie de Madame la Mothe-Guion, écrite par elle-même. Cologne, 1720, in-8.°* Une longue et ennuyeuse préface écrite par Poiret précède cet ouvrage. Il mourut sans avoir eu le temps de la revoir.

XXVI. *Le saint Solitaire des Indes, ou la Vie de Grégoire Lopés, de la traduction de M. Arnauld d'Andilly. Cologne 1717, in-12.* Avec une préface de Poiret.

XXVII. *La Theologie de la presence de Dieu. Contenant, 1.° La Vie et les OEuvres du F. Laurent de la Resurrection. 2.° Un Traité de l'importance de la presence de Dieu par P. Poiret. Cologne 1720, in-12.*

XXVIII. *Pratique de la vraye Theologie Mystique. Cologne 1709, in-8.°* Ce recueil renferme différens opus- de F. Malaval et de M. de Bernieres.

XXIX. *Virtutum Christianarum insinuatio facilis et*

quibusvis accommodata. Coloniae 1705, in-8.° It. correctior et auctior. 1711, in-12.

XXX. *Sacra Orationis Theologia. Coloniae 1711, in-12.* Ce volume contient, 1.° *Orationis mentalis analysis per P. de la Combe.* 2.° *Gerlaci Soliloquia divina.* 3.° *Blaquernæ Eremitæ Aphorismi 365 de amico et amato.*

XXXI *Theologiæ pacificæ, itemque Mysticæ ac hujus Autorum idea brevior. Amstelodami 1702, in-12.*

XXXII. *Recueil de divers Traitez de Theologie Mystique, qui entrent dans la celebre dispute de Quietisme, qui s'agite presentement en France. Contenant, 1. le moyen court et très-facile de faire Oraison. 2. L'explication du Cantique des Cantiques: tous deux par Madame Guion. 3. L'Eloge, les Maximes spirituelles, et quelques Lettres du F. Laurent de la Resurrection. 4. Les Mœurs et entretiens du même F. Laurent, et sa pratique de l'exercice de la presence de Dieu. Avec une Préface, où l'on voit beaucoup de particularitez de la Vie de Madame Guion Cologne 1699, in-12.* On reproche à Poiret plusieurs erreurs biographiques relatives à cette dame.

XXXIII. *L'Amante de son Dieu, représentée dans les emblèmes de Hermannus Hugo, sur ses pieux desirs, et dans ceux d'Othon Fænius sur l'amour divin, avec des figures nouvelles, accompagnées de Vers qui en font l'application aux dispositions les plus essentielles de la vie intérieure. Cologne 1717. in-12, 185 pages et 60 figures.*

XXXIV. *Lettres chrétiennes et spirituelles sur divers sujets. qui regardent la vie intérieure ou l'esprit du vrai Christianisme. Cologne, 1717 et 1718, iv vol. in-8.°* Cet ouvrage est de M^{me} Guion. Poiret n'en est que l'éditeur. Il en est de même des deux ouvrages suivans :

XXXV. *Les Livres de l'Ancien Testament, avec des explications et réflexions, qui regardent la vie intérieure, divisez en douze tomes. Cologne, 1715, in-8.°*

XXXVI. *Le Nouveau Testament de Nostre Seigneur Jésus-Christ avec des explications et reflexions qui regardent la vie intérieure.* Cologne, 1713, in-8°, VIII tomes.

XXXVII. *Thomas à Kempis, ou les quatre Livres de imitation de Jesus-Christ.* Cologne, 1683, in-12. It., rue et corrigée, 1701, 1710.

« En publiant les quatre livres de l'*Imitation de Jésus-Christ*, qu'il désigne aussi sous le nom de *Kempis commun*, Poiret annonce, dit M. Gence, qu'afin d'en rendre la lecture commune à toutes sortes de Chrétiens, il a paraphrasé, divers endroits, le quatrième livre, selon le sens spirituel intérieur, et qu'il a par le même motif, dans les autres livres, prêté à quelques mots un sens plus général, d'après une ancienne traduction d'un gothique français. Poiret ajoute, au surplus, dans l'avis en tête de sa paraphrase, que le quatrième livre, qui, ci-devant, n'avait pas été joint aux traductions publiées pour les protestans, contenait des choses trop édifiantes pour ne pas devoir être communiquées en substance aux bonnes âmes qui cherchent, dit-il, l'union avec Dieu, par la participation intime à l'esprit de Jésus-Christ. Sa traduction, qui, en général, ne répond qu'imparfaitement, par le style, au spiritualisme de l'auteur français retiré dans une contrée étrangère, a néanmoins fait oublier la version anonyme, en trois livres, bien antérieure et vraie, mais faite d'après l'édition en latin élégant de Valart, et peut-être par l'éditeur même. Cette version, à laquelle est jointe une préface considérable, qui, comme on le voit, ne manque pas d'onction, paraît n'avoir eu qu'une seule édition, tandis que la traduction de Poiret, dont la préface n'est autre que la précédente rajeunie, comptait au moins sa sixième édition, à Bâle, en 1733.

XXXVIII. *Bibliotheca Mystica.* Amstelod. 1708, in-8°.

1. Lettre de Poiret du 4 décembre 1717, insérée dans la Bibliothèque de M. de Me. Class. II, fasc. 1, p. 77. — *Anonymi Epistola ad amicum de Mortificatione*

Scriptis P. Poireti. — Biblioth. de Breme, classe III, fasc. 1, p. 75. — El de Poiret, à la tête de ses posthumes. — Mémoires du P. Nicéron, t. I, p. 144 à 162; X, 1.^{re} partie, 140 à 145. — Moréri. 1.^{re} supplément à l'édition de 1732, t. II, 1735, p. 86; nouveau supplément, t. II, 1774, p. 288. — Bibliothèque lorraine, p. 752 à 755. — Histoire de Metz, t. I, p. 279. Ces deux ouvrages n'ont rien ajouté aux notices du P. En qu'ils n'ont fait qu'abrégé. — Bayle. République des Lettres, 1735. — Barbier. Dissertation sur les traductions françaises de l'*Imitation*. Par Lefèvre, 1812, in-12. — Biographie universelle, t. XXXV, p. 144 à 146. L'article est de M. Gence. — Biblioth. histor. de la France, t. IV, p. 256. — M. V. Cousin. Cours de l'Histoire de la Philosophie. Hist. de la Philosophie du XVIII.^e siècle. In-8.^o Paris, 1829, t. I, p. 492, 500.

PONCELET.

PONCELET (Jean-Victor), chef de bataillon du génie, chevalier de la Légion-d'Honneur et de Saint-Louis, membre de l'académie royale des lettres, sciences et arts de Metz, de la société d'émulation de Cambrai, de la société d'agriculture, sciences et arts du département de l'Aube, est né à Metz le 1.^{er} juillet 1788.

Élève au lycée de Metz de 1805 à 1807, M. Poncelet partit pour l'école polytechnique au mois de novembre de la même année, et y resta jusqu'en septembre 1808 en raison d'une maladie grave qui avait retardé le cours de ses études pendant une grande partie de la première année. Entré à l'école d'application de Metz, en qualité d'élève sous-lieutenant du génie, M. Poncelet en sortit au mois de février 1812, et fut employé comme lieutenant dans la même arme, aux travaux des fortifications de Romekem, dans l'île de Wolchem. Après y avoir demeuré jusqu'en juin 1812, il alla en Russie où il ne combattit que cinq mois, ayant été fait prisonnier.

Dans cette courte campagne, M. Poncelet a fait

connaissance de Smolensk, sous le feu de l'ennemi, le matin de la bataille du 18 août qui a livré cette place à nos troupes. Il a assisté, le 19, à la construction des ponts sur le Dniéper, sous le feu de l'arrière-garde des Russes postée dans l'un des faubourgs de Smolensk. Il a été chargé de la construction du blockhaus et de plusieurs autres ouvrages défensifs sur la route de Smolensk à Moscou. Faisant partie du corps d'armée du maréchal Ney, prince de la Moskowa, qui était chargé de soutenir la retraite, il assista au sanglant combat livré le 18 novembre 1812 aux troupes russes du prince Miliradowitch, qui avaient pris, depuis deux jours, position en arrière dans le ravin de Krasnoï. Sous les ordres du colonel du génie Bouvier, tué à la même affaire, M. Poncelet chargea la tête de la colonne des sapeurs et mineurs, les batteries russes qui enfilait la route; il fut fait prisonnier le lendemain, par capitulation, avec les débris du corps d'armée du maréchal Ney.

Envoyé à Suratof, sur le Volga, il y resta depuis le mois de mars 1813 jusqu'en juin 1814. Rentré en France au mois de septembre de la même année, il fut attaché à la place de Metz en qualité de capitaine du génie, et employé soit aux travaux des fortifications de cette place, soit à l'établissement des usines de l'arsenal du génie, soit à des reconnaissances militaires sur la frontière, lors de l'invasion de 1815, soit enfin comme professeur du cours de mécanique appliquée aux machines de l'école de l'artillerie et du génie, cours qui n'existait pas avant 1825, et dont il demeure aujourd'hui même chargé.

Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur en février

Scriptis P. Poireti. — Biblioth. de Brieme, classe III, fasc. 1, p. 75—1 de Poiret, à la tête de ses posthumes. — Mémoires du P. Nicéron, t. p. 144 à 162; X, 1.^{re} partie, 140 à 145. — Moréri. 1.^{re} suppl. l'édition de 1732, t. II, 1735, p. 86; nouveau supplément, t. II, p. 288. — Bibliothèque lorraine, p. 752 à 755. — Histoire de Metz, t. p. 279. Ces deux ouvrages n'ont rien ajouté aux notices du P. Nicéron qu'ils n'ont fait qu'abrégier. — Bayle. République des Lettres, 1735. — Barbier. Dissertation sur les traductions françaises de l'*Imitation* de Lefèvre, 1812, in-12. — Biographie universelle, t. XXXV, p. 1441. L'article est de M. Gence. — Biblioth. histor. de la France, t. IV, p. 26. — M. V. Cousin. Cours de l'Histoire de la Philosophie. Hist. de la Philosophie du XVIII.^e siècle. In-8.^o Paris, 1829, t. I, p. 499, 500.

PONCELET.

PONCELET (Jean-Victor), chef de bataillon du génie, chevalier de la Légion-d'Honneur et de Saint-Louis, membre de l'académie royale des lettres, sciences et arts de Metz, de la société d'émulation de Cambrai, de la société d'agriculture, sciences et arts du département de l'Aube, est né à Metz le 1.^{er} juillet 1788.

Élève au lycée de Metz de 1805 à 1807, M. Poncelet partit pour l'école polytechnique au mois de novembre de la même année, et y resta jusqu'en septembre 1808 en raison d'une maladie grave qui avait retardé le cours de ses études pendant une grande partie de la première année. Entré à l'école d'application de Metz, en qualité d'élève sous-lieutenant du génie, M. Poncelet en sortit au mois de février 1812, et fut employé comme lieutenant dans la même arme, aux travaux des fortifications de Romekern, dans l'île de Wolchem. Après y avoir demeuré jusqu'en juin 1812, il alla en Russie où il ne combattit que cinq mois, ayant été fait prisonnier.

Dans cette courte campagne, M. Poncelet a fait

connaissance de Smolensk, sous le feu de l'ennemi, le matin de la bataille du 18 août qui a livré cette place à nos troupes. Il a assisté, le 19, à la construction des ponts sur le Dniéper, sous le feu de l'arrière-garde des Russes postée dans l'un des faubourgs de Smolensk. Il a été chargé de la construction du blockhaus et de plusieurs autres ouvrages défensifs sur la route de Smolensk à Moscou. Faisant partie du corps d'armée du maréchal Soutoulov, prince de la Moskova, qui était chargé de soutenir l'armée en retraite, il assista au sanglant combat livré le 18 novembre 1812 aux troupes russes du prince Miliradowitch, qui avaient pris, depuis deux jours, position en arrière dans le ravin de Krasnoï. Sous les ordres du colonel du régiment Bouvier, tué à la même affaire, M. Poncelet chargea la tête de la colonne des sapeurs et mineurs, les batteries russes qui enfilèrent la route; il fut fait prisonnier le lendemain, par capitulation, avec les débris du corps d'armée du maréchal Ney.

Envoyé à Suratof, sur le Volga, il y resta depuis le mois de mars 1813 jusqu'en juin 1814. Rentré en France au mois de septembre de la même année, il fut attaché à la place de Metz en qualité de capitaine du génie, et employé soit aux travaux des fortifications de cette place, soit à l'établissement des usines de l'arsenal du génie, soit à des reconnaissances militaires sur la frontière, lors de l'invasion de 1815, soit enfin comme professeur du cours de mécanique appliquée aux machines de l'école de l'artillerie et du génie, cours qui n'existait pas avant 1825, et dont il demeure aujourd'hui même chargé.

Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur en février

1815, chevalier de Saint-Louis en juillet 1827, et chef de bataillon du génie en février 1831, M. Poncelet habite aujourd'hui sa ville natale dans les fonctions de son grade.

Dans l'impossibilité où nous sommes de retracer tous ses travaux déjà si nombreux, nous nous bornerons aux suivans :

Travaux relatifs aux Arts et aux Sciences d'application.

I. M. Poncelet a projeté et dirigé, en 1815, l'établissement des machines de l'usine dite des *Pucelles*, à Metz, destinée au service de l'Arsenal du Génie. Il a rédigé sur ce sujet, ainsi que sur plusieurs autres ressortant de son service d'ingénieur, divers mémoires et dessins non publiés, qui furent adressés au comité des fortifications, et que, pour ce motif, nous nous dispenserons de signaler.

II. En 1819, il a adressé au ministre de la guerre un *Mémoire sur un nouveau pont-levis à contre-poids variable*, dont il est l'inventeur, et qui a reçu, l'année suivante, l'approbation du comité des fortifications. Ce Mémoire se trouve imprimé dans le cinquième numéro du *Mémorial de l'Officier du Génie* (année 1822). Quant au pont-levis, il a été exécuté en premier lieu, en 1821, à la place de Verdun, sans la participation de l'auteur; depuis, il l'a été dans presque toutes les places fortes de France, et notamment, en 1826, à la porte des Allemands à Metz, sous la direction et par les soins de M. le capitaine du génie Bugnot, officier distingué et très-instruit. Partout le nouveau système a réussi et a mérité la préférence sur ceux qui avaient été jusque là proposés ou mis en usage dans la fortification : ses principaux avantages consistent en ce qu'il occupe peu de place, et

¹ Voyez un extrait de ce Mémoire dans le *Bulletin de la Société d'encouragement*, 23.^e année, 1824, p. 66.

œuvre aisément , et peut être facilement soustrait aux
 os et aux vues de l'ennemi.

I. *Mémoire sur les Roues hydrauliques verticales , à
 as courbes , mues par dessous* , présenté à l'académie des
 nces de l'Institut , au commencement de 1825 , et qui a
 ugé digne du prix de mécanique fondé par feu M. de
 thyon. Ce Mémoire a été imprimé , soit à la fin de cette
 ie année , soit au commencement de la suivante , dans
*ulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie
 onale* , dans les *Annales de Physique et de Chimie* , et
 les *Annales des Mines* ; il a reçu , en 1827 , une nou-
 rédition sous format in-4.^o , et dans laquelle l'auteur a
 : des expériences en grand à celles qu'il avait primitive-
 t faites sur un modèle en petit : les autres de ces ex-
 ences constatent que la roue peut être avantageusement
 tituée aux roues à polettes de l'ancien système , attendu
 les sont susceptibles de marcher plus vite tout en pro-
 ant un effet qui s'élève au double : aussi l'industrie s'est-
 emparé avec empressement d'une invention dont l'appli-
 on a obtenu des succès incontestables tant dans les usines
 a France que dans celles des pays étrangers où il existe des
 s hydrauliques , construites d'après le nouveau système ,
 ont depuis 1 jusqu'à 70 chevaux de force. En ce moment
 ie , cette invention est mise à profit dans l'un des établisse-
 s du gouvernement de Prusse , afin d'y être soumis à des
 ériences comparatives , et de servir de modèle dans le pays.

IV. *Première Partie du Cours de Mécanique appliquée
 machines , fait à l'école de l'artillerie et du génie* ; in-
 o de 150 pages , lithographié en 1826 , et qui a été
 jet d'un rapport favorable fait en 1827 , à l'académie des
 nces , par MM. Arago et Dupin.

V. *Première Partie du Cours de Mécanique industrielle ,
 aux artistes et ouvriers messins* , de 1827 à 1829.

Cet ouvrage, imprimé à Metz en 1829, est épuisé l'an. La nouvelle édition est sous presse; elle aura dès le printemps de 1830, sans de graves empêchemens survenus à l'auteur.

II.^e et III.^e Partie du même Cours, lithographié 1828 et 1830, rédigées par M. le capitaine du génie Goussier, à l'usage des jeunes ouvriers assistant aux leçons.

VI. *Mémoires sur les Expériences hydrauliques prises à Metz depuis l'année 1827*, par MM. Poncelet et Lesbros, capitaines du génie. Ce travail, entrepris par le ministre de la guerre, et sous les auspices du comité du génie, n'est point encore terminé. Les Mémoires dont est ici question, contiennent les résultats d'une série d'expériences importantes par l'utilité dont elles peuvent être pour la pratique de l'hydraulique; présentés à l'académie des sciences dans les années 1829 et 1830, ont reçu l'approbation, d'après un rapport de MM. de Prony et Girard, lu à la séance du 2 mai 1831.

VII. *Notice sur le phénomène des rides ou ondes périodiques qui se forment à la surface des fluides en repos ou en mouvement, etc.*, imprimée dans le cahier de juillet de 1831, des *Annales de Chimie et de Physique*, par MM. Gay-Lussac et Arago.

Recherches purement scientifiques.

Les premières traces des recherches géométriques de l'auteur se trouvent dans le III.^e volume de la *Correspondance sur l'École polytechnique*, et dans les tomes VIII, XI et XII des *Annales de Mathématiques*, publiées par M. Gerardin, les années 1817, 1818, 1820 et 1821. Dans différens articles et mémoires de ce dernier journal qu'il serait trop long de citer, M. Poncelet s'est proposé de donner une idée du genre des recherches auxquelles il s'était principalement livré dans les prisons de la Russie, de 1813 à 1814, et dont il fut o

retarder la publication à cause des devoirs qu'il eut à remplir comme ingénieur militaire, depuis son retour en France à la fin de 1814.

Outre plusieurs analyses et mémoires manuscrits qu'il a communiqués ou lus, au sujet de ces mêmes recherches, à l'Académie académique de Metz, il publia successivement les ouvrages de géométrie dont voici les titres :

III. *Mémoire sur les Propriétés projectives des sections coniques ou lignes du second ordre*, présenté à l'Académie des sciences de l'Institut en 1820, et dont une commission, composée de MM. Arago, Poisson et Cauchy, a rendu un compte avantageux dans la séance du 5 juin de cette année.

IX. *Traité des Propriétés projectives des figures*; 1 vol. 4.^e de 426 pages, orné de 12 planches en taille-douce, imprimé à Metz, en 1822, chez M. Lamort père. Cet ouvrage tient spécialement le résultat des recherches faites par l'auteur durant sa captivité de Russie. Les journaux scientifiques littéraires, notamment la *Revue encyclopédique*, en ont rendu des comptes plus ou moins étendus, en 1822 et 1823.

X. *Mémoire sur les Centres de moyennes harmoniques, et faire suite au Traité précédent, et servir d'introduction à la théorie générale des propriétés projectives des courbes et surfaces géométriques*, présenté à l'Académie des sciences le 8 mars 1824; il en a été rendu compte seulement à la séance du 23 janvier 1826, par une commission composée de MM. Legendre, Ampère et Cauchy, dont il a obtenu l'approbation. Ce mémoire a été imprimé postérieurement (1828) dans le *Journal de Mathématiques pures et appliquées*, rédigé, à Berlin, par M. le docteur Crelle, en français et en allemand. Déjà, en 1821, M. Poncelet avait communiqué à l'Académie royale de Metz une *Notice sur les propriétés des courbes géométriques d'un ordre quelconque*.

XI. Mémoire sur la Théorie des courbes polaires réciproques, pour faire suite au précédent, l'académie des sciences le 12 avril 1824, et approuvé le 18 février 1825, d'après le rapport d'une commission composée de MM. Legendre, Poinso et Cauchy. Ce mémoire se trouve également imprimé dans le journal précité du docteur Crelle, tome 4, 1.^{er} cahier (1829). La partie qui est relative à la double existence des propriétés de situation des figures, double existence qui se présente comme un des faits les plus généraux et les plus singuliers de la science de l'étendue, a été le sujet d'une polémique assez vive entre l'auteur et le rédacteur des *Annales de Mathématiques* de Montpellier, qui, en 1826 et dans l'intervalle compris depuis la présentation du mémoire en question à l'académie des sciences à Paris jusqu'à sa publication dans le *Journal de Berlin*, avait rédigé sur cette matière quelques articles ou mémoires, pour citer les propres travaux de M. Poncelet, dont l'origine remonte d'ailleurs au *Traité des propriétés projectives* et à un article sur la *Théorie des polaires réciproques* publié en 1818, dans les *Annales de Mathématiques*. Avec des documens aussi irrécusables, M. Poncelet n'a pas eu beaucoup de peine d'établir la priorité de ses vues sur celles de son savant compétiteur.

En 1820, M. Poncelet a été élu, à l'unanimité, membre titulaire de l'académie royale de Metz. Il en a été un des soutiens les plus zélés, et l'a présidée en 1825. Parmi les différens ouvrages qu'il a lus à cette société, nous citerons les suivans :

XII. Considérations sur le principe de la continuité dans les lois géométriques. 1821-1822.

« Ce mémoire, a dit M. Bergery, chargé du rapport, prépare une révolution d'idées qui donnera à la géométrie ordinaire un degré de perfection dont elle paraît encore

signée de nos jours. Déjà M. Poncelet, en s'appuyant sur principe qu'il établit ici, est parvenu à des résultats que l'analyse algébrique aurait peine à atteindre; par ce qu'a fait l'auteur, on peut pressentir ce qu'il est capable de faire, et apercevoir la puissance d'un principe qui, existant d'une manière implicite dans les mathématiques, n'a pourtant été jusqu'ici reconnu authentiquement par aucun géomètre. »

XIII. *Rapport sur le concours relatif aux Machines hydrauliques.* 1821-1822.

XIV. *Rapport de la commission chargée d'examiner les produits du département de la Moselle, au nom de la Société des lettres, sciences et arts de la ville de Metz.* 1822-1823.

XV. *Discours sur l'État des Sciences, des Lettres et des Arts dans le Pays Messin, depuis les Romains jusqu'à nos jours.* 1823-1824.

Ces derniers travaux et d'autres encore, ayant pour objet la littérature ou les sciences exactes, sont indiqués dans le recueil annuel de l'académie royale de Metz, années 1821-1822, p. 25 et suiv., 43, 66, 106; 1822-1823, p. 20 et suiv., 31 et suiv., 99 et suiv.; 1823-1824, p. 1 et suiv., 40, 50, 51, 52; 1824-1825, p. 25, 38, 54 et suiv.

M. Poncelet, présenté déjà deux fois pour entrer à l'Institut en qualité de membre correspondant, n'a pu l'être qu'en raison du désir qu'ont ses futurs collègues de le voir assis au milieu d'eux comme membre résident. Il fait partie des conseils départemental et communal de Metz, et s'est associé, en 1825, aux hommes de bien qui ont ouvert des cours industriels en faveur de la classe ouvrière.

POUILLY (LE BARON DE).

POUILLY (le baron de), seigneur du comté de Roussy, maréchal des camps et armées du roi, est natif ou au moins originaire du pays messin. Après une longue carrière passée au milieu des camps, il se retira à Metz et fut désigné, en 1787, par le marquis de Cherisey, Wolter de Neurbourg, le comte de Saintignon, comme député de la noblesse à l'assemblée provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois. Deux années après, la noblesse du Verdunois et du Clermontois le choisit, de nouveau, pour mandataire aux États-Généraux. C'est tout ce que nous avons pu nous procurer sur M. de Pouilly. Un de ses parens, Guillaume-Anne Pouilly, maréchal-des-logis de la mairie de Metz, mort du typhus le 7 décembre 1813, avait une réputation de science bien méritée. Il parlait sept à huit langues et possédait une bibliothèque magnifique.

Affiches des Évêchés et lorr., 1787, p. 274; 1789, 115.

POUTET (LES).

La famille des Poutet, une des plus anciennes de la province, n'a point cessé d'être illustrée par quelques-uns de ses membres. Elle a donné des maîtres-échevins à notre ville, des magistrats célèbres au parlement, et compte quelques illustrations militaires et beaucoup d'hommes de bien.

POUTET (LE BARON H.-J.)

POUTET (le baron Henri-Jacques), conseiller au parlement, maître-échevin et membre de l'académie royale de Metz, né dans cette ville le 9 avril 1738, était fils de messire Henri-Jean Poutet, chevalier, seigneur de Prével, Troncourt, Bœeange, et en partie de Gravelotte, conseiller du roi en ses conseils, président à mortier honoraire parlement de Metz, décédé le 27 avril 1781, et de dame Elisabeth-Charlotte-Élise Duval, sa première épouse.

Ce magistrat s'était fait connaître par sa science et sa sagesse, lorsque les notables de la ville de Metz, réunis le 30 juillet 1780 pour l'élection annuelle des trois candidats présentés au roi pour le maître-échevinat, élurent au premier rang le baron de Poutet qui avait obtenu la majorité des suffrages. Louis XVI ratifia ce choix le 8 août suivant, et les Messins procédèrent ensuite de pompe à la cérémonie de son installation. Nous voulons faire plaisir à nos lecteurs, en extrayant du journal de l'époque les détails d'une fête civique que nous voyons consignés nulle autre part.

En conséquence de la nomination de M. de Poutet, les membres du bureau de l'Hôtel-de-Ville ordonnèrent les maires de *Plappeville, Lorry, Vigneulles* et *Woippy*, d'apporter suivant l'usage, le 19 août 1780, chacun dix paquets de lierre, pour entourer les armoiries dont ils ont décoré, le même jour, la façade de l'Hôtel-de-Ville, celle de la maison du nouveau maître-échevin.

Le 21, le maréchal duc de Broglie, gouverneur, donna l'ordre au major et au premier aide-de-camp

major de la ville, de se rendre à sept heures et demie du matin chez le baron Poutet où se trouvaient déjà les archers des bandes, les gardes et les suisses du gouvernement. Les conseillers-échevins, présidés par M. Collin, premier échevin, accompagnés du syndic et précédés des bannerots, sergens et messagers de ville des sergens bourgeois, tambours, hautbois et violons s'y rendirent à la même heure; et M. Collin, prenant la parole, s'exprima en ces termes :

« Monsieur, nous venons vous présenter les mêmes hommages que, dans une solennité pareille, nos prédécesseurs ont offerts, il y a près d'un siècle, à M. Henri Poutet, votre aïeul. Maître-Échevin dans des circonstances épineuses, il sut à la fois se concilier l'estime des grands et la vénération de ses concitoyens. Vous avez à vous glorifier, Monsieur, des mêmes avantages; ils sont dus à l'heureux emploi de vos talens, qui, jusqu'à présent, n'ont eu pour but que l'utilité publique. Vos opinions dans les affaires majeures, et où il fallait joindre la science de jurisconsulte aux vues élevées du législateur; les commissions de divers genres qui vous ont été confiées en qualité de représentant du tribunal auguste dont vous êtes un des principaux ornemens; ces remontrances sages et persuasives que le zèle et la sensibilité vous dictaient, et au moyen desquelles les justes réclamations des sujets de ce ressort parvenaient jusqu'au trône : tout annonce que depuis long-temps vous avez fixé, d'une manière peu commune, les regards d'une compagnie souveraine, et que les vertus héréditaires de vos ancêtres qui y ont présidé, sont passées jusqu'à vous.

« En exerçant celles qui doivent être l'apanage d'un

Maitre-échevin, c'est-à-dire d'un magistrat unique, si
r aux Messins, et dont le nom seul leur rappelle
té de ce qu'ils étaient autrefois, vous ne ferez que
vre la pente naturelle de vos inclinations bienfai-
tes : votre sollicitude pour cette foule d'infortunés
et vous allez devenir le père, vous fera prendre sur
re repos pour tarir la source de leurs peines : vous
tiendrez le conservateur des privilèges d'une cité, en
t temps dévouée à ses rois : vous continuerez d'être
mi constant d'un peuple dont la bonté fait le caractère
qui s'honore aujourd'hui de voir son suffrage confir-
par celui d'un héros aux yeux duquel il est assuré
vous exposerez toujours la vérité.

« L'amour que les Messins vous portent, la joie que
re dignité leur fait éprouver, les cris d'allégresse dont
us allez être l'objet, vont attendrir tous les cœurs,
pénétrer votre âme de la plus vive reconnaissance, rendre
jour le plus beau de votre vie, et vous faire contrac-
des obligations que votre seule modestie croira ne
voir assez acquitter. »

Le maitre-échevin répondit :

« Messieurs, l'honneur que je reçois m'impose de grands
voirs ; vous m'aidez à les remplir, et cette confiance me
tient. Je connais toutes les difficultés de l'administra-
n : je sais, Messieurs, combien j'y rencontrerai d'obsta-
s, mais je n'ignore pas ce que j'aurai de moyens pour
surmonter. Esprit d'ordre, prévoyance, économie, je
uverai dans mes coopérateurs toutes ces qualités réunies
: lumières, aux connaissances et à la fermeté. Je n'au-
, pour ainsi dire, qu'à seconder vos généreux efforts.
« Vous, Monsieur, dont le cœur m'est connu depuis

long-temps, et aux talens duquel j'ai eu le si fréquentes occasions d'applaudir, j'ai des droits particuliers à vos conseils. Vous venez de vous livrer en public à la manifestation de l'amitié; conservez-m'en la franchise dans l'intérieur, et croyez qu'elle me sera toujours d'un prix précieuse. »

Après ces discours, on se mit en marche pour la cérémonie, de la manière suivante :

La compagnie des archers des bandes avec leurs hocquetons et leurs armes, officiers en tête, les tambours de la milice bourgeoise, les sergens de cette milice, fusils sur l'épaule, épée au côté, marchaient sur deux files. Après eux venaient la compagnie des gardes du gouvernement, mousqueton sur l'épaule, officiers en tête; les suisses du gouvernement, hallebarde sur l'épaule, officiers et tambours en tête; la musique de la ville, le maître des messagers, les messagers revêtus de leurs casques et marchant deux à deux, les bannerots en habits et manteaux noirs, épée au côté; les sergens de ville en uniforme bleu galonné d'argent, épée au côté; la musique des régimens; le secrétaire de la ville en robe rouge et noire avec la toque; le premier sergent ayant un manteau de satin noir à manches pendans bleues et aurores, épée au côté, la tête couverte d'une toque couleur aurore, tenant à la main la baguette magistrale, et distribuant des dragées au peuple.

A la suite de tous ces fonctionnaires, venait le nouveau élu, en habit de cérémonie, manteau de moire, bordé de dentelles, avec la cravate de point, la toque de velours noir à cordons et glands d'or, l'épée au côté, ayant à sa droite le major et à sa gauche le premier

Le major de la place, et six halbardiers à ses côtés; était en outre accompagné de plusieurs membres distingués de sa famille et suivi de l'inspecteur, du sous-inspecteur de police, l'épée nue à la main, ainsi que des sergens du guet en uniforme. Après ce groupe venaient deux à deux les conseillers-échevins, avec leurs robes de cérémonie en satin rouge et noir et leur toque à la main, puis le receveur de la ville vêtu de la même manière, le syndic en robe, chaperon sur l'épaule et chapelet carré à la main, ayant son substitut à côté de lui, les colonels et tous les officiers de la garde bourgeoise; deux sergens et deux messagers fermaient la marche.

La mutte sonnait en volée; les instrumens frappaient sur des sons harmonieux, et un peuple nombreux se pressait en foule sur le passage du maître-échevin. Dès que le cortège fût arrivé chez le maréchal de Broglie, le capitaine des gardes vint en haut de l'escalier recevoir le maître-échevin, et le conduisit à la salle d'audience.

L'entrée de laquelle se trouvait le maréchal que M. Poutet accompagna jusqu'à son fauteuil. Prenant alors la parole, il lui récita cette formule: « Monsieur le Maréchal, le Roi m'ayant honoré de la dignité de maître-échevin, je viens, revêtu de cette qualité, vous rendre les respects qui vous sont dus, comme représentant la personne de Sa Majesté, prêter entre vos mains le serment de fidélité, et recevoir de vous les marques d'honneur dont mes prédécesseurs ont joui. »

Le maréchal s'étant assis, la tête couverte, Poutet quitta son épée, et à genoux sur un carreau de velours, la main sur le livre ancien destiné à cette cérémonie, il

prêta son serment de fidélité. Le maréchal lui posant la toque sur la tête, tira une épée nue, la mit entre ses mains, l'engagea à ne s'en servir jamais que pour la défense du roi, et lui donna l'accolade en disant : *Le roi vous fait chevalier*. Il mit ensuite la toque sur la tête des cinq nouveaux échevins, et se leva de son fauteuil. Poutet prit aussitôt la parole et s'exprima de la manière suivante :

« Monsieur le Maréchal, je n'avais pas la présomption d'aspirer à la place dont je suis redevable à vos bontés; une flatteuse prévention vous a porté à m'en croire digne; je n'oublierai jamais que votre suffrage a décidé la voix publique et fixé le choix dont Sa Majesté m'honore. Pour répondre à la confiance du prince et à celle du peuple, je n'ai qu'à justifier la vôtre; ce sera l'objet de tous mes désirs et de tous mes soins : heureux si je puis, en atteignant ce but, vous marquer ma respectueuse reconnaissance de la manière qui vous paraîtra sûrement la plus agréable.

« Les chefs de notre antique république, ces généreux chevaliers, ces sages magistrats, au rang desquels vous m'élevez, n'eurent pas plus de motifs de zèle et d'émulation. Combien ils auraient été fiers, M. le Maréchal, de tenir leur épée du héros de la France, et de voir ses mains victorieuses imprimer un nouvel éclat sur les ornements de leur magistrature! Combien ils eussent pris davantage la gloire de la chevalerie, conférée par le monarque accompli de toutes les vertus qui faisaient le principal caractère de cet ordre.

« Ces honneurs, destinés jusqu'à présent à servir de récompense, vous avez voulu que je les reçusse à titre

encouragement. Vous avez pensé qu'au moins je m'efforcerai à mériter le prix après l'avoir obtenu, et que cette noble ambition me rendrait capable des efforts nécessaires pour ne pas rester au-dessous de vos espérances. Je vous offre l'hommage de ma bonne volonté, mais me dissimuler les obstacles qui peuvent en arrêter les effets, mais comptant beaucoup sur les secours qui doivent la rendre efficace. Les obstacles naitront surtout de mon insuffisance, et les secours je les puiserai dans la source des lumières et de la sagesse, si vous permettez, Monsieur le Maréchal, que je recoure souvent à vous. La ville vous doit déjà tant, qu'il n'est pas possible de douter du vif intérêt que vous prenez à son bien-être. Vous lui avez rendu son tribunal souverain, elle attend de vous de nouveaux bienfaits, l'amélioration de ses finances, le rétablissement de son commerce, la conservation de ses droits, de ses franchises, de ses privilèges.

« Qu'il me serait doux, Monsieur le Maréchal, de concourir à réaliser, sous vos auspices, les vœux des bons citoyens, de m'occuper de votre gloire en travaillant au bonheur public, et d'emporter avec moi la satisfaction d'avoir vu croître encore, pendant mon administration, l'amour du peuple pour son illustre protecteur. »

Le Maréchal a répondu :

« Monsieur, les vœux des habitans de cette ville vous ont appelé à la dignité de maître-échevin. Vous ne doutez pas du plaisir que j'ai eu d'y joindre mon suffrage. Sa Majesté a bien voulu y avoir égard. Je me plais à penser qu'aux marques d'estime que vos concitoyens vous ont déjà données, ils ajouteront bientôt le sentiment de la reconnaissance. »

Le maître-échevin, précédé des officiers municipaux, s'étant retiré, le maréchal l'accompagna jusqu'à la salle de ses gardes, et chargea ensuite le major de la place de l'accompagner jusqu'au bas de l'escalier.

Le cortège prit ensuite le chemin de la cathédrale, traversa la nef pour se rendre à la chapelle *Notre-Dame-Latierce*, où il entendit une messe en musique. A la fin de l'épître, le maître-échevin se leva de son fauteuil, et, s'approchant de l'autel, il récita son serment entre les mains du premier échevin et en présence du syndic. Le prêtre célébrant tenait le livre de l'évangile, et le secrétaire de la ville lisait la formule du serment. Le maître-échevin reçut ensuite celui des cinq nouveaux échevins.

Après sa sortie de la cathédrale, le cortège alla chez l'évêque, le premier président du parlement et l'intendant. On se rendit dans le même ordre à l'Hôtel-de-Ville, d'où M. Poutet, précédé de ses halbardiers et accompagné des cinq nouveaux échevins, fut présenter ses hommages au procureur général. La première compagnie de la milice bourgeoise, qui venait de prendre les drapeaux pour les déposer chez le nouveau maître-échevin, en sa qualité de colonel né de la bourgeoisie, l'attendait devant l'hôtel du procureur général; M. Poutet se mit à sa tête et se rendit ainsi chez lui, accompagné des corps d'officiers et au son de la musique et des tambours. Il reçut ensuite la visite de tous les fonctionnaires, et cette fête se termina par un dîner splendide donné par M. Poutet, et auquel assistèrent les premières autorités de la ville. Plusieurs toasts furent portés au son de la musique, de la mutte, de la musique et au bruit du canon.

Le lendemain, M. Poutet prit place au bureau de l'hôtel-de-Ville, et s'exprima en ces termes :

« Messieurs,

« Tous les témoignages que nous avons reçus de la satisfaction publique m'annoncent les espérances de nos concitoyens, et m'avertissent de redoubler d'efforts pour ne pas rester au-dessous de leur attente. Je suis assuré, Messieurs, que vous êtes pénétrés du même zèle dont je me sens animé, et qu'il n'y a pas de sacrifice dont le grand amour pour le bien ne vous rende capables. Mais je connais trop les difficultés de l'administration pour ne pas persuader que l'envie de réussir soit un gage du succès. L'idée des devoirs qui nous sont imposés me paraît effrayante. Le bien-être de la ville est notre vœu, nous devons saisir tous les rapports sous lesquels il doit être envisagé, et nous persuader qu'il ne nous est pas permis d'en négliger un seul. Occupé de ces grands objets, il faut, sans jamais les perdre de vue, descendre de cette hauteur aux plus petits détails, les embrasser d'un coup d'œil et les voir sous une infinité de faces pour en faire sortir les résultats les plus sûrs et les plus avantageux; s'attendre néanmoins que les combinaisons formées par la sagesse seront dérangées par des événements qu'il ne lui est pas possible de prévoir; et pousser tout jusqu'à préparer les ressources avant même que le besoin se soit fait sentir. C'est, Messieurs, un faible mérite pour un administrateur, que de balancer avec exactitude la recette et la dépense; c'est sa première obligation, mais ce n'est pas l'unique : car il ne fait pas le bien par cela seul qu'il s'abstient du mal. Dans une ville comme la nôtre, ses devoirs sont bien plus étendus. Je mets au

rang des plus essentiels la nécessité de ménager les facilités au commerce et des encouragemens au travail. Tout languit sans eux, et eux seuls peuvent tout vivifier : ailleurs ils sont la source abondante des richesses, il est temps de l'ouvrir pour nous. Nous avons à l'égard de l'état de détresse où est la ville, à prévenir la naissance des maux qu'elle éprouve, à hâter l'exécution de nous occuper des moyens d'améliorations, et à les réaliser, dès qu'il sera possible, au gré des bons citoyens qui nous tracent en ce genre un vaste plan. Ce courage n'exige pas, Messieurs, une suite de tentatives aussi nécessaires que délicates ? Vous Messieurs, ce courage, je n'en doute point, et vous avez encore les lumières qui doivent le faire triompher. Ce n'est cependant pas uniquement de lumières et de courage que nous avons besoin, mais de cet esprit de concorde, de paix, et de cet oubli de son personnel dans lesquels il est rare que les meilleurs projets n'aboutissent. Désirer d'être utile est un grand bien, vouloir l'être à sa manière est un grand mal. Nos vues, nos dessein, nos mesures appartiennent à nos commettans ; ils ont le droit de vent non-seulement en profiter, mais les juger. Ne devons-nous pas à dominer l'opinion publique : ce serait une tentative inutile. Le sage s'efforce de la diriger et finit par s'y soumettre. Notre constitution est telle que le peuple a le droit de surveiller, par ses représentans, la conduite des premiers administrateurs. Citoyens, avant d'être magistrats, gardons-nous de donner la moindre atteinte à ce privilège précieux des citoyens et n'ayons d'autre jalousie que celle d'être supérieurs à la crainte de le voir exercer contre nous-mêmes. É

ns le public, consultons ses vœux, écoutons ses conseils, spectons ses droits qui sont les nôtres, sans abandonner nos prérogatives particulières qui sont aussi les nôtres; c'est le moyen, Messieurs, de conserver l'union désirable entre les Trois-Ordres et le bureau, et de les faire marcher, d'un pas égal, au but désiré que très-certainement on se propose de part et d'autre. »

Le 23, l'assemblée des Trois-Ordres ayant été convoquée, le maître-échevin en fit l'ouverture par le discours suivant :

« Messieurs ,

« J'éprouve en arrivant parmi vous les sentimens vers que doivent naturellement faire naître dans mon âme la jouissance de la plus belle prérogative de mon pays, et la difficulté de bien remplir les devoirs importants auxquels elle m'assujétit. Appelé aux plus grands honneurs qu'un citoyen puisse recevoir dans sa patrie, je vois tout le danger. Il m'avertit de ne pas me livrer avec sécurité aux douces illusions de l'amour-propre. On n'est plus fait pour flatter que la gloire d'être assis sur votre tête, de présider au conseil d'un peuple spirituel et courageux qu'illustraient jadis sa liberté, ses richesses et sa puissance, et qui, maintenant, s'honore davantage de contribuer, par sa fidélité et son affection pour ses rois, à la splendeur de la plus belle monarchie du monde. Mais dans quel moment le fardeau de l'administration s'est-il imposé? Lorsqu'il est le plus accablant. Une dette immense, des charges prodigieuses, des ressources incertaines et faibles : voilà notre position. Nous avons à lutter contre le mal qui nous presse sans pouvoir en calculer le terme; et quand nous y aurons atteint, qu'il

y aura loin encore de cet état de convalescence du corps moral et politique à celui de son embonpoint et de sa prospérité ! Ces idées sont affligeantes : à Dieu ne plaise néanmoins qu'elles portent le découragement dans vos cœurs : je cherche bien plutôt à donner à votre zèle une nouvelle énergie, en vous montrant la nécessité de réunir la plus grande force à mes faibles moyens. Je vous offre, Messieurs, un dévouement sans bornes, c'est tout ce que je puis mettre de personnel dans cette société que je contracte avec vous dans la vue du bonheur public. Les lumières et la bonne volonté de Messieurs du bureau vous seront d'un plus puissant secours, si vous leur donnez la confiance étendue qu'ils méritent de votre part. C'est sur eux que le prince et le peuple se reposent des détails pénibles dont une grande assemblée comme la vôtre serait inutilement surchargée : mais leurs fonctions les plus délicates sont de vous rendre compte des objets vraiment dignes de vous occuper, et de préparer la sagesse de vos décisions, par l'exactitude et la solidité de leurs rapports. Ainsi, Messieurs, l'harmonie qui doit régner entre vous et eux, devient la base et le garant du bien général. Il semble que ce soit pour l'entretenir que la prudence du législateur lui a suggéré de mettre à leur tête celui qui a l'honneur d'être votre chef. Heureux de pouvoir me considérer, sous ce point de vue, comme le lien des Trois-Ordres et du Bureau ; je dois mettre tous mes soins à resserrer les autres nœuds qui les unissent, et à cimenter l'union et la paix.... etc.

« Beaucoup d'émulation, aucune rivalité, voilà, Messieurs, le principe sur lequel il est à souhaiter que

Les Trois-Ordres et le Bureau continuent à se diriger ; c'est en s'y conformant que nous acquerrons des droits certains à l'estime et à la reconnaissance du peuple. C'est ici, Messieurs, c'est lui seul qu'il faut avoir en vue. Procurons-lui la petite portion de bien qui dépend de nous, et croyons que de toutes nos obligations celle-ci est la plus essentielle. Soutenons ses droits, ses franchises, ses privilèges, peut-être trop oubliés ; diminuons l'avance le poids de ses charges, sinon par des retranchemens que la nécessité présente ne permet pas, au moins par tous les adoucissemens qui peuvent résulter de la manière d'exiger une dette que sa légitimité n'empêche pas d'être accablante ; faisons régner la plus scrupuleuse économie dans les dépenses ; opposons la fermeté la plus constante aux tentatives qu'on ferait pour en augmenter la masse ; hâtons de cette sorte les instans où il pourra vous être libre de ranimer le commerce languissant, d'aiguillonner les arts engourdis, et de former dans ce genre quelques-uns des établissemens qui nous manquent ; gardons-nous surtout de donner à d'autres objets l'importance que ceux-ci méritent.

« Telles sont mes idées et mes vœux ; c'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de rectifier les unes et de égaliser les autres. Mais je ne crois pas que nous différons de sentimens ; je vous découvrirai toujours les miens avec franchise, vous serez toujours les maîtres d'exposer les vôtres avec liberté ; et dussent-ils me contrarier, je mettrai ma gloire à faire exécuter la volonté générale dont vous êtes les organes et les plus sûrs interprètes. Je n'ai, Messieurs, d'autre ambition que celle

de prouver au peuple la reconnaissance dont je suis pénétré, je n'aspire qu'à lui plaire et à lui être utile : jamais je ne séparerai ces deux désirs, parce qu'ils doivent prospérer l'un par l'autre. »

Le clergé, la noblesse et le tiers-état répondirent à ce discours.

Le 25, M. Poutet fut reçu à l'hôpital Saint-Nicolas, d'après un cérémonial particulier, mais qu'il serait trop long et peu intéressant de détailler.

Après avoir rempli les fonctions de maître-échevin avec autant de zèle que de sagesse, M. Poutet donna sa démission au mois de mars 1783, et fut remplacé par M. Maujean (Voy. son article), le 4 mai de la même année. Il reprit ses fonctions judiciaires au parlement; et l'académie royale de Metz, dont il était membre-né, comme maître-échevin, lui décerna unanimement le titre de titulaire.

Rentré au conseil municipal en 1789, le baron de Poutet le présida en 1790, et fut nommé maire de Metz la même année, à une majorité de 2022 suffrages sur 2360 votans.

Parmi les nombreux discours de félicitations qui lui ont été alors adressés, on a remarqué celui du président Goussaud de Montigny, représentant les citoyens du troisième arrondissement, et celui du médecin Arnould, capitaine de la garde nationale, et président du district de la Grand-Salle du Palais. Nous ne citerons que le discours du président Goussaud.

« Monsieur,

« Les citoyens qui composent l'arrondissement du gouvernement, m'ont chargé de vous présenter leur

compliment de félicitations. En vous choisissant pour maire, ils ont cru rendre hommage à la vertu; et leur choix, après avoir été devancé par l'opinion publique, ont encore de recevoir le sceau de son approbation. Votre administration, Monsieur, aura pour date la résolution qui vient de s'opérer. Il serait inutile, pour votre gloire, de transcrire dans nos fastes, que, dans ces temps moins heureux, votre réputation seule avait suffi pour déterminer Sa Majesté à vous choisir pour chef de l'ancienne municipalité; mais votre âme était trop fière pour la place; il eût fallu, dans ce temps, vous abaisser jusqu'à elle, et vous avez préféré attendre qu'elle pût s'élever jusqu'à vous. Il est enfin arrivé cet heureux instant, et le choix libre de vos concitoyens vient de vous déférer la première dignité civile de la cité; ils attendent de vous, Monsieur, la sûreté de leurs personnes, le respect dû à leurs propriétés, et le maintien d'une constitution qui leur assure l'un et l'autre de ces avantages. Ils désirent plus encore, et ce vœu serait peut-être téméraire, si les citoyens n'avaient pas conçu de vos talens l'opinion qu'une longue expérience dû leur inspirer; ils désirent donc, ou plutôt ils espèrent voir renouveler, sous votre administration, cet ancien pacte de la cité qui rassemblait tous les ordres dans un même faisceau, pour en augmenter la force. Qu'il serait glorieux pour vous, Monsieur, si, dans ce jour solennel, le bonheur de tous devenait le principe de l'égalité constitutionnelle! Toutes les révolutions divisent les citoyens; mais le régime d'une bonne administration parvient à les rallier. Ce bon peuple, qui vient de vous choisir pour chef, n'a besoin que d'être éclairé

pour être sage ; vous n'aurez pas de peine à lui persuader que la liberté n'est pas la licence ; que le désordre est l'ennemi le plus redoutable de la constitution , et que celui qui refuse d'obéir aux lois n'est pas digne d'être libre. Ramenez souvent leurs idées sur ce bon roi , l'ami le plus vrai de son peuple ; faites-leur chérir ce monarque dont les vertus populaires ont marqué les premières bases de la constitution ; qu'ils ne se rappellent jamais , sans attendrissement , l'affabilité et la bienfaisance de ce chef suprême d'une grande nation , qui serait encore le meilleur des citoyens , s'il n'était pas le meilleur des rois. En formant ces vœux , Monsieur , les citoyens de mon arrondissement n'ont fait qu'expliquer ce que vous pensez vous-même : ah ! puissent-ils , avant leur séparation , vous remercier de les avoir accomplis ! c'est alors que nous célébrerons tous une fête publique , et que les citoyens confondus et réunis sous la bannière de la concorde , s'écrieront dans un juste enthousiasme : *Vive la Constitution ! Vive le Roi !* A ces noms si doux , Monsieur , ils uniront le vôtre , et c'est ainsi que vous mériterez la gloire d'être inscrit sur la liste de nos bienfaiteurs. »

Le 14 mars , Poutet , installé avec pompe dans les fonctions de maire , prononça un discours auquel répondit Périn , procureur de la commune ; une revue générale des troupes a été passée ; on a chanté un *Te Deum*. Le même jour , le chevalier de Fabert , dernier descendant du grand Fabert , a été reçu commandant en chef de la garde nationale , et Demange , de Vigneulle , commandant en second. Le 4 mai suivant , Poutet prit part à la fête de la fédération qui eut lieu entre les gardes nationales de la province , et le soir ,

ectacle, il reçut, avec les deux autres héros de la
le marquis de Bouillé et le chevalier Duteil, une
bonne civique.

30 juin, ses concitoyens le nommèrent président
électeurs assemblés pour la formation du départe-
de la Moselle et des districts qui en dépendent,
fut appelé ensuite à faire partie de ce même départe-
nt. Élu, au mois de juillet, à la place de procureur
ral syndic, il eut pour successeur à la mairie de
, Pacquin dont nous avons parlé précédemment.
recteur de l'Académie, la même année, Poutet
t la séance publique du 25 août par un discours
montra des intentions droites et un patriotisme
ré. Ce fut, en quelque sorte, son adieu aux lettres
avait tant aimées, car la tourmente révolutionnaire
renverser leur culte. Il ne s'occupa depuis que des
irs importants de procureur général syndic, redou-
le zèle à mesure que les circonstances l'exigèrent
ntage; mais ne réussit point à se faire aimer, en
n des manières hautaines et des préjugés aristocra-
s dont il ne pouvait s'affranchir entièrement. Ce-
lant, c'était un homme droit et vraiment patriote.
résidait l'administration départementale lorsqu'elle
lécrétée d'accusation (V. l'art. Courtois), et traduite
ris devant le tribunal criminel révolutionnaire. Trop
pour s'abaisser à feindre, trop généreux pour aban-
ner ses collègues, il les défendit jusqu'aux pieds de
afaud, assumant sur sa tête toute la responsabilité
acte incriminé : ses efforts furent inutiles; il suc-
ba sans avoir, en mourant, la consolation de sauver
qu'il voulait arracher au supplice.

Les armes de M. de Poutet étaient d'azur à une montagne d'or, accolée de deux écureuils d'argent, surmontés de deux étoiles d'or; et celles de madame étaient d'argent parti de sinople, au lion parti de l'un en l'autre.

Affiches des Trois-Évêchés et Lorraine, 1779, p. 35; 1780, 273, 286; 1783, 139, 162, 258; 1785, 213; 1790, 42, 43, 50 et suiv., 58, 79, 83, 98, 106 et suiv., 131, 132, 148, 178, 195, 210, 218, 226, 241, 275.

POUTET (LE BARON P.-M.-E. DE).

POUTET (le baron Pierre-Marie-Étienne de), frère du précédent, chevalier des ordres de Saint-Louis et de Marie-Thérèse, lieutenant-général des armées du roi, est né à Metz dans le cours de l'année 1742. Il entra fort jeune dans la carrière militaire, et, comme sa mère était alliée à la maison d'Autriche, il quitta la France pour servir en Allemagne. Cependant, son courage seul lui fit obtenir les grades que la faveur aurait pu lui concéder. Il fit, comme officier, la campagne de Corse en 1768, ainsi que les campagnes de l'Inde sous les ordres du Bailly de Suffren. Nommé, en 1778, à la suite de plusieurs actions d'éclat, major du régiment d'Esterhazy (hussard), il ne cessa, pendant toute la campagne, de se rendre digne du poste qu'il occupait. Le 25 décembre 1779, on le vit attaquer par un escadron de dragons de *Thun de Roswalda*, les repousser vivement quoiqu'il n'eût que cinquante hommes, laisser cinq cavaliers, prendre huit chevaux, faire quelques prisonniers, et jeter l'alarme dans le reste du corps qui se trouvait cantonné près de là. Le 30 du même

mois, dans les environs de Roswald, il s'empara de vingt chariots chargés que l'ennemi conduisait à Lœbschitz. S'étant signalé de nouveau, au point que toutes les feuilles étaient remplies de ses éloges, l'empereur lui envoya, par un courrier extraordinaire, l'ordre de *Marie-Thérèse*, avec la lettre suivante :

« Cher major Poutet,

« Je vous envoie avec la présente, la petite croix de l'ordre militaire de *Marie-Thérèse*, comme une marque authentique d'honneur, et un témoignage de ma satisfaction, pour les bons services que vous m'avez rendus, et particulièrement de ce qu'avec une valeur extraordinaire et peu de troupes, vous avez attaqué dans la Silésie prussienne près de Weidnau, la force de l'ennemi supérieur tant en infanterie que cavalerie ; de ce que vous en avez fait une partie prisonnière, et avez dispersé l'autre. Je suis assuré que cette marque d'honneur que je vous donne en récompense, soutiendra votre ardeur dans la continuation de mon service.

Signé JOSEPH, votre empereur.

« Vienne, le 15 février 1779. »

« Il ne faut pas confondre, dit le journal dont nous extrayons cette lettre, l'ordre de *Marie-Thérèse* avec d'autres, très-honorables sans doute, mais dont les privilèges ne sont pas aussi étendus. Cet ordre fait d'un officier un gentilhomme, d'un gentilhomme un baron d'empire, etc. ; il donne les entrées à la cour, l'honneur de s'asseoir en présence de l'empereur et d'être admis à sa table, tous les privilèges des *chambellans*, etc. La pension qui y est annexée, est de 60 florins ou 1500 liv. de France. On peut juger de l'honneur d'une pareille distinction, par le petit nombre d'officiers auxquels on

l'accorde, et par les formalités que l'on exige. Ce n'est qu'après un conseil de guerre dans lequel on a fait entendre les témoins oculaires d'une action héroïque, qu'on envoie la croix à celui qui en a été publiquement jugé digne. L'armée de Silésie et de Moravie, dont Poutet faisait partie, composée de soixante-quinze mille hommes, n'a reçu que quatre de ces croix, adressées à chacun par des courriers particuliers. L'armée de Bohême, composée de cent quarante mille combattans, n'a reçu que huit croix. »

Le baron de Poutet servit aussi avec distinction dans les régimens de Champagne et de la marine dont il était lieutenant-colonel en 1791. A la fin de cette année, il quitta la France, et fit de suite partie de l'armée de Condé à laquelle il ne cessa d'appartenir jusqu'à l'époque du licenciement de ce corps arrivé en 1800. Alors, M. de Poutet rentra en France, et se fixa à Metz, sa ville natale, où il vécut au sein de sa famille et au milieu de ses concitoyens dont il ne tarda pas à mériter l'attachement par son esprit, son urbanité, et surtout par l'intérêt qu'il savait répandre dans sa conversation à la fois amusante et spirituelle. Peu d'hommes connaissent mieux l'art de la causerie que le baron de Poutet, peu de personnes savaient mieux raconter. Aimant les arts, il était parvenu à former une collection de médailles et de minéraux assez rares.

La révolution lui ayant enlevé sa fortune par suite des mesures prises contre les émigrés, le baron de Poutet vécut jusqu'à l'époque de la restauration, avec un revenu de 2,000 francs qu'il touchait du ministère de la guerre, pour avoir, moyennant cette somme convenue

la rente viagère, vendu à la direction de l'artillerie de Metz une partie du parc Chambière, seul débris qu'il eût recouvré de son patrimoine ; il recevait en outre une pension de 1,000 francs de sa mère, madame la comtesse de Collirado, aujourd'hui (1830) madame la princesse de Lorraine.

En 1814, le baron de Poutet s'empessa de faire valoir ses droits en sa qualité d'officier-général, grade auquel il avait été élevé pendant l'émigration, et le roi, accueillant les réclamations de cet ancien serviteur, lui accorda une pension de 4,000 francs, avec le brevet de lieutenant-général de ses armées. Enfin, le général Poutet était au moment de voir encore augmenter son aisance par suite de la loi sur l'indemnité, lorsqu'il fut tout à coup enlevé à sa famille et à ses nombreux amis, le 1.^{er} septembre 1825, à l'âge de 83 ans.

Le baron Poutet étant célibataire, en lui s'éteignit le nom d'une famille qui jouissait dans cette province d'une considération méritée. Il était, à ce que l'on nous assure, à la veille de recevoir le cordon rouge, et nul doute qu'il eût obtenu cette nouvelle faveur, s'il eût encore vécu quelques mois plus tard. On a rendu à sa dépouille mortelle tous les honneurs militaires.

PRAILLON (LES).

De toutes les familles patriciennes du Pays Messin, celle des Praillon est une des plus célèbres. Cependant, on ne la voit pas figurer dans nos annales avant le 14.^e siècle ; mais, à compter de cette époque, elle a fourni à la république messine des hommes de lettres, des

maitres-échevins, et d'autres magistrats d'un mérite contesté. Il est malheureusement à regretter pour Praillon, comme pour la plupart des autres Messins lustres, qu'une timidité, une modestie naturelles aient empêché de se produire au-delà des limites étroites de la province; leurs talens, demeurés enfouis, n'ont pas occupé la renommée, et n'ont laissé presque aucun aliment à l'histoire.

PRAILLON (J.)

PRAILLON (Jacques), maitre-échevin de Metz, probablement dans cette ville, vers le milieu du XVIII^e siècle, a pris part aux affaires publiques à une époque de troubles où, avec les meilleures intentions, il est difficile d'opérer le bien. Je ne sais si Jacques Praillon a toujours fait ce qu'il dépendait de lui pour calmer l'irritation des esprits, mais j'en doute, car le peuple s'insurge ordinairement pas contre ses magistrats pour de graves motifs. L'Histoire de Metz s'explique mal sur tout ce qui concerne l'établissement de la souveraineté du roi de France dans nos murs, et sur les nombreuses tribulations auxquelles les patriotes furent exposés. On peut au moins y voir une lutte permanente entre l'arbitraire et l'indépendance, les abus du pouvoir et la bourgeoisie. Quelques Messins devaient au roi, tels que Pierre Joly, Jacques Praillon, etc., de maintenir des liens de rapprochement entre les deux parties, mais Jacques Praillon qui, par sa place, devait être dans toutes les circonstances, le premier avocat du peuple, se trouvait souvent dans une fausse position vis-à-vis

gouvernement despotique qui exigeait toujours, et une bourgeoisie malheureuse qui se plaignait sans cesse. Aussi, le 20 mars 1595, M. de Soboles ayant frappé les habitants de Metz d'une taille qui avait été prélevée en 1588, et dont le grand conseil et l'état de la ville avaient depuis juré l'abolition, les bourgeois irrités se levèrent contre Jacques Praillon, alors maître-échevin, se portèrent en foule dans son hôtel, décidés à obtenir une explication ou à tirer vengeance. Mais Jacques Praillon avait pris la fuite. « Le tumulte apaisé, dit l'Histoire de Metz, Messieurs de la justice s'assemblèrent en l'hôtel de Jacques Praillon. Celui-ci ne manqua pas de se plaindre de l'outrage qu'on venait de lui faire. Il en dressa une *plainte pour envoyer à Sa Majesté en France*, et requit Messieurs de la justice de vouloir bien la signer. Ils refusèrent de s'y prêter, attendu que les bourgeois avaient occasion de se plaindre. »

Ainsi, il est évident que Praillon, dévoué au monarque, oubliait, comme tant d'autres, que les devoirs de citoyen doivent marcher avant ceux de fonctionnaire salarié par l'état. Les plaintes de Praillon ne pouvaient être que favorablement accueillies par le roi, et les chefs des rebelles, mis en prison, furent bannis de Metz pour six mois.

Il ne paraît cependant pas que Praillon ait eu longtemps une coupable déférence pour les désirs du souverain; émeute populaire dont il faillit être victime, le ramena sans doute à des principes plus dignes de lui, et il se rangea parmi ceux qui luttèrent avec tant d'énergie contre les mesures tyranniques des Soboles. Incarcéré à

PUYMAIGRE (G.-F. B. DE).

PUYMAIGRE (Gabriel-François **BOUDET DE**), lieutenant-général des armées, né à Thionville le 7 mai 1729, était fils de François Boudet de Puymaigre, seigneur de Sioudray en Berry, commandant du 3.^e bataillon du régiment de Normandie, chevalier de Saint-Louis, mort à Thionville le 24 juin 1747, et d'Élisabeth de Bock.

Voici la carrière militaire de M. de Puymaigre.

Entré au service vers 1744, comme officier de cavalerie, capitaine au régiment de Condé (cavalerie), vers 1751, major au même régiment en 1767, avec rang de mestre-de-camp en 1770; lieutenant-colonel, toujours dans Condé (cavalerie); puis, en 1777, dans Condé (dragons), brigadier de dragons le 1.^{er} mars 1780; maréchal de camp, de la promotion du 1.^{er} janvier 1784; lieutenant-général durant l'émigration.

Tout ce que l'on peut réunir dans la pensée. M. Teissier, de loyauté française, de valeur chevaleresque, de dévouement à l'amitié, formait le caractère de ce brave général. Il avait épousé M.^{lle} Thérèse M... La mort l'a frappé à l'étranger; j'ignore en quelle année.

Histoire de Thionville, p. 313, 314.

PUYMAIGRE (J.-F.-A. B. DE).

PUYMAIGRE (le comte Jean-François-Alexandre **BOUDET DE**), fils du précédent, ancien préfet, chevalier des ordres de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur.

rons le public, consultons ses vœux, écoutons ses conseils, respectons ses droits qui sont les nôtres, sans abandonner nos prérogatives particulières qui sont aussi les siennes ; c'est le moyen, Messieurs, de conserver l'union si désirable entre les Trois-Ordres et le bureau, et de les faire marcher, d'un pas égal, au but désiré que très-certainement on se propose de part et d'autre. »

Le 23, l'assemblée des Trois-Ordres ayant été convoquée, le maître-échevin en fit l'ouverture par le discours suivant :

« Messieurs ,

« J'éprouve en arrivant parmi vous les sentimens divers que doivent naturellement faire naître dans mon âme la jouissance de la plus belle prérogative de ma place, et la difficulté de bien remplir les devoirs importants auxquels elle m'assujétit. Appelé aux plus grands honneurs qu'un citoyen puisse recevoir dans sa patrie, j'en vois tout le danger. Il m'avertit de ne pas me livrer avec sécurité aux douces illusions de l'amour-propre. Rien n'est plus fait pour flatter que la gloire d'être assis à votre tête, de présider au conseil d'un peuple spirituel et courageux qu'illustraient jadis sa liberté, ses richesses et sa puissance, et qui, maintenant, s'honore davantage de contribuer, par sa fidélité et son affection pour ses rois, à la splendeur de la plus belle monarchie du monde. Mais dans quel moment le fardeau de l'administration m'est-il imposé ? Lorsqu'il est le plus accablant. Une dette immense, des charges prodigieuses, des ressources incertaines et faibles : voilà notre position. Nous avons à lutter contre le mal qui nous presse sans pouvoir en calculer le terme ; et quand nous y aurons atteint, qu'il

sur les rangs pour la députation ; mais ses démarches ont eu un insuccès complet, car dix années ne pouvaient avoir fait oublier le préfet du Haut-Rhin. Les ordonnances de juillet l'ont trouvé fidèle aux principes de l'absolutisme, et l'avènement de Louis-Philippe au trône l'a fait rayer de la liste des préfets. Il est, je crois, retiré à Inglange, près de Thionville, où il avait conservé son domicile politique.

PIROLLE (1).

PIROLLE, cultivateur-amateur, membre de la société d'agronomie pratique et de plusieurs autres sociétés agricoles ou industrielles, est né à Metz vers 1770.

Fort jeune lorsque la révolution éclata, Pirolle obéit à l'entraînement général, et passa même quelquefois les bornes que la sagesse impose en s'associant à la rédaction d'une feuille incendiaire publiée à Metz et servant de tribune aux Jacobins les plus exaltés de la province. Il est vrai de dire cependant, que si d'odieuses personnalités ont sali ce journal, elles ne doivent pas être attribuées à M. Pirolle dont le style, non encore formé, avait bien la boursoufflure républicaine de l'époque, mais dont les sentimens probes et le caractère posé, quoiqu'irritable, se seraient opposés à des écarts d'imagination qui auraient pu compromettre ses concitoyens. Quelque temps après la chute du journal, ce jeune écrivain quitta Metz, où le poursuivait la haine des ennemis qu'il s'était faits, et alla se fixer à Paris. Il s'y occupa avec succès d'horticul-

(1) Nous croyions que ce nom s'écrivait par un *y*. Voilà la raison pour laquelle il ne se trouve point dans son ordre alphabétique.

Les Trois-Ordres et le Bureau continuent à se diriger ; c'est en s'y conformant que nous acquerrons des droits certains à l'estime et à la reconnaissance du peuple. C'est lui, Messieurs, c'est lui seul qu'il faut avoir en vue. **Procurons-lui** la petite portion de bien qui dépend de nous, et croyons que de toutes nos obligations celle-ci est la plus essentielle. Soutenons ses droits, ses franchises, ses privilèges, peut-être trop oubliés ; diminuons d'avance le poids de ses charges, sinon par des retranchemens que la nécessité présente ne permet pas, au moins par tous les adoucisse mens qui peuvent résulter de la manière d'exiger une dette que sa légitimité n'empêche pas d'être accablante ; faisons régner la plus scrupuleuse économie dans les dépenses ; opposons la fermeté la plus constante aux tentatives qu'on ferait pour en augmenter la masse ; hâtons de cette sorte les instans où il pourra vous être libre de ranimer le commerce languissant, d'aiguillonner les arts engourdis, et de former dans ce genre quelques-uns des établissemens qui nous manquent ; gardons-nous surtout de donner à d'autres objets l'importance que ceux-ci méritent.

« Telles sont mes idées et mes vœux ; c'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de rectifier les unes et de réaliser les autres. Mais je ne crois pas que nous différiers de sentimens ; je vous découvrirai toujours les miens avec franchise, vous serez toujours les maîtres d'exposer les vôtres avec liberté ; et dussent-ils me contrarier, je mettrai ma gloire à faire exécuter la volonté générale dont vous êtes les organes et les plus sûrs interprètes. Je n'ai, Messieurs, d'autre ambition que celle

Ouvrage orné de planches. Paris, Roret. Année agricole 1824, 1825, grand in-12 de X, 878 pages. 7 fr.

Ce manuel est divisé en huit livres, ainsi qu'il suit : 1.^o Connaissances élémentaires ; composition des terres : culture, engrais ; influence de l'eau, de l'air, du calorique, de la lumière, du froid sur la végétation. 2.^o Organisation et culture des plantes ; moyens de multiplication ; pépinières, tailles diverses, etc. 3.^o Culture des végétaux potagers de pleine terre. 4.^o Culture des arbres à fruits. 5.^o Culture des plantes d'ornement. 6.^o Culture des arbres. 7.^o Culture des plantes d'ornement qui exigent l'orangerie pendant l'hiver. 8.^o Culture des plantes d'utilité et d'ornement qui nécessitent les serres tempérées ou chaudes, etc. *L'Horticulteur français* est terminé par un *Vocabulaire explicatif* de quelques termes, soit de jardinage, soit de botanique, qui peuvent avoir besoin d'interprétation, et par la *table des matières*.

Nous avons eu d'autant plus de plaisir à lire cet ouvrage, qu'indépendamment du mérite que lui donne le plan d'après lequel il est conçu, il contient une infinité d'observations pratiques communiquées à l'auteur par les premiers pépiniéristes et horticulteurs de la Capitale, ainsi qu'une désignation des meilleurs procédés suivis dans différentes provinces renommées par les soins qu'on y donne à la culture des plantes et des arbres. Ainsi, M. Pirolle se reportant avec complaisance aux lieux où il a vu le jour et où il a sans doute puisé le goût des travaux de la campagne, indique la *Houette des Messins* comme étant l'instrument le plus commode pour biner ; parle-t-il des greffes, il cite avec éloges le baron Charles de Tschudy, ses plantations magnifiques et ses découvertes. Il a soin de nous dire, à l'article *Greffes Collignon*, qu'elle est à la mémoire de Collignon, de M^{re} élève jardinier du Muséum, chargé de répandre dans les mes

compliment de félicitations. En vous choisissant pour maire, ils ont cru rendre hommage à la vertu; et leur choix, après avoir été devancé par l'opinion publique, vient encore de recevoir le sceau de son approbation. Votre administration, Monsieur, aura pour date la révolution qui vient de s'opérer. Il serait inutile, pour votre gloire, de transcrire dans nos fastes, que, dans des temps moins heureux, votre réputation seule avait suffi pour déterminer Sa Majesté à vous choisir pour chef de l'ancienne municipalité; mais votre âme était trop fière pour la place; il eût fallu, dans ce temps, vous abaisser jusqu'à elle, et vous avez préféré attendre qu'elle pût s'élever jusqu'à vous. Il est enfin arrivé cet heureux instant, et le choix libre de vos concitoyens vient de vous déferer la première dignité civile de la cité; ils attendent de vous, Monsieur, la sûreté de leurs personnes, le respect dû à leurs propriétés, et le maintien d'une constitution qui leur assure l'un et l'autre de ces avantages. Ils désirent plus encore, et ce vœu serait peut-être téméraire, si les citoyens n'avaient pas conçu de vos talens l'opinion qu'une longue expérience a dû leur inspirer; ils désirent donc, ou plutôt ils espèrent voir renouveler, sous votre administration, cet ancien pacte de la cité qui rassemblait tous les ordres dans un même faisceau, pour en augmenter la force. Qu'il serait glorieux pour vous, Monsieur, si, dans ce jour solennel, le bonheur de tous devenait le principe de l'égalité constitutionnelle! Toutes les révolutions divisent les citoyens; mais le régime d'une bonne administration parvient à les rallier. Ce bon peuple, qui vient de vous choisir pour chef, n'a besoin que d'être éclairé

ter aux plus belles productions de la nature à inspirations propres à féconder le domaine des beaux-arts. Quelques confidences jetées sur différentes pages de son *Horticulteur*, nous permettent de pénétrer dans son intérieur et de l'étudier dans ses relations avec des hommes que des opinions opposées, des occupations et des passions diverses devaient éloigner les uns des autres, mais qu'une appréciation exquise de la nature cultivée réunissait tous dans un même sentiment d'intérêt et d'admiration. Jean et André Thouin, de l'institut, avants agriculteurs; Noisette et Vilmorin, pépiniéristes d'une haute distinction; Jacques Laffitte; Méhul et Catel, de l'académie royale des beaux-arts; Redouté, peintre, de la même académie; van Spaëndonck, van Daël, etc., etc., figurent sur l'Album de notre compatriote. « J'ai vu, dit-il, mon ami Méhul, au milieu des sublimes inspirations d'Erato, quitter la lyre qu'elle lui avait donnée, et venir admirer avec nous nos tulipes en fleurs. Les oreilles si délicates de ce divin chanteur de la gloire et de l'amour cédaient alors, pendant des heures entières, toutes leurs facultés aux yeux de ce rare mortel; et jamais il ne quittait sans regret le champ de son admiration. J'ai vu nos dignes amis, les van Spaëndonck, les van Daël, etc., s'arracher de leurs ateliers, et pour le pinceaux du Dieu des arts et du goût, pour admirer avec nous les formes si nobles, les couleurs si vives et les usages de pinceau divers que la nature, qui s'est surpassée dans cette plante, n'a sans doute donnée à la tulipe que pour offrir des modèles à ceux de ses enfans qu'elle a moulés pour les beaux-arts. Enfin, j'ai vu des dames aimables, auxquelles les grâces semblent avoir légué tout à la fois leurs charmes et leurs ceintures, admirer aussi d'inspiration cette plante, et se laisser attirer de laquelle ont cédé et cèdent encore tant d'hommes estimables de tous les rangs..... »

Plus loin, ayant à parler des renoncules doubles, Foubert

l'exprime ainsi : « Qu'on imagine plusieurs centaines de ces plantes, placées sur huit rayons parallèles, à six pouces les unes des autres, sans lacunes, donnant toutes en même temps leurs fleurs, et réfléchant en variation colorée les feux étincelans du soleil sur un tapis vert nuancé, par une terre brunie à une pluie légère et artificielle; qu'on se représente cette jolie prairie, mouillée des pleurs de l'aurore au soleil levant, et brillante de tant de fleurs balancées légèrement par le zéphir; qu'on examine cette oscillation enchanteresse ou cette trépidation astrale dans ses beaux mouvemens d'ensemble, et l'on concevra la passion des fleuristes ou amateurs, surtout si l'on n'a pas le malheur d'avoir l'âme sèche et les yeux indifférens. Quand nous calculions avec le bon Méhul ces effets sous le rapport des réflexions de lumière, et sous celui des formes et des couleurs de ces plantes, il lisait qu'un parc de renoncules bien choisies et distribuées, était à l'œil ce qu'était à l'oreille la musique de Mozart et le Gluck : moins modeste, il eût pu citer la sienne. »

Obligés d'être sobres de citations, nous nous bornerons aux précédentes pour indiquer les autres ouvrages publiés par Pirolle :

III. *Calendrier du Jardinier français*, contenant le précis de tous les travaux du jardinage à exécuter dans chacun des mois de l'année, avec la notice des fleurs, fruits et agrémens que peuvent se procurer dans ces mêmes mois les cultivateurs de jardins. 1 vol. in-18. Paris, Roret, 1825.

IV. *Supplémens à l'Horticulteur*, ayant paru d'année en année, depuis 1825.

Ces supplémens renferment un compte exact de toutes les plantes et variétés nouvelles dont s'enrichit annuellement la culture française, soit au jardin des plantes, soit chez les amateurs, soit dans le commerce, soit dans les propres cultures de l'auteur. Il y est en outre question de toutes les

améliorations et découvertes introduites dans chaque genre.

V. *Annales des Jardiniers amateurs, publiées par la Société d'agronomie pratique*. Paris, Dufart, libr.-édit. Journal mensuel, in-8.° de deux feuilles d'impression, prix : 10 fr. pour Paris, et en sus, pour l'étranger, 1 fr. 50 c. de port.

M. Pirolle, en sa qualité de secrétaire de la *Société d'agronomie pratique*, est le principal rédacteur de ce journal dont l'existence remonte, je crois, à l'année 1830.

VI. Pirolle a fait, en outre, la description des *Roses peintes par Redouté*, et a établi la synonymie de ces plantes.

Redouté, à sa mort, lui a légué une partie de ses ouvrages.

Nous croyons pouvoir attribuer au même auteur l'ouvrage suivant tiré à un petit nombre d'exemplaires :

VII. *Traité abrégé de l'accacia, du mélèze et de leurs cultes, avec une dissertation sur la chicorée sauvage, considérée comme fourrage*. Par M. P...., agronome. A Metz, chez Verronnais, imprimeur à l'Aigle-d'Or, place Napoléon. Prix : 30 centimes.

Les articles composant ce petit recueil avaient été insérés en partie dans le journal de la Moselle. Il paraît qu'on y a reconnu des vues nouvelles, fruits d'une expérience et d'une pratique consommées.

M. Pirolle professe en ce moment la botanique à Paris.

Notre recueil biographique est le premier où figure cet homme instruit, trop modeste pour se jeter dans les coteries académiques qui poussent leurs adeptes, non pas à la célébrité, car le mérite seul la donne, mais à une renommée d'emprunt, éclat artificiel dont se boursofle la médiocrité rempante et jalouse.

La plupart des détails donnés ci-dessus sont extraits de *L'Horticulteur*, p. VII, VIII, IX, X, 29, 103, 112, 114, 121, 132 et suiv., 142, 143, 177, 297, 318, 352, 353, 408, 409, 459, 586, 587, 758, 759, etc.

QUÉRIEUX (LE BARON PRIGNY DE).

QUÉRIEUX (le baron Mathieu-Anne-Louis **PRIGNY DE**), marin distingué, capitaine des gardes du pavillon amiral, chevalier de Saint-Louis, commandant de la Légion-d'Honneur, est né à Thionville le 6 août 1774. Fils de Liévin-François-Claude de Prigny, seigneur de Quérieux, garde du corps du roi, et de Marie-Madelaine-Marguerite-Élisabeth Constant-Milleret, il montra, dès son enfance, un goût décidé pour les voyages de long cours, pour la vie aventureuse, et entra de fort bonne heure dans la marine. Sans autres protections que sa bravoure, il sut se créer une carrière glorieuse, et parvint, à la suite d'une foule d'actions d'éclat, au grade de capitaine de vaisseau de première classe, et de capitaine des gardes du pavillon amiral près de l'ex-dauphin, alors grand amiral de France. Il était chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur depuis long-temps, lorsqu'en 1820 il reçut la croix de commandeur de ce dernier ordre.

Mort à Paris le 13 novembre 1827, le baron Prigny de Quérieux a été remplacé, comme capitaine des gardes du pavillon amiral, par M. Labretonnière, après le combat de Navarin.

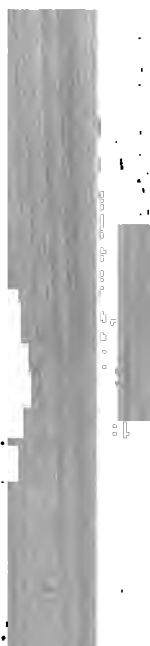
AVIS DE L'ÉDITEUR.

L'impression du troisième volume de la **BIOGRAPHIE DE LA MOSELLE** en était à la lettre N lorsque la révolution de juillet éclata, mais la crise qui s'est opérée depuis, dans le commerce de la librairie, jointe à la préoccupation de tous les esprits entraînés vers la politique, ont retardé jusqu'à présent sa publication. Les souscripteurs, au reste, n'y ont perdu que l'attente, et c'est peu de chose quand il s'agit d'un ouvrage d'une importance aussi grande que la Biographie départementale qui renferme environ cinq cents articles dont plus de quatre cents sont presque entièrement neufs. M. Bagny, profitant des loisirs que lui ont laissés les événements, s'est livré à de nouvelles recherches. Il a vu avec plaisir se grossir le nombre de nos illustrations, et a pu, par sa correspondance et ses démarches, faire sortir de la poussière trente à quarante nouveaux personnages qui feront un supplément aux trois volumes qui ont paru. Cette découverte, la nécessité où s'est vu l'auteur de donner à certains articles plus de développement qu'il ne pensait, et enfin, les réclamations que lui ont adressées la plupart des souscripteurs, pour qu'il termine son ouvrage par une table comprenant, non pas seulement l'indication des articles de la Biographie, mais même les noms de tous ceux qui se trouvent cités dans cet ouvrage et dans l'Historique des Sciences, nous ont paru des raisons assez prépondérantes pour ajouter un quatrième volume aux trois volumes qui ont paru. Ce quatrième volume est déjà sous presse. Il paraîtra, sans faute, dans le courant de novembre. Les personnes qui auraient quelques rectifications ou additions à nous faire parvenir, sont priées de nous le adresser sans retard.

VERRONNAIS.



PAUL FERRI.





ABRAHAM FABERT.





CHARLES ANCILLON.





ROLLAND.







, se fit connaître par ses belles collections de roses et tulipes, par des articles insérés dans différents journaux, et devint, en 1820 et 1821, le principal rédacteur du recueil annuel intitulé :

Le bon Jardinier, almanach, contenant des préceptes généraux de culture ; l'indication, mois par mois, des travaux à faire dans les jardins ; la description, l'histoire et la culture particulière de toutes les plantes potagères, économiques ou employées dans les arts ; des arbres fruitiers de toute espèce, etc.

Commencé par de Grace et Mordant de Launay ; et continué, en 1817, par MM. Féburier, Vilmorin et Noisette, directeur du Jardin fruitier.

Un fort volume in-12, avec planches. Paris, Audot.

Malgré le nom et la dédicace de Pirolle figurent en tête du *Bon Jardinier* de 1823 et 1824, sans doute parce que l'éditeur a pensé que cela ne lui nuirait point, notre compatriote n'a pris aucune part à la rédaction de cet ouvrage, depuis le mois de mai 1822, époque à laquelle il a toute espèce de relation avec l'éditeur.

Le professeur Thouin ayant, en 1821, fait pressentir à Paris les avantages d'un manuel d'horticulture où les notions seraient présentées par divisions et sections séparées, dans l'ordre de la théorie et de la pratique, où les végétaux divisés permettraient de ménager toutes les considérations que l'amateur aime à rencontrer, et dans lequel pendant une table alphabétique donnerait la possibilité de trouver chaque article, on vit paraître trois ans après :

I L'Horticulteur français, ou le Jardinier amateur, traité complet, théorique et pratique du jardinage, divisé en huit parties ; dédié à M. André Thouin, professeur d'agriculture au Muséum, membre de l'Institut de France. Par M. Pirolle, cultivateur-amateur, et ancien rédacteur du Bon Jardinier.



April 24 1931

